

Université de Montréal

**Le visage changeant de l'agriculture roumaine.
Marché, relations sociales et changement culturel**

Par

Sabina Stan

Département d'anthropologie
Faculté des arts et sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Ph.D
en anthropologie

Janvier, 2002

@ Sabina Stan, 2002



GN
4
UBf
2002
v.008

2002
v.008

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée:

**Le visage changeant de l'agriculture roumaine.
Marché, relations sociales et changement culturel**

Présentée par:

Sabina E. Stan

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes:

Jean-Claude Muller
Président-rapporteur

Pierre Beaucage
Directeur de recherche

Bernard Bernier
membre du jury

Marie-France Labrecque
examineur externe

Jean-Claude Muller
Représentant du doyen de la FES

Thèse acceptée le 29 mai 2002

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée:

**Le visage changeant de l'agriculture roumaine.
Marché, relations sociales et changement culturel**

Présentée par:

Sabina E. Stan

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes:

.....
président-rapporteur

.....
directeur de recherche

.....
membre du jury

.....
examineur externe

.....
représentant du doyen de la FES

Résumé

Adoptant l'approche de l'anthropologie économique, cette étude porte sur les transformations qu'a subies l'agriculture roumaine après la chute du communisme. En refusant de voir le changement économique uniquement en termes macro-sociaux ou en termes de "culture entrepreneuriale", je propose d'explorer la manière dont l'action économique entre en relation avec les rapports de pouvoir, les réseaux de relations sociales, et les valeurs et les représentations locales. Mon analyse prend également en compte la transformation structurelle de la demande de produits agricoles

J'adopte une perspective historique, et j'examine les interactions et contradictions de la "grande" et de la "petite" agriculture roumaine depuis le XIXe siècle, en passant par le communisme et jusqu'à la fin des années 90. En faisant cela, je porte une attention particulière aux trajectoires mouvantes de l'action économique en rapport avec les transformations de la place du travail et de la consommation dans la vie des habitants des campagnes roumaines. Mon analyse se fonde sur un travail de terrain anthropologique réalisé durant l'année 1998 dans un village, auparavant collectivisée, de la région de plaine d'un département du sud de la Roumanie. Je prends en compte une pluralité d'acteurs: les chefs des associations créés après 1991 sur les cendres des anciennes coopératives de production agricole; les chefs des stations de mécanisation; les nouveaux entrepreneurs capitalistes; et les nouveaux petits propriétaires terriens.

Contrairement au discours officiel sur la "réforme" à l'Est, discours qui met l'accent sur le caractère radical, désirable ou effectif, des transformations économiques, mon étude met en évidence, à côté des changements certains, quelques éléments importants de continuité affectant les structures de production agricoles. Je souligne, en particulier, le rôle important qu'ont joué les politiques étatiques de la période 1990-1996, et les réseaux informels développées autour des organisations économiques et politiques socialistes. De la même manière, je mets en évidence l'importance, pour la compréhension des transformations post-socialistes, des changements dans les systèmes de valeurs qui sont survenus durant les deux dernières décennies de la période socialiste.

Mots clés: changement social; coopératives; consommation; travail; pouvoir; réseaux; économie informelle; Europe de l'Est; transition; période post-socialiste.

Abstract

This study tackles the transformations affecting the post-socialist Romanian agriculture from the perspective of economic anthropology. While refusing to see economic change either uniquely in macro-social terms or in terms of "entrepreneurial culture", I propose to explore the way economic action relates to power relations, networks of social relations, as well as local values and representations. My analysis also takes into consideration the structural transformation in the demand for agricultural products.

Having adopted a historical perspective, I examine the interactions and contradictions between the "big" and the "small" Romanian agriculture all the way from the beginning of the XIXth century, through the communist period and up to the end of the 90s. While doing this, I give a special attention to the way in which the directions taken successively by the economic action changed in relation to the transformation of the place work and consumption occupied in the lives of rural Romanians. My analysis is based on an anthropological fieldwork realised during 1998 in a formerly collectivised plain village of a southern Romanian department. It takes into account a plurality of actors: chiefs of associations founded after 1991 on the ashes of former cooperatives of agricultural production; chiefs of mechanisation stations; new capitalist entrepreneurs; and new small landowners.

Contrary to the official discourse on the "reform" in the East, which stresses the radical character of the economic change in that region, my study emphasises, besides certain definite novel developments, some important elements of continuity affecting the structures of agricultural production. In that respect, I highlight, in particular, the important role played by the governmental policies of the 1990-1996 period and by the informal networks developed around the economic and political socialist organisations. In the same way, I emphasise the importance, for the comprehension of the post-socialist transformations, of the changes in local systems of values which occurred during the last two decades of the socialist period.

Keynotes: social change; cooperatives; consumption; work; power; networks; informal economy; Eastern Europe; transition; post-socialist period.

Table de matières

Liste des tableaux	ix
Liste des cartes et figures	xi
Liste des sigles	xii
Liste des abréviations	xv
Remerciements	xvi
Introduction.	1
1. <i>La problématique</i>	1
2. <i>Les objectifs et les orientations de l'étude</i>	3
3. <i>Les lieux de l'étude</i>	6
4. <i>La méthodologie</i>	7
5. <i>Synopsis de la thèse</i>	10
6. <i>Note sur les termes roumains</i>	13
I. Première partie. Les outils	
<u>Chapitre 1. Analyser les transformations à l'Est: où en sont les acteurs?</u>	14
1.1. <i>Entrepreneurs et transformations économiques à l'Est: "la culture fait tout"</i>	14
1.2. <i>Action économique, action entrepreneuriale: maximisation du profit, autonomisation, innovation</i>	22
1.3. <i>Action économique, marchés et changement culturel: pouvoir et relations sociales</i>	33
<u>Chapitre 2. Action économique et transformation à l'Est. Réseaux, ressources et pouvoir avant et après 1990</u>	50
2.1. <i>Le socialisme, 1945-1989. Pouvoir, ressources, réseaux et inégalités.</i>	51
2.2. <i>Après 1990. La transformation des économies socialistes et le sort de l'agriculture coopérative: "capitalisme politique", "coalitions insoumises" et "économie informelle"</i>	59
II. Deuxième partie. Le passé	
<u>Chapitre 3. Agriculture et vie villageoise, du XIXe siècle à la deuxième guerre mondiale</u>	69
3.1. <i>Agriculture et développement national</i>	69
3.2. <i>Transformations agricoles et industrielles à Dâmbovița et leur impact sur Buna</i>	86
3.3. <i>Buna: exploitations agricoles, différenciation sociale, travail et consommation</i>	102

<u>Chapitre 4. De la "construction du socialisme" à l'avènement du "bien-être socialiste" (1945-1970). La transformation des paysans en paysans-ouvriers</u>	113
4.1. <i>La collectivisation des campagnes au pays, à Dâmbovița et à Buna (1948-1962)</i>	115
4.2. <i>L'industrialisation et l'urbanisation. Impacts économiques sociaux au pays, à Dâmbovița et à Buna</i>	126
4.3. <i>Le "socialisme de consommation" et la valeur sociale à Buna (1960-1980)</i>	134
4.4. <i>L'intégration des villageois dans le système d'emploi socialiste, ou comment faire du "travail socialiste" un "travail pour soi"</i>	145
<u>Chapitre 5. L'agriculture socialiste coopérative et les petites exploitations des lots personnels (1962-1989)</u>	152
5.1. <i>L'agriculture socialiste: structures de production et performances globales</i>	152
5.2. <i>Le fonctionnement de l'agriculture socialiste coopérative: cadres, pouvoir, réseaux</i>	159
5.3. <i>Les lots personnels des membres coopérateurs: autonomie des gospodării et contrôle étatique (1962-1980)</i>	173
5.4. <i>Les années 80: crise du système et stratégies combinatoires locales</i>	181
III. Troisième partie. La "construction du capitalisme" et la transformation de l'agriculture roumaine	
<u>Chapitre 6. La chute du communisme et la mise en place d'un nouvel ordre politique et économique. Politiques économiques et transformations structurelles (1990-1998)</u>	193
6.1. <i>"Transition" et reproduction: 1990-1996</i>	193
6.2. <i>Le changement de direction. Politique et la réorientation de l'économie: 1997-1998</i>	219
<u>Chapitre 7. La transformation de l'agriculture (1990-1998): un changement radical?</u>	227
7.1. <i>La transformation récupératrice: l'agriculture sous le nouvel État roumain (1990-1996)</i>	227
7.2. <i>La réorientation de l'agriculture et l'ouverture au marché mondial: 1996-1998</i>	254
IV. Quatrième partie. La "grande agriculture": associations et nouvelles grandes exploitations à Dâmbovița	
<u>Chapitre 8. Le secteur associatif: trajectoires des cadres et changement "du dedans" (1990-1998)</u>	263
8.1. <i>La "grande" agriculture en Roumanie: continuités et transformations. Les associations et... de nouveaux acteurs?</i>	263

8.2. <i>Le secteur associatif à Dâmbovița: de la reproduction à la transformation</i>	272
<u>Chapitre 9. Le changement "du dehors": nouveaux acteurs et nouveaux rapports (1997-1998)</u>	296
9.1. <i>La création d'un système privé capitaliste après 1997</i>	296
9.2. <i>Ancien et nouveau secteurs: quelles relations entre leurs acteurs?</i>	314
<u>Chapitre 10. Le fonctionnement interne des associations: les cadres face aux propriétaires de terres (1997-1998)</u>	334
10.1. <i>Le processus de prise de décisions à l'intérieur des associations: qui décide quoi et comment?</i>	335
10.2. <i>Les présidents face aux membres de leurs associations: la distance bien tempérée</i>	336
V. Cinquième partie: La transformation de la "petite" agriculture après 1989, à Buna	
<u>Chapitre 11. La "petite" agriculture: propriétés, exploitations et activités agricoles (1990-1998)</u>	363
11.1. <i>La "petite" agriculture en Roumanie et le cas de Buna</i>	363
11.2. <i>Parenté, résidence, possession de la terre et emploi industriel à Buna</i>	368
11.3. <i>Les exploitations agricoles: partage des tâches et activités</i>	385
<u>Chapitre 12. La dynamique interne de la petite agriculture à la fin de millénaire (1997-1998)</u>	408
12.1. <i>Après 1997 : nouveaux facteurs, nouvelles tendances. La dynamique des coûts de production et des revenus agricoles</i>	408
12.2. <i>La transformation d'en bas : les "tractoristes" au village</i>	422
<u>Chapitre 13. Le travail de la terre: coopération, antagonisme et nouvelles dépendances (1997-1998)</u>	448
13.1. <i>Le travail dans l'exploitation agricole: entre la coopération et l'antagonisme</i>	448
13.2. <i>Les ambiguïtés des nouveaux chemins de la dépendance: possession de la machinerie et "possession des possibilités"</i>	451
13.3. <i>L'utilisation de la main d'œuvre non familiale dans les exploitations familiales</i>	459
13.4. <i>Le retour difficile au travail agricole, ou comment faire du travail agricole un "travail pour soi"</i>	463
13.5. <i>L'ajutor: de la rhétorique à l'action, ou une rhéto-pratique pour mordre sa propre queue</i>	472
<u>Chapitre 14. Confirmations et contestations au village (1997-1998)</u>	479
14.1. <i>Les hiérarchies locales, ou comment la valeur sociale se laisse voir</i>	479

<i>14.2. L'association et le partage équitable: qui en mange plus?</i>	487
<i>14.3. Consommation, contestations, différenciations. De la mécanique des personnes et des biens, et du jeu subtil de l'apparence et de la substance</i>	493
<i>14.4. Contestations et inégalités: quel rapport et quelles perspectives?</i>	515
Conclusions	519
Bibliographie	530
Annexes	
Glossaire des termes roumains utilisés	xvii

Liste des tableaux

Tableau 3.1. La structure de la propriété foncière en Roumanie après la réforme agraire de 1918-1920.	81
Tableau 3.2. La place de l'agriculture roumaine dans l'économie nationale dans la période d'entre-deux-guerres.	86
Tableau 5.1. L'évolution de l'emploi en agriculture et foresterie, dans la période 1950-1980.	154
Tableau 5.2. L'évolution d'effectifs totaux d'animaux, entre 1938 et 1989.	156
Tableau 5.3. L'évolution des principales cultures de l'agriculture roumaine, entre 1965 et 1980.	157
Tableau 5.4. Les performances comparatives des IAS et CAP, en 1982.	158
Tableau 5.5. L'évolution des lots personnels en Roumanie, dans la période 1950-1980.	173
Tableau 5.6. La part de la "petite agriculture" non socialisée et des lots personnels dans la production agricole et animale nationale, en 1970.	179
Tableau 5.7. Les performances comparatives des CAP et des micro-exploitations familiales (incluant les lots personnels et les petites fermes individuelles), en 1982.	181
Tableau 5.8. Les productivités par hectare pour le blé et le maïs, en 1970. Comparaison entre la Roumanie et d'autres pays européens.	157
Tableau 6.1. Les politiques de privatisation et la part des actifs privatisés par année par rapport au portefeuille initial du FPS (Fonds de la propriété d'État) durant la période 1990-1996.	212
Tableau 6.2. Le PIB et le changement sectoriel dans l'économie roumaine durant la période 1990-1996.	213
Tableau 6.3. L'emploi et le changement sectoriel dans l'économie roumaine durant la période 1990-1996.	214
Tableau 6.4. Les principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie pour la période 1990-1996.	217
Tableau 6.5. Les principaux indicateurs du niveau de vie et de l'emploi en Roumanie, durant la période 1990-1996.	218
Tableau 6.6. Les principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie pendant les deux premières années du mandat de la CDR (1997-1998).	225
Tableau 7.1. La transformation des structures d'exploitation dans l'agriculture roumaine suite à l'application de la loi foncière de 1991.	234
Tableau 7.2. L'évolution des prix des produits alimentaires, des intrants et des produits agricoles entre 1991 et 1996.	238
Tableau 7.3. L'évolution des effectifs animaux totaux de la Roumanie durant la période 1990-1996.	242
Tableau 7.4. La balance des céréales en Roumanie, durant la période 1989-1996.	246
Tableau 7.5. Le poids des exportations et des importations dans la production totale de l'année, pour quelques cultures et pour la viande, en 1996.	248

Tableau 7.6. L'évolution des cultures de blé et seigle, et de maïs et sorgho, et de leur place relative dans la production céréalière totale, entre 1989 et 1996.	252
Tableau 7.7. La privatisation des entreprises agricoles et de l'industrie alimentaire d'État durant les années 1997 et 1998.	257
Tableau 7.8. L'évolution des effectifs animaux totaux de la Roumanie durant la période 1997-1998.	258
Tableau 7.9. L'évolution de la production animalière dans le secteur étatique durant la période 1989-1996.	241
Tableau 7.10. L'évolution des effectifs animaux dans le secteur étatique entre 1989 et 1996.	241
Tableau 8.1. L'évolution du secteur associatif en Roumanie dans la période 1989-1998.	264
Tableau 8.2. Les associations juridiques de Dâmbovița en 1998.	274
Tableau 8.3. Les associations familiales de Dâmbovița en 1998.	274
Tableau 11.1. L'évolution des exploitations familiales en Roumanie, dans la période 1989-1998.	364
Tableau 11.2. La structure d'âge de la population roumaine rurale occupée en agriculture, en 1997.	365
Tableau 11.3. Les nouveaux propriétaires à Dobra: <i>străinași</i> et villageois, en 1996.	379
Tableau 11.4. La structure de la propriété foncière à Dobra, en 1996.	380
Tableau 11.5. La structure de la force active à Dobra, en 1996.	382
Tableau 11.6. La structure de la participation à l'association, à Dobra, en 1996.	387
Tableau 11.7. La structure de la propriété et la participation à l'association au village de Dobra, en 1996.	388
Tableau 11.8. La structure des exploitations familiales à Dobra, en 1996.	389
Tableau 11.9. La structure des cultures en exploitation familiale, au village de Dobra, entre 1994 et 1998.	401
Tableau 12.1. Les coûts des principaux travaux mécanisés pour la culture d'un hectare et respectivement d'un demi-hectare de blé, en 1998, à Dobra.	412
Tableau 12.2. La balance des coûts de production (travaux mécanisés), et des revenus agricoles (coupons et vente des produits réalisés) pour un hectare de blé en 1998, à Dobra.	415
Tableau 12.3. Les revenus extérieurs aux exploitations agricoles (salaires et pensions) et leur rapport aux coûts de production (travaux mécanisés) pour un hectare de blé, en 1998, à Dobra.	417
Tableau 12.4. La répartition par groupes d'âge des "tractoristes" de Dobra, en 1998.	422
Tableau 12.5. Les ""tractoristes"" et la possession de la terre, à Dobra, en 1998.	423
Tableau 12.6. Les "tractoristes" et leur occupations extra agricoles: emploi et retraite.	431
Tableau 12.7. Les salaires mensuels moyens dans les principaux secteurs de l'économie roumaine, en 1997.	416
Tableau 14.1. Les divisions de genre et d'âge, et la consommation mondaine et rituelle, à Dobra.	510

Liste des cartes et figures

Carte 1. Les lieux de l'étude: La Roumanie, le département de Dâmbovița et le village de Dobra.	8
Carte 2. La Valachie et la Moldavie au Moyen Âge.	70
Carte 3. La Roumanie et ses provinces à la fin du XIXe siècle.	78
Carte 4. La Roumanie entre les deux guerres mondiales.	78
Carte 5. Le département de Dâmbovița avant la deuxième guerre mondiale.	89
Carte 6. Les départements du sud de la Roumanie (Valachie) au début du XXe siècle.	90
Carte 7. Le département de Dâmbovița et ses voisins entre les deux guerres mondiales.	92
Carte 8. La distribution des terres agricoles et, respectivement, des prairies et pâturages, au département de Dâmbovița.	97
Carte 9. La commune de Buna et ses voisins.	99
Carte 10. La Roumanie après la deuxième guerre mondiale.	114
Carte 11. Le département de Dâmbovița et son développement après 1945.	131
Carte 12. Quelques localités du département de Dâmbovița après 1989.	276
Figure 1. Deux exemples de "cours" (<i>curți</i>) au village de Buna.	392

Liste des sigles

AEI	<i>Asociație Economică Intercooperatistă</i> , "Association économique inter coopérative".
ANP	<i>Agenția Națională de Privatizare</i> , "Agence nationale de la privatisation".
ANPA	<i>Agenția Națională a Produselor Agricole</i> , " Agence nationale des produits agricoles".
ASAL	<i>Agricultural Sector Adjustment Loan</i> , "Prêt d'ajustement pour le secteur agricole".
BM	Banque mondiale.
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle.
CAP	<i>Cooperativa Agricolă de Producție</i> , "Coopérative agricole de production".
CC	<i>Comitetul Central</i> , "Comité central" (du Parti communiste roumain).
CDR	<i>Convenția Democratică din România</i> , "Convention démocratique de Roumanie".
CE	Commission européenne.
CEFTA	<i>Central European Free Trade Agreement</i> , "Le traité de libre échange centre européen".
CPUN	<i>Consiliul Provizoriu de Unitate Națională</i> , "Conseil provisoire d'unité nationale.
CUASC	<i>Consiliul Unic Agro-Industrial și Cooperatist</i> , "Conseil unique agro-industriel et coopératif".
DGAA	<i>Direcția Generală a Agriculturii și a Alimentației</i> , "Direction générale de l'Agriculture et de l'Alimentation".
ECO	Europe centrale et orientale.
FDSN	<i>Frontul Democrat al Salvării Naționale</i> , "Front démocrate du salut national".
FMI	Fonds monétaire international.

FNC	<i>Fabrică de Nutrețuri Combinat</i> , "Fabrique de fourrages combinés".
FPP	<i>Fondul Proprietății Private</i> , "Fonds de la propriété privée".
FPS	<i>Fondul Proprietății de Stat</i> , "Fonds de la propriété d'État".
FSN	<i>Frontul Salvării Naționale</i> , "Front du salut national".
IAS	<i>Intreprinderea Agricolă de Stat</i> , "Entreprise agricole d'État".
ICPA	<i>Intreprinderea de Colectare a Produselor Agricole</i> , "Entreprise de collecte des produits agricoles".
NPI	Nouveaux pays indépendants.
OB	<i>Organizația de bază</i> , "Organisation de base" (du Parti communiste roumain).
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OMC	Organisation mondiale du commerce.
PAC	<i>Partidul Alianței Civice</i> , "Parti de l'alliance civique".
PAS	"Programme d'actions des salariés".
PCR	<i>Partidul Comunist Român</i> , "Parti communiste roumain".
PD	<i>Partidul Democrat</i> , "Parti démocrate".
PDAR	<i>Partidul Democrat Agrar Român</i> , "Parti démocrate agrarien roumain".
PDSR	<i>Partidul Democrației Sociale din România</i> , "Parti de la démocratie sociale de Roumanie".
PER	<i>Partidul Ecologist Român</i> , "Parti écologiste roumain".
PNL	<i>Partidul Național Liberal</i> , "Parti national libéral".
PNT	<i>Partidul Național Țărănesc</i> , "Parti national paysan".
PNT-CD	<i>Partidul Național-Țărănesc Creștin și Democrat</i> , "Parti national-paysan chrétien et démocrate".
PPM	Programme de privatisation de masse.
PRM	<i>Partidul România Mare</i> , "Parti de la Grande Roumanie".

PSDR	<i>Partidul Social Democrat Român</i> , "Parti social-démocrate roumain"
PSM	<i>Partidul Socialist al Muncii</i> , "Parti socialiste du travail".
PUNR	<i>Partidul Unității Naționale a Românilor</i> , "Parti de l'unité nationale des Roumains".
RA	<i>Regie autonomă</i> , "Régie autonome".
SMA	<i>Stațiune de Mecanizare a Agriculturii</i> , "Station de mécanisation de l'agriculture".
UDMR	<i>Uniunea Democrată a Maghiarilor din România</i> , "Union démocrate des magyars de Roumanie".
UE	Union européenne.
USD	<i>Uniunea Social Democrată</i> , "Union social-démocrate".

Liste des abréviations

adj.	adjectif
anon.	anonyme
ibid.	ibidem
id.	idem
ms.	manuscrit
n.	nom
n.d.	non disponible
sg.	singulier
pl.	pluriel
v.	verbe

Remerciements

J'aimerais remercier tous ceux sans lesquels ce travail n'aurait pas pu être entrepris:

Ceux qui m'ont appuyé dans mes différents projets, et qui m'ont encouragé et soutenu constamment dans la réalisation de cette thèse, Mazăre, Lala et Luci. Aussi, André, dont la présence rassurante m'a permis de mener à terme ce travail.

Ceux encore qui m'ont accordé leur hospitalité et amitié au village, et qui, avec sens de l'humour et compréhension, ont consenti de répondre à mes répétées, et souvent naïves, questions. Par souci de confidentialité je maintiens leur anonymat, bien que j'aurais aimé mentionné ici leurs noms en signe de gratitude.

Également, mes amis qui m'ont appuyé depuis Bucarest lors de mon séjour en Roumanie: Manuela, Denisa, Virginia et Vadim, Dana et Paul, Cristi.

Je voudrais aussi remercier Pierre, pour son enthousiasme contagieux et son encouragement réellement dynamisant, et sans qui mon projet de maîtrise ne serait pas devenu un de doctorat.

Finalement, j'aimerais remercier Paul pour son consciencieux travail d'édition et sa confiance dans la qualité de mon étude.

Introduction.

1. La problématique

Les changements survenus dans l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin ont été non seulement politiques (le passage du régime du parti unique au régime démocratique pluraliste), mais aussi économiques, sociaux et culturels. En effet, à la place des anciennes économie et société socialistes sont apparues de nouvelles structures de production, circulation et consommation, tout comme de nouveaux chemins pour l'action et de nouvelles représentations du monde, de soi et de l'autre.

Après les transformations politiques, qui ont été premières par ordre chronologique, les pays de l'Europe de l'Est ont concentré leurs efforts sur la réalisation des transformations économiques. Ces dernières ont été réalisées grâce à des réformes économiques qui visaient la transformation consciente et dirigée des anciennes économies socialistes planifiées en des "économies capitalistes de marché". Sous l'égide tutélaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, des programmes de restructuration économique, de libéralisation des prix, de stabilisation monétaire et de privatisation ont été initiés peu de temps après le renversement de régime de 1989 dans tous ces pays. Du coup, en s'attachant à la construction du marché, les pays de l'Europe de l'Est se sont également arrimés volontairement au processus de "globalisation des marchés" ainsi qu'à l'idéologie officielle néo-libérale que les grands organismes de financement internationaux ont essayé de propager, depuis le début des années 80, à l'échelle de la planète.

Au delà de ce discours, il y a toutefois une réalité concrète des plus diversifiées et mouvantes. En Roumanie, la "transition vers le capitalisme" s'est fait sur un fond de reprise en importance des campagnes et de l'agriculture, donc d'une "régression" par rapport au statut de pays agro-industriel "en voie de développement" qu'elle atteignit vers le milieu de la période socialiste. Ainsi, le poids de la force de travail occupée en agriculture s'est élevé de 28% de la force de travail totale, en 1989, à plus de 35%, à la fin de la décennie 1990 (Oprescu, 2000: 5), tandis que le poids de l'agriculture dans le PIB augmenta pendant cette

même période de 14% à 19%¹.

Une grande partie des transformations qui se sont produites durant les 50 dernières années dans les campagnes roumaines a été liée, d'abord, à la mise en place d'un secteur coopératif en agriculture, et, par la suite, à son démantèlement. Ces transformations, bien que concernant un secteur qui resta toujours secondaire pour l'économie roumaine, touchèrent une large partie de la population des campagnes. En effet, durant le socialisme (1945-1989), c'est le secteur coopératif qui représentait, à l'intérieur de l'agriculture et du monde rural, la plus grosse concentration de force de travail. Après 1989, c'est ce secteur toujours qui a connu la transformation la plus rapide, car la fameuse "privatisation" a été, dans ce secteur, et à travers la rétrocession, aux anciens propriétaires, des terres des coopératives agricoles, la plus poussée et la plus radicale. Et c'est cette transformation de l'ancien secteur coopératif qui a débouché sur le secteur des petites exploitations familiales, celui qui constitue maintenant la plus importante partie du "secteur privé" des statistiques officielles (du moins en termes de nombre d'unités).

Depuis que l'agriculture a pris, en Roumanie, le dessus sur l'élevage au milieu du XIXe siècle, elle a toujours été caractérisée par une tension dynamique entre ce que j'appellerais la "grande" et la "petite" agriculture, l'agriculture des grandes fermes et celle des petites exploitations familiales. Ainsi, avant la première guerre mondiale, bien que la Roumanie ait eu la réputation d'être un pays de grands domaines, son agriculture resta en pratique dominée par un système d'exploitation de petites tailles. La réforme agraire qui suivit la première guerre mondiale semblait confirmer par la loi ce caractère petit paysan, en redistribuant une grande partie des terres seigneuriales aux paysans. Cependant, la collectivisation réalisée par les communistes quelque 40 ans plus tard (en 1962), regroupa une large partie des terres paysannes dans des grandes "coopératives de production agricole". Elle semblait ainsi renverser la tendance au morcellement, par la condamnation de la "petite" agriculture à un secteur marginal. Mais quand, trente ans plus tard (en 1991), la nouvelle loi foncière décida de liquider les anciennes coopératives et de redistribuer leurs terres aux anciens propriétaires, le cours de l'histoire sembla reprendre derechef l'ancien

¹ À la fin du deuxième millénaire et début du troisième, l'agriculture reste en Roumanie un secteur beaucoup plus important que dans les pays voisins. La force de travail active en agriculture (35% du total) est beaucoup plus grande qu'en Pologne (26%), qu'en Bulgarie (24%) ou qu'en Hongrie (8%). De la même manière, la contribution de l'agriculture au PIB est de 19% en Roumanie, tandis qu'en Bulgarie elle est de 12%, en Pologne de 6% et en Hongrie de 5%. Le secteur rural de la Roumanie est, de la même manière, dominé à un plus grand égard par l'agriculture que dans les autres pays: plus de 70% des Roumains des campagnes travaillent en agriculture, comparativement à seulement 33% en Pologne ou en Hongrie (Tesliuc, 2000: 4).

chemin. La "petite" agriculture prit de nouveau de l'ampleur, bien qu'en conjonction avec la continuation d'une "grande" agriculture qui adoptait autant la forme coopérative (dans le cadre de "associations"), que non coopérative (dans le cadre d'unités mises en marche par de nouveaux entrepreneurs capitalistes).

Vu l'importance de l'ancien secteur coopératif dans les campagnes roumaines, et de ces dernières dans l'ensemble du pays, il sera important de nous attarder à la transformation de ce secteur. Des questions importantes surgissent alors. Quels sont les voies prises par cette transformation? Et comment affectent-elles le nouveau visage qu'est en train de prendre l'agriculture, et, avec elle, l'économie et les campagnes roumaines dans leur ensemble? En particulier, quels nouveaux liens s'établissent entre la "petite" et la "grande" agriculture et laquelle d'entre elles arrivera à imprégner sa marque à l'agriculture roumaine?

2. Les objectifs et les orientations de l'étude

Ma thèse se propose justement d'effectuer une analyse anthropologique des transformations qui sont survenues dans l'agriculture roumaine après 1990, en se concentrant sur l'analyse des transformations dans le secteur coopératif.

Pour ce faire, je commencerai par dégager quelques outils d'analyse me permettant de rendre intelligibles ces changements, ainsi que la direction dans laquelle ces derniers se sont fait. Je débiterai par une critique des analyses des transformations à l'Est faites en termes d'"entrepreneurship", pour passer, subséquemment, à une critique plus large des théories de l'action économique. J'esquisserai par la suite un cadre général pour l'analyse de la relation entre l'action économique et le changement social. Dans un deuxième temps, je passerai en revue les principales analyses des processus de transformation économique à l'Est, et essayerai de voir quelles questions elles pourraient nous fournir pour l'analyse des transformations qui ont eu lieu dans le secteur agricole coopératif.

La critique des théories de l'action économique et entrepreneuriale ainsi que la revue des théories des transformations économique à l'Est déboucheront sur quelques axes et dimensions qui orienteront mon analyse des changements qu'a subis, après 1989, le secteur agricole coopératif en Roumanie.

Ainsi tout d'abord, mon analyse ne se réalisera pas selon une approche "typologique" visant à déceler dans la réalité des types d'action économique définis au préalable, mais visera plutôt à comprendre le sens de la transformation qu'à subi le secteur

coopératif en englobant l'ensemble des acteurs économiques de ce secteur et en tenant compte de la manière dont leurs actions se sont inscrites dans des structures plus globales (c'est ce qu'on pourrait appeler la dimension "holistique").

Le premier axe qui guidera mon analyse sera l'axe historique. Celui-ci suivra l'évolution et les errements de l'agriculture roumaine dans son ensemble, depuis son essor au milieu du XIX^e siècle, en passant par la constitution de l'agriculture coopérative durant la période socialiste et jusqu'à la transformation de cette dernière après 1990. Grâce à ce détour, les trajectoires des acteurs concrets deviendront intelligibles, car ces acteurs ont, parfois, traversé eux-mêmes plusieurs époques, tout comme ils ont été inscrits dans des univers imaginaires dont les racines remontent dans le passé. En même temps, les changements sur le plan structurel deviendront eux aussi intelligibles par la référence à cette plus longue durée.

En parallèle avec cet axe chronologique, un autre axe guidant mon analyse sera celui qui divise la "grande" de la "petite" agriculture. Cet axe, qui concerne non pas les formes de propriété de la terre mais son exploitation concrète, m'aidera, par exemple, à distinguer, durant la période qui a suivi la collectivisation, entre une "grande" agriculture réalisée dans les parcelles exploitées directement par les coopératives et la "petite" agriculture des exploitations familiales développées autour des lots personnels que les coopératives concédaient à leurs membres. Je pense que cette distinction est importante, car elle permet de mettre en lumière les continuités entre la "petite" agriculture des lots personnels du temps du communisme et celle développée sur les propriétés individuelles récupérées après 1991; ainsi que celles entre la "grande" agriculture coopérative du socialisme et l'agriculture associative développée après la chute du régime. Elle permettra aussi de mettre en évidence les transformations éventuelles dans la position que les petites exploitations et les unités coopératives/associatives ont occupée, avant et après la chute du régime communiste, dans le cadre de structures économiques et sociales plus larges.

Nous arrivons ainsi à un autre axe de questionnement, celui qui vise à mettre en parallèle la transformation de la production agricole roumaine et la transformation de la place de l'agriculture dans l'économie nationale et de celle-ci dans l'économie mondiale (et donc le degré de participation de l'agriculture roumaine à l'ouverture plus ou moins grande de la Roumanie au marché mondial). À cet égard, je essayerai de mettre en relation la transformation de la demande pour les produits agricoles avec cette ouverture, mais aussi avec le développement de l'élevage et avec l'intégration de l'élevage à l'agriculture

roumaine. En outre, j'établirai également une relation entre la demande pour de produits agricoles et la transformation des structures internes de circulation et de consommation de produits agro-alimentaires, donc avec les modes d'échange concrets qui ont pu prévaloir en Roumanie autant avant qu'après la chute du régime communiste. Dans ce contexte plus large de transformation de la demande, je essayerai de déceler la manière dont la "grande" et la "petite" agriculture ont pu être articulées.

À côté de ces axes, un autre axe d'analyse se concentrera sur la transformation des rapports de pouvoir concernant autant la "grande" agriculture coopérative que la "petite" agriculture des lots personnels ou des petites propriétés. Une importance particulière sera accordée au rôle qu'a joué l'État dans la configuration de ces rapports, mais aussi aux rapports qui se sont développés en complémentarité et à l'extérieur de son emprise.

Finalement, un dernier axe concernera la mise en lumière des transformations sur le plan symbolique et de leur lien avec les rapports de pouvoir et la place des différents acteurs dans le marché. Une première direction suivra les changements sur le plan de la conception du travail. En effet, le travail, et la lutte pour son contrôle, ont constitué, je crois, un espace majeur où les rapports de pouvoir concernant autant la grande que la petite agriculture se sont joués avant, pendant et après la période socialiste. La deuxième direction sera constituée par le changement des modes de consommation. Nous verrons que ce changement est intimement imbriqué avec la transformation de la place occupée par la "petite" agriculture dans les structures économiques et sociales plus larges. Les changements sur le plan du travail et de la consommation seront vus dans la perspective de la place que ces deux activités ont occupée, au fil du temps, dans les conceptions relatives à la valeur sociale. Une troisième direction concernera la lutte pour l'imposition de différentes échelles de valeur. Nous verrons, en effet, que cette lutte a joué de manière importante sur la légitimation de l'appropriation des différentes ressources (travail, terre, capital) et ainsi sur la reproduction, contestation et reconfiguration des rapports de pouvoir.

Précisons que le "secteur coopératif", dans le sens que je lui donne ici, inclut, dans son sens le plus large, autant les coopératives de production agricole du socialisme et les associations d'après 1990 (les unités d'exploitation), que les stations de mécanisation qui leur ont été afférentes durant le socialisme, et, comme nous le verrons, pendant encore quelques années après la chute du régime communiste. Ainsi, bien que mon analyse se concentrera sur les anciennes coopératives et sur leurs héritières, les associations, je m'attarderai aussi sur les stations de mécanisation. Ces unités faisaient partie, durant la

période socialiste, du même système de production que les coopératives. Elles ont constitué aussi le bassin d'où une possible transformation plus profonde de ce secteur a pu s'entamer après la chute du régime.

Afin de conserver une continuité entre les divers termes employés, je utiliserai le terme de "secteur associatif" pour la période d'après 1991. En fait, après le changement de régime, les anciennes coopératives de production agricoles ont été dissoutes, pour céder la place à des "associations". Néanmoins, bien que les coopératives et les associations présentent des différences importantes, leur insertion similaire dans le système plus large de production et circulation des produits agricoles, au moins durant les quelques années ayant précédé et suivi le renversement du régime communiste, fait que nous pouvons parler d'une transformation du secteur coopératif après 1989 (impliquant ainsi des continuités) et non pas d'une rupture radicale.

Par ailleurs, j'utiliserai le terme de "grande" agriculture pour désigner l'ensemble des grandes exploitations agricoles. Comme pendant le socialisme cette "grande" agriculture concernait majoritairement les coopératives agricoles de production, je l'utiliserai par endroits comme un équivalent de l'agriculture coopérative. Bien que l'agriculture d'État y jouât elle aussi un rôle important, je limiterai mon analyse au secteur coopératif, l'agriculture d'État étant inscrite dans une dynamique différente et suscitant d'autres questionnements que l'agriculture coopérative.

Finalement, je considérerai les petites exploitations familiales développées autour des lots personnels ou des nouvelles petites propriétés comme partie prenante du mouvement dans lequel a été pris le secteur coopératif. En effet, les lots personnels étaient intimement liés à ce secteur, en tant que lots cédés par les coopératives à leurs membres, tandis que les petites propriétés constituées après 1991 ont résulté directement de la dissolution des anciennes coopératives. Nous verrons à travers ce qui suit qu'il y a eu de nombreux autres liens qui se sont tissés entre la "grande" agriculture des coopératives et des associations agricoles, et la "petite" agriculture des exploitations familiales.

3. Les lieux de l'étude

J'ai choisi un département du sud de la Roumanie, Dâmbovița. En concordance avec l'axe divisant la "grande" et la "petite" agriculture, je me suis d'abord concentrée sur le sud du département (afin de saisir les transformations "d'en haut" à l'intérieur de la grande

agriculture coopérative) et ensuite sur un village en particulier, Buna (afin de saisir la dynamique de la petite agriculture, ainsi que son impact "d'en bas" sur la grande agriculture) (voir carte 1, page 8).

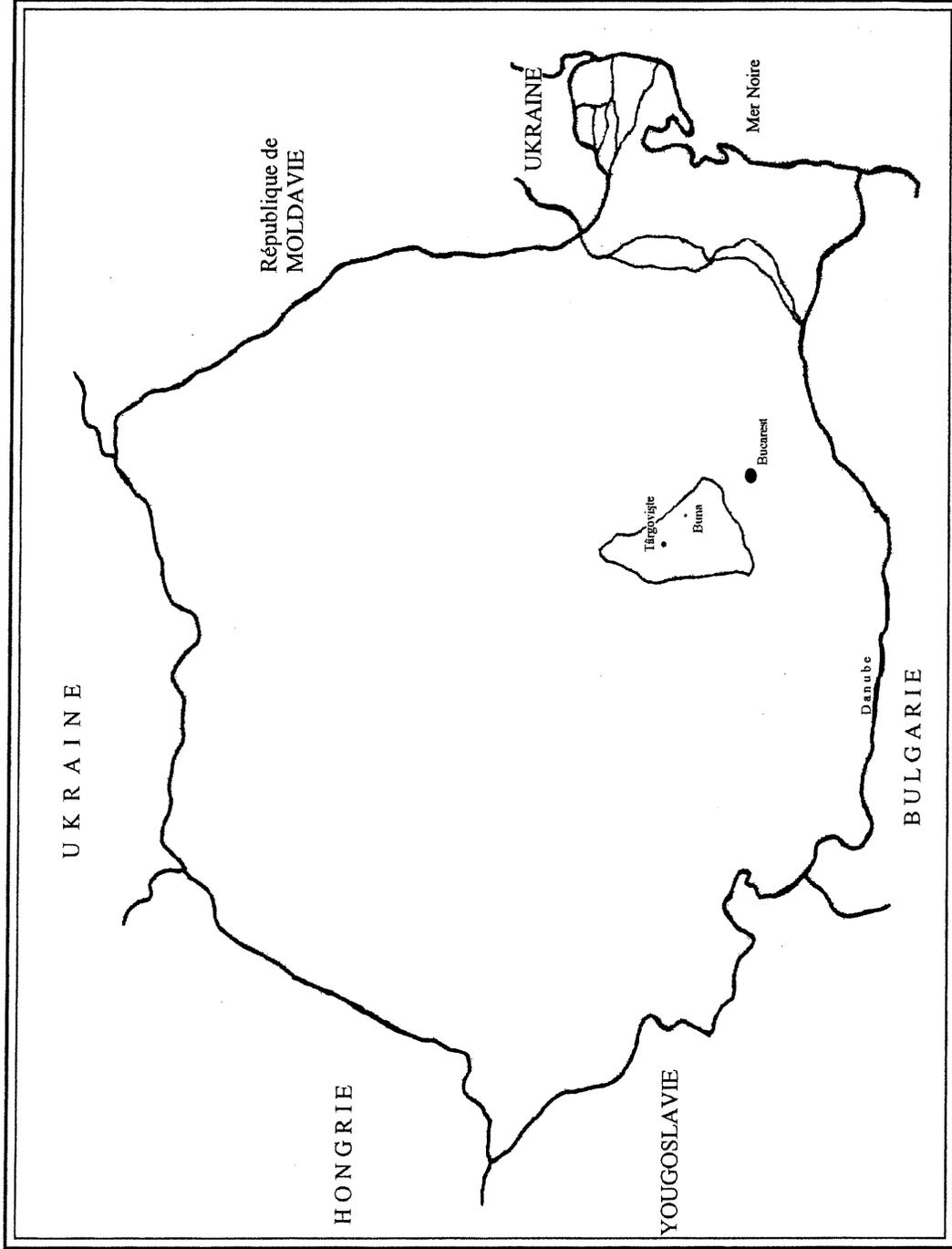
À l'échelle de la Roumanie, le département de Dâmbovița est un département "moyen", ni trop très prospère, ni trop sous-développé. Bien que je ne prétends pas, malgré son caractère moyen au niveau de certains indices de développement, à la "représentativité" de Dâmbovița, je pense toutefois que les processus que je décris sont non pas représentatifs mais significatifs, et arrivent à rendre intelligibles (au moins) certaines des directions que peuvent prendre la transformation de l'agriculture coopérative, et, avec elle, de l'agriculture roumaine plus généralement, après 1990.

La direction du changement est encore, au niveau des grandes étiquettes ("capitalisme", "économie de marché", "développement"), incertaine. J'ai essayé alors plutôt de me concentrer, en bonne tradition anthropologique, non pas sur l'étiquetage, mais sur la fine description des processus locaux et de leurs liens avec les processus non seulement plus "globaux", à des échelles plus inclusives, mais aussi en relation avec des processus de plus longue haleine (la transformation des valeurs et des représentations à travers les cent dernières années). C'est cette inscription plus large qui fait que cette étude particulière et restreinte soit sensible d'avoir une portée plus globale, autant à l'échelle de la Roumanie qu'à celle des pays de l'Est dans leur ensemble.

4. La méthodologie

L'étude qui suit se fonde essentiellement sur une recherche de terrain anthropologique. La recherche de terrain s'est déroulée pendant une année (de février 1998 à janvier 1999, inclusivement) et a combiné l'exploration dans trois endroits différents.

Le premier endroit a été Bucarest, et a concerné surtout la cueillette de données publiées (livres, articles, rapports, données fournies par des organismes tels que le Parlement roumain ou la Commission nationale de statistique). J'ai également effectué des entrevues avec les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ou de la Direction pour l'intégration européenne du gouvernement roumain, et avec des chercheurs locaux intéressés aux problèmes de l'agriculture, comme ceux qui travaillent à l'Institut de l'économie mondiale de l'Académie roumaine de sciences ou à l'Institut d'économie agraire



Source: D'après (Magocsi, 1993: 161).

Carte 1. Les lieux de l'étude: La Roumanie, le département de Dâmbovița et le village de Dobra.

de l'Académie roumaine de sciences agricoles. La recherche sur le premier site a été réalisée surtout au début et à la fin de mon année de recherche en Roumanie.

Le deuxième lieu de recherche a été la région sud du département de Dâmbovița. La recherche s'est déroulée pendant un mois (en novembre 1998) et a compris principalement des entretiens avec des cadres de l'agriculture associative (chefs d'associations et de stations de mécanisation), ainsi qu'avec des chefs d'entreprises agricoles qu'on pourrait qualifier d'appartenant, de par leur taille, à la "grande" agriculture, et que j'ai appelés des "nouveaux entrepreneurs". Dans une moindre mesure, elle a compris aussi des entretiens avec des cadres de l'agriculture étatique, et avec des agronomes affectés par le ministère de l'Agriculture aux Chambres agricoles des communes.

La troisième site a concerné le village de Buna. J'y ai effectué la plupart de mon terrain, soit quelque huit mois continus (du début mars à la fin d'octobre 1998), ainsi que des visites plus intermittentes entre novembre 1998 et février 1999. J'ai habité chez une famille de l'endroit, avec laquelle j'ai partagé tous mes repas. Le contact sur ce terrain a été fait grâce à une amie de ma mère, actuellement au Canada, qui m'a recommandée à ses parents du village - respectivement une tante et une cousine. J'ai d'ailleurs fini par habiter dans la maison de cette dernière. J'ai participé à leurs activités domestiques et agricoles, ainsi qu'aux différentes fêtes religieuses et familiales auxquelles les membres de la familles prenaient part. J'ai également fréquenté la mairie communale, d'où j'ai ramassé des données statistiques contenues principalement dans les registres agricoles de la commune. Finalement, j'ai eu aussi accès aux archives de la coopérative agricole de production du village.

J'ai été, en raison de la division sexuelle des tâches, plus proches des groupes de femmes que des groupes d'hommes. Les nombreuses amitiés que j'ai nouées avec d'autres familles au village m'ont permis d'avoir un contact plus direct et plus fréquent avec différents villageois. Les conversations que j'ai suivies se sont déroulées surtout dans les cuisines de différentes maisons. Seulement de façon occasionnelle je me suis rendue dans les bars locaux. J'ai ainsi eu moins accès aux discussions "entre hommes" qui avaient lieu dans ces endroits. Les données recueillies ont résulté des entrevues libres et semi-dirigées ainsi que de l'observation participante.

Finalement, je dois mentionner que mon étude se base aussi sur une recherche approfondie que j'ai réalisée dans les bibliothèques de Montréal à différentes périodes. Elle m'a permis d'avoir accès à des études anthropologiques, ou autres, portant sur la Roumanie

ou sur d'autres pays de l'Europe de l'Est, et ainsi de donner l'inscription temporelle et spatiale nécessaire à mon étude de cas particulière.

Je précise que la majorité des localités et des personnes auxquelles je fais référence directe dans cet ouvrage sont désignées, afin de préserver l'anonymat de mes informateurs, par des pseudonymes. J'ai appliqué cette règle chaque fois que l'information risquait d'être compromettante pour une personne.

5. Synopsis de la thèse

Comme nous l'avons vu plus haut, mon étude s'ouvrira par une première partie, dédiée aux "outils" conceptuels et analytiques que j'emploierai pour analyser les transformations qu'a subi l'agriculture coopérative roumaine après 1990. Ainsi, le premier chapitre dégagera un schéma analytique mettant en relation l'action économique avec les changements dans les positions dans le marché des différents acteurs, la structuration des réseaux et des groupes (et donc, implicitement, les rapports de pouvoir), et le changement culturel. Le deuxième chapitre esquissera les grands traits d'un cadre conceptuel spécifiquement développé autour de l'analyse des transformations économiques à l'Est durant la "transition". Regardant du côté de la configuration des rapports de pouvoir et des réseaux, ce cadre construit l'analyse des transformations à l'Est en partant d'une analyse de la société et de l'économie socialistes. Pour comprendre le développement d'un "capitalisme politique", de "coalitions insoumises" ou encore d'une économie informelle après 1990, ce cadre fera donc recours aux notions qui ont servi à décrire la société socialiste (telles "économie de pénurie" et "seconde économie").

La deuxième partie, dédiée au "passé", suivra une ligne chronologique. Le chapitre 3 essayera de donner une image de l'agriculture dans le village de Buna et la région du sud de Dâmbovița, en passant en revue les transformations structurelles qui ont affecté l'agriculture roumaine durant le XIXe siècle et jusqu'au milieu du XXe siècle. Nous verrons non seulement les structures locales de production agricole, mais aussi comment le travail a pris une place particulière, à côté de la terre, dans les structures locales de valorisation sociale. La place et le caractère de la consommation à cette époque seront eux aussi évalués.

Le chapitre 4 explorera la transformation de ces configurations de l'action et de la signification suite à l'instauration du régime communiste après 1945. Nous passerons en

revue les trois processus qui ont affecté le pays durant cette période: la collectivisation; l'industrialisation et l'urbanisation du pays; ainsi que l'avènement subséquent du "socialisme de consommation". Nous verrons ainsi leur conséquences sur les villageois autant en termes de structure occupationnelle qu'en termes de changement identitaire sur le plan des valeurs. À ce dernier chapitre, je me pencherai sur les changements que ces grandes transformations ont apporté à la notion de "travail" et à la place qu'elle, ainsi que la consommation, occupaient dans les visions locales de la valeur sociale. Dans un deuxième temps je décrirai les structures de production agricole mises en place après la Je m'attarderai ainsi sur les stratégies développées par les cadres des coopératives et j'essayerai de dégager la place qu'ils occupaient dans les hiérarchies économiques socialistes, et les réseaux dont ils faisaient partie. Par la suite, nous verrons comment les exploitations agricoles développées autour des lots personnels s'inséraient dans l'économie socialiste. Je me pencherai finalement sur la période des années 80, quand cette intégration a pris, dans les conditions du développement du marché noir et des échanges informels, des formes très particulières. Après l'examen des changements apportés par la période socialiste, nous nous attaquerons aux transformations survenues après 1989.

La troisième partie sera dédiée à une mise en contexte générale, en suivant les grandes transformations de politique économique et leur impact sur l'économie et la population roumaines (chapitre 6), pour passer par la suite aux développements plus particuliers qu'a connu l'agriculture roumaine dans son ensemble (chapitre 7). Dans cette partie, nous verrons qu'une coupure temporelle importante durant la "transition" fut celle entre les mandats du parti de centre-gauche d'Iliescu (1990-1996) et celui du parti de centre-droite de la Coalition démocratique de Roumanie (1997-2000). Nous verrons, en effet, que, tandis que la première période encouragea le maintien d'un secteur associatif, la deuxième lui porta, par l'ouverture de l'économie roumaine au marché mondial et par la fin de l'appui l'étatique, un coup dévastateur.

Dans la quatrième partie nous nous pencherons sur les transformations plus particulières qu'a connues le secteur coopératif, en attaquant ces transformations d'une vue "d'en haut", en particulier celle des cadres se trouvant à la tête des unités coopératives/associatives. Ainsi, dans un premier temps je m'attaquerai au sort des associations du sud de Dâmbovița, en essayant de mettre en lumière les éventuels mécanismes de reproduction de leurs cadres, les réseaux à l'intérieur desquels ils agissaient, les trajectoires des unités durant la "transition" et en particulier les relations entre les

associations et les stations de services mécanisés (chapitre 8). Par la suite, je me pencherai sur le nouveau contexte qu'on dû affronter les associations après 1997, et sur les nouveaux acteurs qui ont fait leur apparition en agriculture durant la période de "transition". Je montrerai, à travers leurs trajectoires, le rapport étroit que leur apparition a entretenu avec la dissolution du secteur coopératif, et nous verrons comment les anciens cadres de l'agriculture socialiste, qui se sont trouvés, après 1991, à la tête des nouvelles associations, ont interagi avec les nouveaux entrepreneurs, et quel a été le discours qu'ils ont développé dans le nouveau contexte compétitif (chapitre 9). Finalement, nous reviendrons sur le fonctionnement interne des associations, pour voir les interactions entre les chefs et les membres des associations, et en particulier la manière dont ces chefs se sont pris pour réaffirmer et consolider leur position de pouvoir (chapitre 10).

La dernière partie considérera le sort de la "petite" agriculture des exploitations familiales. Nous verrons ainsi, tout d'abord, la distribution des propriétés familiales à l'intérieur du village de Buna, tout particulièrement parmi les unités locales de résidence, de parenté, de travail et de possession de la terre, les *gospodării*. Par la suite, j'esquisserai le tableau de la structure des activités agricoles à l'intérieur des exploitations familiales (chapitre 11). Nous passerons ensuite aux dynamiques qui s'enclenchent à l'intérieur de la "petite" agriculture à la fin du millénaire, afin de voir autant les nouveaux facteurs et tendances générales, que le cas plus particulier de la catégorie des possesseurs de tracteurs (chapitre 12). Les deux derniers chapitres de cette partie seront consacrés aux contradictions et différenciations développées à l'intérieur du monde rural et à la manière dont ces dernières sont résolues ou du moins contournées par ceux qui les subissent. De fait, je m'attarderai tout particulièrement sur le cas du travail (chapitre 13), pour passer par la suite aux bases de la valeur sociale et à la place que la consommation y occupe (chapitre 14).

Je finirai mon étude avec quelques conclusions générales concernant la manière dont le cadre analytique développé à son début a contribué à poser un éclairage particulier sur les transformations qu'a subies l'agriculture coopérative roumaine après 1990.

6. Note sur les termes roumains

Tout au long de ce texte j'ai employé plusieurs termes roumains que j'ai rendu en caractères originaux (c'est-à-dire en incluant les signes diacritiques spécifiques au roumain).

La langue roumaine utilise un alphabet latin assorti de quelques signes diacritiques spécifiques. Les mots se lisent généralement tels quels sont écrits, sauf pour quelques lettres et groupes de lettres particuliers.

ă se lit comme le "e" de "que"

ș se lit comme le français "ch"

ț se lit comme le français "tz"

î et â correspondent au même son, et se lisent comme "œufs", mais plus guttural

"che" se lit comme le "quê" dans "quête"

"ghe" se lit comme le "gue" dans "guenille"

"ce" se lit comme le "Tché" dans "Tchécoslovaquie"

"ci" se lit comme le "ci" dans l'italien "ciociara"

"ge" se lit comme le "ge" dans l'anglais "gentry"

"gi" se lit comme le "gi" dans l'italien "Gino"

Pour les noms, j'ai généralement utilisé et donné autant la forme au singulier que la forme au pluriel.

L'orthographe roumaine a connu certaines modifications en entrant et, par la suite, en sortant de la période socialiste. Le changement le plus notable a concerné l'utilisation de "î" et de "â". En fait, dans de nombreux noms le "â" d'avant l'arrivée des communistes a été remplacé, après l'instauration du régime, par un "î". Après 1990, l'Académie roumaine a instauré de nouveau l'ancien usage. C'est pour quoi le nom du département où j'ai effectué ma recherche et celui de sa capitale se sont écrit "Dâmbovița" et respectivement "Târgoviște" avant et après le socialisme, mais "Dîmbovița" et "Tîrgoviște" durant le socialisme².

² L'usage de "â" rend souvent mieux l'étymologie latine des mots roumains. L'instauration du communisme à la fin de la deuxième guerre mondiale a été faite sous l'égide de l'URSS. Elle a ainsi promu le caractère "international" de la nouvelle dictature du prolétariat, et donc l'occultation des spécificités nationales. Le fait que l'héritage latin était un des éléments qui distinguait la Roumanie de l'URSS et des autres pays slaves, devenus communistes eux aussi, a probablement joué également.

I. Première partie.
Les outils

Chapitre 1. Analyser les transformations à l'Est: où en sont les acteurs?

Une grande partie des analyses qui ont traité des transformations économiques à l'Est a été réalisée d'un point de vue macro-économique et a visé à déceler la manière dont les grands "équilibres structurels" ont été affectés par l'ouverture des économies de l'Est au marché mondial et par le démarrage, et par la suite la poursuite, du démantèlement du secteur étatique (à travers, en particulier, la privatisation)¹.

Concentrées sur les politiques étatiques et leur impact sur la croissance du PIB, l'inflation, la balance des comptes courants et le rythme de la privatisation, ces analyses ont été souvent réalisées d'un point de vue qu'on peut appeler "téléologique". En effet, elles ont eu un souci constant de diagnostiquer l'état de santé de ces économies en mesurant la distance qui séparait la situation des pays de l'Est d'un modèle idéal "d'équilibre" qui correspondait, bien sûr, à un Occident idéalisé. Elles ont eu aussi tendance à objectifier les grands indicateurs économiques, en attribuant à leurs variations une capacité d'influence déterminante. Dans ce type d'analyse, les seuls acteurs véritables des changements, à côté de ces indicateurs abstraits, sont les gouvernements, ou, au mieux, les mouvements collectifs organisés comme les partis ou les syndicats.

Au lieu de ces visions abstraites et "d'en haut" des transformations, d'autres analyses ont proposé une analyse en termes d'agents et d'action économique. À travers quels agents le changement se réalise-t-il? À quels nouveaux schémas obéit l'action économique durant cette période?

Je essayerai de formuler un cadre d'analyse des transformations qui ont pris naissance dans le secteur agricole roumain à partir d'une critique des analyses réalisées en termes d'acteurs. Ma démarche débouchera sur une critique plus fondamentale des théories de l'action économique et par la suite sur un cadre pour l'analyse de l'action économique.

1.1. Entrepreneurs et transformations économiques à l'Est: "la culture fait tout"

Dans les conditions où, après 1990, la mise en place de "l'économie de marché" a été, et continue d'être vue, par de nombreux politiciens mais aussi de nombreux analystes,

¹ Voir les nombreuses analyses effectuées par la Commission européenne ou la Banque mondiale, mais aussi d'autres analyses réalisées dans une perspective plus strictement "économiste" (Parker, 1994; Holland, 1995). Pour la Roumanie, voir (Demekas et Khan, 1991), (Daianu, 1997).

comme La voie que les pays de l'Europe de l'Est devraient suivre, l'analyse des transformations économiques et sociales à l'Est a souvent été effectuée dans les termes d'une analyse de la "transition" vers le capitalisme ou l'économie de marché.

Dans ce contexte, le nouveau héros des transformations économiques à l'Est est devenu l'entrepreneur. Défini comme un agent poursuivant la maximisation du profit, il est partisan du libre marché, et c'est lui qui est appelé à réaliser la transformation créative des économies "sclérosées" du socialisme. Épaulé par de nombreux "programmes de développement de l'entrepreneurship", l'entrepreneur est conçu comme un agent de base du changement (des mentalités, de l'organisation économique, des relations sociales). Le modèle implicite est que le capitalisme et un "sain" marché local ne peuvent se développer en l'absence d'agents qui les promeuvent, en chambardant du même coup les structures, les comportements et les valeurs hérités du passé. La référence aux entrepreneurs constitue donc la métaphore néo-libérale du changement local à travers le marché et l'arrivée de manières capitalistes (en l'occurrence occidentales) de faire et de penser.

Les analyses des transformations économiques à l'Est en termes d'entrepreneurs et d'action entrepreneuriale se sont accompagnées d'une recherche fébrile des espaces sociaux susceptibles de les engendrer. Dans ces analyses, le socialisme, sa société et économie, ou la culture locale, ont constitué autant d'espaces à l'intérieur desquels, ou par opposition auxquels, l'action entrepreneuriale et les entrepreneurs peuvent faire leur apparition. Nous nous pencherons maintenant sur quelques-unes de ces analyses.

1.1.1. Les entrepreneurs à l'Est: "seconde économie", économie socialiste, culture locale?

Pour les tenants pur et durs des théories néo-libérales, les acteurs des nouvelles transformations, à l'Est, ceux qui allaient former le "secteur privé" et la "nouvelle classe moyenne", font leur apparition à travers un processus de sélection naturelle, activé par les mécanismes du marché (voir par exemple Kolodko, 2000). Le changement économique et social est ainsi vu en termes d'une généralisation du marché, qui devient, par le fait même, un modèle de société. Les nouveaux entrepreneurs représentent ainsi ensemble non pas une catégorie spéciale, mais la nouvelle société elle-même².

² Voir (Morokrzycki, 1996) pour une discussion de cette vision des nouveaux entrepreneurs et de la "nouvelle classe moyenne" en termes néo-libéraux.

En outre, pour certains analystes, les nouveaux entrepreneurs et leur "esprit entrepreneurial" se caractérisent surtout par leur complète rupture avec le socialisme, et en particulier avec ce qu'on a appelé sa "culture organisationnelle". Dans ces analyses, le socialisme a été décrit comme mauvais, car il représente l'antithèse même du marché. Le fonctionnement de l'économie socialiste et de la "seconde économie"³ qui l'a parasitée ont introduit, dans les pays de l'Europe de l'Est, une culture organisationnelle impliquant les échanges de biens et de services, la négociation, la dissimulation et la manipulation des ressources publiques dans un contexte de corruption. Il en est résulté une "culture de la méfiance" qui est entretenue par les conditions de la transition (Sztompka, 1996). Tout ces "traits culturels" du socialisme, ainsi que l'organisation parallèle en réseaux et coalitions de "managers", sont capables de subvertir l'application des critères de performance et l'atteinte des objectifs fixés. Ils sont donc l'antithèse de la rationalité et de l'efficacité économique. Les éléments d'entrepreneurship et de stratégie sont ainsi ostensiblement absents du comportement des gérants des entreprises étatiques, et leur "culture" est contre productive du point de vue de la transition vers une économie de marché (voir aussi [Mokrzycki, 1997: 193]).

Pour que le marché se développe on a alors besoin autant d'un nouvel "esprit", en rupture avec la culture organisationnelle du socialisme, que de nouveaux porteurs de cet esprit, en rupture avec l'ancienne société socialiste et ses structures. On pourra retrouver ces porteurs parmi les éléments marginaux de cette société, parmi ceux qui n'ont pas été "contaminés" par son esprit. Ils seront les nouveaux entrepreneurs qui opèrent dans le secteur privé, une nouvelle "race" rompant avec le passé. Leurs références proviennent d'ailleurs (d'Occident, en l'occurrence); ou bien ils viennent carrément de l'extérieur, étant de vrais "croisés étrangers" (belle image pour rendre le caractère missionnaire de leur action). Le changement passe tout d'abord par un changement culturel, changement géré et dirigé par de nouveaux agents exogènes à la société locale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la transformation de la culture organisationnelle se fait à travers "l'évolution dirigée" (de

³ La "seconde économie" socialiste est une catégorie particulière qui a été construite surtout en opposition avec la "première" économie des régimes communistes en Europe de l'Est. Tandis que la "première" économie comprenait l'ensemble des unités économiques "socialistes" (c'est-à-dire unités étatiques et coopératives), la seconde économie comprenait les exploitations familiales développées sur les petites propriétés qui avaient échappé à la collectivisation ou encore sur les lots personnels que les coopératives agricoles distribuaient à leurs membres; aussi les petites entreprises artisanales; ainsi que des petites activités de commerce qui se situaient souvent à la frontière du licite. Nous y reviendrons, plus tard, plus longuement.

la part des organismes chargés de la mise en place de l'économie de marché) qui utilise les formes hybrides et les *outsiders* (Kozminski, 1994: 143-191).

À ce schéma, qui voit l'entrepreneur comme un agent marginal ou extérieur à la société, et son apparition comme une diffusion de nouveaux traits culturels, d'autres analyses ont opposé la recherche des caractéristiques internes à la société socialiste susceptibles d'engendrer l'apparition de "l'esprit entrepreneurial". Le socialisme et sa seconde économie, ou encore la culture locale, ne sont plus considérées intrinsèquement mauvaises pour l'apparition du marché et de l'entrepreneur, et l'analyse cherchera à déceler les éléments susceptibles de favoriser cette apparition.

Dans cette perspective, la "seconde économie" a constitué un des principaux facteurs favorisant l'apparition de "l'esprit entrepreneurial" parmi certaines catégories de la population (Stark, 1989; Bloch, 1989; Frybes, 1992; Ajani, Dallango et Grancelli, 1992; Grancelli, 1992). Elle a contribué à promouvoir des comportements socio-économiques de type plus rationnel et à habituer les gens aux règles de la concurrence (Frybes, 1992). Elle a été un lieu d'entrepreneurship et d'autodétermination personnelle qui a provoqué, dans les sociétés socialistes, l'instrumentalisation, la reprivatisation et l'individualisation des relations sociales, ainsi qu'une reprivatisation et marchandisation partielle du travail (Los, 1992). Bref, elle a été un véritable "secteur privé" en pleine économie socialiste. Ses acteurs ont été proches des entrepreneurs capitalistes. Ils ont manifesté une rationalité entrepreneuriale dans la prise des décisions et, sur le plan de la motivation de leurs actions, une primauté du profit au détriment de la subsistance, (Bloch, 1989). C'est donc au sein de la "seconde économie" que surgissent les nouveaux entrepreneurs, mus par un souci d'épanouissement individuel, une logique de modernisation et un besoin d'autonomie (Frybes, 1992). Ainsi, la "seconde économie" est une "économie de marché" en germe, car on y retrouve la marchandisation des relations et du travail; la manifestation de l'autodétermination et la persistance de l'intérêt personnel comme motivation économique; l'action des "lois irrépissibles de l'offre et de la demande"; et même, parfois, l'existence d'une économie de marché à son intérieur.

La "seconde économie" pose toutefois problème à ces analystes. Si, pour eux, elle était bien "capitaliste" durant la période socialiste, son caractère est plus problématique dans le nouveau contexte de "transition vers le marché". C'est ainsi que, étrangement, tout en constatant cette omniprésence du marché dans la "seconde économie", les analystes auxquels je viens de faire référence se demandent par la suite si la "seconde économie" est

compatible ou non avec les lois et normes d'une économie de marché (Los, 1992)! Ils concluent ainsi qu'après la chute du socialisme la seconde économie est incompatible avec une véritable économie de marché, constituant désormais une entrave qu'il faut éliminer (Ajani, Dallango et Grancelli, 1992: 8-9; Los, 1992: 131-133). Une autre analyste des transformations à l'Est allait résoudre ce dilemme en affirmant, à l'opposé des opinions précédentes, que "l'esprit entrepreneurial opportuniste-débrouillard" de la seconde économie, au lieu de devenir nuisible, continue à être efficace pour l'action économique, étant donné le contexte actuel d'un capitalisme post-industriel non régulé et flexible (Morawska, 1999).

Toujours dans cette quête de l'entrepreneurship à l'Est, d'autres auteurs se sont tournés non pas vers la "seconde économie", mais vers l'économie socialiste officielle elle-même. Bloch détecte ainsi, à côté de ces entrepreneurs quasi capitalistes de la "seconde économie", des entrepreneurs à l'intérieur même de l'économie socialiste officielle. Pour ce faire, il doit élargir la définition de l'entrepreneur, et inclure dans les objectifs poursuivis par celui-ci non seulement la recherche du profit, mais aussi la recherche plus générale de bénéfices sociaux, politiques ou économiques. Il en résulte ainsi toute une catégorie "d'entrepreneurs socialistes", mus par la recherche de la mobilité sociale, de l'avancement culturel et éducationnel, et du pouvoir, relativement autonome, de contrôle et de décision. Ce sont des activistes sociaux et politiques pleinement engagés dans le système, et dont le but premier est d'accéder au pouvoir politique. Ils sont des agents de changement, qui contaminent le "socialisme pur" avec des valeurs anciennes ou transplantées de l'Occident (Bloch, 1989).

Dans le cadre plus restreint de l'économie, certains analystes ont remarqué que l'économie socialiste elle-même a généré des habiletés "para entrepreneuriales". Confrontés au problème de l'accomplissement des objectifs du plan dans des conditions de pénurie de ressources, les directeurs d'entreprises ont développé une sorte "d'entrepreneurship administratif" (Grancelli, 1992: 92, 100; Tomass, 1998). Pour d'autres analystes, néanmoins, ce même problème que devaient affronter les directeurs d'entreprise a entraîné des conséquences inverses. Ainsi, il a mené au développement de réseaux horizontaux et donc d'une "éthique collectiviste" de l'entraide afférente. La transformation de cette éthique en une éthique de l'autonomie, vue comme nécessaire pour la création d'un authentique marché, exige alors un changement de personnel: les anciens directeurs doivent être remplacés par de nouveaux entrepreneurs, porteurs de la nouvelle éthique. Mais elle est

aussi possible par la transformation "interne" de l'éthique des anciens managers. Certains se sont d'ailleurs déjà reconvertis, avec la même foi, au nouveau credo de l'autonomie (Kharkhourdine, 1994).

Enfin, d'autres analyses se sont concentrées non pas tant sur les caractéristiques des diverses "éthiques" engendrées par l'économie socialiste ou la "seconde économie", que sur les caractéristiques culturelles spécifiques des sociétés insérées dans le système socialiste. Ainsi, dans l'analyse que Mars et Altman réalisent sur la "seconde économie" de la Géorgie, ils considèrent que le développement de l'esprit entrepreneurial, et avec lui de la "seconde économie", n'est dû à rien d'autre qu'aux "valeurs fondamentales de la société géorgienne": la respectabilité, le complexe honneur/honte, la valorisation de la prise de risques, des relations personnelles et des réseaux, de la compétition masculine et de la confiance⁴. Ils remarquent néanmoins que cet entrepreneurship n'est pas de type capitaliste, mais qu'il est plutôt mu par le désir de dépenser et d'exhiber (Mars et Altman, 1983).

1.1.2. Le modèle latent: "culture entrepreneuriale" et transition vers le capitalisme

Ce bref tour d'horizon nous montre la diversité des points de vue sur le rôle qu'ont joué, ou jouent encore des facteurs aussi divers que le socialisme, la seconde économie ou la culture locale, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'apparition des entrepreneurs en Europe de l'Est, et, de manière plus générale, les transformations qui y prennent place. Cette diversité de recherches cache néanmoins une série de prémisses communes.

Ainsi tout d'abord, l'action économique est vue en termes de "traits culturels". En effet, que les chercheurs voient l'entrepreneur comme provenant de l'extérieur ou qu'ils le voient comme surgissant de la société elle-même, ces analyses lient l'apparition des entrepreneurs à l'apparition d'une certaine "culture entrepreneuriale". Cette culture qui fait la spécificité de l'entrepreneur, et qui vue comme une série de "traits", caractérise et oriente son action économique. La culture entrepreneuriale, considérée comme "bonne", positive pour le développement économique, est, dans ces analyses, mise en opposition avec la "mauvaise" culture, celle du socialisme, de la "seconde économie", ou de la société.

⁴ De la même manière, mais un peu plus schématique, Roberts, Pistrui et Welsch considèrent que "les Roumains ont une culture qui est très 'entreprenante'". Encore une fois, ce qui semble compter est la valorisation des relations personnelles et des réseaux (Roberts, Pistrui et Welsch, 1996).

Ce raisonnement en termes dichotomiques n'est pas nouveau. En effet, des analyses sur l'avènement du capitalisme dans les sociétés non occidentales (du Tiers Monde) ont souvent été élaborées dans les termes d'une dichotomie entre les sociétés et cultures "traditionnelles" d'un côté, et la culture "moderne" de l'entrepreneur de l'autre. La culture entrepreneuriale serait caractérisée ainsi par une "rationalité instrumentale", qui combine et recombine les divers éléments de l'action en vue de l'accomplissement des buts rationnellement calculés, en occurrence le profit, et par des modes d'interaction autonomisée par rapport à la société plus large. Dans cette perspective quasi weberienne, cette culture se trouverait alors en opposition avec l'action routinière, la recherche du statut social et les relations embrouillées de la parenté caractéristiques des sociétés traditionnelles (Berger, 1991).

Nous pouvons constater alors que, à l'Est comme ailleurs, les analyses de la relation entre l'action économique et le changement se basent toujours sur un modèle idéal de référence, qui est présent dans l'arrière-fond de l'analyse quand même il n'est pas postulé de manière explicite. Ce modèle est celui de l'entrepreneur capitaliste occidental. Défini par les économistes, et repris par les sociologues à la suite des analyses de Max Weber (qui en reste la référence principale), ce modèle constitue l'étalon par rapport auquel les entrepreneurs concrets, ainsi que leurs actions, sont mesurées. La différence observée entre le modèle et la réalité sert par la suite à expliquer l'absence de croissance économique de la société dans laquelle l'action économique de ces entrepreneurs prend place.

Les définitions de la culture entrepreneuriale que nous retrouvons dans les diverses analyses sur l'entrepreneurship en Europe de l'Est ne sont pas unitaires, cependant. En effet, elles combinent de manière variable une multiplicité de traits distinctifs: l'autonomie dans les décisions, l'esprit de compétition, la recherche du profit, l'instrumentalisation et l'autonomisation des relations sociales, l'innovation, la valorisation de la prise des risques, etc. C'est cette variation dans la définition de la culture entrepreneuriale qui fait que l'identification du lieu d'apparition de l'entrepreneur connaît une telle variabilité à travers les analyses (seconde économie, société socialiste, culture locale). C'est en partant de ces traits que les acteurs aussi différents que ceux de la seconde économie, les apparatchiks en ascension sociale ou les directeurs d'entreprises peuvent être considérés par endroits comme des entrepreneurs. L'apparente cacophonie de ces analyses, et les débats dans lesquels elles entrent, viennent justement de cette variabilité dans le choix des traits distinctifs de la culture entrepreneuriale.

Mais les difficultés de telles analyses viennent aussi de ce qu'on retrouve cette variabilité des "traits" culturels retenus non seulement entre les différentes analyses, mais aussi à l'intérieur de chacune. Ainsi, la signification particulière qu'un trait prend, et qui fait alors que l'action économique soit "bonne" ou non (c'est-à-dire de type capitaliste occidental), change selon les époques analysées. Par exemple, un même trait (disons la "débrouillardise") peut être considéré "bon" pendant le socialisme et "mauvais" pendant la transition. À l'opposé, lorsqu'un auteur cherche à supprimer cette variabilité de la définition de l'entrepreneur, il débouche sur la dissolution simultanée de sa spécificité. Par exemple, Bloch (voir plus haut), étend la définition de l'entrepreneur jusqu'à comprendre toute acteur rationnel ("la recherche de bénéfices sociaux, politiques ou économiques"), c'est-à-dire l'ensemble de sa société.

Cette fluidité dans la définition de l'action entrepreneuriale me fait penser que les analyses que nous venons de considérer ne fournissent non pas tant une analyse de l'entrepreneurship à l'Est, qu'une théorie plus large du changement social, et en particulier des transformations économiques. Leur postulat commun est que les transformations économiques et sociales à l'Est se placent sur la voie de la "transition" vers le capitalisme et l'économie de marché. Cette transition est fonction de la vitesse avec laquelle s'effectue la diffusion d'une certaine culture ("entrepreneuriale" en l'occurrence), culture qui caractérise et oriente l'action économique. La transformation de l'économie à l'Est et son succès (ou insuccès) sont alors vus en termes du progrès vers le capitalisme et l'économie de marché, et les actions économiques des différents acteurs, en particulier l'action "entrepreneuriale", sont mesurées en fonction de l'atteinte ou non d'un certain type idéal d'action économique qui est censé les caractériser.

Les contradictions et les hésitations des analyses présentées nous montrent déjà les limites d'une étude en termes "culturalistes" du changement social. Afin de mieux saisir la place de la culture dans le changement, ainsi que leurs rapports avec l'action économique, je me pencherai maintenant plus en détail sur certaines des caractéristiques fondamentales de l'action économique "entrepreneuriale" ou "capitaliste" (et qui se trouvent mentionnées dans les diverses analyses des transformations à l'Est que j'ai passées en revue ici). Je distingue et je retiens ici trois de ces caractéristiques: la maximisation du profit, l'autonomisation et l'innovation. Je présenterai les principales analyses qui ont étudié le rapport entre l'action économique et le changement social en postulant la présence de l'une ou l'autre caractéristique. Je essayerai par la suite de montrer les éléments qui font de ces

caractéristiques un mode fallacieux d'aborder l'analyse des rapports entre l'action économique et le changement, pour en proposer par la suite une autre approche.

1.2. Action économique, action entrepreneuriale: maximisation du profit, autonomisation, innovation

1.2.1. Maximisation du statut et maximisation du profit

La maximisation du profit constitue, pour de nombreuses analyses du changement économique, la caractéristique fondamentale et universelle de l'entrepreneur, notamment de l'entrepreneur capitaliste occidental⁵. De cette caractéristique découlent en effet les deux autres caractéristiques que j'aborderai ici. En poursuivant la maximisation du profit, l'entrepreneur s'engage aussi dans un processus d'autonomisation de ses décisions et actions, ainsi que dans la recherche constante de combinaisons nouvelles (innovation).

Les analyses qui définissent l'entrepreneur comme un acteur social en quête de profit maximum appartiennent surtout, en anthropologie économique, au courant dit "formaliste". Les anthropologues formalistes ont étudié les phénomènes économiques dans les sociétés non occidentales à l'aide de postulats et d'outils conceptuels empruntés à la science économique occidentale. Ainsi, par exemple, dans le volume édité par Firth et Yamey, *Capital Saving and Credit in Peasant Societies* (Firth et Yamey, 1964), les sociétés paysannes sont analysées en termes de formation de capital, de flux de biens, de taux d'investissement et d'épargne. Plus précisément encore, les formalistes considéraient que, à la base des processus économiques et sociaux se trouvent les choix et les actions des acteurs, universellement caractérisées par l'allocation des moyens rares et susceptibles d'usage alternatif à des fins ordonnées hiérarchiquement (LeClair, 1968: 197; Burling, 1968: 176).

Dans ce cadre conceptuel, ce qui distingue néanmoins les sociétés traditionnelles et paysannes des sociétés capitalistes occidentales est le fait que, dans les premières, les

⁵ Pour Weber, "l'aspect le plus essentiel de l'action économique [...] est le choix prudent entre des fin alternatives. Ce choix, est, néanmoins, orienté par la rareté des moyens qui sont disponibles ou qui peuvent être procurés pour ces différentes fins" (Weber, 1964: 160). L'entrepreneur de marché (*market entrepreneur*) réalise un calcul de comptabilité du capital orienté non vers la utilité marginale (comme le consommateur), mais vers le profit (*ibid.* 193). L'entreprise faisant du profit (*profit-making enterprise*) concerne ces types d'activité d'acquisition (*acquisitive activity*) qui sont continuellement orientés vers les avantages du marché en vertu du fait que les biens sont utilisés comme des moyens pour obtenir un profit (*ibid.* 201).

acteurs sont orientés plutôt vers la maximisation des rapports symboliques et des insignes du statut que vers celle des gains matériels. De plus, les sociétés paysannes sont dotées aussi d'organisations et de mécanismes sociaux qui débouchent sur une "circularité" des flux matériels⁶. En conséquence, et par contraste avec les sociétés capitalistes occidentales, la croissance indéfinie de la production matérielle est inhibée (Firth et Yamey, 1964: 26).

Les entrepreneurs sont justement vus comme l'élément nécessaire pour la sortie de cette stagnation, comme les agents par excellence du changement de ces sociétés. Faisant leur apparition suite au contact de ces sociétés avec les sociétés capitalistes, ils sont conçus en contraste avec la société paysanne et les objectifs qu'elle offre à ses membres. Ainsi, au lieu de maximiser le statut, les entrepreneurs chercheront à maximiser le profit. Pour ce faire, ils se situeront en intermédiaires et chercheront à contrôler des flux de capital dans les échanges entre groupes (*ibid.*: 22), et à canaliser les ressources de la société vers des investissements productifs (*ibid.*: 28).

Ce schéma d'analyse reste jusqu'ici plutôt embryonnaire. Il postule une différence entre l'entrepreneur et la société locale, mais n'explique ni le comment ni le pourquoi de cette différence, ni les conséquences des actions entrepreneuriales en ce qui concerne les mécanismes de changement qui en résultent. Une analyse plus poussée de l'entrepreneur en tant qu'agent qui cherche à maximiser le profit et intermédiaire dans les échanges entre groupes a été réalisé par Frederik Barth dans ses essais sur les modèles d'organisation sociale (Barth, 1981).

Barth part des mêmes postulats que les formalistes: la société est constituée d'un ensemble d'acteurs individuels, et les phénomènes sociaux découlent de l'agrégation des actions de ces acteurs. Pour Barth, le processus social de base est le flot de prestations réciproques entre deux acteurs, bref l'échange. Un type d'échange se distingue en particulier, de par son importance capitale pour l'intégration de la culture: la transaction, qui est définie comme un échange où chaque partie essaie de maximiser son gain. Dans le processus de transaction, les parties reçoivent des indications concernant leurs principes et échelles d'évaluation réciproques. À travers des transactions répétées, ces aspects sont renforcés, et les valeurs qui s'appliquent aux prestations qui se déroulent entre les parties

⁶ Cette "circularité" suppose que tout ce qui est produit est consommé, et donc qu'il n'en reste plus de surplus à réinvestir. Un des mécanismes débouchant sur la "circularité" est par exemple la consommation ostentatoire dans des rituels redistributifs (tels que le potlatch).

deviennent systématisées et partagées. Il s'en suit une augmentation de la consistance des valeurs. (Barth, 1981: 48-53).

Les entrepreneurs, mus par la maximisation de la valeur, sont justement ceux qui poussent vers de nouvelles transactions. Celles-ci sont possibles entre des "sphères d'échange" séparées, là où les discordances de valeur sont les plus grandes. En réalisant ces transactions, les entrepreneurs rendent commensurables des valeurs qui, jusque là, n'étaient pas directement connectées, et créent des chemins nouveaux pour la circulation des valeurs. Ils réalisent ainsi "l'intégration de la culture". En jouant sur les inconsistances de valeurs, ils peuvent même devenir "les interprètes et les médiateurs des dilemmes culturels" identitaires⁷. Plus encore, l'activité entrepreneuriale précipite des réévaluations et des modifications autant des catégorisations que des orientations de valeur. Elle change les bases culturelles qui déterminent le comportement des gens, devenant de cette manière une source majeure de changement culturel et social (Barth, 1981: 56,110-111).

Le mérite de Barth est de montrer que le changement culturel se réalise de façon plus subtile qu'une simple contamination avec une culture nouvelle, en l'occurrence, occidentale. Ainsi, dans son modèle, c'est à travers l'action même d'échange (la transaction) que se réalise ce changement. Mais qu'est-ce qui se cache en effet derrière ce modèle? Remarquons alors que, derrière un vocabulaire assez abstrait et ambigu, Barth met en équation valeur "culturelle" et valeur "économique" se confondent. Pour lui, adhérer à une valeur c'est faire une évaluation (*ibid.*: 50-51). Les "valeurs" qui circulent sont, en effet, des objets qui acquièrent de la valeur à travers l'échange, et qui ainsi deviennent des marchandises⁸. Les transactions ne sont plus alors que des échanges marchands dans le sens plus strict du terme. "L'intégration culturelle" dont il parle n'est alors qu'une manière de dire que des objets deviennent commensurables un par rapport à l'autre à travers l'échange. En fait, l'entrepreneur, plutôt que de réaliser un "changement culturel" quelconque, réalise la marchandisation de la société dans laquelle il agit. Il est ainsi l'agent d'un processus

⁷ Voir aussi (Johnson, 1986) et (Schildkrout, 1986) pour l'application de cette conception de l'entrepreneur comme médiateur, comme intermédiaire, comme celui qui fait le pont, à travers des "conversions", entre deux systèmes, entre deux sphères d'échange.

⁸ L'ambiguïté de son concept de valeur est en ligne avec la propension que les formalistes avaient pour appliquer une vision "économiste" à l'ensemble de la société et ensuite cacher cette application derrière un langage de "lois générales" et abstraites de la société.

spécifique de changement à travers lequel les biens et le travail deviennent des marchandises. On reconnaît ainsi le vieux postulat économique libéral: le marché détermine la société.

Mais le processus de marchandisation n'épuise pas le changement culturel et social dans lequel est impliqué l'entrepreneur, ni ne peut être postulé à l'avance comme découlant mécaniquement de ses actions. L'entrepreneur peut prendre une part active dans l'ensemble du processus, tout comme il ne peut n'en toucher qu'un aspect: par exemple, seulement la marchandisation du travail, mais pas celle de la terre. Il n'est, de plus, qu'un des agents possibles de la marchandisation; l'État, lui aussi, peut se transformer en agent de la marchandisation, par ses interventions dans l'économie. Bref, la relation entre l'action économique des entrepreneurs et le processus de marchandisation varie avec les situations concrètes du changement et doit être étudiée cas par cas. Nous voyons ainsi qu'encore une fois, la définition de la "bonne" action économique (l'action entrepreneuriale) risque de se diluer et de perdre sa spécificité.

Pour conclure, revenons à la maximisation du profit comme caractéristique de base de l'entrepreneur. Ce qu'il faut remarquer tout de suite c'est qu'il n'est pas sûr que les entrepreneurs la poursuivent à tout moment, ni qu'ils visent uniquement et avant tout cet objectif. Tout comme les autres acteurs, les entrepreneurs poursuivent une variété de fins (richesse, mais aussi pouvoir, prestige), et non seulement le profit⁹. Par ailleurs, le postulat même de la maximisation des satisfactions comme base de l'action humaine (*homo economicus*) ne va pas sans problèmes. Les gens ne poursuivent pas toujours consciemment leurs intérêts, ni ne calculent constamment les gains et les pertes, ils réagissent aussi, parfois, tout simplement à des contraintes (Ortner, 1984: 151).

1.2.2. Entrepreneurs et autonomisation

À part l'opposition entre maximisation du profit et maximisation du statut social, la dichotomie culturaliste qui sous-tend les diverses analyses de l'entrepreneur renvoie aussi au contraste entre deux types de relations sociales: des relations contractuelles, rationnelles

⁹ Weber déjà remarquait que l'orientation "rationnelle" de l'action est pratiquement presque toujours informée par des valeurs ultimes. Cette orientation peut ou pas être la recherche du profit en soi: dans le cas des protestants analysés par Weber par exemple, la valeur absolue était foncièrement non économique, le salut. Il y a donc toujours, dans les termes de Weber, un élément "d'irrationalité" dans l'action économique la plus "rationnelle".

et instrumentales, d'un côté, et des relations multidimensionnelles, personnelles, de l'autre côté. Autrement dit, c'est l'opposition entre les relations "froides", ponctuelles, dénuées de contenu social des entrepreneurs capitalistes "autonomes", et les relations "chaudes", durables et multiples de la parenté, des réseaux d'amitié, des factions et coalitions des sociétés traditionnelles.

Cette opposition n'est pas nouvelle pour l'anthropologie économique et pour les sciences sociales en général. Mauss déjà opposait le marché moderne, fondé sur l'intérêt personnel et comprenant des échanges contractuels, aux formes "archaïques" d'échange, les "prestations totales". Ces dernières incluaient ainsi non seulement les choses, mais aussi les personnes; reliaient non seulement des partenaires d'échange, mais des groupes entiers; et dépassaient sur le plan temporel le moment même de l'échange pour se prolonger dans un cycle infini de dons et contre-dons (Mauss, 1960: 151; Beaucage, 1995: 12).

Au projet de Mauss de relier, au delà de la dichotomie marché/don, économie, morale et société, les formalistes opposèrent, par la suite, une conception de l'économie et du social comme étant tous deux fondés sur l'intérêt personnel et sur le calcul de maximisation ou d'optimisation des satisfactions que font les acteurs. Pour eux, toutes les actions, institutions et relations humaines de tout lieu et tout temps sont basées sur ce calcul. La "société" et la "culture" ne font que déterminer les objectifs poursuivis par les acteurs et se constituer en des contraintes qui entravent le libre fonctionnement de ce mécanisme de maximisation (Burling, 1968).

Les substantivistes, par contre, retournèrent à Mauss, et essayèrent de déterminer les lois spécifiques qui gouvernent les différentes économies. Pour Polanyi et ses disciples, l'économie est toujours insérée dans des institutions (économiques ou non), elle est instituée dans la société à travers une série de structures et de normes. Ce qui distingue les sociétés modernes des sociétés traditionnelles c'est le degré d'insertion de l'économie, la manière dont les formes de circulation de bien et services qui les caractérisent sont structurées par des institutions sociales. C'est ainsi seulement à l'économie marchande (intégrée par un système de prix) que peuvent s'appliquer les postulats formalistes, car les économies intégrées par d'autres formes d'échange (telles la redistribution et la réciprocité) fonctionnent selon d'autres principes (Polanyi, 1968). Nous voyons alors que les substantivistes perpétuèrent, eux aussi, la distinction de Mauss, entre le marché moderne et

les sociétés "traditionnelles"¹⁰, ¹¹.

S'étant penché sur cette distinction, Granovetter nous fait remarquer qu'elle reflète, en effet, deux visions quant au degré "d'insertion" dans le social de l'action économique (et humaine en général). La première vision est celle d'une action sous-socialisée, réalisée par des acteurs autonomes qui agissent selon leurs propres intérêts personnels. La structure et les relations sociales n'ont pas ainsi d'impact sur l'économie. Cette vision est caractéristique des formalistes, mais aussi des substantivistes dans leur analyse des sociétés marchandes. La deuxième vision, celle d'une action sur-socialisée, voit les relations sociales comme profondément insérées dans le social, les acteurs étant toujours soucieux de l'opinion des autres, et donc obéissant constamment aux normes sociales (position des substantivistes par rapport aux sociétés non marchandes). Granovetter considère que les deux visions ont comme effet "l'atomisation" des acteurs par rapport au contexte social: dans la version sous-socialisée, l'atomisation résulte de la poursuite étroite de l'intérêt personnel; dans la version sur-socialisée elle résulte du fait que les modèles de comportement ont été internalisés et que les relations sociales courantes ont peu d'effet sur le comportement¹² (Granovetter, 1992b: 53-57).

Granovetter propose alors de prendre en compte, dans l'analyse de l'action économique, les relations sociales concrètes, leur histoire et leur structure. Pour lui, le succès économique n'est pas tellement relié à un certain type d'action économique, plus "atomisée" ou plus "insérée". Le degré d'insertion de l'action économique n'est pas, de plus, beaucoup plus grand (du moins, pas aussi grand qu'on le prétend) dans les sociétés non marchandes que dans les sociétés marchandes. À l'inverse, le degré d'atomisation n'est pas aussi élevé dans ces dernières sociétés. Les relations personnelles (c'est-à-dire celles qui sont davantage insérées dans le social, qui dépassent le cadre strictement "contractuel" normalement requis des relations économiques capitalistes) ne sont pas nécessairement nuisibles à l'action économique: elles permettent en particulier un fort degré de confiance à

¹⁰ Cette distinction a été reprise aussi par les théories de la modernisation inspirées par les thèses de Parsons sur les rôles sociaux. Selon ce dernier, les rôles dans les pays développés sont typiquement universalistes, basés sur l'accomplissement (*achievement*), et fonctionnellement spécifiques; tandis que les rôles dans les pays sous-développés sont particularistes, basés sur la prescription (*ascription*) et fonctionnellement diffus (Worsley, 1984: 18).

¹¹ J'ai repris ici l'historique de la continuité de cette dichotomie que nous esquisse Granovetter (Granovetter, 1992b: 53-54). J'y ai toutefois rajouté Mauss, qui est une des références encore actuelles en anthropologie économique.

¹² De cette manière, selon Granovetter, "social influences are all contained inside an individual's head, so, in actual decision situations, he or she can be atomized as any *Homo Economicus*, though perhaps with different rules for decisions." (Granovetter, 1992b: 57).

l'intérieur d'un certain groupe d'agents économiques, et donc une amélioration de la circulation de biens, services et informations à l'intérieur de celui-ci¹³. Néanmoins, ceci ne veut pas dire que les relations personnelles soient automatiquement bénéfiques à l'action économique: en effet, le plus haut degré de confiance ainsi obtenu débouche sur un plus haut risque de tricherie et de fraude. L'utilisation des connexions et de la parenté pour construire des firmes efficaces est aussi possible, mais seulement dans certaines conditions. Pour Granovetter en effet, l'action bénéfique des relations personnelles, ainsi que leur constitution, dépend de la structure des relations.

Pour Granovetter, la structure des réseaux¹⁴ se construit à partir d'une multiplicité d'éléments. Ainsi, Granovetter prend en considérations des facteurs comme: la distance sociale entre les acteurs; la densité de la population et des réseaux; le degré d'hétérogénéité sociale; la superposition des réseaux de ceux qui entretiennent des relations économiques; l'existence ou l'absence de symboles culturels ou de pratiques (tels que le parrainage) qui rendent difficile le dédoublement des aspects sociaux et économiques des relations (Granovetter, 1992a: 31).

Granovetter donne pour exemple le cas du succès contrasté des commerçants javanais et chinois dans une ville javanaise¹⁵. Le succès des commerçants chinois repose sur une série de facteurs tenant à la structure de leur relations sociales. Ainsi, la compacité de leur communauté promeut un haut degré de confiance. En même temps, les Chinois sont divisés en des groupes de parenté bien délimités, ce qui fait que seulement un nombre limité de gens peuvent faire des demandes légitimes par rapport aux ressources du groupe. Par contraste, les difficultés d'opération des commerçants javanais proviennent de leur incapacité à construire des liens de patronage et clientèle, et donc de leur difficulté à assurer une plus grande confiance à l'intérieur de leur groupe. Leur système de parenté présente aussi un caractère plus diffus. Tout ceci fait que le groupe qui participe aux affaires est soumis à une multiplicité de demandes quant à ses ressources de la part de ses parents et amis¹⁶ (Granovetter, 1992a: 32).

¹³ Des relations sociales qui engendrent la confiance sont en effet considérées critiques, par certains analystes, pour le processus entrepreneurial (voir Greenfield, Strickon, Aubey et Rothstein [1979: 17] ainsi que Lomnitz et Perez-Lizaur [1986]).

¹⁴ Voir, pour une approche similaire, en termes de la théorie des réseaux, des réseaux dont font partie les entrepreneurs, Sverisson (1994).

¹⁵ Pour voir plus en détail le cas présenté par Granovetter, voir (Dewey, 1964).

¹⁶ Pour une application de ce type d'analyse, en termes de "propriétés des réseaux", au cas des transformations à l'Est, voir le cas présenté par Grabher et Stark (1998).

L'approche de Granovetter a le grand mérite de détourner l'analyse de l'action économique autant des pièges du "transactionalisme", qui voit tout en termes de maximisation¹⁷, que de celui du "culturalisme", qui voit tout en termes "d'esprit entrepreneurial". Pour lui (Granovetter), il ne s'agit plus d'associer simplement le succès économique à un certain type de relations, et donc à une certaine "culture". Il montre en effet qu'une diversité d'influences et de contextes peut jouer dans le succès économique, autant sur le plan de l'établissement des relations durables et de confiance entre les agents économiques, que sur celui des limites aux demandes qui peuvent être faites par rapport à leurs ressources.

Mais, tout en répudiant ouvertement les approches sur-socialisantes des culturalistes, je crois que Granovetter s'y complaît lui aussi de façon détournée. Notamment, il retombe dans le vieux déterminisme de "l'organisation sociale" (dans le sens anthropologique d'organisation du système de parenté et de relations sociales).

Granovetter affirme ainsi qu'il faut tenir compte des relations sociales concrètes (*ongoing*). Mais, spécifiquement, ce qu'il prend en considération, c'est la structure de ces relations, qui est vue comme structure quasiment graphique de réseaux. Ceux-ci sont ainsi plus ou moins denses, plus ou moins homogènes, plus ou moins superposés. On s'imagine presque toutes les nuances de gris sur la carte qui leur correspond. La forme des réseaux et des relations est ainsi mise de l'avant, et non pas leur contenu. Granovetter ne discute jamais du contenu concret des relations sociales dont il parle, sinon pour mesurer la confiance qui s'établit à leur intérieur, ou pour déterminer si les aspects social et économique vont ou ne vont pas ensemble dans certains types de relations. Il traite ainsi les propriétés de la "structure" comme des propriétés graphiques de réseaux qui n'ont rien à voir avec les rapports concrets s'établissant entre leurs différentes composantes. Par exemple, il parle de l'hétérogénéité de la population en tant que "donnée" qui joue de par sa simple existence sur la structure des réseaux, oubliant que cette hétérogénéité n'est jamais donnée, mais passe par des rapports particuliers qui s'établissent entre les différents groupes constitutifs.

Les relations sociales concrètes sont aussi oubliées dans le cadre des autres facteurs dont il tient compte, comme par exemple la superposition des réseaux, ou l'existence de

¹⁷ Pour une approche qui traite l'apparition des firmes en termes de "coûts de transaction" internes et externes, voir Acheson (1986). Granovetter fournit, dans (Granovetter, 1992b: 63-73), une critique convaincante, même si partielle, de l'approche "marchés et hiérarchies".

mécanismes de découplage des aspects sociaux et économiques des relations. Mais, ne sont-il pas, ces facteurs, résultantes du "système de parenté" et des "symboles et pratiques culturelles"? Comme ce sont eux qui construisent, au moins en partie, la structure de réseaux dont parle Granovetter, nous voilà ainsi revenus au même point: la culture (parenté, symboles et pratiques). Elle est là: c'est elle qui détermine en dernière analyse, à travers les réseaux, l'action économique des acteurs. Derrière le langage des graphes se cache alors la bonne vieille culture qu'il essaie d'expulser de son analyse.

Le lien entre cette culture et l'action économique n'est pas toutefois direct. Par exemple, le lien entre l'institution du parrainage et la circulation des ressources n'est pas si direct que nous le présente Granovetter. Nous pouvons rencontrer une structure de parrainage qui débouche sur des canaux de redistribution des ressources, tout comme à une structure de parrainage qui est utilisée pour l'accumulation des ressources dans un centre. Par ailleurs, l'impact pour l'action économique d'une certaine structure n'est pas constante dans le temps. Par exemple, la même structure familiale nucléaire peut, à des moments distincts ou dans des sociétés différentes, déboucher sur une redistribution ou, alternativement, sur une accumulation de ressources. Finalement, sa conception de la "culture" débouche sur une structure donnée, statique, qui se trouve extérieure à l'action économique qu'elle détermine. La construction réciproque de la structure et de l'action (économique) n'est pas ainsi prise en compte. J'y reviendrai plus loin.

1.2.3. Entrepreneurs et innovation

L'image de l'entrepreneur comme innovateur a été mise en avant dans les analyses, devenues maintenant classiques, de Schumpeter. Ainsi, si pour Schumpeter l'entrepreneurship constitue une "fonction" importante de la production du profit, sa caractéristique de base est néanmoins de réaliser de nouvelles combinaisons de facteurs, d'être donc une action "créative". C'est cette action qui pousse l'économie et la société hors de l'équilibre, vers le développement et la croissance (Schumpeter, 1951; Dahms, 1995; Marsh et Mannari, 1986). C'est ainsi en suivant la ligne tracée par Schumpeter que de nombreux analystes ont fait de l'entrepreneur une "instance particulièrement aiguë du modèle d'action du choix individuel qui est utilisé de façon extensive pour expliquer le changement social" (Davis, 1986: 170-171).

Nous voyons que l'innovation ne vient pas remplacer la notion de "maximisation du profit" des formalistes comme caractéristique fondamentale de l'entrepreneur. Elle ne fait en effet que s'ajouter comme trait distinctif additionnel de l'action entrepreneuriale. Ainsi, dans la classe des agents qui poursuivent la maximisation du profit (les capitalistes), les entrepreneurs se distinguent non pas par un objectif différent, mais la par forme que prend la recherche de cet objectif, c'est-à-dire la création de nouvelles combinaisons productives.

Cependant, en posant l'innovation au cœur de l'action entrepreneuriale, les analyses qui suivent la ligne tracée par Schumpeter ne dépassent pas vraiment la pensée dichotomique de la séparation entre maximisation du profit et maximisation du statut, ou celle de la séparation entre autonomie et insertion. Elles ne font en effet que déplacer la frontière de séparation en construisant une nouvelle opposition. Il y a ainsi, d'un côté, la "société dans son ensemble" caractérisée par des actions répétitives, "traditionnelles", y compris certaines activités capitalistes routinières, et de l'autre côté les entrepreneurs dont les actions sont prises dans une innovation continue. Cette opposition fait écho à la distinction que Weber construisait entre les actions "rationnelles" et les actions "traditionnelles". Je l'analyserai et tenterai d'en mesurer les implications.

Weber distinguait plusieurs types d'orientation de l'action sociale: l'orientation rationnelle vers un système de fins individuelles discrètes et rationnelle (*zweckrational*); l'orientation rationnelle vers une valeur absolue non rationnelle; l'orientation affective; et l'orientation "traditionnelle" de l'action (Weber, 1964: 115). La distinction de base qu'il retient pour l'analyse des uniformités de l'action sociale, ainsi que pour l'analyse de l'action économique est celle qui se constitue entre l'orientation "rationnelle" et l'orientation "traditionnelle" (*ibid.*: 121-123, 166). D'un côté nous trouvons l'invention perpétuelle, l'adaptation changeante aux impératifs du calcul rationnel des buts et des moyens; de l'autre, nous trouvons la répétition perpétuelle, la routine des modes de faire imposés par la tradition. Le processus historique d'implantation du capitalisme est ainsi selon Weber l'avènement d'une rationalité spécifique, "la substitution de l'acceptation sans condition, inconsciente, de l'ancienne coutume, à l'adaptation délibérée à des situations en termes d'intérêt personnel" (Weber, 1964: 123).

La tradition est entendue ici dans deux sens. Dans le premier, que j'appellerais le sens "substantif", la tradition est vue comme une culture traditionnelle, une corpus de valeurs et de normes. Dans ce sens, la "tradition" est spécifique, donc multiple: il y a plusieurs traditions. Dans un deuxième sens, que j'appellerais "formel", la tradition

représente une modalité d'organisation de l'action selon des patterns répétitifs. En ce deuxième sens, toutes les cultures traditionnelles se ressemblent et s'opposent au capitalisme moderne. Les deux sens sont liés. La culture traditionnelle, la "tradition substantive", sanctionne l'obéissance étroite à ses normes, et donc la "tradition formelle".

Mais est-ce que la démarcation entre orientation "rationnelle" et orientation "traditionnelle" est aussi claire que le laissent penser certaines affirmations de Weber, ou certaines affirmations culturalistes et schumpeteriennes sur l'immense distance qui séparerait l'action innovatrice de l'entrepreneur de la culture traditionnelle?

Weber déjà nous faisait remarquer que: "L'orientation économique peut être une affaire de tradition ou d'opportunité. Même dans les cas où il y a une grande rationalisation de l'action, l'élément d'orientation traditionnelle reste considérable" (Weber, 1964: 166). Et, en effet, il est très difficile parfois de séparer les aspects d'intérêt personnel et d'obéissance à une culture (Granovetter, 1992a: 31), ou la part de l'imaginaire et de l'instrumental, dans une action (Bayart, 1994b: 22). Les deux peuvent être présents, parfois, simultanément.

Il est alors difficile à délimiter la part d'innovation et de routine dans l'activité entrepreneuriale. D'autant plus que l'entrepreneur peut faire les deux en même temps et que la société même à l'intérieur de laquelle il agit ne se cantonne pas, par contraste, dans la simple répétition¹⁸. Cela dit, la routine elle-même, si elle donne de bons résultats, peut être

¹⁸ Les anthropologues Greenfield et Strickon vont même jusqu'à proposer de voir l'entrepreneurship comme un aspect de la variation, l'innovation et la sélection continues qui constituent le processus courant de la vie humaine (Greenfield et Strickon, 1986:15). Leur approche "populationniste" utilise la métaphore darwinienne pour concevoir l'entrepreneurship (tout comme, d'ailleurs, n'importe quels autres comportements) comme résultant du processus de sélection qui affecte les innovations continues de la vie sociale.

À part "l'individualisme" du regard qu'ils portent sur les phénomènes sociaux (ils voient ceux-ci comme résultant de l'agrégation de comportements individuels orientés vers la maximisation de leurs gains et récompenses), leur théorie débouche, dans le meilleur des cas, sur une tautologie: c'est ainsi parce qu'il fallait que ce soit ainsi. Au pire, elle débouche sur des affirmations qui mettent le sceau de la scientificité sur les inégalités de fait. Ils nous disent ainsi:

"Those behaviours in the social world that result in the acquisition of relatively larger amounts of available resources for those who perform them may be considered more adaptive than their alternatives. The more successful variant of behaviour, then, could be expected to be found in increased frequency at later periods of time [...] In the populationist view, deviants and failures are but the other half of the coin to innovators and entrepreneurs. They are but individuals whose innovative contributions have not been copied by others, and instead have been negatively selected for" (Greenfield et Strickon, 1979: 340, 349).

La vision qui en résulte a beaucoup de points en commun avec ce que Keenan qualifie de "nouvelle droite", c'est-à-dire l'économie de tendance néo-conservatrice. En particulier, le "populationisme" de Greenfield et Strickon concorde avec la conception que l'inégalité est le résultat inévitable et tolérable de la liberté et de l'initiative personnelles, et que l'entrepreneur est la figure clé nécessaire pour assurer les bénéfices de la croissance capitaliste (Keenan, 1987: 143). Mais si les activités entrepreneuriales d'acquisition sont si "adaptatives", est-ce que nous ne pouvons pas nous demander au moins pour qui elles le sont?

la meilleure stratégie à un certain moment, entre autres dans les secteurs où règne l'incertitude, comme pour l'agriculture.

Passons de cet aspect plus "formel" de l'opposition rationnel/traditionnel (celui qui voit cette opposition en termes d'opposition innovation/répétition) à l'aspect plus "substantif": celui de la relation entre le "marché" (la traduction substantive de la "rationalité" des actions) et les cultures "traditionnelles". Est-ce qu'il y a nécessairement une incompatibilité entre les deux¹⁹?

De nombreuses analyses montrent en effet que, souvent, l'entrepreneur (agent du "marché" et censément porteur de sa "culture"), loin de se trouver à distance de la culture "traditionnelle" de la société, est un des porteurs les plus actifs de la "tradition" (voir [Epstein, 1964]; [Young, 1996] et les articles dans [Bayart, 1994a]). Lavoie va même jusqu'à inverser Schumpeter en disant que le succès des actions entrepreneuriales dépend non pas de la distance prise par rapport à la culture locale, mais de la plus grande immersion de l'entrepreneur dans cette culture. C'est seulement à travers cette immersion qu'il réussit à "lire" les opportunités de profit et à agir en conséquence (Lavoie, 1991: 36, 49).

Le rapport de l'entrepreneur et de l'action économique à la culture locale est en tout cas complexe. Tout comme la parenté n'est pas toujours l'ennemi du marché (voir plus haut la discussion de Granovetter), ni les valeurs, les représentations ou les modes locaux de comportement ne lui sont nécessairement nuisibles (Bayart, 1994b). Bien entendu, il ne faut pas tomber dans le piège contraire et affirmer maintenant que la "tradition" va de manière constante engendrer le développement du marché. Nous reviendrons plus tard sur la relation qui existe entre culture, action économique et changement social.

1.3. Action économique, marchés et changement culturel: pouvoir et relations sociales

1.3.1. De l'action entrepreneuriale à l'action économique, de l'entrepreneur aux acteurs

Comme nous l'avons déjà vu, les trois caractéristiques de l'action entrepreneuriale que nous avons analysées renvoient à une conception culturaliste et dichotomique des

¹⁹Je rappelle que ma discussion porte sur les sociétés non occidentales et sur les analyses qui traitent de l'articulation entre le marché et ces sociétés. La culture de celles-ci est donc "autre" que celle des sociétés occidentales.

sociétés et de l'action: dichotomie entre sociétés stagnantes (sociétés non occidentales, socialistes) et sociétés à croissance continue (sociétés capitalistes occidentales). Cet a priori est transposé ensuite à l'action économique: d'un côté la maximisation du profit, l'autonomie et l'innovation, de l'autre l'optimisation du statut, l'obéissance aux normes locales, et la tradition (routine).

Les caractéristiques de l'action entrepreneuriale que nous venons de passer en revue constituent ensemble le modèle "fort" de l'entrepreneur. Celui-ci est l'entrepreneur idéal-typique de Weber, (l'entrepreneur capitaliste occidental), celui qui combine en même temps la maximisation du profit, l'autonomie par rapport au reste de la société et l'innovation dans ses actions.

Les analyses de l'action entrepreneuriale en Europe de l'Est que nous avons vues plus haut ont été faites justement en référence à ce modèle. Effectivement, en recherchant (parfois inconsciemment) des agents dont les actions correspondaient au type idéal, ces analyses pouvaient diagnostiquer la "déviation" observée comme le signe (et la cause) de la stagnation des sociétés étudiées. En même temps, la quête obsédante de l'entrepreneur a aussi fait que, dans la pratique, ceux que les analystes ont nommés des "entrepreneurs" ne correspondaient plus nécessairement au modèle "fort", mais à plutôt à un modèle "faible". Dans ce dernier cas, l'entrepreneur ne se définissait plus nécessairement et littéralement à travers les trois caractéristiques vues plus haut, mais ne devenait qu'un élément de mouvement, de différenciation par rapport à la société (stagnante et statique) à l'intérieur de laquelle il évoluait. Ainsi, ces analyses ont balancé entre deux pôles extrêmes qui ont donné à l'action entrepreneuriale des significations assez différentes.

Afin d'éviter cette confusion, je propose de donner ici une définition explicite et empirique des entrepreneurs. Je suggère d'abord de considérer les "entrepreneurs" comme de nouveaux acteurs qui surgissent en situation de changement²⁰. Plus spécifiquement, ce sont des acteurs qui agissent dans le champ économique. Ils s'impliquent, à des degrés variables, dans la production et la circulation de certains biens et services. Ils accumulent relativement plus de ressources que d'autres membres de la société et poursuivent le profit, mais pas constamment et de manière exclusive. Ils innovent, mais se fondent aussi dans la culture locale. En outre, les entrepreneurs prennent leurs distances par rapport à certains

²⁰ Ceci nous permettra de saisir les nouveaux acteurs apparus dans le contexte du changement structurel que traverse l'Europe de l'Est depuis 1990.

types de relations, mais s'insèrent aussi dans d'autres relations, en créant ainsi leurs propres réseaux.

Cette définition ne résout toutefois que partiellement le problème du rapport entre changement et action économique. En fait, bien qu'elle accorde plus de place à une certaine variabilité des actions entrepreneuriales, cette définition ne peut, en soi, nous aider à analyser ce rapport. En effet, une analyse qui s'appuierait sur une définition, même nuancée, de l'action entrepreneuriale, risquerait de reproduire les mêmes erreurs que les analyses que nous venons de considérer. En définissant à priori l'action entrepreneuriale, l'analyse se bornerait à rechercher dans la réalité des éléments qui correspondent ou non à la définition, et tomberait alors dans une même vision dichotomique de la société et de l'action.

Je pense alors que pour analyser les transformations économiques et le rapport entre action économique et changement il faut plutôt partir non pas d'une définition qui nous montrerait dès le début ce que nous devons regarder (c'est-à-dire, certains signes du changement), mais d'une analyse plus large de l'action économique et des éventuels changements qui prennent place dans le champ économique. Ainsi, il faudrait passer de l'action entrepreneuriale (vue comme action emblématique du changement) à l'action économique, et des entrepreneurs aux acteurs sociaux. Ce n'est qu'après avoir analysé le champ économique dans son ensemble, et les divers acteurs qui y agissent, que nous pourrions en distinguer les points où s'effectuent des changements. Ces changements concernent seulement en partie les "entrepreneurs", puisque d'autres acteurs y participent également. Par ailleurs, le rapport entre les caractéristiques de actions entrepreneuriales et le changement plus global peut être lui-même ambigu. En effet, les "entrepreneurs" peuvent autant contribuer au dynamisme économique de leur société que constituer une entrave pour ce dernier.

Ma critique des trois caractéristiques "classiques" de l'action entrepreneuriale a déjà pavé la voie à une analyse plus large de l'action économique. En effet, comme l'action entrepreneuriale a été perçue comme celle qui débouche sur l'accumulation, j'ai déjà pris en considération des éléments qui feraient qu'une action économique ait cet effet ou non. De plus, nous avons vu que les éventuels ajouts et améliorations (tel que Barth fait pour la maximisation du profit) ou critiques (telles que celles de Granovetter sur l'autonomisation) des analyses basées sur ces caractéristiques ne réussissent pas à dépasser le cul-de-sac des visions dichotomiques du rapport entre changement, action économique et culture.

Pour comprendre le changement économique, il faut alors dépasser les analyses en termes de "traits" et introduire autant le cadre plus large dans lequel prend place l'action, que l'acteur de cette action comme partie de ce cadre. Dans ce qui suit nous essayerons de dégager les éléments d'un cadre conceptuel qui mettrait en relation la société, la culture et l'action économique.

1.3.2. Action économique et "structure d'opportunité"

Partant du constat que l'étude du phénomène entrepreneurial doit inclure des facteurs "exogènes du point de vue de l'acte entrepreneurial lui-même" (Glade, 1967: 249), certaines analyses ont fait ressortir l'importance que les variables de la structure économique, sociale et politique peuvent avoir sur l'action entrepreneuriale, et, par extension, sur l'action économique plus large.

Nous faisons observer que l'entrepreneur est non seulement une cause du changement, mais est lui-même un produit des forces changeantes opérant dans une société, Glade nous propose ainsi de comprendre les "multiples sources et forces d'impulsion de la capacité entrepreneuriale" en lien avec les changements dans la structure économique plus large. Plus particulièrement, la structure pertinente du point de vue de l'action entrepreneuriale est définie par Glade comme une structure "objective" d'opportunité, celle qui renvoie aux variables de la structure économique qui modèlent la demande pour les habiletés entrepreneuriales (Glade, 1967: 248). Il inclut parmi ces variables, par exemple, la fluidité de la demande sur le marché interne, la perméabilité de l'économie locale aux marchés externes actuels ou potentiels, et les caractéristiques structurelles particulières de l'industrie ou des industries qui prédominent dans l'environnement étudié ²¹ (*ibid.*: 249).

D'autres auteurs ont mis en évidence le rôle que joue, toujours pour l'action entrepreneuriale, la position de l'économie et de la société nationales à l'intérieur des rapports économiques et de pouvoir développés à l'intérieur du marché international. C'est cette position qui détermine, dans ses grandes lignes du moins, la configuration et les limites du champ d'activité économique, donc les possibilités mêmes d'accumulation. Elle joue aussi sur le degré de compétitivité du milieu économique local (suivant qu'elle encourage l'expansion, la stagnation, ou le rétrécissement des niches de marché auxquelles

²¹ Par exemple, la proportion des grosses entreprises intégrées verticalement, ou encore celle des entreprises de petite taille, dans l'espace considéré.

les acteurs locaux ont accès), et donc le degré même "d'entrepreneurship" (d'innovation et prise de risques) des actions économiques (Billing, 1994: 665). Finalement, la position de l'économie nationale dans le marché international joue sur le degré de contrôle que les acteurs de cette économie ont sur le marché. C'est ce contrôle qui modèle leur réponse, en particulier la vision à plus ou moins long terme que les acteurs adoptent dans leurs actions (Schneider et Schneider, 1976: 233). De façon plus générale, la "structure du marché" est importante car c'est de la "niche" que les différents individus ou groupes réussissent à s'assurer dans le marché que dépendent les chances et l'envergure de leur accumulation (Basok, 1989: 52).

La "structure du marché" n'est toutefois pas un simple ensemble d'indicateurs de la "demande" abstraite des économistes, mais renvoie aussi aux structures de la consommation. Par le fait même, ceci implique aussi les "projets de valeur" qui s'expriment à travers elle (Miller, 1995), c'est-à-dire les significations particulières qui sont attribuées aux objets consommés et qui informent les pratiques de consommation.

De plus, comme c'est le changement de la structure d'opportunité qui encourage l'apparition de nouveaux acteurs économiques, il faut aussi prendre en compte le changement des structures de consommation et des rapports symboliques qui y sont impliqués. Ceci implique, tout d'abord, avoir conscience du fait que les biens qui circulent dans une société connaissent, à travers le temps et l'espace, des degrés divers de marchandisation (Appadurai, 1986). La structure d'opportunité dépend donc, plus globalement, du degré de marchandisation des biens dans la société étudiée, ou, autrement dit, du degré dont les membres de la société font recours aux biens et services achetés sur le marché.

Mais, comment, dans ce cadre "donné" de la structure d'opportunité, les différents acteurs vont-ils agir pour "saisir l'occasion"? Comment se fait-il, en effet, que certains d'entre eux réussissent et deviennent des "entrepreneurs", tandis que d'autres, non seulement ne finissent pas la course, mais n'y entrent même pas?

Glade essaie de répondre à cette question en proposant de prendre en compte une deuxième structure, celle de "l'avantage différentiel dans la capacité des participants du système de percevoir et d'agir sur les opportunités" (Glade, 1967: 251). Plus particulièrement, cette structure renvoie pour lui à la différenciation entre groupes quant au contrôle et la manipulation des ressources nécessaires pour satisfaire la demande qui correspond aux opportunités du moment. Ces ressources sont multiples, car elles peuvent

inclure, à côté des classiques terre, travail, capital, les réseaux d'information ou les connections politiques (Glade, 1967: 252).

À travers cette "structure de l'avantage différentiel", Glade introduit dans l'analyse de l'action entrepreneuriale quelques éléments au moins de la structure sociale (tels que les groupes). Néanmoins, l'approche de Glade souffre de quelques défauts importants. Tout d'abord, tant sa vision de la structure objective des opportunités est dynamique, car elle inclut le changement, tant sa vision de la structure sociale est statique et figée. La dispersion des ressources entre groupes est là, et l'action entrepreneuriale ne fait plus qu'un simple lien entre les ressources disponibles et les opportunités du moment. Deuxièmement, Glade bascule entre deux visions opposées de l'action économique qui ne se réconcilient pas tout à fait dans son schéma. Il a ainsi, d'un côté, une vision "réactive", qui voit les acteurs réagissant principalement aux opportunités données de l'extérieur et à une structure du contrôle des ressources; et de l'autre, une vision "(sur-) active" de l'action, qui voit les acteurs en train de manipuler incessamment ressources matérielles, connections et réseaux. Finalement, il ne nous explique pas comment il arrive que les groupes aient des capacités différentielles de percevoir et agir par rapport aux occasions, notamment un contrôle différentiel sur les ressources nécessaires pour satisfaire la demande.

Ainsi, tout en introduisant la structure plus large, cette approche de l'action entrepreneuriale, et plus généralement de l'action économique, ne reste pas moins prise dans une conception trop statique de cette structure, et trop sur- ou sous-active de l'action. Afin d'identifier les autres éléments qui nous manquent, je propose alors de revenir à la définition même de l'action économique.

1.3.3. Action économique et pouvoir

Weber définissait l'action économique comme "un usage pacifique du contrôle de l'acteur sur les ressources, qui est surtout orienté économiquement", ou, autrement dit, "dans la mesure où, en accord avec sa signification subjective, [cet usage] est concerné avec la satisfaction d'un désir pour des 'utilités'" (Weber, 1964: 158). Le terme "pacifique" renvoie au pouvoir légalement sanctionné de contrôle et de disposition, c'est à dire au pouvoir économique. Car, comme nous le dit explicitement Weber, puisque tout type d'organisation des activités économiques implique un quelconque type de distribution des pouvoirs de contrôle et de disposition, il est essentiel d'inclure le critère du pouvoir dans le

concept sociologique d'action économique (Weber, 1964: 163; voir aussi, à la suite de Weber, [Swedberg et Granovetter, 1992: 8]).

En effet, dans toute action sociale un rapport de pouvoir s'établit ou se redéfinit. Étant défini comme la "probabilité qu'un acteur se trouvant dans une relation sociale soit dans une position pour réaliser son désir [ou imposer sa volonté] en dépit de la résistance" (Weber, 1964: 152), le pouvoir joue très concrètement sur la capacité relative d'agir des différents acteurs. Il est, comme nous le montre Giddens, relié de façon logique à l'action (Giddens, 1979: 88).

Ceci nous est rappelé aussi dans le cas plus spécifique de l'action entrepreneuriale. Dans un paragraphe sur les "motivations de ceux qui sont impliqués dans le sort des entreprises faisant du profit", Weber nous parle, outre du risque pour le capital et des possibilités de profit, de la

"valorisation d'une activité rationnelle d'acquisition comme 'vocation' [*Beruf*]. [Cette valorisation] peut être significative comme preuve du succès propre à l'individu, ou comme symbole et moyen de contrôle sur les avantages économiques qui sont culturellement ou matériellement importants pour une pluralité indéfinie de personnes- en un mot, le pouvoir" (Weber, 1964: 214).

Nous devons donc placer l'action entrepreneuriale et, de façon générale, l'action économique, dans un cadre plus large qui conçoit la société, ainsi que le marché, comme des structures de pouvoir dans lesquelles la possession de certains attributs avantage certains groupes d'individus au détriment des autres (Giddens, 1975: 101-102). La possession de ces attributs joue sur le pouvoir relatif des acteurs, ce pouvoir jouant à son tour sur leur capacité d'accès aux ressources nécessaires à l'activité économique et entrepreneuriale, ainsi que sur leur "capacité différentielle de percevoir et agir sur les opportunités".

Les attributs pertinents pour la distribution différentielle du pouvoir varient d'une société à l'autre et dans le temps. Les analystes marxistes considèrent, par exemple, que la distribution inégale du pouvoir, et les rapports de pouvoir qui en découlent, sont basés sur l'accès différencié aux moyens de production, produit de la structure des classes sociales (Guntelman, 1974: 17). J'adopterai ici une vision plus large, pour inclure d'autres éléments que le contrôle des moyens de production dans les facteurs qui amènent une distribution différentielle du pouvoir dans une société donnée. Giddens inclut par exemple, pour les sociétés capitalistes, deux autres "capacités de marché" (*market capacities*), la possession de qualifications techniques et éducationnelles, et la possession de sa propre force de travail

(Giddens, 1975:107). Nous pouvons également y ajouter des facteurs, pertinents pour d'autres types de sociétés mais aussi pour les sociétés capitalistes, tels que l'accès à des positions politiques, le statut social (c'est-à-dire "les différenciations basées sur des évaluations en termes de prestige ou d'honneur"), ou l'appartenance ethnique.

Mais si les attributs du pouvoir et les ressources de l'entrepreneur varient selon les époques, les sociétés, et les différents secteurs de la société et de l'économie, leur distribution entre les divers groupes n'est pas statique, donnée une fois pour toutes. En effet, les groupes et acteurs entrent dans des luttes portant non seulement sur l'accès aux attributs de pouvoir et à leur contrôle, mais aussi sur la définition de ces attributs dans une certaine société et à un certain moment. Ou, comme le dirait Bourdieu, les luttes sont aussi des "luttes de classement", elle se portent sur la "définition légitime de la réalité" (Bourdieu, 1986). Les entrepreneurs, plus spécialement, lutteront, en outre, pour créer, puis élargir et consolider, leurs propres opportunités de profit (et non pas seulement réagir aux opportunités comme disait Glade). Finalement, la distribution du pouvoir dans la société peut être dynamisée suite à l'intervention d'un autre acteur important: l'État. En effet, cette distribution est fonction aussi de la place que l'État y occupe: non seulement en se faisant le porteur des intérêts particuliers de certains groupes (comme le voient les analyses marxistes classiques), mais aussi en modifiant par lui-même, en raison du pouvoir qu'il réussit à s'approprier pour lui-même, le rapport de forces à l'intérieur de la société.

En outre, la distribution différentielle du pouvoir dans la société, la structure du pouvoir, ne se modifie pas seulement à travers les luttes et les conflits entre les différents acteurs. Elle se reproduit et se transforme à travers leur action même. Car le moment de production de l'action est aussi le moment de reproduction (et transformation) des contextes de mise en scène quotidienne de la vie sociale (Giddens, 1984: 26), donc de la structure. Au demeurant, il s'agit d'étudier non pas des structures et des actions conçues de manière dichotomique et statique, mais la structuration des systèmes sociaux, c'est-à-dire les "modalités à travers lesquelles ces systèmes, ancrés dans les activités informées [*knowledgeables*] des acteurs situés qui puisent dans des règles et ressources dans la diversité des contextes de l'action, sont produites et reproduites dans l'interaction" (Giddens, 1984: 25).

Le lien entre action et structure se réalise à travers le pouvoir. Ce dernier opère à travers l'utilisation de la capacité transformative telle que générée par des structures de

domination²² (Giddens, 1979: 92). Renvoyant à l'appropriation différentielle des ressources, ces structures de domination constituent le cadre d'où ressortent autant les contraintes que les possibilités offertes à l'action. Du reste, ces structures se transforment et se reproduisent elles-mêmes à travers l'action.

L'étude de l'action et des acteurs économiques ne peut donc être réalisée hors de l'analyse de ces phénomènes de structuration, de construction réciproque de l'action et de la structure du pouvoir. Je considérerai dans ce qui suit un élément supplémentaire qui me permettra de préciser encore plus les types de processus de structuration que je considère importants pour cette étude.

1.3.4. Action économique et relations sociales

Il faudrait inclure ainsi, à côté du pouvoir, un deuxième élément constitutif de l'action économique (qui, même en étant lié au premier, ne s'y superpose pas totalement): les relations sociales. Comme nous le dit Granovetter, les relations ne sont pas extérieures à l'action économique, elles sont le médium même à travers lequel passe l'action²³. En tant qu'action sociale²⁴, l'action économique est une action "orientée vers les autres" (Weber, 1964: 88). Elle se réalise donc dans l'interaction avec d'autres gens (Swedberg et Granovetter, 1992: 9).

L'action économique étant ainsi insérée dans des relations sociales, il faut tenir compte, dans l'analyse, de la variété de ces relations. Il importe alors de regarder à travers quels types spécifiques de relations a lieu l'action économique: relations d'amitié, de parenté, de patronage et clientèle etc. C'est la définition locale de chaque type de relation qui jouera sur la manière dont l'action économique se réalisera sur place.

²² Bien qu'on peut reprocher à Giddens de concevoir le pouvoir comme très ouvert au changement (et ainsi d'ignorer le caractère encre et résilient de celui-ci), je pense que son approche est assez pertinente pour l'analyse des transformations à l'Est. En effet, l'étude des sociétés traversant un changement rapide - telles que celles de l'Europe de l'Est- requiert un point de vue plus ouvert, qui laisse place à des éventuels renversements et reconfigurations des rapports de pouvoir. Bien que nous y constaterons plutôt une continuité qu'une transformation, cette vision plus ouverte constitue un bon point de départ, du moins du point de vue méthodologique.

²³ Elles ne sont pas alors que des "ressources" pouvant être manipulées par les acteurs, comme les conçoivent les approches stratégiques, formalistes ou celle de Glade.

²⁴ Granovetter réduit ici les actions économiques aux actions économiques sociales. Selon Weber, l'action économique en tant que telle n'est pas nécessairement une action sociale (Weber, 1964: 158). Je considère néanmoins que la restriction adoptée par Granovetter est utile pour l'analyse. Elle permet de concentrer notre attention sur les actions économiques significatives du point de vue social.

Les relations sociales ne sont pas seulement diverses, variées, elles sont aussi structurées. L'économie "est toujours contenue dans une matrice de relations sociales structurées" et dépendante d'elle (Worsley, 1984: 35). L'action économique est, comme nous le rappelle Granovetter, toujours insérée dans un réseaux structuré de relations sociales (Granovetter, 1992a).

Mais si ces relations sociales sont structurées, la structure qui en résulte n'est pas donnée une fois pour toutes, ni ne se trouve en relation simple avec l'action. En effet, je considère que l'élément manquant dans l'analyse de Granovetter est justement celui que nous venons de voir plus haut, le pouvoir. Ce sont la structure de domination et la capacité transformative impliquée dans l'action (c'est-à-dire les deux facettes du pouvoir) qui modèlent la structure des relations sociales (c'est-à-dire, des caractéristiques telles que l'hétérogénéité, la superposition ou le découplage prises en compte par Granovetter) et s'interposent entre celle-ci et l'action. Comme nous l'avons vu plus haut, les structures se produisent, se reproduisent et se transforment dans l'action et à travers le pouvoir.

Je considérerai ici deux types de structuration des relations sociales: les groupes et les réseaux. Je définis les groupes²⁵ comme des ensembles de gens qui, par leur position dans la structure de pouvoir (donc dans la structure de l'appropriation des attributs du pouvoir) ont une capacité spécifique d'action, différenciée de celle des autres groupes, et qui manifestent une prise de conscience de leur situation commune. Les réseaux, quant à eux, sont des ensembles réguliers de contacts ou de connections sociales de même ordre entre individus ou groupes (Swedberg et Granovetter, 1992: 9).

Si les réseaux peuvent se superposer aux groupes, en se constituant à l'intérieur de ceux-là (réseaux horizontaux), ils ne sont pas identiques aux groupes, car ils peuvent aussi traverser plusieurs groupes sociaux (réseaux verticaux). Par exemple (comme nous le verrons par la suite) à l'intérieur des anciennes économies socialistes de l'Europe de l'Est, il pouvait y avoir le groupe de la "nomenklatura" (ses membres occupaient, par leur position commune à l'intérieur de la hiérarchie économique, des positions de pouvoir de même ordre par rapport au reste de la société, et possédaient aussi un "esprit de corps"). Cette

²⁵Je parlerai ici de groupes et non pas de classes, car ceci me permet d'éviter, tout en la laissant ouverte pour l'instant, la discussion portant sur l'existence et l'apparition des classes en Europe de l'Est pendant et après la période socialiste. En effet, je pense que, bien qu'on peut parler de "classes" et non pas seulement de groupes sociaux durant le socialisme, la période de transformation qui a débuté après 1990 n'a pas encore laissé le temps à la structuration de véritables "classes". Ceci est surtout vrai si nous tenons compte que la transformation des différents secteurs économiques et des principes qui gouvernent l'appropriation de différentes ressources s'est réalisée à des rythmes différents.

nomenklatura pouvait inclure des réseaux de relations informels horizontaux, développés entre ses membres, tout comme elle pouvait être traversée par des réseaux informels verticaux, qui unissaient ses membres au reste de la société.

Les groupes et les réseaux ne sont pas constitués une fois pour toutes, mais sont pris dans un mouvement continu de reproduction et de transformation. Je parlerai donc non pas de la structure des groupes et réseaux, mais de leur structuration. La structuration fait référence autant à l'apparition et la constitution de nouveaux groupes et réseaux (comme dans une période de changement radical), qu'à leur construction, reproduction et transformation continues.

La structuration des groupes²⁶ représente le mode à travers lequel les disparités dans l'appropriation des attributs du pouvoir deviennent des "réalités sociales", et en conséquence conditionnent ou influencent le comportement social de l'individu. Elle renvoie, plus précisément, au processus à travers lequel les frontières entre les groupes se construisent, se maintiennent et se modifient.

Les entrepreneurs, ainsi que les autres acteurs économiques, sont entraînés dans le processus d'appropriation différentielle des ressources "allocatives" qui sont le propre des institutions économiques (Giddens, 1984: 33). Afin de voir si, et comment, les entrepreneurs deviennent une réalité sociale et non seulement économique, il faut identifier les éléments qui font que les disparités économiques deviennent des principes de structuration des groupes. Les facteurs qui entrent en ligne de compte dans la structuration des groupes sont: le degré de mobilité par rapport à l'accès à un certain attribut du pouvoir, la division sociale du travail, les relations d'autorité entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas les différents attributs, les différenciations à partir des évaluations en termes d'honneur et de prestige, et les différenciations dans les modes de consommation (Giddens, 1975: 107-112). Dans ce processus, la structuration des réseaux joue un rôle important, les réseaux pouvant aider soit à conserver soit à modifier les rapports de pouvoir existants, tout comme les relations d'autorité, les distinctions sociales et le degré de mobilité entre groupes.

L'action économique passe à travers les groupes et les réseaux ainsi structurés. Car la capacité d'agir de différents acteurs est fonction des frontières mouvantes entre groupes, ainsi que de la participation ou non participation à des réseaux spécifiques.

²⁶Je définis ici la "structuration de groupes" en m'inspirant de la notion de "structuration des classes" de (Giddens, 1975: 134).

À l'inverse, la structuration des groupes et réseaux se réalise à travers l'action, et en particulier l'action économique. Car celle-ci implique, avant même sa "forme" (plus ou moins "culturelle"), un "contenu". L'action économique n'est pas une simple modalité de faire les choses, elle est l'action même d'appropriation, de manipulation, de transformation et d'utilisation des choses. Elle est prise ainsi dans des processus de production, échange et consommation. Et ces processus contribuent eux aussi à délimiter des groupes et à constituer des réseaux.

Après avoir vu le rapport entre action économique et structuration de groupes et réseaux, il est temps de revenir finalement sur le rapport problématique entre l'action économique et entrepreneuriale et le changement culturel.

1.3.5. Action économique et changement culturel

Nous avons vu que la "valorisation d'une activité rationnelle d'acquisition" peut être utilisée par l'entrepreneur comme "symbole ou moyen de contrôle" sur les avantages économiques, donc dans la légitimation de l'appropriation qu'il réalise dans son activité (Weber). Les codes culturels peuvent alors être utilisés pour légitimer la domination, l'accès différentiel aux ressources²⁷. Qui plus est, ils peuvent être utilisés non seulement pour légitimer, mais aussi pour changer un certain état des rapports de pouvoir.

Il y a, bien entendu, une capacité différentielle des différents groupes quant à la manipulation des codes culturels. Effectivement, certains groupes dominants peuvent se trouver en mesure de manipuler des codes culturels dans leur intérêt, pour préserver leur position privilégiée par rapport au pouvoir, et résister ainsi à un éventuel changement de leur situation (Schneider et Schneider, 1976). En même temps, il ne faut pas oublier que les groupes dominés disposent eux aussi d'une certaine marge de manœuvre dans la manipulation des codes, marge qu'ils peuvent utiliser pour résister aux pressions auxquelles

²⁷ La "rationalité" elle-même peut être ainsi utilisée pour légitimer la domination. Elle peut être, par exemple, utilisée pour asseoir les rapports d'autorité dans une entreprise, légitimant la position dominante des gérants face au reste des employés. Les managers peuvent ainsi mettre quotidiennement en scène des "rituels de la rationalité" pour légitimer leur décisions, bien que ces décisions s'avèrent manifestement inefficaces (DiMaggio, 1990: 121).

On s'attend à ce que les programmes de développement initiés actuellement en Europe de l'Est par les organismes internationaux fassent, eux aussi, appel à ces "rituels de la rationalité". Ils sont en effet nécessaires pour légitimer autant les prétentions des "consultants" occidentaux à un savoir supérieur, que l'énorme écart qui existe entre leurs revenus et ceux de la population d'accueil (voir, pour un exemple du Kazakhstan, [Bivens, 1997]).

ils sont soumis. Car toutes les relations de pouvoir "manifestent l'autonomie et la dépendance dans les deux directions" (Giddens, 1979: 149).

La légitimation de la domination ne se fait pas simplement par le recours à un corpus de représentations, à une idéologie, vue comme séparée de l'idéologie des dominés, comme une fausse conscience imposée à ces derniers par les dominants. Elle se fait, plus subtilement, à travers l'hégémonie qu'une vision dominante du monde exerce sur le sens commun (Mouffe, 1979).

L'hégémonie ne peut néanmoins s'instaurer au gré des groupes dominants. Le sens commun hérité des générations antérieures présente tout un poids historique doté de sa propre force d'inertie. L'hégémonie est aussi le résultat d'une lutte qui se déroule entre les différents groupes. En outre, l'imaginaire qu'elle propose doit résonner avec l'expérience, avec le vécu des dominés (Bayart, 1994b). Roseberry remarque ainsi que, même s'il y a, dans les contextes de domination, une "inscription culturelle", une séparation entre le sens et l'expérience, cette inscription ne peut jamais être totale. Dans certaines circonstances, la disjonction entre les significations produites par la culture dominante et l'expérience des gens ordinaires peut constituer le point focal pour la production de nouvelles significations alternatives (Roseberry, 1989: 46-47).

Il est intéressant de voir ici que, dans beaucoup de sociétés non occidentales, le "marché" non seulement n'est pas co-extensif à toute la sphère économique mais il peut n'être pas devenu hégémonique. Nous y trouvons souvent de nombreuses évaluations morales négatives du commerce et du profit. Réponses et armes face aux déséquilibres de pouvoir qui sont engendrés et articulés à travers l'extension et le développement des "relations de marché", ces évaluations impliquent souvent la désignation d'agents spécifiques et identifiables des "affaires" (dont des entrepreneurs), ceux justement dont les activités constituent une redéfinition des relations de pouvoir (Dilley, 1992: 4-6). Elles expriment aussi l'ambiguïté du positionnement par rapport au "marché": refus, parfois; mais aussi, souvent, acceptation, et lutte pour y gagner un accès dans ses propres termes (Geschiere, 1992: 160)²⁸.

²⁸Tout ceci s'applique aussi aux sociétés post-communistes de l'Europe de l'Est. Celles-ci sont des "sociétés prismatiques", ou plurielles, qui encouragent partiellement l'entrepreneuriat, celui-ci étant plus un entrepreneurship-paria qui est exclu des voies de mobilité (Grancelli, 1992: 98).

Mais tout en reconnaissant l'importance de l'attitude de la société par rapport à l'entrepreneurship, il faut voir aussi le caractère changeant de cette attitude. Comme nous le dit Billing,

"[Les attitudes par rapport aux entrepreneurs] ne sont pas si profondément ancrées qu'on l'a laissé entendre. Ces attitudes peuvent s'adapter plutôt rapidement aux circonstances économiques et politiques et agir en retour sur ces circonstances dans une interaction dynamique" (Billing, 1994: 668).

Les attitudes de la société par rapport à l'entrepreneurship n'épuisent pas non plus les rapports de pouvoir et l'entreprise de légitimation dans lesquels sont engagés les entrepreneurs. Tout d'abord parce que la légitimation de l'entrepreneur ne passe pas seulement par une légitimation de l'activité entrepreneuriale en tant que telle: elle passe également par d'autres éléments, en particulier par la captation d'éléments idéologiques nationaux-populaires ²⁹ (Mouffe, 1979). Les valeurs auxquelles les entrepreneurs adhèrent et s'identifient, et qui entrent dans le jeu de leur légitimation, peuvent, en outre, être extrêmement flexibles et mouvantes, et même en dissociation avec leur pratiques (Gerschenkron, 1954)³⁰.

Deuxièmement, l'attitude de la société par rapport aux entrepreneurs n'épuise pas les rapports multiples que ceux-ci établissent avec le reste de la société, parce que les groupes dominants peuvent imposer leurs actions, parfois, même dans les conditions d'une résistance de la société face à ces actions. Des analyses historiques montrent que l'attitude de la société par rapport aux entrepreneurs joue jusqu'à un certain point: les entrepreneurs font parfois leur apparition même si une opposition se manifeste face à eux (Gerschenkron, 1954: 14). Si Gerschenkron va peut-être un peu loin en affirmant que "les variations dans le comportement entrepreneurial peuvent n'avoir rien à voir avec le système de valeurs dominant et avec le degré d'approbation sociale" (*ibid.*:11), je suis par contre d'accord avec lui quant à la relation non déterministe qui s'établit entre, d'un côté, le système de valeurs

²⁹ Ils peuvent, par exemple, faire appel à certains éléments du discours nationaliste local. Comme nous le verrons plus tard, en Roumanie par exemple, les anciens cadres de l'agriculture coopérative socialiste font référence, dans leur discours à la figure nationaliste du "paysan".

³⁰ Miller nous décrit par exemple le dynamisme des attributions d'aptitudes entrepreneuriales aux divers groupes ethniques de Trinidad. Il montre ainsi comment, jusqu'à récemment, la domination écrasante des hommes d'affaires blancs allait de pair avec le présupposé de leur expérience et compétence en tant qu'entrepreneurs "naturels". Avec le renversement de l'équilibre en défaveur du contrôle blanc et en faveur des autres groupes ethniques, les blancs essayent de renverser ce présupposé et de donner une image d'eux-mêmes comme étant presque des "victimes" du marché (Miller, 1997: 89).

local et l'approbation sociale des entrepreneurs, et, d'un autre côté, leur apparition. Le système de valeurs et l'attitude de la société par rapport aux entrepreneurs jouent différemment suivant la place que les entrepreneurs occupent, ou réussissent à prendre, à l'intérieur des rapports de pouvoir. Un des cas où ces valeurs et cette attitude arriveraient à avoir un effet décisif sur les entrepreneurs serait, en effet, celui où elles seraient cristallisées dans les rapports de pouvoir, comme par exemple dans le cas où elles informeraient la politique gouvernementale (Gerschenkron, 1954: 14: 15).

Mais les codes culturels ne changent pas, ou, à l'inverse, ne sont pas maintenus, seulement suite aux manipulations des différents groupes. Ils changent aussi, cette fois-ci de façon non souhaitée, suite aux transformations dans les rapports de pouvoir entre les différents groupes. Ainsi l'ascension au pouvoir d'un nouveau groupe peut entraîner une transformation dans les modèles dominants de comportement (Wolf, 1971)³¹. Les acteurs économiques, entrepreneurs ou autres, font eux aussi partie de ces processus, étant engagés dans les luttes pour le changement ou la préservation des rapports de pouvoir. Il reste néanmoins à voir, cas par cas, de quel côté ils vont se trouver: subiront-ils les modèles imposés par d'autres, ou seront-ils ceux qui les imposent?

Finalement, la "culture" ne doit pas être vue comme un ensemble de traits distincts, mais plutôt comme un champ de significations inter-reliées qui jouent sur l'action, mais se construisent aussi dans l'action même (Lampland, 1991; Warnier, 1993: 249-269). C'est à travers ces significations que les différentes "propriétés des réseaux" de Granovetter parviennent à modifier l'action, et non pas de manière directe, mécanique. Ainsi par exemple, la distance sociale entre les acteurs ou l'hétérogénéité sociale ne jouent pas sur l'action de manière directe, mais à travers la signification que leur donnent les acteurs dans une situation concrète.

1.3.6. "Globalisation des marchés" et action économique: quoi étudier

La tendance à la transformation des économies locales en économies de marché de

³¹ À plus long terme, le processus de "rationalisation" de Weber était lui aussi une conséquence non voulue du changement dans les rapports d'interdépendance entre les différents groupes sociaux. Pour Elias (1975), la "rationalisation", ou ce qu'il appelle le "processus de civilisation", vu, entre autres comme intériorisation de l'auto-contrainte, résulte lui aussi du changement dans la position relative des groupes sociaux. Je ne m'attaquerai pas ici, néanmoins, à ces processus de "longue durée".

plus en plus connectées, perçue par certains prophètes de la "mondialisation" comme "l'avancement des marchés", ne résulte donc pas en une homogénéisation des modes de penser et de faire, et les entrepreneurs n'en sont pas nécessairement les agents. De nombreux analystes ont en effet remarqué que la "globalisation" (c'est-à-dire l'extension des échanges marchands à l'extension du globe) s'accompagne de l'apparition d'une nouvelle diversité (Sampson, 1993: 4; Bayart, 1994b). Celle-ci est le résultat de la filtration des influences et forces globales à travers les rapports sociaux et les significations locales. Nous pouvons ainsi dire avec Dilley que:

"Les marchés sont des constructions culturelles [...] et non pas des essences avec des possibilités pour la transformation sociale. Le marché en tant que tel peut avoir un effet seulement s'il fait partie du corpus de connaissances qui forme la base pour l'action sociale des gens. Si ce n'est pas le cas, il faut être très spécifique quant à ce qui se trouve à l'origine des processus observés" (Dilley, 1992: 12-14).

Les facteurs conduisant à l'apparition des nouveaux acteurs économiques (tels les entrepreneurs) et au maintien des anciens (producteurs paysans, par exemple), et le rôle spécifique qu'anciens et nouveaux acteurs jouent dans le changement culturel et social sont alors à considérer cas par cas et avec une grille d'analyse qui dépasse le simple déterminisme culturel.

De manière générale, il faut ainsi dessiner la carte de la structure de pouvoir historiquement construite dans laquelle les acteurs économiques s'inscrivent, et voir comment se constituent les "avantages différentiels" des diverses catégories dans le contexte particulier fourni par cette structure. Il faut voir, en outre, la manière spécifique dont les acteurs s'inscrivent dans l'économie nationale, ainsi que la façon dont cette dernière s'inscrit dans le marché international. Prennent ici une importance particulière non seulement la distribution de la demande et des niches, mais aussi la constitution changeante de cette demande même en fonction de la transformation des valeurs et des représentations attribuées aux biens.

Il faut, en même temps, considérer la façon dont se structurent localement les groupes et les réseaux, déceler les attributs du pouvoir qui restent à la base de la structure locale de domination, ainsi que les ressources significatives pour l'action économique du moment. L'analyse doit également se pencher sur les mécanismes à travers lesquels l'action économique s'inscrit dans les structures de pouvoir, et sur leur relation réciproque. Il faut aussi déterminer comment les acteurs économiques participent, à travers leurs actions, aux processus de structuration de groupes et réseaux. De plus, l'analyse doit montrer comment

ces derniers processus limitent ou facilitent les actions économiques. Dans tous ces mécanismes, l'attention doit être portée à la construction réciproque de l'action, des groupes et des codes culturels.

Plus concrètement, à partir de ce cadre général, je pense qu'il faut élargir la notion d'action économique pour inclure, à côté des activités d'échange, les activités de production et de consommation. De plus, il faut mettre en évidence tant les structures "matérielles" de production, circulation, et consommation des biens, que les significations qui les informent. Pour approfondir ces aspects, une place importante l'occupe, surtout dans le cas de sociétés telles que la Roumanie (qui ne sont pas encore devenues des "sociétés de consommation de masse"), l'étude du processus plus global de marchandisation d'une société donnée. Plus spécifiquement, il est particulièrement pertinent d'étudier la marchandisation des biens qui entrent dans la consommation, ainsi que celle du travail qui est mobilisé dans le processus de production. Par ailleurs, et à la suite de Mintz, nous pouvons aussi mettre en relation le changement des structures de consommation et la transformation des structures de pouvoir, et en particulier le rôle de l'État dans la promotion de nouveaux modes de consommation. Finalement, ce changement peut être aussi vu à la lumière des transformations dans les structures de production et d'emploi du temps. Comme le démontre le cas anglais analysé par Mintz, le processus historique de passage de la production agricole à la production industrielle et la modification qu'il amène sur le plan du découpage du temps quotidien jouent sur l'avènement de nouveaux modes de consommation à l'intérieur des différentes couches sociales (Mintz, 1985).

Après avoir esquissé les grands traits d'une analyse de l'action économique en relation avec le changement social et culturel, nous pouvons revenir au cas particulier des transformations survenues dans les économies de l'Europe de l'Est, et plus précisément de l'agriculture coopérative. Le chapitre suivant traitera de l'analyse de l'action économique et du changement à l'Est. Cette fois-ci, au lieu de nous intéresser uniquement aux acteurs et à leur "culture", nous regarderons aussi le tableau plus large des transformations sociales dans leur ensemble.

Chapitre 2. Action économique et transformation à l'Est. Réseaux, ressources et pouvoir avant et après 1990

Plusieurs analystes ont critiqué les analyses en termes de "transition vers le capitalisme et l'économie de marché" pour leur fort caractère téléologique (Rona-Tas, 1998: 116), ainsi que pour leur caractère plutôt prescriptif qu'analytique. Ces dernières théories essaient, comme nous l'avons vu, non pas de rendre compte de la variété des chemins pris, mais de rechercher, dans la réalité, ce qui contribuerait ou s'opposerait à l'évolution vers l'économie de marché. De fait, en raison de cette conception d'une évolution linéaire et universelle vers l'économie de marché (mise en équivalence avec "progrès"), ces théories ramènent sur le tapis la vieille "théorie de la modernisation", celle qui avait informé, après la deuxième guerre mondiale, les politiques de développement dans le Tiers Monde (Burawoy, 1992).

À l'opposé de la vision téléologique des analyses en termes de "transition vers le capitalisme", plusieurs études, parmi lesquels celle d'anthropologues travaillant dans cette région du monde, ont mis l'accent non pas sur le caractère prévisible des transformations, mais plutôt sur le fait que leur caractère reste encore à déterminer. Loin d'avoir comme issue inéluctable de transformer les pays de l'Est en une pâle copie de l'Occident, le processus de transformation à l'Est a été qualifié "d'incertain" (Gellner, 1993, Kideckel, 1995, Burawoy et Verdey, 1999). Plusieurs analystes ont même avancé que son issue ne serait pas la création d'économies de marché similaires à celles de l'Occident, mais le passage "du plan au clan" (Stark, 1990), la "criminalisation élargie de la société" (Gellner, 1993), ou encore le développement d'un capitalisme marchand, ce qui pourraient préparer ainsi "une tierce voie vers le Tiers Monde"¹ (Burawoy, 1992). Au lieu d'un rapprochement avec le premier monde, le résultat des transformations serait ainsi "la tiers mondialisation" de l'Europe de l'Est, sa marginalisation à l'intérieur de l'économie mondiale (Gunder Frank, 1996).

Il n'en reste pas moins que l'incertitude quant aux transformations possibles laisse sur place la voie ouverte à une diversité de chemins. Au delà des affirmations générales de

¹ Pour Burawoy, les réformes peuvent conduire au développement d'un "capitalisme de type aventurier, spéculatif ou mercantile", caractérisé par la généralisation d'une économie "de bazar". Ceci déboucherait alors non pas sur un "marché libre" mais sur un "marché aux puces" (pas un "*free market*" mais un "*flea market*") (Burawoy, 1992).

"tiers mondialisation" et de "criminalisation" des économies de l'Est, il s'agit alors d'analyser ce que peuvent être les chemins locaux de la transformation.

Les critiques que nous venons de passer en revue ont aussi décrit les transformations à l'Est comme un processus "dépendant du chemin pris" (*path dependent*) (Rona-Tas, 1998; Smith et Swain, 1998). C'est à dire que, selon elles, le passé de ces sociétés a joué sur la spécificité des transformations, de par les contraintes et possibilités que ce passé leur a offertes par la suite. En particulier, il leur a offert différents "points de départ" pour démarrer leurs transformation (tels que, par exemple, des industries et des infrastructures différemment développées).

À l'intérieur de ce "passé" plus large, le socialisme et le caractère de ses société et économie ont été mise en avant comme des facteurs cruciaux (Kideckel, 1995). Nous tournerons maintenant notre attention sur l'analyse du socialisme et de la société et l'économie qu'il a engendrées.

2.1. Le socialisme, 1945-1989. Pouvoir, ressources, réseaux et inégalités.

La version officielle promue par les régimes communistes qui ont dominé l'Europe de l'Est durant plus de 40 années (1945-1989) disait que, étant donné que la bourgeoisie et la paysannerie riche avaient été éliminées au début de leur instauration, la société socialiste qui en a résulté était une société où il n'y avait plus de "classes exploiteuses" (Djilas, 1957). Ainsi, la société socialiste était une société "sans classes antagonistes", ou même "sans classes" du tout, car, à l'intérieur de celle-ci, entre les "couches" restantes d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels il n'y avait plus de rapports d'exploitation, mais plutôt de relations harmonieuses, complémentaires.

2.1.1. Les inégalités pendant le socialisme

À l'opposé de cette vision édulcorée, plusieurs analystes ont toutefois mis en évidence le caractère inégalitaire des sociétés socialistes. Dès 1957, Milovan Djilas, un ancien apparatchik yougoslave, avait fustigé les régimes communistes pour ne pas avoir tenu leurs promesses, mais avoir plutôt débouché sur la constitution d'une "nouvelle classe" dominante (Djilas, 1957).

À la suite de Djilas, les analystes des inégalités survenues dans les sociétés socialistes ont distingué, de manière générale, d'un côté les "producteurs directs" ou la "masse des travailleurs", et, d'un autre côté, les membres de l'appareil bureaucratique de parti et d'État (Fehér, Heller et Markus, 1983; Câmpeanu, 1988; Konràd et Szelenyi, 1979; Böröcz, 1989). Ces derniers formaient la large couche des "cadres", ou, autrement dit, de ceux qui détenaient un poste de direction. Une première faille se creusait ainsi entre "la masse de producteurs qui n'avaient pas de droits" (Djilas, 1957: 45), et l'ensemble des cadres qui disposaient, sinon de la capacité d'utiliser directement les moyens de production (tels que les capitalistes), du moins du pouvoir de décision, et ainsi du pouvoir tout court².

Par ailleurs, la couche des cadres était elle aussi divisée, de par la hiérarchie interne de l'appareil de parti et d'État, entre sa partie supérieure, la nomenklatura, et le large strate de ce qu'on pourrait appeler des "cadres moyens". Dirigeant le reste des cadres et ainsi la masse des travailleurs, la nomenklatura³ comprenait les membres de la haute hiérarchie de Parti et d'État, mais aussi les directeurs des grosses entreprises d'État, et les secrétaires de parti des départements administratifs. Le plus large strate de cadres moyens formait ce qu'on pourrait appeler des élites à caractère régional: présidents des Conseils populaires, présidents des coopératives agricoles, directeurs des autres entreprises étatiques.

Au delà de cette vision générale en trois strates de la société socialiste (nomenklatura, cadres moyens et producteurs directs), ce qui y constituait la classe dominante ainsi que l'assise de son pouvoir étaient ouverts au débat. De fait, pour Djilas, c'était la bureaucratie de parti ou politique (c'est-à-dire la nomenklatura) qui dirigeait le reste de la société, et la base de sa domination se trouvait dans le contrôle politique de la disposition des moyens de production nationalisés et ainsi "de la distribution des biens matériels" (Djilas, 1957: 39-45). De la même manière, pour Konràd et Szelenyi, la classe étatico-bureaucratique, ou ce qu'ils appellent les "redistributeurs téléologiques", dominait le

² Böröcz voit même dans l'autre attribut des cadres, qui découlait de leur position de décision, soit le contrôle de la force de travail des autres, la base du nouveau concept de classe nécessaire à l'analyse des sociétés socialistes (Böröcz, 1989).

³ Dans son sens initial, la nomenklatura comprenait "l'ensemble des positions réservées pour la nomination directe par le parti". En soi, la nomenklatura représentait tout simplement une "liste de positions, arrangées en ordre de séniorité, et qui incluait une description des tâches rattachées à chaque position" (Slomczynski et Shabad, 1997: 172). Je réserverai toutefois, ici, le terme de nomenklatura aux hautes positions de l'appareil de parti et d'État.

reste de la société en "disposant du surproduit social" (Konràd et Szelényi, 1979: 47)⁴.

Selon Fehér, Heller et Markus, par contre, bien qu'il y avait une nomenklatura qui dirigeait autant les cadres subalternes que les travailleurs, c'était l'ensemble de l'appareil de parti et d'État qui détenait le pouvoir dans la société socialiste. En outre, le contrôle que l'appareil exerçait sur la distribution des moyens de production n'était pas la seule ni la plus importante source de son pouvoir. En effet, selon eux, ce contrôle conférait le pouvoir seulement de manière détournée, à travers, en particulier, la logique interne de l'économie socialiste. Selon eux, le "but-fonction" de l'économie étatique socialiste était la maximisation du volume de moyens matériels à la disposition de l'appareil de pouvoir dans son ensemble. Ainsi, bien que l'appareil ne pouvait pas récolter des bénéfices directs de sa position de contrôle des moyens de production (à la différence des capitalistes), en maximisant les moyens qui se trouvaient sous son contrôle, l'appareil rendait économiquement impossible l'existence de tout pouvoir extérieur à lui-même et capable de résister à l'ampleur de sa domination (Fehér, Heller et Markus, 1983: 65- 67). Le pouvoir de cet appareil s'en trouvait proportionnellement accru⁵.

2.1.2. Les cadres: le contrôle des ressources

Comme je l'ai suggéré plus haut, dans la société socialiste, la distribution du pouvoir était inégale, et elle divisait en gros, la nomenklatura et les cadres, d'un côté, et les "producteurs directs", de l'autre côté. De par cela, la société socialiste connaissait aussi une distribution inégale des ressources, distribution qui passait en grande partie par l'accès aux positions de pouvoir que nous venons de distinguer.

⁴ Konràd et Szelényi appellent cette classe dominante du socialisme celle des "redistributeurs téléologiques" en faisant référence au mode dont elle légitimait le contrôle du surproduit social, c'est-à-dire à travers la référence au principe de "redistribution rationnelle". Ainsi, c'était en tant que maîtres d'un savoir supérieur, car rationnel, que celle-ci s'appropriait, au nom de la société, le surproduit collectif. Cette référence à la possession du "savoir" fit Konràd et Szelényi avancer leur fameuse thèse de la "marche au pouvoir des intellectuels", qui, d'après eux, étaient en train de se cristalliser en classe et pratiquement se confondre avec la classe dominante du socialisme (voir Konràd et Szelényi [1979]). La diversité des positions des intellectuels à l'intérieur des pays de l'Est pendant la période socialiste (voir le cas des dissidents) ont toutefois infirmé cette thèse. L'évolution de ces positions (qui a été, généralement, décroissante) après la chute du communisme a rendu obsolète la question d'une quelconque transformation des intellectuels en classe dominante. Certains auteurs y fondent encore leurs espoirs, et attendent la prochaine transformation des intellectuels dans la future "nouvelle classe moyenne" de la société capitaliste qui, censément, prendra place dans les pays de l'Est (Mokrzycki, 1996).

⁵ Voir, pour une plus ample revue des principales théories sur les structures de classe du "socialisme d'État", Böröcz (1989). Pour une revue de ces théories sous l'angle de la logique du "socialisme réel", voir Verdery (1991a).

En effet, la nomenklatura et les cadres disposaient non seulement d'une position sociale valorisée par l'idéologie officielle, mais aussi de privilèges spéciaux, qui leur donnaient accès à une série de bénéfices matériels (maisons, autos, magasins d'usage exclusif, villas de vacances, etc.). Mais, plus importante que ces privilèges, était leur position de pouvoir à l'intérieur d'une organisation bureaucratique (entreprise étatique, mais aussi cellule locale de l'organisation de parti, conseil populaire, coopérative agricole, etc.). Car c'est à partir de cette position qu'ils pouvaient manipuler les ressources de l'organisation, et s'assurer ainsi des bénéfices personnels. Mais, afin de comprendre cela, il faut regarder tout d'abord du côté du système économique socialiste.

Dans une économie socialiste, l'entreprise produisait pour exécuter, et dépasser, le plan, dont l'envergure était elle-même toujours exagérée: on prévoyait une valeur de la production toujours plus élevée. Comme les plans centraux dépassaient habituellement les capacités de production des entreprises, celles-ci tendaient à accumuler du matériel et de la force de travail. En "négociant" leurs plans de production, les managers surestimaient systématiquement tant les coûts de production que les besoins d'investissement, dans le but d'en avoir assez pour réaliser le plan. Le résultat de ce système était une "économie de la pénurie" (Kornai, 1984). Cette "pénurie" était autant le résultat de la surestimation réalisée dans le processus de planification par les planificateurs eux-mêmes, que l'effet pervers que cette surestimation avait sur le comportement des directeurs d'entreprises: l'accumulation (le stockage) à tous les niveaux immobilisait sur place des ressources nécessaires pour la production dans un autre secteur (Verdery, 1993:173-174).

Ainsi, avec le développement d'une "économie de la pénurie" au sein de l'économie socialiste planifiée, une large partie des cadres, les directeurs des entreprises socialistes en particulier, réussissaient à obtenir un assez haut degré d'autonomie et de contrôle sur leur activité. "L'économie de la pénurie" renforçait leur capacité et pouvoir de négociation avec l'État. Car les directeurs d'entreprises réussissaient autant à se servir de l'État, pour solliciter des ressources (quant à l'allocation d'investissements, mais aussi quant à la "sauvegarde" de l'entreprise en cas de difficultés), qu'à contourner celui-ci. Ils le contournaient en stockant des ressources, et en particulier en s'assurant le contrôle d'importantes "ressources manipulables" (Humphrey, 1983: 9; Humphrey, 1991). Celles-ci étaient des ressources cachées aux "grands planificateurs" centraux (ou, au moins, qui n'apparaissaient pas dans la comptabilité officielle) et qui servaient aux directeurs d'entreprises de "fonds de réserve"

utilisable pour réaliser le plan assigné. Autrement dit, les directeurs d'entreprise contournaient l'État de par le contrôle qu'ils avaient sur l'information concernant la production de leur entreprise. La position des directeurs d'entreprise était ainsi renforcée doublement: ils contrôlaient des ressources (en particulier des biens de capital⁶; ceci les départageait des autres "manipulateurs" du système, qui s'attaquaient principalement aux biens de consommation); et ils contrôlaient aussi l'information, en particulier l'information vitale concernant la "connaissance du système" (Sampson, 1984: 258).

Le système de planification centralisée rendait ainsi l'État dépendant de la performance des entreprises, donc des décisions et de la loyauté de leurs directeurs. C'était un "État faible": sous l'apparence centraliste, le pouvoir était en effet dispersé au niveau intermédiaire de l'élite régionale (Verdery, 1991a: 426). L'autonomie de cette élite était également renforcée par d'autres facteurs. Ainsi, le système socialiste soviétique encourageait l'autarcie des entreprises: elles étaient pourvoyeuses non seulement de salaires, mais aussi de vacances, d'appartements, et même de nourriture ou de vêtements pour leurs employés (Jowitt, 1992: 289-290). Les cadres dirigeants de ces entreprises s'assuraient ainsi de petites "souverainetés" (Humphrey, 1991: 8) qui renforçaient leur pouvoir autant par rapport au reste de la population (ils en devenaient les patrons en contrôlant une bonne partie des ressources⁷) que par rapport à l'État (qui déléguaux aux entreprises au moins une partie de la base de son pouvoir: le contrôle centralisé qu'il était censé exercer sur l'allocation des ressources).

2.1.3. Les cadres: les réseaux

L'"économie de pénurie" développait aussi non seulement un contrôle accru des cadres sur les ressources de leurs entreprises, mais aussi des réseaux informels de connaissances et d'entraide, qui, à leur tour, renforçaient l'autonomie de l'élite régionale. Ces réseaux se sont développés suite aux exigences mêmes de l'économie socialiste: les contacts personnels entre les membres de l'élite étaient utilisés pour ajuster les objectifs du

⁶ Cette accumulation de biens de capital constituait, d'après certains analystes, le but et la fonction mêmes des économies planifiées. En s'assurant le monopole de ces biens, l'appareil de pouvoir réussissait à désactiver des centres d'accumulation alternatifs (Nove, 1983: 307).

⁷ Jowitt les qualifie même de "*neopatriarchal providers*" (Jowitt, 1992: 290).

plan, obtenir les intrants nécessaires et prévenir les étranglements. Des réseaux verticaux se sont développés ainsi entre les responsables des comités de parti supervisant la production, les responsables des ministères d'État en charge de la production, et les directeurs des entreprises d'État (Hanley, Yershova et Anderson, 1995).

Il y avait aussi de nombreux liens horizontaux: les élites régionales coopéraient dans la réalisation de leurs objectifs de plan, en recourant au troc de ressources et de force de travail⁸. De plus, leurs membres s'engageaient dans de nombreux échanges réciproques: nourriture, faveurs, matériels, services et information circulaient ainsi entre eux. La plupart du temps les objets de ces échanges étaient les ressources publiques des organisations qu'ils contrôlaient (Sampson, 1984: 257). A travers ce contrôle, les élites réussissaient à se doter de puissants liens réciproques cimentés par des échanges personnels.

Finalement, il faut voir que les réseaux informels de l'élite étaient également renforcés à travers leur participation dans des structures organisationnelles communes. La place de choix parmi ces structures était occupée par l'organisation de parti. Celle-ci soumettait les membres de l'élite à une mobilisation continuelle, à travers en particulier d'interminables "réunions de Parti". Les réunions n'étaient pas seulement l'occasion où l'État mobilisait ses "cadres", elles constituaient aussi des occasions de rassemblement pour ceux-ci. Elles étaient ainsi des occasions de connaissance mutuelle et d'échanges réciproques, donc de consolidation des liens qui unissaient entre eux ces cadres.

Le contrôle de ressources, plus ou moins cachées, d'information, et l'existence de réseaux sociaux ont ainsi débouché sur un degré assez élevé d'autonomie pour les élites régionales. Cette autonomie a été même conceptualisée par certaines analystes comme une "féodalisation" de la société socialiste, une dispersion régionale du pouvoir au niveau des régions et des entreprises⁹, qui se transformèrent ainsi en "fiefs" (voir [Nove, 1983: 303]). Dans cette vision, le plus ou moins grand degré de concentration du pouvoir était le résultat des luttes continuelles qui avaient lieu, au sein du Parti, mais aussi au cours de l'activité économique elle-même, entre le pouvoir central et les détenteurs du pouvoir régional¹⁰.

⁸ Les présidents des coopératives agricoles, par exemple, pouvaient faire appel aux directeurs des usines avoisinantes pour leur fournir de la main de travail pour la "campagne d'automne" (les récoltes et les semis) (Sampson, 1984: 255-256).

⁹ Jowitt qualifie ainsi l'organisation politique des sociétés socialistes: "One corporate autarchic political entity, the Party, hierarchically dominated and connected a set of semi-autarchic socio-economic entities whose only bond was a distant different, and dominant, official realm- the Party, THEM" (Jowitt, 1992: 290).

¹⁰ Voir, pour un exemple, l'analyse que Jowitt fournit de l'équilibre entre pouvoir régional et pouvoir central au cours de l'histoire de l'Union Soviétique (Jowitt, 1992, chapitre 6).

Les coalitions qui se formaient dans cette lutte étaient changeantes, et elles impliquaient, comme nous l'avons vu plus haut, autant de liens horizontaux que des liens verticaux. Car, en effet, la lutte pour l'accaparement des ressources et du pouvoir se passait autant entre le pouvoir central et les membres des élites régionales, qu'entre ces derniers. La fluidité des coalitions n'était pourtant pas totale. La dispersion sur le territoire national des entreprises entrant en concurrence pour les mêmes ressources, la répartition par départements de certains investissements, et les responsabilités communes de l'élite départementale face aux organismes de planification centrale concouraient à donner plus de cohésion aux élites départementales¹¹.

2.1.4. En dehors des cadres: la "seconde économie"

En dépit de la volonté de l'appareil de maximiser son contrôle sur les moyens de production qu'ont signalée Fehér, Heller et Markus, l'État ne réussit toutefois jamais à acquérir un contrôle total. En effet, quelques "niches", bien que secondaires par rapport à cette logique dominante du système, ont été maintenues, ou encore, se sont développées à l'intérieur même de l'économie socialiste. Dans ces poches, le contrôle des ressources était dans les faits non pas tant entre les mains de l'appareil, mais hors de celui-ci, entre les mains de certains "producteurs directs".

En effet, la manipulation des ressources ne concernait pas que ceux qui se trouvaient dans les postes dirigeants des organisations socialistes: elle concernait tous ceux qui avaient, de par leur position à l'intérieur de l'organisation, un accès privilégié aux ressources de celle-ci. Ces ressources étaient manipulées dans l'intérêt personnel à travers des réseaux multiples de patrons, clients et médiateurs (Sampson, 1983: 77; Sampson, 1986: 49). Dans les périodes de crise aiguë (comme par exemple dans la Roumanie des années 1980), cette manipulation était même devenue vitale pour assurer l'accès à des

¹¹ En Roumanie, en particulier, le pouvoir des élites départementales se renforça pendant les années 70 et 80. Années d'apogée de la dictature de Ceaușescu (qui essayait, peut-être, avec ses politiques staliniennes, de lutter contre la dispersion régionale du pouvoir), elles sont aussi des années de crise économique croissante. Le gouvernement socialiste essaie de faire face à la crise, et aux ambitions présidentielles de paiement de la dette externe de la Roumanie en temps record, en instituant des politiques "d'auto-gestion", visant à l'autarcie des unités économiques et des départements. C'est ainsi que le pouvoir central perd progressivement son pouvoir en devenant de plus en plus dépendant des échelons inférieurs. Comme nous le dit Verdery, "Counties come to resemble independent fiefdoms, held together by the unending peregrinations of Ceaușescu much as Charlemagne unified his kingdom in medieval times" (Verdery, 1991b: 130).

ressources de base, introuvables sur le marché socialiste (comme la nourriture, mais aussi les vêtements, voitures, appartements, et d'autres biens de consommation). Qui plus est, ceux qui réussissaient à s'engager avec succès dans une manipulation de biens des organisations socialistes en venaient tant à contrôler d'importantes ressources, qu'à se créer des réseaux de connaissances plus étendus.

Bien entendu, certains individus étaient mieux placés que d'autres pour s'adonner à cette manipulation de biens publics dans l'intérêt personnel. Elle concernait ainsi tous ceux qui se trouvaient dans des organisations qui utilisaient ou produisaient des biens de consommation (ou susceptibles d'être utilisés dans ce but). Les ouvriers des grandes entreprises de l'industrie lourde se trouvaient ainsi désavantagés de ce point de vue.

En outre, il y avait une catégorie de producteurs directs qui, même s'ils ne se trouvaient pas nécessairement à l'intérieur d'une organisation socialiste, réalisaient eux aussi une manipulation indépendante de ressources, cette fois-ci non pas de biens publics, mais de biens qui étaient indéniablement considérés, même par les régimes communistes, comme des biens "personnels". En fait, il y avait dans tous les pays socialistes des contingents plus ou moins grands de petits producteurs agricoles, et qui travaillaient soit leurs propres petites propriétés soit les lots personnels attribués par leurs coopératives de production. En dépit des tentatives de la part des états communistes de contrôler leur production, ces producteurs pouvaient se livrer à une manipulation plus ou moins indépendante de leurs produits agricoles, et ceci tant sur les marchés institués par le régime (par exemple les "marchés paysans" spécialement désignés pour cela), que sur le marché noir et dans divers échanges informels.

Toutes ces niches qui échappaient, pendant la période socialiste, au contrôle direct de l'appareil ont été regroupées sous l'appellation de "seconde économie". Selon Sampson, celle-ci comprenait un multitude d'activités: "celles des lots agricoles personnels, la production industrielle illégale, les paiements illégaux pour la procuration de biens rares, le marché noir en biens et services". Cette économie était surtout définie par rapport à la "première économie" (formelle), celle que le régime promouvait en tant "qu'économie socialiste", soit les entreprises étatiques et coopératives. Elle a été définie en fait comme "l'ensemble des activités développées en vue de la réalisation d'un revenu, qui étaient réalisées, de manière légale ou non, par des individus et des maisonnées à part (ou à côté de) l'emploi dans les entreprises d'État et les coopératives (la 'première' économie)"

(Gabor, 1994). La seconde économie se trouvait ainsi hors du contrôle direct que l'appareil de parti et d'État réalisait sur l'économie socialiste, et était aussi, par contraste avec au moins l'image officielle de cette dernière, une économie basée sur des réseaux de réciprocité informels (Sampson, 1983: 44-45). Qui plus est, en diversifiant les activités de nombreux "producteurs directs", la seconde économie contribuait à faire décroître leur dépendance par rapport à la couche supérieure des cadres (Böröcz, 1989), et aussi, en corollaire, le pouvoir des derniers.

Bien que "en dehors" de l'économie socialiste, la "seconde économie" a été vue par de nombreux analystes comme étant complémentaire et nécessaire pour adoucir les aspérités, qui, comme nous l'avons vu plus haut, caractérisaient le fonctionnement de cette dernière économie - voir en particulier la pénurie (Sampson, 1987: 120). Sampson irait jusqu'à dire que la seconde économie était essentielle même au fonctionnement de l'économie socialiste et que, en fait, "le socialisme réel était la seconde économie" (Sampson, 1988: 155).

Renversant cette proposition, certains analystes ont mis en évidence que, tout comme il ne pouvait pas y avoir d'économie socialiste sans la seconde économie, de la même manière il ne pouvait pas y avoir de seconde économie sans l'économie socialiste. La seconde économie était en fait non seulement insérée dans l'économie socialiste (Sampson, 1983 et 1987), mais aussi dépendante de cette économie et de la redistribution étatique qui caractérisait le système (Mokrzycki, 1996: 193). Selon un analyste, une large partie des activités de la seconde économie était "intégrée", à travers des relations "verticales", par le secteur bureaucratique (Gabor, 1994). En effet, beaucoup de ces activités ne pouvaient pas se dérouler sans l'appui des cadres de l'appareil officiel, qui acquiesçaient à l'écoulement des ressources qui se trouvaient sous leur contrôle, et qui étaient destinées à l'économie formelle, vers cette seconde économie.

2.2. Après 1990. La transformation des économies socialistes et le sort de l'agriculture coopérative: "capitalisme politique", "coalitions insoumises" et "économie informelle"

Que devient toute cette structure de répartition du pouvoir et des ressources après 1989? Comment joue-t-elle dans la configuration d'une nouvelle structure de pouvoir et de

répartition des ressources et quels nouveaux chemins prendra l'action économique au cours de cette nouvelle période?

Le renversement du régime communiste à la fin des années 80 a amené, dans tous les pays de l'Europe de l'Est, la perte de la légitimité du Parti, et l'abolition de son rôle central dans la société. Le principe central d'allocation du pouvoir ne se trouva donc plus dans l'adhésion et la loyauté envers le Parti. Il y eut ainsi une forte circulation des hautes élites politiques.

Dans l'économie, le principe redistributif d'allocation des ressources fut désavoué. Tous les pays s'engagèrent à effectuer des réformes impliquant le passage vers une "économie de marché". On vota des lois permettant la libre entreprise et on entama des programmes de privatisation des entreprises étatiques.

Comment, dans ce contexte de changement, la distribution du pouvoir et des ressources qui prévalait avant 1989 ont joué dans la transformation de l'économie? Qui a gagné dans ce processus de passage du centralisme vers le "marché", à travers la privatisation?

2.2.1. La transformation par le haut: le "capitalisme politique"

D'après de nombreux analystes, le changement radical auquel les populations de l'Europe de l'Est s'attendaient en 1989, c'est-à-dire l'avènement d'une société de consommation à l'Occidentale, ne se produisit pas vraiment. À part les quelques "grandes sorties" des hauts dignitaires de parti de la scène politique, on se rendit de plus en plus compte de la continuelle présence de l'ancienne élite dans les rangs de la nouvelle. En effet, l'élite économique et politique du socialisme se "reconvertit" dans le secteur privé, continuant à jouir d'une position privilégiée par rapport au reste de la population (Mokzycki, 1997, Mink et Szurek, 1993, Potel, 1994).

Durant la période socialiste, l'ancienne élite occupait, comme nous l'avons vu plus haut, des positions permettant à ses membres un accès préférentiel à une multiplicité de ressources. Ainsi, les directeurs des entreprises contrôlaient des importantes "ressources manipulables" (équipement, argent...) dont ils étaient souvent les seuls à connaître l'existence. C'est ainsi que, après 1989, ils ont pu mobiliser ces ressources comme capital pour le démarrage de leurs propres entreprises privées. Ce sont eux aussi qui ont pu faire usage du "double statut des capitaux fixes", employant les capitaux fixes de l'entreprise

étatiques dont ils étaient dirigeants, dans les entreprises privées dont ils étaient les possesseurs ou actionnaires. Ce sont eux aussi qui ont pu attirer des contrats de sous-traitance et de location avantageux entre le secteur d'État et leurs entreprises privées. À travers tous ces mécanismes, des entreprises privées ont été constituées à partir des actifs des entreprises étatiques. Le double statut des directeurs des entreprises d'État a permis non seulement la dévaluation continue des actifs de ces entreprises, mais aussi une appropriation continuelle des fonds étatiques, notamment à travers les subventions dont les entreprises d'État continuaient à bénéficier. Il va sans dire que les directeurs des entreprises étatiques n'ont pas été les seuls à profiter de ces mécanismes très spéciaux de privatisation des actifs étatiques: tous les autres membres de l'élite communiste, en effet, ont pu user de leurs réseaux de contacts et de leur "connaissance du système" pour s'assurer une place de choix dans ce processus d'appropriation des actifs étatiques (voir Staniszkis, 1991: 133-134).

C'est ainsi qu'un "capitalisme politique" est né du processus de privatisation, capitalisme dont l'accumulation s'est faite non pas aux dépens du secteur agricole, mais aux dépens du secteur étatique. Selon Staniszkis, celle qui a été, d'ailleurs, la première à utiliser ce terme pour l'analyse des processus de transformation économique à l'Est, le capitalisme politique a deux caractéristiques principales: l'utilisation d'une position de pouvoir dans l'industrie et dans l'administration étatique aux bénéfices d'une entreprise privée appartenant au détenteur de cette position; et, le principal marché pour ces entreprises privées n'est pas celui des biens de consommation, mais est constitué par les entreprises d'État (Staniszkis, 1991: 137).

Le "capitalisme politique" contribue ainsi au maintien de la position privilégiée de l'ancienne élite. Il le fait en partant d'un mode d'accumulation basé sur l'écoulement des ressources du secteur d'État sous forme de capitaux fixes bon marché ou de subventions. Il contribue ainsi à une formation accélérée de capital, par le transfert, du moins partiel, des coûts des nouvelles entreprises vers les entreprises étatiques et le budget d'État (Staniszkis,

1991: 128)¹². Mais en réalisant cette "privatisation" des actifs étatiques, le "capitalisme politique" ne débouche pas pour autant sur la création d'un secteur privé "moderne" (voir Rona-Tas, 1994), et d'un "marché compétitif": au contraire, il contribue à la segmentation du marché et au maintien des monopoles (qui, maintenant, se déplacent du secteur public vers le secteur privé) (Staniszki, 1991: 137; Burawoy, 1992: 783). L'efficacité même de ce secteur, en termes capitalistes, est très faible. Son succès dépend de la continuelle présence de l'État. Ses acteurs sont des "entrepratchiks" (Verdery, 1996: 213), c'est-à-dire des anciens membres de l'élite communiste qui ont fait usage de leur position privilégiée par rapport aux réseaux et à l'information pour s'assurer le contrôle d'importants actifs étatiques.

2.2.2. ... et les "coalitions insoumises"

L'avantage différentiel des membres de l'ancienne élite provient de leur ancienne position dans le système socialiste, position qui leur fournissait un accès privilégié aux ressources, à l'information, et aux réseaux. Cet avantage vient aussi du processus même de transformation enclenché après 1989. Ainsi, avec l'écroulement de l'État socialiste, les liens verticaux qui unissaient les différents échelons des organisations socialistes (économiques en particulier) sont devenus inopérants: dans l'atmosphère de déréglementation, les supérieurs ne pouvaient plus assurer, comme avant, les livraisons et les investissements. C'est ainsi que les liens horizontaux qui unissaient les élites régionales se sont renforcés, accentuant la tendance vers la "féodalisation" de la société.

Des "coalitions insoumises"¹³ se sont ainsi constituées, de façon informelle, sur les cendres de l'appareil de parti. Elles sont des acteurs collectifs qui coopèrent au maintien ou à l'accaparement des ressources, et elles ont, tout comme auparavant les réseaux informels de l'élite régionale, une base départementale (Verdery, 1996: 193-194). Or, en continuité avec la période socialiste, ces réseaux de cadres ne correspondent pas à l'image idéale du

¹² Le capitalisme politique des pays de l'Europe de l'Est ressemble, comme le remarque Verdery, au "capitalisme des intermédiaires" (*broker capitalism*) décrit par Schneider et Schneider dans leur étude sur la Sicile (voir (Schneider et Schneider, 1976)). En particulier, ils ont en commun le fait que les ressources les plus "capitalisables" des entrepreneurs sont leurs positions politiques et leurs connexions personnelles (Verdery, 1996: 218). Néanmoins, je crois que non seulement le cas de l'Europe de l'Est n'est pas entièrement comparable à celui de la Sicile (elle est plus développée que la Sicile), mais les nouveaux entrepratchiks ne sont pas vraiment de "petits entrepreneurs", comme en Sicile. À travers la privatisation ils ont réussi à s'approprier des ressources importantes.

¹³ Verdery les appelle "*unruly coalitions*" (Verdery, 1996: 194).

"marché", ils ne promeuvent pas la compétition, mais tendent à prendre un caractère de "clans" (Stark, 1990), contribuant ainsi à accroître le caractère segmentaire et monopolistique du marché réellement existant.

À travers ces coalitions, les membres de l'ancienne élite ont renforcé les avantages différentiels qu'ils détenaient pendant la période socialiste: le pouvoir (les pouvoirs des coalitions s'est accru encore plus maintenant au détriment du pouvoir central), l'accès à l'information (les transformations d'après 1989 ont débouché sur une atmosphère d'incertitude et de confusion qui est très propice à l'ancienne élite) et à des réseaux (les réseaux de connaissances et d'entraide ont été renforcés après 1989).

Ces coalitions n'ont pas été utilisées que pour le transfert des actifs étatiques dans les mains privées de l'ancienne élite. Elles ont été aussi utilisées pour écrémer l'épargne personnelle de la population. Ainsi, Verdery voit dans les "schèmes pyramidaux" qui ont fleuri après 1989 en Roumanie justement un mécanisme que les coalitions ont utilisé pour la captation des ressources dispersées de la population. Ce sont les membres de ces coalitions qui ont initié les pyramides, et ce sont eux aussi, ainsi que leurs amis, qui ont empêché les gains. Ils ont ainsi réalisé une "accumulation primitive" de capital qu'ils ont investi par la suite dans le démarrage des entreprises privées ou pour l'achat des titres de propriété dans les entreprises privatisées (voir l'article de Verdery, "*Faith, Hope and Caritas*", dans [Verdery, 1996]).

Nous voyons ainsi que les membres de l'ancienne élite ont su se maintenir dans une position avantageuse durant cette période de transformation. Ils ont non seulement accru leurs avantages différentiels (par rapport au contrôle des ressources, du pouvoir, des réseaux, de l'information), mais ils ont aussi réussi à légaliser leur contrôle sur les ressources, à travers la possession des entreprises privées. Qui plus est, ils ont réussi aussi à légitimer ce contrôle, du moins partiellement. Certains analystes considèrent ainsi que l'on peut s'attendre à une continuité des élites en l'Europe de l'Est, car la qualification éducationnelle a constitué un critère d'ascension sociale tant durant le socialisme que dans le nouveau contexte du "marché". Contrairement à cette thèse de la "continuité technocratique" (voir [Rona-Tas, 1994: 45]), je ne vois pas, néanmoins, la continuité dans le maintien d'un principe de sélection "méritocratique-technocratique". Je crois que l'analyse faite plus haut rend assez bien en lumière le fait que l'éducation joue assez peu dans le maintien de l'ancienne élite dans une position privilégiée. L'accès privilégié aux

ressources, à l'information, à des réseaux sociaux et au pouvoir sont beaucoup plus déterminants. S'il est vrai que l'ancienne élite était mieux éduquée que la moyenne, alors il faut voir l'éducation plutôt comme un moyen qu'elle utilisera pour légitimer, du moins en partie, sa nouvelle position.

Tous ces processus quant à la répartition du pouvoir et des ressources après 1989 débouchent sur l'image d'une certaine continuité entre la structure de pouvoir et de privilège du socialisme et celle de la "transition"¹⁴. Néanmoins, cette continuité n'épuise pas les phénomènes de transformation qui sont en cours actuellement à l'Est. En effet, ce n'est pas seulement l'ancienne élite qui est concernée par le changement de parcours que peut prendre l'action économique. Je crois, néanmoins, que les mécanismes de répartition du pouvoir et d'accumulation décrits plus haut constituent le cadre plus large dans lequel toute activité économique, qu'elle soit le fait ou non des membres de l'ancienne élite, prend place. C'est seulement en ayant conscience de ces processus que nous pouvons comprendre l'action d'autres acteurs.

2.2.3. Mais quelle transformation pour l'agriculture coopérative?

Ainsi, avant de passer à l'analyse des transformations qui ont concerné d'autres acteurs économiques, je pense que nous devrions nous pencher sur les analyses des transformations "d'en haut" et voir quelle pourrait être leur pertinence pour l'étude des changements qui ont affecté le secteur agricole coopératif.

Remarquons tout d'abord que les analyses des actuelles transformations à l'Est ont accordé, et continuent d'accorder, une importance particulière au démantèlement de l'ancien secteur étatique, et particulièrement du secteur industriel. L'agriculture n'est mentionnée qu'en dernière instance: à part les redistributions de terre et le démantèlement des CAP, il semble qu'il y a peu de choses là qui pourraient intéresser les analystes de la "réforme économique", de la stabilisation monétaire et de la restructuration du secteur d'État.

¹⁴ Il y a, bien entendu, une variation considérable, à travers l'ancien bloc soviétique, quant au degré et aux conséquences de cette continuité. Il y a ainsi des différences entre les extrémités est et ouest de la région: la Russie connaît un fort taux de criminalisation de son économie, tandis que les pays de l'Europe Centrale (la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie) sont entrées, grâce au processus d'ascension à l'Union européenne, dans une dynamique plus "réglementée". La continuité des anciens cadres est toutefois signalée, au moins pour la première période de la "transition", dans tous les pays de l'Europe de l'Est.

Les deux types d'analyse que nous venons de voir (et qui sont d'ailleurs interconnectés) mettent en scène une vision générale de la transformation des économies socialistes. Ils s'appliquent toutefois plus particulièrement à certains secteurs de l'économie plutôt qu'à d'autres. Ainsi, la théorie du "capitalisme politique" s'applique le mieux au secteur de la grande industrie, qui est d'ailleurs celui qui est donné en tant qu'exemple dans l'analyse. De la même manière, les "coalitions insoumises" se prêtent mieux à l'analyse du secteur bancaire et de ses interrelations avec le secteur industriel.

Afin de comprendre les transformations en agriculture il faut passer de ces visions globales du changement à l'Est à une analyse plus détaillée en termes de secteurs. Le régime communiste et le régime qui l'a suivi ont offert, en tant que ordres politiques et économiques, différentes conditions pour les différents secteurs de l'économie¹⁵. Ces conditions ont débouché sur une structure de pouvoir qui hiérarchisait non seulement la société dans son ensemble, mais aussi les différents secteurs de l'économie entre eux. Ainsi, une analyse des transformations de l'agriculture coopérative qui partirait d'une considération des transformations qui ont affecté le "haut" de ce secteur (c'est-à-dire les anciens "cadres") devrait étudier tout d'abord la place de ce secteur dans l'économie socialiste et post-socialiste, ainsi que la manière concrète dont les cadres de ce secteur se sont insérés dans les réseaux plus larges de l'agriculture et de l'économie. Alors, afin de saisir quel sens ont pris les transformations dans l'agriculture coopérative, il faut voir tout d'abord quelle a été la place de l'agriculture, et de sa composante coopérative en particulier, à l'intérieur de la structure de pouvoir de l'économie socialiste, et, par la suite, sa place relative dans la structure de pouvoir qui s'est constituée autour de la mise en place de la réforme post-socialiste.

C'est seulement par la suite que je pourrai analyser dans quelle mesure le secteur agricole coopératif a été un secteur où le "capitalisme politique" a pu faire ses avancées, ou dans quelle mesure les puissantes "coalitions insoumises" ont inclus ou non les anciens cadres de l'agriculture coopérative. Je dégagerai de même ces autres formes d'action et de réseaux qui sont apparus ou ont été redéfinis pendant cette période. Retenons pour l'instant ces lignes d'interrogation et passons à un autre volet des transformations, celui "d'en bas".

¹⁵ Je reprends ici, à un autre niveau, l'argumentation proposée par Burawoy pour l'analyse de la transformation du secteur minier (Burawoy, 1992).

Celui-ci concerne non pas le sort de l'ancienne économie socialiste et de ses cadres, mais le sort des acteurs de la "seconde économie" de la période socialiste.

2.2.4. La transformation d'en bas: de la "seconde économie" à l'économie informelle. Et la petite agriculture?

Pour certains auteurs, les mécanismes de marché engendrés par les réformes de 1990 se sont avérés destructrices pour la "seconde économie" de l'ancien bloc socialiste (Mokrzycki, 1996: 193). Dans certains cas, comme celui de la Russie, ces réformes ont pu conduire non pas au développement d'une économie de marché de type occidental, mais bien à l'extension des organisations du crime organisé au delà de l'économie secondaire, dans l'économie "formelle" elle-même (Tomass, 1998).

En l'Europe de l'Est toutefois, cet effet destructeur s'est manifesté non pas tant, ou non pas seulement, par l'avancée du crime organisé que par la création de ce que Gabor a appelé un "vide de coopération". Ainsi, selon lui, en même temps que la réforme conduit à l'accroissement de la compétitivité, les liens de "coopération" touchant l'ancienne seconde économie ont commencé à s'effriter. Ceci est dû autant à l'absence de politiques gouvernementales visant à accroître la coopération à l'intérieur du "secteur privé", qu'à la réduction du secteur bureaucratique auquel la seconde économie était rattachée auparavant. Dans ce cas, le "secteur privé" qui résulte de la transformation de la "seconde économie" est caractérisé par une forte "atomisation" des acteurs qui y agissent (Gabor, 1994). Les liens qui les unissent ne sont pas assez "claniques" pour déboucher sur un vrai marché (Stark, 1990).

Ce découplage entre la "seconde économie" et l'économie bureaucratique peut être inclus dans un processus plus global identifié par Sik, soit la transformation de la "seconde économie" du socialisme dans une "économie informelle". Ou, autrement dit, la transformation d'une économie "définie en tant que "ensemble d'activités qui prennent place hors du secteur socialiste" en une économie définie comme "ensemble des activités qui prennent place hors de la régulation publique au niveau macro-sociétal". Cette transformation implique non seulement une continuation, et même une augmentation de l'importance des relations informelles (Czako et Sik, 1995), mais aussi plusieurs conséquences plus particulières. Ainsi, tandis que le "seconde économie" concernait des activités à temps partiel, amenait une diversité dans l'activité des ménages et contribuait,

par le fait même, à réduire les inégalités de revenu à l'intérieur de la société, l'économie informelle tend à inclure des activités à temps plein, à réduire la diversité des activités et à agrandir les inégalités entre les ménages (Sik, 1992).

Ces analyses générales de la "seconde économie" couvrent néanmoins une différenciation interne à cette économie. En fait, la "seconde économie" socialiste était dès le départ une catégorie hétérogène, comprenant autant des activités commerciales que des activités de petite production agricole. Je pense que ces deux types d'activités n'ont pas connu la même dynamique, car ils ne s'inscrivent pas de la même manière dans l'économie plus large. Ainsi, nous devrions passer de cette analyse générale de la transformation de la "seconde économie" à une analyse plus centrée sur les transformations qu'a subies la "petite" agriculture des lots personnels.

Nous avons vu que la plupart des analyses plus globales des transformations à l'Est accordent peu de place à l'agriculture. Quand elles le font, elles y voient, à part le mouvement de décollectivisation, l'augmentation de l'importance des nouveaux petits propriétaires, augmentation qui est souvent vue en termes d'un retour à une petite paysannerie. La petite agriculture est perçue comme "petite production marchande", comme secteur privé "traditionnel" (Rona-Tas, 1994: 48; *id.* 1998). En opposition avec les analyses de la "seconde économie" du socialisme que nous avons vu plus haut, qui voyaient cette économie comme totalement moderne, parce qu'imbriquée dans l'économie socialiste, ces analyses débouchent sur une vision atemporelle de la petite agriculture des lots personnels. Selon elles, il semble qu'il n'y a pas de changement et que tout se réduit à une préservation obstinée d'un prétendue "traditionalisme" par les couches rurales des pays de l'Est.

Les analyses de Gabor et Sik nous aident à nous sortir du cul-de-sac de l'atemporalité. L'analyse de Gabor débouche ainsi, pour la "petite" agriculture, sur l'analyse de la transformation des liens qui l'unissaient à l'agriculture coopérative, mais aussi, de manière plus large, des liens qui l'unissaient à l'économie socialiste. En effet, je crois qu'il y a un lien important entre, d'un côté, la transformation des structures de circulation et de consommation des produits agro-alimentaires, et, d'un autre côté, la transformation des structures de production dans la "petite" agriculture. L'analyse de Sik nous amène à nous interroger sur les changements que les transformations de la seconde économie amènent au niveau de la diversité des activités des acteurs de la "petite" agriculture, ainsi que sur les inégalités qui se développent entre eux et d'autres acteurs, ainsi qu'à leur intérieur même.

À part les analyses générales de la "seconde économie", une des rares analyses en termes dynamiques qui se soient penchées plus spécifiquement sur la "petite" agriculture a été celle de Szelényi. Szelényi voit dans le développement de la "petite production marchande" dans la Hongrie des réformes des années 80 le signe avant-coureur d'un "embourgeoisement" par le bas de la société hongroise. D'après lui, ce développement est, en effet, la reprise d'un embourgeoisement interrompu, celui des familles paysannes qui commençaient leur montée après la réforme agraire de 1945, mais dont la trajectoire ascendante a été jugulée par la collectivisation et le socialisme. Avec les réformes économiques des années 1980, certains membres de cette ancienne couche en ascension ont poursuivis leur montée. Il se sont lancés dans l'agriculture intensive avec de très bon profits. Il y aurait ainsi, en agriculture, une circulation plutôt qu'une reproduction des élites communistes (voir [Szelényi, 1988]).

La thèse de Szelényi nous aide à poser des questions nouvelles: quelle est la place de la période d'avant 1945 dans les transformations de la "petite" agriculture après 1990? Est-ce que ce sont les anciens paysans riches qui reprennent des trajectoires ascendantes après 1990? Et, de manière plus importante, est-ce que la transformation de l'agriculture coopérative est plutôt un phénomène "par le haut" que "par le bas", ou l'inverse peut-il être aussi de rigueur? Finalement, quelles sont les interactions et interdépendances possibles entre la "grande" agriculture et la "petite" agriculture?

Toutes les interrogations que nous venons de dégager dans ce chapitre serviront à guider mon analyse des processus de transformation que l'agriculture coopérative roumaine a connus après 1990. Mais, afin de les comprendre, et en ligne avec ces interrogations, nous devons retourner dans le temps. Je commencerai alors mon analyse par une étude historique de l'agriculture, étude ancrée dans le cas concret du département de Dâmbovița et du village de Buna. Notre premier arrêt, l'agriculture et la campagne roumaines de l'entre-deux-guerres.

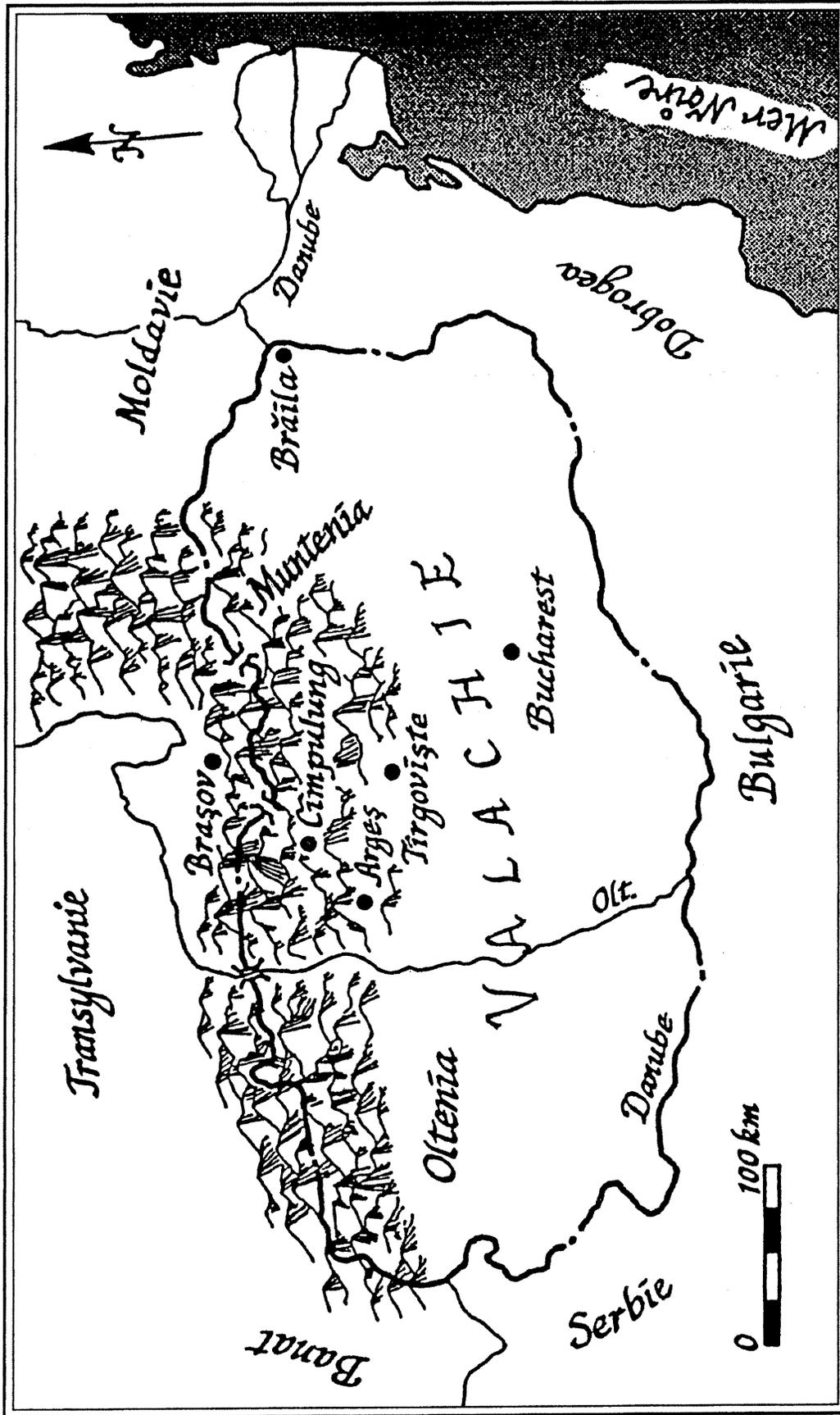
II. Deuxième partie.
Le passé

Chapitre 3. Agriculture et vie villageoise, du XIXe siècle à la deuxième guerre mondiale

3.1. Agriculture et développement national

Le territoire de l'actuelle Roumanie était habité par les Daces quand les Romains en conquièrent une partie en l'an 106 de notre ère, repoussant ainsi la frontière de leur empire au nord du Danube. Après le retrait des Romains vers 270 (Georgescu, 1991: 5-8), le pays devint une zone de passage pour les peuples migrants allant vers l'ouest ou le sud de l'Europe. Ainsi, dès le VIe siècle les Slaves traversèrent la zone, mais allèrent finalement s'installer au sud et au sud ouest de la Roumanie actuelle. À la fin du IXe siècle, les Magyars arrivèrent et s'installèrent en Pannonie tout en conquérant ce qu'ils allaient appeler la Transylvanie (*ibid.*: 14, 15), la principauté se trouvant à l'intérieur de l'arche des Carpates. À partir du XIIIe siècle, les territoires au delà de cette arche se constituèrent en principautés, formant, au sud, la Valachie et, à l'est, la Moldavie (voir carte 2, page 70). Après une période initiale de vassalité au roi de Hongrie, les principautés de Valachie et Moldavie s'en affranchirent dans la première partie du XIVe siècle (*ibid.*: 16-18). Avec l'avancée des Ottomans, les princes de Valachie et de Moldavie furent contraints d'accepter, un siècle plus tard et pour la première fois, la suzeraineté ottomane et payer ainsi un tribut à la Porte. Les deux principautés devinrent ainsi des vassaux de l'empire ottoman, mais, contrairement aux principautés au sud du Danube (comme la Bulgarie ou la Serbie), elles ne furent pas colonisées et bénéficièrent d'autonomie dans la politique interne (Turnock, 1986: 13; Georgescu, 1991: 50).

Après la bataille de Mohacs (1526) et la conquête, en 1541, de la Hongrie et de la Transylvanie par les Ottomans, la domination politique et économique de la Porte sur les principautés de Valachie et de Moldavie s'accrût. Le tribut augmenta, ainsi que l'ingérence des Ottomans dans leur politique externe et dans la nomination de leurs princes (Georgescu, 1991: 50-51). La perte graduelle de l'autonomie, du statut et de la position internationale des principautés déboucha, au début du XVIIIe siècle, sur leur intégration complète dans les systèmes militaires et politiques Ottomans. Pendant la période "phanariote" (1716-1831), des princes du quartier grec Phanar d'Istanbul furent ainsi nommés directement par la Porte à la tête des deux principautés et leurs armées ne purent plus combattre sous leurs propres drapeaux. Le territoire des principautés devint, pendant cette période, le champ de bataille des grandes puissances voisines, principalement la Russie et l'empire des



Carte 2. La Valachie et la Moldavie au Moyen Âge.

Source: D'après (Chirot, 1976: 12).

Habsbourg¹ (Georgescu, 1991: 75), qui d'ailleurs annexer par la suite des parties de leurs territoires. Dès la fin du XVIIIe siècle, la domination ottomane sur les principautés fut partagée avec d'autres puissances, en particulier la Russie, qui obtint, dès cette époque, un droit de regard sur les principautés. À travers ce qui suit nous nous concentrerons surtout sur les principautés de Valachie et Moldavie², et plus particulièrement sur la Valachie, province où se trouve le département de Dâmbovița.

3.1.1. De l'élevage à la culture des céréales: le long XIXe siècle

3.1.1.1. Le lent détachement de l'empire ottoman

Au début du XIXe siècle, les principautés de Moldavie et Valachie avaient une faible population (700.000 habitants pour la Valachie en 1810 [Chirot, 1976: 83]). La population était concentrée surtout dans les régions des collines et montagnes, les plaines étant relativement moins peuplées (*ibid.*: 80). L'élevage des animaux et l'agriculture axée sur le maïs et le blé constituaient les principales occupations des paysans. Le territoire des principautés était partagé en *moșii*, ou domaines, appartenant à des boyards³, à des monastères⁴ ou encore à des villages ou paysans libres⁵.

Même si les domaines des boyards étaient formellement délimités, ces derniers se considéraient, à cette époque, davantage comme des "maîtres de villages" que comme des "propriétaires de terre" (Chirot, 1976: 79). Outre le fait que les réserves seigneuriales étaient insignifiantes, les terres qui restaient hors de ces réserves, dans un domaine, étaient données en fermage aux paysans (Lampe et Jackson, 1982: 83), le boyard étant obligé de donner de la terre aux paysans qui résidaient sur son domaine (Georgescu, 1991: 86). Le paiement que les boyards obtenaient des paysans prenait principalement la forme de *dijmă* (rente) sur les cultures cultivées par les paysans sur le domaine, plutôt que celle de *clacă* (corvée) (Lampe et Jackson.: 84). La corvée n'était pas très élevée (12 jours en Valachie),

¹ Celui-ci reconquit d'ailleurs des main des Ottomans la Hongrie et la Transylvanie dès la fin du XVIIe siècle.

² La Transylvanie a suivi, à cause de son incorporation successive dans le royaume hongrois et dans l'empire austro-hongrois, une trajectoire différente des principautés de Valachie et de Moldavie.

³ Les boyards contrôlaient au milieu du XIXe siècle probablement autour de 40% de la terre productive (c'est-à-dire sans les forêts et les terres en friche) de la Valachie (Chirot, 1976: 105).

⁴ Jusqu'à la réforme de 1864, les monastères contrôlaient près d'un tiers de toute la terre de Moldavie et de Valachie (Chirot, 1976: 87, 106).

⁵ Une étude faite en 1912 a essayé d'estimer la proportion de villages libres, asservis ou mixtes (formés de paysans libres et de serfs), dans les Principautés unies, à l'époque de la réforme agraire de 1864. Elle a trouvé qu'ils représentaient, respectivement, 20%, 63,7% et 16,3% du total des villages (Stahl, 1969: 22). En 1864, autour de 25% des paysans de la Valachie étaient libres, et au milieu du XIXe siècle, les paysans possédaient, individuellement ou en indivision, près de 27% de la terre productive de la Valachie (Chirot, 1976: 103, 106).

et était souvent convertie en paiement en argent ou en produits (Georgescu, 1991: 85, 86; Chirot, 1976: 79). Le sort du paysan n'était pas pour autant enviable, ce qui lui restait après les rentes au boyard étant "écrémé" par les taxes onéreuses qu'il devait payer à l'État (Georgescu, 1991: 86, Mitrany, 1930: 16, 26).

La principale production pour le commerce et source de revenus des principautés était le bétail. Les principautés exportaient des moutons à l'empire ottoman et des porcs à la Transylvanie. La superficie cultivée était par contre encore limitée et destinée à l'autosubsistance (Georgescu, 1991: 81-85).

Au cours du XIXe siècle, les principautés passèrent graduellement d'une économie agro-pastorale à une économie principalement agricole, axée sur la culture extensive des céréales. Déclenché par les transformations politico-économiques internationales et par le changement de la position que les principautés occupaient dans l'économie mondiale, ce passage se réalisa dans le cadre spécifique des changements locaux dans les patterns d'occupation de la terre et dans les rapports entre boyards et paysans.

Le début du XIXe fut marqué par une série d'événements importants pour l'évolution ultérieure des principautés roumaines. À la fin de la guerre russo-turque de 1828-1829, l'empire ottoman perdit *de facto* son emprise sur les deux principautés roumaines. Sur le plan économique, le traité d'Adrianople (1829) libéralisa le commerce de la Moldavie et la Valachie et le réorienta (de l'empire ottoman) vers l'Europe Centrale (Empire austro-hongrois), et, plus tard, vers l'Europe de l'Ouest. Sur le plan politique, les principautés tombèrent sous l'influence russe pendant presque un quart de siècle. Occupées par l'armée russe (1829-1834), elles furent administrées par un gouverneur russe sous le régime du Règlement Organique (1831-1834). C'est ce régime qui déclencha la transformation de leurs structure agraires⁶.

La libération du commerce après le traité d'Adrianople (1829) stimula la culture des céréales et ainsi l'extension continuelle de la superficie cultivée⁷. Les pâturages et les prés, qui occupaient au début du siècle 90% de la terre arable des deux principautés, furent réduits à 32,6% vers 1860 (Mitrany, 1930: 25)⁸. En même temps, tandis que, entre 1830 et

⁶ Le "Règlement Organique" est le nom sous lequel étaient regroupées les réglementations que les Russes ont instituées afin de gouverner les principautés roumaines.

⁷ En particulier, le traité d'Adrianople mit fin au monopole ottoman sur le commerce de céréales des principautés, qui, ainsi, put se réorienter vers l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest (Mitrany, 1930: 25; Lampe et Jackson, 1982: 83).

⁸ Ceci était aussi dû à l'augmentation de la superficie arable elle-même. La superficie cultivée des deux principautés crût entre 1831 et 1865 de 370.000 hectares à 1.415.000 (Georgescu, 1991: 122).

1860, les exportations des principautés se multiplièrent par six, la part des céréales dans la valeur de leurs exportations augmenta de façon encore plus accélérée⁹ (Lampe et Jackson, 1982: 103). Au milieu du siècle, les exportations de céréales surpasser ainsi les exportations d'animaux (Chirot, 1976: 99), et l'agriculture devint à cette époque de façon claire le pilier de l'économie roumaine (Georgescu, 1991: 125).

Sous le Règlement Organique, les droits respectifs des paysans et des boyards sur la terre furent modifiés. Ainsi, bien que le boyard restait toujours obligé de donner de la terre aux paysans qui se trouvaient sur son domaine, l'allocation des lots envers ces derniers fut désormais restreinte. D'un côté, cette allocation fut limitée de façon collective, le boyard s'assurant le contrôle d'une réserve seigneuriale représentant au moins un tiers des terres villageoises (Chirot, 1976: 98). De l'autre côté, elle fut limitée aussi de façon individuelle, les dimensions des lots distribués étant désormais fixes, car on les établissait de façon standardisée selon les différentes catégories de paysans (Lampe et Jackson, 1982: 92). La *dijmă* (rente) fut maintenue et la charge du travail de *clacă* augmenta. Au milieu du XIXe siècle, elle s'éleva ainsi, en Valachie, à 56 journées réelles de travail au lieu de 12 (Chirot, 1976: 97).

L'extension de la superficie cultivée n'était pas due, dans un premier temps, à l'extension de la culture directe des réserves de la part les boyards. Cette extension était plutôt le résultat de l'accroissement des lots pris en métayage par les paysans (Chirot, 1976: 102), car l'insuffisance des terres à allouer prévues par le Règlement Organique poussa ces derniers à chercher de la terre supplémentaire pour le paiement de *dijmă* et *clacă* (Mitrany, 1930: 33; Lampe et Jackson, 1982: 92, 93). Les boyards continuèrent en effet la pratique d'extraction du surplus paysan à travers la *dijmă* et ainsi que de conversion de la *clacă* en paiement en nature ou en argent (Chirot, 1976: 102). Ce ne fut qu'après 1850, quand la croissance de la population, particulièrement dans les régions de plaine (*ibid.*: 100) haussa l'offre de la force de travail paysanne, que les boyards allaient recourir de plus en plus à l'utilisation directe du travail paysan sur les réserves, la pratique de la conversion des corvées étant graduellement abandonnée (Lampe et Jackson, 1982: 94).

⁹ Par exemple, la part des céréales dans la valeur totale des exportations de la Moldavie passa de 40% en 1837 à presque 90% en 1863 (Lampe et Jackson, 1982: 103).

3.1.1.2. La constitution de l'État roumain et la première loi agraire

Après les Congrès de Paris de 1856 et 1858, les principautés de Valachie et de Moldavie furent unies¹⁰ par l'élection à leur tête d'un même prince, A.I. Cuza, (1859), et passèrent du même coup de la tutelle de la Russie à celle des Grandes Puissances (la Grande Bretagne et la France) (Georgescu, 1991: 136-137; Chirot, 1976: 112-117).

En dépit de la résistance des boyards, le nouveau prince promulgua, en 1864, la première loi de réforme agraire. Destinée à régler le problème agraire et apaiser la soif de terre des paysans, cette réforme ne déboucha pas sur une amélioration radicale du sort de ces derniers. En effet, les rapports entre boyards et paysans, ainsi que les structures de la production agraire n'allaient pas changer du tout au tout à la suite de la réforme.

En principe, la réforme prévoyait l'émancipation des paysans de toutes les servitudes qu'ils devaient aux boyards, dont la corvée et la rente, ainsi que l'acquisition de la terre par les paysans. Les boyards devaient toutefois garder le droit de propriété exclusif sur au moins le tiers des terres cultivables ainsi que sur la totalité des forêts de leurs domaines, en plus de recevoir une compensation de la part des paysans pour la rente et la corvée correspondant à la terre redistribuée.

Dans la pratique, des nombreux boyards réussirent à garder plus du tiers de leur domaine. En effet, les lots distribués aux différentes catégories de paysans (riches, moyens et pauvres¹¹) étaient de dimension assez réduites (mesurant, en moyenne, 2,5 hectares, 4,5 hectares et 6 hectares respectivement). Ces lots ne concernaient que les anciens serfs, laissant de côté les paysans libres qui possédaient peu ou pas de terre. Comme aucune provision n'était faite pour les générations futures de paysans, les éventuels surplus de terre non redistribuée revinrent aux boyards, tandis que les paysans qui n'avaient pas reçu de la terre sur un domaine furent rélocalisés sur les domaines de l'État¹².

Tous ces facteurs, ainsi que de nombreux abus dans l'application de la loi, firent que la terre effectivement redistribuée a été insuffisante pour les besoins de la paysannerie. Quelque deux millions de hectares furent redistribués à quelque 500.000 paysans, mais ces derniers ne devinrent propriétaires que sur 30% de la terre agricole du pays, 70% restant

¹⁰ Elles allaient désormais s'appeler les "Principautés unies de la Valachie et de la Moldavie".

¹¹ Les paysans furent classifiés selon la possession des moyens de production pour le travail de leurs terres. Il y avait ainsi trois catégories: *fruntași* (littéralement "ceux qui sont à la tête", ils étaient les paysans qui possédaient quatre bœufs); *mijlocași* (littéralement "ceux qui sont au milieu", ils étaient les paysans qui possédaient deux bœufs) et *codași* (littéralement "ceux qui sont à la queue", ils étaient les paysans qui ne possédaient aucun bœuf).

¹² Ces domaines de l'État avaient été constitués après la sécularisation des domaines des monastères en 1863.

toujours sous le contrôle des boyards. La réforme supprima ainsi complètement l'ancien droit des paysans à une partie de la terre du domaine, tout en entérinant la propriété privée à l'avantage des boyards (Georgescu, 1991: 133; Chirot, 1976: 125-131; Mitrany, 1930: 50-62).

L'insuffisance de la terre redistribuée et la nécessité de payer les compensations forcèrent les paysans à accepter des contrats désavantageux, avec les boyards, pour la location des terres supplémentaires, ce qui déboucha sur ce qu'un historien roumain (Constantin Dobrogeanu-Gherea) allait appeler par la suite le "néo-servage". En effet, après l'expulsion de Cuza et la mise à la tête des Principautés unies du prince Carol I de Hohenzollern, en 1866, la loi sur les contrats agricoles obligea les paysans à convertir toute dette monétaire ou en nature envers les boyards en travail sur le domaine de ces derniers, tandis que l'imposition du respect des obligations de travail des paysans fut confiée aux administrations locales (Mitrany, 1930: 74). Le besoin de main d'œuvre des boyards fut ainsi ratifié par la loi, et les paysans furent maintenus dans une position de dépendance par rapport aux boyards et à leurs gérants (*arendas*), position qui ne différait pas pour beaucoup de la condition antérieure à leur émancipation légale. Leur liberté de mouvement fut en effet limitée et leur force de travail ne fut pas encore libre (*ibid.*: 76, 77).

La dépendance des paysans par rapport au boyards, ainsi que leur charge de travail n'allèrent qu'augmenter avec le passage du temps (Chirot, 1976: 133). Parmi les causes de cette aggravation se trouvaient la subdivision de la terre suite à l'héritage, la forte croissance démographique de la population rurale¹³ et l'épuisement progressif des terres en friche pouvant être mises en culture. Tous ces facteurs débouchèrent sur la réduction des lots possédés par les paysans¹⁴, et sur le passage dans la dernière décennie du XIXe siècle d'une pénurie à une abondance de la main d'œuvre agricole, processus qui ne fit qu'accroître la dépendance des paysans.

En outre, le système de production dans les grands domaines changea peu par rapport à la période précédant la réforme. Même si des machines agricoles firent chemin

¹³ La population du département roumain médian crût entre 1859 et 1899 de 55% (Chirot, 1976: 136). La population de la Roumanie (qui incluait, à l'époque, seulement la Valachie et la Moldavie) atteignait en 1910 les 7 millions d'habitants (Lampe et Jackson, 1982: 332).

¹⁴ La taille moyenne des lots des paysans diminua de 4,6 hectares en 1864 à 3,4 en 1905 (Turnock, 1986: 19). La proportion des paysans ayant moins de 2 hectares (incluant ceux qui ne possédaient aucune terre) passa de 51%, en 1905, à 60%, en 1913 (Turnock, 1974: 118). En 1907, année d'une grande et sanglante révolte paysanne, 24% des paysans ne possédaient aucune terre et 34% possédaient seulement entre 0,5 et 3 ha, tandis que les propriétés de plus de 100 hectares couvraient 48% de la terre cultivable (Georgescu, 1991: 133, 134).

sur quelques uns d'entre eux, les domaines étaient, en large partie, caractérisés par la même agriculture rudimentaire que celle pratiquée sur les lots des paysans. Les domaines restèrent après la loi agraire, dans leur majorité, et tout comme ceux du temps du Règlement Organique, des latifundia cédés en métayage à des paysans qui les cultivaient avec leurs propres animaux et équipement¹⁵ (Roberts, 1969: 59; Chirot, 1976: 133).

3.1.1.3. Agriculture et industrie en fin de siècle

L'agriculture roumaine accentua ainsi les tendances qui la caractérisaient depuis le début du siècle. Tout d'abord, l'avancée de la culture extensive des céréales se poursuivit au détriment de l'élevage des animaux et d'une agriculture plus diversifiée. La baisse des prix des céréales après 1870 - suite à l'arrivée des États-Unis et du Canada sur le marché européen -, et la fermeture, après 1882, du marché austro-hongrois aux exportations roumaines de bétail (Turnock, 1986:19, 20) contribuèrent aussi à la détérioration de la situation générale. Comme les producteurs essayèrent de compenser la baisse des prix par une augmentation des superficies exploitées, la superficie cultivée passa de 19,9% du total des terres des principautés, en 1860, à 41,5%, en 1905, et à 46%, en 1915¹⁶. En 1915, les céréales occupaient 84,2% de la terre cultivée et représentaient 79% de la valeur des produits agricoles produits dans les deux principautés. Entre 1871 et 1875 les animaux ne représentaient plus que 11% de la valeur de toutes les exportations, tandis que les céréales en représentaient 74% (dont le blé 36%, et le maïs 28%) (Georgescu, 1991: 125-128).

L'agriculture roumaine resta caractérisée par une faible productivité pendant cette période. De fait, si, en 1900, la production de blé par hectare de la Roumanie égalait celle des États-Unis, la quantité de travail nécessaire pour produire un hectare de blé en Roumanie était presque trois fois plus grande qu'aux États-Unis. En ce qui a trait au maïs, à la même époque, la situation était comparable: si un hectare de maïs requérait presque la même quantité de travail en Roumanie et aux États-Unis, la production de maïs par hectare

¹⁵ Les domaines des boyards étaient travaillés à travers une combinaison d'arrangements: des contrats de rente en argent; des contrats standards de métayage où le boyard prélevait une partie de la production réalisée par le paysan; ou des contrats à travers lesquels le boyard louait à un paysan un lopin de terre contre le travail de ce dernier sur la terre que le boyard gardait en exploitation directe. Dans le dernier cas, le rapport entre la terre cultivée pour le boyard et la terre cultivée sur les lots paysans variait entre 1:3 et 1:1. Il faut remarquer ici que même la partie que le boyard ou son tenancier travaillait à son propre compte était en effet labourée par des paysans qui utilisaient leurs propres outils. Le système de production était alors sensiblement le même à travers toutes ces formes d'appropriation de la terre, ayant à sa base la "tenure familiale" (*family-size tenancy*) (Chirot, 1976: 140, 141).

¹⁶ La superficie cultivée crût ainsi de 2.960.000 hectares dans les années 1870 à 5.850.000 hectares en 1900 (Turnock, 1974: 117).

de la Roumanie n'atteignait que 56% de celle des États-Unis. Entre 1860 et 1900 il n'y a pratiquement pas eu de changement dans la production de céréales par hectare en Roumanie (Chirot, 1976: 143). En effet, seulement après 1900 l'agriculture dans les grands domaines allait connaître un bond en avant, de par l'introduction, bien que partielle, des machines agricoles. Ainsi, la production moyenne de blé par hectare et par an pour la période 1901-1911 dépassa celle pour la période 1896-1900 de 33%; pour le maïs, l'accroissement fut de 30% (*ibid.*: 149). Mais cette tendance à la modernisation allait être interrompue par la guerre et les développements ultérieurs.

Tout au long du XIXe siècle, la progression des principautés vers une plus grande autonomie nationale, et l'entreprise d'édification de l'État roumain moderne amorcée après l'unification des principautés en 1859¹⁷ eurent des effets mitigés sur le sort de l'agriculture et l'évolution du problème agraire auquel était confronté le pays.

Ainsi, la modernisation des routes, commencée après 1840¹⁸, la construction des voies ferrées¹⁹ et l'ouverture des bouches du Danube à la navigation après 1860 facilitèrent certainement le transport des céréales et donnèrent une impulsion au commerce extérieur. Mais le développement des infrastructures n'améliora pas sensiblement le sort des paysans ni ne contribua à une modernisation de l'ensemble de l'agriculture.

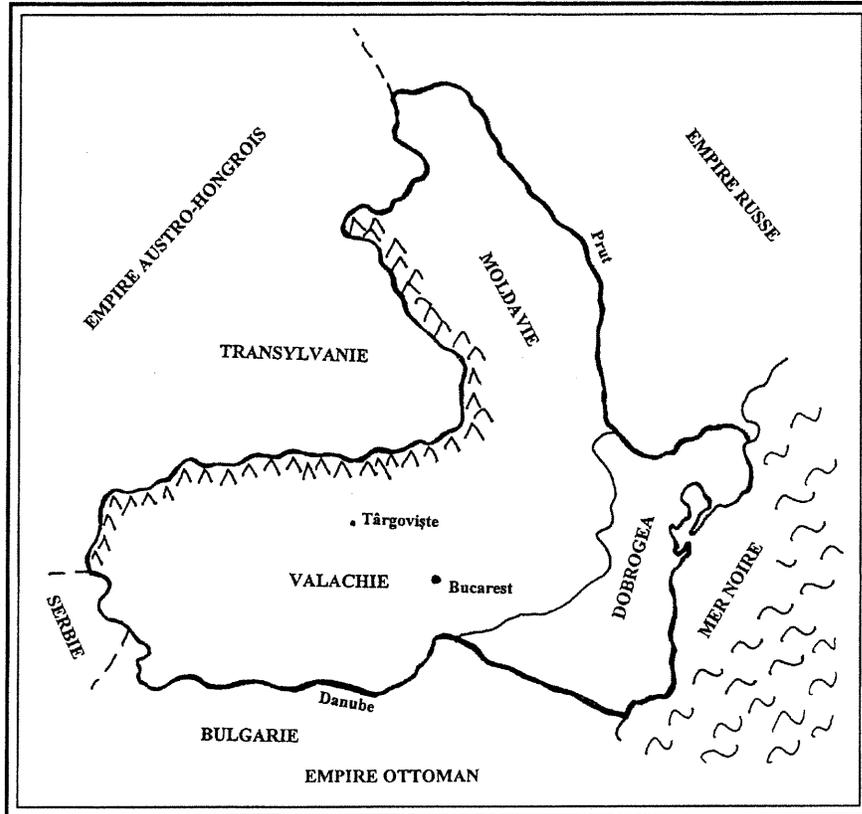
Le développement industriel eut, lui aussi, un impact mitigé sur l'agriculture et le problème agraire du pays. Peu développée pendant le XVIIIe siècle, l'industrie reçut un stimulus au début du XIXe siècle, à travers les privilèges que les princes accordèrent aux capitalistes qui désiraient établir des industries de biens de consommation. De nombreuses manufactures furent ainsi établies après 1839, surtout dans les industries des biens de consommation, et notamment à Bucarest et dans les autres grandes villes. Les paysans s'engagèrent, eux aussi, de plus en plus, dans la fabrication à domicile, contribuant fortement à la croissance du nombre d'établissements industriels après l'unification²⁰ (Turnock, 1974: 115). Cependant, suite aux traités de libre-échange que la Roumanie signa avec l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Russie, les petites industries des villes entrèrent

¹⁷ Les Principautés unies de la Moldavie et de la Valachie acquièrent leur indépendance de l'empire ottoman en 1877, suite à la guerre russo-turque. C'est seulement à partir de cette date qu'elles s'appelèrent la Roumanie (voir carte 3, page 78).

¹⁸ Il y avait ainsi 970 km de routes pavées en 1864, 1.910 km. en 1876 et 26.992 km. en 1910 (Georgescu, 1991: 128).

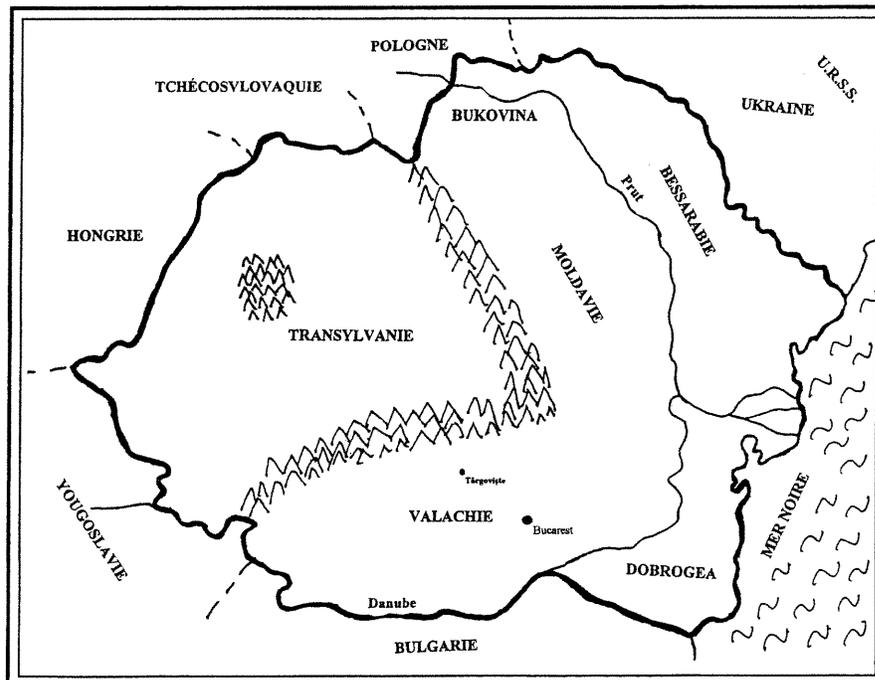
¹⁹ Il y avait ainsi 938 km de voie ferrée en 1873, 2.424 km en 1890 et 3.600 km en 1914 (Georgescu, 1991: 129).

²⁰ En 1863, des 13.000 établissements industriels recensés, 80% se trouvaient dans la campagne et fonctionnaient de manière saisonnière (Turnock, 1974).



Source: D'après (Magocsi, 1993: 36).

Carte 3. La Roumanie et ses provinces à la fin du XIXe siècle.



Source: (Magocsi, 1993: 150).

Carte 4. La Roumanie entre les deux guerres mondiales.

en déclin (Turnock, 1974: 117, 121), et furent remplacées, à la fin du XIXe siècle, par les importations de produits manufacturés (Chirot, 1976: 146). Les grandes industries ne se développèrent que lentement, surtout dans les domaines de l'extraction et de la transformation du pétrole, et de l'exploitation du bois. Entraînant avec lui le développement des infrastructures, le développement des grandes industries déboucha aussi sur une polarisation du pays en régions avancées et arriérées (Turnock, 1974: 116; Turnock, 1986: 24-31). À la fin du XIX-e siècle, l'industrie roumaine était toutefois, de manière générale, peu développée, assurant peu de débouchés alternatifs à la main d'œuvre éventuellement non utilisée dans l'agriculture²¹.

Le faible développement des infrastructures et de l'industrie, ainsi qu'une urbanisation limitée²² firent ainsi que, même vers la fin du siècle XIXe siècle, l'agriculture restait le principal secteur économique des deux principautés, ainsi que l'occupation de la majorité de sa population. Au début du XXe siècle, l'agriculture et la paysannerie étaient abandonnées à la merci des grands propriétaires, qui, peu soucieux de leur sort, laissèrent leur domaines dans les mains de gérants. Ces derniers étaient toutefois intéressés plutôt par le profit à court terme que par l'amélioration technique des exploitations.

3.1.2. La Grande Roumanie (1918-1941): réforme agraire, agriculture et paysannerie

À la fin de la première guerre mondiale, l'Ancien Royaume de la Roumanie²³ acquit de nouveaux territoires et devint ce que les historiens allaient par la suite appeler la "Grande Roumanie"²⁴ (voir carte 4, page 78).

3.1.2.1. La nouvelle réforme agraire

Une des premières mesures prises par le gouvernement fut une nouvelle réforme agraire (1918-1920). Promise déjà durant la guerre afin de gagner l'allégeance des paysans

²¹En 1912, 71% de la population active masculine était encore engagée en agriculture, tandis que seulement 11% de la population était occupée en industrie (Lampe et Jackson, 1982: 336)

²²La population urbaine représentait en 1910-1912 seulement 15.5% de la population totale (Lampe et Jackson, 1982: 334).

²³Après la guerre russo-turque de 1877, la Roumanie déclara son indépendance et devint royaume. Pour les historiens et les Roumains en général, ce premier royaume de la Roumanie devint, après la première guerre mondiale et l'ajout de nouvelles provinces, "l'Ancien Royaume".

²⁴À la Valachie et la Moldavie s'ajoutèrent aussi la Transylvanie, la Bukovina et la Bessarabie. Aux provinces de l'Ancien Royaume s'ajoutait déjà, après la guerre balkanique de 1912-1913, le sud de la province de Dobrogea.

face aux mouvements révolutionnaires dans la Russie voisine, la loi foncière visait la réduction radicale des grandes propriétés à une taille variant entre 100 et 500 hectares, l'expropriation de presque 6.000.000 hectares et leur distribution ultérieure aux paysans (Georgescu, 1991: 199).

Caractérisée comme "la plus radicale réforme agraire de l'Europe de l'Est", la réforme roumaine de 1918-1920 réussit, sans pour autant éliminer complètement les grands boyards, à anéantir leur base économique. Par suite de la réforme agraire, la Roumanie changea effectivement: elle cessa d'être un pays de grandes domaines pour devenir un pays de petites propriétés paysannes (Georgescu, 1991: 199). Par suite de l'application de cette loi, la grande propriété (c'est-à-dire de plus de 100 hectares) fut réduite de 40% de la superficie agricole à 10%, tandis que les petites propriétés paysannes passèrent de 60% de la terre à 90% (Garoflid, 1938: 584). Le tableau suivant nous montre la nouvelle structure foncière mise en place après la réforme agraire.

Tableau 3.1. La structure de la propriété foncière en Roumanie après la réforme agraire de 1918-1920

Types de propriétés selon leur taille	0-5 ha	5-50 ha	Plus de 50 ha
Part dans le nombre total de propriétés	84,5 %	15 %	0,4 %
Part dans la superficie agricole totale	47,3 %	35 %	17,7 %

Source: (Turnock, 1986: 77-78).

La réforme agraire de 1918-1920 eut ainsi comme effet l'appropriation foncière de la part de la paysannerie, mais aussi la création d'une petite paysannerie possédant peu de terres. En effet, la grande majorité des paysans (84%) avaient des propriétés de moins de 5 hectares. En 1930, les propriétés de moins de 3 hectares représentaient 52% du nombre total des propriétés et couvraient moins de 13% de la superficie agricole totale (Roberts, 1969: 50). À la même époque, la taille moyenne des propriétés était de 3,5 hectares (*ibid.*: 49).

La réforme agraire fit toutefois que les paysans prirent possession d'une grande partie des lopins qu'ils prenaient auparavant à bail sur les terres des boyards. Ainsi, les paysans purent se concentrer sur la culture de leurs propres terres et recourir moins qu'auparavant au métayage. Selon le recensement de 1941, dans l'ensemble du pays, plus de 71% des exploitations se trouvaient dans la propriété du cultivateur, 28% incluaient de la terre additionnelle prise en fermage ou métayage, et moins de 1% des exploitations étaient constituées entièrement de terres louées. Les paysans qui louaient de la terre additionnelle

se trouvaient surtout parmi les plus pauvres (ceux qui avaient moins de 3 hectares), tandis que ceux qui donnaient de la terre en métayage se trouvaient surtout parmi les plus riches d'entre eux (c'est-à-dire ceux qui avaient plus de 20 hectares). C'est ainsi que les familles paysannes tendaient à s'assurer généralement le contrôle d'exploitations moyennes, ayant entre 3 et 20 hectares, et où elles investissaient le travail familial disponible. Toujours en 1941, 83% de toutes les exploitations utilisaient uniquement le travail familial, 15% utilisaient une combinaison de travail familial et des salariés, et seulement 1,5% (représentant 12,1% de la terre) utilisaient uniquement des travailleurs salariés²⁵ (Roberts, 1969: 51). Les exploitations comme les propriétés souffraient toutefois de la même fragmentation en petits lots non contigus. À la même époque, la superficie moyenne des exploitations était de 4,5 ha, avec une moyenne de 5 lots par exploitation (*ibid.*: 58).

La surpopulation rurale dans la période de l'entre deux guerres fit aussi qu'une partie des membres des familles paysannes allèrent chercher du travail à l'extérieur de l'exploitation familiale. En 1941 ainsi, près d'un dixième de la population agricole²⁶ travaillait à l'extérieur, soit contre de l'argent, soit contre des produits. Ce travail se faisait dans la majorité des cas dans le village même, et après avoir complété le travail sur sa propre exploitation. Il était généralement le fait d'un emploi occasionnel et temporaire, les ouvriers agricoles (permanents), employés surtout par les domaines des boyards et les paysans riches, étant en nombre réduit (moins de 2% de la population agricole totale) (Roberts, 1969: 52).

Les problèmes que la fragmentation des exploitations continua de poser à l'agriculture roumaine furent exacerbés aussi par le fait que ces exploitations continuèrent d'être axées sur la culture extensive des céréales. Ainsi, si, en 1930, plus de 60% de la terre était agricole, autour de 83% de cette terre était utilisée pour la culture des céréales (Georgescu, 1991: 198), la proportion restant à peu près la même en 1938²⁷ (Roberts, 1969: 55). L'agriculture restait sous-capitalisée et peu de pas furent faits vers sa modernisation.

²⁵ Ces exploitations représentaient surtout les résidus des domaines expropriés qui appartenaient encore aux anciens boyards.

²⁶ J'ai utilisé le terme de "population agricole" pour ce que Madgearu appelle "population travaillant en agriculture". Cette dernière inclut les hommes et les femmes actifs et les "enfants de 13 à 20 ans" engagés en agriculture. Elle était estimée, en 1933, à 9,9 millions personnes (Madgearu, 1995). J'estime que la même population dénombrait en 1941 autour de 10 millions personnes.

²⁷ La Roumanie continua d'être ainsi, entre 1920 et 1940, le cinquième grand producteur de céréales du monde (Georgescu, 1991: 198).

En effet, après avoir subi les effets perturbateurs de la première guerre mondiale²⁸ (Lampe et Jackson, 1982: 330, 344-345), l'agriculture roumaine, basée désormais sur une petite paysannerie disposant de peu de capitaux, ne réussit pas à s'en remettre.

Entre les deux guerres mondiales, la productivité par hectare en Roumanie resta ainsi extrêmement basse. Par exemple, entre 1928 et 1932, la productivité roumaine de blé resta en deçà de celle de tous les autres pays européens hormis la Grèce (Roberts, 1969: 57). Dans l'Ancien Royaume (Valachie et Moldavie), si les rendements par hectare étaient pour le blé de 1169 kg/ha en moyenne pour la période 1911-1915, ils descendaient à 889 kg/ha pour la période 1923-1927 et à 830 kg/ha pour la période 1931-1935. Quant au maïs, le rendement par hectare baissait d'une moyenne de 1359 kg/ha entre 1911 et 1915 à 1100 kg/ha autant en 1923-1927 qu'en 1931-1935 (Turnock, 1986: 82-83).

Par ailleurs, la baisse des prix mondiaux des céréales qui suivit la crise de 1929 fit que la part des exportations de céréales dans les exportations totales de la Roumanie baissa de 49,4%, en 1927, à 24,4%, en 1938. Les autres exportations agricoles de la Roumanie, telles celles de plantes oléagineuses (qui augmentèrent de 3,4 % de la valeur totale des exportations en 1929 à 6,8 % en 1938), bien qu'en légère hausse, ne réussirent pas à compenser cette baisse (Madgearu, 1995: 206). En effet, en dépit de l'augmentation des surfaces agricoles du pays (par le rajout de nouvelles provinces), les quantités exportées par la Roumanie avant et après la première guerre mondiale restèrent à peu près du même ordre. De fait, si dans la période de 1905-1914 la Roumanie exportait, en moyenne, 520 kg de produits agricoles pour chaque hectare du pays, dans la période 1925-1935, elle en exportait seulement 230 kg (Garoflid, 1938: 585). En outre, les exportations d'animaux et de produits animaliers ne décollèrent eux non plus. En 1938, les premières atteignaient 5,6% du total des exportations, tandis que les secondes n'étaient que de l'ordre de 4% (Madgearu, 1995: 206).

Durant la période d'entre-deux-guerres, l'évolution du sort des paysans et de l'agriculture ne parvint pas ainsi à remplir les grands espoirs suscités par la réforme agraire. L'introduction, après la première guerre mondiale, des taxes sur l'exportation des grains²⁹

²⁸ En particulier, l'occupation allemande de la Valachie et du sud de la Moldavie pendant 1917 et 1918 avait contribué à une baisse substantielle de la productivité agricole de la Roumanie. Se rajoutant aux importantes pertes humaines qu'a connu la Roumanie durant les différentes batailles auxquelles elle a pris part, l'occupation allemande contribua à perturber considérablement les flux de circulation des intrants et de la production agricole. De plus, elle eut, de par le pillage de ressources auquel se livrèrent les forces d'occupation, des effets dévastateurs pour la dotation en moyens de production de la Roumanie.

²⁹ Abolies seulement en 1931 (Georgescu, 1991: 199-200).

(Lampe et Jackson, 1982: 345) et la baisse des prix mondiaux des céréales qui suivit la crise de 1929³⁰, allaient confronter les paysans au problème de manque de débouchés pour les principaux produits de leurs exploitations. Bien que la production totale de céréales atteignît finalement les niveaux d'avant la première guerre mondiale, les exportations de céréales ne dépassèrent pas, pendant la période d'entre-deux-guerres, la moitié de leur volume de 1909-1913 (Roberts, 1969: 56, 57). Dans les conditions de la défaillance du mouvement coopératif et d'un accès réduit au crédit bancaire, les paysans furent alors confrontés au manque de capital nécessaire à l'amélioration de leurs exploitations. La baisse des revenus agricoles les entraîna progressivement dans la spirale de l'endettement (*ibid.*: 79).

3.1.2.2. L'agriculture et l'industrie roumaines entre les deux guerres

Les causes du problème agraire de la Roumanie, entre les deux guerres mondiales, ne sont pas limitées à l'intérieur de l'agriculture, mais impliquent aussi d'autres facteurs, notamment la politique étatique nationale. Après la constitution de la Grande Roumanie, les gouvernements successifs de la décennie 1920 s'engagèrent dans une ambitieuse politique de développement économique national. Ayant comme mot d'ordre le slogan "par nous mêmes" (*prin noi înșine*) (Georgescu, 1991: 200), cette politique mettait l'accent sur l'industrialisation à travers la protection de l'industrie nationale et la réduction de l'intervention étrangère dans l'économie. Après un bref intermède d'ouverture au marché et au capital étranger (1929-1932), la politique protectionniste reprit, tout en laissant plus de place à l'apport étranger (Turnock, 1974: 125-126).

Cette politique d'industrialisation allait se faire aux dépens de l'agriculture et des paysans. Dans les conditions d'une limitation des fonds étrangers, les maigres ressources en capital dont disposait la Roumanie furent dirigées vers l'industrie (Turnock, 1986: 55), autant au niveau des investissements directs et des crédits, qu'au niveau des mécanismes d'encouragement à travers les taxes d'exportation ou les subventions. Principale source du revenu national³¹ et de l'État, l'agriculture allait fournir ainsi des fonds considérables au

³⁰ En 1929, seulement la moitié de la quantité de céréales disponible pour l'exportation fut effectivement exportée (Logio, 1932: 175). Les prix des produits agricoles baissèrent à un niveau atteignant, en 1932, 48% du niveau des prix de 1929 (Georgescu, 1991: 199).

³¹ L'agriculture contribuait ainsi, en 1929, dans une proportion de presque 70% au revenu national (Logio, 1932: 163), tandis qu'en 1937 elle fournissait encore 55% du produit national net (Georgescu, 1991: 200)

programme de développement industriel³², tout en étant laissée à son compte au niveau du financement. En même temps, la politique de protection de l'industrie roumaine mettait les paysans dans les ciseaux des bas prix des produits agricoles et des coûts montants des biens manufacturés (Turnock, 1986: 54). Ceci déboucha ainsi non seulement sur la baisse de leur pouvoir d'achat (Roberts, 1969: 73), mais aussi sur leur incapacité à assurer les capitaux nécessaires à une agriculture plus intensive.

L'expansion de l'industrie nationale resta néanmoins limitée sur le plan de la croissance de la production³³ et de la productivité du travail (Turnock, 1986: 88). Elle se concentrait surtout sur la métallurgie et l'industrie chimique (incluant l'industrie du pétrole). Le développement industriel n'était pas cependant intégré au développement de l'économie roumaine globale. En effet, la croissance des industries de matières premières ne correspondait pas au développement d'un marché de consommation domestique, ces biens étant destinés à l'exportation (pétrole et bois). En même temps, l'industrie lourde visait les commandes d'État, en particulier l'armement (l'industrie métallurgique) (Roberts, 1969: 69). Quant aux industries de biens de consommation, et en particulier l'industrie alimentaire, le développement qu'elles amorcèrent pendant cette période allait rapidement atteindre ses limites dans les conditions d'un faible marché interne³⁴.

Le développement industriel resta aussi insuffisant pour ne pas absorber une proportion significative du surplus de la main d'œuvre rurale (Roberts, 1969: 70). Peu de débouchées s'offrirent ainsi à cette dernière hors de l'agriculture. Dans les conditions d'une urbanisation limitée³⁵, la Roumanie resta donc pendant cette période principalement un pays de petits propriétaires paysans. En 1930, 72,3% de la population de la Roumanie travaillait en agriculture, 9,4% en industrie, 4,8% dans les services publics, 4,2% en commerce et banques et 2,8% dans les transports et les communications (Georgescu, 1991: 191). En même temps, l'agriculture jouait un rôle prépondérant dans la formation du PIB. En 1938,

³² Ainsi, en 1924, même si la valeur de la production agricole était seulement trois fois plus élevée que celle de la production industrielle, la valeur des taxes que l'État a obtenues de l'agriculture était 14 fois plus grande que celle des taxes dérivées de l'industrie, une grande partie de ces dernières étant d'ailleurs épongée par les différentes subventions accordés au secteur (comme, par exemple, un prix préférentiel pour le transport des produits de l'industrie locale) (Logio, 1932: 163).

³³ En 1938, la production de l'industrie manufacturière représentait seulement 177,9% de la production de 1913 (Roberts, 1969: 68).

³⁴ En 1938, par exemple, les brasseries (fabriques de bière) travaillaient à 40% de leur capacité, tandis que les fabriques d'huile comestible travaillaient à 60% de leur capacité (Georgescu, 1991: 201-202).

³⁵ En 1930, la population de la Roumanie était dans une proportion de 79% rurale (Georgescu, 1991: 191).

l'agriculture y contribuait encore à 53,2%, tandis que l'industrie y contribuait à 28,4% et que la construction et les services fournissaient 18,4 % (Banque mondiale, 1991). Le tableau suivant résume la place de l'agriculture dans l'économie Roumaine dans cette période.

Tableau 3.2. La place de l'agriculture roumaine dans l'économie nationale dans la période d'entre-deux-guerres

Part de l'agriculture dans le PIB (1938)*	53,2%
Part de l'agriculture dans l'emploi total (1930)**	72,3%
Part de l'agriculture dans le total des exportations (céréales et plantes oléagineuses) (1938)***	31,2%

Sources: *(Banque mondiale, 1991). **(Georgescu, 1991: 191). ***(Madgearu, 1995: 206)

Ainsi, les limites de l'entreprise de modernisation de la Roumanie entamée entre les deux guerres, en particulier le développement de l'industrie, du système de transports (Lampe et Jackson, 1982: 367) et des villes (Turnock, 1986: 133), ainsi que leur faible intégration avec l'agriculture, allaient perpétuer le problème agraire dont le pays avait hérité du siècle précédent. Parmi les problèmes croissants, signalons la fragmentation et la réduction de la propriété paysanne, ainsi que la baisse générale des rendements céréaliers.

3.2. Transformations agricoles et industrielles à Dâmbovița et leur impact sur Buna

Situé au centre de Muntenia³⁶, le département de Dâmbovița a connu une destinée variable au cours de son histoire. Liée d'abord à sa position stratégique de point de vue économique et politique et au développement de l'exploitation de ses ressources naturelles, la destinée de Dâmbovița a été aussi largement déterminée par le sort de sa capitale, Târgoviște³⁷.

³⁶ Muntenia est une région de la Roumanie qui fait partie, avec Oltenia, de l'ancienne principauté de Valachie (voir carte 2, page 70).

³⁷ Cette partie portant sur le sort de Târgoviște jusqu'au XIXe siècle est largement inspirée de (Frățila, Borcea, Iliescu, Dumitriu et Păunescu, 1977), sauf s'il y a référence explicite à un autre document.

3.2.1. Les vagues de l'histoire: de la prééminence à la déchéance (1300-1800)

Le toponyme de "Târgoviște" vient de l'ancien slave et signifie "lieu de marché". En effet, à l'époque à laquelle elle commence à se développer, au cours du XIV^e siècle, Târgoviște se trouvait sur un des principaux chemins de commerce interrégionaux de la zone, le "chemin de Brăila". Celui-ci unissait Brașov en Transylvanie et le port de Brăila sur le Danube et servait de route de passage pour les marchandises circulant entre l'Europe Occidentale et l'Orient (voir carte 2, page 70). Le "Pays roumain" (*Țara Românească*, ou Valachie) prenait part à ce commerce international, non seulement en important des marchandises, mais aussi en vendant ses produits (surtout des animaux).

À part le "chemin de Brăila", plusieurs autres chemins liant le sud de la Transylvanie et les villes sur le Danube (dont un le long de la rivière de Dâmbovița et qui passait aussi à travers le territoire du département de Dâmbovița [Bugă et Zăvoianu, 1974: 68]) se disputaient la primauté du commerce pendant le XIV^e siècle. Vers la fin de ce siècle, Târgoviște gagna en importance et prit finalement la relève non seulement sur le plan économique, mais aussi politique. C'est pendant cette période que le prince de la Valachie, Mircea cel Bătrîn, engloba dans sa principauté la province de Dobrogea au bord de la Mer Noire, et fit de Târgoviște, située plus à l'est, sa résidence princière à côté des plus anciennes demeures de Curtea de Argeș et de Câmpulung.

À partir de la fin du XIV^e siècle et pendant les deux siècles suivants, la ville de Târgoviște devint ainsi la résidence préférée des princes de Valachie. Elle acquit aussi le statut de poste de péage pour les différents commerçants étrangers qui transitaient la Valachie, devenant la plus importante ville de la principauté. Au milieu du XVI^e siècle, le siège de l'Église métropolitaine orthodoxe déménagea de Curtea de Argeș à Târgoviște, renforçant ainsi la position centrale de la ville.

Le développement politique et économique de Târgoviște, ainsi que l'emplacement propice dans la proximité des Carpates et en marge de la zone de passage des armées qui constituait la steppe de Bărăgan, amenèrent l'essor démographique de tout le département de Dâmbovița³⁸. Effectivement, dès le XV^e siècle, les documents attestent la présence de plusieurs agglomérations humaines sur le territoire du département; durant les trois siècles

³⁸J'utilise, même pour cette période "pré-moderne", le terme de "département", car les divisions administratives des *județe* (ce que j'ai traduit ici par département) ont existé dans les deux principautés bien avant l'avènement de l'État roumain.

suyvants, la majorité des agglomérations qui existent aujourd'hui apparaissent dans les documents et les cartes (Bugă et Zăvoianu.: 67; Stoicescu et Oproiu, 1983). Ces agglomérations se développèrent surtout au long des routes commerciales et des rivières, et leurs habitants pratiquaient l'élevage des bovins et l'agriculture (Bugă et Zăvoianu: 69).

Des changements politiques et économiques entamés dès le XVIe siècle allaient néanmoins entraîner le début du déclin de Târgoviște un siècle plus tard. Ainsi, dès la fin du XVe siècle, avec la prise de Constantinople par les Turcs, la Mer Noire devint une mer ottomane. Dans les conditions d'un contrôle turc accru, le commerce de transit entre l'Europe Occidentale et le Levant qui se faisait à travers la Valachie devint ainsi de plus en plus difficile, et cessa finalement avec la réorientation du commerce des épices vers la route des Indes. Après 1540, quand les Turcs prirent sous leur direct gouvernement le port de Brăila, l'importance internationale du chemin de Brăila décru considérablement. La place du commerce levantin et de l'Europe Occidentale dans le commerce international de la Valachie fut prise graduellement par Constantinople, tandis que Bucarest, situé sur la route de ce dernier commerce, commença bientôt à se développer (Chirot, 1976: 39). Târgoviște garda néanmoins, pour un temps, sa prépondérance économique à l'intérieur de la Valachie, car, bien que le commerce inter-régional qui y transitait décroissait, le commerce plus restreint et local avec la Transylvanie restait encore important. Au milieu du XVIIe siècle, Târgoviște était ainsi toujours la plus importante ville de la Valachie, sa population avoisinant les 40.000 habitants. À la même époque, la population du département était aussi considérable, et plus nombreuse que dans d'autres régions de la principauté de Valachie. Une carte datant de 1700 donnait ainsi pour le département de Dâmbovița le plus grand nombre de villages (Bugă et Zăvoianu, 19: 69).

Mais un siècle auparavant, c'est-à-dire vers le milieu du XVIe siècle, les princes de la Valachie avaient élu leur résidence de prédilection à Bucarest. C'est à cette époque aussi que l'emprise turque sur les principautés roumaines se consolida. Située dans la plaine, loin du sanctuaire des Carpates et plus près des ports du Danube et des territoires bulgares contrôlés directement par les Turcs, Bucarest était la ville qui convenait le plus à l'empire ottoman en vue d'avoir sous son œil les princes de la Valachie. Târgoviște perdit ainsi de son importance politique pendant le XVIIe siècle, et vers la fin du siècle Bucarest la surpassa aussi sur le plan commercial. Tout au long de ce siècle Târgoviște fut néanmoins utilisée sporadiquement comme résidence princière, et en particulier chaque fois que le prince roumain essayait d'échapper ou de s'opposer au contrôle de la Porte. Au début du

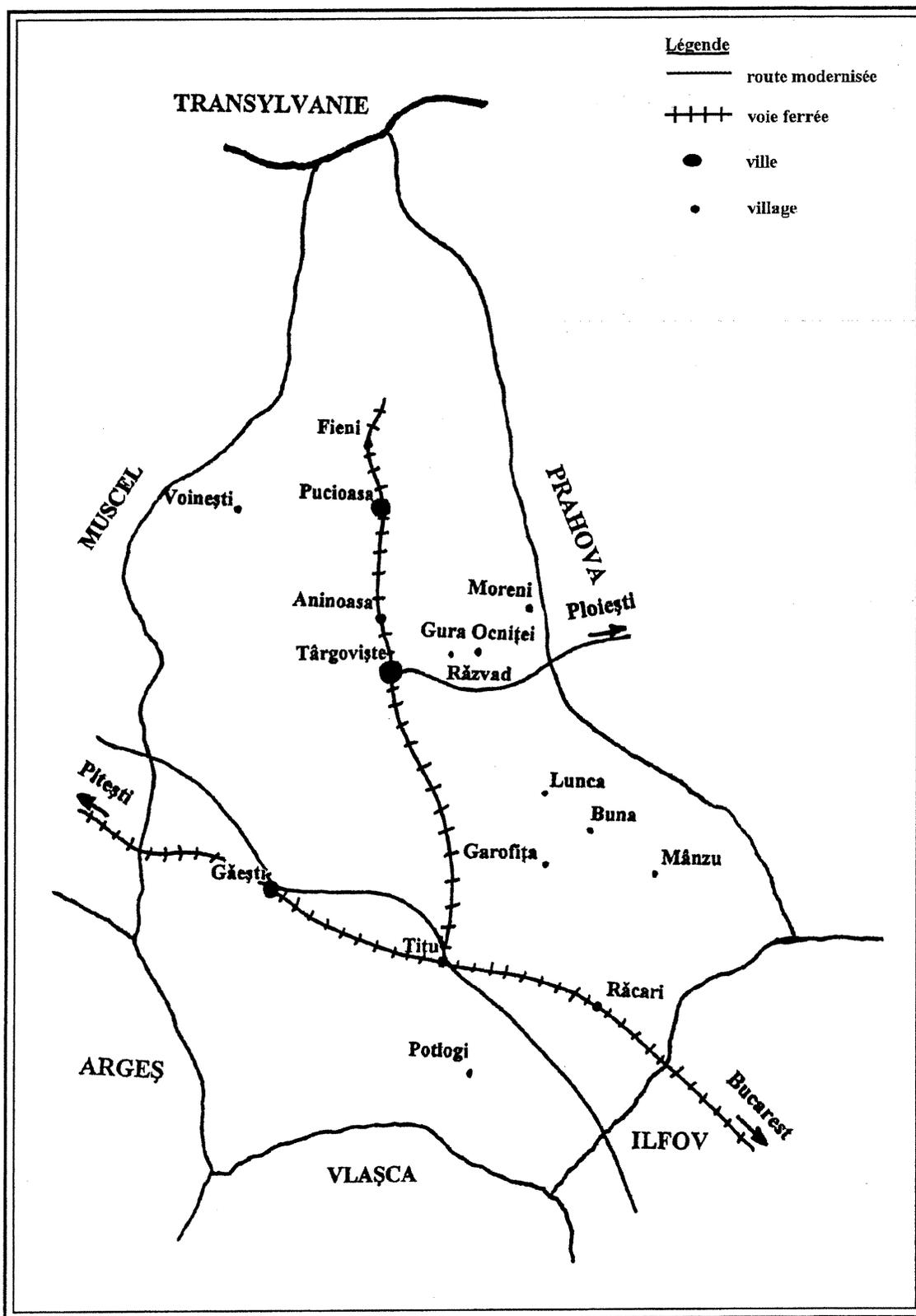
XVIIIe siècle cependant, la résidence princière fut définitivement transférée à Bucarest et pendant toute la période "phanariote" Târgoviște connut un déclin qui ne s'arrêta qu'un siècle plus tard. Le département continua toutefois d'être assez peuplé, et, en effet, de nombreux villages continuèrent d'être mentionnés dans les documents de l'époque. La proximité de Bucarest fit en sorte que de plusieurs familles de grands boyards, haut dignitaires à la cour princière, continuèrent de posséder des domaines dans le département (Stoicescu et Oproiu, 1983).

3.2.2. Un démarrage certain, mais lent (1800- 1945)

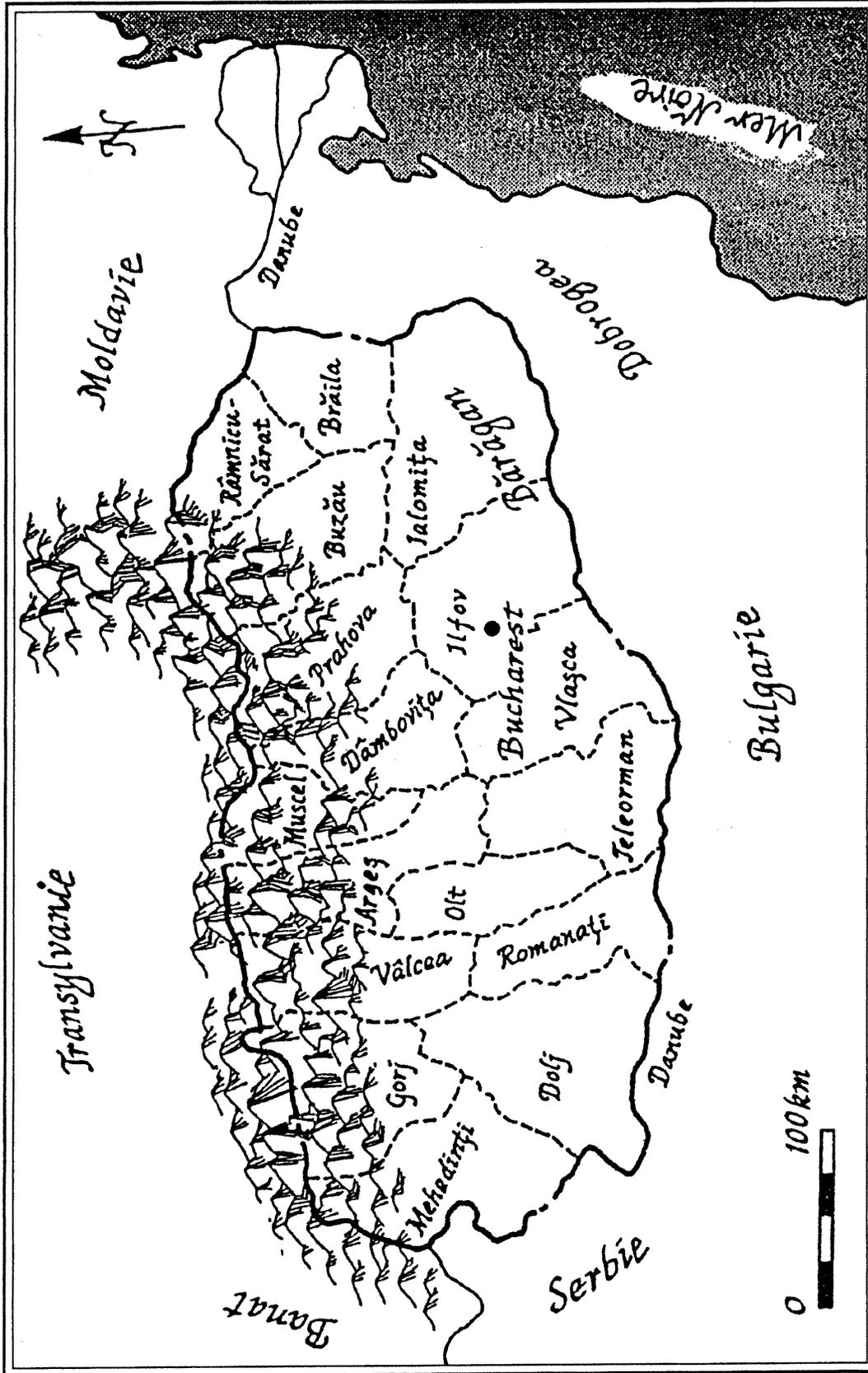
Au début du XIXe siècle, Târgoviște ne comptait qu'environ trois mille habitants. La croissance démographique et économique que connurent les principautés pendant ce siècle, ainsi que la proximité de la capitale jouèrent certainement, pendant ce nouveau siècle, sur la renaissance non seulement de Târgoviște mais aussi du département de Dâmbovița. Les métiers commencèrent ainsi à se développer, tout comme l'exploitation des ressources naturelles locales (le sel, le pétrole, le charbon etc.). La vie commerciale se développa elle aussi, surtout autour de quelques centres (Târgoviște, Găești et Potlogi) mais également dans les foires annuelles de certaines localités (Lunca, Răcari, Voinești etc.) (Bugă et Zăvoianu.: 71) (voir carte 5, page 89). Au milieu du XIXe siècle (1859) le département de Dâmbovița connaissait ainsi, avec les départements voisins d'Ilfov et Prahova, la plus grande densité de population de Muntenia (presque 50 habitants par kilomètre carré) (*ibid.*: 68) (voir carte 6, page 90).

Mais le sort du département de Dâmbovița et de la ville de Târgoviște allait se jouer surtout dans la deuxième moitié du siècle, avec la constitution de l'État-nation roumain et son entreprise de modernisation.

C'est à cette époque ainsi que l'exploitation du pétrole fit ses timides débuts et que de petites raffineries, de un à cinq salariés, furent constituées. À la fin du XIXe siècle, le département de Dâmbovița occupait, dans les conditions d'une exploitation encore rudimentaire, la première place dans l'exploitation du pétrole au pays (Frățila, Borcea, Iliescu, Dumitriu et Păunescu, 1977: 62). À cette époque aussi la "Fonderie", une entreprise d'armement, fut construite à Târgoviște (*ibid.*: 63), et la voie ferrée Bucarest- Titu-Târgoviște fut achevée (1883). L'activité commerciale s'intensifia elle aussi, de



Carte 5. Le département de Dâmbovița avant la deuxième guerre mondiale.



Source: (Chirot, 1976: 128).

Carte 6. Les départements du sud de la Roumanie (Valachie) au début du XXe siècle.

nombreuses entreprises prenant naissance à travers le département et à Târgoviște (cette dernière avait 250 "unités économiques" en 1900) (*ibid.*: 64).

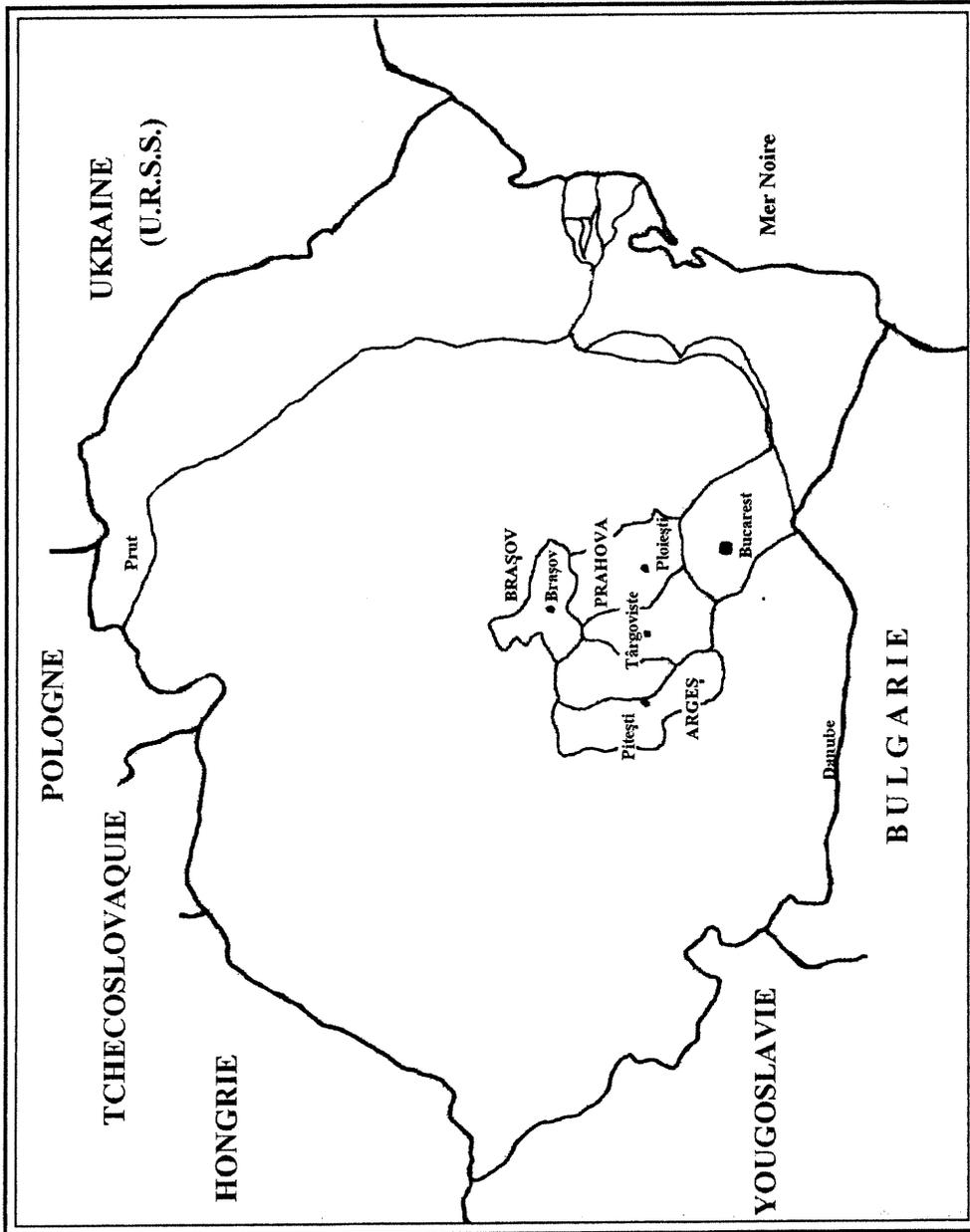
Au début du XXe siècle, la vie industrielle du département connut de nouveaux développements, développements qui furent liés surtout à l'exploitation du pétrole. Dès la fin du XIXe siècle, en effet, l'arrivée du capital étranger dans l'industrie pétrolière roumaine avait donné une impulsion au développement de cette industrie dans le département voisin de Prahova. L'exploitation pétrolière autour de Ploiești³⁹ (chef lieu de Prahova) la construction des raffineries dans cette ville et de la voie ferrée en direction de Bucarest avaient ainsi fait de Prahova une des plus importantes zones industrielles de la Roumanie. En 1914, la zone Ilfov-Prahova constituait la région la plus développée de la Roumanie au point de vue industriel. Elle comprenait Bucarest, le plus important centre manufacturier du pays, et Ploiești, centre d'une industrie pétrolière qui était déjà devenue le principal pilier de l'industrie roumaine (Turnock, 1986: 25) (voir carte 7, page 92).

Au début du XXe siècle, les exploitations de pétrole s'étendirent de Prahova vers le département de Dâmbovița. Après la découverte du pétrole à Moreni (1904) et Gura Ocniței, Dâmbovița devint ainsi une importante zone d'exploitation pétrolière. Dans les années 30, les exploitations de pétrole autour de Târgoviște (Aninoasa, Teiș, Râzvad⁴⁰) s'étendirent et s'intensifièrent (Frățila, Borcea, Iliescu, Dumitriu et Păunescu, 1977: 28; Turnock, 1986: 101). Ainsi, à la même époque la zone de Prahova-Dâmbovița produisait près de 63% de toute la production roumaine de pétrole (Turnock, 1986: 27; Logio, 1932: 188).

Cependant, bien que l'exploitation et la transformation du pétrole prissent un important essor dans le département de Dâmbovița, ce dernier resta en marge du département, plus développé, de Prahova. Dans les conditions où la polarisation du développement industriel roumain s'accrut après la première guerre mondiale (Turnock, 1986: 90, 93), Prahova garderait, en effet, sa prépondérance par rapport à Dâmbovița. Ploiești devint et resta, dans la première moitié du XXe siècle, le principal centre du pays pour les raffineries du pétrole (Turnock, 1986: 28). La voie ferrée unissant Bucarest et Brașov (au nord des départements de Dâmbovița et Prahova) passerait ainsi par Ploiești et non pas par Târgoviște. La ville Târgoviște, à travers laquelle passait une voie ferrée

³⁹La contribution du département de Prahova à la production nationale de pétrole crût de 19,3%, en 1890, à 89,0%, en 1913 (Turnock, 1986: 28).

⁴⁰ Voir carte 5, page 89.



Source: (Magocsi, 1993: 150).

Carte 7. Le département de Dâmbovița et ses voisins entre les deux guerres mondiales.

secondaire débouchant sur un cul de sac, fut alors éclipsée aussi sur le plan du développement des infrastructures, au profit des nœuds ferroviaires des villes voisines de Pitești⁴¹ et Ploiești (Logio, 1932: 203) (voir carte 7, page 92; et carte 5, page 89). À son tour, ce faible développement des infrastructures constituerait par la suite un obstacle majeur à l'expansion régionale des industries au delà des zones les plus développées (Turnock, 1986: 91), en particulier vers Târgoviște et Dâmbovița.

Dâmbovița resta ainsi une zone caractérisée par un développement très moyen. Bien que, dans la deuxième partie du XIXe siècle⁴², l'industrie paysanne se développât, comme ailleurs dans le pays, en 1890 Târgoviște comptait seulement 67 "industriels", la majorité d'entre eux étant des artisans. Comme "grandes entreprises" il y avait deux usines d'alcool, un atelier de couture et un moulin. Les quelques autres entreprises d'envergure du département, telles que les usines de ciment et d'ampoules électriques de Fieni et l'usine de textiles de Pucioasa, avaient une importance plutôt locale (collectif, 1980: 86) (voir carte 5, page 89). Quarante ans plus tard, dans les années 30, l'industrie du département dénombrait 1535 "entreprises industrielles", mais elles employaient 8567 ouvriers, ce qui indique qu'elles étaient, en majorité, des petites unités artisanales (collectif, 1980: 86-87). À la même époque, la grande industrie de Târgoviște comprenait seulement quelques raffineries de pétrole, une mine, quelques briqueteries, fabriques de céramique, distilleries et minoteries (Frățila, Borcea, Iliescu, Dumitriu et Păunescu, 1977: 25).

Târgoviște resta donc une petite ville⁴³, l'urbanisation ne progressant que lentement dans le département. En 1912, seulement 6,5% de sa population vivait dans les deux villes du département (Târgoviște et Găești), tandis qu'en 1938 le pourcentage de la population urbaine s'accroissait à 11% du total, et le nombre des villes à trois (Pucioasa se rajouta aux deux autres villes déjà existantes) (Enciclopedia României, 1938: 167).

3.2.3. La structure interne du département

Le développement différentiel qu'on observe dans l'ensemble de la Roumanie après

⁴¹ Chef-lieu du département d'Argeș, situé l'ouest de Dâmbovița.

⁴² À la fin du XIXe siècle, l'organisation "Furnica" obtint de nombreuses commandes militaires, donnant du travail à des nombreux tisserands dans les départements de Dâmbovița, Ilfov, Prahova et Argeș (Turnock, 1986: 29).

⁴³ Târgoviște avait 9.519 habitants en 1899, 13.000 en 1912 et 23.000 en 1930 (Bugă et Zăvoianu, 1974: 93).

la constitution de l'État-nation roumain, c'est-à-dire la polarisation entre régions avancées et régions arriérées, apparaîtrait aussi à l'intérieur du département de Dâmbovița. À la fin du XIXe siècle, un développement différencié à l'intérieur du département naquit suite à la construction de routes et de chemins de fer. Des îlots de peuplement se retrouvèrent ainsi isolés non seulement dans les zones plus difficilement accessibles des montagnes, mais aussi dans les villages de plaine qui manquaient de voies modernes de communication avec les grands centres. À ce phénomène contribua principalement l'emplacement des différentes communes par rapport aux axes unissant les principaux centres économiques environnants (Bucarest, Ploiești, Târgoviște, Pitești).

L'importance politique et économique, le pouvoir et les intérêts des familles de boyards ont peut-être joué aussi dans le développement des infrastructures locales, au moins sur leurs domaines. Ainsi, la commune de Garofița, par exemple, devint, dès cette période, un cul de sac. Même si la voie ferrée allant de Bucarest à Titu devait initialement l'atteindre, la construction à Garofița fut arrêtée et dévierait par la suite vers la commune voisine de Răcari. Si Răcari se trouvait en effet mieux placée sur l'axe unissant Bucarest et Titu, le fait qu'une puissante famille de boyards (Ghica) avait son domaine sur le territoire de la commune a sans doute également joué dans le choix final. De la même manière, Mânzu, une commune voisine de Garofița et de Buna, devint chef-lieu de comté (*plasă*)⁴⁴, grâce non pas tant à son importance numérique, mais à l'importance des familles de boyards qui se trouvaient sur son territoire (voir carte 5, page 89).

Le développement industriel relativement faible du département à partir de la constitution de l'État roumain entraîna la continuation de l'importance de l'agriculture, et de ses problèmes, pour son économie. L'agriculture elle-même amena une différenciation à l'intérieur du département. Pendant le XIXe siècle ainsi, des îlots plus développés se créèrent autour des villes, et surtout de Târgoviște. Certains villages colonisés, à la fin du XIXe siècle, par des Bulgares (qu'on appelle localement des "Serbes") se spécialisèrent dans les cultures maraîchères et commercialisèrent leurs produits dans les villes du département et même hors du département, surtout à Bucarest. Mais, plus importantes que ces îlots maraîchers, furent les différenciations entre, d'un côté, les zones de montagnes et de collines au nord du département, et, d'un autre côté, les zones de plaine au sud du département.

⁴⁴ Les *plăși* (pluriel de *plasă*) étaient des sous-divisions administratives du département (*județ*).

Avant le XIXe siècle, les deux types de zones étaient caractérisés par la même importance que prenait l'élevage des animaux pour l'économie paysanne. Au nord du département, on pratiquait aussi la viticulture et l'artisanat, tandis que, au sud, les paysans étaient aussi engagés, à petite échelle, dans la culture des céréales. La majorité de ces paysans étaient des serfs, la proximité des centres politiques et l'emprise de grandes familles de boyards dignitaires faisant que l'asservissement des paysans avait progressé à Dâmbovița plus rapidement que dans d'autres "départements de montagne"⁴⁵. Une faible proportion des villages du département⁴⁶ était ainsi formée de villages de paysans libres (*moșneni*), une grande partie, même dans la zone de colline et de montagne, étant des villages de serfs (*clăcași*) (Stalh, 1969: fig. 1, 2 et 5). En 1864, la proportion des paysans libres était de seulement 23% du total des paysans du département, la plus basse proportion de tous les "départements de montagne"⁴⁷ de la Valachie (Chirot, 1976: 139). De petits et de grands boyards, ainsi que des monastères étaient les maîtres des villages asservis (Stoicescu et Oproiu, 1983). Toutefois, étant un département de montagne, Dâmbovița ne comprenait pas de domaines seigneuriaux d'une très grande étendue. Au environs de 1900 par exemple, les grands propriétés (de 1000 hectares et plus) représentaient seulement 9% des terres (Chirot, 1976: 139).

Le passage progressif à la culture des céréales dans la région des plaines, et la croissance démographique tout au long du XIXe siècle, de même que la réalisation de la réforme agraire, en 1864, allaient confronter le département de Dâmbovița, dès la fin du XIXe siècle, au problème de l'insuffisance des terres paysannes⁴⁸. Dans les zones de

⁴⁵ Dans les études régionales sur la Roumanie, les "départements de montagne" sont ceux qui comprennent des zones montagneuses. Elles s'opposent ainsi aux "départements de plaine", qui comprennent seulement des zones de plaine.

⁴⁶ Étant donné la spécificité du processus d'asservissement des paysans, les villages roumains comprenaient, à la fin du XIXe siècle, des proportions variables de paysans "libres" et de paysans "serfs". Il n'y avaient donc pas uniquement des villages purement "libres" ou des villages purement "serfs", mais aussi des villages mixtes, comprenant des proportions plus ou moins grandes de paysans libres et des paysans serfs. Pour une analyse du processus d'asservissement des paysans des principautés de Moldavie et la Valachie, et pour une image de ses résultats au début du XXe, voir (Stalh, 1969).

⁴⁷ Les départements de montagne étaient susceptibles d'avoir plus de paysans et de villages libres que les départements de plaine.

⁴⁸ À Dâmbovița, comme ailleurs au pays, la réforme confirma encore une fois la délimitation des terres qui, avant le Règlement organique, étaient laissées libres à l'appropriation paysanne (ce qui supposait que les superficies appropriées n'étaient pas fixes) et enleva aux boyards l'obligation de donner de la terre à tous les paysans qui résidaient sur leurs domaines. Ainsi, en délimitant la partie appartenant au boyard et les propriétés individuelles des paysans, et en laissant désormais aux paysans eux-mêmes le devoir de fournir de la terre à leurs descendants, la réforme contribua à diminuer les superficies effectivement exploitées par les paysans.

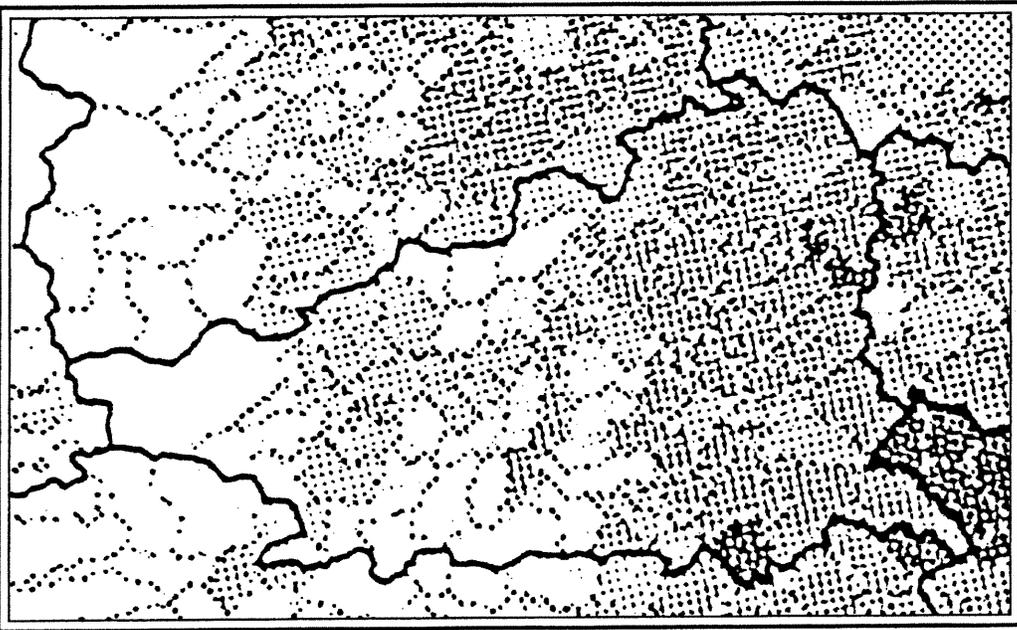
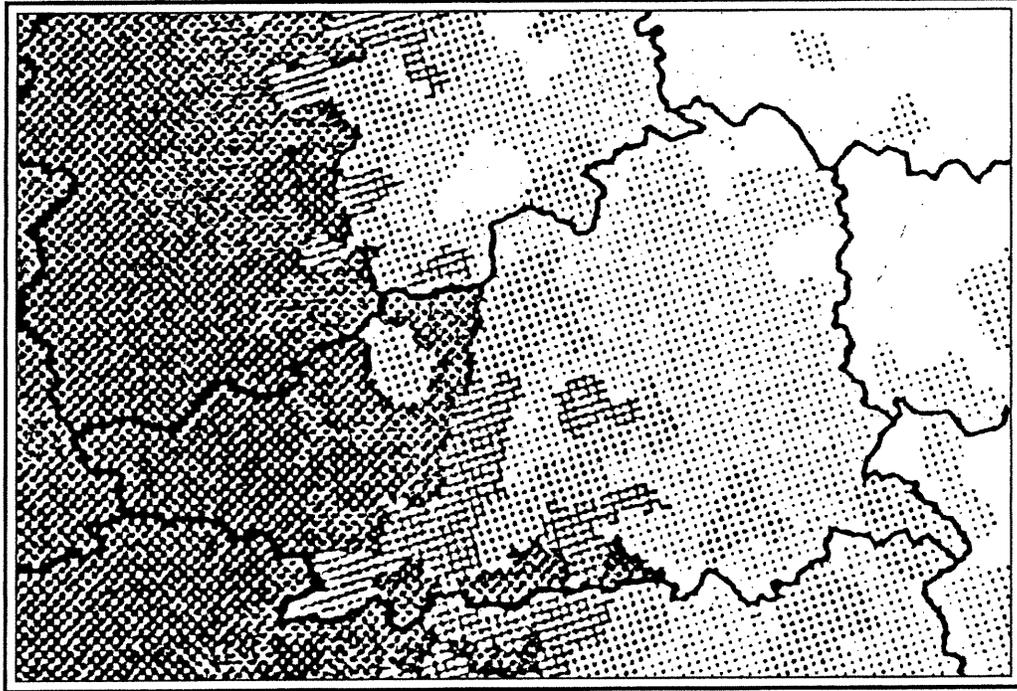
collines et de montagnes⁴⁹, la plus forte proportion de paysans libres ainsi que l'insuffisance absolue des terres impliquaient qu'une forte proportion de paysans détenaient peu ou pas de terres (Chirot, 1976: 125-130). Dans ces zones, néanmoins, les paysans allaient continuer de pratiquer l'élevage des animaux, la viticulture et l'artisanat, étant ainsi moins vulnérables aux effets néfastes de la monoculture céréalière.

Dans la zone de plaine, par contre, les paysans remplacèrent progressivement l'élevage par la culture des céréales. Le problème agraire se manifesta ici par suite d'une plus forte densité de la population, ainsi que de la pratique d'une agriculture extensive et rudimentaire. En effet, les paysans utilisèrent les maigres lopins obtenus après la réforme de 1864 à une culture céréalière peu favorable à l'amélioration du système de production. Dans les régions de plaine de la Roumanie "les terres de pâturage ont été réduites sans une substitution par des cultures fourragères, le cheptel a baissé, et la rotation primitive maïs-blé menaçait d'épuiser même les sols riches des plaines" (Roberts, 1969: 46). La culture de céréales (caractéristique surtout de la zone de plaines du sud du département) prit, de plus, une place importante dans l'économie du département. En 1900-1904, le pourcentage des terres arables cultivées en blé était de 28.6% pour Dâmbovița. Il s'agissait d'une des plus hautes proportions parmi les "départements de montagne" de la Muntenia (Chirot, 1976: 154).

L'évolution du système de production agricole au cours du XIXe siècle, et la réforme de 1864 débouchèrent, dans le département, sur la constitution des propriétés paysannes qui étaient surtout caractérisées par leurs petites dimensions. En 1900, les propriétés des paysans riches (entre 7 et 50 hectares) occupaient seulement 6% des terres du département, tandis que les propriétés des paysans pauvres (de 2 hectares et moins) représentaient 44% de la terre (Chirot, 1976: 139).

La réforme agraire de 1918-1920 déboucha sur la réduction massive de l'importance relative des domaines des boyards et sur la constitution d'une vaste couche paysanne à l'intérieur du département. En 1938, seulement 9% de la superficie arable totale du département appartenait à la "grande propriété" des boyards, tandis que 91% appartenait à la "petite propriété" paysanne. Les exploitations familiales des paysans étaient orientées principalement vers la culture des céréales. Ainsi, 41% de la superficie totale du département, soit 145.600 ha, était de la terre arable. Les céréales couvraient 82% de cette

⁴⁹ Voir carte 8, page 97, pour la distribution différentielle, à l'intérieur du département de Dâmbovița, des terres agricoles, d'une part, et des prairies et pâturages d'autre part.



Source : (Rey, Groza, Ianoș et Pătroescu, 2000 : 60, 61).
 Les points indiquent la concentration des terres agricoles (à gauche) et des prairies et pâturages (à droite) sur le territoire.

Carte 8. La distribution des terres agricoles et, respectivement, des prairies et pâturages, au département de Dâmbovița.

superficie, les principaux grains étant le maïs (53% du total de la superficie arable), le blé (15%) et l'avoine (12%) (Enciclopedia României, 1938: 168).

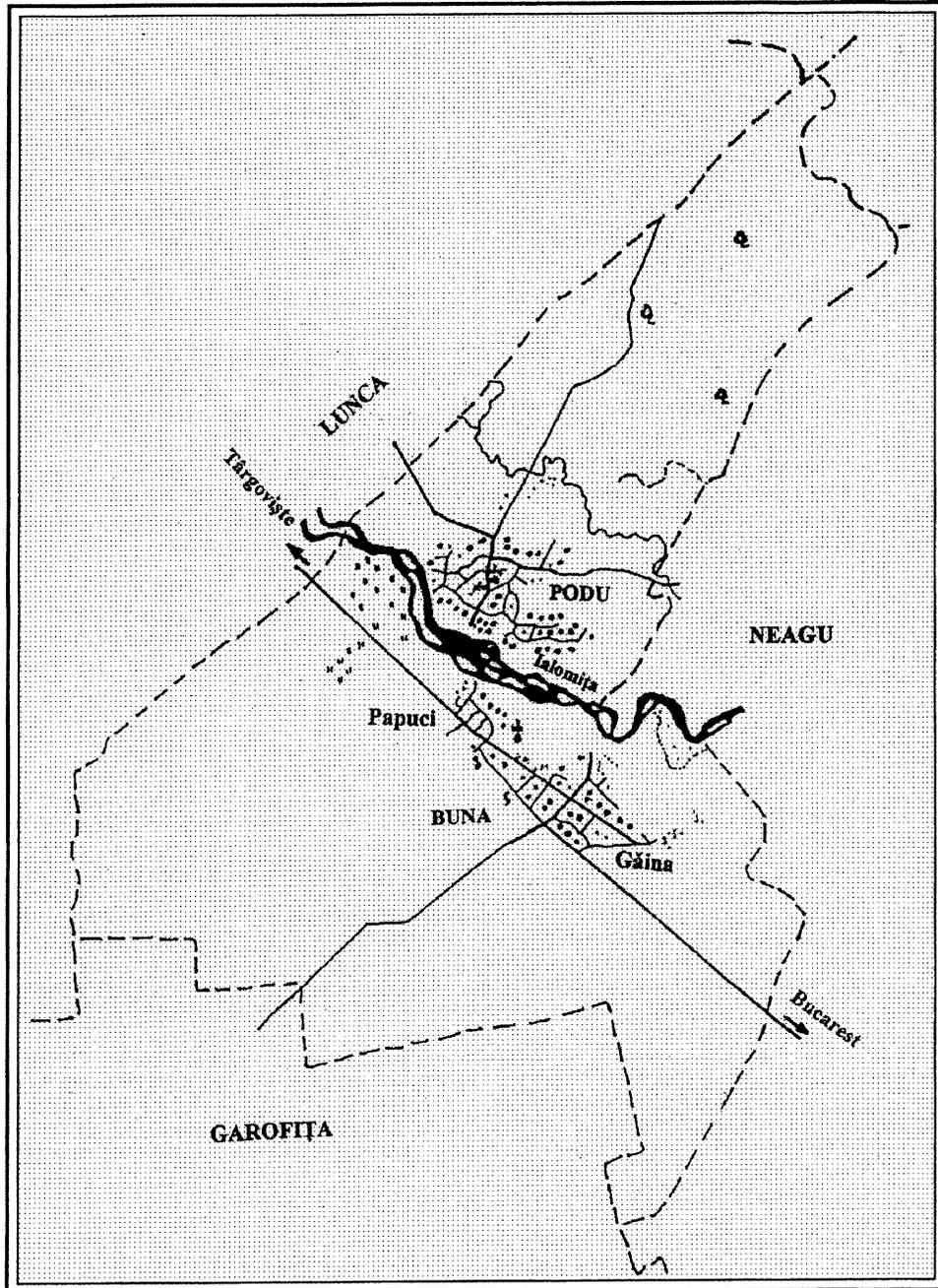
Encore une fois, cette culture céréalière était caractéristique de la zone de plaine du sud du département. La zone de collines et montagnes du nord du département était toujours orientée vers l'élevage des animaux et la viticulture. En effet, en 1938, il y avait toujours dans le département 27.000 hectares de pâturages (8% de la superficie totale du département), 11.000 hectares en vignes et vignobles, 11.000 hectares en foin naturel et 12.000 en foin cultivé (représentant tous ensemble 18% de la superficie totale du département) (Enciclopedia României, 1938: 168).

La réforme de 1918-1920 n'améliora pas, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre, le système de production agricole roumain, celui-ci continuant d'être basé, de manière générale, sur des petites exploitations axées sur la culture extensive des céréales. En 1941, la population agricole du département de Dâmbovița atteignit une des plus grandes densités du pays (164,7 personnes par 100 hectares [Roberts, 1969: 45]). Comme "les propriétés minuscules de moins de 3 hectares étaient les plus nombreuses dans les départements de montagne les plus surpeuplés (*ibid.*: 46)", nous pouvons nous attendre à ce que la fragmentation des propriétés paysanne fut assez poussée dans le département de Dâmbovița.

3.2.4. Buna: paysans, agriculture et emploi non agricole

La commune de Buna se trouve dans la zone de plaine du sud du département. Elle s'étale sur les deux rives de la rivière de Ialomița et est traversée par une route secondaire qui unit Târgoviște (30 km) à Bucarest (60 km). Une autre route secondaire la rattache à la principale route entre Târgoviște et Bucarest, celle qui, longeant la rivière de Dâmbovița, constituait entre le XIV et le XVIe siècles la route commerciale qui reliait Târgoviște aux ports du Danube (Bugă et Zăvoianu, 1974: 69). La commune de Buna est constituée par deux villages, Buna et Podu, qui sont séparés par la rivière de Ialomița (voir carte 9, page 99).

Des traces d'habitation datant de l'époque du bronze ainsi que des traces d'une fortification romaine et d'une habitation datant du IVe siècle ap. J.C. ont été découvertes sur le territoire de la commune. Le village de Podu est mentionné dans les documents dès le début du XVIe siècle, et appartenait à une importante famille de grands boyards (les



Carte 9. La commune de Buna et ses voisins.

Băleni), et, par la suite, à un monastère. Il comprenait, à la fin du XIXe siècle, non seulement l'actuel village de Podu (sur la rive gauche de Ialomița), mais aussi la partie appelé "Papuci", située du côté droit (actuellement englobée au village de Buna). Le domaine de Buna est mentionné pour la première fois à la fin du XVIIIe siècle, mais le village comme tel semble avoir été localisé initialement sur l'autre rive de Ialomița. Au début du XIXe siècle, Buna était immédiatement voisin d'un autre village, Găina, village qu'il incorporera en son sein par la suite. Contrairement à Podu, le domaine de Buna appartient généralement à des boyards de moindre importance, et même, au début du XIXe siècle, à un ancien gérant de domaine.

Après 1864, les deux villages se trouvant sur le domaine Buna (les villages de Buna et de Găina), furent rélocalisés sur l'emplacement actuel du village et la mairie de Buna fut fondée. Une partie du village de Buna continuerait d'être appelée, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, du nom de Găina.

Les deux villages de la commune de Buna (Buna et Podu) constituèrent, au cours de leurs trois siècles d'histoire "connue", des villages de serfs. En 1810, ils comptaient 134 habitants et 42 maisons pour Buna, 102 habitants et 39 maisons pour Găina, et 165 habitants et 42 maisons pour Podu. En 1864, la réforme agraire procura de la terre à 227 familles de Podu (incluant Papuci), dont 151 étaient des *fruntași* (c'est-à-dire des paysans possédant quatre bœufs) (Stoicescu et Oproiu, 1983: 112). À Buna (incluant Găina), 194 familles paysannes reçurent de la terre. De celles-ci, 138 familles de *fruntași* reçurent 759 hectares (ou une moyenne de 5,6 hectares), 35 familles de *mijlocași* (possédant deux bœufs) reçurent 136 hectares (ou une moyenne de 4 hectares), et 16 familles de *codași* (sans bœufs) reçurent 37 hectares (soit 2,3 hectares en moyenne) (Anon., n.d.). Finalement, cinq familles reçurent seulement des lots à bâtir.

Une partie de l'ancien domaine de Buna resta néanmoins dans la propriété des boyards. En effet, en 1911 le domaine de Buna était la propriété du boyard Grigore C. Cantacuzino, qui était aussi le maître du domaine voisin de Lunca (Stoicescu et Oproiu, 1983: 112). Cependant, au début du XXe siècle, le boyard n'avait plus sa résidence dans le village même de Buna. Comme ailleurs au pays, les paysans de Buna continuèrent même après la réforme de 1864 de travailler pour les boyards, en particulier ceux de Lunca et de Cornațel.

La réforme de 1918-1920 bénéficia aussi aux paysans de Buna et Podu. Elle déboucha en fait, dans les deux villages, sur la redistribution totale des domaines des

boyards se trouvant sur leurs terres. N'ayant déjà plus sur leurs territoires des résidences de boyards, Buna et Podu devinrent ainsi des "villages sans boyards" (*fără boieri*) où "chacun travaillait sa terre", ce qui constituera un sujet de fierté pour les générations suivantes. D'après les témoignages locaux, à Buna, les villageois reçurent de la terre pour accroître leur propriétés jusqu'à une taille de trois hectares.

La faible industrialisation du département, entamée après la constitution de l'État-nation roumain en 1859, n'affecta que très partiellement le village de Buna. En effet, situé sur une route secondaire et ne disposant pas d'une famille de grands boyards, qui aurait pu donner une impulsion à son développement industriel, le village de Buna resta relativement à l'écart de ce développement.

Ainsi, selon l'estimation d'un villageois de Buna, avant 1945, il y avait au village seulement trois hommes qui avaient *serviciu* (c'est-à-dire emploi permanent salarié et non agricole), en particulier au chantier pétrolier de Moreni. Une situation similaire se rencontrait aussi dans le village voisin de Podu. De plus, la migration vers la ville était limitée, seulement quelques membres des familles locales arrivant à y s'établir de manière permanente.

Le village connaissait toutefois le développement d'une activité artisanale particulière: l'extraction et la commercialisation de la chaux. En effet, de nombreux villageois extrayaient des rives de Ialomița de la chaux, qu'ils vendaient dans les villes environnantes, dont Bucarest. L'occupation semble assez ancienne, car en 1838, des 177 habitants de Buna, 31 étaient des *vărniceri* (de *var*, "chaux"), tandis qu'à il y en avait 130 (sur une population de 652) à Podu (Stoicescu et Oproiu, 1983: 112). Plusieurs villageois se rappelaient, même en 1998, le passé de *vărniceri* de leurs familles.

Après la première guerre mondiale des fabricants de touloupes en peau de mouton (des *cojocari*) firent aussi leur apparition au village. En particulier, un villageois qui apprit le métier dans la ville de Ploiești, développa cette activité au village et initia quelques concitoyens au métier. Ces *cojocari* vendaient leurs marchandises aux foires qui se tenaient dans les villes et les villages de la zone.

Finalement, entre les deux guerres, il n'y avait à Buna que quelques commerçants locaux. Parmi ceux-ci, deux avaient des tavernes et des salles de danse, et un autre avait un commerce de tissus et vêtements, et s'occupait aussi du commerce de céréales.

Ainsi, nous pouvons dire que, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, l'occupation principale des villageois de Buna (et de Podu) était l'agriculture. Regardons, dans ce qui suit, la structure interne de la propriété et l'exploitation de la terre au village.

3.3. Buna: exploitations agricoles, différenciation sociale, travail et consommation

3.3.1. Les exploitations agricoles: les *gospod.rii*

L'unité locale de propriété et de travail de la terre, qui était aussi l'unité de parenté et de résidence, était la *gospodărie*⁵⁰.

En effet, dans le langage local, la *gospodărie* indiquait l'unité familiale et de résidence, et faisait référence autant à l'ensemble de personnes composant cette unité, qu'à l'ensemble de ses avoirs matériels. Les personnes qui faisaient partie de la *gospodărie* étaient idéalement vues comme un ensemble uni, comme une unité compacte détenant en indivision, et sous la direction du chef de *gospodărie*, l'ensemble de ses avoirs. À Buna, tout comme dans de nombreux villages de la Roumanie, l'unité de parenté et de résidence idéale était représentée non pas par la famille nucléaire, mais par la famille élargie patrilinéaire et virilocale, famille composée de trois ou quatre générations regroupant les vieux parents, la famille du plus jeune fils (le jeune couple et ses enfants), et parfois le couple de grands-parents⁵¹.

L'expression matérielle de la *gospodărie* était la "cour" (*curte*⁵²). On désignait de la sorte l'ensemble des avoirs de ceux qui y résidaient, sauf les terres en cultures (plus éloignées et se trouvant "aux champs"). La séparation des cours par des clôtures rendait tangible l'individualité des *gospodării* en tant que corps distincts, tandis que la succession des cours, le long des rues qui traversaient le village rendait visible l'image du village comme somme des *gospodării*.

La *gospodărie*, sous la direction de son chef, possédait la cour et les champs et réalisait les travaux de l'exploitation agricole familiale. Celle-ci comprenait ainsi l'ensemble

⁵⁰ Au pluriel, *gospodării*. Les deux mots se lisent gos-po-de-ri-é et respectivement gos-po-de-ri, les mots étant accentués sur l'avant-dernière et la dernière syllabe respectivement.

⁵¹ Les familles élargies comprenant les familles nucléaires de frères et sœurs étaient des phases passagères et rares du développement de la famille à Buna ainsi que, plus généralement, en Roumanie. Les familles roumaines élargies étaient généralement unilinéaires et n'avaient pas de penchants vers la latéralité.

⁵² *Curți* au pluriel.

formé des cultures "aux champs" et de l'élevage d'animaux (bovins, porcs, volailles) dans la cour.

3.3.2. Possession et exploitation de la terre à Buna: les différenciations internes au village

Durant la période entre les deux guerres mondiales, la structure de la possession des terres semble avoir été assez égalitaire à l'intérieur des villages de Podu et de Buna. D'après les témoignages locaux, à Podu "il n'y avait pas plus de cinq *gospodării* ayant plus de 10 ha", tandis qu'à Buna il y en avait quelque "dix ou quinze *gospodării*". Ainsi, dans la commune, "il n'y a pas eu de grandes différences", "c'était une commune moyenne" où "il n'y avait pas eu des gens trop riches".

La différenciation interne au village semblait ainsi trouver son origine non pas tant dans la possession effective de la terre, mais dans la possession des moyens de production ou dans développement des activités non agricoles qui apportaient de revenus monétaires supplémentaires. Ainsi, à part les quelques *gospodării* qui avaient plus de terre, les *gospodării* les mieux nanties du village se retrouvaient parmi les *gospodării* des officiels du village (prêtres, notaires, enseignants), des commerçants, des propriétaires de troupeaux de moutons, ou encore les *gospodării* des propriétaires de batteuses, tracteurs ou moulins. Finalement, les *gospodării* qui possédaient des bœufs de labour (qui semblent avoir été assez nombreuses au village) étaient, elles aussi, mieux nanties que celles qui n'en avaient pas.

Les paysans plus pauvres en animaux de labour se voyaient ainsi contraints de travailler pour les paysans mieux dotés. Les deux parties réalisaient ainsi un échange: les paysans plus riches labouraient avec leurs animaux ou machines les terres des paysans plus pauvres, tandis que ces derniers offraient leurs "bras de travail" aux premiers. Un villageois descendant d'une *gospodărie* de paysans riches me disait ainsi que "comme nous avons besoin de mains d'œuvre, un paysan qui n'avait pas de bœufs me fauchait un demi-hectare de blé, et je lui labourais un demi-hectare de terre".

Par ailleurs, les paysans plus pauvres en terres louaient de la terre de ceux qui en avaient plus. Ainsi, la fille d'un ancien paysan riche, qui possédait aussi une des tavernes du village, me disait:

"[Mon père] avait de la terre, quelque 30 hectares de terre. Il en gardait environ dix hectares pour lui même, pour les travailler avec les hommes. Le reste était donné

aux gens en métayage, c'est-à-dire "en part" (*în parte*). L'homme le travaillait, et il donnait la moitié (de la récolte) à mon père, (l'autre) moitié, il la prenait lui même".

Les paysans continuèrent aussi d'aller travailler sur les domaines des boyards. En outre, les paysans de Buna et Podu louaient des parcelles de terre du domaine du boyard de Garofița afin d'arrondir leurs lopins. Le partage du produit dans ces contrats de métayage était sensiblement moins avantageux que les contrats "en part" conclu avec les paysans riches. Comme me le racontait un résidant du village voisin de Mânzu, "Je faisais dix tas de maïs sur la parcelle (prise en location du boyard). Puis le boyard venait et en prenait sept. Et trois étaient les miens".

Les exploitations familiales de Buna comportaient les mêmes caractéristiques que celles des autres villages du sud de Dâmbovița, c'est-à-dire une prépondérance des céréales, et particulièrement du maïs, sur leurs terres. Comme les productivités par hectare étaient assez réduites (11,4 q pour le maïs et 8,9 q pour le blé dans le département de Dâmbovița, durant les années 30 [Enciclopedia României, 1938: 168]), la production était largement utilisée pour la consommation interne, autant humaine qu'animale, de l'exploitation. Une partie, surtout dans le cas des villageois les plus riches, était vendue sur le marché, mais, dans les conditions de la baisse des prix des céréales après la crise de 1929, ces ventes commencèrent à rapporter de moins en moins de revenus. Les exploitations familiales des villageois se replièrent largement sur une auto-consommation qui n'entraîna aucune forme d'extension. Dans les mots d'un villageois, "[avant la deuxième guerre mondiale] la terre englutissait absolument tout [c'est-à-dire toutes les ressources]. La terre ne produisait pas [assez] pour nous permettre de faire autre chose [c'est-à-dire développer d'autres activités]".

Pour résumer, nous pouvons dire que, à Buna (tout comme ailleurs au pays), hormis une différenciation entre l'élite non paysanne (incluant les enseignants, le prêtre, le notaire et les commerçants) et le reste du village, il y avait aussi, à l'intérieur de la paysannerie, une différenciation entre paysans riches, moyens et pauvres. Ceux-ci se distinguaient en vertu d'une multiplicité de facteurs: l'accès à la terre; l'accès aux machines agricoles ou aux animaux de labour; le fait d'employer ou pas de la main-d'œuvre; l'orientation commerciale ou d'autoconsommation de la production, etc. Les paysans riches avaient plus de terre que ce qu'ils pouvaient travailler avec la main d'œuvre que fournissait leur *gospodărie*, produisaient autant pour le marché que pour la consommation interne, et employaient de la force de travail extérieure. Les paysans moyens avaient des propriétés de dimensions

moyennes, produisaient seulement pour la consommation interne de leur exploitation, n'employaient pas de la main-d'œuvre, et ne vendaient pas leur force de travail pour augmenter leur revenus. Les paysans pauvres avaient de minuscules propriétés, ou pas du tout, et étaient plus dépendants, pour leur subsistance, de la vente de leur force de travail^{53, 54}. Il se peut toutefois que la pratique de prise en location de la terre ait été plus répandue que celle de vente de force de travail, et ceci même de la part des paysans pauvres. La prise en location était en effet assez répandue, et caractérisait non seulement les plus pauvres paysans, mais aussi les paysans qui, ayant des *gospodării* nombreuses, désiraient augmenter les superficies exploitées.

La différenciation entre les *gospodării* les plus aisées et les autres *gospodării* du village avait aussi une relative tendance à la reproduction. Ainsi, dans des nombreux cas, les premières nouaient des liens d'alliance de parenté réelle ou fictive entre elles. J'ai d'ailleurs pu constater, en suivant les alliances passées entre les différentes *gospodării* considérées comme les plus riches et les plus en vue au village, que les riches se mariaient systématiquement entre eux. Ou, dans les termes d'un villageois ayant appartenu à une de ces *gospodării* riches, "auparavant, un pauvre ne mariait pas un riche!". Ainsi, j'ai constaté que la couche la plus aisée du village était assez restreinte. Elle comprenait quelques *gospodării* apparentées d'où originaient les villageois les plus riches et respectés au village (les commerçants, les possesseurs de tracteurs et de batteuse), tandis qu'une autre famille fournissant à elle seule la majorité des "intellectuels" du village (les quelques prêtres, enseignants, notaires, précepteurs, chantres à l'église qui se sont succédé depuis le début du XXe siècle au village).

La mobilité sociale se jouait au gré de la descendance; la nécessité de partager la terre entre les enfants masculins, et de donner la dot des filles pouvait entraîner la diminution des avoirs d'une *gospodărie*. On rapporte également la lutte pour l'acquisition de nouvelles parcelles de terre par l'achat. Pour le descendant moins fortuné d'une *gospodărie* locale, une stratégie possible était de se *mărita*, c'est-à-dire aller vivre avec les

⁵³ Cette différenciation est caractéristique de toute l'Europe de l'Est. Voir (Nagengast, 1991: 93) pour la Pologne, (Salzman et Scheufler, 1986:86) pour la Tchécoslovaquie, ainsi que (Hann, 1980) pour la Hongrie.

⁵⁴ Nous pouvons estimer que, à Buna, les paysans riches avaient généralement entre 10 et 20 hectares, les paysans moyens entre 3 et 10 hectares, et les paysans pauvres moins de 3 hectares. Le fait qu'une *gospodărie* soit riche, moyenne ou pauvre n'était pas toutefois fonction uniquement de l'étendue de ses terres, mais dépendait aussi du nombre de bœufs et de bras de travail dont elle disposait, ainsi que du nombre de descendants entre lesquels allait se diviser ses terres.

parents de sa femme, si ces derniers étaient plus aisés et manquaient de descendance masculine.

3.3.3. La valeur sociale: l'autonomie, la terre et le travail incessant

Avant 1945, la terre était la base de la vie, de la richesse, ainsi que du statut des villageois roumains (Beck, 1979: 196). À Buna, les *gospodării* les plus *înstărite* (riches, de bon "état"), et qui étaient admirées par le reste des villageois, étaient, en effet, celles qui avaient plus de terres que la majorité de ceux-ci.

Toutefois, la terre n'était pas valorisée en soi et pour soi, mais plutôt dans la mesure où elle assurait l'autonomie de la *gospodărie* qui la possédait. Les valeurs clés des villageois étaient, et demeurent encore aujourd'hui, l'indépendance et l'autosuffisance de leur *gospodărie*⁵⁵. En effet, ce que les villageois plaçaient au sommet de leurs hiérarchies étaient les *oameni cu rost*⁵⁶, ou, autrement dit, les "gens ayant un destin", les gens qui maîtrisaient leur destin. En outre, la signification de *oameni înstăriți* peut être autant celle de "gens de (bon) état", que celle de "gens capables (de réaliser leur autonomie)". C'est donc en tant que moyen essentiel pour assurer l'autonomie, par rapport aux forces externes (État, boyards, marché), que la terre constituait un critère de différenciation locale.

En suivant Lampland, et son étude sur la paysannerie de la Hongrie, je pense qu'on pourrait affirmer que, pour la Roumanie aussi, la possession de la terre ne constituait qu'une des catégories marquantes de la vie sociale des campagnes. En fait, comme nous le dit Lampland, bien que la possession de la terre restât toujours importante, un autre critère vint signifier et exprimer l'autonomie d'une *gospodărie*. En effet, après le krach du marché du blé dans les années 1870, le passage de la culture extensive des grains à l'intensification du travail sur les exploitations familiales fit du contrôle du travail, de la "possession de l'activité", le critère de base de la valeur sociale (Lampland, 1991: 467).

Dans le cas de la Roumanie toutefois, il semble que le travail et la lutte pour ce contrôle précédaient même l'intensification du travail à la fin du siècle, et tenaient aux tentatives de la part des boyards visant à mettre sous leur contrôle la force de travail

⁵⁵ Voir aussi pour le cas de la Hongrie et de la Pologne respectivement (Bell, 1984: 98) et (Nagengast, 1991: 65, 69).

⁵⁶ Le *rost* désigne, à l'origine, le cadre d'un métier de tissage. Par la suite, il en est venu à désigner aussi le destin et le sens, vus comme insertion optimale dans la trame de l'ordre social et cosmique. On peut ainsi dire de quelque chose que "ça n'a pas de *rost*" ("ça n'a pas de sens"); et de quelqu'un que "il n'a pas de *rost*" ("sans dessein").

paysanne. Ainsi, selon un économiste roumain de la période d'entre deux guerres, au XIXe siècle (ou, je pense, plus particulièrement depuis le milieu de ce siècle),

"le mécontentement des paysans augmentaient, et ils demandaient toujours la réduction du nombre des jours de travail. Dans ces temps là, la question capitale qui les préoccupait n'était pas la terre. [...] Ce qui les mécontentait était le travail qu'ils devaient effectuer pour le paiement de la terre [qu'ils recevaient des boyards]" (Garoflid, 1938: 577).

Le résultat fut néanmoins le même que dans le cas de la Hongrie: le contrôle de leur propre activité de travail devint une valeur centrale pour les paysans de la Roumanie et le demeura par la suite.

En effet, tout comme dans le cas hongrois, les expressions locales pointent vers cette idée de possession, de contrôle de l'activité et du travail. Ainsi par exemple, *lucru* signifie autant "activité de travail" que "chose". L'expression *a avea de lucru* tend alors non seulement vers l'idée de "avoir de l'activité", mais aussi, comme l'activité est objectivée, est chose, vers une "possession de l'activité" similaire à la possession des objets⁵⁷.

L'expression qui rend compte de manière la plus adéquate de cette valorisation du contrôle de son travail, sur le plan local, est le verbe *a se gospodări*. Dérivé de "*gospodărie*", qui désigne l'unité locale de parenté et de résidence, mais aussi l'unité de propriété et de travail, ce verbe signifie "l'activité à travers laquelle la *gospodărie* se maintient dans son unité et prospère dans ses avoirs". Je résumerais en disant que, à Buna (ainsi que dans d'autres villages roumains), la valeur centrale locale était non seulement le travail, mais aussi le "travail pour soi" (*a se gospodări*), ou, autrement dit, le travail sur lequel la *gospodărie* gardait le contrôle et qui permettait son épanouissement. Ce travail s'opposait au "travail pour l'autre", un travail sur les terres des autres paysans ou des boyards, travail qui était associé à la servitude et à la déchéance sociale.

Concrètement, cette valorisation du "travail pour soi" se traduisait par le travail incessant et ardu dans ses propres exploitation et cour⁵⁸. C'était en travaillant sur ses terres que la *gospodărie* pouvait maintenir son autonomie et garder le contrôle sur le travail de ses membres. Ceux qui étaient les plus susceptibles d'incarner cet idéal étaient les paysans

⁵⁷ Voir (Lampland, 1991) pour des expressions hongroise similaires traduisant l'idée de "possession de l'activité", idée qui renvoie autant au contrôle de son propre travail qu'à l'objectification du travail.

⁵⁸ Beck parle de la même manière, au sujet d'un village de montagne du centre de la Roumanie, de la valorisation du "travail dur" (Beck, 1979: 209).

riches et moyens qui, comme nous l'avons vu plus haut, avaient assez de terres pour ne pas aller vendre leur force de travail ailleurs. C'étaient eux d'ailleurs qui promouvaient cette valeur et vantaient le "travail incessant" (*muncă neîncetată, fără zăbavă*) des membres de leurs *gospodării*. Comme me le disaient plusieurs paysans riches ou moyens de Buna, "nous avons travaillé d'arrache-pied", ou encore "nous avons travaillé jour et nuit", car "sans travail, on ne peut rien réaliser". Finalement, ce qui ne travaillaient pas étaient considérés des *oameni de nimic* ("gens de rien"), des gens qui ne pouvaient pas arriver à maîtriser leur destin et qui, ainsi, se trouvaient au bas de la hiérarchie sociale locale.

Les *gospodării* les plus pauvres étaient par contre moins susceptibles d'atteindre cet idéal. En particulier, les *gospodării* de travailleurs agricoles sans terres n'adhéraient pas à cet idéal du travail incessant, dans leur cas la maîtrise de soi et donc l'autonomie étant réalisées plutôt en ralentissant, au lieu d'accélérer, le rythme du travail effectué pour le patron (Lampland, 1991: 467-470). En ce qui a trait à Buna, il semble que le nombre des paysans totalement dépourvus de terre était toutefois assez restreint, et que même les paysans les plus pauvres préféraient prendre des terre en métayage plutôt qu'aller travailler pour d'autres. Ainsi, nous pouvons dire que la valeur du "travail pour soi", incessant et dur, était une valeur qui animait la grande majorité des villageois entre les deux guerres.

3.3.4. Marché et consommation. La consommation rituelle

Avant 1945, les villageois, paysans en grande majorité, ne se trouvaient pas isolés du marché, mais, tout au contraire, ils y étaient insérés. Il y vendaient leur production agricole et y achetaient aussi une partie non négligeable de biens (par exemple, des vêtements, de la nourriture, du mobilier). Cependant, bien que le marché était présent dans leur vie, il n'en restait pas moins que les paysans gardaient encore de larges pans de leur monde matériel hors de ce marché, et essayant de cette manière de préserver le circuit d'autoconsommation. Ainsi, en ce qui concerne la nourriture, hormis les denrées rares, telles les épices ou le sel, les paysans produisaient la majeure partie de ce qu'ils consommaient. Les tissus étaient faits à la maison, tandis que les vêtements pouvaient également être confectionnés à domicile ou par des couturiers locaux. Les meubles étaient achetés en ville (pour les paysans riches) ou chez des artisans locaux (pour la majorité des paysans).

Il était clair ainsi que la consommation des villageois sortait, avant la deuxième guerre mondiale déjà, du cycle d'une simple autoconsommation. Mais les biens consommés étaient encore largement d'origine artisanale et fabriqués à petite échelle. En deuxième lieu, les pratiques d'achat et d'usage de ces biens tentaient à en prolonger la durée le plus longtemps possible, ainsi qu'à en limiter la quantité. Une certaine "austérité" (par rapport aux normes de consommation urbains et occidentaux) caractérisait ainsi la consommation des villageois roumains d'avant la guerre. La majorité des revenus étaient investis dans la terre. Parfois les paysans riches pouvaient aussi acheter pour leurs filles des *mahmudele*, monnaies en or que celles-ci portaient en collier autour du cou, et qui représentait une partie de leur dot. Ces *mahmudele* étaient toutefois non pas des "biens de consommation", mais des biens faisant partir du patrimoine transmissible de la *gospodărie*. La dépense pour les biens de consommation industriels était donc très réduite, et concernait seulement la frange la plus aisée des villageois. La société de la consommation de masse était encore inconnue à Buna, tout comme dans de nombreux autres villages roumains.

Avant 1945, des mécanismes égalisateurs freinaient l'étalage de la richesse personnelle à travers la possession des biens matériels. La frugalité, base de l'épargne nécessaire à l'acquisition des terres, était valorisée comme mode de vie (Cernea, Chepes, Gheorghe, Ene et Larionescu, 1971: 149). La peur de l'envie (*indivie, rîcă*), du "mauvais œil" (*deochi*), perçus comme dangereux, maintenait aussi la consommation des paysans plus aisés à l'intérieur des normes locales⁵⁹.

Cette frugalité dans la consommation courante allait de pair avec l'importance considérable que les rituels reliés au cycle de la vie (baptême, mariage, funérailles) et les rituels annuels (Pâques, Noël) prenaient pour les villageois.

Le village de Buna était, comme la plupart des villages roumains, un village orthodoxe. Après que l'église du village fut construite au début du siècle, un prêtre ou parfois deux furent chargés de prendre soin de manière continue de l'âme des villageois. La vie quotidienne des villageois était ainsi régie par le "calendrier orthodoxe". Celui-ci assignait à chaque jour de l'année la fête d'un ou de plusieurs saints ou de certains événements du Nouveau Testament, et hiérarchisait ces jours en fonction de l'importance des saints et des événements célébrés. Il y avait ainsi des "jours de croix" (des jours

⁵⁹ Voir pour le cas de l'Hongrie, (Bell, 1984: 240).

importants), et parmi ceux-ci des "jours de croix rouge" et des "jours de croix noire", les premiers étant les plus importants. Ceci impliquait que, hors des messes hebdomadaires habituelles (la plus importante et fréquentée étant celle de dimanche matin) et des jours hebdomadaires de jeûne (le lundi, le mercredi et le vendredi), les villageois devaient se soumettre, avant et pendant les "jours de croix rouge", à un régime qui augmentait la fréquence de ces tâches (c'est-à-dire jeûnes et fréquentation de l'église). Les plus importants de ces jours étaient Noël et Pâques⁶⁰, qui demandaient de longues périodes de jeûne durant la période antérieure à la célébration, ainsi qu'une fréquentation plus accrue de l'église locale. À part ces deux grandes fêtes, les autres jours marquants étaient ceux de l'Ascension, tout comme ceux des saints importants (saint Jean-Baptiste, saint George, saints Constantin et Elena, saint Dumitru, saints Mihail et Gavriil, saint Nicolas), ainsi que les fêtes de la naissance et de l'ascension de la Vierge Marie. Le jeûne frappait ainsi une large partie des jours de l'année. La consommation pendant les jours de jeûne était limitée aux céréales et légumes, la viande et parfois même les produits laitiers étant bannis.

À part ces fêtes annuelles, chaque *gospodărie* réalisait aussi toute une série de rituels reliés au cycle de la vie: baptêmes, noces, funérailles. Chaque rituel supposait la réalisation d'au moins un grand repas où plusieurs convives (parents, voisins et d'autres villageois) étaient invités à festoyer. Dans le cas des baptêmes et des noces, l'invité devait lui aussi donner des cadeaux à la *gospodărie* hôte. Dans les conditions où les obligations rituelles étaient plus élevées et la pression sociale pour prendre part à plus de cérémonies était plus lourde pour les villageois riches (Beck, 1976: 368), les cérémonies de baptême et de mariage contribuaient aussi à la redistribution de la richesse à l'intérieur du village.

Un cas particulier est constitué par ce que j'appellerais "les rituels de la mort". Ceux-ci comprenaient non seulement les funérailles en tant que telles, mais aussi toute la série de rituels qui les suivait, ainsi que les rituels réalisés lors des "samedis des morts" (au printemps et en automne) ou lors d'autres fêtes religieuses où la mémoire des morts était honorée (comme par exemple les fêtes qui entrent dans le cycle de Pâques). En effet, selon la croyance locale, la paix d'âme d'un défunt ne pouvait être atteinte, ni par conséquent la prospérité future de la *gospodărie*, si les rituels qui suivaient son enterrement, et qui visaient à donner à cette âme ce qu'il lui fallait dans le monde de l'au-delà, n'étaient pas réalisés.

⁶⁰ Pâques était, et reste encore, la plus importante fête religieuse dans les campagnes roumaines.

Les éléments de base des "rituels de la mort" étaient, à l'Église, les *coşuri* et les *pomeniri*, et à la maison, les *pomeni* et les *împărţeli*⁶¹. Les *coşuri* étaient des paniers que les femmes de la *gospodărie* apportaient à l'Église, lors des rituels de la mort. Il contenaient des produits à haute valeur symbolique (une bouteille de vin - signifiant le sang, du blé - signifiant la prospérité biologique et matérielle, et une bougie - signifiant la lumière dans l'au-delà), ainsi que des aliments rituels (la *colivă*⁶² et des *colaci*⁶³). Le contenu des *coşuri* était béni par le prêtre, et par la suite offert aux autres villageois qui se trouvaient à l'église. Les *pomeniri* étaient des "mentions" d'un mort qu'une *gospodărie* s'arrangeait pour que le prêtre fit régulièrement (lors des messes dominicales par exemple) ou encore occasionnellement (lors des grandes fêtes religieuses). Les "mentions" étaient d'habitude courtes (comprenant le nom du mort et le souhait de la paix d'âme pour lui) et se faisaient à l'intérieur de l'église.

Les plus importants actes rituels, et qui avaient indéniablement un impact plus considérable, étaient les *pomeni* et les *împărţeli*. La *pomană* était un repas rituel que la *gospodărie* organisait à sa résidence afin de commémorer un mort. Les *împărţeli* étaient des offrandes d'objets rituels (tels une bougie allumée) et de nourriture que la *gospodărie* proposait pour l'âme du mort. Les *împărţeli* étaient faites d'habitude en liaison avec une *pomană*, ou encore lors d'un rituel de la mort à l'église.

Ainsi, tandis qu'on affirmait que "la terre mangeait tout", on en gardait assez pour dépenser non pas dans les biens de consommation obtenus au marché (sauf dans le cas des paysans plus riches qui pouvaient investir pour doter leurs filles de quelques *mahmudete* et meubles) mais pour remplir les obligations rituelles, et, surtout, ce que j'appellerais "les obligations de la mort". L'obéissance aux rituels orientait elle-même les villageois vers un mode de consommation ascétique (voir à travers les jeunes répétés), ainsi que vers une consommation périodique à caractère rituel où la fabrication des objets en concernés était en grande partie artisanale (bougies, paniers) ou domestique (*colaci*). Ainsi, l'implication des villageois dans le marché des biens de consommation industriels restait assez limitée.

⁶¹ Pluriel de *pomană* et, respectivement, de *împărteală*.

⁶² La *colivă* est un gâteau fait de grains de blé décortiqués bouillis dans de l'eau et mélangés avec du sucre et de la noix de Grenoble. Elle est généralement décorée avec le signe de la croix.

⁶³ Les *colaci* des *coşuri* sont des bagels rituels. Ils y en a plusieurs types, qui se distinguent par des formes et des noms spécifiques.

Avant la seconde guerre mondiale, les deux réformes agraires de la deuxième partie du XIXe siècle et du début du XXe avaient débouché, dans l'agriculture roumaine, sur une diminution considérable de l'importance des grands domaines de boyards et sur la constitution parallèle d'une importante petite paysannerie dont les membres possédaient généralement leurs propres terres. La "petite" agriculture de cette paysannerie était caractérisée par la combinaison d'un certain degré d'implication sur le marché des produits agricoles avec un large degré d'autoconsommation des produits réalisés dans les petites exploitations familiales.

Entre les deux guerres mondiales, à Buna, tout comme ailleurs au pays ou même ailleurs en Europe de l'Est, les valeurs sociales locales mettaient au premier plan la réalisation et la préservation de l'autonomie des unités de parenté et résidence (les *gospodării*). Cette autonomie était réalisée à travers l'accumulation de la terre, mais était rendue visible sur le plan social à travers le travail "dur" et "incessant" des membres de ces unités. En corollaire, l'autonomie se réalisait aussi à travers un relatif isolement par rapport au marché des biens de consommation. La consommation des villageois était alors restreinte par rapport aux biens manufacturés industriellement: ils jetaient plutôt leur dévolu sur les biens de patrimoine (meubles et *mahmudete* pour les filles). Les biens qu'ils consommaient comprenaient beaucoup d'objets fabriqués par des artisans ou à domicile, dont une partie importante était destinée à la consommation rituelle.

L'activité économique des villageois était ainsi orientée vers l'accumulation de la terre et le maintien du contrôle sur leur propre force de travail. Les techniques de production restaient encore rudimentaires, impliquant un faible degré de mécanisation et un fort recours à la main d'œuvre familiale ou extérieure à la famille. En raison de la division de la terre par l'héritage, les propriétés paysannes avaient une forte tendance au morcellement. Celui-ci, ainsi que la tendance à l'augmentation des inégalités à l'intérieur de la paysannerie - par l'accumulation des terres entre les mains de certains paysans- furent toutefois arrêtées brusquement par l'instauration du régime communiste à la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous nous pencherons, dans les pages suivantes, sur les développements qu'a connus l'agriculture roumaine après 1945.

Chapitre 4. De la "construction du socialisme" à l'avènement du "bien-être socialiste" (1945-1970). La transformation des paysans en paysans-ouvriers

Au début de la deuxième guerre mondiale, le monde que nous avons décrit dans le chapitre précédent fut ébranlé de manière assez soudaine. Bien qu'ayant essayé de jouer la carte de la neutralité, la Roumanie entra finalement en guerre en 1941, du côté des forces de l'Axe¹, et ce ne fut qu'en 1944 que le roi Michael, changea de camp pour se mettre du côté des Alliés. La proximité de l'Union soviétique, le temps que la Roumanie prit à se mettre du côté des vainqueurs, le partage des sphères d'influences entre l'Occident et l'Union soviétique, tous ces facteurs firent que la Roumanie se retrouva, à la fin de la guerre, avec un territoire réduit² (voir carte 10, page 114), ainsi qu'avec les troupes de l'Armée rouge sur son territoire. Deux ans plus tard, en 1947, le roi fut obligé d'abdiquer et la Roumanie fut déclarée république populaire. Le Parti communiste (appelé à l'époque le "Parti des ouvriers roumains") devenait, en vertu de la nouvelle constitution, "la force dirigeante dans la société"³, et le pays était mobilisé pour la "construction du socialisme".

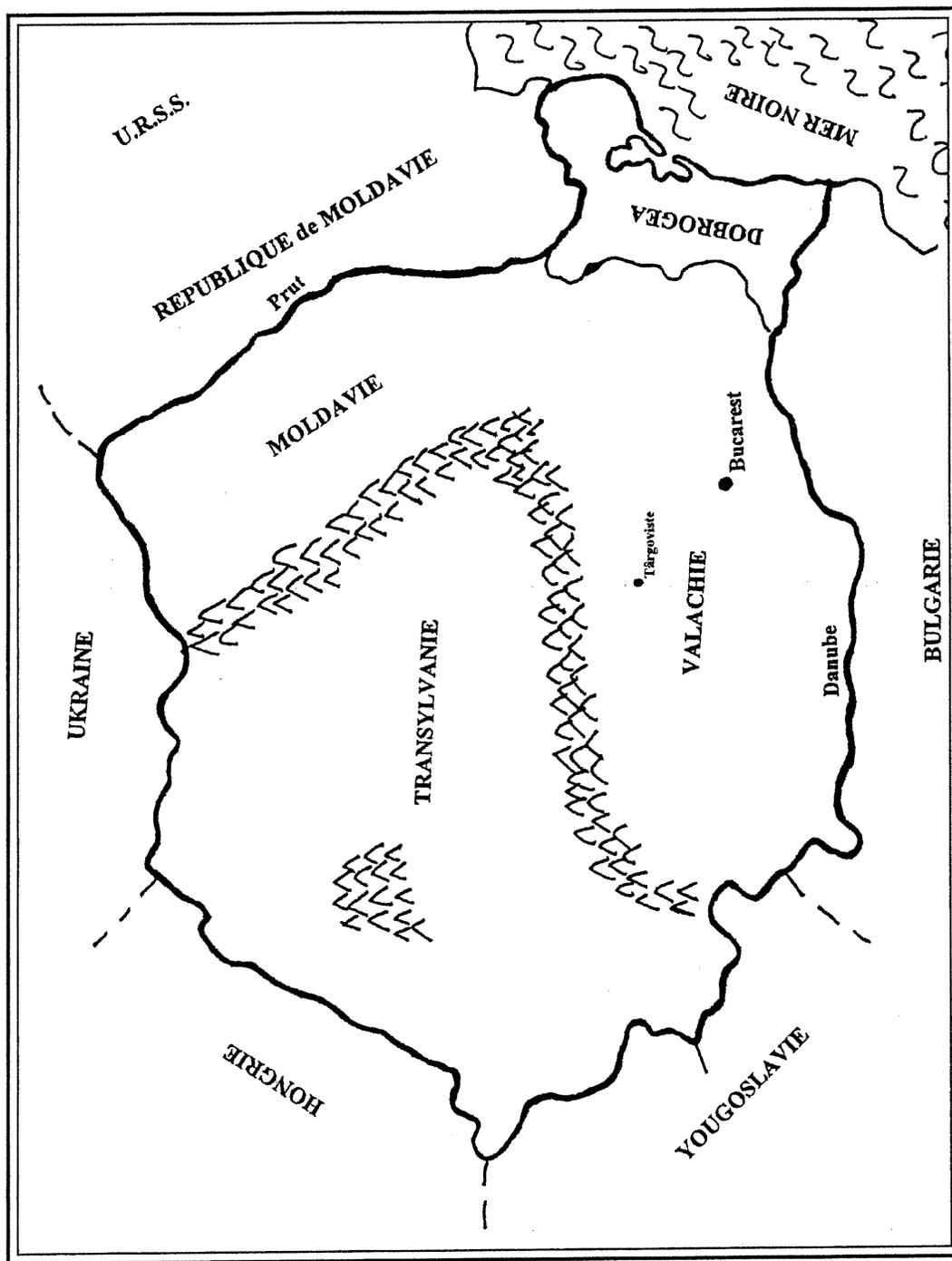
Après la deuxième guerre mondiale, la Roumanie s'engagea donc dans une voie qui allait déboucher sur la transformation profonde de ses structures économiques et sociales ainsi que sur la mise en place, quelque vingt ans plus tard, de nouveaux modes d'action et d'identification de sa population.

Le monde rural en particulier fut profondément bouleversé, et son paysage social changerait radicalement. D'un pays principalement agricole, la Roumanie se transforma en un pays doté d'une importante industrie. La collectivisation de l'agriculture, l'industrialisation et l'urbanisation altérèrent la configuration des modes de définition, d'identification et de démarcation des groupes et catégories sociales, puis entraînèrent de nouveaux modes de répartition de ressources et de nouvelles définitions de la valeur sociale. Les destins de l'agriculture et de ceux qui la pratiquent seraient modelés par une

¹ En agissant de la sorte, la Roumanie espérait récupérer les territoires que l'Union Soviétique venait juste de reconquérir (la Bessarabie).

² La Bessarabie et le nord de la Bukovina allèrent à l'Union soviétique, pour être incorporées dans la République de Moldavie et dans l'Ukraine respectivement; le sud de Dobrogea fut incorporée dans la Bulgarie.

³ L'article numéro 3 de la nouvelle Constitution stipulait que "Dans la République socialiste de la Roumanie la force politique dirigeante dans l'intégration de la société est le Parti communiste roumain" (Roper, 2000: 61).



Source: (Magocsi, 1993: 161).

Carte 10. La Roumanie après la deuxième guerre mondiale.

confluence de facteurs et de processus, et en particulier par l'interaction changeante entre les politiques étatiques et la réponse des paysans à ces politiques.

Cette transformation de l'économie et de la société roumaines prendrait un certain temps. En effet, déchiré entre la volonté de changement radical et les contraintes qui pesaient sur ses choix, le nouveau régime prendra quinze ans pour mener à terme la transformation des structures agricoles, spécifiquement à travers la collectivisation des campagnes.

4.1. *La collectivisation des campagnes au pays, à Dâmbovița et à Buna (1948-1962)*

4.1.1. "La transformation socialiste des campagnes roumaines"

La mise en place du régime communiste, qui suivit l'occupation par l'armée russe (1944), fut accompagnée d'une série de mesures à travers lesquelles le Parti communiste essaya non seulement de détruire les anciennes structures sociales, mais aussi de se donner une base sociale propre. Dans les campagnes, ces mesures, suivant la ligne léniniste classique, se concrétisèrent dans la lutte de classes contre les "paysans riches" (les *chiaburi*⁴) et dans les tentatives parallèles pour s'assurer l'allégeance des "paysans pauvres et moyens".

Ainsi, dès 1945 les restes de la grande propriété foncière furent éliminés et les paysans sans terres bénéficièrent des terres expropriées. La réforme agraire de mars 1945 réduisit en effet la taille maximale de la propriété privée à 50 hectares, expropria quelque 1.200.000 hectares, et en redistribua la grande majorité (1million d'hectares) parmi quelque 800.000 familles (Ionescu, 1964: 110-111). La redistribution était destinée aux paysans sans terres ou à des paysans ayant peu de terre. Les uns et les autres recevaient de minuscules parcelles⁵ leur permettant de constituer ou d'agrandir un peu, respectivement, leurs propriétés.

Tandis que la classe des paysans sans terre fut pratiquement liquidée au profit d'une masse de micro-propriétaires, un résultat paradoxal de cette réforme fut que la taille moyenne des petites propriétés diminua par rapport à la période d'avant la guerre. Dû à la

⁴ Pluriel de *chiabur*.

⁵ En effet, cette redistribution ne mettait qu'une moyenne de 1,25 hectares par famille entre les mains des familles bénéficiaires.

mise en possession des paysans pauvres et des paysans sans terres, la proportion des petites propriétés mesurant en deçà de 5 hectares s'accrût, la proportion de la terre arable qu'elles occupaient passant de 33,3%, en 1941, à 57,7%, en 1948 (Ionescu, 1964: 112). D'après les sources officielles, les petites propriétés en dessous de 3 hectares représentaient, en 1948, plus de la moitié des exploitations existantes en Roumanie.

Ayant rempli sa promesse de réforme agraire, le régime communiste se retrouva immédiatement face à une exacerbation des problèmes d'une structure agricole où prédominaient de petites exploitations, qui étaient, en outre, dispersées entre une multitude d'infimes parcelles. L'efficacité économique de telles exploitations ne constituait toutefois pas le souci majeur de l'État socialiste. En fait, son but premier était de s'assurer l'allégeance des populations rurales afin de transformer radicalement les structures sociales et économiques du pays, et de faire de la Roumanie un pays industriel où la classe ouvrière occuperait une "place de choix".

La politique étatique de transformation de la paysannerie reposait sur la politique agricole du régime. Le but de cette dernière était d'extraire un maximum de surplus agricole pour le financement de l'effort d'industrialisation, tout en fournissant des denrées à bas prix aux populations ouvrières et urbaines grandissantes. À long terme, on visait l'élimination de la propriété privée en agriculture. Mais au départ, en l'absence de sources alternatives de revenu et en raison de la nécessité d'envoyer à l'Union soviétique les "dédommagements de guerre", les piètres performances du secteur agricole constituèrent de puissants freins tant aux visées grandioses d'industrialisation du pays qu'aux désirs d'une transformation rapide de sa structure sociale. Ces performances et la résistance des paysans allaient déboucher sur une politique ambiguë et contradictoire face à la paysannerie, politique qui laissa à cette dernière une certaine marge de manœuvre pendant plusieurs années. Ce n'est qu'après que l'industrialisation fit de plus grandes avancées et qu'elle modifia en conséquence la structure économique et occupationnelle du pays, que l'État socialiste se décida à amener jusqu'au bout le processus de transformation de campagnes.

La collectivisation de l'agriculture fut ainsi un long processus qui connut ses moments forts (les campagnes de collectivisation de 1949-1951 et de 1958-1962), mais qui s'appuya aussi sur d'autres mesures prises par l'État à l'égard de la paysannerie (le système des quotas⁶) ou qui pesèrent lourdement sur cette catégorie sociale (stabilisation monétaire,

⁶ Il s'agissait des livraisons obligatoires à l'État, à très bas prix.

système des prix). En fait, même si la collectivisation ne fut pas réalisée complètement au début de l'instauration du régime, cela ne signifia pas que l'État adopta entre temps une politique d'encouragement de la production agricole individuelle. Désirant disposer d'une plus grande production agricole pour l'exportation et pour l'approvisionnement des villes, l'État socialiste eut ainsi recours à une politique d'augmentation des surplus extraits des paysans, et donc de diminution des ressources restant sous leur contrôle.

Après que la Roumanie devint République populaire le 31 décembre 1947, et que le Parti communiste acheva la monopolisation du pouvoir étatique, le régime communiste s'attaqua à la transformation radicale de l'économie et de la société roumaines. Après la nationalisation de l'industrie et des banques en juin 1948, le Comité central du Parti décida, dans une réunion de mars 1949, de commencer la "transformation socialiste de l'agriculture" par la constitution immédiate de fermes collectives partout où cela était possible. Les fermes collectives⁷ étaient calquées sur le modèle soviétique des kolkhozes et supposaient non seulement le travail en commun des terres, mais aussi l'intégration des terres des paysans dans une "propriété collective", et ainsi l'abolition de la propriété privée par rapport à ces terres.

Jusqu'à la fin de 1949, 56 coopératives s'étaient ainsi constituées (Ionescu, 1964: 187), et, après que le mouvement se soit accéléré en 1950, leur nombre s'élevait, au début de 1951, à 1029 (*ibid.*: 200). Les nouvelles fermes collectives étaient concentrées dans certains départements qui comprenaient plus de propriétaires expropriés et d'anciens propriétaires étrangers, et qui accueillait, sur leur territoire, de forts contingents de l'Armée rouge. Cette première campagne de collectivisation, qui annulait pratiquement la réforme agraire récente, fut caractérisée par la violence et des abus envers les paysans, et rencontra une opposition farouche. La résistance des paysans et la pénurie de produits agricoles qui en résulta, tant sur le marché interne que pour les exportations, poussa le Parti à réorienter sa position. En 1951, des ordres étaient donnés pour que la collectivisation forcée cesse⁸ (*ibid.*: 201; Turnock, 1986: 181). Après cette date, le régime communiste

⁷ Appelées au début *Gospodării Agricole de Producție*, les fermes collectives allaient s'appeler finalement *Cooperative Agricole de Producție* ("Coopératives Agricoles de Production").

⁸ Les abus de cette première campagne allaient être reconnus et dénoncés officiellement en 1961 par Gheorghe Gheorghiu-Dej, le premier président de la République populaire de la Roumanie. Cette reconnaissance faisait l'écho des luttes politiques au sommet de la hiérarchie du Parti entre Gheorghe Gheorghiu-Dej et la troïka "moskovite" qu'il allait réussir à éliminer. Une des membres de cette troïka, Ana Pauker, avait été la haute responsable en charge de la collectivisation pendant la première campagne de 1949-1951.

encouragea, au lieu des fermes collectives, la formation, en tant "qu'étape intermédiaire vers la socialisation de l'agriculture", d'association agricoles (*Intovărășiri agricole*). Celles-ci étaient des associations volontaires de production dans lesquelles les paysans conservaient la propriété de leurs terres, animaux et outillages (Ionescu, 1964: 202).

Toutefois, en dépit de cette relative relâche sur le plan de la collectivisation "forcée", le régime communiste continua à mettre en pratique la politique générale qu'il avait, dès de début, adoptée à l'égard de la paysannerie, soit celle de "s'appuyer sur les paysans pauvres, de renforcer l'alliance avec les paysans moyens et de mener une bataille impitoyable contre les *chiaburi*" (Ionescu, 1964: 189). En effet, après avoir classifié les paysans en plusieurs groupes (le "prolétariat agricole", les "paysans pauvres", les "paysans moyens" et les *chiaburi*), le Parti utilisa ces catégories pour mettre en œuvre des politiques discriminatoires.

Ainsi par exemple, dès la première campagne de collectivisation, le Parti essaya de jouer avec cette classification afin d'aviver les antagonismes dans les campagnes tout en essayant de mettre à l'écart la catégorie des paysans riches, potentiels "ennemis du peuple". Des paysans pauvres ou des "prolétaires agricoles" furent ainsi promus dans les rangs des cadres chargés de la constitution des coopératives, tandis que les *chiaburi* furent frappés de l'interdiction de se joindre à celles-ci. En même temps, les *chiaburi* furent soumis à un régime discriminatoire quant à l'accès de leurs enfants à l'éducation secondaire et post-secondaire ou à certains emplois plus valorisés (emplois industriels, emplois de direction), donc, en définitive, quant à l'accès aux moyens de promotion sociale.

Par ailleurs, dès 1949 le gouvernement communiste introduisit des réglementations pénalisant l'emploi de la force de travail non familiale (Turnock, 1986: 181), dans une tentative d'enlever aux *chiaburi* un des principaux moyens (la force de travail) leur permettant de travailler leurs terres. À la même période, les taxes agricoles furent imposées sur les revenus des paysans, le pourcentage réclamé s'accroissant avec l'importance du revenu. Les conseils populaires locaux (mairies) pouvaient ainsi réclamer de 20 à 50% des revenus des *chiaburi*, en plus de ce qu'ils demandaient des paysans ordinaires (*ibid.*: 181).

En 1952, après le ralentissement de la collectivisation, le régime introduisit le système de quotas agricoles. Les possesseurs de terre agricole furent ainsi obligés de fournir à l'État des produits agricoles à des prix fixes, les quotas obligatoires étant proportionnels à la superficie détenue et augmentant avec la catégorie dont faisait partie le paysan. Les quotas se constituèrent, en fait, en un impôt sur la production qui pouvait

représenter entre 20 et 60% de récolte par hectare (Ionescu, 1964: 202), ce qui, pour une large catégorie de paysans (incluant autant les *chiaburi* que les "paysans moyens") représentait un lourd fardeau à porter.

Par ailleurs, d'autres mesures prises par le gouvernement affectèrent finalement toute la paysannerie. Deux "stabilisations monétaires" (1948 et 1952) engloutirent ainsi le revenu des paysans, l'État réalisant la "stabilisation" après avoir forcé les paysans à vendre leurs récoltes et limitant dramatiquement les sommes d'argent échangeables à un taux favorable. De cette façon, une partie considérable des économies des paysans fut confisquée au bénéfice de l'État.

La collectivisation progressa lentement jusqu'en 1955. En décembre 1955, tout le secteur socialiste (fermes et terres de l'État, fermes collectives, associations agricoles) constituait seulement 26,5% de la superficie arable du pays, qui s'élevait à l'époque à près de 9.700.000 hectares (Ionescu, 1964: 238). Les associations agricoles occupaient seulement 8,3% de la terre arable. À la même époque, les membres des deux formes d'exploitation collective formaient autour de 11% du total des paysans, étant répartis de manière à peu près égale entre les fermes collectives et les associations (*ibid.*: 239).

À partir de 1956, conformément à la politique générale de relaxation qui suivit le vingtième Congrès du Parti communiste de l'URSS, le gouvernement roumain abolit, le 1er janvier 1957, le système de livraison obligatoire des quotas de céréales, tournesol, légumes et lait. Les quotas de viande furent abolis pour les fermes de moins d'un hectare et pour les lots personnels des membres des fermes collectives. Le système des quotas s'était finalement avéré inefficace: il avait débouché sur une diminution des recettes appropriées par l'État et sur une antagonisation des paysans moyens qui constituaient maintenant le pivot de la production agricole, en termes de quantité produite (Ionescu, 1964: 279).

La Nouvelle voie (comme on désigna cette réorientation politique) signifia aussi une nouvelle approche de la collectivisation. Celle-ci n'était pas abandonnée, car les deux formes d'exploitation collective étaient soutenues par d'importantes distributions de terre appartenant à l'État, par du capital technique et des concessions fiscales (Ionescu, 1964: 279). Néanmoins, les paysans ne se bousculèrent pas pour rejoindre les fermes collectives, et préférèrent les associations agricoles où ils avaient la possibilité de garder le droit de propriété et le contrôle de leurs terres et animaux. La socialisation de l'agriculture progressa ainsi après 1956, mais à un rythme encore lent: en 1958, les fermes collectives réunissaient seulement 12,8% du total des familles paysannes et détenaient 17% de la terre arable du

pays; tandis que les associations regroupaient 38,5% des familles et occupaient 24,3% de la terre arable (Ionescu, 1964: 297). Ceci fait que près de la moitié des familles paysannes étaient membres d'une des deux formes d'exploitation collective de la terre, et que la terre arable occupée par le secteur socialiste non étatique (fermes collectives et associations) s'élevait à seulement 41% du total.

À la fin de 1958, le Comité central décida toutefois d'accélérer de nouveau la marche de la collectivisation. En 1959 le secteur collectif fit des avancées considérables, et à la fin de l'année il fut annoncé qu'il réunissait 72,5% des familles paysannes et occupait 63,3% de la terre agricole totale (Ionescu, 1964: 299-300)⁹. Ainsi, après qu'elle eut fait ces avancées considérables, la collectivisation des campagnes fut, en 1962, officiellement déclarée "accomplie" par le régime.

À la fin de ses quinze premières années, le régime communiste avait ainsi réalisé la transformation radicale de la structure productive et occupationnelle des campagnes. D'après des chiffres officiels, huit ans après la fin officielle de la collectivisation, en 1970, les coopératives agricoles de production occupaient 53% de la terre agricole et 66% de la terre arable du pays¹⁰, tandis que les petites exploitations individuelles détenaient seulement 9,2% de la terre agricole et 4,6% de la terre arable du pays (Turnock, 1986: 184), étant surtout concentrées dans les zones marginalisées de collines et montagnes. Le restant des terres agricole et arable se trouvaient dans la propriété des fermes d'État.

4.1.2. La collectivisation à Dâmbovi.a et à Buna

De par son caractère de département "mixte", combinant autant de zones de plaine, que des collines et des montagnes, le département de Dâmbovița fut affecté seulement partiellement par la collectivisation et la socialisation de l'agriculture. Ainsi, la zone montagneuse située au nord de Târgoviște ne fut que partiellement collectivisée (seulement

⁹Ceux-ci sont les pourcentages que le régime se targuait d'obtenir. Turnock, pour sa part, donne d'autres chiffres. Ainsi, les associations et les fermes collectives occupaient, respectivement, 21% et 29% de la terre agricole totale (ce qui donne un total, pour le secteur coopératif, de 50%) en 1960, et 0,2% et 54% (total: 54,2%) en 1970, après la fin de la collectivisation (Turnock, 1986: 184). La différence vient peut-être du fait que les Annuaire statistiques, qui constituent la source des données de Turnock, ont ajusté par la suite les prétentions exagérées des discours officiels.

¹⁰ Les fermes collectives (les "coopératives agricoles de production", CAP) arrivèrent à occuper la quasi totalité des terres du secteur coopératif. En effet, durant la deuxième campagne de collectivisation, le régime avait promu aussi la transformation graduelle des formes associatives en des fermes collectives proprement dites (Ionescu, 1964: 297). Ceci fit que, finalement, les associations passèrent de 21% de la terre agricole totale, en 1960, à seulement 0,2% en 1970 (Turnock, 1986: 184).

quelques villages). Par contre, au sud de la capitale du département, la collectivisation se poursuit à grande échelle. Les mesures prises par le régime communiste à l'égard de la paysannerie affectèrent alors les villageois de Buna tout autant que le reste des zones collectivisées.

La redistribution foncière de 1945 se fit seulement en de petites parcelles d'un demi-hectare, et à même l'expropriation des domaines des boyards de la commune voisine de Garofița. Mais, dans le cas de Buna, sans doute symptomatique du caractère contradictoire des politiques du nouveau régime, elle ne bénéficia pas à des paysans pauvres ou moyens, tel que désiré par le régime, mais aussi à des paysans qui furent considérés ultérieurement comme *chiaburi*.

À Buna, la collectivisation démarra assez lentement, car les villageois ne furent pas portés à adhérer trop rapidement et de bon cœur aux politiques du nouveau régime. En fait, le Parti communiste roumain, constitué dès 1921, était absent de la vie politique du village d'avant la guerre, comme ailleurs au pays. Ainsi, les villageois étaient partagés entre les deux grands partis "historiques" de la Grande Roumanie, le Parti national libéral (PNL, *Partidul Național Liberal*) et le Parti national paysan (PNT, *Partidul Național Țărănesc*). Du reste, vers la fin de la période d'entre les deux guerres, certains villageois devinrent des membres du mouvement d'extrême droite roumain, la Légion de l'Archange Michael (*legionari*).

N'ayant pas eu de ferme collective constituée pendant la première campagne de collectivisation, les villageois de Buna commencèrent seulement après 1955 à s'inscrire dans une des associations constituées dans les village voisins (à Garofița ou à Neagu). Paradoxe apparent, les inscriptions semblent avoir été surtout le fait des paysans riches, "des gens qui avaient plus de terre". Ceux-ci essayaient ainsi de se doter d'un bon "dossier" face au nouveau régime.

Les paysans de Buna classifiés comme *chiaburi* faisaient partie de la couche la mieux nantie du village. La majorité semblait, en effet, appartenir à la catégorie de commerçants et de paysans possédant des outillages agricoles. Ainsi, selon le Registre agricole de 1959-1963 du village de Buna, des treize paysans désignés dans ce registre comme *chiaburi*, quatre étaient recensés comme détenant des machines agricoles (en particulier des tracteurs et un moulin), cinq d'entre eux étaient propriétaires de commerces (l'un d'eux détenait aussi un tracteur) et un autre ne possédait rien, mais était fils d'un *chiabur* détenant un tracteur et un commerce.

Une autre partie (les quatre autres paysans) ne possédait pas de commerce ou de tracteur. Ils semblaient donc ne pas avoir eu d'autre "défaut" que celui d'avoir possédé plus de terre que la majorité des paysans, et surtout de s'être laissé prendre dans le jeu des conflits locaux qui opposait une grande partie des villageois aux cadres responsables de la collectivisation (en particulier, autour du refus de s'inscrire dans la coopérative). Au plan agraire, les *chiaburi* et les "paysans moyens" ne se distinguaient pas de manière stricte selon les tailles respectives de leurs propriétés. En effet, en 1959, les propriétés des *chiaburi* variaient entre 1,40 hectares et 7,75 hectares et avaient une moyenne de 4 hectares; tandis qu'il y avait des propriétés "moyennes" qui dépassait en taille les propriétés des *chiaburi*. La "mise en *chiaburie*"¹¹ concernait donc, au village, plus qu'une catégorie précise et limitée. Elle constituait alors un geste avant tout politique qui menaçait une grosse partie des villageois, en particulier une large partie des paysans moyens.

La collectivisation proprement dite (c'est-à-dire celle qui impliquait la constitution de fermes collectives et non seulement de formes de transition qu'étaient les associations) débuta à Buna en 1958, quand neuf paysans s'inscrivirent dans la ferme collective locale nouvellement constituée, la ferme "23 Août"¹². Les premiers qui s'inscrivirent furent, d'après les dires locales, les *chiaburi* et les paysans riches. À la différence de la première vague de collectivisation, où les *chiaburi* se virent interdire l'accès aux fermes collectives, les autorités tenaient désormais à ce que les paysans plus riches s'inscrivissent les premiers, sachant que, dotés d'autorité au village, ils pouvaient constituer une incitation pour l'inscription des autres paysans.

Alors que de nombreuses analyses de la collectivisation roumaine accréditent cette deuxième campagne comme étant, à la différence de la première, une campagne "douce", basée sur le respect général du principe du "libre consentement" des paysans, les témoignages locaux nous tracent un tableau très différent. Ainsi, les autorités locales chargées de la collectivisation contraignirent les paysans à céder non seulement l'ensemble de leur terres, mais aussi tout leur inventaire agricole. Les moyens utilisés pour les "convaincre" furent autant la ruse que la raclée, voir même l'arrestation et l'emprisonnement. Dans le village voisin de Podu, l'opposition ouverte et massive à la collectivisation de la part des villageois se solda même par l'arrivée de l'armée au village et

¹¹ La *chiaburie* est un substantif dérivé de *chiabur* qui désigne "l'état d'être *chiabur*".

¹² Nommée ainsi en honneur de la nouvelle fête nationale imposée par le régime communiste, fête qui célébrait le début de la "libération de la Roumanie du joug nazi par l'Armée rouge".

par des arrestations tout aussi massives. Une partie d'entre eux, hommes et femmes, ne devaient d'ailleurs jamais revenir au village. Après ces arrestations, la collectivisation fut accélérée, pour être achevée à Buna aussi en 1962.

Ainsi, dans les conditions où la coopérative locale confisqua non seulement la terre, mais aussi les outillages agricoles, les animaux de labour, ainsi que tout autre moyen de production entrant dans les activités artisanales locales (la fabrication de la chaux, de la brique et des manteaux en peau de mouton devinrent désormais des activités effectuées dans le cadre de la coopérative), la seule option, au moins sur place, pour les villageois, fut de devenir des membres coopérateurs.

4.1.3. La fin de la collectivisation: le jour où "tout le monde devint semblable"?

Quand la collectivisation fut officiellement déclarée accomplie en 1962, dans les zones collectivisées telles que le sud du département de Dâmbovița, l'agriculture était devenue un "secteur socialiste" et les villageois avaient été transformés de "paysans" en "membres coopérateurs". La collectivisation resta toutefois un processus contradictoire, où les politiques étatiques interagirent avec les pratiques et les représentations locales pour déboucher sur des résultats que le régime n'avait pas envisagés.

Comme nous l'avons vu plus haut, le régime communiste avait voulu réaliser la collectivisation à travers la "lutte des classes". La division des paysans en *chiaburi*, "paysans moyens", "paysans pauvres" et "prolétaires agricoles" était destinée à mettre en opposition la majorité des paysans contre la frange la plus fortunée des *chiaburi*, vus comme "exploiteurs" du reste de la paysannerie. Cette classification et les politiques subséquentes élaborées à partir d'elle constituaient un essai "d'ingénierie sociale", qui trouvait ses sources dans la lecture marxiste classique de la société paysanne. Cette lecture révélait, dans ses grandes lignes, que, sous le capitalisme, la paysannerie tendait à se polariser en deux grandes classes, une classe exploitée et une autre classe d'exploiteurs, et que l'exploitation passait par l'emploi du travail non familial, la possession d'une terre plus grande que la moyenne ou celle d'un tracteur ou d'un commerce.

Mais cette lecture ne correspondait pas du tout aux visions locales du social. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la conception locale de la valeur sociale divisait plutôt la majorité de la paysannerie qui possédait de la terre, d'une frange (mince

dans le cas de Buna) de paysans qui ne disposait pas d'assez (ou pas du tout) de terre leur permettant d'atteindre l'idéal local d'autonomie. Les premiers se considéraient en bloc comme des *oameni gospodari*, c'est-à-dire des gens travailleurs, diligents et dignes de respect. En même temps, ils considéraient ceux qui n'incarnaient pas et n'adhéraient pas à cet idéal, des gens "de rien" (*oameni de nimic*), qui n'arrivaient pas à contrôler leurs destins.

Le terme de *chiabur* n'entrait donc pas dans la conception locale. Il constituait un terme péjoratif qui n'était pas utilisé par les paysans riches eux-mêmes¹³. En effet, les paysans possédants ne se désignaient pas eux-mêmes comme "*chiaburi*". La division que ce terme introduisit à l'intérieur de la paysannerie serait réinterprétée à travers l'expérience concrète des paysans et de leur propres conceptions concernant le monde social.

Nous avons vu que la division entre *chiaburi* et "paysans moyens" était ambiguë et qu'elle avait engendré des glissements qui faisant qu'une catégorie plus large de paysans s'était sentie menacée par les politiques du régime. Et comme cette catégorie était justement celle qui symbolisait l'idéal vers laquelle tendait la majorité des paysans (celui d'une famille riche en terres et autonome), durant le long processus de collectivisation, une grande majorité des paysans s'était vue ainsi attaquée dans ses valeurs fondamentales.

La dernière phase de la collectivisation, en particulier, a été vécue non seulement comme une dépossession des avoirs matériels, mais aussi comme une dépossession qui touchait au fond de la valorisation locale des paysans en tant que *oameni cu rost* ("maîtres de leurs destins"). Ainsi, en signant les "demandes d'adhésion", et en acceptant à céder leurs terres et outils de travail, les villageois ont aussi accepté de se départir des éléments qui leur permettaient d'atteindre l'idéal d'autonomie, et ainsi de symboles de ce qui constituait localement la valeur sociale: la terre et les bêtes de trait. De nombreux villageois qui avaient été classifiés comme *chiaburi* ou comme paysans moyens nous ont témoigné de leur profonde peine à se départir de ces biens, ainsi que du sentiment de totale dépossession qui a accompagné la cession. Pour eux, la collectivisation signifie tout simplement "qu'il nous ont tout pris", que les cadres de la collectivisation "ont ruiné notre vie", et "qu'ils nous ont laissé pauvres, sans rien".

La collectivisation réussit toutefois à aviver les conflits locaux. Mais ces conflits n'opposaient pas, comme le régime l'aurait voulu, la classe de *chiaburi* au reste de la

¹³ Je pense que le terme de *chiabur* était surtout utilisé par les paysans pauvres à l'égard des paysans riches. L'archéologie du terme est toutefois difficile à réaliser à partir d'un terrain ethnographique, car l'utilisation que lui a donné le régime communiste s'est superposé sur les utilisations antérieures. Elle reste alors encore à faire.

paysannerie. La collectivisation a été vécue, en effet, comme une confirmation des divisions locales préexistantes à la collectivisation, celles opposant les paysans possédants et autonomes à ceux qui n'arrivaient pas à atteindre l'idéal d'autonomie.

Ainsi, la collectivisation s'était faite sous la direction des cadres locaux et régionaux, cadres promus par le régime à même les rangs des paysans pauvres ou du prolétariat. Pour les paysans possédants, ceci confirmait une fois de plus, dans un nouveau registre, le manque de valeur sociale de la frange non possédante. Pour eux, "ce sont les pauvres qui nous ont bousculés, les pauvres et les voleurs". Ainsi, associés à des politiques auxquelles les villageois se sont opposés dans leur grande majorité (le système de quotas, la collectivisation), les nouveaux cadres confirmaient encore une fois leur qualité de *oameni de nimic* ("gens de rien").

Finalement, un des résultats de tout le processus de collectivisation fut non seulement de mettre en opposition les paysans les uns contre les autres, mais aussi de mettre l'ensemble des villageois contre les membres de l'appareil bureaucratique du régime. Cette confrontation s'était traduite dans une opposition qui allait traverser toute la période socialiste: celle entre "nous", les gens de bien, et "eux", ceux qui nous attaquent dans notre être social (cet "eux" était constitué par la bureaucratie de l'appareil de Parti et d'État)¹⁴.

En somme, si l'achèvement de la collectivisation constitua pour les villageois le moment "où tout le monde devint semblable", où les anciennes divisions entre paysans possédants et paysans pauvres devinrent inopérantes de par la confiscation de la terre, la prise même de conscience de cette uniformisation constitua une réponse qui essayait de délégitimer ce mécanisme. En effet, les anciennes catégories de distinction sociale, bien que détournées de leur contenu précis (la terre), n'en furent pas moins reprises pour réaffirmer une échelle de valorisation sociale qui n'allait que partiellement dans le sens de la hiérarchisation proposée par le régime. Nous y reviendrons après avoir passé en revue les deux autres grands processus qui touchèrent les campagnes roumaines, soit l'industrialisation et l'urbanisation.

¹⁴ Voir aussi (Kideckel, 1976: 267) et (*id.*, 1988: 404-405).

4.2. *L'industrialisation et l'urbanisation. Impacts économiques sociaux au pays, à Dâmbovița et à Buna*

Bien que la transformation socialiste de l'agriculture ébranla les structures sociales et les modes locaux de production, elle fut suivie d'un processus qui allait bouleverser la vie rurale, et en particulier celle de Buna, encore plus profondément: celui de l'industrialisation.

4.2.1. L'industrialisation et ses conséquences: les nouvelles structures économiques et démographiques du pays

Dès la mise en place du régime communiste, l'industrie fut le secteur sur lequel se concentra l'attention des nouveaux dirigeants. Ainsi, en 1948, l'État nationalisa les entreprises industrielles et de transport, les banques, les compagnies d'assurance et les mines (Ionescu, 1964: 161). Jusqu'en 1950, 1.060 entreprises furent nationalisées, ce qui représentait 90% de capacité productive totale (*ibid.*:162)

Après la "socialisation de l'industrie", le gouvernement adopta deux "plans de reconstruction" qui posèrent, déjà, les grandes orientations du développement économique ultérieur du pays. La visée du gouvernement était, selon la ligne soviétique classique, de transformer la Roumanie d'un pays principalement agricole en un pays industrialisé moderne, dont le secteur fort de l'industrie lourde dynamiserait le développement. Tout au long de la période socialiste, le régime communiste adopta ainsi une politique économique caractérisée par de forts taux de réinvestissement du revenu national, prioritairement dans l'industrie, au détriment de l'agriculture, et dans l'industrie des biens de capital au détriment des biens de consommation. Durant le plan quinquennal 1951-1955, par exemple, l'agriculture reçut seulement 10% des investissements, tandis que 51,4% des investissements allèrent à l'industrie, dont 42,1% à l'industrie des biens de capital et 9,3% à celle des biens de consommation (Ionescu, 1964: 223-224). Par la suite, bien que l'agriculture en reçut davantage, les inégalités par rapport à l'industrie se maintinrent. Durant le plan quinquennal 1955-1960 ainsi, 12,5% des investissements allèrent à l'agriculture, tandis que 56% furent accordés à l'industrie, dont seulement 6% pour les biens de consommation (Ionescu, 1964: 251).

Suite à ces politiques, la Roumanie passa d'un pays où l'agriculture jouait le rôle central dans la production nationale à un pays où l'agriculture n'y jouait plus qu'un rôle

secondaire, la première place étant prise par l'industrie. Durant la période socialiste, la part de l'agriculture dans le PIB baissa ainsi de 53,2% en 1938 (Banque mondiale, 1991), à 14% en 1990 (Lhomel, 1995: 122). La composition de la force de travail se modifia, elle aussi, sensiblement: agricole à 78% et industrielle à 10%, en 1930 (Chiro, 1978: 456), elle devint à 40% agricole et à 42% industrielle, en 1974 (*ibid.*: 473). De fait, entre 1965 et 1982 il y aura une baisse supplémentaire de 45% de la main d'œuvre agricole totale (Damian et Damian, 1984: 182).

La collectivisation et l'industrialisation entraînèrent un mouvement de migration des villages vers les villes, qui déboucha, dès les années 60, sur une recomposition démographique de la population rurale et agricole. Ainsi, dans les conditions où 80% des départs étaient le fait de moins de trente ans et où 62% d'entre eux étaient des hommes, les campagnes et l'agriculture connurent un phénomène de plus en plus accru de féminisation et de vieillissement (Rey, 1975: 52). En effet, l'âge médian de la population rurale ne cessa pas d'augmenter, pour atteindre en 1989 les 56 ans (Kideckel, 1993a). De la même manière, la force de travail agricole connut une féminisation importante: en 1970, 68% des femmes actives étaient employées en agriculture, tandis que seulement 35% des hommes l'étaient (Cernea, 1978:111).

La population rurale resta, en dépit de la forte migration, stable en chiffres absolus, la croissance des villes et zones industrielles se nourrissant de la croissance naturelle de la population, et non pas aux frais d'un dépeuplement des campagnes (Cole, 1981: 78). En effet, seulement 5 à 7% des familles rurales s'engagèrent, durant les années 60, dans une migration en bloc. La grande majorité des familles restèrent donc à la campagne tout en ayant au moins un membre, d'habitude masculin, engagé dans un mouvement migratoire (c'était le cas pour 60 à 70% des familles rurales). Ce mouvement pouvait être permanent - dans le cas des jeunes surtout -, ou temporaire - pour les adultes -. Dans le cas des villages près des zones d'emploi industriel, la mobilité était même journalière: c'était le cas des *navetiști*, qui étaient surtout des chefs de familles (Cernea, 1978: 110).

Les politiques d'industrialisation de l'État socialiste n'ont donc pas produit seulement des migrations permanentes village-ville. Elles ont également engendré le phénomène nouveau des *navetiști*. Travailleurs domiciliés à la campagne, ils faisaient chaque jour l'aller-retour vers leur lieu de travail situé en ville ou dans un centre industriel. Ce phénomène était en effet le résultat direct des politiques étatiques axées sur le

développement des infrastructures en matière de transport¹⁵, et sur une urbanisation "moyenne" et équilibrée orientée vers la création d'un réseau de petites villes industrielles (Chirot, 1978: 473; Sampson, 1984).

Le phénomène des *navetiști* était aussi le résultat de l'impact différencié sur le plan régional des politiques d'industrialisation. En fait, l'industrialisation socialiste de la Roumanie n'a pas été uniformément répartie sur le territoire national: elle a plutôt suivi un axe nord-ouest/sud-est. Vieille route de passage entre l'Occident et le Byzance, cet axe reprenait l'ancienne scission entre zones de collines développées et zones de plaine sous-développées (Rey, 1975: 86). "La modernisation socialiste décroissait ainsi avec l'altitude": plaine, collines et montagnes restèrent trois milieux ruraux distincts (*ibid.*: 45). Le phénomène des *navetiști* concernait précisément ces départements plus développés des collines et montagnes, qui se situaient le long de l'arche des Carpates depuis le Danube (à l'ouest) jusque en Moldavie (au nord)¹⁶ (Chirot, 1978: 476).

4.2.2. L'industrialisation et l'urbanisation de Dâmbovița. Buna devient un village de *navetiști*

Dans le département de Dâmbovița, l'industrialisation débuta dans les années 60, mais prit son essor surtout dans la décennie suivante (70). Ainsi, le nombre d'entreprises "républicaines"¹⁷, qui étaient aussi les plus importantes, passa de 12 en 1968 à 26 en 1979. Les investissements se dirigèrent ici aussi, comme dans l'ensemble du pays, vers l'industrie lourde (Ristache et Chiru, 1980: 93). De 1968 à 1979, plusieurs usines furent ainsi mises en fonction: les tours "SARO Târgoviște" (1972); "l'entreprise d'outillage chimique, Găești" (1969), l'usine de matériel électroménager de Găești (1971); "l'entreprise d'ampoules électriques Romlux Târgoviște" (1972); le "combinat d'aciers spéciaux, Târgoviște" (1973). L'industrie de fabrication de machinerie d'un côté, et l'industrie de travail du métal, et la

¹⁵ Le réseau de service par autobus s'est accru, entre 1948 et 1968, de 10 000 km à 40 000 km de lignes, permettant ainsi le désenclavement des villages (Rey, 1975: 38).

¹⁶ Ce développement différentiel des zones de collines et montagnes, d'un côté, et les zones de plaine, d'un autre côté, est dû tant aux facteurs historiques (les premières zones étaient historiquement plus développées que les secondes), qu'à la concentration des ressources naturelles à la proximité de l'arche des Carpates.

¹⁷ Les entreprises socialistes étaient classifiées, selon leur importance, en "républicaines", "départementales" et "locales".

métallurgie non ferreuse d'un autre côté constituaient à la fin des années 70 les secteurs les plus importants de l'industrie du département. En 1979, elles réalisaient 47% et 19%, respectivement, de la production industrielle du département, et employaient 51% et 8%, respectivement, du personnel ouvrier industriel du département (Ristache et Chiru, 1980: 95).

Le développement industriel de Dâmbovița fut toutefois plus tardif et moins important que celui des départements voisins (Brașov, Prahova, Argeș), départements qui constituaient, avec la capitale, la zone la plus développée de la Roumanie pendant l'ère socialiste. Dâmbovița continua ainsi de rester un îlot moins développé que les régions voisines (Turnock, 1986: 191-196). En effet, en dépit de l'important développement industriel des années 70, Dâmbovița ne réussit pas à s'élever de beaucoup dans la hiérarchie des départements du pays: son rang, du point de vue de la production industrielle, passa seulement du 21^{ème} (sur 40), en 1968, à 18^{ème}, en 1979 (Ristache et Chiru, 1980: 94).

Cependant, si l'industrialisation de Dâmbovița ne réussit pas à sortir le département de son sous-développement relatif, elle engendra incontestablement un changement d'envergure dans la vie de ses habitants. Ainsi, traduisant l'inclusion croissante des habitants du département dans le système étatique d'emploi, le nombre des "salariés" (qui englobait, à l'époque, l'ensemble de la population active sauf les membres coopérateurs, les producteurs agricoles individuels et les artisans) passa de 56.000 en 1960 (ou 162 salariés pour mille habitants) à 90.000 en 1970 (ou 202 salariés pour mille habitants) (Anon., 1971). Ceci se réalisa aux frais d'une diminution de la population active occupée en agriculture, et particulièrement de celle, majoritaire, des "paysans" (qui incluait les membres coopérateurs et les producteurs agricoles individuels). Ainsi, la population occupée en agriculture connut une baisse continue tout au long de la période socialiste. Son poids dans la population active totale du département diminua de 62%, en 1965, à 26,4%, en 1979. L'augmentation correspondante de la population occupée dans les secteurs non agricoles se fit principalement grâce à l'accroissement de la force de travail de l'industrie et des constructions: celle-ci atteignait, en 1979, 53% de la population active totale du département (Ristache et Chiru, 1980: 64, 65).

Cet accroissement de la population ouvrière fut accompagné par le développement des transports: plusieurs chemins furent asphaltés et un système de "navette" fut mis en place afin de relier villages et centres industriels, et ainsi amener la main d'œuvre aux lieux

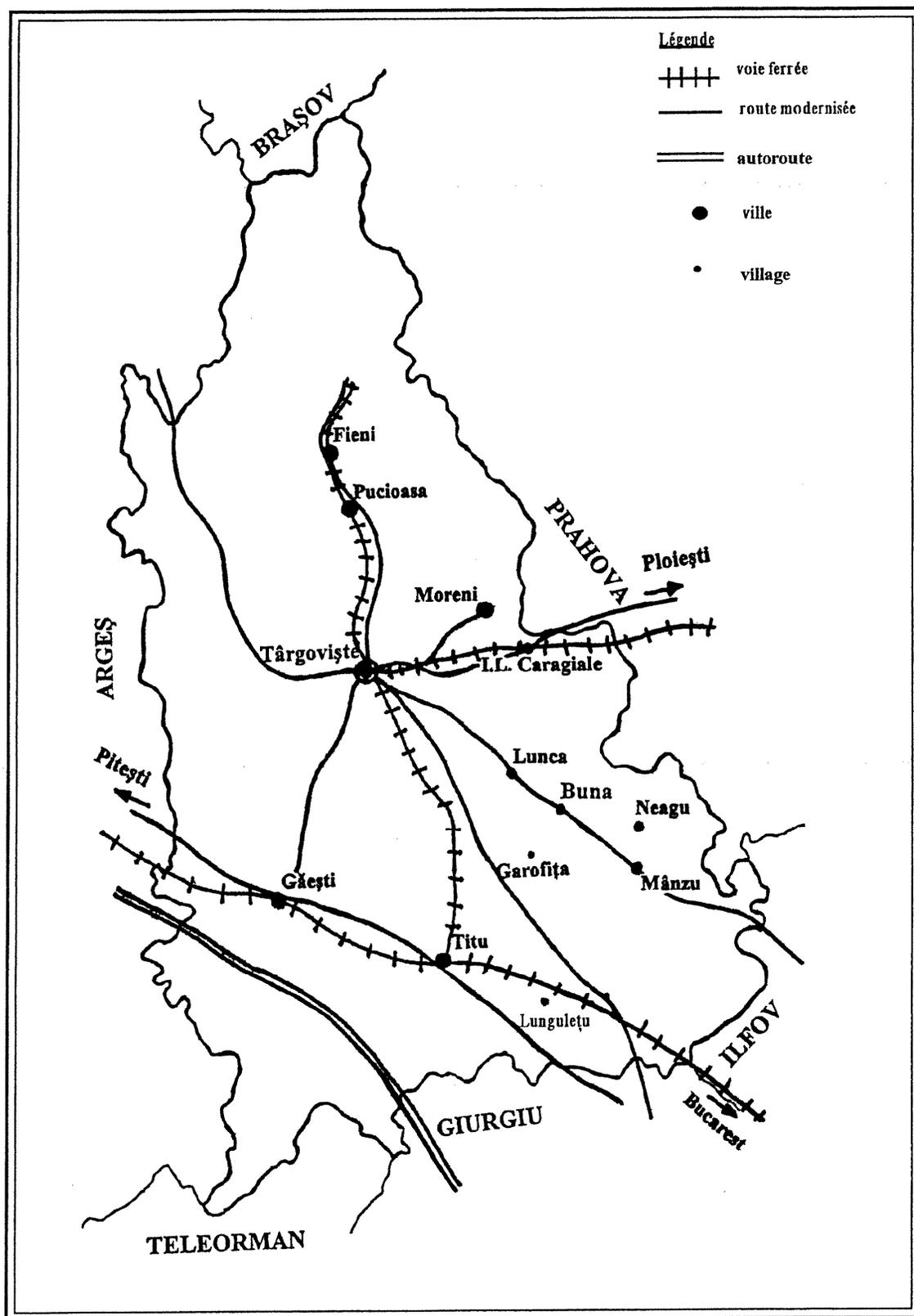
de travail¹⁸. En même temps, l'urbanisation du département se poursuivit, à travers non seulement l'accroissement de la population de Târgoviște, le chef-lieu, mais aussi à travers le développement de plusieurs petites villes (voir carte 11, page 131). Au demeurant, en même temps que la population totale du département augmentait, la population urbaine passa de 25% du total, en 1956, à 30%, en 1966, et finalement à 38%, en 1979 (Ristache et Chiru, 1980: 68).

Dès la première décennie du nouveau régime, de nombreux paysans commencèrent à quitter l'agriculture, et parfois même leurs villages, pour aller travailler dans l'industrie. Amorcé dès les années 50, le mouvement vers l'industrie et les villes ne prit toutefois son essor qu'après l'achèvement de la collectivisation, et surtout pendant les années 70, quand les industries du département offraient un débouché plus considérable pour la population active croissante du département.

Les villageois de Buna ne firent pas exception à ce mouvement. Une partie de la force de travail locale, surtout masculine et jeune, prit ainsi le chemin des villes environnantes (Târgoviște, Bucarest, Ploiești, Moreni) et quitta le village de façon permanente. Toutefois, Buna ne devint pas pour autant un de ces villages désertés par leurs jeunes, et qui connurent pendant le socialisme une perte démographique (comme par exemple les villages de la commune voisine de Garofița). Son emplacement sur la route départementale unissant Târgoviște et Bucarest lui permit, en fait, de garder sur place une grande partie de sa force de travail, et en particulier celle des jeunes et des hommes, (ceux qui étaient souvent les premiers à être entraînés dans des mouvements de migration rural-urbain).

En effet, à la fin des années 60, le chemin qui reliait Buna à Târgoviște fut asphalté, suivi, peu de temps après, par celui qui reliait Buna à Bucarest. Le développement du transport public permit ainsi à sa population engagée dans l'industrie et les constructions de garder la résidence villageoise tout en travaillant à l'extérieur du village. À partir du milieu des années 70, Buna devint ainsi un village contenant une importante population de *navetiști*, c'est-à-dire d'ouvriers qui faisaient la navette (*navetă*) à chaque jour entre leur village et les villes industrielles.

¹⁸ Le régime communiste roumain avait, comme d'autres régimes communistes de l'Est, une politique de développement uniforme des régions. Celle-ci se traduisait non pas tant par le développement des zones rurales que par une tentative de limiter le développement de grandes villes. La navette (*naveta*) (système de transport quotidien entre la ville et la campagne) constituait ainsi un des moyens mis en place pour essayer de tenir la force de travail dans les villages d'origine (Sampson, 1984).



Carte 11. Le département de Dâmbovița et son développement après 1945.

Ainsi, si au début des années 60 il y avait, dans le village de Buna, seulement 187 personnes engagées dans l'industrie et la construction (dont 66 temporaires), à la fin des années 1980 leur nombre se multiplia par plus que deux pour s'élever à 455¹⁹. Dans leur grande majorité ils étaient des hommes (415 sur 455), et étaient des employés permanents des entreprises industrielles et de construction de Târgoviște, I.L. Caragiale ou Doicești²⁰.

En même temps, l'agriculture resta l'activité principale d'une grande majorité des villageois. Ainsi, à la fin des années 80, sur une population active de 1614 personnes, 979 étaient employés en agriculture. Plus particulièrement, la ferme coopérative locale continuait, même durant cette période, de garder son importance dans la vie d'une large couche de la population. À cette époque, il y avait 863 membres coopérateurs, ce qui représentait plus de moitié de la population active. Ces membres étaient majoritairement des femmes (680 sur 836), et, probablement, plus âgés que les employés industriels. Ainsi, la force de travail de la CAP de Buna connut les mêmes phénomènes de féminisation et de vieillissement de la force de travail que les autres fermes collectives du pays et que les régions rurales dans leur ensemble.

Ce phénomène résultait de la stratégie adoptée par un grand nombre des maisonnées du villages. Celles-ci envoyaient un de leur membre, d'habitude mâle et jeune, pour travailler dans l'industrie, mais gardaient les femmes et les personnes âgées (les parents vivant avec le couple plus jeune) en tant que membres de la coopérative locale. Cette stratégie permettait la diversification des ressources possibles (salaires, rémunération de la CAP, lot personnel) à travers l'exploration des avenues offertes par la nouvelle structure économique. Elle a été déjà observée dans d'autres villages où le phénomène de la navette était devenu important pendant le socialisme (Cole, 1984).

La collectivisation et l'industrialisation engendrèrent ainsi la modification de la carte sociale du village, de leur définition identitaire et du champ de leurs réseaux de relations. Vers le milieu des années 70, une nouvelle configuration sociale des groupes et réseaux se mit ainsi en place. À ceci contribua aussi le fait que l'industrialisation et l'urbanisation débouchèrent sur de nouveaux modes de consommation, ainsi que sur un réaménagement de l'échelle de valeurs des villageois.

¹⁹ J'ai pris en considération ici seulement le personnel ouvrier non qualifié, excluant le personnel administratif et les occupants des postes de direction employés dans le secteur de l'industrie et de la construction.

²⁰ Les données recueillies des registres agricoles de la commune de Buna de 1959-63 et de 1986-90.

4.2.3. La nouvelle structure sociale

La mise en place de l'économie socialiste suite à la socialisation des moyens de production, ne déboucha pas toutefois sur la société "égalitaire" que le régime se vantait d'avoir atteinte. En effet, bien que la propriété privée des moyens de production fut abolie, l'appropriation étatique de ces moyens, et le contrôle que les membres de l'appareil de Parti et d'État exerçaient sur ces moyens au nom du "peuple", introduisirent de nouvelles inégalités dans la société.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, dans la pratique, la société instaurée par le régime communiste était divisée de façon inégalitaire entre une couche supérieure de "planificateurs" (ou "cadres", soit ceux qui occupaient les postes de décision dans les appareils, ou bureaucraties, de Parti et d'État) et une couche de "producteurs directs" (membres coopérateurs et "salariés" qui devaient mettre en pratique les décisions des premiers). Les premiers contrôlaient les moyens de production, et s'approprièrent de par cela les ressources de la société, qu'ils redistribuaient, par la suite, au reste de la société. Le principe fondamental de légitimation de cette appropriation était la "redistribution rationnelle", et voulait que le développement de l'économie ne peut être rationnel et bénéfique pour la société que dans la mesure où il est dirigé de façon rationnelle à travers un plan. D'où l'importance de la planification et de la gestion centrale des ressources, effectuées par un groupe restreint et "compétent", pour tout le peuple.

En Roumanie, cette division fondamentale engloba, et cela durant toute la période qui suivit l'achèvement de la collectivisation, l'ensemble de la société. En effet, la presque totalité de la population active du pays était encadrée en tant qu'employé dans les unités économiques, étatiques ou coopératives, du secteur socialiste de l'économie²¹. Ainsi, dès la fin de l'adolescence, et au plus tard à l'âge de la majorité (18 ans), toute personne était censée aller travailler dans une des unités économiques du système socialiste. Les quelques exceptions à la règle (les étudiants des institutions d'enseignement post secondaire et les "femmes au foyer") ne concernaient qu'une mince frange de la population adulte et ne réussissaient pas à déboucher sur de véritables voies alternatives au système officiel d'emploi. Dans un régime socialiste, devenir adulte équivalait ainsi à devenir employé de ce système.

²¹ En effet, durant la période socialiste, le secteur "non socialiste", le secteur des artisans "à leur compte" et des petits propriétaires de terres était réduit et marginalisé.

Les villageois de Buna ne faisaient pas exception. Ainsi par exemple, à la fin des années 80, la population adulte était majoritairement employée. Elle était composée de salariés²² d'unités d'État (agricoles, industrielles ou de services), de membres coopérateurs de la CAP locale, et de membres ou employés des unités coopératives d'artisanat ou de commerce. Le reste de la population adulte était partagé entre une large couche de retraités (149), et une mince couche d'étudiants post secondaires (8) et de "femmes au foyer" (45).

Ainsi, la grande majorité de la population active de Buna était ainsi constituée d'employés de l'économie socialiste (97%). Elle était aussi composée, en presque totalité, de "producteurs directs" (91% des employés), les "cadres" ne constituant qu'une mince partie de la population active.

Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur un autre développement qui allait, en parallèle avec l'industrialisation, changer profondément les modes locaux d'identification, ainsi que les chemins de l'action économique: la mise en place du "socialisme de consommation".

4.3. Le "socialisme de consommation" et la valeur sociale à Buna (1960-1980)

Après la mort de Staline en 1953, le vent de la "réforme" commença à souffler à l'Est, et les pays de la région, Roumanie incluse, commencèrent à sortir un à un de l'ère de la dure répression stalinienne qui avait marqué la première phase de "construction du socialisme". C'est ainsi que, dans les années 60, ayant achevé la socialisation des moyens de production et la transformation de la structure de classe de la société, la principale cible de la stratégie de développement du régime devint la "création des fondations matérielles, sociales et culturelles pour la future construction d'une société communiste sans classes", la construction d'une "société socialiste multilatéralement développée".

Concrètement, ceci impliquait que, désormais, le régime s'attaquerait aussi (tout en ne négligeant pas, bien entendu son objectif de développement de l'industrie lourde) au développement de la production locale des biens de consommation, ainsi qu'au

²² Je reprends ici l'acception locale du terme de "salarié" (*salariat*). Elle désigne tous ceux qui reçoivent un salaire mensuel régulier, ce qui correspondait, durant la période socialiste, à l'ensemble des employés de l'économie étatique. Ainsi, les membres coopérateurs travaillaient à la CAP et recevaient une rétribution, mais ils ne recevaient pas de salaire dans le sens local du terme. Ils ne font pas partie, par conséquent, du groupe des "salariés".

développement du "bien-être" de sa population. En d'autres termes, tel que le proclamait la Constitution du pays de l'époque,

"Dans la République Socialiste Roumaine, toute l'activité d'État a pour objectif le développement du régime et l'épanouissement de la nation socialiste, la montée constante du bien-être matériel et culturel du peuple, la garantie de la liberté et de la dignité de l'homme, l'affirmation multilatérale de la personnalité humaine" (Dobrescu et Blaga, 1973: 195).

C'est ainsi que, vers le milieu des années 60, la Roumanie connut elle aussi le développement d'une sorte de "société de consommation" à la socialiste (Kideckel, 1983).

La mise en place de cette société de consommation présupposait, bien sûr, le développement d'une large infrastructure au niveau du pays. Cette dernière a compris non seulement, comme nous l'avons vu, la constructions de routes et le développement d'un système de transport public, mais aussi la grande tâche de tout régime socialiste après les soviets, l'électrification des villages. Ainsi, dès 1945, le PCR adopta, en tant qu'objectif majeur de sa politique, la réalisation de l'électrification nationale. La production d'électricité par tête d'habitant s'accrût ainsi de 129,5 kwh, en 1950, à 415,7 kwh en 1960, et à 1.732,5, en 1970 (Turnock, 1974: 245); puis, vers 1975, l'électrification des villages fut carrément achevée (*ibid.*: 252).

En même temps, l'État prit en charge une partie importante de la construction de logements (sous la forme d'appartements dans des blocs socialistes²³). On mit ces logements à la disposition des employés du secteur industriel et des habitants des villes, le plus souvent en régime de location à très bas prix. Du reste, des économistes roumains estimaient qu'en 1970 un tiers de la population du pays était logé dans des appartements nouveaux, construits après 1955 (Dobrescu et Blaga, 1973: 208)²⁴.

Par ailleurs, certaines des anciennes barrières à la possession personnelle de biens furent abolies. Ainsi, dès décembre 1954, le rationnement des principaux biens de consommation fut aboli (Ionescu, 1964: 234), et, en 1967, la construction des maisons en propriété privée fut de nouveau permise (Georgescu, 1991: 251). En effet, durant cette phase de "maturation du socialisme" le discours officiel du régime se déplaça d'un discours qui mettait l'accent sur le "sacrifice" et la "lutte" nécessaires à la construction du socialisme, à un discours qui encourageait le consumérisme (Kideckel, 1983: 407).

²³ Les bloc d'appartement socialistes sont des grandes conciergeries du type des HLM français.

²⁴ En 1970 il y avait plus de deux millions de nouvelles habitations que l'État avait construit à l'usage de la population depuis 1950 (Dobrescu et Blaga, 1973: 207).

En même temps, l'État mit aussi sur pied un nouveau réseau de distribution des biens de consommation. Dans les villes, les magasins à propriété d'État prédominaient, tandis que dans les campagnes les magasins appartenaient généralement à la "Coopérative de vente de biens et services". En 1970, il y avait ainsi quelque 60.200 unités commerciales toutes catégories employant 430.000 salariés (Rey, 1975: 55). Grâce à l'accroissement de la population, et en particulier de la population urbaine, ainsi qu'à l'intégration croissante de la population roumaine dans le marché, de 1956 à 1970, les ventes d'aliments, ainsi que d'autres biens, s'accrurent considérablement²⁵. Les campagnes restèrent toutefois moins intégrées (du moins de manière directe) que les villes. En effet, en dépit du fait que le nombre des unités coopératives (qui prévalaient dans les villages) équivalait à celui des unités d'État (qui prévalaient dans les villes), la proportion des ventes à partir des coopératives était nettement plus basse que celles réalisées par les magasins étatiques (en 1970 les premières n'assuraient que 32,8% de la valeur totale des ventes).

Toutefois, de nouveaux biens et modes de consommation firent leur apparition dans les villes et villages roumains. Nous verrons en ce qui suit en quoi a consisté ce changement des modes de consommation dans les campagnes roumaines, à travers le cas de Buna.

4.3.1. La consommation à Buna:

4.3.1.1. avant la collectivisation

Jusqu'à ce que "les communistes s'installent" (c'est-à-dire, pour les villageois, vers la fin des années 50, au moment de la collectivisation), la situation à Buna resta assez traditionnelle. Les chemins étaient en pileux état: ça prenait quatre heures pour faire le trajet de Buna à Bucarest en camion (qui servait pour le transport public), et les chemins étaient pleins de boue. Les villageois qui allaient à Bucarest avec leurs charrettes (surtout pour vendre de la chaux), se rappellent que "vers le milieu du chemin, en traversant une forêt, la boue était tellement profonde qu'il fallait quatre chevaux pour faire passer la charrette".

En fait, bien que le régime entreprit de changer les modes d'identification et de consommation dans l'ensemble du pays, à Buna, et généralement dans les campagnes, ces

²⁵ 75% pour le pain; 100% pâtes alimentaires; 110% pommes de terre; 120% viande et volaille; 214% produits carnés; 165% poisson frais; 200% huile comestible; 388% lait; 250% fromages (Dobrescu et Blaga, 1973: 207)

modes d'identification et de consommation ne changèrent qu'après que la collectivisation et l'industrialisation aient transformé les "paysans" en paysans-ouvriers. Ainsi, avant la collectivisation, "la terre prenait tout", car, même après l'avènement du régime communiste, les villageois continuèrent de s'adonner, de manière principale, à une agriculture céréalière peu performante (qui restait aussi centrée sur le maïs et, en moindre mesure, le blé). La consommation était restreinte et les chefs d'exploitation préféraient investir leurs surplus monétaires pour l'achat soit de plus de terre, soit d'autres éléments requis par le développement de l'exploitation agricole (bétail, outils).

Ainsi par exemple, bien que la première maison à deux étages fut construite, au village, en 1945 (par un *chiabur*), elle resta la seule maison de ce genre durant une vingtaine d'années. La grande majorité des maisons villageoises continuèrent ainsi d'être les maisons en terre à une ou deux pièces multifonctionnelles. Et bien que, vers les années 50, les villageois achetaient la plupart de leurs vêtements (plutôt que les tisser et les coudre à la maison), ces achats étaient peu nombreux. On portait les vêtements durant de longues périodes, et hors des habits de dimanche (pour l'église et pour la *hora*²⁶), "les chemises et les pantalons étaient tout rapiécés". Comme me le racontait un villageois, "ma femme portait la robe à l'envers toute la semaine. Et la fin de la semaine, elle la retournait à l'endroit, pour apparaître, elle aussi, avec quelque chose de changé".

Les villageois élevaient des cochons, du bétail et de la volaille, mais la consommation de viande était restreinte, car on consommait seulement une partie des animaux abattus (quelques kilos de porc et de bœuf, et une dizaine de volailles par année). Le reste était vendu sur le marché contre de l'argent, ou encore gardé pour la reproduction. De plus, la consommation de viande et de produits animaliers était aussi restreinte par le respect de trois ou quatre jeûnes (lundi, mercredi, vendredi) par semaine, et des périodes de Carême et d'Avent. La viande de porc était ainsi mangée en abondance seulement après le sacrifice du porc de la *gospodărie* qui suivait l'Avent.

Les repas étaient surtout à base de la *mămăligă* (un bouilli de semoule de maïs), de saindoux (*untură*) et de quelques rares légumes qui servaient à rallonger des sauces ou des soupes (*ciorbă*). Un repas emblématique de cette période était, par exemple, le *pâsat*, un véritable mets concocté à partir de la semoule de maïs et de saindoux.

²⁶ La *hora* est une danse en cercle spécifique de la Roumanie. Le terme est arrivé à désigner aussi l'événement social autour de la danse. Celui-ci prenait place d'habitude les dimanches, dans une des deux tavernes du village.

La dominance de *mămăligă* allait avec le caractère prestigieux du pain. Ce dernier était cuit à la maison, dans un four spécial, une fois par semaine ou par mois. L'événement était marqué par une sortie ostentatoire à la porte de la cour avec le panier de pain, ce qui permettait aux voisines de voir que la *gospodărie* pouvait se permettre de manger du pain.

Le manque de sophistication des repas allait de pair avec le manque de spécialisation des pièces de la maison. Ainsi, les repas étaient pris en commun sur une petite table ronde en bois qui était "renversée" (*răsturnată*, c'est-à-dire "mise à l'horizontale") de son coin lors de chaque repas dans la cuisine (qui pouvait aussi servir de chambre à coucher). Tous les membres de la *gospodărie* (sauf la mère, qui servait le repas et mangeait parfois avant ou après que les autres aient mangé) se mettaient sur de petites chaises autour de la table et pigeaient, avec leurs cuillères en bois, dans le bol en terre cuite qui se trouvait au milieu de la table (*strachină*). Le bol contenait généralement la soupe ou la sauce qui se mangeait avec des morceaux de *mămăligă*.

4.3.1.2. . . . et après

En 1969 l'électrification de Buna fut achevée, et, avec l'électrification, les maisons des villageois furent non seulement branchées à la lumière électrique, mais connurent aussi la possibilité d'y brancher de nouveaux appareils.

Vers la même époque, le village connut aussi la transformation totale de ses structures de circulation des biens de consommation. En effet, les quelques magasins privés du village furent remplacés par des magasins socialistes appartenant au réseau de distribution de la "coopérative de vente de biens et services", qui desservait désormais les campagnes roumaines. À Buna, il y avait ainsi deux magasins d'alimentation, ayant leur siège dans d'ex-magasins privés, de même qu'un "magasin général" (*magazin universal*) dans un nouveau local, commerce qui comprenait des sections de quincaillerie, de mercerie et de chaussures, ainsi qu'un "buffet" servant de la boisson sur place et à emporter.

Parallèlement, après que la route unissant Târgoviște avec Bucarest et passant par Buna fut asphaltée en 1970, les villageois furent connectés aussi aux marchés urbains de ces deux villes. Avec la route et les voyages requis par la navette, les villageois prirent de plus en plus contact avec le monde urbain. Si auparavant les villageois allaient rarement à Târgoviște ou à Bucarest (une vieille villageoise disait même être allée, pendant sa vie, seulement deux fois à Bucarest), désormais autant les *navetiști* que les villageois travaillant

à la coopérative ou dans les autres unités agricoles avoisinantes allèrent fréquemment faire des achats dans la ville.

Mais, ce qui est plus important encore, les modes de consommation se modifièrent au village suite à l'intégration d'une partie des villageois dans le secteur industriel étatique. En effet, en ayant accès à l'emploi industriel (appelé localement *servici*, "boulot", ou plus précisément emploi permanent dans une entreprise étatique), les *navetiști* du village ont eu accès à des revenus monétaires plus élevés, qu'ils ont investi dans les nouveaux biens de consommation disponibles sur le marché.

4.3.2. Les nouveaux biens et modes de consommation:

4.3.2.1. nouvelles différenciations . . .

Dans un premier temps, le fait que l'intégration des villageois au marché des biens de consommation se fit en parallèle avec leur intégration à l'emploi industriel entraîna une différenciation entre ceux qui avaient un *servici* et ceux qui n'en avaient pas (c'est-à-dire les membres coopérateurs). Cette différenciation se joua désormais non plus sur le plan de l'accumulation de la terre, mais sur le plan de la consommation de marchandises achetées sur le marché. Comme me le disait une villageoise, "[après la collectivisation] tous ceux qui ont eu *servici* ont pensé à se payer un peu de luxe". Ou, autrement dit, ils ont commencé à accumuler des biens à un niveau qui, jusque là, était réservé à l'élite intellectuelle du village (incluant le prêtre, les enseignants, le maire et le notaire). Ce sont les villageois qui avaient un *servici*, les *navetiști*, qui introduisirent alors de nouveaux biens et modes de consommation au village, et qui, ainsi, commencèrent à se distinguer des autres villageois.

À titre d'exemple, les *navetiști* se mirent à acheter avec une plus grande fréquence des vêtements pour eux-mêmes et pour les membres de leurs *gospodării*. Un villageois *navetist* me racontait ainsi son passage du statut de "paysan" à celui d'homme au *servici*: "J'ai porté des vêtements rapiécés, quand j'étais petit. Mais, après que j'ai eu le *servici*, je n'en ai plus porté. Après que j'ai eu le *servici* je me suis permis de m'acheter une chemise, et, quand elle s'usait, de m'en acheter une autre". Le vêtement semble avoir joué un rôle important permettant aux *navetiști* de se distinguer des autres villageois, qui travaillaient encore à la coopérative:

"Moi, j'avais une chemise qui n'était pas usée au col, mais celui qui n'avait pas de *servici* avait la chemise rongée au col ou le col tourné à l'envers. C'est comme ça

qu'on faisait la différence entre ceux qui travaillaient [dans un emploi permanent, un *servici*] et ceux qui ne travaillaient pas!"

Par ailleurs, les *navetiști* furent aussi ceux qui commencèrent en premier à acheter des biens durables encore méconnus au village (tels que la radio et le téléviseur familiaux²⁷, des réfrigérateurs et des cuisinières à gaz), ou qui, jusqu'alors, étaient réservés à l'élite locale (meubles, tapis "persans", couvertures).

Ce fut aussi, en grande partie, grâce aux *navetiști* que le pain acheté dans les boulangeries commença à faire son entrée dans le village. Encore une fois, les nouvelles différenciations entre *navetiști* et membres coopérateurs se reflétèrent dans la consommation. Ceux qui avaient un *servici* pouvaient se permettre d'acheter du pain de la ville où ils travaillaient, car ils disposaient de revenus monétaires et avaient aussi un accès quotidien aux magasins qui vendaient du pain. Ceux qui étaient restés travailler en tant que membres coopérateurs dans la coopérative locale avaient, par contre, moins de ressources pour acheter quotidiennement du pain, ainsi qu'un accès limité aux produits alimentaires. En effet, bien que la coopérative ait construit une boulangerie au village, celle-ci ne faisaient du pain qu'en des quantités modestes, seulement deux ou trois fois par semaine.

Aussi, ce sont les *navetiști* qui commencèrent à utiliser l'huile végétale plutôt que le saindoux, pour la cuisson. En outre, ils introduisirent de nouveaux condiments - les sachets de soupe en poudre "Delicat" ou "Vegeta" utilisées pour assaisonner les repas; de nouvelles manières de préparer des repas - telles la grillade; ou de nouvelles recettes - entre autres la fameuse "salade de bœuf" (*salată de bœuf*)²⁸.

Les *navetiști* furent également à l'origine sinon de l'introduction du moins de la généralisation de la consommation d'une autre denrée, cette fois-ci exotique: le café. Si au début c'étaient seulement les "intellectuels" du village qui le buvaient (le prêtre, les médecins, les enseignants), à partir les années 70, la consommation du café se répandit parmi les *gospodării* villageoises qui avaient accès au *servici*. En effet, le café devint une boisson liée à la socialisation dans les lieux de travail, et qui, après avoir conquis les ministères, écoles ou autres lieux de travail des cols blancs, envahit les usines et les

²⁷ C'est-à-dire plutôt que les appareils collectifs qui avaient prévalu lors de leur introduction.

²⁸ La "salade de bœuf" se répandit avec rapidité partout en Roumanie et diversifia, avec d'autres mets plus sophistiqués, le repas assez monotone des couches populaires. Elle devint un mets marquant les occasions sociales (grandes fêtes religieuses ou familiales), ainsi que le statut de ceux qui la consomment et l'offrent lors des repas festifs. Elle comprend un mélange de pommes de terre, carottes et morceaux de bœuf bouillis, des cornichons et des poivrons marinés. Le tout est coupé en petits cubes et mélangé avec de la mayonnaise. Une variante plus "pauvre" et appelée parfois "salade russe" élimine les morceaux de bœuf.

chantiers, et atteignit non seulement les bureaux des directeurs, chefs et personnel administratif, mais aussi les hangars des ouvriers.

De plus, en essayant d'imiter les couches aisées d'avant la guerre ainsi que les nouveaux modes de consommation urbains, les *navetiști* commencèrent à offrir le café pendant les visites des parents et des amis (le matin et l'après-midi), et aux occasions festives telles les repas de Noël ou les fêtes de noces. En fait, de manière plus générale, les nouvelles différences de statuts en vinrent à être marquées, entre autres, par la nourriture et les boissons servies aux visiteurs. Les boissons achetées sur le marché (café, jus et bière) devinrent des biens de prestige qui marquèrent l'hospitalité, à côté de la traditionnelle *țuică*²⁹ (qui désormais pouvait elle-même être achetée sur le marché).

Par ailleurs, les repas commencèrent aussi à s'individualiser, suivant le nouveau mode de vie des *navetiști*. En fait, comme les *navetiști* mangeaient une partie de leurs repas à l'usine (à la cantine de l'usine ou de leur propre sac), les différents membres de leurs *gospodării* ne prenaient plus la plupart de leurs repas ensemble. Dans les *gospodării* de *navetiști*, les repas familiaux ne furent plus qu'une affaire des repas du dimanche (si, bien entendu, le *papa navetist* ne travaillait pas ce jour là).

La manière même de prendre les repas communs changea. Les *navetiști* commencèrent ainsi les premiers à passer graduellement de la cuillère à bois à la coutellerie en métal (aluminium, étain et, par la suite, acier inoxydable), des *străchini* (bols en terre cuite faits par les artisans locaux et achetés dans les foires villageoises) aux assiettes en porcelaine produites industriellement et achetées sur le marché socialiste, d'un seul contenant commun à plusieurs contenants individuels. Ce faisant, ils commencèrent à vouloir "mieux vivre" et à imiter les intellectuels du village. D'abord, en réservant les repas à contenants individuels aux invités, par la suite, en s'y adonnant de plus en plus eux-mêmes.

4.3.2.2. généralisation,

Ces premières différenciations entre *navetiști* et membres coopérateurs sur le plan de la consommation furent toutefois en partie estompées, par la suite, à travers l'entrée de plus en plus massive des villageois dans l'emploi industriel, mais aussi par l'effet d'entraînement et de diffusion des modes de consommation. Qui plus est, une grande

²⁹ *Țuică* est l'eau-de-vie roumaine. Elle est faite traditionnellement de prunes, mais elle peut aussi être faite d'autres fruits, tels des abricots par exemple.

majorité des *gospodării* villageoises, bien que comprenant presque toutes des membres coopérateurs, incluait aussi des *navetiști* ou encore avaient des enfants établis en ville qui eux avaient un *servici*. Ainsi, de par la composition locale des *gospodării* (qui était souvent mixte, *navetiști*-coopérateurs), ou de par les liens, toujours forts durant le socialisme, entre les branches rurales et les branches urbaines d'une famille étendue, une majorité de *gospodării* villageoises arrivait soit à disposer des revenus nécessaires à l'acquisition des biens de consommation sur les marchés, soit à se procurer ces biens à travers des échanges avec leurs parents citadins.

Ainsi, le pain arriva petit à petit à remplacer la *mămăligă* sur les tables des villageois. En fait, dans les années 60, les villageois achetèrent surtout du pain noir, moins prestigieux que le pain blanc, mais aussi moins cher. Celui-ci habitua progressivement le village à la consommation régulière de pain, tandis que vers les années 70 le pain blanc commença, lui aussi, à s'y répandre. Vers la fin des années 80, la majorité des *gospodării* villageoises consommait quotidiennement du pain blanc, considéré comme le plus prestigieux. De la même manière, l'huile végétale (tournesol, colza) fut incorporée à la consommation alimentaire à côté du saindoux (*untură*), bien que ce dernier continua d'être utilisé (pour la cuisson et sur des tartines) par les villageois (tandis que de nombreux citadins en avaient abandonné la consommation). Enfin, on mangea plus souvent la viande et en plus grosses quantités. Non seulement les *navetiști* commencent-ils à acheter de la viande dans les magasins urbains (surtout de la volaille), mais les porcs élevés dans les cours des *gospodării* commencèrent à être élevés à des poids plus considérables (passant de 90-100 kg avant la collectivisation à 150-200 kg dans les années 80).

Vers 1970, les maisons des villageois commencèrent aussi à se transformer, passant de maisons de terre à une ou deux pièces, à maisons de briques à plusieurs pièces. Les habitations rurales connurent ainsi un début de multiplication dans même cour, car d'habitude, à l'ancienne maison de terre (qui devenait la cuisine et restait l'habitation des parents âgés) s'ajoutait une maison nouvelle, en briques, destinée à la famille de l'enfant qui habitait avec les parents âgés.

Ainsi, comme le remarquaient Konrad et Szélényi, durant la période socialiste, les pays de l'Europe de l'Est connurent, grâce à l'État, la généralisation de la marchandisation à une échelle nouvelle. Le travail, mais aussi les biens de consommation acquirent un prix (même s'il était fixé par l'État et non pas soumis aux fluctuations du marché), et ils devinrent des marchandises sur le marché socialiste de l'emploi et des biens. L'État

socialiste se constitua ainsi en un agent de marchandisation par excellence (Konrad et Szélenyi, 1979). Et comme le "marché socialiste" des biens de consommation se constituait dans une autre manière d'intégration des producteurs directs dans le système socialiste, l'État s'efforça de le promouvoir afin de le substituer à d'autres canaux, "non socialistes", de circulation des biens de consommation.

4.3.2.3. *l'accommodement paradoxal du traditionnel et du moderne,*

Par ailleurs, même si les nouveaux biens de consommation apportés au village par les *navetiști* contribuèrent à y introduire la "modernité" des modes de consommation urbains, ceci ne fut pas leur seul impact. En fait, même si la plupart des anciens modes de consommation locaux furent remplacés, certains de leurs éléments continuèrent à perdurer et même à connaître un véritable essor grâce, justement, à l'arrivée de nouveaux biens. De nombreux anthropologues qui ont étudié les campagnes de la Roumanie et de l'Europe de l'Est durant le socialisme ont observé que, après la collectivisation et l'industrialisation, la compétition autour de la consommation rituelle n'y diminua point mais, au contraire, s'exacerba. En effet, l'accroissement des revenus monétaires et de l'accumulation des objets de consommation, de la part des villageois, débouchèrent, entre autres, sur la prolifération des occasions de distribution rituelle et des objets qui entraient dans ces distributions. Les fêtes de noces et de baptême connurent ainsi l'augmentation de la valeur des repas offerts par les organisateurs, ainsi que de la valeur des "cadeaux" que ces derniers recevaient de la part des invités (Verdery, 1983: 61; Kideckel, 1993a: 195; Beck, 1976: 372).

La conséquence la plus paradoxale, toutefois, fut l'essor des "rituels de la mort", et ceci tant sur le plan de leur fréquence que sur celui des objets qu'ils mobilisaient. Le paradoxe venait du fait que cet envol entraînait en contradiction non seulement avec l'idéologie athée officielle, mais aussi avec la modernité impliquée par les nouveaux objets de consommation, modernité pour laquelle ces rituels ne représentaient que des vestiges de "superstitions" révolues. En particulier, les "*împărțeli*" (distributions) semblent avoir connu leur développement, à Buna, surtout après que le village soit devenu un village de *navetiști* dans les années 70.

En plus d'augmenter leur fréquence (accompagnant de plus en plus les *pomeni* et les fêtes religieuses liées aux morts), les *împărțeli* se constituèrent dans des occasions de distribution non seulement des traditionnels *colivă*, *colac* et bougie, mais aussi de la

nourriture (un repas chaud tels que *sarmale*³⁰ ou pilaf, et même des gâteaux). Qui plus est, pour les occasions et pour les personnes importantes on commença à distribuer, à côté de la nourriture, des couverts: une cuillère et une fourchette, ainsi que la *strachină* ou l'assiette dans laquelle se trouvait la nourriture. La surenchère des *împărțeli* déboucha sur une surenchère des biens offerts. Ainsi de nombreuses *gospodării* se trouvèrent devant une pile de contenants qu'elle commencèrent, imitant ainsi les couches supérieures qui constituaient son modèle, à utiliser individuellement. De façon paradoxale, le passage des contenants communs aux contenants individuels, se fit non seulement en raison de l'augmentation des revenus monétaires à travers le *servici*, mais aussi en raison de l'intégration des nouveaux biens de consommation dans les rituels de la mort. Au demeurant, le nouveau modèle de repas (à ustensiles individuels) se généralisa, à l'échelle du village, vers la fin des années 70.

4.3.2.4. ... et les nouveaux critères de la valeur sociale

Au village, la consommation de biens de marché prit ainsi le dessus sur l'autoconsommation. En effet, comme nous l'avons vu, ces biens arrivèrent non seulement à constituer la majeure partie de la consommation courante, mais aussi à occuper aussi une place importante dans les rituels. Plus important encore, la consommation des biens acquis sur le marché remplaça la terre comme critère de base de la valeur sociale, comme principe dynamique de la différenciation sociale locale et comme point névralgique de la compétition pour le statut.

En fait, bien que de nombreux villageois soient restés membres coopérateurs (en particulier les femmes et les personnes âgées) et soient restreints à un mode de consommation frugal (en continuité avec les modes de consommation anciens), il n'en reste pas moins qu'ils adoptèrent tous, en tant que valeur, l'accumulation des biens de consommation. Cette accumulation ne concernait pas toutefois leur propre personne, mais l'ensemble de la *gospodărie*, et en particulier les enfants.

En effet, au delà de la consommation immédiate, le bien-être des enfants était devenu, à la place de la terre, l'indice de base de la valeur des *gospodării* villageoises. Ainsi, le mode de vie frugal des parents était justement celui qui leur permettait d'économiser des revenus qu'ils pouvaient investir par la suite pour le bien-être de leurs

³⁰ Mets roumain traditionnel composé de feuilles choux farcies de viande de porc, ou encore de feuilles de vignes farcies de viande de porc ou de bœuf.

enfants: pour leur éducation, mais aussi pour les fournir des biens durables comme l'appartement, la maison, la voiture, le frigo ou les meubles (Bell, 1984:193; Sampson, 1984: 219). La valeur sociale des parents se mesurait ainsi localement à l'importance de leurs sacrifices matériels en faveur de leurs enfants. Le bien-être matériel des enfants devint donc la marque de la situation matérielle de la famille dans la compétition locale pour le statut (Bell, 1984: 193; Verdery, 1983: 62). Outre la consommation ostentatoire au village, la "visibilité" des gens de prestige (*oameni văzuți*) fut ainsi exprimée désormais dans les carrières, les maisons et les voitures des enfants.

4.4. L'intégration des villageois dans le système d'emploi socialiste, ou comment faire du "travail socialiste" un "travail pour soi"

Ce changement au niveau de l'importance de la consommation dans les valeurs locales s'accompagna d'un autre changement dans l'acception qu'allait prendre le "travail" pour les villageois. Ainsi, tandis que les villageois continuèrent de valoriser le "travail pour soi", la signification de ce terme changea: du "travail sur ses propres terres", elle passa au travail au sein des structures de l'économie socialiste (ce que j'appellerais le "travail socialiste"). La clé de cette intégration fut, principalement, l'accès que l'emploi donnait à un monde nouveau de bien-être matériel, monde qui incluait tant les services offerts par l'État (éducation, santé), que de nouvelles marchandises et de nouveaux modes de consommation. Ou, comme me le disait un villageois, en synthétisant très bien le lien entre le travail, la consommation et le caractère coercitif du régime, "au temps de Ceaușescu ils te forçaient à aller au travail, pour avoir quelque chose, pour vivre mieux".

4.4.1. Le travail socialiste et ses bénéfices

En effet, le travail socialiste donnait tout d'abord accès à des services de base (santé, éducation) et à des revenus, monétaires ou autres, constants (des salaires pour les salariés et des produits agricoles pour les membres coopérateurs). Par ailleurs, il pouvait aussi inclure des bénéfices plus ponctuels: des "primes", des congés dans les centres vacances du syndicat, ou certaines "facilités" que l'entreprise accordait aux employés "méritants" (par exemple, pour un employé d'usine habitant en ville, le droit à la location d'un appartement appartenant à l'État).

L'augmentation des bénéfices pour l'employé était le résultat d'une relation privilégiée établie entre ce dernier et les cadres de son unité économique, relation qui s'appuyait sur le travail et la coopération de l'employé. Les bénéfices supplémentaires constituaient, ainsi, l'outil incitatif dont les cadres disposaient pour s'approprier la force de travail nécessaire à l'accomplissement des objectifs du plan qui leur étaient assignés par la hiérarchie supérieure.

Certaines familles de villageois de Buna réussirent donc à établir des relations privilégiées avec les chefs des unités agricoles dans lesquelles ils travaillaient. Ce faisant, elles eurent accès à des bénéfices supplémentaires. Par exemple, après que la collectivisation lui ait enlevé ses terres, le couple Bucluc se fit employer par la ferme d'État (IAS³¹) de Garofița, et allait y travailler intensément. L'un et l'autre coopéraient volontiers avec l'ingénieur en chef de leur ferme, étant, selon leurs propres dires, des gens *supuși* (obéissants). En échange, l'ingénieur les "aidait", en leur donnant ou en les laissant emporter de l'IAS des épis de maïs, de la paille, du foin. De plus, l'ingénieur leur offrit d'autres "supports" en échange de leur coopération au travail: il récompensait en argent M. Bucluc pour chaque personne qu'il amenait travailler à l'IAS. Finalement, il permit aussi au couple d'acheter des épis de maïs de l'IAS aux prix avantageux pratiqués par l'État.

Pour ceux qui réussirent ainsi à établir une relation d'avantage mutuel dans l'échange de leur travail et coopération avec les cadres, le travail dans le cadre de l'économie socialiste devint un lieu de valorisation de soi. C'était un lieu où l'individu investissait son désir d'avancement et de distinction sociale, là où il avait "de l'ambition pour travailler", pour faire la norme (de la CAP), pour recevoir des primes, et ainsi pour que "les autres en soient envieux". Ce travail était ainsi vécu, tout comme le travail sur sa propre terre, avant la collectivisation, comme un travail ardu et incessant. Ou, comme me le disait un ancien paysan en parlant du travail à la CAP de sa femme, "elle travaillait toute la journée, du matin au soir" (c'est moi qui souligne).

À ce travail incessant étaient liées la réussite dans la vie, la prospérité et la valeur sociale de la famille. C'était lui qui "sauvait" ses membres de la déchéance sociale, et qui donnait à la famille le sens de la maîtrise de son propre destin, car c'était lui qui leur permettait de "réaliser des choses". En outre, le travail ardu donnait non seulement les

³¹ *Întreprindere Agricolă de Stat*, ou "entreprise agricole d'État".

moyens de subsistance, mais aussi la valeur d'une vie bien vécue, où la maîtrise de sa propre personne était rendue visible à travers les avoirs qu'on accumulait, les gains et le succès qu'on avait dans leur accumulation. "Si tu travailles, tu as de quoi vivre. Tu ne travailles pas, tu ne vis pas! Tu n'as pas avec quoi"

Toutefois, bien que le travail dans le système socialiste (qu'il soit dans une unité ou dans sa propre cour, pour l'élevage des animaux "contractés") pouvait être valorisé par les villageois, cela ne signifiait pas que ceux-ci avaient incorporé les idéaux du "travail socialiste" proposés par l'idéologie officielle. En fait, cette idéologie avait essayé de leur inculquer, tout au long de la période socialiste, la valorisation d'un travail qui, tout en étant encadré par le système, était réalisé dans le noble but de la "prospérité collective du peuple", qui était donc non seulement un travail contrôlé, mais aussi un travail "pour la collectivité".

Pourtant, les villageois ne conçurent pas leur propre travail selon ce modèle. Je crois, tout au contraire, que le travail "socialiste", c'est-à-dire celui qui était inséré dans l'économie socialiste planifiée, n'était valorisé par les villageois, et ne devenait ainsi un travail incessant, que dans la mesure où il était un "travail pour soi", un travail qui contribuait à accroître la prospérité matérielle et la valeur sociale des individus qui l'effectuaient et de leur *gospodărie*, et ceci indépendamment du résultat qu'il engendrait pour l'accroissement du bien-être général ou d'une quelconque unité abstraite (collectivité, nation socialiste, peuple).

Le travail socialiste était alors bénéfique dans la mesure où il permettait le développement de l'exploitation familiale développée autour du lot personnel que la coopérative locale distribuait à ses membres. Ainsi, le "travail incessant" devenait véritablement "incessant" en raison de l'augmentation des heures de travail: le travail "dans sa propre cour" se rajoutait au travail dans les unités socialistes employeuses. Pour les hommes, souvent employés dans l'industrie à l'extérieur du village, ceci signifiait donc, souvent, le travail dans un "second quart de travail" (Cole, 1984) après les heures habituelles de travail au lieu d'emploi. Cela impliquait, au lieu d'aller au "buffet", de rentrer dans la cour et de s'adonner à la culture sur le lot personnel. Pour les femmes, souvent membres de la CAP locale, le travail incessant signifiait la combinaison du travail à la ferme collective avec les besoins dans leur propre cour (soins aux animaux); de sorte que le résultat était un travail "du matin au soir", "tout le temps".

4.4.2. Les ambiguïtés du travail socialiste

Chaque fois que le travail réalisé dans le cadre des unités économiques socialistes ne réussissait pas à rapporter aux producteurs directs des bénéfices considérés comme adéquats, le travail socialiste était toutefois vécu par eux non pas comme un "travail pour soi", mais comme un "travail pour l'autre", un travail méprisable et aliénant qui conduisait à la perte de l'autonomie et du contrôle de leur destinée. À la place de l'intégration en douce à travers le travail consciencieux et la coopération avec les cadres, on avait alors recours à la fuite, au ralentissement du rythme et de l'intensité du travail.

De fait, quand l'État essaya de diminuer ces bénéfices (comme par exemple dans les années 80), même ceux qui réussissaient à tirer le plus de bénéfices du système (à travers le développement de relations privilégiées avec les cadres de leur unité économique) pouvaient adopter les deux stratégies (l'intégration et la fuite) en même temps ou successivement. Essayer d'y échapper le plus possible (au travail socialiste) devenait ainsi légitime et même louable, constituant une espèce de preuve de l'astuce et l'habileté de celui qui réussissait à le faire. C'était de cette façon que la stratégie de fuite et d'évitement du travail, qui était le propre des paysans pauvres avant l'avènement du régime, fut reprise par une large couche de la population. Seulement que cet "autre" à l'encontre duquel on devait utiliser la ruse afin d'échapper au travail aliénant n'était plus constitué par les boyards et les paysans riches, mais par la nouvelle instance qui essayait de s'accaparer le contrôle du travail des producteurs directs: l'État. En effet, la preuve de cette fuite fut que l'économie socialiste connut, surtout vers la fin de son existence, le fléau de l'absentéisme et de la mobilité (*turn-over*) de la force de travail.

Il faut toutefois noter aussi que la couche de ceux qui profitaient du système était, pendant le socialisme, plus grande que celle des ceux qui savaient négocier une meilleure place à l'intérieur du système officiel. Car, même en n'ayant pas accès aux bénéfices licites, de nombreux producteurs directs s'étaient appropriés des bénéfices illicites, et avaient ainsi réussi ainsi à transformer le travail aliénant pour l'autre en un "travail pour soi". C'était ainsi que, pendant le socialisme, "tout le monde volait", "chacun volait de l'endroit où il travaillait". En effet, les employés de l'industrie, de la construction et des commerces pouvaient dérober des biens ou matériaux de leurs lieux de travail, s'ils s'avéraient de quelque utilité pour leurs *gospodării*. Les moins favorisés de ce point de vue étaient bien entendu les employés des usines de l'industrie lourde, car ces dernières ne produisaient pas

de biens de consommation. Toutefois, même ces derniers pouvaient utiliser dans leur propre intérêt les avoirs de leur entreprise, en faisant par exemple usage des machines pour fabriquer des pièces de rechange pour les voitures ou pour des appareils ménagers.

Le vol concourait à l'avancement matériel de la *gospodărie*. Par exemple, une *gospodărie* d'anciens paysans pauvres avait pu prospérer durant le socialisme, car "ils avaient travaillé beaucoup, mais ils avaient volé aussi". Ce fut ainsi une autre manière dont le travail socialiste fut transformé dans un "travail pour soi". Le socialisme put alors être valorisé justement parce que, comme me le disait une villageoise de Buna, "dans ce temps là on volait, on avait de quoi voler, ça se volait bien, on volait beaucoup".

Le vol des avoirs de l'État était ainsi accepté et considéré par les villageois (et par la majorité des Roumains, d'ailleurs) comme légitime, tant qu'il restait dans certaines limites considérées comme justes. Entre ces limites, le vol pouvait même être associé au "travail" (comme me le disait une villageoise de Buna, "ce vol était lui aussi un travail, car tu risquais d'être attrapé"), ou même il pouvait être vu comme "honnête". Ainsi, une villageoise commentait sur un voisin à elle, qui avait travaillé au complexe d'élevage porcin du village voisin:

"Lui il n'a pas volé, il était honnête. Il prenait lui aussi, pour les poules, des concentrés. Les gardiens savaient, mais il leur donnait du vin, ce qu'il avait. Mon mari lui a demandé: 'Mais toi, là bas, avec tous les porcs qui sont sous ta main, tu n'en prends pas toi aussi?' L'autre lui a répondu: 'Je n'en prends pas, car s'ils le découvraient, j'aurais de gros problèmes, j'en prends pas!' Et il était très bien vu là bas, un homme sur lequel on peut se fier".

En pratiquant et en justifiant le vol des avoirs étatiques et coopératifs, les villageois réinterprétèrent aussi le contrat social qu'ils entendaient signer de façon symbolique avec le régime. En fait, tout en acceptant l'insertion sociale à travers le travail socialiste, ils entendaient le faire dans les conditions d'une redistribution plus équitable, de leur point de vue, des produits de leur travail. L'appropriation personnelle qu'ils réalisaient, le vol, était ainsi vécu sous le mode d'un partage juste entre "nous" et "eux", entre eux mêmes et l'État. Comme me le disait une ancienne membre de la CAP, "Nous volions du jardin de la CAP... Mais il en restait pour l'État aussi, il y en avait pour l'État aussi!".

C'était ainsi que le contrat tacite entre les villageois et l'État était vécu par les premiers comme un échange avec l'État. Contre leur travail et leur allégeance politique, les villageois recevaient de l'État non seulement la sécurité de l'emploi, mais aussi, à travers l'emploi, l'endroit où ils pouvaient effectuer un partage plus équitable du produit de leur

travail. De même, la stratégie de fuite du travail socialiste ne débouchait généralement jamais sur une fuite totale, sur une voie alternative et extérieure au système. En effet, les villageois constatèrent qu'afin de profiter du système, il faut non pas en sortir complètement mais s'y maintenir.

Le travail socialiste était donc vécu par les villageois comme un échange avec l'État, un échange qui devait être juste et équilibré d'un côté et de l'autre. C'était ainsi que de nombreux employés voyaient dans l'appropriation directe qu'ils réalisaient un paiement "juste" de leur travail. L'idéologie officielle était donc détournée à leur propre avantage. Si tout appartenait au peuple, ce dernier ("nous") était en droit de s'en servir, car c'était déjà à lui. En outre, c'était le régime lui même qui mettait le travail à la base de la possession collective: c'était en tant que peuple ouvrier que la nation entière possédait de façon abstraite l'ensemble des biens du pays.

Remarquons toutefois que, au moins officiellement, l'État socialiste ne permettait pas l'appropriation anarchique. Il essaya à maintes reprises de contrôler, réduire et même de tarir cette appropriation, à travers non seulement les sanctions pénales, mais aussi les exhortations continuelles pour le respect de la "moralité socialiste".

La pénalisation de l'appropriation illicite des produits de son travail se fit dans le processus de production, mais surtout dans le processus de consommation. Ainsi, en introduisant la soi-dite "loi des illicites", l'État voulut sanctionner l'accumulation des avoirs qui signalait une appropriation illicite, c'est-à-dire une appropriation qui dépassait les montants et quantités que l'État acceptait officiellement de céder aux producteurs directs (par les salaires). Pratiquement toutefois, l'État ne put pas se munir d'un contrôle adéquat. En fait, les cadres non seulement pratiquèrent eux mêmes le vol des avoirs socialistes, mais il tolérèrent, plus ou moins tacitement, que leurs employés s'y adonnent aussi. Car, par ailleurs, c'était en leur faisant cette concession que les cadres arrivaient à s'assurer de leur collaboration envers la réalisation du plan.

Ainsi, à travers le vol à petite échelle, mais aussi à travers les autres bénéfices associés à l'emploi, le "travail socialiste" réussit à devenir pour un grand nombre de villageois un "travail pour soi" et ainsi à être valorisé.

Mais, en accord avec l'idéologie officielle, le travail socialiste se différenciait en plusieurs types hiérarchisés. Le régime, et avec lui les villageois, distinguaient en fait le travail qualifié et le travail non qualifié, le travail industriel et le travail agricole, le travail "salarié" et le travail coopératif. Ainsi, les *gospodării* villageoises se différenciaient non

seulement sur le plan des revenus (selon l'accès plus ou moins grand à une diversité de ressources telles que revenus salariés, revenus coopératifs, produits agricoles de la CAP et des lots personnels), mais aussi sur le plan de l'accès à des emplois hiérarchisés selon une échelle de prestige. Au village, la plus importante distinction était celle qui mettait le travail industriel face au travail agricole, et, dans le cadre de ce dernier, le travail salarié (dans une ferme d'État) face au travail à la coopérative. Avec la collectivisation et l'industrialisation, la nouvelle fierté d'une large partie des *gospodării* (les *gospodării de navetiști* ou celles qui avaient des enfants travaillant en industrie) était cet accès au travail industriel. C'est ce dernier qui était devenu, en fait, la nouvelle forme emblématique du "travail pour soi"³².

De telles conceptions, qui se traduisaient directement sur le plan des pratiques, ont eu un impact notable sur le fonctionnement des entreprises agricoles villageoises. Après avoir considéré les principaux processus qui avaient modifié le sort des villageois en transformant leur rapport à la terre et au travail, nous pouvons maintenant voir quel type d'agriculture fut mis en place, après la collectivisation, par le régime socialiste. Ceci nous permettra par la suite de comprendre quelle était la manière dont les villageois intégraient l'agriculture à l'industrie, ainsi que les nouvelles manières dont, à la fin de la période socialiste, les villageois répondirent aux conditions offertes par le système.

³² Voir aussi, pour le cas de la Bulgarie, et pour une très belle analyse de cette "domestication de l'industrie" dans les campagnes de l'Europe de l'Est, l'analyse de Creed (1995 et 1999).

III. Troisième partie.
La "construction du capitalisme" et
la transformation de l'agriculture roumaine

Chapitre 5. L'agriculture socialiste coopérative et les petites exploitations des lots personnels (1962-1989)

5.1. L'agriculture socialiste: structures de production et performances globales

5.1.1. Structures de production et importance de l'agriculture coopérative

Après la fin de la collectivisation, bien que dans les zones de collines et montagnes les petites exploitations familiales pouvaient encore prédominer, dans les zones de plaine le paysage rural était désormais dominé par les nouvelles unités de l'agriculture socialiste, soit les fermes d'État (appelées IAS, *Intreprinderi Agricole de Stat*, "Entreprises agricoles d'État") et les coopératives (CAP, *Cooperative Agricole de Productie*, "Coopératives agricoles de production").

Issues de la confiscation par l'État communiste des biens des grands propriétaires (1945) et des terres de la Couronne et de l'Église (1948), les IAS incarnaient l'idéal de l'agriculture socialiste que le régime visait à mettre en place à la fin du processus de construction du socialisme. En effet, elles avaient des tailles considérables (en 1970 la taille moyenne des IAS était de 5.646 hectares [Dobrescu et Blaga, 1973: 166]), possédaient leurs propres outillages, employaient exclusivement de la main d'œuvre salariée et se spécialisaient dans de grandes cultures mécanisées telles que le blé et les fourrages. Tout ceci permettait une mécanisation poussée et des économies d'échelle, ce qui faisait que les IAS présentaient, selon le régime, toutes les caractéristiques des grosses entreprises "modernes".

Dès le début, et durant toute la période socialiste, les IAS furent ainsi placées au sommet de la hiérarchie des entreprises agricoles. De fait, en dépit de leur moindre importance au niveau des superficies totales (en 1970, elles couvraient 14% de la terre agricole et 17% de la terre arable du pays [Turnock, 1986: 184]) les IAS eurent une fonction d'expérimentation et de modèle, et furent favorisées au détriment des CAP, surtout en ce qui a trait aux investissements et à la répartition de la force de travail (surtout qualifiée). Les IAS reçurent ainsi les meilleurs outils et semences, ainsi que la part du lion des investissements alloués à partir du centre. Par exemple, pendant le plan quinquennal 1966-1970 elles reçurent 63% des investissements agricoles, soit quatre fois plus que leur part dans les superficies cultivées.

En dépit de l'importance politique et économique des IAS, la plus grande partie des terres du pays se retrouvait, après la collectivisation, dans le secteur coopératif. En effet, en 1970, les 4626 coopératives du pays occupaient ensemble 53% de la terre agricole et 66% de la terre arable du pays (Turnock, 1986: 184). Ceci faisait des CAP des unités qui, bien que de tailles plus réduites que les IAS, restaient toutefois considérables. À la même époque, les coopératives agricoles couvraient en moyenne 1953 hectares et regroupaient en moyenne 746 membres (Dobrescu et Blaga, 1973: 168).

Tout comme les anciennes petites exploitations familiales, les CAP se spécialisaient principalement dans les cultures céréalières (blé et maïs en particulier). Elles développèrent toutefois, au fil des années, la culture d'autres plantes (plantes industrielles comme les oléagineuses et la betterave à sucre), ainsi que des sections d'élevage (porcins et bovins le plus souvent). Les membres coopérateurs étaient tenus de travailler pour la coopérative pendant la saison des travaux agricoles, en échange de quoi ils recevaient de l'argent, des produits, et l'usage d'un lot personnel. Ainsi, bien que les CAP disposaient d'un "président" et d'agronomes "salariés" (payés par le ministère de l'agriculture), elles constituaient des unités d'un type particulier, unités où le rapport salarial ne prévalait pas (certains auteurs les ont même rapproché du rapport féodal entre seigneur et serfs).

Le secteur coopératif mis en place par le régime communiste roumain était calqué sur le modèle déjà expérimenté par l'Union soviétique. Celui-ci combinait l'exploitation de la terre dans le cadre des coopératives, exploitation basée sur l'utilisation extensive de la force de travail des membres coopérateurs, avec l'utilisation de services mécanisés fournis par des unités distinctes, les SMA (*Stațiuni de Mecanizare a Agriculturii*, "Stations de mécanisation de l'agriculture")

Les SMA constituaient ainsi des "appendices" des CAP, appendices qui regroupaient la machinerie agricole et le personnel nécessaires à l'exécution des travaux agricoles mécanisés de celles-ci. Leur développement à l'échelle du pays s'était fait en conjonction avec la mécanisation de l'agriculture. En effet, si en 1938 il y avait en Roumanie un tracteur par 2.493 hectares; en 1960 ce rapport décrût à 1 par 222 hectares; pour finalement atteindre la proportion de 1 par 86 hectares, en 1971 (Dobrescu et Blaga, 1973: 78)

Si les CAP correspondaient généralement à la division administrative en communes (il y avait une ou deux CAP par commune), les SMA étaient de plus grosses unités, qui travaillaient la terre des CAP qui se trouvait dans leur champ d'action. Chaque SMA avait

ainsi un centre ouvert à la longueur d'année (qui comprenait le siège et l'atelier de réparation et d'entretien des machines), et plusieurs "sections" actives pendant la saison des travaux agricoles, et qui se trouvaient à la proximité de chaque CAP.

En dépit des efforts du régime envers l'industrialisation et le développement d'une agriculture moderne dans le cadre des IAS, la prédominance du secteur coopératif dans l'agriculture roumaine continua d'être, pendant les trois dernières décennies de la période socialiste, le symptôme et la cause de l'échec, du moins partiel, de ces efforts (Turnock, 1986).

Ainsi, bien que dernier dans les préoccupations du régime, le secteur coopératif dut contribuer, pendant ces trente dernières années du régime, à éponger une main d'œuvre qui ne pouvait pas être absorbée par le secteur industriel. En fait, même après la collectivisation et l'industrialisation, l'emploi en agriculture, concentré principalement dans les coopératives, continua d'être surdimensionné par rapport à sa contribution au revenu national. La part de l'agriculture dans l'emploi total resta pendant toute cette période deux fois plus élevé que la part de sa contribution au revenu national¹.

Le suremploi agricole était principalement attribuable aux coopératives agricoles et à leur membres. En effet, bien que la part de l'agriculture dans l'emploi total diminua entre 1950 et 1980, celle-ci resta toujours un employeur résiduel où peu de travailleurs étaient des salariés réguliers². Ainsi, même en 1980, seulement 19,7% de la force de travail en agriculture était formé d'employés réguliers (*personal muncitor*), tandis qu'en industrie le même pourcentage était, à la même date, de 90,5% (Turnock, 1986: 169). Le gros de l'emploi en agriculture était alors formé, en dépit des efforts pour transformer l'agriculture roumaine en un secteur moderne de "salariés", des membres coopérateurs.

Tableau 5.1. Tableau 5.1. L'évolution de l'emploi en agriculture et foresterie, dans la période 1950-1980.

	1950	1960	1970	1980
Nombre d'employés (millions)	6,23	6,25	4,87	3,09
% du total population active	74,3	65,6	49,3	29,6
% des employés réguliers dans l'emploi total du secteur	4,0	5,5	9,7	19,6

Source: (Turnock, 1986: 170)

¹ Le rapport entre la part de l'agriculture dans l'emploi total et la part de sa contribution au revenu national resta assez constant pendant la période socialiste: il était de 2,67 en 1950, et de 2,10 en 1980 (Turnock, 1986: 169).

² Je rappelle ici que je fais référence à la distinction que l'État socialiste roumain faisait entre les "salariés" (*personal muncitor*) ou employés permanents recevant un salaire régulier) et les membres coopérateurs.

Le suremploi de la main d'œuvre dans le cadre des CAP se combina, de manière paradoxale, avec de graves problèmes de main-d'œuvre (Chiot, 1978: 481). En effet, la féminisation et le vieillissement de la force de travail en agriculture concerna surtout les CAP. Qui plus est, après 1975, même les femmes semblent se retirer de leur personnel (Damian et Damian, 1984: 182-191).

Ainsi, les CAP, et avec eux la majorité des villages roumains, connurent pendant les trois dernières décennies du socialisme, et comme nous le verrons par la suite, une dynamique économique extrêmement faible, laquelle se refléta dans les performances générales de l'agriculture roumaine.

5.1.2. Les performances globales de l'agriculture socialiste

Pendant la période socialiste, la production agricole fut surtout destinée à la consommation interne, mais elle occupa en même temps une place importante dans les exportations. Ce fut le cas au début de l'instauration du régime, alors que les produits agricoles fournirent la moitié des exportations de la Roumanie, et aidèrent le pays à rembourser ses dettes de guerre. La part des exportations agricoles tomba par la suite à un tiers en 1953 (à cause de l'augmentation en importance du pétrole et du bois), mais s'accrut de nouveau pendant les années 60 (suite à la collectivisation). Elle allait retomber dans les années 1970, suite à l'accroissement de la part des produits manufacturés, à près d'un quart des exportations totales (Turnock, 1986: 178). Ainsi, après l'achèvement de la collectivisation et l'avancée notable de l'industrialisation du pays, bien qu'encore importante, l'agriculture ne constituait plus le principal secteur à travers lequel la Roumanie effectuait son intégration dans le marché mondial.

En 1975, une analyste française de l'agriculture roumaine constata la prédominance des cultures de grains, par rapport aux fourrages, et des terres arables, par rapport aux pâturages. En effet, la superficie agricole utile était partagée à seulement 31% en prés et pâturages, et à 66% en terres arables. De ces dernières, 14% seulement étaient cultivées avec des fourrages, tandis que 68% étaient cultivées avec des grains (dont 28% en blé et 34% en maïs) (Rey, 1975: 39).

Bien que cette analyste concluait à la continuation, en Roumanie, d'une agriculture "traditionnelle" reflétant un régime alimentaire "d'épargne", je pense qu'il faudrait

remarquer que l'agriculture roumaine socialiste visa toutefois l'accroissement de la production animale. En effet, la constitution des sections d'élevage dans le cadre des CAP et des IAS et, surtout, de gros complexes industriels d'élevage porcin et avicole, firent croître de manière significative les effectifs totaux (voir tableau 5.2.).

Tableau 5.2. L'évolution d'effectifs totaux d'animaux, entre 1938 et 1989.

(milliers de têtes)	1938	1951	1961	1970	1973	1989*
Bovins	3.653	4.502	4.530	5.035	5.766	6.291
Porcins	2.761	2.197	4.300	5.972	8.782	11.671
Ovins	10.097	10.222	11.500	13.836	14.442	16.452
Volailles	27.325	17.610	38.000	53.874	64.458	113.968

Sources: (Dobrescu et Blaga, 1973: 79). * (Guvernul României, 2000: 415-418).

De par cela, une partie importante de la production agricole fut utilisée pour la consommation animale. En 1989, par exemple, la moitié de la production nationale de l'année était utilisée pour la consommation animale, tandis que seulement un quart était utilisé pour la consommation humaine (Commission européenne, 1998b: 29).

En même temps que cette orientation vers une meilleure intégration avec l'élevage, l'agriculture roumaine maintint, durant la période socialiste, son caractère céréalier, en ceci en dépit de l'effort pour le développement de nouvelles cultures. De fait, entre 1965 et 1980, dans les conditions où la superficie arable n'augmenta que très légèrement, les céréales continuèrent d'occuper une large partie des terres arables, et augmentèrent même leur part dans le total de 57% à 70%. Bien que cette augmentation fût principalement le résultat de l'augmentation des superficies occupées par d'"autres céréales" (en particulier l'orge), le blé et le maïs gardèrent leur prééminence. Elles continuèrent pendant toute cette période de couvrir plus que la moitié des terres arables. Par ailleurs, les plantes industrielles connurent aussi une augmentation de leur importance, tandis que les fourrages déclinèrent de manière assez considérable. Le tableau suivant illustre bien les processus que nous venons de décrire.

Tableau 5.3. L'évolution des principales cultures de l'agriculture roumaine, entre 1965 et 1980.

	Blé	Maïs	Autres céréales	Plantes industrielles	Pommes de terre	Fourrages	Total superficie arable
1965 (milliers d'ha)	2.281	3.288	902	1.288	597	850	9.800
% total arable	23%	33%	0,9%	13%	6%	9%	100 %
1980 (milliers d'ha)	2.195	3.492	1.353	1.642	672	277	9.933
% total arable	22%	35%	13%	16%	7%	3%	100%

Source: Mes propres calculs à partir des données fournies en (Turnock, 1986: 186).

Mais si le régime communiste ne réussit pas à changer considérablement la structure des cultures de l'agriculture roumaine, il parvint toutefois à améliorer, de par la mécanisation et la création de larges parcelles de travail à travers la collectivisation, les performances, d'ailleurs très basses, dont l'agriculture socialiste héritait de l'agriculture d'avant la deuxième guerre mondiale. Ainsi, après des productivités moyennes par hectares de 1030 kg/ha, pour le blé, et 1040 kg/ha, pour le maïs, pour la période 1935-1938, l'agriculture roumaine passa à des productivités de 1690 kg/ha, pour le blé, et de 2230 kg/ha, pour le maïs, en 1970³ (Turnock, 1974: 220). De cette manière, même dans les conditions des superficies qui ne s'augmentèrent pas de manière significative, les productions totales de céréales connurent des accroissements considérables. Entre 1965 et 1980, la production totale de blé crût de 2,2 fois, et celle de maïs de 2,7 fois (Turnock, 1986: 190).

Ces améliorations se reflétèrent toutefois différemment dans les diverses branches du secteur agricole. Au début des années 70, par exemple, la productivité par hectare des IAS était de 2 tonnes pour le blé (contre 1,35 tonnes dans le cas des CAP) et de 3,34 tonnes pour le maïs (contre 2,02 tonnes dans le cas des coopératives) (Rey, 1975: 44). Dix ans plus tard, en 1982, les écarts entre les IAS et les CAP restaient encore considérables.

³ Remarquons toutefois qu'en dépit de ces progrès certains, les productivités des principales cultures de la Roumanie restèrent en deçà des productivités rencontrées à la même époque en Europe Occidentale et même en Europe de l'Est. Le tableau suivant nous montre ces écarts en 1970.

Tableau 5.8. Les productivités par hectare pour le blé et le maïs, en 1970. Comparaison entre la Roumanie et d'autres pays européens.

(q/ha)	Roumanie	Bulgarie	Hongrie	France
Blé	16,9	27,4	24,2	33,7
Maïs	22,3	34,9	26,7	46,1

Source: (Rey, 1975: 44).

Tableau 5.4. Les performances comparatives des IAS et CAP, en 1982.

(Rendements physiques*)	IAS	CAP
<i>Produits agricoles</i>		
Maïs	1,16	0,97
Pommes de terre	0,93	0,82
Légumes	0,88	0,80
Fruits	0,96	0,29
<i>Produits animaliers</i>		
Viande de bœuf	0,87	0,66
Viande de porc	0,91	0,71
Viande de volaille	0,88	0,86
Lait de vache	0,97	0,63

Source: (Damian et Damian, 1984: 187).

* Les rendements physiques représentent le rapport entre, d'un côté, la part de la production réalisée par un certain secteur agricole (étatique ou coopératif) dans le total de la production agricole du pays, et, d'un autre côté, la part des superficies cultivées par le secteur agricole respectif dans le total des superficies cultivées du pays (pour une culture donnée).

À Dâmbovița, l'agriculture coopérative du sud du département se combina avec la constitution, sur les anciens domaines des grandes familles de boyards de la zone, de plusieurs IAS. En fait, de par leur proximité avec la capitale, plusieurs IAS du département furent très bien subventionnées et connurent un développement remarquable. Finalement, c'est dans cette zone de sud que furent construits, après 1970, non seulement un grand complexe d'élevage porcin, mais aussi plusieurs méga-complexes d'élevage avicole. Un de leurs directeurs estimait que "Dâmbovița avait (durant les deux dernières décennies du socialisme) la plus grande puissance du pays au niveau des complexes avicoles". Quant à Buna, la CAP locale resta, jusqu'à la fin de la période socialiste, la plus grande unité économique. Avec la section locale de la SMA Mânzu, la CAP Buna constituait les seules unités à profile agricole du village.

Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur le fonctionnement concret de l'agriculture coopérative, en essayant de voir d'abord quelles étaient les contraintes qui pesaient sur les cadres dirigeant les CAP, ainsi que les stratégies qu'ils développèrent. Nous tiendrons ici compte, en particulier, de la "contrainte du plan" résultant de l'insertion des CAP dans le système de planification centrale, de la place relative des cadres des CAP à l'intérieur de l'économie et de l'agriculture socialistes, ainsi que des réseaux qu'ils développèrent et de la place que ces réseaux occupèrent à l'intérieur des réseaux plus larges qui structuraient l'agriculture et l'économie socialistes. Ce ne sera que dans un deuxième

temps que nous nous pencherons sur l'agriculture développée sur les lots personnels distribués aux membres coopérateurs.

5.2. Le fonctionnement de l'agriculture socialiste coopérative: cadres, pouvoir, réseaux

5.2.1. Les CAP et les contraintes du plan

Pendant le socialisme, les unités économiques agricoles se trouvaient, avec les autres entreprises socialistes, incluses dans un système économique régi par le principe de la planification centralisée. Ceci signifiait qu'en pratique, les objectifs de production et les choix d'investissement de ces unités étaient déterminés selon un plan central et que l'autonomie des entreprises ne pouvait se jouer qu'à l'intérieur de cette contrainte majeure.

Le plan central dirigeait l'activité des unités agricoles étatiques (les IAS et SMA), tout comme celle des fermes collectives (CAP). En effet, ces dernières ne constituaient pas un secteur indépendant et autonome par rapport à l'économie globale du pays. Réglementées en principe par un régime spécial des terres (celui de la "propriété collective"), les CAP connaissaient, tout comme les IAS, l'immixtion de l'État à travers le Plan. Cette intervention, qui se réalisait tant sur le plan des objectifs de production, que sur celui, plus important encore, des investissements et de la répartition du surplus, faisaient des CAP de véritables "vassaux" de ce dernier, tout aussi soumis au Plan que les unités proprement étatiques.

Les plans de développement des CAP étaient décidés selon un plan départemental au niveau des directions agricoles départementales, elles-mêmes subordonnées au ministère de l'Agriculture. Ainsi, par exemple, la construction et la mise en fonction en 1968 d'une section pour l'engraissement des taureaux à la CAP de Buna se réalisa dans le cadre d'un plan départemental de développement de la production animale, développement destiné à satisfaire les demandes du plan annuel de livraisons d'animaux assigné au niveau central au département de Dâmbovița. Selon ce plan, les CAP du département devaient développer des fermes d'élevage d'animaux. Le plan prévoyait ainsi pour 1968-1969 la construction de six fermes bovines, quatre fermes porcines, dix fermes avicoles, toutes réparties entre différentes CAP du département (Drăgușin, 1968).

L'emprise de l'État à travers le Plan ne s'exerçait pas seulement sur le plan de la gestion des programmes de développement, mais aussi, de manière importante, sur le plan du surplus que l'État s'en appropriait. Cette appropriation se faisait à travers la part de la production que la CAP devait verser, chaque année, au "fonds centralisé de l'État". Cette partie était décidée au niveau central et était habituellement calculée en un certain pourcentage de la production totale de l'unité. En principe constant, le pourcentage pouvait néanmoins s'accroître durant les années où le centre décidait que, la récolte étant assez abondante, il pouvait s'en approprier une partie encore plus appréciable.

Les politiques étatiques d'extraction du surplus des unités économiques étaient ainsi orientées vers la maximisation de ce surplus. Cette maximisation se faisait en réduisant les ressources laissées aux CAP, aux dépens des "fonds de rétribution" disponibles pour la rémunération du travail. Les cadres des CAP étaient ainsi pris entre la contrainte du plan (ou la nécessité d'atteindre les objectifs assignés), et la contrainte du travail (ou la nécessité de s'assurer de la collaboration de la force du travail envers la réalisation des objectifs).

Les décisions centralisées concernant le développement des unités économiques débouchaient souvent sur des pratiques d'allocation de moyens de production ou des objectifs de production qui n'étaient pas nécessairement "rationnels" du point de vue des unités elles-mêmes. Les SMA étaient ainsi parfois contraintes d'investir dans de la machinerie dont elles n'avaient pas nécessairement besoin, et pour laquelle elles ne disposaient pas d'utilisation locale. Une SMA du sud de Dâmbovița s'était vue par exemple obligée d'acheter d'une usine productrice de machinerie agricole une machine pour la récolte des pommes de terre, en dépit du fait que la SMA se trouvait dans une zone où l'on ne cultivait pas des pommes de terre. Relais de l'industrie nationale, le secteur agricole se voyait ainsi contraint d'absorber la production industrielle parfois seulement "afin que l'industrie marche". Un autre exemple est celui de la CAP de Buna. Celle-ci reçut la directive d'inclure dans son plan de cultures le lin. Bien que le lin ne fut pas adapté aux conditions pédologiques et climatiques de Buna, la CAP entama la culture du lin sur ses terres. Or, en dépit de son insuccès et du faible rendement qu'elle y avait obtenu, en novembre 1989, à l'occasion d'une "visite de travail" du président Ceaușescu (qui fut d'ailleurs contremandée) le champ de lin fut prêt, "maquillé", comme les autres champs, pour être présenté comme une grande "réalisation".

En dépit de la toute-puissance du plan central, les cadres qui se trouvaient à la tête des entreprises socialistes disposaient toutefois d'une certaine marge de manœuvre, marge

qu'ils utilisaient pour "réaliser le plan" ainsi que pour se maintenir dans leurs positions. Le résultat global de leurs actions tendait toutefois d'être le contraire de ce que le régime cherchait à réaliser (soit la mise en marche d'une économie "rationnelle" et ainsi plus efficace), et débouchait, comme nous l'avons vu au chapitre 2, sur "l'économie de la pénurie" (Kornai, 1984).

Ainsi, remarquons que, dans une société socialiste, la position des cadres qui se trouvaient à la tête des unités économiques dépendait avant tout non pas tant des performances effectives de leurs unités, que de l'attente et du dépassement des objectifs qui leur étaient assignés à travers le plan. Toutefois, comme les exigences de celui-ci étaient susceptibles, grâce à la tendance expansionniste du système, de dépasser les capacités de production de leurs unités, les cadres essayaient, en prévision de ces contraintes, d'accumuler le plus de moyens de production possibles. Une des façons pour y arriver était d'essayer d'attirer le plus d'investissements dans leur entreprise en exagérant, face aux planificateurs centraux, les coûts de production de leur unité. C'est ainsi que les directeurs d'entreprises s'engageaient dans des pratiques de stockage qui immobilisaient, sur place, des ressources nécessaires dans d'autres endroits. À part les déficiences de la planification centralisée (qui ne pouvait prendre en compte de la multitude des variables apparaissant dans le fonctionnement d'une économie complexe), ce sont les pratiques des agents chargés de la prise des décisions qui entraînaient la pénurie relative caractéristique des économies socialistes (Kornai, 1984). Cette pénurie s'accompagnait d'un gaspillage (Feher, Heller et Mårkus, 1983) qui se manifestait dans la surabondance de ressources dans des endroits où ils ne étaient pas utilisées efficacement.

La logique de fonctionnement de l'économie socialiste débouchait aussi sur le contrôle, par les cadres, de "ressources manipulables" (Humphrey, 1991), soit des moyens de production que les cadres gardaient en réserve en vue de la réalisation du plan, et dont eux seuls avaient connaissance. Ces ressources étaient cachées aux planificateurs centraux car elles ne figuraient pas dans la comptabilité officielle.

La manipulation des chiffres du plan nous illustre plus clairement la manipulabilité et "l'invisibilité" des ressources. Ainsi par exemple, un ancien chef de section d'une ferme d'État de Dâmbovița me racontait comment les chiffres portant sur la performance de son unité étaient manipulés. Comme, au temps du communisme, "il était important de rapporter de plus en plus grandes 'réalisations'", son IAS, par exemple, rapportait une productivité de dix litres par vache, tandis que la productivité réelle était de seulement trois litres par

vache. L'astuce était de déclarer seulement une partie des vaches laitières en tant que telles, et ainsi, en diminuant le dénominateur, d'accroître la production de lait par vache. Du reste, si, comme il me le disait, "on trayait trois cent vaches et on en rapportait cent; on avait trois cents vaches à lait, mais on disait qu'on en avait seulement cent", la capacité productive des deux cents autres vaches à lait était alors cachée aux planificateurs centraux.

Néanmoins, cette manipulation statistique pouvait se tourner contre les cadres et rétrécir leur marge de manœuvre. Ainsi par exemple, vers le milieu des années 80, ayant à remplir le plan de production agricole départementale, les présidents des CAP arrivèrent à rapporter une production plus grande que celle qui était effectivement réalisée. Dans les conditions où le même pourcentage, 89%, était appliqué pour le calcul de la partie destinée au fond centralisé d'État, il résulte que, dans les faits, une plus grande proportion de la production réelle allait à l'extérieur de la CAP. Les fonds restés dans les mains des CAP diminuèrent, ce qui laissait à ses dirigeants moins de réserves utilisables pour la reprise du cycle productif et pour la rétribution des membres et du personnel employé. En effet, la rétribution des membres ainsi que celle des employés fut réduite, ce qui entraîna une diminution de leur collaboration au niveau du travail et donc de l'accomplissement des objectifs de plan ultérieurs.

Cependant, il faut voir que les cadres n'agissaient pas séparément en tant qu'agents indépendants dont l'agrégation d'actions déboucherait tout simplement sur le fonctionnement du système. En fait, les cadres étaient insérés dans des hiérarchies organisationnelles et des réseaux de relations qui étaient construits à travers leurs actions mêmes. Afin de déceler ces modes d'insertion et d'action il faudrait maintenant réorienter notre regard, en le détournant de l'analyse abstraite de l'action vers une analyse contextuelle des cadres concrets.

5.2.2. Réseaux de coopération et hiérarchies I: le recrutement et l'accès aux postes de la hiérarchie économique et politique.

Les cadres du secteur agricole développèrent pendant le socialisme une série de réseaux de relations de coopération et d'entraide. La configuration de ces réseaux trouvait son origine dans le mode même de recrutement des cadres qui allaient se retrouver à la tête des unités économiques du secteur.

Durant le socialisme, le recrutement pour les postes au sein de l'appareil se faisait généralement sur la base de deux critères: l'appartenance au Parti et l'activité à son sein, d'une part, et l'éducation, d'autre part. Si au débuts du régime communiste l'activité politique au sein du Parti constituait le principal critère d'accès et d'avancement dans la hiérarchie de l'appareil (ce qui permit, entre autres, un renouvellement et une forte circulation des élites grâce aux cadres recrutés parmi les ouvriers et les paysans), à partir des années 60 un nouveau critère commença à faire sentir son poids: l'éducation. Introduit durant la vague de "reform" qui balaya l'Europe de l'Est après la mort de Staline, le critère de l'éducation se révéla finalement non pas tant le signe d'une dépolitisation de la société socialiste, qu'un moyen pour le Parti d'attirer dans ses rangs les intellectuels et de donner un surplus de légitimité à ses cadres. En fait, les deux critères s'entremêlèrent et se complétèrent. Ainsi, les membres de Parti devaient exceller dans leurs études ou, s'ils étaient déjà adultes, se perfectionner continuellement et acquérir éventuellement des qualifications et des diplômes supplémentaires. À l'inverse, ceux qui excellaient dans leur études se virent souvent obligés, afin de poursuivre leur carrière, de devenir des membres du Parti.

Ainsi, en dépit de l'importance nouvelle de l'éducation, l'inscription aux rangs du Parti continua, même après les années 60, de constituer la condition incontournable pour l'accès et l'avancement dans les postes de décision. Comme me le disait un ancien directeur d'IAS,

"Les communistes te faisaient membre de Parti, tu pouvais rien dire, tu pouvais pas dire que tu voulais pas! Toi, si tu disais non, tu disparaissais de la hiérarchie, tu devenais le dernier homme de l'entreprise. Surtout si tu voulais avancer, tu devais devenir membre de Parti. Personne n'y échappait. Automatiquement, quand il était question d'un poste de responsabilité [*funcție de răspundere*], il te faisaient automatiquement membre de Parti. Ceci était une règle connue..."

En parallèle avec cette continuelle importance de l'activité politique en tant que critère d'accès aux postes de décision, l'éducation prit indéniablement une place marquée. En particulier, pendant le socialisme, les trajectoires éducationnelles des cadres des différents types d'unités reflétèrent la hiérarchisation des unités économiques du système. En fait, ces dernières constituaient non pas un ensemble indifférencié, mais un système hiérarchique où les différents types d'unités se situaient réciproquement en raison de leur importance économique et politique pour le régime. Comme la position et le pouvoir des cadres dépendaient de l'importance des unités économiques qu'ils dirigeaient, il s'en suit

que les cadres eux-mêmes se plaçaient à l'intérieur d'une hiérarchie de pouvoir reflétant la hiérarchie économique des entreprises.

Comme nous l'avons vu plus haut, de manière générale, l'ensemble des unités du secteur agricole se plaçait en dessous de celles appartenant au secteur industriel, reflétant ainsi la priorité politique de modernisation à travers l'industrialisation que poursuivait le régime communiste. La formation et le recrutement des cadres qui se trouvaient à la tête des différentes unités, et, en particulier, le système d'éducation produisant les futurs ingénieurs et économistes, connaissaient une hiérarchisation poussée selon les différentes spécialisations. Dans cette hiérarchie, le bas de l'échelle était occupé par les départements de l'Institut agronomique et le Département de mécanique agricole de l'Institut polytechnique. Les futurs cadres de l'agriculture se trouvaient ainsi, dès leur formation, dans une hiérarchie qui les plaçait nettement en dessous des futurs cadres de l'industrie. Il se peut que la différenciation se faisait même avant, car le système d'éducation produisait et reproduisait lui-même les inégalités existantes dans la société socialiste (Ratner, 1984). Les étudiants en agronomie étaient généralement issus du milieu rural et relativement moins fortunés que les étudiants d'ingénierie.

De la même manière, le secteur agricole et ses cadres étaient eux aussi différenciés. Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, les unités d'État (IAS) étaient nettement favorisées par rapport aux unités coopératives (CAP). Les SMA, appendices des CAP et espace d'écoulement pour les tracteurs et outillages agricoles produits au pays, occupaient, en dépit de leur statut d'entreprises étatiques, une position qui les rapprochaient plutôt des CAP que des IAS. Et cette hiérarchie des unités économiques agricoles se reflétait dans les modes de recrutement des cadres qui se trouvaient à leur tête.

Une première distinction se faisait au niveau du plus haut échelon des cadres, celui des chefs d'unités. Ainsi, si les directeurs des IAS et SMA étaient recrutés parmi les diplômés des institutions universitaires correspondantes (Institut agronomique et Faculté de mécanique agricole, respectivement), les présidents de CAP ne détenaient pas, généralement, de diplôme universitaire. En fait, ils pouvaient être soit des membres coopérateurs fidèles au Parti (cas rencontrés plutôt au début de la collectivisation), soit des ouvriers industriels en ascension dans la hiérarchie locale de Parti (par exemple, des contremaîtres d'usine ou des mécaniciens des SMA devenus secrétaires ou activistes de Parti dans l'organisation politique de leur entreprise). Les présidents des CAP étaient aussi, généralement, issus de la région, sinon du village ou de la commune même dans laquelle se

trouvait la CAP, du moins d'une commune voisine. Ils étaient en effet des villageois en ascension politique et sociale, d'abord à travers un travail salarié et parfois industriel, et par la suite à travers l'insertion dans la hiérarchie politique. Leur importance était surtout locale, car ils se situaient aux derniers échelons de la hiérarchie des cadres agricoles du système. Touchés fortement par la politique de "rotation de cadres", les présidents des CAP pouvaient aussi occuper d'autres fonctions, soit comme présidents des conseils populaires⁴, soit comme secrétaires de Parti d'une unité économique, soit comme cadres de l'administration locale et régionale.

Une deuxième différenciation se réalisait au niveau du second échelon des cadres d'une unité, soit celui des ingénieurs qui se trouvaient tant dans les IAS, les SMA et les CAP. Les ingénieurs des SMA se retrouvaient à part, ayant une spécialisation (ingénierie mécanique) et un parcours (l'Institut polytechnique) qui les mettaient à l'écart des ingénieurs des CAP et IAS. Ces derniers connaissaient par contre un parcours apparemment semblable: ils aient été passés par les mêmes institutions d'éducation supérieure (les instituts agronomiques du pays), et avaient un statut ultérieur officiellement identique (des salariés d'État). En dépit de cela toutefois, les ingénieurs agronomes des IAS et des CAP connaissent des trajectoires différenciées autant avant qu'après l'obtention de leur poste.

Ainsi, suivant la hiérarchie politique et économique entre les IAS et les CAP, dès leurs années d'études, les futurs agronomes des IAS et CAP entraient en compétition pour l'obtention des meilleurs notes, car l'accès aux postes se faisait en fonction des moyennes finales⁵. La lutte se donnait pour les meilleurs postes, qui étaient "dans les combinats avicoles, les complexes porcins et les IAS", les CAP se trouvant "au dernier rang". Vers la fin des quatre années d'études universitaires, le groupe de ceux qui avaient les meilleurs notes, et qui visiblement allaient obtenir les postes les plus convoités, se distinguait déjà du groupe des moins studieux, voué à recueillir seulement les miettes. Mais, bien que les premiers considéraient que "aux CAP allaient d'habitude les étudiants très faibles", les

⁴ Les mairies socialistes.

⁵ En effet, à la fin de leurs études universitaires les étudiants en agronomie devaient passer, comme les diplômés de toute faculté ou département, par le processus de "répartition", processus grâce auquel ils obtenaient leur poste. La "répartition" se déroulait selon le principe "aux meilleurs étudiants le meilleur choix". Ainsi, le premier sur la liste (c'est-à-dire celui qui avait la plus haute moyenne générale) avait le droit de choisir parmi toute la liste de postes disponibles cette année là; celui qui le suivait choisissait dans la liste restante et ainsi de suite. Les meilleurs étudiants pouvaient ainsi choisir non seulement les unités les plus proches de leur lieu d'origine (ce qui constituait, en effet, le désir de la majorité d'entre eux, car la proximité des parents était hautement valorisée, la famille étendue gardant toute son importance en Roumanie), mais aussi celles qui étaient les plus convoitées.

derniers étaient convaincus que "seulement ceux qui avaient du piston (*pile*) parvenaient à avoir des postes dans les IAS".

Après l'obtention des postes, les bénéficiaires touchés par les différents ingénieurs validaient en effet leur hiérarchisation du temps des études. Ainsi, les salaires des agronomes des IAS étaient plus élevés et plus stables que ceux des agronomes qui travaillaient aux CAP. De plus, comme me le disait une ancienne agronome de la CAP de Buna,

"Il y avait aussi une question d'orgueil, car [en tant qu'agronome d'une IAS], tu savais que, au dessus de toi, il y avait un ingénieur. Aux IAS les présidents devaient avoir des études universitaires, tandis qu'aux CAP n'importe qui pouvait être président, même quelqu'un qui n'avait complété que quatre années d'école primaire, comme ça a été le cas ici. Et tu devais lui obéir".

Par ailleurs, l'avancement dans la hiérarchie économique ne suivait pas les mêmes chemins pour les agronomes des CAP et pour ceux des IAS. Comme nous l'avons vu précédemment, les CAP étaient des unités plus petites et dont les présidents ne se recrutèrent pas parmi les diplômés universitaires. Ainsi, les ingénieurs agronomes qui y étaient employés ne disposaient pas de beaucoup de possibilités d'avancement dans le cadre de la coopérative elle-même. Au mieux, activité politique, relations et chance aidant, ils pouvaient espérer être transférés dans une meilleure CAP ou dans une IAS, ou, s'ils se lançaient dans une carrière politique, devenir des secrétaires d'une organisation locale de Parti.

Les ingénieurs agronomes des IAS disposaient, par contre, du moins potentiellement, d'une plus large gamme de possibilités d'avancement. Non seulement l'accès à la direction des IAS ne leur était pas fermé, mais le fait que l'organisation interne de ces unités disposait de plus de marches hiérarchiques à grimper leur donnait davantage de choix à l'intérieur même de l'unité (un poste convoité était ainsi celui de chef de section). De plus, il est fort probable que ce sont prioritairement les ingénieurs des IAS qui pouvaient espérer occuper un jour un poste dans la hiérarchie économique supérieure, celle des "Directions agricoles départementales" ou du ministère de l'Agriculture.

Ainsi, le système d'éducation et de recrutement des cadres reproduisait, sur le plan du personnel dirigeant des diverses unités, les inégalités de pouvoir que le régime communiste avait établies, de par ses priorités politiques, entre les différents secteurs de l'économie. Dans la hiérarchie économique qui englobait ces inégalités, les coopératives de production et leurs cadres occupaient les derniers échelons.

5.2.3. Réseaux de collaboration et hiérarchies II: l'exécution du Plan

Au delà du mode de recrutement et d'avancement dans la hiérarchie économique, les réseaux de collaboration et les hiérarchies qui s'établissaient entre les cadres du secteur agricole se tissaient aussi à tous les jours, dans le processus même d'exécution du plan. Cette exécution supposait le processus ininterrompu à travers lequel les cadres s'efforçaient de réaliser les objectifs qui leur étaient assignés par le plan central et de faire face à cette contrainte "d'en haut". Elle comprenait non seulement la simple combinaisons des facteurs de production, mais aussi, et c'est ce qui nous intéresse ici, le développement des stratégies spécifiques, des chemins d'action qui impliquaient la mise en place de réseaux de relations complexes dépassant la simple organigramme de la hiérarchie officielle du système.

La réalisation effective du Plan était sous la responsabilité des cadres des unités économiques, mais se trouvait en même temps sous la supervision des représentants locaux du Parti. L'exécution du plan impliquait alors non seulement la hiérarchie économique des entreprises et de leurs ministères, mais aussi la hiérarchie politique du Parti communiste. Ce sont ces multiples hiérarchies qui, dans le contexte spécifique de l'exécution du plan, débouchèrent sur une configuration particulière des réseaux et des hiérarchies des cadres. Plus spécifiquement, elles renforçèrent les solidarités territoriales, en particulier à base départementale, des réseaux des cadres responsables de la réalisation du Plan.

En effet, l'organisation de Parti rassemblait (et divisait), sur une base territoriale, l'ensemble de ses membres. Ainsi, en dessous du for central constitué par le Comité central du Parti, siégeant à Bucarest, se trouvaient les organisations départementales, organisations qui englobaient à leur tour l'ensemble des organisations de Parti affiliées aux unités administratives (les communes et les villes) et économiques (les entreprises) se trouvant sur le territoire du département. À la tête de l'organisation départementale se trouvait le premier secrétaire de Parti du département (*prim secretar*) qui était aussi président du Conseil populaire départemental et chef des secrétaires de Parti des organisation communales (qui eux aussi étaient en même temps présidents des conseils populaires communaux). Le plus important et puissant homme du département, le premier secrétaire du département supervisait la réalisation des objectifs de Plan assignés à son département (en fait, la somme des objectifs de Plan des unités économiques du département) et en était responsable devant ses supérieurs de Bucarest.

Le dédoublement de la hiérarchie administrative et économique du pays par la hiérarchie de Parti dans le processus d'exécution du Plan donnait ainsi des contours territoriaux, en l'occurrence départementaux, aux réseaux des cadres. Regroupés dans une structure hiérarchique ayant à son sommet le premier secrétaire de Parti du département, les cadres d'un département étaient mus par les mêmes intérêts et contraintes: produire le Plan, et, par le fait même, garder leur position, puis éventuellement avancer dans la hiérarchie. Dépendants pour leur maintien en poste et pour leur avancement dans la hiérarchie de la bonne entente avec le premier secrétaire, les cadres du département avaient tous intérêt à collaborer avec celui-ci afin de réaliser non seulement les plans individuels de leurs unités, mais aussi le plan départemental dans son ensemble.

Les cadres impliqués dans le secteur agricole ne faisaient pas exception à la règle. Directeurs des IAS ou des SMA, présidents des CAP, ils étaient tous sous la houlette non seulement du ministère et de son bras local, la Direction agricole départementale, mais aussi de toute une hiérarchie de Parti à base départementale. La greffe de l'organisation de Parti sur les structures économiques, tout comme le contrôle qu'elle exerçait sur ces structures, s'effectuaient à la fois au niveau de chaque entreprise et au niveau, plus englobant, des zones et du département. Les entreprises agricoles d'un département étaient ainsi regroupées dans plusieurs CUASC (*Consiliul Unic Agro-industrial de Stat și Cooperatist*, "Conseil unique agro-industriel d'État et coopératif"), des organisations zonales chargées de superviser la réalisation du plan par les unités agricoles. Ces organisations avaient, selon un ancien employé, "des fonctions politiques et de Parti, de Securitate⁶ et de police", de contrôle et de direction des unités agricoles. Elles étaient subordonnées au Comité départemental de Parti, et avaient en tant que chef le secrétaire de Parti départemental.

Les CUASC étaient non seulement "des unités de coordination des CAP", et des "unités supérieures à toutes les unités agricoles dans les zones respectives", mais dirigeaient aussi, dans le but d'assurer la réalisation du plan de production agricole, "tout ce qu'il y avait sur le territoire de la commune, la mairie, la police, tout était sous le [contrôle du] CUASC". Le dédoublement de la hiérarchie administrative et économique par la hiérarchie de parti réalisait ainsi le regroupement des membres de l'appareil d'un département autour d'un objectif commun, l'exécution du Plan. Comme nous le voyons, premier secrétaire de

⁶ Les services secrets roumains, utilisés par Ceaușescu, de manière croissante, pour surveiller l'allégeance de la population envers sont régime.

Parti du département, secrétaires communaux de Parti, chefs de la milice locale, chefs des unités agricoles, ils étaient tous unis à travers les CUASC dans une structure commune orientée vers la réalisation du Plan.

Toutefois, l'inclusion des CAP dans les CUASC n'était pas seulement une fonction de leur subordination par rapport à l'appareil de Parti, mais représentait aussi leur intégration dans une structure de coopération qui débordait les structures économiques agricoles et les structures administratives. En particulier, le problème de la force de travail nécessaire aux campagnes agricoles, surtout dans les coopératives agricoles, entraînait la collaboration des cadres des CAP avec différents autres cadres (chefs d'écoles et de lycées, et chefs d'unités industrielles) pour la mobilisation d'une force de travail supplémentaire. On apprend ainsi que, même si les unités industrielles n'étaient pas sous la tutelle du CUASC, "elles étaient obligées mobiliser les gens pour les récoltes. À partir de la mairie, tu mobilisais les forces dont tu avais besoin, surtout pour la récolte du maïs, ou des pommes de terre, pour lesquelles il fallait beaucoup de force de travail". Les autres unités devaient accepter de se départir temporairement de la main d'œuvre ainsi réquisitionnée, ou, parfois, la contraindre à faire des heures supplémentaires de "travail patriotique".

Par ailleurs, les cadres subordonnés à un CUASC devaient aussi coopérer pour la production des statistiques officielles qui faisaient partie du processus d'exécution du Plan. Selon le même ancien employé d'un CUASC du sud de Dâmbovița, au moins une fois par semaine, le CUASC organisait une téléconférence regroupant tous les dirigeants des unités subordonnées et le premier secrétaire du département. Lors de ces réunions, les productions qui allaient être rapportées ultérieurement par chaque unité (au centre) étaient manipulées à l'incitation du premier secrétaire:

"Chaque unité devait rapporter les productions qu'elle devait réaliser. Et si une unité rapportait une production plus grande, ou si dans un autre département les productions rapportées étaient plus importantes, alors dans notre département et dans chaque unité tu devais rapporter aussi cette production. Et si tu rapportais une production plus modeste on te critiquait, et d'une séance à l'autre la production à rapporter augmentait. De 2000 [tonnes], on arrivait à 8000 [tonnes]".

Les organisations de Parti et les autres structures politiques départementales (telles que le CUASC) constituaient ainsi le cadre à l'intérieur duquel les différents cadres tissaient des relations informelles, et où s'instituait la complicité tacite et la compréhension mutuelle nécessaires à l'exécution du Plan. L'organisation de Parti départementale pouvait alors constituer le cadre où les éventuelles "déviations" des cadres au niveau de la gestion de leur

entreprises pouvaient se résoudre par des "arrangements" avec les dirigeants de cette organisation. En effet, si le directeur d'entreprise entretenait une bonne relation avec le secrétaire départemental de Parti, il pouvait même échapper au contrôle des organes économiques. Comme me le racontait un ancien directeur d'IAS, "si le Parti était passé chez toi, basta!, personne ne devait plus passer chez toi! Même si le type de la police économique venait chez toi et que tu avais des problèmes, tu avais une réunion de Parti et [tout s'arrangeait]".

Par ailleurs, la répartition même des investissements alloués à chaque unité dépendait des relations informelles que leurs dirigeants avaient établies avec les membres de l'appareil de Parti impliqués dans la négociation des investissements prévus par le Plan. Comme me le racontait un ancien chef de section d'une IAS du sud de Dâmbovița,

"[au temps du communisme], si tu travaillais et si tu avais aussi quelques *pile* (contacts), tu pouvais réaliser quelque chose [au boulot]. Tu devais avoir des *pile* pour qu'ils te répartissent des fonds, sinon tu ne pouvais pas faire quoi que ce soit, tu n'avais pas l'argent pour le faire".

Hors de ces relations "verticales" avec les membres de l'appareil de Parti, les cadres du secteur agricole pouvaient aussi développer des relations informelles "horizontales", tant entre eux qu'avec des cadres d'autres secteurs. Encore une fois, ceci se réalisait à travers le processus formel de formation et de recrutement des cadres. Ainsi par exemple, ces relations pouvaient se nouer à l'occasion de la fréquentation d'une "école de parti" (à Crevedia, à Brașov) que tout cadre politiquement actif devait suivre, ou encore à travers des stages annuels dans les "centres d'instruction des cadres" à profil agricole, stages qui servaient à leur attribuer des qualifications professionnelles.

Les liens entre les cadres du secteur agricole et ceux du monde rural en général étaient aussi renforcés par le système de rotation des cadres. Selon ce système, les cadres du monde rural ne devaient pas "s'incruster" dans un seule et unique poste, mais devaient être assignés à divers postes tout au long de leur carrière. Il y avait ainsi une rotation interne des cadres au sein du monde rural. Par exemple, un ingénieur chef de SMA devint ultérieurement chef de section dans une CAP et, après coup, chef de section dans une IAS. De la même manière, les présidents de conseils populaires ruraux occupaient fréquemment,

soit avant, soit après leur carrière dans l'administration, le poste de présidents de CAP⁷.

C'est l'appartenance à une même organisation, le Parti, qui forgeait de nombreux liens horizontaux entre les cadres de l'économie socialiste d'un département, ainsi que des liens verticaux qui les unissaient aux cadres de l'appareil de Parti départemental. Elle forgeait également une identité commune des cadres, identité basée sur la conscience d'une position similaire dans le système.

Toutefois, il faut remarquer qu'à l'intérieur des réseaux de collaboration à base départementale, les unités agricoles se différenciaient selon l'importance politique qu'elles avaient. Ainsi, les CAP et les IAS ne s'y retrouvaient pas dans la même position. Par conséquent, les directeurs des IAS disposaient, en tant que chefs d'unités étatiques d'envergure, d'une autorité plus grande et de ressources plus importantes, ce qui leur permettait une plus grande autonomie dans l'exécution de leur plan. Par contre, les CAP avaient, je pense, un degré d'autonomie beaucoup plus réduit par rapport à l'appareil de Parti. En effet, le statut inférieur de leurs présidents (découlant de leur éducation par exemple), le poids économique et l'importance politique de leurs entreprises, les ressources insuffisantes dont celles-ci disposaient, débouchaient, comme nous l'avons mentionné plus haut, sur une véritable "vassalité" des CAP par rapport à l'appareil de Parti.

Ainsi, bien qu'en principe chaque CAP fût sous la direction d'un président responsable de sa gestion, en pratique, l'activité des CAP se trouvait sous la supervision stricte et continuelle des cadres de l'appareil de Parti. Plus précisément, le président du conseil populaire communal était responsable localement du déroulement des campagnes agricoles, depuis la mobilisation de la force de travail des membres à la supervision du travail des conducteurs de tracteurs. Comme me le racontait une villageoise de Buna, le conseil populaire et son organisation de Parti étaient l'endroit d'où se faisait la gestion de la CAP locale, car "c'était l'OB (organisation de base du Parti communiste) de la mairie qui dirigeait tout, qui contrôlait tout!". Un ancien président de la CAP de Buna me renseigna également sur les véritables détenteurs du pouvoir décisionnel dans la coopérative:

"La CAP était divisée en sections, et dans le cadre de chaque section de la CAP il y avait une cellule de Parti, avec un secrétaire de Parti, avec un bureau de l'organisation de base de la section respective, qui était coordonnée depuis le centre, depuis la commune, par le Comité communal de Parti. Celui-ci était dirigé par le

⁷ Ceci afin d'éviter qu'ils développent des liens trop étroits au niveau local, ce qui pouvait avoir comme effet qu'ils soient enclins à poursuivre les intérêts locaux plutôt que ceux du centre. Cette mesure était destinée à limiter la corruption, mais aussi à empêcher la constitution de toute opposition de taille aux politiques et à la personne du président du pays.

maire, qui était aussi secrétaire de Parti, et qui avait un pouvoir absolu. Personne ne pouvait dire autre chose que ce qu'ils dictaient d'en haut. Et même à la direction de la CAP se trouvaient toujours eux, c'est-à-dire les membres de Parti. Donc nous, nous travaillions, et le Parti dirigeait. Tout était dirigé, à 100%, par le Parti, tu pouvais faire absolument rien sans qu'ils sachent, ceux du Parti".

Ainsi, je pense que, dans le cas des CAP, la collaboration entre les cadres du département (impliquée par l'appartenance à la même organisation de Parti et par l'exécution du plan départemental) se trouvait en continuelle tension avec une tendance contraire. Cette dernière menait à des relations inégales et potentiellement conflictuelles, relations où la domination des CAP par l'appareil de Parti n'était qu'en partie contrebalancée par la coopération.

Ainsi, je pense que la collaboration concernait surtout le secteur agricole coopératif lui-même, secteur qui, dans un sens élargi, incluait autant les CAP que les SMA ou encore les AEI (*Asociații Economice Intercooperatiste*, "Associations économiques inter coopératives" ⁸). Ainsi, le président de la CAP de Buna pouvait aider le directeur de l'AEI " avec des hommes de la CAP, pour qu'il ramasse son foin". Ou encore, les directeurs des SMA pouvaient collaborer avec un président de CAP pour l'exécution du Plan. Comme me l'expliquait un ancien directeur de SMA, le paiement de 30% du salaire annuel des employés de la SMA dépendait de la réalisation du "plan de revenus" annuel assigné à son unité. Une façon d'enregistrer un plus important revenu était d'enregistrer, dans les revenus de sa SMA (disons la SMA x), les travaux agricoles réalisés par une autre SMA (disons la SMA y). Ainsi, si la SMA y travaillait dans la zone d'activité de la SMA x, par exemple sur les terres de la CAP z, le paiement se faisait de la CAP z vers la SMA x et, par la suite seulement, vers la SMA y. Le paiement d'un même travail agricole apparaissait ainsi dans la comptabilité des deux SMA, et la SMA x était créditée comme ayant réalisé autant ses propres travaux que les travaux de la SMA y. La collaboration du président de CAP était, dans ce cas-ci, de rigueur.

En conclusion, je pense que la position différentielle des IAS et CAP à l'intérieur de la hiérarchie économique plus large amena une différenciation de la position de leurs cadres à l'intérieur des réseaux de collaboration départementaux. Les directeurs des IAS avaient ainsi, je le pense, développé des réseaux plus étendus et plus profonds verticalement que les

⁸ Les AEI étaient des unités qui développaient surtout des activités d'élevage. Elles réunissaient des ressources de plusieurs CAP locales et étaient destinées à devenir des entreprises d'élevage modernes, visant la transformation du secteur coopératif "classique".

présidents des CAP, qui étaient bien insérés au niveau local, mais souvent avec moins d'envergure quant à leur implication régionale et nationale. De plus, la position des chefs des CAP à l'intérieur des réseaux dont ils faisaient partie se trouvait, dans une plus large mesure que celle des directeurs des IAS ou des entreprises industrielles, à être minée par les rapports de domination qui les unissaient aux membres de la haute hiérarchie de Parti.

Après avoir vu le fonctionnement interne de l'agriculture coopérative, les contraintes qui pesaient sur ses cadres et les stratégies que ceux-ci devaient développer pour y échapper, nous nous pencherons, dans les pages qui suivent, sur la "petite" agriculture développée par les villageois membres coopérateurs autour des lots personnels.

5.3. Les lots personnels des membres coopérateurs: autonomie des *gospodării* et contrôle étatique (1962-1980)

Nous avons vu plus haut que la collectivisation des campagnes roumaines avait débouché sur l'élimination d'une grande partie des anciennes propriétés paysannes. Limitées aux zones marginales de collines et de montagnes, celles-ci avaient été réduites à occuper un maigre 9% de la superficie agricole du pays.

Toutefois, la collectivisation des campagnes n'a pas débouché sur l'élimination complète des petites exploitations familiales, et ce, même dans les zones collectivisées. En effet, dès leur constitution, les coopératives agricoles avaient concédé à leurs membres l'usage des "lots personnels" (*loturi personale*), des petites parcelles de terre (0.3 hectares au début de la collectivisation [Rey, Ianosi, Leclerc, 1992: 59]). Les coopérateurs, bien que n'en ayant pas la propriété légale, pouvaient les utiliser pour y semer et en recueillir leurs propres cultures.

Tableau 5.5. L'évolution des lots personnels en Roumanie, dans la période 1950-1980.

	1950	1960	1970	1980
Nombre d'unités (millions)	0,68	1,42	3,45	n.d.
Terre agricole (ha)	14.300	333.500	983.000	930.000
% terre agricole totale	0,1	2,3	6,6	6,2
Terre arable (ha)	9.400	274.400	795.400	754.600
% terre arable totale	0,1	2,8	8,2	7,7

Source: (Turnock, 1986: 184)

Le tableau précédent montre ainsi que la superficie contrôlée par les lots personnels des membres coopérateurs s'accrut durant le long processus de collectivisation (de 0,1% de la terre agricole totale, en 1950, à 6,6%, en 1970), pour rester, par la suite, à peu près constante. Le nombre total de lots nous indique que quelque 3,5 millions de membres coopérateurs, et donc quelques trois millions de *gospodării*, en profitaient.

5.3.1. Collectivisation et lots personnels à Buna: inciter et récompenser

Dès les débuts de la collectivisation, les terres collectives de la CAP "23 Août" du village de Buna furent divisées entre une partie (majoritaire) qui relevait de la gestion directe de la CAP, et une autre partie qui était cédée chaque année aux membres coopérateurs pour leur usage personnel⁹. Chaque membre recevait ainsi un lot personnel sur lequel il pouvait cultiver ses propres cultures et dont la récolte lui revenait intégralement.

Aux débuts de l'agriculture coopérative, l'État utilisa les lots personnels comme moyen pour inciter les paysans à s'inscrire dans la CAP, ainsi que, par la suite, pour récompenser leur coopération à la collectivisation. Par ailleurs, les lots personnels étaient aussi supposés fournir la presque totalité de la nourriture des villageois, et constituaient ainsi un moyen pour l'État de se décharger de sa responsabilité face aux besoins de consommation alimentaire des villageois. De plus, comme les membres coopérateurs avaient aussi le droit de vendre le surplus de leur produits agricoles sur les "marché paysans" urbains, les lots personnels pouvaient aussi contribuer à nourrir la population grandissante des villes industrielles.

Si pour l'État socialiste le lot personnel représentait surtout un élément stratégique et tactique, pour les paysans qui avaient cédé leurs terres à la coopérative, ces lots devinrent la raison de leur acquiescement, ainsi que la contrepartie attendue de celui-ci. Une analyse des demandes d'inscription dans la CAP de Buna datant de 1960, nous montre non seulement l'importance des lots personnels pour les paysans, mais aussi les négociations auxquelles ils se livrèrent afin de les obtenir. Il étaient ainsi nombreux à demander dans leur inscription à la CAP que leur fût réservés "0,25 hectares pour le lot personnel, conformément au Statut".

⁹ J'estime à quelque 200-300 hectares la partie cédée en lots personnels aux membres coopérateurs. Ceci représentait moins de 15% de la superficie totale de la coopérative (qui occupait près de 2.000 hectares).

Ayant perdu le contrôle effectif de leurs terres, n'ayant plus de marge de manœuvre pour accepter ou refuser la collectivisation, les paysans essayèrent de garder au moins le contrôle sur ces minces lots. Ils firent ceci en marchandant leur travail. Dans les termes de nombreuses demandes pour l'inscription dans la CAP de Buna, les paysans cherchèrent à échanger leurs "bras de travail" contre l'accès au lot personnel. Un villageois formulait ainsi sa demande d'adhésion à la coopérative:

"Je viens dans la coopérative qui va se former avec les bras de travail que moi et ma femme offrons. Le soussigné Pavel Ionescu possède encore 0,25 hectares [...] Je suis d'accord pour les inscrire dans la coopérative agricole en tenant compte que, pour mon propre usage, me soit donnée cette même superficie" (demande datée octobre 1958).

Ainsi, il semble que le travail n'était cédé par les paysans que pour avoir accès à ces lots personnels. Une autre demande nous montre que même le travail dans le cadre de la ferme collective était perçu par les paysans comme un travail qui se résumait au labour de sa terre, c'est-à-dire le lot personnel:

"Je vous prie respectueusement de me recevoir aussi en qualité de membre dans la coopérative agricole 23 Août de cette commune, avec la superficie d'un hectare. Je viens dans la CAP avec un ou plusieurs bras, autant que j'en disposerai lors de ma retraite. Autant que vont être nécessaires pour travailler ces 30 ares [la superficie du lot personnel qu'il voulait acquérir] avec lesquels je m'inscris dans la CAP. Vive la lutte pour la paix!"

La volonté de négociation des paysans ne signifie pas, néanmoins, que leur marge de manœuvre était aussi grande que le laissaient entendre ces demandes. S'ils étaient en mesure de poser des conditions, ce n'était pas eux qui menaient le jeu, ni en tant que force de travail ni en tant que membres de leur coopératives. En fait, comme nous l'avons vu plus haut, les coopératives étaient elles-mêmes des "vassaux" de l'État, et ce n'était ni leurs cadres, ni leurs membres qui décidaient des paramètres de base du fonctionnement des coopératives, et en particulier du contrat de travail entre la coopérative et ses membres. Les dimensions du lot personnel et les conditions de leur octroi étaient en effet contrôlées par l'État.

5.3.2. Au delà de la collectivisation: lots personnels et contrôle étatique du travail

Ainsi, bien que pendant la collectivisation les lots personnels aient été concédés surtout comme un moyen d'incitation et de récompense de la part de l'État envers les

paysans collectivisés, dans les années 60, les lots personnels constituèrent le moyen que l'État se donna afin de maintenir la force de travail dans les villages. En effet, dans les conditions d'une industrialisation et d'une urbanisation qui se trouvaient encore à leurs débuts, les coopératives pouvaient continuer à absorber la force de travail excédentaire et diminuer les flux migratoires vers les villes. C'était ainsi que, étant donnée l'attitude permissive de l'État, autant les dimensions du lot et la rétribution du travail dans la coopérative gardèrent pendant cette période un niveau acceptable. Dans les termes d'un ancien président de la coopérative de Buna, cette CAP "allait bien" pendant les années 60.

Dès le début des années 70 toutefois, l'industrialisation marquée du pays, et en particulier de Dâmbovița et des départements environnants, créa des nouvelles opportunités pour la force de travail rurale. C'était ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, qu'un grand nombre de jeunes campagnards quittèrent l'agriculture pour travailler dans l'industrie. Dans les conditions de la perpétuation d'une agriculture encore faiblement mécanisée à l'intérieur des CAP, le départ des jeunes hommes et le continuel absentéisme des membres restants déboucha sur un manque de force de travail qui n'allait que s'aggraver avec le passage du temps.

Par contraste, les lots personnels continuèrent de connaître l'investissement intensif du travail de leurs membres. En fait, tous les membres des *gospodării* villageoises s'engageaient, même si c'était à des degrés et des intensités variables, dans le travail agricole effectué sur ces lots. Ainsi, bien que le travail des lots personnels restait, tout comme le travail à la CAP, surtout le fait des femmes et des vieux, les adultes employés en industrie se livrèrent fréquemment à un "deuxième quart de travail" (Cole, 1984) sur le lot personnel après les heures de travail et pendant les fins de semaine. De plus, à côté des membres ruraux, les descendants partis en ville, ainsi que leur nouvelles familles, venaient eux aussi aider aux labours sur les lots personnels.

L'État répondit à la pénurie du travail dans les CAP par différentes mesures et à l'aide de différents moyens. Il essaya ainsi de suppléer à l'insuffisance de la force de travail locale par de la force de travail additionnelle, soit l'armée (les soldats, jeunes hommes faisant leur "service militaire"), les prisonniers, ou, plus couramment et comme dans le cas de Buna, les écoliers et les étudiants (utilisés en automne pour la cueillette de la récolte, durant des périodes de deux semaines à un mois nommées "pratiques agricoles") ou encore les employés des villes et des industries (ceux-ci furent utilisés surtout durant les années 80 pour de plus courtes périodes). Cette force de travail occasionnelle ne réussit toutefois pas à

combler le besoin en travail des unités agricoles. Pas plus motivée et efficace que la force de travail des membres coopérateurs, elle ne réussit à couvrir qu'une partie des travaux agricoles.

Dans le mouvement de réforme économique du début des années 70, l'État essaya aussi d'introduire des mesures visant à attirer la force de travail dans les CAP. Un nouveau système de rétribution fut ainsi introduit à cette époque, soit le fameux "accord global". Celui-ci consistait en une entente entre la CAP et chacun de ses membres, à travers laquelle ces derniers se voyaient confier le travail de parcelles individuelles de terre. Les cultures étaient décidées par la CAP, et concernaient surtout le maïs et les légumes. Les semences, engrais, herbicides et travaux mécanisés étaient fournis par la CAP. Le membre fournissait le travail manuel pour les autres travaux (binage, cueillette). En échange il recevait un pourcentage de la récolte qu'il avait obtenue sur cette parcelle.

À Buna, au début de la mise en œuvre de l'accord global, ce pourcentage était considérable et à l'avantage des membres, s'élevant jusqu'à 30% de la récolte. Bien que désormais l'accès au lot personnel ait été lié à une certaine quantité de travail à la coopérative (mesurée toujours en "journées-travail"), le fait que ce travail se réalisait en grande partie "en accord" (*în acord*) faisait en sorte que la rétribution que les membres recevaient de la coopérative s'accroissait en conséquence. En effet, en travaillant "en accord", les membres coopérateurs avaient accès à une quantité importante de produits agricoles¹⁰. Et ces produits, ils les utilisaient pour le développement de leurs propres exploitations familiales autour du lot personnel.

5.3.3. Les lots personnels: source d'autonomie des *gospod.rii* villageoises

En effet, malgré le fait que l'industrialisation et l'urbanisation transformèrent les *gospodării* paysannes en *gospodării* orientées vers l'atteinte du confort "moderne", qui trouvaient leur fierté dans leurs nouveaux statuts d'ouvriers et de salariés que certains de leurs membre avaient acquis, le travail dans l'exploitations familiale restait important. Son importance résidait autant dans sa valeur économique (fournir des biens de consommation que le système ne pouvait pas les fournir), que dans sa valeur symbolique.

¹⁰ Par exemple, un villageois de Buna se rappelait avoir reçu quelque 700 kg de maïs de son lot travaillé "en accord" (lot qui avait probablement un hectare).

Ainsi, à Buna, les exploitations personnelles étaient souvent non seulement des unités de production économique, mais aussi des unités territoriales clairement identifiables et pourvues d'une haute teneur symbolique. En outre, les lots personnels se trouvaient généralement inclus dans les "jardins", des lotissements qui se trouvaient derrière la basse cour et que les villageois avaient déjà possédés avant la collectivisation. Ainsi, bien que les propriétés légales des villageois furent réduites, après la collectivisation, à l'espace d'habitation et à la basse-cour (250 mètres carrés), en pratique les "cours" qui regroupaient en outre les jardins, furent, à travers l'octroi du lot personnel, recomposés. L'unité de la basse cour, du jardin et de l'espace d'habitation, et par conséquent, la continuité des *gospodării* en tant qu'exploitations agricoles furent ainsi réaffirmées au delà du changement du régime.

Les villageois retrouvèrent ainsi un point d'ancrage et de continuité autour de ces exploitations familiales qui, tout en étant sensiblement réduites en dimensions, n'en gardèrent pas moins leur fonction principale. Ainsi, après la collectivisation, les exploitations personnelles autour des lots personnels étaient vouées à assurer aux villageois des produits agro-alimentaires et, ainsi, une certaine autonomie alimentaire pour leurs *gospodării*. À Buna, ces exploitations se concentraient sur la production des céréales (maïs en particulier) et des légumes, mais, surtout, sur l'élevage de quelques animaux (une vache, un veau, deux ou trois porcs, des volailles).

Ainsi, il semble que, à travers la collectivisation, le socialisme ait permis aux villageois de se départir du souci de la terre et de son exploitation, et de se concentrer sur la poursuite de leur autonomie (à travers, entre autres, l'exploitations des leurs lots personnels), sans qu'ils aient à se préoccuper de ce qui était hors de leur contrôle direct. Sources d'autonomie, les lots personnels devinrent, de plus, un des points centraux de leurs préoccupations. De fait, les villageois essayèrent, tout au long de la période socialiste, de maintenir leur contrôle sur ces lots, en vue de développer les exploitations familiales qui prenaient place autour d'eux. Détournant du temps de travail qu'ils auraient dû consacrer à leurs emplois dans la CAP ou dans les entreprises industrielles, les villageois investirent celui-ci dans leurs propres lots et exploitations agricoles. Par ailleurs, le vol de produits à partir de la CAP pouvait, lui aussi, contribuer à nourrir les animaux de la cour (paille, épis de maïs), et ainsi à la reproduction de la petite exploitation développée autour du lot personnel. Mais, tout aussi important, en travaillant en "accord global" à la CAP, ils

pouvaient avoir une source majeure de produits agricoles (en particulier, de la nourriture pour les animaux) leur permettant d'assurer le développement de ces exploitations.

5.3.4. Les lots personnels et l'agriculture roumaine

L'intégration des lots personnels dans la vie quotidienne des villageois se refléta aussi dans la place que ces lots occupèrent dans la production agricole nationale.

Ainsi, nous pouvons remarquer que, bien que réduite en dimensions, la "petite" agriculture (qui comprenant, à côté des lots personnels des membres coopérateurs, les petites exploitations individuelles des paysans des zones non collectivisées) gardait une relative importance sur le plan des productions agricoles et de l'élevage. En effet, la "petite" agriculture non socialisée ¹¹ réalisait en 1970 seulement 1,7% de la production totale de blé, mais 19% de la production de maïs, 54% de la production de pommes de terre, 36% de la production de légumes et 69% de la production des fruits. De la même manière, en ce qui concerne l'élevage, la petite agriculture regroupait une large partie des ovins, ainsi qu'elle réalisait une partie importante de la production de viande et de lait.

Tableau 5.6. La part de la "petite agriculture" non socialisée et des lots personnels dans la production agricole et animale nationale, en 1970.

	Lots personnels	Petites propriétés individuelles	Total agriculture non socialisée
<i>Production agricole</i>			
Blé	n.d.	n.d.	1,7%
Maïs	16%	4%	20%
Pommes de terre	37%	17,4%	54%
Légumes	30%	6%	36%
Fruits	41%	28%	69%
<i>Production animale</i>			
Bovins	30%	17%	47%
Porcins	30%	8%	38%
Ovins	37%	13%	50%
Viande (poids vif)	40%	13%	53%
Lait	38%	17%	55%

Source: (Rey, 1975: 43).

Une large partie de ces productions de la "petite" agriculture non socialisée se

¹¹ L'agriculture "non socialisée" comprenait en fait toute l'agriculture qui se pratiquait hors d'unités socialistes (fermes d'État ou coopératives), soit sur les lots personnels et sur les petites exploitations individuelles des paysans des zones non collectivisées.

réalisait sur les lots personnels. En 1970, ces derniers fournissaient, en effet, 15% de la production totale de maïs, 17% de celle de pommes de terre, 30% de celle des légumes et 41% de celle des fruits. Ainsi il semble que, bien que les lots personnels occupaient relativement moins de terres que les petites propriétés individuelles (6,6% de la terre agricole totale, comparativement à 9%), le fait que les premiers fussent placés dans les zones de plaine leur donnait un avantage par rapport aux secondes, qui elles se trouvaient plutôt dans les zones de collines et montagnes.

L'avantage des exploitations développées sur des lots personnels ne tenait toutefois pas seulement à une différence environnementale. En effet, comme nous le montre le cas des effectifs d'animaux et de la production animalière, le fait que, encore une fois, les lots personnels soient ceux qui fournissaient la plupart des contingents et des productions nous montre que d'autres facteurs entraient en cause. Et ceci, d'autant plus que les petites propriétés individuelles étaient placées surtout dans les zones de collines et de montagne, zones qui, traditionnellement, étaient celles qui se spécialisaient dans l'élevage. Ainsi, je pense que le succès relatif des exploitations développées autour des lots personnels trouvait son origine dans l'intégration que ces lots réalisaient avec l'agriculture socialiste coopérative. Comme nous l'avons vu, c'est, en effet, la participation à cette agriculture qui donnait aux villageois la possibilité de profiter des produits agricoles réalisés grâce au système de "l'accord global", ainsi que des plus petites quantités soustraites à travers l'appropriation personnelle des produits de la CAP (le vol).

Il est aussi important de remarquer que l'importance de la "petite" agriculture (et ainsi des lots personnels) s'accrût d'autant plus que, comme le démontrent Damian et Damian, dès 1970, les rendements des micro-exploitations dépassèrent pour plusieurs produits agricoles et animaliers ceux des coopératives, tandis que vers la fin des années 1970, les rendements de la "petite" agriculture pour bon nombre de ces produits dépassèrent aussi ceux des fermes étatiques (Damian et Damian, 1984: 189). Ainsi, en 1982, comme nous le montre le tableau suivant, pour certaines cultures et produits animaliers, cette petite agriculture était en effet plus productive que celle des CAP.

Tableau 5.7. Les performances comparatives des CAP et des micro-exploitations familiales (incluant les lots personnels et les petites fermes individuelles), en 1982.

(Rendements physiques*)	CAP	Micro-exploitations
<i>Produits agricoles</i>		
Maïs	0,97	1,07
Pommes de terre	0,82	1,24
Légumes	0,80	1,42
Fruits	0,29	5,11
<i>Produits animaliers</i>		
Viande de bœuf	0,66	1,61
Viande de porc	0,71	1,57
Viande de volaille	0,86	1,25
Lait de vache	0,63	1,33

Source: (Damian et Damian, 1984: 187).

* Les rendements physiques représentent le rapport entre, d'un côté, la part de la production réalisée par un certain secteur agricole (étatique ou coopératif) dans le total de la production agricole du pays, et, d'un autre côté, la part des superficies cultivées par le secteur agricole respectif dans le total des superficies cultivées du pays (pour une culture donnée).

Bien que je ne dispose pas de données, je pense qu'une large partie de cette amélioration des performances de la petite agriculture non socialisée par rapport à l'agriculture coopérative était due aux performances des lots personnels. Lieux les plus dynamiques de l'agriculture roumaine, ces lots devaient leur succès à une intégration relativement harmonieuse dans l'agriculture coopérative.

Néanmoins, cette intégration "lisse" des CAP et des lots personnels n'allait pas durer très longtemps. Durant la décennie suivante, les lots personnels prirent une importance particulière pour les villageois, tout en étant soumis à un contrôle plus prononcé de la part de l'État. La place des villageois à l'intérieur du système socialiste, bien que relativement égale à elle-même, se joua sur leur capacité d'intégrer autant leur emploi formel dans le système socialiste, que le travail dans les exploitations familiales développées autour du lot personnel.

5.4. Les années 80: crise du système et stratégies combinatoires locales

Les années 80 connurent, en effet, une aggravation de l'emprise que l'État essayait d'exercer sur le travail des "producteurs directs", et sur les surplus qu'il désirait s'approprier. La crise économique qui frappait de plein fouet la Roumanie, combinée à la volonté du régime de rembourser ses dettes internationales, mirent l'agriculture et ses travailleurs sous une très forte pression de la part de l'État. La volonté d'autarcie de l'État socialiste se traduisit par des investissements décroissants envers l'agriculture et, en conséquence, par

une dégradation de ses performances. Dans les conditions d'une croissance des exportations agricoles et d'une nette décroissance des importations agricoles, l'agriculture domestique se trouva dans la situation difficile de devoir fournir plus de produits pour le marché interne et externe tout en disposant de moins de ressources.

Le contrôle sur la production des CAP s'accrût, et l'État essaya de s'approprier la plus grande part du gâteau. Comme nous l'avait raconté un ancien président de la CAP de Buna, seulement 11% de la récolte totale restaient dans les remises de la CAP, tandis que la totalité de la récolte de blé allait vers le "fonds d'État", pour alimenter la consommation urbaine et surtout les exportations. L'agriculture dans son ensemble devint, en effet, une préoccupation de premier ordre du régime et fut chargée de connotations idéologiques marquées: chaque étape du travail agricole se constitua dans une campagne nationale de mobilisation et d'incitation au devoir du travail, et apparut dans les premières pages de la presse et dans chaque bulletin de nouvelles de la télévision nationale.

5.4.1. Le contrôle des lots personnels

Ainsi, devant la crise économique qui s'aggravait, l'État renonça à son approche indirecte et incitative, pour essayer d'avoir recours à une extraction directe du surplus du travail rural. Dès la fin des années 70, le pourcentage que les membres coopérateurs recevaient en retour de leur travail en "accord global" commença à décroître. De 30%, la part réservée aux membres décroît petit à petit à 20%, puis à 10%, se limitant finalement à un insignifiant 5% en 1989. Dans les termes d'un ancien président de la CAP de Buna, "après 1980, le système de l'accord global disparaît".

En même temps, les lot personnels devinrent, à cette époque, indispensables pour maintenir une force de travail de plus en plus volatile dans les CAP. Car ce fut pendant ces années que même ceux qui ne les avaient pas quittées, les femmes et les vieillards, essayèrent de s'en échapper. De nombreux villageois m'ont ainsi raconté qu'une partie importante des membres coopérateurs ne se présentaient plus aux travaux agricoles. Ils présentaient, en guise de justification, des certificats médicaux qui leur permettaient de s'en soustraire tout en leur donnant accès au lot personnel.

C'était ainsi que, tout en concédant l'usage des lots personnels dans l'espoir de s'assurer la collaboration (même incertaine) de la force de travail, l'État essaya, afin de s'approprier la plus grande partie de leur production, de contrôler plus directement les

exploitations personnelles développées autour des lots personnels. Celles-ci devinrent ainsi l'enjeu de la lutte entre les villageois et l'État. Ce faisant, l'État essayait de s'assurer le contrôle du travail excédentaire qui, comme nous l'avons vu plus haut, se dirigeait et même se détournait du secteur socialiste pour s'orienter vers ce secteur de l'"économie secondaire". En essayant d'englober ce travail dans le plan central et d'en extraire le surplus, de contrôler la circulation et la distribution de ses résultats, l'État essayait, en effet, d'accaparer le travail par le biais duquel les villageois tentaient de s'assurer une marge d'autonomie par rapport à l'État.

L'État introduisit ainsi des plans de livraison d'animaux pour chaque commune (1983), ainsi que l'interdiction pour les villageois d'abattre sans permis leurs veaux. De plus, l'achat des produits manufacturés dans les magasins locaux ne put se faire désormais que contre une certaine quantité de produits agricoles (œufs, duvet, volailles). Finalement, les lots et les exploitations personnelles furent inclus dans le plan central, et les communes reçurent des indications quant au type et la superficie des cultures qui devaient être cultivées sur les lots, ainsi que quant au nombre et type d'animaux à élever dans la cour de chaque *gospodărie* villageoise.

L'État ne réussit cependant pas à contrôler autant qu'il l'aurait voulu les exploitations familiales des villageois. En effet, la réalisation de ses politiques passait à travers les actions de ses représentants au niveau local, les cadres, et ceux-ci durent effectuer plus de compromis et d'ajustements que ce que les documents officiels laissaient entendre. Ainsi par exemple, dans le cas des plans de cultures pour les lots personnels, nous avons appris qu'à Buna ces ne se réalisaient que sur papier. Dans les faits, chaque *gospodărie* cultivait ce que bon lui plaisait, avec le consentement tacite des cadres. Ces derniers se rendaient compte que la priorité, pour eux, était d'abord d'assurer le travail dans la CAP. Une plus grande pression sur les villageois, surtout en ce qui concernait le principal domaine de leurs efforts, l'exploitation personnelle, aurait débouché sur une aliénation totale de leur force de travail, et leur collaboration à la réalisation des objectifs du plan de la CAP en aurait souffert.

Un autre processus allait toutefois contribuer à rendre le contrôle des lots personnels encore plus importants pour les villageois, ainsi qu'à leur donner, à travers celui-ci, les outils d'une certaine autonomie par rapport à l'État. Nous nous pencherons, dans les pages qui suivent, sur ce processus: la faillite du marché socialiste et le développement du marché noir et des échanges informels en produits alimentaires.

5.4.2. Le marché noir et les échanges informels

Pour la Roumanie, les années 80 furent non seulement des années d'accroissement du contrôle idéologique de la part de l'État, mais aussi des années de pénurie. En effet, dans les conditions où Ceaușescu se fixa pour objectif le paiement de la dette internationale du pays jusqu'à la fin de la décennie¹², il décida la mobilisation d'une grande partie de la production interne des biens de consommation pour l'exportation, et la réduction conséquente des importations de ces biens¹³. En 1981, le rationnement des aliments de base (sucre, huile, pain) fut réintroduit (après une interruption de quelques décennies), et en 1983 un "plan d'alimentation rationnelle" fut adopté. Condamnée à travers l'idéologie du régime même, l'accumulation de biens de consommation fut de nouveau, et avec plus d'intensité, sous la loupe de l'État. La "loi des illicites" condamna ainsi toute accumulation qui n'était pas justifiable, et ce, jusqu'au dernier centime, par la rémunération reçue grâce à l'emploi dans le système socialiste.

Les magasins socialistes se vidèrent et la population commença à revivre l'expérience des queues, et à s'adonner à un stockage déchaîné des biens de consommation. Ce stockage lui même entretenait, bien que très partiellement, la pénurie. Ainsi, au désir de l'État de contrôler la consommation de la population fit face le désir de cette dernière de consommer encore plus¹⁴.

La pénurie des années 80 entraîna le développement des chaînes de circulation des biens et services parallèles, à l'extérieur des chaînes officielles du marché socialiste. C'était à travers ces chaînes qu'une quantité de plus en plus grande de marchandises tombèrent entre les mains d'une large partie de la population, et ceci autant en ce qui concernait les marchandises produites localement ou destinées originellement au marché socialiste qu'en

¹² En effet, en 1989, Ceaușescu déclara avoir payé la totalité de la dette internationale du pays. Celle-ci s'élevait, au début des années 80, à 10 milliards de dollars américains et était largement formée de dettes envers des banques occidentales privées (Roper, 2000: 109)..

¹³ La consommation augmenta entre 1980 et 1987 de moins de 1% par année, en raison surtout de l'exportation croissante de biens. Les exportations nettes de biens et services augmentèrent en effet de -2.8% du PNB, en 1980, à + 7 %, en 1987 (Demekas et Khan, 1991: 8).

¹⁴ Paradoxalement, car à l'opposé de l'idéologie officielle, le modèle à suivre était souvent l'Occident, ou du moins l'Occident tel que vu de l'Est. Les biens les plus convoités étaient ceux qui venaient de l'extérieur, soit dans les colis envoyés par les parents et les amis vivant à l'étranger (biens *din pachet*), soit par l'intermédiaire des marins voyageant dans les mers lointaines, soit encore par l'intermédiaire des gens qui réussissaient à faire un voyage à l'extérieur du pays.

ce qui touchait les marchandises d'origine externe au système de production et de distribution socialistes.

Une des chaînes de circulation importantes était le marché noir, qui, bien qu'existant déjà auparavant, se développa et prit de l'ampleur durant les années 80. Je définis ici le marché noir comme l'ensemble des échanges prenant place hors et à l'encontre du système officiel de circulation des biens, échanges qui étaient habituellement monétarisés (ou impliquant une équivalence monétaire) et qui prenaient place entre des agents entre lesquels il n'y avait pas nécessairement de relations personnelles directes, intenses et de longue durée (sauf, bien entendu, une relation de confiance).

À Buna, le marché noir se développa avec l'aide de plusieurs agents locaux, des villageois qui, profitant des inégalités de l'approvisionnement du marché socialiste à travers le pays, réalisaient un profit à travers la vente des marchandises convoités, mais rares, au village. Ce fut donc par leur intermédiaire que les villageois eurent accès à des marchandises que le marché socialiste, surtout celui des campagnes, ne parvenait plus à fournir. Par exemple, ces commerçants improvisés pouvaient amener au village des coupons de velours (utilisés pour faire des robes), des bobines de fil de coton (utilisées pour le tissage de couvertures), des cuirs pour les tuques, de la laine, de la marchandise étrangère (des montres ou des tapis par exemple). Pour la plupart, ces marchandises étaient procurés dans les entreprises mêmes qui les produisaient, ou encore dans les magasins socialistes qui étaient censés les vendre.

Une importante partie du marché noir était constituée par les produits alimentaires. Dans ce cas, les produits étaient en grande majorité locaux, et trouvaient leur origine autant dans les unités d'État et coopératives, que dans les exploitations familiales développées autour des lots personnels.

Ainsi, le vol de la CAP locale pouvait être destiné non seulement, comme nous l'avons vu plus haut, à la consommation immédiate des *gospodării*, mais aussi à transiter auparavant par le marché noir. Un villageois de Buna se procurait par exemple du maïs de la CAP à travers l'employé du moulin de la coopérative. Utilisant sa charrette à chevaux, il allait vendre le maïs dans les villages de montagnes. D'autres villageois encore utilisèrent la CAP comme source, à travers la rémunération ou le vol, de produits qu'ils vendaient ultérieurement au village.

Les lots et exploitations personnelles pouvaient elles aussi se transformer en source de produits pour le marché noir. Ainsi, bien que les villageois pouvaient, officiellement,

commercialiser leurs produits seulement dans les "marchés paysans", spécialement aménagés à cette fin dans les villes, et uniquement aux prix fixés par l'État, bon nombre de villageois ne respectaient pas, en pratique, cette contrainte et vendaient leurs produits en ville à prix forts. Ainsi, en 1988, selon l'estimation d'un économiste américain, les prix des produits agricoles et animaliers (fromage, œufs, viande, légumes) vendus sur le marché noir étaient de deux à trois fois plus élevés que les prix fixés par l'État (Ronnas, 1989: 554).

Par ailleurs, des échanges non réglementés de produits agricoles trouvant leur origine dans les lots personnels pouvaient aussi avoir lieu à la campagne. Par exemple, les villageois de Lunca, qui cultivaient des légumes sur leurs lots personnels, venaient à Buna avec les charrettes pleines de légumes (poivrons, carottes, concombres) qu'ils vendaient dans le village en échange d'œufs, volaille ou maïs. Des villageois d'autres villages à caractère maraîcher du sud du département venaient également à Buna pour vendre les denrées dans la production desquelles ils excellaient (par exemple les habitants de Lungulețu apportaient des pommes de terre et des melons).

Mais la circulation des biens et services qui prenait place hors du marché socialiste ne se résumait pas strictement au marché noir. En effet, cette circulation était plus généralisée, et incluait, à côté des échanges monétarisés du marché noir, des échanges informels non monétarisés et qui impliquaient souvent le développement de relations sociales plus complexes.

Ces relations pouvaient être horizontales tout comme verticales. De la première catégorie faisaient partie les échanges de cadeaux et de services entre amis, voisins et parents. Une des conséquences de la pénurie des années 80 a été aussi l'augmentation de l'intensité de ces échanges et le renforcement des relations sociales basées sur eux. En particulier, à l'intérieur de la parenté, la pénurie a contribué à rapprocher les branches urbaines (les enfants mariés) et rurales (les parents âgés) d'une famille étendue. Une chaîne ininterrompue d'échanges se développa alors. Les enfants donnaient de leur temps, en fin de semaine, pour le travail des exploitations des parents ruraux, et leur apportaient des denrées rares au village (vêtements, mais aussi produits alimentaires manufacturés- sucre, huile, produits de charcuterie etc.). En retour, les parents les approvisionnaient au cours de l'année avec les produits de leur exploitation (viande de porc, volailles, œufs, pommes de terre, farine de maïs etc.).

Cependant, en plus des relations horizontales se développèrent aussi des relations verticales. Celles-ci se nouaient entre des personnes situées dans des positions inégales

dans la hiérarchie du système économique socialiste. C'étaient des relations de type "patron-client", entre un patron qui offrait souvent un service, généralement un service lié à sa position dans le système, et un client qui offrait en retour un autre service, ou, le plus souvent, des biens de consommation. Les plus convoités pour remplir le rôle du patron étaient les détenteurs des haut postes de décision, ceux qui avec un mot ouvraient toutes les portes: les secrétaires de Parti, les dirigeants de la police, les directeurs des grandes entreprises. À côté de cette haute frange il y avait aussi tous ceux qui étaient employés dans le secteur des services, qu'elles soient administratives, médicales, d'éducation ou commerciales. Les médecins, les professeurs, les fonctionnaires des conseils populaires étaient ainsi impliqués dans un multitude de relations qui leur assuraient un flot continu de biens (cartouches de cigarettes Kent, bouteilles de whisky, savons Lux, déodorants Impulse, mais aussi des paniers de légumes ou de fruits, des poules ou du jambon), d'argent ou d'autres services ou faveurs, contre des services qu'ils étaient officiellement employés à donner gratuitement à la population.

Dans ce contexte, la nourriture acquit aussi, parallèlement à sa haute valeur sur le marché noir, une grande valeur "de connexion" dans les échanges qui unissaient les villageois et les cadres. En outre, la production agricole et animale des exploitations familiales développées autour des lots personnels acquit une importance non négligeable.

À la fin des années 80, la part de la production de la "petite" agriculture dans la production totale s'éleva à 40%, pour les légumes, et à 36%, pour le maïs (Ronnas, 1989: 553). Ceci reflétait, du moins en partie, le fait que l'agriculture socialiste, et en particulier l'agriculture coopérative, fit faillite face aux exactions de plus en plus prononcées de l'État à son égard¹⁵. Mais cela signifia aussi que la petite agriculture maintint son caractère intensif, dans le contexte de la nouvelle importance que sa production prenait pour le bien être des villageois, et ce, tant sur le plan de leur propre consommation que sur le plan des autres utilisations que l'on pouvait en faire (sur le marché noir et à travers les échanges informels).

Ainsi, dans les années 80, tandis que l'insertion des villageois dans le système socialiste à travers le "marché socialiste" fit faillite, ceux-ci purent réaliser une autre "insertion" dans le système, bien qu'à leur propre manière. À Buna, village de *navetiști*, cette insertion prit, comme dans d'autres villages de *navetiști* du pays, un caractère

¹⁵ D'après plusieurs spécialistes, l'agriculture roumaine connut pendant les années 80 une vraie régression, les coupures dans les carburants nécessaires aux travaux agricoles la faisant revenir à des techniques de forte intensité de la force de travail (Verdery, 1996: 48).

particulier. Elle combina les acquis de l'époque précédente (l'emploi industriel) avec la nécessité de réaliser, le plus possible, son autonomie alimentaire dans sa propre cour.

5.4.3. Le *servici*, le pain et le porc

Ainsi, même pendant la période de pénurie des années 80, les exploitations personnelles développées autour du lot personnel connurent une continuation de leur épanouissement. À Buna, l'épanouissement nécessaire et minimal se traduisait par l'élevage d'au moins un porc dans la cour de la *gospodărie*. Pouvant constituer une large part de l'alimentation carnée de la *gospodărie*, le porc de la cour représentait la capacité même de la *gospodărie* à assurer son autonomie. Comme me le disait un villageois, "[durant les années 80] personne ne mourait de faim [au village], [car] tout le monde avait un porc".

L'élevage porcin posait toutefois de plus en plus de problèmes: l'accroissement du contrôle étatique sur les lots personnels et la terminaison du système de l'accord global firent que le contrôle des villageois sur une partie importante de produits agricoles devint plus difficile. Dans ces conditions, les villageois allèrent chercher ailleurs la nourriture pour les bêtes qui fournissaient une grande partie de leur alimentation carnée, ainsi que la fierté de chaque *gospodărie*, c'est-à-dire les porcs. Et cet "ailleurs" fut le commerce socialiste lui-même.

En effet, dès la fin des années 70, les villageois ramenaient de la ville des miches de pain pour les donner à leurs porcs. Ils disposant de revenus monétaires qui ne pouvaient pas s'investir complètement dans les peu de biens offerts par le marché socialiste, et le prix du pain était accessible (grâce au désir du régime de nourrir à bas prix la population urbaine¹⁶). Ainsi, non seulement les *navetiști* (bien qu'ils fussent ceux qui s'adonnèrent avec la plus grande intensité à cette pratique) mais aussi les autres villageois (les membres coopérateurs en particulier) augmentèrent la fréquence de leurs voyages en ville, et spécifiquement à Bucarest¹⁷, afin de s'approvisionner en denrées alimentaires et en pain pour les porcs. Lors d'un voyage, chaque villageois pouvait apporter un sac de 30 pains, ce qui représentait 30 repas pour le porc de sa basse cour.

¹⁶ Dans les années 80, le coût d'un pain noir, qui, étant non valorisé pour la consommation humaine, était largement réservé à la consommation animale, a varié entre 1,60 *lei* et 2 *lei*. À la même époque, les salaires mensuels moyens étaient de 2.800 *lei* pour les "salariés" (qui travaillaient principalement dans l'industrie, comme nous l'avons vu) et de 1.800 *lei* pour les travailleurs des CAP (Ronnas, 1989: 552).

¹⁷ La capitale garda longtemps une plus grande abondance de biens de consommation et, particulièrement, de nourriture.

Le voyage en ville était non seulement un moyen de se procurer des denrées, mais était aussi un signe de l'accès à la consommation urbaine, ainsi que de l'inventivité et du "travail incessant" que les villageois effectuaient pour l'avancement de leurs propres *gospodării*. L'agglomération dans les bus était ainsi vue comme un signe de l'imbrication que les villageois réalisaient avec les villes sur le plan de la consommation, et de leur capacité à tourner le système à leur avantage. Avec chaque voyage en ville, les villageois revenaient "chargés" (*încărcat*) d'une multitude de marchandises sur lesquelles ils avaient eu la chance de mettre la main, et ainsi avec le sentiment qu'ils avaient eu pour leur argent.

De manière paradoxale, les tentatives de la part de l'État pour contrôler le lot personnel débouchèrent alors sur les essais, de la part des villageois, d'utiliser le marché socialiste pour le développement de leurs exploitations personnelles. En même temps, les voyages pour le pain et l'accumulation des biens de consommation leur donnaient l'impression d'être les gagnants de l'époque, de vivre, relativement au autres, dans une certaine abondance.

Les signes de la "prospérité socialiste" et de l'appropriation qu'en faisaient les villageois devinrent ainsi, pendant les années 80, le bus (signe de la navette et de l'emploi industriel en ville) et le porc dans la cour (signe de l'autonomie des *gospodării* villageoises). Dans les bus qui faisaient la liaison entre ville et village, entre emploi industriel et résidence rurale, la marque de l'intégration de ces deux mondes devint les sacs plein de pain avec lesquels les villageois retournaient après leurs journées de travail en ville. Le statut officiel d'ouvrier était ainsi renforcé par la combinaison de l'accès à une consommation urbaine et de l'accès à une consommation rurale (pain/porc).

Les quelque 40 ans de "transformation socialiste" de l'économie et de la société roumaines avaient ainsi débouché sur la métamorphose du caractère de l'agriculture roumaine. Celle-ci passa d'une agriculture caractérisée par la dominance des petites exploitation agricole à une "grande" agriculture de fermes d'État, mais surtout de coopératives agricoles. L'agriculture socialiste, et en particulier l'agriculture coopérative, connurent les mêmes contraintes "d'en haut" et développèrent les mêmes stratégies d'exécution du Plan que celles rencontrées dans le reste de "l'économie de pénurie" socialiste. Toutefois, la place secondaire, en fait ultime, du secteur agricole coopératif à l'intérieur de la hiérarchie économique plus large déboucha sur un pouvoir moindre pour ses cadres. Ceux-ci eurent ainsi à faire face à de plus grosses contraintes et exactions de la

part du Centre; ils se vinrent aussi limités dans l'ampleur de leurs réseaux par les mécanismes de recrutement des cadres et ceux de planification et de coordination de la production mis en place par le régime.

La mise en place d'une grande agriculture coopérative ne dispensa pas, toutefois, le régime du maintien d'une "petite" agriculture qui devint, avec les années, de plus en plus vitale pour assurer la production de produits agro-alimentaires pour le marché interne. Cette agriculture se développa autant sur les petites propriétés des zones de collines et montagnes, que, surtout, sur les lots personnels des membres coopérateurs. Les exploitations familiales développées autour de ces lots se caractérisaient par une intégration de leurs activités agricoles et d'élevage autant avec les activités dans le cadre de la coopérative (voir l'accord global) et les activités industrielles des villageois (voir le "deuxième quart de travail"), qu'avec, vers la fin de la période socialiste, le marché noir et les échanges informels en produits agro-alimentaires.

5.4.4. Avant que la *m.m.lig.* n'éclate ...

Vers la fin des années 80, la crise économique qui frappait de plein fouet la Roumanie, ainsi que les politiques d'austérité du gouvernement entraînèrent des conséquences désastreuses pour le niveau de vie de la population. En particulier, durant les cinq dernières années et surtout dans les villes, le rationnement de la nourriture et celui de l'énergie (autant électrique que pétrolière) débouchèrent sur une situation dramatique. Dans les blocs d'appartements socialistes, l'absence du chauffage se fit sentir durant plusieurs durs hivers d'affilé. L'eau chaude fut elle aussi rationnée, et sa distribution fut réduite, à la fin des années 80, à seulement quelques heures par semaine. Les voitures de production nationale (les Dacia et Olcit), les seules auxquelles la population avait accès, devinrent rares sur le marché interne et des "listes d'achat" se formèrent.

Dans les villes, la pénurie alimentaire commença à frapper de plus en plus fort, à un point tel que, vers la fin de la période socialiste, même Bucarest (vitrine des "réalisations" du régime) en fit les frais. Les réfrigérateurs des citoyens se vidèrent, surtout si la famille n'avait pas de bons contacts dans les campagnes et le marché noir. La consommation des calories par jour et par tête d'habitant baissa ainsi de 3.259, en 1980, à 2.949, en 1989 (Demekas et Khan, 1991: 10).

Qui plus est, dans les campagnes, le contrôle sur la production agricole devint de plus en plus strict. Les agronomes des CAP étaient menacés de l'emprisonnement si on découvrait qu'ils avaient "saboté l'économie nationale" par la réalisation d'une trop faible production, tandis que les villageois se voyaient réservés le même sort s'ils égorgaient des bovins sans passer par le système des contrats avec l'État.

En mars 1988, Ceaușescu remit, dans un discours officiel, la "systématisation des villages" au premier plan de ses politiques. Adoptée dès 1972, mais oubliée par la suite, la "systématisation des villages" était un programme visant la restructuration de la carte économique et démographique des campagnes roumaines. Ceci présupposait, en bref, la destruction des villages les plus isolés et la remise de leurs terres à l'agriculture, ainsi que la relocalisation de leurs habitants dans des centres "agro-industriels" comprenant des blocs socialistes à plusieurs étages (Ronnas, 1989). Ainsi, vers la fin des années 80, la reprise de la systématisation rurale menaçait de transformer à fond le paysage des campagnes roumaines et les modèles résidentiels de ses villages; plusieurs villages, surtout dans les zones isolées de montagne, risquaient même de disparaître complètement¹⁸.

À la fin des années 80, le régime "patrimonial" (Jowitt, 1983), "sultanesque" (Roper, 2000: 50) de Ceaușescu était en perte de légitimité (Roper, 2000: 57). La population se trouvait dégoûtée et désabusée par la constante répression politique et par les effets de la crise économique. En 1989, le niveau de vie de la population, dans son ensemble, était descendu jusqu'à un niveau de privation extrême, privation qui était ressentie d'autant plus qu'elle durait depuis huit ans sans presque aucune relâche.

En même temps, même les membres de la *nomenklatura* ne trouvaient plus leur compte dans le système. Pris entre une économie en faillite et des demandes de plus en plus grandes de la part du *conducător*, ils se trouvaient ainsi sous la menace constante d'une "rotation" vers le bas ou même d'une purge en prison en cas de non-réalisation du plan¹⁹. Qui plus est, la *nomenklatura* devait elle aussi, dans sa majeure partie, subir les effets des politiques d'austérité. Son niveau de vie restait, en dépit des écarts par rapport à la

¹⁸ Voir (Deltenre-Bruycker, 1992) pour le cas de Snagov, village situé aux alentours de Bucarest, détruit suite à la politique de systématisation.

¹⁹ Tismaneanu soutient même que l'élite politique, donc les hauts dignitaires de Parti étaient strictement subordonnés à la Securitate, qui était à son tour entièrement dominée par les hommes de Ceaușescu. C'est ce qui fait, d'après lui, la particularité de la Roumanie : la presque complète émasculature de l'appareil de Parti et la montée de la police secrète en tant que dépositaire crucial du pouvoir politique, un vrai "État en État" (Tismaneanu, 1993: 316).

population locale, bien en deçà de celui de ses homologues occidentaux ou même est européens.

À la fin des années 80, le pays se trouvait ainsi "à bout des nerfs", affaibli par dix ans d'austérité. En 1989, la *mămăligă* (un métaphore que certains analystes ont utilisé pour suggérer la capacité d'endurance du peuple roumain au long des siècles) était prête à éclater.

Nous nous pencherons maintenant, dans ce qui suit, sur cet "éclatement" afin de déceler le mouvement de transformation plus global qu'il déclencherait dans la politique, l'économie et la société roumaines, pour voir ultérieurement les conséquences de ces changements sur l'agriculture roumaine.

Chapitre 6. La chute du communisme et la mise en place d'un nouvel ordre politique et économique. Politiques économiques et transformations structurelles (1990-1998)

6.1. "Transition" et reproduction: 1990-1996

6.1.1. Décembre 1989: la révolution inachevée¹

En novembre 1989, le XIVe Congrès du PCR fut convoqué à Bucarest et réélu à l'unanimité *tovarăşul* ("camarade") Nicolae Ceauşescu en tant que secrétaire général. Ceauşescu profita de l'occasion pour critiquer les changements déjà survenus en Hongrie, en RDA et en Tchécoslovaquie, et réaffirmer l'adhésion de son régime aux principes traditionnels du marxisme-léninisme (Roper, 2000: 58).

Mais si Ceauşescu restait toujours convaincu de l'obéissance de ses sujets, ceux-ci n'allaient cependant pas tarder à le surprendre... Le 16 décembre, à Timișoara, ville de l'ouest du pays, l'étincelle s'allumait en raison de l'ordre d'éviction de la ville prononcé contre le pasteur magyar Laszlo Tokes, qui s'était rendu coupable de protestation contre la politique de "systématisation des villages". Quand des roumanophones autant que des magyarophones se portèrent à sa défense, l'armée intervint. Le lendemain, des milliers de personnes sortirent dans les rues pour demander la fin du régime, et l'armée ouvrit encore une fois le feu.

En dépit de ces événements, Ceauşescu restait rassuré quant à sa position². Le 18 décembre il partait pour l'Iran, et à son retour, le 20 décembre, il ordonnait l'organisation pour le lendemain d'une grande "manifestation populaire". Elle devait prendre lieu sur la grande place devant le Comité central (CC) du Parti communiste à Bucarest, et était officiellement destinée à se constituer en une condamnation publique des troubles de Timișoara.

Le 21 décembre pourtant, la manifestation officielle échappa au contrôle des forces d'ordre. Les manifestants se répandirent et commencèrent à crier "À bas le communisme! À bas Ceauşescu!". Du jamais vu! Ceauşescu se retira. La manifestation continua toute la nuit devant les barrières de l'armée. Le 22 décembre Ceauşescu revint à la place centrale, mais

¹ Je reprends cette expression d'après le titre du livre de Steven Roper, *The Unfinished Revolution* (voir [Roper, 2000]).

² En novembre 1987, une manifestation contre son régime dans la deuxième plus grande ville de la Roumanie, Braşov, avait été réprimée et contenue avec succès!

la foule le hua avant qu'il pût prononcer son discours. Devant la foule déchaînée qui envahit le siège du Parti, il s'enfuit avec sa femme en hélicoptère du toit de l'immeuble. Ceaușescu et son épouse seraient capturés quelques jours plus tard. À la suite d'un procès bâclé, ils seraient exécutés le jour de Noël.

Le soir du 22 par contre, après que les manifestants aient occupé la Télévision roumaine, un groupe de "révolutionnaires" y promulgua la fin du régime de Ceaușescu et le passage à un régime démocratique. Iliescu, un ancien membre du CC disgracié dans les années 80 par Ceaușescu, mais vu par la population comme un réformiste (Tismăneanu, 1993: 330), annonça la création d'un "mouvement" destiné à combler le vide de pouvoir, le Front du salut national (FSN). Son conseil incluait des intellectuels, des officiers de l'armée et des étudiants, mais aussi, et parmi ses membres les plus éminents, d'anciens hauts bureaucrates communistes. Quatre jours plus tard, le FSN avait formé un gouvernement provisoire ayant Petre Roman (le fils d'un ancien membre du Comité central [*ibid.*: 331]), comme premier ministre, et Iliescu comme président du Conseil du FSN et président intérimaire du pays.

Dans les semaines qui suivirent sa constitution, les plus importants intellectuels membres du FSN quittèrent l'organisation, et le champ politique roumain commença tant à se diversifier qu'à se polariser (Tismăneanu, 1993: 336). On vit se reconstituer les anciens partis qui avaient tenu le devant de la vie politique roumaine durant la période de l'entre-deux-guerres, les soi-disant "partis historiques": le PNL (*Partidul Liberal Român*, "Parti libéral roumain"), le PNT-CD (*Partidul Național-Țărănesc Creștin și Democrat*, "Parti national-paysan, chrétien et démocrate"), et le PSDR (*Partidul Social Democrat Român*, "Parti social-démocrate roumain"). Ils se placèrent d'emblée dans l'opposition. À ceux-là s'ajoutèrent une multitude de nouveaux partis qui se situèrent à différents endroits de l'échiquier politique. Le Front lui même, qui se définissait et se légitimait initialement comme une "émanation" de la révolution populaire visant à assurer la transition en douceur du pays vers la démocratie, se transforma lui aussi, en février 1990, en parti (Roper, 2000: 66).

Durant les premiers mois suivant la révolution, le FSN consolida sa position de pouvoir en essayant d'affaiblir les adversaires potentiels ou les centres de pouvoir alternatif (tels que, par exemple, des mouvements de rue dirigés par d'anciens dissidents). Le Front utilisa les médias (ses propres journaux mais surtout la télévision nationale qui garderait longtemps une position de monopole) pour diffuser un discours alarmiste encourageant le

"nouveau statu quo". À cette fin il agita, au tout début, l'épouvantail de la force souterraine des "terroristes" (c'est-à-dire, la garde personnelle de Ceaușescu). Ce discours se diversifia, par la suite, pour inclure la mise en évidence des "dangers venant de l'extérieur"³ et la menace d'instabilité, voir de chaos, représentée par les forces de l'opposition (Tismăneanu, 1993: 314, 337). L'opposition, quant à elle, fonda ses attaques et réponses sur des accusations de "néo-communisme" et de continuité avec le passé de la part des anciens apparatchiks présents au sein du FSN.

En mai 1990, la Roumanie connut ses premières élections post communistes. Un grand nombre de partis y participèrent, mais le FSN remporta une victoire écrasante. Les candidats du FSN obtinrent 66% du vote populaire et Iliescu 85% (Roper, 2000: 67). Le FSN gagna la majorité absolue dans les deux chambres et forma le nouveau gouvernement avec Petre Roman en tant que premier ministre. La prise de pouvoir lors des événements de décembre 1989 était maintenant sanctionnée par des élections dites "démocratiques".

Ces élections n'apportèrent toutefois pas la stabilité tant convoitée par le FSN. En fait, durant les premiers mois suivant sa prise de pouvoir, mais aussi après les élections, le FSN fut confronté à des manifestations répétées demandant une poursuite de la révolution démocratique, et l'exclusion des anciens hauts dignitaires du PC des positions de pouvoir⁴. Face à cette opposition, le FSN ajouta à son discours alarmiste des stratégies d'intimidation, ayant recours à la manipulation des masses⁵. Durant les six premiers mois après la chute de Ceaușescu et de son régime, plusieurs manifestations contestant le pouvoir établi se sont terminées par des contre-manifestations d'ouvriers ou de mineurs convoqués

³ Ces "dangers" étaient constitués des présumées conspirations internationales dirigées contre l'intégrité nationale, territoriale et économique de la Roumanie. Dans ces "conspirations", les opposants du pouvoir auraient représenté les agents à la solde de l'étranger. Un slogan populaire utilisé par le pouvoir et ses alliés était d'ailleurs: " Nous ne vendons pas notre pays!" (voir [Tismăneanu, 1993]).

⁴ Le nouveau régime fut aussi confronté, et très tôt, à des conflits interethniques. Le premier éclata en mars 1990, dans la ville transylvaine de Tîrgu Mureș, entre les membres de la majorité ethnique roumaine et ceux de la minorité magyare.

⁵ Le FSN essaya aussi de contrecarrer l'instabilité politique par une stratégie de compromis. Ainsi par exemple, en février 1990, suite aux protestations des "partis historiques" et aux accusations de monopolisation du pouvoir, le gouvernement forma un Conseil provisoire d'unité nationale (CPUN). Ce Conseil devenait le parlement *de facto* jusqu'aux élections et réunissait les représentants du FSN (50%) et les représentants des autres partis présents sur la scène politique (formant tous ensemble l'autre 50% de l'assemblée). Néanmoins, les sources premières d'autorité résidaient toujours dans les mains de Iliescu et du Bureau exécutif du FSN (Roper, 2000: 66).

à Bucarest par le gouvernement⁶.

Cette stratégie répressive déboucha sur les événements des 13 et 14 juin 1990. Pour mettre fin à la manifestation étudiante de Piața Universității, qui durait déjà depuis fin avril au cœur même de la capitale⁷, le gouvernement fit appel le 13 juin aux mineurs du bassin minier de Valea Jiului. Pendant deux jours, tandis que la police s'effaça, les "mineurs"⁸ firent la loi. Ainsi, ils s'attaquèrent et chassèrent non seulement les quelques manifestants restant sur place, mais aussi tous ceux qui avait l'air "intellectuel" ou "étudiant", tout comme les membres réputés des partis d'opposition. Les sièges de ces partis, ainsi que ceux de l'Institut d'Architecture et de l'Université de Bucarest se trouvant à Piața Universității, furent saccagés et vandalisés.

Les "mineurs" retournèrent chez eux, et les esprits se calmèrent, ou, du moins, n'engendrèrent plus des actions radicales. L'opposition comprit qu'il fallait mener sa lutte ailleurs que dans la rue, et le pouvoir qu'il se devait de tempérer la lourdeur de sa main s'il voulait garder l'ombre d'une crédibilité internationale.

Ainsi, bien que les mineurs n'allaient pas cesser toute intervention violente dans la vie politique roumaine (ils retournèrent dans la capitale en septembre 1991 et en janvier 1999), après ces convulsions initiales, la Roumanie bénéficia d'une relative stabilité. Iliescu et son parti régnèrent pendant les sept ans qui suivirent le coup de décembre 1989. En effet, deux ans après la première incursion majeure des mineurs ils gagnèrent les premières élections constitutionnelles nationales⁹, ce qui leur permettra de rester encore au pouvoir jusqu'à la fin de 1996.

⁶ Ces manifestations avaient habituellement lieu sur la Place de la Victoire, devant l'ancien Conseil des Ministres, siège actuel du gouvernement. Je me rappelle une manifestation de janvier 1990 qui, après que le coucher du soleil, s'est terminée par l'intervention d'un "bataillon d'ouvriers" appelés par le pouvoir. Je me suis retrouvée face à face avec les "opposants" qui avaient pénétré à l'intérieur de la place et "coupé" en deux parties la manifestation anti FSN. Après quelque temps où les deux groupes ont mutuellement scandé leurs slogans respectifs, la manifestation s'est dissoute d'elle-même.

⁷ Piața Universității constitue ce que de nombreux bucarestois et Roumains considèrent comme le centre même de Bucarest. Elle se situe à l'intersection des deux artères principales de la capitale (le boulevard General Magheru et le boulevard Carol, ancien boulevard Gheorghe Gheorghiu Dej), et regroupe autour d'elle des édifices marquants tels que ceux de l'Université de Bucarest, de l'Institut d'Architecture, de l'hôtel Intercontinental, du Théâtre national, du Ministère de l'Agriculture, du Musée d'histoire de Bucarest et de la Banque commerciale roumaine.

⁸ Les guillemets traduisent un doute quant à la vraie occupation de ceux qui étaient descendus ces jours-là à Bucarest, vêtus en "mineurs" (salopettes, casques et lanternes de tête aidant). Plusieurs analystes ont souligné que, hormis certains vrais mineurs que le FSN a emmenés à Bucarest, les "mineurs" se trouvant les 13 et 15 juin à Bucarest comptaient parmi eux un certain nombre de fiers-à-bras de la Securitate.

⁹ Bien que "libres", les élections de mai 1990 ont été considérées comme provisoires, étant donné que la Constitution communiste (et l'article stipulant le rôle dirigeant du Parti communiste dans l'État roumain) était encore en vigueur à cette date-là. Les élections de 1992 ont été effectuées après l'adoption, à la fin de 1991, de la nouvelle constitution.

La mort de Ceaușescu et la chute du régime communiste contribuèrent à ouvrir la Roumanie au monde extérieur et à engendrer des transformations importantes dans la société. Dans cette perspective, le régime du parti unique fut assez rapidement remplacé par un régime parlementaire dont le fonctionnement, même s'il demeurerait déficient, permettait toutefois l'affirmation d'une pluralité d'acteurs politiques et sociaux. Néanmoins, la voie que la Roumanie allait suivre, sous la direction de Iliescu et de son parti, allait s'avérer plus difficile que ce que l'enthousiasme du début des années 90 laissait entrevoir. Ces difficultés ont été dues autant au contexte économique et politique international, d'une part, qu'aux intérêts propres au parti au pouvoir, à sa marge de manœuvre et à son désir de s'assurer la paix sociale et un électorat fidèle, d'autre part.

6.1.2. La réforme en Roumanie: contraintes et orientations

6.1.2.1. La réforme à l'Est: du déjà vu ou du jamais vu?

Après la chute du mur de Berlin, les modèles de transformation économique qui se présentaient (ou étaient présentés) comme viables devant les nouveaux dirigeants des pays de l'Europe de l'Est n'étaient pas nombreux. En fait, bien que l'ordre du jour fût désormais, sur le plan économique, à la "réforme", le sens qu'on lui prêtait était assez circonscrit. Ainsi, le but avoué de cette réforme était non pas l'amélioration du système socialiste, comme durant les années 60, mais purement et simplement son abolition par la mise en marche d'une transition vers un système capitaliste, ou de marché. Partout à l'Est, les gouvernements qui suivirent le changement de régime s'attelèrent alors à la tâche de formuler des programmes et des stratégies "d'édification de l'économie de marché" (Demekas et Khan, 1990: 14-18).

Définie comme une mise en place du capitalisme, la "réforme économique"¹⁰ à laquelle l'Europe de l'Est s'attaquait au début des années 90 avait déjà ses objectifs, standards, vocabulaire et mécanismes propres. En effet, elle trouvait son modèle dans les programmes d'ajustement structurel mis en place par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) dans les pays du Tiers Monde (Burawoy, 1992) depuis

¹⁰ Je désignerai désormais la "réforme économique" comme la "réforme" sans aucun qualificatif. C'est le sens qu'on donne à la "réforme" en Roumanie et plus généralement dans les pays de l'Est. La réforme politique a été réalisée beaucoup plus rapidement, au moins de manière formelle, par l'adoption des institutions politiques démocratiques, telles que des élections ou le Parlement. Les réformes sociale et culturelle (telles que la "réforme de l'enseignement") ne constituent que des politiques sectorielles, secondaires à la préoccupation principale des gouvernements qu'est la réforme de l'économie.

déjà une décennie, dans la foulée de la crise financière de 1982 et de l'endettement international.

La réforme comprenait des objectifs qui avaient déjà été testés ailleurs - la stabilisation macro-économique et la réforme structurelle -, ainsi que des moyens déjà utilisés dans d'autres contrées - la stabilisation monétaire et financière, la libéralisation des prix et du commerce, et la privatisation du secteur étatique. En outre, il faut voir qu'une fois enclenchée, la réforme à l'Est, s'est traduite, tout comme dans le Tiers Monde, par un fort endettement des pays envers les organismes financiers internationaux (FMI et BM), des gouvernements étrangers et des banques privées. Cet endettement a constitué, tout comme dans le Tiers Monde, le levier que les organismes de financement internationaux ont utilisé pour rappeler constamment aux pays de l'Est le vrai sens de la "réforme", c'est-à-dire une "réforme" qui irait toujours plus à fond dans l'application des politiques de démantèlement du secteur étatique et d'ouverture au marché mondial.

En dépit de ces similitudes avec les programmes d'ajustement structurel du Tiers Monde, impliquant le rôle dominant, au niveau politique et idéologique, du FMI et de la BM, le processus concret de réalisation de la "réforme" a été un processus politique spécifique à chaque pays. En fait, le rythme de déroulement de la réforme, ainsi que le contenu concret des politiques adoptées ont différé de pays à pays (*path-dependent*) (Rona-Tas, 1998). En outre, la réforme dans les pays de l'Est a été un processus défini par l'État et réalisé principalement à travers lui (Câmpeanu, 1993: 363). Il faut donc rechercher sa source non seulement dans les injonctions du FMI et de la BM, mais aussi, et surtout, dans les politiques gouvernementales des différents partis ou coalitions qui se sont succédés au pouvoir dans chaque pays. En dernière analyse, la réforme a donc découlé de la manière dont les différents gouvernements ont su combiner leurs propres intérêts avec les contraintes externes et internes qui ont pesé sur eux.

6.1.2.2. *La réforme roumaine: nomenklatura et conservatisme*

Dans le cas de la Roumanie, tout ceci nous conduit à accorder une attention particulière non seulement aux politiques économiques des différents gouvernements, mais aussi à celles du parti de Iliescu, premier acteur de la réforme post socialiste dans ce pays. En effet, en tenant compte de la "dépendance de chemin" de la réforme, on pouvait s'attendre à ce que les mesures prises par ce parti aient non seulement influencé fondamentalement le processus de réforme économique pour toute la période où il est

demeuré au pouvoir (1989-1996), mais qu'elles aient défini pour la période ultérieure les paramètres à l'intérieur desquels allaient se faire les changements institutionnels (Roper, 2000: 65).

Le Front du salut national qui a pris le pouvoir après les élections de mai 1990 était un parti qui regroupait à son sommet d'anciens membres de la haute nomenklatura socialiste, en particulier des bureaucrates et des technocrates de l'appareil de Parti et d'État qui vers la fin des années 80 se sont trouvés de plus en plus aliénés par les politiques de Ceaușescu¹¹. En dépit de cette continuité de personnel avec les structures de pouvoir communistes, le FSN s'est vite adapté au nouveau contexte idéologique prévalant en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. Ainsi, dans son discours, la répudiation de Ceaușescu s'est combinée très vite avec l'occultation d'une quelconque "voie socialiste"¹² et la reprise de la rhétorique de la "transition vers l'économie de marché", prévalant à l'époque en Europe de l'Est.

La position du FSN face à la réforme "à l'occidentale" n'a toutefois pas été aussi franche que son discours le laisserait entrevoir. Bien qu'une aile plus "réformiste" (composée de ce que certains analystes appelaient les "technocrates") se soit constituée très vite autour du premier ministre Petre Roman, la nomenklatura conservatrice, rassemblée autour de Iliescu et opposée à une réforme plus profonde et accélérée, devait avoir gain de cause autant au sein du Parlement qu'à l'intérieur du gouvernement (Roper, 2000: 90). En septembre 1991, lors de l'arrivée des mineurs à Bucarest, qui protestaient cette fois-là contre la dégradation de leurs conditions de vie et contre le gouvernement de FSN, Iliescu désigna Roman comme bouc émissaire de tous les maux. Roman fut donc remplacé à la tête du cabinet par Theodor Stolojan et le gouffre existant entre les deux factions continua à se creuser à l'intérieur du FSN.

Cette scission interne fut ensuite alimentée par la relative perte de popularité du parti. En fait, durant les élections locales de février-mars 1992, suite à la détérioration continuelle de la situation économique du pays et donc de la perte de popularité du gouvernement au pouvoir, le FSN fut défait à différents endroits par l'opposition. Dans certaines régions du pays et dans plusieurs grandes villes, la victoire fut remportée par la

¹¹ Les membres de la haute nomenklatura plus proches de Ceaușescu et se voulant les continuateurs du Parti communiste se sont regroupés dans le PSM (*Partidul Socialist al Muncii*, Parti socialiste du travail). Ce parti a eu une très petite portée sur la vie politique post socialiste roumaine.

¹² Dans les premières déclarations faites après la fuite de Ceaușescu le 22 décembre, Iliescu commit la gaffe, jamais répétée par la suite, d'évoquer son adhésion à une "réforme du socialisme".

CDR (*Convenția Democratică din România*, "Convention démocratique de Roumanie"), une coalition formée en 1991 et regroupant plusieurs partis d'opposition¹³. Ainsi, bien que le FSN ne perdait pas sa position dominante, il faisait face, en l'occurrence, à une opposition qui commençait à faire sentir son poids sur la scène politique.

La défaite du FSN dans les grandes villes (parmi lesquelles Bucarest) exacerba les divisions déjà existantes à l'intérieur du parti. Peu de temps après les élections locales, Iliescu et ses partisans se séparèrent du FSN pour former le FDSN (*Frontul Democrat al Salvării Naționale*, "Front démocrate du salut national"). Ce parti, regroupant de nombreux anciens hauts apparatchiks de l'ancien Parti communiste, consolida rapidement ses positions, et pallia à la perte de son aile "réformiste" en gagnant du terrain à l'intérieur des deux chambres et en attirant dans ses rangs plusieurs organisations locales de l'ancien FSN (Roper, 2000: 70-71)¹⁴.

Aux élections législatives et présidentielles de septembre 1992, le FDSN conserva son avance, même si, comparativement aux élections de 1990, il avait indéniablement perdu du terrain. Iliescu gagna les élections présidentielles en obtenant 61% des votes, tandis que son parti récolta 28% des votes dans les élections législatives. Au cours de ces dernières élections, 20% des votes allèrent à la CDR, 10% au FSN de Roman, tandis que le reste des voix fut principalement partagé entre quelques autres partis¹⁵.

N'ayant réussi à récolter que 36% des sièges au Parlement, et n'ayant d'autre choix que de composer avec une opposition élargie par l'ajout du FSN de Roman, le FDSN se vit contraint de former une coalition avec trois autres partis, tous des partis extrémistes (de droite ou de gauche): le Parti de la Grande Roumanie (*Partidul România Mare*, PRM)¹⁶, le Parti de l'unité nationale roumaine (*Partidul Unității Naționale Române*, PUNR)¹⁷ et le Parti socialiste du travail (*Partidul Socialist al Muncii*, PSM)¹⁸. Le FDSN réussit à garder néanmoins la présidence du sénat et de la chambre des députés, tout comme la majorité de

¹³ Elle réunissait ainsi des partis formés au début du changement de régime, comme le PNL, le PNT-CD, le PSDR ou l'UDMR, mais aussi de nouveaux partis comme le PAC (*Partidul Alianței Civice*, "Parti de l'alliance civique") ou le PER (*Partidul Ecologist Român*, "Parti écologiste roumain").

¹⁴ Je considère le FDSN comme le véritable héritier du FSN de la période 1990-1992, car le noyau de ce dernier se trouvait, même avant la scission du parti, concentré autour de Iliescu. Compte tenu des différentes dénominations que le parti dont Iliescu était le chef a reçues au fil du temps, je l'ai appelé, par endroit, "le parti d'Iliescu" ou encore FSN/FDSR.

¹⁵ Afin de pouvoir être représentés au Parlement, les partis doivent récolter plus de 3% du vote.

¹⁶ Le PRM est un parti nationaliste xénophobe (anti-sémite et anti-hongrois) et nostalgique du régime de Ceaușescu. Il a à sa tête un ancien associé de Ceaușescu, le poète Corneliu Vadim Tudor.

¹⁷ Le PUNR est un parti nationaliste anti-hongrois à base surtout régionale (Transylvanie). Il a, à sa tête, le controversé maire de Cluj, Gheorghe Funar.

¹⁸ Le PSM est l'héritier de l'ancien PCR. Il a à sa tête l'ancien premier ministre de Ceaușescu, Ilie Verdeț.

positions dans le cabinet. La tête du gouvernement revint à l'associé de Iliescu, Nicolae Vacaroiu¹⁹.

La perte de sa suprématie durant les élections et dans les deux chambres, n'empêcha pas le FDSN de tenir solidement les rênes du pouvoir pendant le reste de son mandat. En effet, en dépit d'une cohabitation parfois difficile avec les partis extrémistes, la deuxième législation du parti d'Iliescu ne connut aucun remaniement de gouvernement. Le seul changement: au milieu de 1993, le FDSN changea son nom, qui rappelait trop la période trouble de ses débuts au pouvoir, le remplaçant par un nom plus moderne, le PDSR (*Partidul Democrației Sociale din România*, "Parti de la démocratie sociale de Roumanie").

La Roumanie connut donc durant ses sept premières années de "transition", une assez remarquable continuité de l'ancienne nomenklatura conservatrice à la tête de l'État. L'épuration des éléments réformateurs au sein du parti d'Iliescu fit en sorte que la politique roumaine fut orientée, pendant cette période, vers une voie conservatrice.

Ce conservatisme s'est révélé de plusieurs manières. Ainsi, les politiques du parti d'Iliescu, ou leur mise en pratique concrète, ont évité avec soin tout égarement vers une "réforme radicale" de l'économie. La voie choisie par le FSN au début des années 90, voie qu'il allait maintenir jusqu'en 1996, a été non pas une "thérapie de choc" comme dans la Pologne de Balcerowicz, mais le "gradualisme" (Demekas et Khan, 1991: 14-16). Justifié officiellement par le besoin d'amortir les impacts sociaux négatifs, le gradualisme a débouché sur une transformation minimale des structures économiques héritées du socialisme, contribuant ainsi à maintenir la base sur laquelle reposait le pouvoir des membres du parti d'Iliescu et de leurs alliés. Dans ce sens, le conservatisme du FSN/FDSR s'est manifesté non seulement par une volonté d'opposition à une idéologie de transformation²⁰, mais aussi et surtout par la volonté de conserver une position de pouvoir pour les membres de l'ancienne nomenklatura.

¹⁹ Văcăroiu avait commencé sa carrière sous le régime communiste, où il a réussi à gravir les échelons jusqu'au poste de directeur et secrétaire de Parti du Comité de planification étatique (Jackson, 1997: 297).

²⁰ Quoique de droite, l'idéologie néo-libérale de la "réforme" promue par les organismes financiers internationaux constituent, dans le contexte de l'Europe de l'Est, une idéologie visant la transformation des structures existantes.

6.1.2.3. *La réforme roumaine et les acteurs externes*

Le cours suivi par la réforme roumaine ne serait toutefois pas compréhensible sans regarder d'abord du côté des contraintes externes qui ont pesé sur elle. En fait, comme nous l'avons mentionné plus haut, la réforme en Europe de l'Est a non seulement trouvé son modèle à l'extérieur de ses frontières, dans les théories néo-libérales véhiculées par les organismes de financement internationaux, mais elle s'est également trouvée sous l'influence de puissants acteurs externes qui pesèrent de tout leur poids sur son cours et rythme. Nous nous attarderons ici seulement sur les plus importants d'entre eux, en particulier les organismes de financement internationaux (FMI et BM) et l'Union européenne, et voir qu'elle a été la nature de leur influence sur le déroulement de la réforme roumaine.

Le gouvernement de FSN effectua durant la première année de "transition" des dépenses importantes. Elles débouchèrent, vers la fin de 1990, sur une diminution dramatique de sa marge de manœuvre. En effet, en même temps que ces dépenses contribuaient à élever un peu le niveau de vie extrêmement bas de la population, et ainsi à accroître la popularité et la légitimité du parti, elles contribuaient aussi à épuiser un des rares avantages dont la Roumanie disposait, au moment de la chute du mur de Berlin, par rapport à d'autres pays de l'Europe de l'Est, à savoir celui du niveau zéro d'endettement externe.

Devant la baisse de ses réserves en devises étrangères, la Roumanie se vit contrainte de sortir de l'autarcie économique des dernières années du régime de Ceaușescu pour faire appel aux organismes financiers internationaux. En janvier 1991 la Roumanie signait ainsi sa première entente post socialiste avec le FMI.

Durant les six années suivantes, la Roumanie "bénéficierait" de deux accords avec le FMI, celui de 1991, puis un deuxième, signé en avril 1994. Le premier accord fut le plus "payant". Il permit, entre 1991 et 1994, un financement de plus d'un milliard de dollars américains par année de la part des créiteurs officiels (incluant le FMI et la BM). Par contre, le deuxième accord fut moins généreux, car en 1995-1996 ces mêmes créiteurs officiels consentirent un prêt se chiffrant à environ 50 millions dollars américains par année (Roper, 2000: 99). Le résultat global fut toutefois le même: augmenter constamment le niveau d'endettement externe de la Roumanie, et, de manière concomitante, réduire la capacité d'action autonome du gouvernements.

À côté des organismes internationaux de financement, d'autres acteurs externes devinrent significatifs pour les politiques du parti d'Iliescu, commençant ainsi à y faire sentir leur influence. En particulier, le contexte de l'élargissement des structures euro atlantiques vers l'Est de l'Europe amenèrent l'OTAN et l'UE sur la scène politique roumaine. En fait, et surtout durant le deuxième mandat de son parti (1992-1996), le président Iliescu tenta lui aussi de hausser sa crédibilité interne et internationale en essayant de promouvoir l'intégration de la Roumanie dans ces structures.

Le 1^{er} février 1993, la Roumanie signa ainsi un accord d'association avec l'UE. Le résultat à court terme de cet accord fut de réorienter le commerce extérieur de la Roumanie, et donc de re-positionner le pays dans l'économie mondiale. D'une intégration régionale à l'Est à l'intérieur de l'ancien CAEM²¹, la Roumanie fut réorientée vers l'Ouest. Le désir du parti d'Iliescu de suivre la vague des autres pays de l'Europe de l'Est et de s'inscrire dans le processus d'élargissement de l'Union européenne à l'Est allaient aussi déboucher sur des conséquences plus globales et de plus longue haleine. En outre, la poursuite de l'adhésion à l'UE rajouta aux organismes de financement internationaux une nouvelle instance (en particulier, la Commission européenne) qui devait juger des performances de la Roumanie sur la voie de la réforme économique.

Les gouvernements de la Roumanie se retrouvèrent donc sous l'égide d'une double conditionalité, celle du FMI et de la BM d'une part, et celle de l'UE de l'autre. Mais, bien que la conditionalité de l'UE s'avérât plus large (comprenant une diversité de domaines, allant des droits intellectuels aux droits des minorités), elle compléterait et irait de pair, en ce qui concerne l'économie, avec celle du FMI et de la BM. En effet, tout en posant comme critère de l'adhésion la mise en marche d'une économie de marché (en en faisant un indicateur général de la réforme), l'UE laissa au FMI et à la BM le rôle du contrôle, à plus court terme, de la "réforme".

Dans cette perspective, durant les premières législatures du parti d'Iliescu (1990-1996), la réforme économique se trouva surtout sous le tir des organismes financiers internationaux, qui essayèrent de contrôler son cours plus particulièrement en retardant le

²¹ Conseil d'aide économique mutuelle.

versement des différentes tranches des prêts. Surtout durant le déroulement du deuxième prêt, le FMI eut recours plus souvent à ces moyens de contrôle: en 1995, il retarda ainsi les versements à plusieurs reprises (Roper, 2000: 99), tandis qu'au début de 1996, il décida de geler carrément le versement d'une tranche de crédit (Lhomel, 1997).

La mainmise du FMI et de la BM sur la politique économique interne de la Roumanie n'a toutefois été que partielle. En fait, malgré le fait que le gouvernement du FSN adopta dès 1990 un "programme de réforme, d'ajustement et de stabilisation" rimant avec les demandes du FMI (Demekis et Khan, 1991: 17), le rapport du FDSN/PDSR aux organismes de financement internationaux fut marqué d'ambiguïtés, de tensions et de retours du balancier. En effet, les politiques du FSN, même si elle se voulaient basées sur des ententes avec les organismes financiers internationaux, n'ont finalement réalisé les demandes incluses dans ces ententes qu'à contrecœur et de façon intermittente (Rotariu et Popescu, 1999: 103).

6.1.2.4. La réforme roumaine: improvisation et ambiguïté

Pendant la période 1990-1997, le manque de volonté politique pour mener une réforme radicale de l'économie, la diminution de la marge de manœuvre de la Roumanie, et la montée des pressions internes et externes sur le gouvernement, se sont conjuguées avec un manque de vision alternative claire de la part de l'exécutif pour déboucher sur une réforme sans cohérence, à caractère largement réactif, improvisé et ambivalent. Au lieu d'une stratégie bien définie de transformation, les sept ans où le d'Iliescu s'est trouvé au pouvoir ont connu une série de mesures *ad hoc* visant à anticiper, pallier ou réagir aux demandes des différents segments et acteurs sociaux, ainsi qu'à celles des organismes internationaux.

L'ambiguïté et le caractère d'improvisation de ces mesures ne doivent toutefois pas nous tromper ni sur les objectifs fondamentaux visés, ni sur les résultats. En dépit des déclarations voulant satisfaire les organismes financiers internationaux et les groupes sociaux, elles n'ont débouché ni sur la transformation radicale de l'économie, ni sur une protection efficace de la société. En même temps, malgré leur incohérence apparente, et même si elles ont parfois eu des effets imprévus, les politiques du parti d'Iliescu ont finalement atteint les objectifs sous-jacents du parti, à savoir le maintien de sa mainmise sur l'économie, et surtout sur le château fort de l'économie socialiste, le secteur industriel.

En effet, un examen attentif permet de voir qu'en dépit de leur caractère improvisé, les politiques du parti d'Iliescu ont eu toutefois tendance à prendre et à maintenir une certaine direction. Elles se sont concentrées principalement sur le volet "stabilisation macro-économique" de la réforme, tout en essayant d'exclure ou de retarder le plus longtemps possible l'adoption et la mise en pratique des mesures concernant le deuxième volet, celui de la restructuration du secteur étatique.

Le gouvernement adopta ainsi rapidement des mesures monétaires, telles que la dévaluation de la monnaie nationale (dont la première en novembre 1990). Il fut toutefois plus réticent à adopter des mesures touchant plus directement au secteur étatique. En effet, les successives libéralisations des prix (dont la première eut encore lieu en novembre 1990, suivie par d'autres en avril 1991) affectèrent surtout les consommateurs. Les entreprises étatiques furent largement épargnées, soit à travers le maintien du contrôle central sur les prix de production (et surtout sur celui de l'énergie), soit à travers la continuation des pratiques de financement budgétaire ou quasi budgétaire (subventions, crédits) de ces entreprises.

Il semble ainsi qu'après la chute du régime communiste, le moyen le plus puissant que le parti d'Iliescu ait utilisé pour asseoir son pouvoir et celui de ses membres et alliés fut sa capacité de définir le rythme, l'ampleur et la manière de réaliser la restructuration du système économique hérité du socialisme. On pourrait dire alors que la privatisation des entreprises étatiques constitua l'enjeu principal de la réforme économique post socialiste. En effet, elle représentait un des principaux points sur lesquels portaient les demandes des organismes de financement internationaux, et une des bases de reproduction de la position de pouvoir de la nomenklatura. Considérons maintenant la privatisation de l'économie socialiste.

6.1.3. La privatisation des entreprises étatiques

6.1.3.1. *Un démarrage lent*

Les débuts du règne du parti d'Iliescu furent marqués par une apparente volonté de transformation de l'économie héritée de son prédécesseur. Au début de 1990, le système de la planification centrale fut en effet démantelé. Le Comité de la planification d'État fut aboli, pour être remplacé par le Ministère de l'économie nationale, ministère qui allait lui-même être démantelé quelques mois plus tard (Demekis et Khan, 1991: 12). Les ministères

perdaient le droit de dicter les actions des entreprises qui leur étaient subordonnées, et les centrales qui servaient d'intermédiaires entre les ministères et les entreprises furent éliminées (Stan, 1997: 135).

Quelques mois plus tard, en août 1990, on promulgua la loi sur la restructuration des entreprises étatiques (loi 15/1990), loi qui posait en même temps les bases de leur privatisation ultérieure. La loi distinguait, parmi les grandes entreprises étatiques, celles qui opéraient dans les secteurs stratégiques (défense, énergie, transport et télécommunications), de toutes les autres. Les premières devenaient des entités autonomes en propriété d'État, des "régies autonomes" (RA). Les autres étaient destinées à être converties en entreprises commerciales qui allaient pouvoir éventuellement être privatisées par la suite. La loi créait également une Agence nationale de la privatisation (ANP) et décrétait que 30% de la valeur des entreprises commerciales d'État allaient être distribués sous forme de titres de propriété gratuitement et de façon égale à tous les citoyens (Câmpeanu, 1993: 359).

En dépit de la rapidité de l'adoption de cette loi, la privatisation des entreprises étatiques se déroula par la suite à un rythme beaucoup plus lent. Ainsi, la privatisation se déclencha d'abord là où le pouvoir avait le moindre intérêt à préserver le statu quo, dans une branche secondaire d'un secteur secondaire de l'économie socialiste: les coopératives agricoles. En février 1991, le gouvernement fit adopter une loi foncière stipulant la restitution des terres des coopératives agricoles aux anciens propriétaires et à leurs héritiers. Processus de masse visant une partie importante de la population adulte roumaine, la restitution assura au pouvoir tant un capital politique résultant de l'action de redistribution qu'un coussin pour amortir les effets sociaux négatifs de la compression du secteur industriel.

La privatisation du secteur étatique se réalisa, quant à elle, à un rythme beaucoup plus lent que celle des anciennes coopératives. Ainsi, le résultat de la transformation du statut des entreprises étatiques selon la loi 15/1990 fut de mettre à l'abri de la privatisation une importante partie du capital total présent dans l'économie roumaine. En 1990 et 1991, environ 450 entreprises étatiques furent transformées en régies autonomes (RA). Elles représentaient 47% du total des avoirs de l'État et étaient destinées à demeurer entièrement dans la propriété de l'État. Seulement les 53% restants, couvrant les quelque 6.300 compagnies commerciales étatiques nouvellement constituées (Roper, 2000: 91; Negrescu, 2000:3), étaient destinés alors à franchir les prochaines étapes menant au changement de la forme de propriété.

Même ce dernier groupe dut toutefois attendre une autre année pour voir une loi concernant sa privatisation effective. En août 1991, une nouvelle loi sur la privatisation fut adoptée. Elle devait déboucher sur la réorganisation des structures englobant les entreprises étatiques et sur le premier programme de privatisation de masse (PPM). La loi prévoyait la division du capital des entreprises commerciales d'État en deux parties. Une première partie, représentant 30% du total, était destinée à être privatisée rapidement et sa gestion était confiée à l'un des cinq Fonds de la propriété privée (*Fondul Proprietății Private*, FPP) régionaux mis en place à cet effet. On prévoyait que la privatisation effective de ce capital allait être réalisée à travers la distribution gratuite de 15 millions de certificats de propriété à toutes les personnes adultes du pays. Les possesseurs des certificats pouvaient par la suite échanger entre eux les certificats ou les échanger contre des actions dans une compagnie de l'un des FPP. Une deuxième partie du capital des entreprises commerciales étatiques, représentant 70% du total, était destinée à être privatisée beaucoup plus graduellement (10% par année). Elle était confiée à un Fonds de la propriété étatique (*Fondul Proprietății de Stat*, FPS) qui avait pour mission autant la gestion de ce capital que sa privatisation ultérieure.

Le programme de privatisation prévu par la loi ne fut mis en place que très lentement. La distribution des certificats ne s'acheva ainsi qu'à la fin de 1992 (Stan, 1997: 138), et ce n'est qu'au début de 1993 que les organisations destinées à mettre en œuvre la privatisation, les FPP et le FPS, devinrent opérationnelles (Negrescu, 2000: 13). Ce n'est donc que deux ans après l'adoption de la loi que ses résultats concrets pourraient apparaître.

Entre temps, le démantèlement du système de planification centralisée ne déboucha pas toutefois sur l'amélioration système économique étatique, mais plutôt sur une mise à jour des imperfections latentes de l'économie socialiste (telles que les retards dans les flux d'approvisionnement) et même sur leur exacerbation. En effet, le manque de contrôle sur le comportement financier des entreprises déboucha sur l'accumulation des arriérés par les entreprises étatiques. Ainsi, malgré une libéralisation des prix et une dévaluation du leu en avril 1991, et malgré le fait que les anciennes dettes des entreprises furent effacées au début du 1991 afin de "repartir à neuf" (Demekis et Khan, 1991: 17, 18), les arriérés des industries s'élevèrent à la fin de la même année à presque 50% du PIB. Et en dépit des déclarations du gouvernement à l'attention du FMI, la pratique d'extension du crédit nécessaire à éponger ces arriérés, à laquelle le gouvernement instigua les banques d'État dès 1990, devait continuer elle aussi (Roper, 2000: 90).

La continuation de ce système allait de pair avec un manque de pression de la part du gouvernement du PDSR pour l'accélération de la privatisation. En fait, même après la mise en fonction des FPP, la privatisation de masse rencontra des obstacles qui eurent des répercussions directes sur l'efficacité du processus de transfert de propriété qu'elle était supposée réaliser. Le plus important des obstacles fut le caractère même des FPP. Ainsi, même si la loi stipulait que les FPP appartenaient formellement à la population, la loi permettait aussi aux FPP de contrôler le processus d'échange des certificats contre des actions dans une compagnie. Ainsi, la population non seulement n'avait pas de mot à dire sur le fonctionnement des FPP (qui étaient des agences contrôlées et dirigées d'en haut, par le Parlement), mais elle se voyait aussi bloquer l'accès, parfois, aux actions des meilleures compagnies, devant la réticence des FPP à les mettre à sa disposition (Roper, 2000: 92). La population ne participa finalement que de manière très faible à la "privatisation de masse". Deux ans après la distribution des certificats, à la fin de 1995, seulement 20% des certificats avaient été échangés contre des actions dans une entreprise (Stan, 1997: 138).

C'est ainsi que la privatisation de masse ne déboucha pas sur un véritable transfert de propriété au profit de la population. Néanmoins, la mise en scène d'un rituel de redistribution de masse des avoirs de l'État se constitua, tout comme la redistribution foncière, dans un capital politique que le pouvoir en place mobilisa à son profit lors des élections de 1992.

La privatisation du capital se trouvant entre les mains du FPS connaîtrait, quant à elle, un rythme encore plus lent. Ainsi, à la fin de 1993, le FPS n'avait privatisé que moins de 0.5 % de son portefeuille original, et, en 1994 il ne réussit à en privatiser qu'un autre maigre 2,8% (tandis qu'il était supposé en privatiser, selon le calendrier initial, plus de 10% par année) (Negrescu, 2000: 3).

6.1.3.2. Les nouvelles structures de régulation de l'économie: le FPS (Fond de la propriété d'État)

Bien que la loi de la privatisation de 1991 ne réussît pas à déboucher à court terme sur une privatisation effective, elle eut néanmoins des conséquences concrètes quant à l'organisation des structures englobant les entreprises étatiques commerciales. S'ajoutant aux ministères, qui essayaient toujours de garder leur fonction de contrôle (Negrescu, 2000: 13, 14), et à l'ANP, le FPS deviendrait un des principaux agents prenant en charge la gestion de l'économie étatique.

Le FPS se constitua dès son début dans un des principaux canaux à travers lesquels le parti au pouvoir continuerait d'assurer son emprise sur la direction des entreprises étatiques. En fait, grâce au poids du capital qu'il contrôlait formellement à l'intérieur de chaque entreprise, le FPS fut en mesure de faire des nominations dans les assemblées générales des actionnaires et les conseils d'administration qui se trouvaient à la tête des entreprises qu'il était censé gérer. Se trouvant lui-même officiellement sous le contrôle du Parlement, le FPS transforma ces nominations, d'outils techniques de gestion provisoire des entreprises, en une manière, pour le parti au pouvoir, de récompenser, par l'octroi de ces postes, ses membres et alliés. Les postes-clés dans l'administration des entreprises étatiques furent occupées ainsi par ceux qui étaient membres ou proches du parti d'Iliescu (Rotariu et Popescu, 1999: 115).

La position du parti au pouvoir, hésitante par rapport à la transformation réelle de l'économie étatique, ainsi que les intérêts de plusieurs puissants chefs de grandes entreprises se reflétèrent autant dans le rythme très lent de la privatisation à partir du FPS que dans la manière concrète dont le FPS géra son capital. En effet, même quand elles continuèrent à accumuler des déficits, les compagnies représentant de puissants intérêts politiques échappèrent à la privatisation. Plutôt que cela, le FPS les sauva en utilisant les profits réalisés par d'autres compagnies plus rentables qui faisaient partie de son portefeuille²² (Roper, 2000: 92, Ronnas, 1996: 26).

Cette situation reflète le caractère ambigu du FPS et du système économique mis en place pour effectuer la transformation de l'économie étatique. Le FPS était en fait défini non pas comme un propriétaire mais comme un actionnaire des entreprises de son portefeuille, et ainsi il n'était pas tenu responsable pour les pertes encourues par ces entreprises. C'est ainsi que si les entreprises acquièrent une autonomie par rapport à l'État, elles n'étaient pas, en contrepartie, représentées par une instance qui pouvait éventuellement être tenue de responsable de leur activité jusqu'à leur éventuelle privatisation (Serbanescu, 2000: 9). La situation était similaire dans le cas des régies: dirigées à partir des ministères, elles bénéficiaient d'un droit sur les subventions du budget de l'État tout en n'étant pas sanctionnées pour leurs performances négatives (Negrescu, 2000: 5, 6).

Le résultat fut le maintien d'un système où les entreprises étatiques continueraient à fonctionner dans un contexte de faibles contraintes budgétaires (Stan, 1997: 136), où l'État,

²² Selon des officiels du gouvernement, le gros des pertes était dû, en 1994, à quelque 100 ou 150 grosses entreprises, tandis que les 6000 autres étaient essentiellement viables (Ronnas, 1996: 26).

privé de véritable pouvoir de sanction de leurs performances, se vit contraint à continuer la ponction des ressources de son budget pour sauver ces entreprises. La situation apparue après le démantèlement du système de planification centralisée, celle du cercle vicieux formé entre des entreprises étatiques accumulant des arriérés et leur "sauvegarde" périodique à même budget étatique, fut ainsi perpétuée et reproduite après la mise en place de la nouvelle structure des FPP/FPS. Ainsi, non seulement la privatisation ne fut pas véritablement réalisée²³, mais la structure et le fonctionnement de l'économie étatique ne connurent pas de transformation substantielle.

En effet, bien qu'en 1993 et 1994 le gouvernement adopta des mesures de discipline monétaire, le cœur de l'économie étatique que constituait le secteur industriel n'en fut pas véritablement atteint. Celui-ci réussit, grâce à son importance sociale et politique, à faire pression sur le gouvernement pour annuler ou contrecarrer les mesures susceptible de lui être défavorables. Ainsi, par exemple, en 1994, bien que les entreprises étatiques, et en particulier les entreprises industrielles, arrivaient à peser lourdement sur le budget d'État²⁴, les réductions dans les dépenses publiques furent dirigées principalement vers le Fonds social (c'est-à-dire, assurance-chômage et pension de retraite) (Roper, 2000: 97), et non pas vers l'administration ou l'industrie d'État.

Le protectionnisme étatique n'a pas joué de manière égale à l'intérieur du secteur industriel. En fait, à l'intérieur de celui-ci, les gains à court terme furent surtout confinés aux entreprises des industries minière, de l'acier, de production d'énergie et des voies ferrées, c'est-à-dire aux châteaux forts de l'industrie socialiste. C'est ici que se concentraient les plus importantes entreprises pour ce qui est du nombre d'employés, des directeurs ayant le plus de poids politique et des masses ouvrières les plus syndicalisées. Se trouvant en grande partie dans la catégorie des régies autonomes, ces entreprises exercèrent la pression la plus forte vers le maintien de leur position et ainsi bénéficièrent le plus de la mise en veilleuse de la restructuration. Ainsi, elles connurent le plus haut niveau de salaires

²³ En 1995, moins de 25% des entreprises commerciales identifiées en 1990, et seulement 8% des grandes entreprises étatiques étaient privatisées (Roper, 2000: 97).

²⁴ En 1994, les arriérés des entreprises étatiques atteignaient 19% du PIB (Ronnas, 1996: 20), tandis que les subventions qui leur étaient destinées étaient estimées à 10% du PIB (Ronnas, 1996: 25). En outre, ces mêmes entreprises étatiques privèrent le budget d'État d'importantes ressources à travers l'évasion fiscale: en 1995, 60% de cette évasion leur étaient dus (Stan, 1997: 138).

et elles bénéficièrent le plus, étant des entreprises énergivores, des subventions au prix de l'énergie qui continuaient d'être accordées par le gouvernement. En même temps, elles coûtèrent le plus cher au budget d'État. Les entreprises de ces industries constituèrent les débiteurs les plus importants du budget de la sécurité sociale, étant en retard quant à leurs paiements au fonds d'assurance-sociale, d'assurance-chômage et d'assurance-santé (Rotariu et Popescu, 1999: 103-104, 116).

6.1.3.3. Finir en beauté tout en étant conséquent avec soi-même: la nouvelle loi de la privatisation et le maintien du rythme de l'escargot

À la fin de 1994, les organismes financiers internationaux pressèrent le gouvernement de reprendre le processus de privatisation. Suite à l'adoption d'une nouvelle loi de la privatisation (95/1995), au milieu de 1995, la privatisation dite "de masse" (PPM) fut relancée, avec la distribution de coupons gratuits à tout adulte qui n'avait pas utilisé son certificat de propriété reçu lors de la première PPM. Les coupons pouvaient être soit échangés contre des actions dans une des 3.900 compagnies qui étaient offertes pour la privatisation (dont seulement 30% des actions étaient offertes, le reste continuant de rester sous le FPS), ou confiées à un des FPP.

Bien que le deuxième PPM fût complété plus rapidement que le premier (en mai 1996, ce qui signifie moins d'un an après son lancement), ses résultats ne s'avérèrent pas beaucoup plus marquants. En fait, tout comme lors de la première privatisation de masse, la population resta, tout au long du processus, mal informée sur les mécanismes et l'objet de la privatisation (en particulier, sur caractéristiques des différentes entreprises). Les bénéfices qu'elle en tira furent ainsi discutables, même si elle réussit cette fois-ci à s'approprier, du moins formellement, une partie plus importante de l'avoir étatique.

D'un autre côté, les entreprises offertes à la privatisation disposaient de faibles bases de capital, et, comme plus des 80% des entreprises concernées furent privatisées à travers le MEBO²⁵, la privatisation ne réussit pas non plus à infuser de nouveaux capitaux dans l'industrie. De plus, leur privatisation ne fut pas poursuivie, une partie de leur capital restant donc encore entre les mains de l'État. Encore une fois, la privatisation de masse constitua probablement plus un moyen d'assurer au parti de gouvernement l'appui de

²⁵ "Management and Employee Buy Out", ou des "schémas de rachat des entreprises par les employés et la direction". Après 1990, certains termes et expressions économiques anglaises sont entrées directement, et sans traduction locale, dans le jargon des "experts" et analystes roumains de la réforme.

l'électorat qu'un moyen pour effectuer un véritable transfert du contrôle des entreprises hors de l'emprise du parti au pouvoir et de ses alliés (Stan, 1997: 133).

Quant à la privatisation à partir du FPS, elle non plus ne connut de plus grandes avancées. Ainsi, même si le rythme fut accéléré par rapport à 1994, les 3,9% du portefeuille privatisés en 1995 et les 3,0% privatisés en 1996 (Negrescu, 2000: 3) étaient encore très loin des 10% par année du programme initial.

Le tableau suivant résume bien le cours de la privatisation des entreprises étatiques pendant la période où le parti d'Iliescu s'est trouvé au pouvoir, soit 1990-1996.

Tableau 6.1. Les politiques de privatisation et la part des actifs privatisés par année par rapport au portefeuille initial du FPS (Fonds de la propriété d'État) durant la période 1990-1996.

Année	Politiques de privatisation	% du portefeuille initial du FPS privatisé à la fin de l'année*
1990	La loi 15/1990 divisa les entreprises étatiques en: - Régies autonomes (RA) (47% des avoirs de l'État) et - Sociétés commerciales (SC) (53% des avoirs)	-
1991	La nouvelle loi de la privatisation d'août 1991 stipula la création du FPS (Fond de la Propriété d'État) et lui confia la gestion et la privatisation des 70% des actifs des sociétés commerciales d'État. Le rythme de la privatisation du portefeuille du FPS fut prévu à 10% du portefeuille initial, par année.	-
1992	Année d'élections, qu'Iliescu et son parti gagnèrent de nouveau	-
1993	Au début de l'année, le FPS devient opérationnel	0,3
1994		2,8
1995	Une nouvelle loi de la privatisation (95/1995) est adoptée	3,9
1996	Année d'élections, qu'Iliescu et son parti perdirent	3,0
Total pour 1990-1996:		10,0

Source: *(Negrescu, 2000: 3).

6.1.4. Les résultats

6.1.4.1. Et le secteur privé alors?

On estimait ainsi qu'à la fin de 1996, le secteur étatique n'était privatisé que dans une proportion de 13% (Stan, 1997: 150). Toutefois, la privatisation de plusieurs petites entreprises (surtout dans le secteur du commerce), la rétrocession des terres envers les anciens propriétaires et leurs héritiers, ainsi que l'adoption de lois permettant la mise en marche indépendante d'entreprises privées débouchèrent sur une croissance spectaculaire du secteur privé. La contribution de ce dernier au PIB ne cessa d'augmenter durant les premiers sept ans qui ont suivi le changement de régime. Ainsi, de 12,8% en 1989, elle

passa à 34,8% en 1993 et atteint les 54% en 1996 (Negrescu, 2000: 2). À la même année, le secteur privé fournissait plus de la moitié de l'emploi total (Oprescu, 2000: 17).

Cette augmentation du poids du secteur privé ne traduit pas, toutefois, une perte de l'importance et de la prépondérance du secteur étatique dans l'économie roumaine. Étant donnée la faible privatisation du secteur industriel et le manque d'investissement privé, local ou étranger, dans ce secteur central de l'économie, le secteur privé se concentrait, pour l'essentiel, dans les secteurs de moindre importance. En effet, en 1996, le secteur privé était constitué à 99% de petites ou moyennes entreprises, majoritairement actives dans l'agriculture ou le commerce²⁶ (Rotariu et Popescu, 1999: 113).

L'État continuait ainsi à garder un contrôle appréciable sur l'économie roumaine. En effet, le secteur étatique était maintenant, bien que réduit, concentré dans les secteurs les plus importants, soit l'industrie et les plus grosses entreprises agricoles. Ainsi, bien qu'à la fin de 1996 la part du secteur étatique dans l'emploi total était réduite à 40%, à la même époque sa part dans l'emploi industriel total s'élevait à 63%, tandis que sa part dans l'emploi agricole n'était que de 7% (Oprescu, 2000: 17). Finalement, en dépit des libéralisations successives des prix, l'État continuait à contrôler l'économie à travers le contrôle des prix des produits industriels et de consommation²⁷.

6.1.4.2. Quelle structure sectorielle pour l'économie roumaine?

Le résultat de cette continuelle emprise de l'État sur l'économie roumaine fut la conservation d'une structure sectorielle marquée par la prépondérance de l'industrie sur les autres secteurs. Le tableau suivant nous montre ainsi qu'entre 1991 et 1996 la place relative des trois grands secteurs ne fut que légèrement changée, avec une petite réduction de la part de l'industrie en faveur du commerce.

Tableau 6.2. Le PIB et le changement sectoriel dans l'économie roumaine durant la période 1990-1996.

Année	Contribution au PIB (%)		
	Industrie, Constructions et transports	Agriculture	Commerce
1991	48	19	13
1996	46	19	12

Source: Mes propres calculs à partir de *Anuarul statistic 1997*, Comisia Națională de Statistică, 1998.

²⁶ En 1996, la part du secteur privé dans la production industrielle était inférieure à 25% (Commission européenne, 1997: 29).

²⁷ À la fin de 1995, les prix administrés concernait 3% des biens de consommation et services, 7% environ des produits industriels et plus de 27% des matières premières de base (Commission européenne, 1997: 23).

Remarquons toutefois que ce maintien sur le plan de la contribution au PIB cache des transformations importantes sur le plan de la part de chaque secteur dans l'emploi total, ce que montre le tableau suivant.

Tableau 6.3. L'emploi et le changement sectoriel dans l'économie roumaine durant la période 1990-1996.

Année	Poids dans l'emploi total (%)		
	Industrie, constructions et transports	Agriculture	Commerce
1989	52	27,9	5,9
1990	50,5	28,2	6,7
1996	40,1	34,6	9,5

Source: (Oprescu, 2000: 5).

Nous remarquons ainsi que, sur ce plan, la part de l'industrie a diminué, durant la période 1989-1996, de manière considérable, tant au profit de l'agriculture que du commerce. Plus spécifiquement, comme l'analyse précédente du secteur privé nous le laissait croire, il semble qu'une grande partie de la perte dans l'emploi industriel s'est traduite par la migration forcée de la force de travail de l'industrie à l'agriculture, et, du coup, du secteur étatique au secteur "privé" des petites exploitations à main d'œuvre auto-employée. La "privatisation" apparente correspond alors moins à un essor du privé qu'à son rôle comme refuge d'une main d'œuvre sans emploi.

6.1.4.3. Au delà de la privatisation: une situation économique difficile

Il semble donc que, sur le plan de la privatisation, le parti d'Iliescu réussit finalement à atteindre son but, à savoir le maintien de la position de pouvoir de ses membres et alliés, à travers en particulier le maintien de l'emprise de l'État sur l'économie. En dehors du processus de privatisation toutefois, les différents gouvernements FSN/FDSR/PDSR éprouvèrent des difficultés plus grandes, et les autres dimensions de la réforme (en particulier la stabilisation macro-économique) s'avérèrent plus difficiles à maîtriser.

Ainsi, dès la première année après la chute du régime, l'augmentation importante des dépenses de l'État se combina à des facteurs externes (la récession mondiale et la crise au Moyen Orient, au début des années 90) pour déboucher sur une détérioration assez importante de la situation économique de la Roumanie. Dès 1990, le pays connut la

détérioration des équilibres économiques chers aux organismes financiers internationaux, reflétée par la montée en flèche de l'inflation et le passage, pour les comptes courants, du surplus au déficit.

En même temps, la désorganisation qui suivit le changement de régime déboucha sur la baisse des productions industrielle et agricole. À son tour, la baisse de la production se combina avec la montée des importations et la limitation des exportations (surtout en ce qui concerne les produits agro-alimentaires) pour déboucher sur une balance commerciale négative. Le PIB plongea ainsi en 1990 de plus de 5%.

Frappant une économie roumaine déjà affaiblie par la dernière décennie du socialisme, ce premier choc se répercuta même après que l'instabilité politique et structurelle des débuts se soit estompée par la suite. Ainsi, pendant les deux années suivantes (1991 et 1992), même si le déficit commercial et des comptes courants furent réduits, la production industrielle continua de baisser, tandis que la production agricole diminua de nouveau après une reprise initiale. L'inflation continua de grimper à grande vitesse et la part du déficit dans le PIB s'accrût.

La situation connut une amélioration seulement après 1993, suite aux tentatives du gouvernement d'imposer une discipline monétaire et fiscale et d'encourager les exportations. En 1993 le PIB, tout comme la production industrielle et agricole reprirent leur croissance, et en 1994 l'inflation fut jugulée.

En parallèle, l'économie roumaine connut aussi des changements importants au niveau de son insertion externe. Ainsi, après l'effondrement du CAEM suivant la chute du mur de Berlin, la Roumanie redirigea petit à petit son commerce extérieur vers les pays de la CEFTA²⁸ et de l'Union Européenne. La signature du traité d'association avec l'UE, en 1993, accéléra ce processus. Entre 1993 et 1995, le commerce entre l'UE et la Roumanie se multiplia presque par deux, et après 1994 l'UE devint le principal partenaire commercial de la Roumanie²⁹ (Roper, 2000: 94). Toutefois, en dépit de la croissance des exportations de la Roumanie vers l'UE, les échanges entre la Roumanie et la Union européenne semblaient avantager nettement cette dernière. Car, bien que le surplus commercial dont bénéficiait

²⁸ "Central European Free Trade Agreement", ou "le traité de libre échange centre-européen", signé initialement entre la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne.

²⁹ Les échanges commerciaux avec la UE ont augmenté continuellement après 1989. En 1996, ces échanges s'élevaient à 57% des exportations et 52% des importations de la Roumanie (Commission européenne, 1998b: 18).

l'UE depuis 1991 baissât significativement en 1994, il ne cessa pas de s'accroître par la suite (Commission européenne, 1998b: 18).

Entre temps, la poursuite des politiques combinant la promotion des exportations et la discipline monétaire et financière déboucha sur un redressement économique en 1994, avec une inflation en baisse, et une croissance du PIB et des exportations. Toutefois, les succès relatifs des mesures de 1994 commencèrent à s'essouffler en 1995, pour s'évanouir en 1996. Bien que le PIB continuât de s'accroître et que l'inflation fût maintenue sous contrôle, en 1995 les importations augmentèrent et le pays connut son plus fort déficit commercial depuis 1991³⁰. Le déficit budgétaire et la dette extérieure s'accrurent également (Roper, 2000: 96-97).

Ainsi, bien que la forte récession qui suivit le changement de régime fût surmontée après 1993, les performances de la Roumanie restèrent tout au long de la période 1990-1996 ambiguës. En effet, durant toute cet intervalle, le maintien du secteur économique étatique parasitant le budget d'État maintint la balance des comptes courants constamment négative. En même temps, même la timide avancée de la Roumanie dans la voie d'une réforme radicale ouvrit davantage son économie au marché mondial³¹, la rendant ainsi plus sensible aux variations de ce dernier. Finalement, dans les conditions de maintien du déficit commercial et de la croissance constante de la dette extérieure, la Roumanie se trouva de moins en moins capable de faire face aux défis qui se posaient. Le tableau suivant nous montre l'évolution des principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie et illustre bien les phénomènes que nous venons d'évoquer.

³⁰ En 1996, la valeur des exportations était de 33% plus modeste qu'en 1989, tandis que les importations étaient de 8,5 % plus élevées (Commission européenne, 1998b: 16).

³¹ L'importance du commerce externe de la Roumanie dans son PIB augmenta de 42%, en 1992, à 55%, en 1996 (OMC, 1999).

Tableau 6.4. Les principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie pour la période 1990-1996.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Variation annuelle du PIB (%)	-5,6	-12,9	-8,8	1,5	4,0	7,2	3,9
Variation annuelle de la production industrielle brute (%)	-19,0	-22,8	-21,9	1,3	3,3	9,4	9,9
Variation annuelle de la production agricole brute (%)	-2,9	0,8	-13,3	10,2	0,2	4,5	1,3
Balance commerciale (milliards de dollars américains)	-3,4	-1,1	-1,4	-1,1	-0,4	-1,5	-2,4
Moyenne annuelle de l'inflation* (%)	105,1	222,8	199,2	295,5	61,7	27,8	56,9
Balance des comptes courants (milliards de dollars américains)	-3,2	-1,0	-1,5	-1,1	-0,4	-1,7	-2,5
Part du déficit dans le PIB (%)*	-0,4	-1,9	-4,4	-1,7	-4,2	-4,1	-4,9
Dette externe brute (milliards de dollars américains)**	-	2,1	3,3	4,3	5,5	6,8	9,1

Sources: (OCDE, 1999a: 220-228). *Base de données de WIIW (*Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche*). ** (Roper, 2000, 93).

6.1.4.4. Au delà de la réforme: un impact mitigé sur la population

Au delà des buts poursuivis par les dirigeants, ou des postulats néo-libéraux de la réforme post communiste, les politiques du parti d'Iliescu produisirent aussi des résultats concrets sur la vie de la population roumaine. L'impact de ces politiques ainsi que de leurs conséquences macro-économiques sur la population furent ambivalents, oscillant entre des effets négatifs (la baisse du revenu réel), le maintien, du moins partiel, de certains acquis du temps du communisme (préservation de l'emploi industriel) et de mesures nouvelles de redistribution des actifs contrôlés auparavant par l'État (la rétrocession des terres des anciennes coopératives).

Ainsi, remarquons que les premières mesures prises par le FSN dès son arrivé au pouvoir, qui étaient destinées à marquer une rupture avec la politique d'austérité de Ceaușescu, eurent comme conséquence une hausse du niveau de vie de la population (Roper, 2000: 89). La semaine de travail des employés d'État fut réduite et leurs salaires et bénéfices augmentés. En même temps, le gouvernement essaya d'améliorer l'approvisionnement de la population en biens et services de base. Les restrictions sur la consommation alimentaire et sur la vente de produits agro-alimentaires par les petits producteurs ruraux furent levées. Les exportations d'aliments furent supprimées et des ressources énergétiques furent détournées de l'industrie vers la consommation des ménages (Demekis et Khan, 1991: 11-13). Dans les conditions où les prix des biens de consommation furent maintenus à un bas niveau, les revenus réels de la population connurent une réelle augmentation par rapport à 1989.

Cette période d'euphorie ne devait toutefois pas durer au delà de la première année de la transition. Dès 1991 la population connaîtrait elle aussi l'impact des réformes, bien que timides, du gouvernement, ainsi que celui de la récession dans laquelle s'engouffrait la Roumanie. En outre, le chômage augmenta en flèche, tandis que les revenus réels de la population commencèrent à baisser. La rétrocession des terres ayant suivi l'application de la loi foncière de février 1991 servit toutefois de coussin d'amortissement. Pour de nombreuses familles roumaines, principalement rurales mais aussi urbaines, touchées par le chômage ou tout simplement par la baisse des revenus, les lopins de terre purent servir de source alternative de produits alimentaires et de revenus.

Après 1993, le redressement de la situation économique générale du pays entraîna une reprise de l'accroissement des revenus. En même temps, la faible envergure de la privatisation freina la montée du chômage. En fait, après 1995, le nombre de chômeurs et le taux de chômage baissèrent. Le tableau suivant nous montre l'évolution de quelques indicateurs concernant le niveau de vie et l'emploi durant la période 1990-1996.

Tableau 6.5. Les principaux indicateurs du niveau de vie et de l'emploi en Roumanie, durant la période 1990-1996.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB/habitant (dollars américains)	1628	1244	859	1159	1323	1564	1555
Taux du chômage (%, à la fin de l'année)	-	3,0	8,2	10,4	10,9	9,5	6,6
Chômeurs enregistrés à la fin de l'année (milliers)	-	337,4	929,0	1164,7	1223,9	998,4	657,6
Salaires moyens bruts (dollars américains)	-	122	83	103	110	138	138
Changement annuel (%) dans les salaires mensuels moyens (réel, net)	5,6	-18,8	-12,7	-16,8	0,2	11,8	9,2

Sources: Base de données de WIIW.

En dépit de la reprise économique, le fait que cette dernière s'était réalisée à partir de revenus beaucoup diminués par la récession (et déjà amoindris auparavant par la décennie d'austérité imposée par Ceaușescu) fut que, à la fin du deuxième mandat du parti d'Ilieșcu, le niveau de vie des Roumains resta toujours très bas, les hausses ayant à peine compensé les baisses antérieures. En 1996, le PIB par habitant était de 1.237 ECU, ce qui représentait seulement 7% de la moyenne de l'Europe des 15, qui était de 18.181 ECU (Commission européenne, 1998b: 14).

Ainsi, quand les conditions économiques se détériorèrent encore en 1996, le gouvernement se trouva de nouveau isolé sur le plan international; en outre, il disposait de moins de marge de manœuvre pour résoudre les problèmes auxquels il faisait face. L'inflation, la dette extérieure, le déficit commercial et budgétaire augmentèrent. En même temps, des réserves réduites en devises étrangères laissèrent le gouvernement dans l'impossibilité d'importer assez d'énergie pour faire face au dur hiver 1995-1996. Quelques entreprises fermèrent leurs portes et jetèrent leurs travailleurs dans la rue. Finalement, la montée des prix de l'énergie et des aliments de base, que le gouvernement ne réussit plus à éviter face à la dévaluation du *leu*, entraîna une baisse des revenus réels. La population ressentit ainsi pleinement les effets de la mauvaise performance de l'économie (Roper, 2000: 99).

Le mécontentement de la population face à la détérioration de son niveau de vie, ainsi qu'à l'accroissement des inégalités au profit des alliés du pouvoir, déboucha sur une perte de la popularité du PDSR, perte qui amena son remplacement au pouvoir lors des élections présidentielles et législatives de l'automne 1996.

6.2. Le changement de direction. Politique et la réorientation de l'économie: 1997-1998

À la fin de 1996, le discours de plus en plus nationaliste et conservateur de Iliescu n'arrivait plus à lui gagner une population désabusée par la détérioration de sa vie matérielle et par l'enrichissement et la corruption effrontées des anciens apparatchiks. Le discours de la principale coalition de l'opposition, la CDR (Convention démocratique de Roumaine), qui promettait dans sa campagne électorale une amélioration de la situation économique du pays, tout comme une accélération de la restructuration de l'industrie et la transparence dans le processus de privatisation, eut ainsi un écho (Roper, 2000: 99).

Durant les élections législatives de novembre 1996, la partie gagnante s'avéra ainsi être la CDR, une coalition qui avait elle-même subi des transformations depuis sa première apparition sur la scène politique en 1992. Concentrée désormais autour du PNT-CD (le Parti national-paysan chrétien et démocrate), la CDR³² remporta les élections législatives

³² La CDR perdit en 1995 plusieurs de ses partis membres, entre autres le PSDR et un poussin du PNL, le PL93. Aux élections de 1996, la CDR était formé du PNT-CD, de la CDPNL (Convention démocrate du Parti national libéral) et du PER (Parti écologiste roumain) (Roper, 2000: 78).

avec 30% du vote, étant suivi par le PDSR (21%) et l'USD³³ (13%). En même temps, durant les élections présidentielles, le candidat de la convention, Emil Constantinescu, gagna dans le deuxième tour avec 54,4% du vote (Roper, 2000: 78-81).

À l'Ouest, la victoire de l'opposition et l'arrivée au pouvoir d'une coalition de centre-droite apparurent comme le premier véritable changement de pouvoir en Roumanie depuis l'instauration, en 1945, du régime communiste. En remplaçant, tout comme d'autres pays de l'Europe de l'Est, les anciens communistes par des forces de la droite, la Roumanie fut perçue comme entrant elle aussi, finalement, "dans le rang" (Lhomel, 1997).

6.2.1. La première année de la CDR: la reprise de la réforme

L'enthousiasme par rapport au nouveau pouvoir fut de courte durée. En dépit des promesses initiales, la mise en place des réformes ne contenta personne: ni la population, pour laquelle la réforme fut trop brusque et radicale, ni les organismes internationaux, pour qui elle fut trop lente. Sur le plan interne, les politiques gouvernementales eurent des effets négatifs autant sur le niveau de vie de la population que sur sa perception de son bien-être relatif. C'est pour cela qu'après l'appui initial, la CDR allait connaître une baisse rapide de popularité, et devoir non seulement affronter les pressions des différents acteurs, mais aussi faire face, occasionnellement, à des actions plus violentes. Pour les organismes internationaux, la mise en place des réformes, bien que plus poussée que sous les législations passées, resta toutefois encore trop lente et hésitante. En dépit des déclarations initiales favorables, les organismes financiers internationaux allaient se montrer en pratique moins patients et plus exigeants avec le nouveau pouvoir qu'envers son prédécesseur. Ils allaient aussi faire preuve de moins de largesse dans l'octroi de leurs prêts.

Le cours concret de la réforme entreprise par le nouveau pouvoir résulta non seulement de sa volonté politique initiale quant à la ligne à suivre, mais aussi des différentes pressions auxquelles il dut faire face. Bien que les pressions internes "ralentissent" un agenda initialement ambitieuse, l'ensemble des politiques que la CDR mit en place fut finalement assez radical par rapport à la législation précédente. Ce

³³ USD (*Uniunea Social Democrată*, "Union social-démocrate") était une coalition de partis sociaux-démocrates constituée autour de l'ancien FSN de Roman (maintenant rebaptisé PD -*Partidul Democrat*, "Parti démocrate").

"radicalisme" fut dicté non seulement pas les positions de principe de la coalition, mais aussi par un contexte interne et externe nouveau. Sur le plan interne, l'état désastreux de l'économie hérité du PDSR ne laissait que de maigres ressources internes pour les investissements et pour éponger le déficit de la balance de paiements. À cela s'ajouta le poids du service de la dette extérieure dont une partie arriva à échéance en 1999. Sur le plan externe, la patience mitée du FMI du temps du PDSR fut remplacée par de nouvelles exigences concernant les objectifs et le rythme de la réforme.

Après les élections, et afin de s'assurer une majorité dans les deux chambres, la CDR forma une coalition avec l'USD et l'UDMR. La présidence du sénat revint à Roman, tandis qu'à la tête du cabinet on nomma un membre du PNȚ-CD, Victor Ciorbea, maire de Bucarest et président du syndicat Frăția. Les ministères, ainsi que la présidence des agences gouvernementales furent partagés, selon un "algorithme", entre les trois coalitions (CDR, USD et UDMR) formant la coalition au pouvoir.

Le nouvel exécutif débuta son mandat par l'annonce de mesures économiques radicales allant dans la direction d'une "réforme économique accélérée". Elles portaient principalement sur une réduction des subventions pour l'industrie, l'agriculture, et l'énergie, ainsi que sur la fin des subventions pour les denrées de base et le transport public. Certaines de ces mesures furent adoptées dès le début de 1997. Les prix de l'énergie augmentèrent et le gouvernement réduisit encore plus les subventions aux prix des denrées de base, tout en limitant le nombre de prix contrôlés à 20 articles (essentiellement les services publics et l'énergie) (Commission européenne, 1997: 23). Le commerce extérieur fut libéralisé à travers la baisse des tarifs douaniers. En même temps, le gouvernement fit adopter des réformes portant sur l'assurance-chômage et la restitution de la terre. Qui plus est, le programme de restructuration des compagnies étatiques fut repris en envisageant non seulement la privatisation, mais aussi la liquidation de certaines entreprises.

Ces mesures débouchèrent sur la signature d'un nouvel accord avec le FMI en avril 1997. En échange d'un prêt de 414 millions dollars américains, le gouvernement s'engagea à éliminer les crédits directs envers l'agriculture et l'industrie et à réduire le déficit des comptes courants (Roper, 2000: 100).

Le gouvernement céda donc, du moins en partie, aux exigences du FMI et des autres organismes internationaux. Ainsi, la Banque nationale fut dégagée de l'obligation d'accorder des crédits spéciaux à des exploitations agricoles et à des entreprises (Commission européenne, 1998a: 19). Afin d'accélérer la privatisation, le FPS passa sous

l'autorité directe de l'exécutif (Negrescu, 2000: 15). En même temps, le gouvernement commença à envisager la privatisation des entreprises étatiques maintenues pendant les législations passées hors de ce processus, soit les régies autonomes (*ibid.*: 6, 7). En fait, ce fut désormais autour de plusieurs grandes régies que les demandes et les recommandations des différents organismes internationaux allaient tourner.

La continuation des réformes se heurta toutefois à des difficultés qui allaient ralentir son rythme. La "corporatisation" des régies, premier pas vers leur privatisation, n'avança que très lentement (Negrescu, 2000: 7). De plus, bien qu'elle fût maintenant dirigée par un membre du PNT-CD (Sorin Dimitriu), la privatisation des compagnies étatiques à partir du FPS balbutiait (le processus de vente de certaines entreprises fut entamé pour être ensuite interrompu). Si le nombre total des entreprises privatisées augmenta considérablement dans cette première année de la CDR (1300, comparé à 3000 pour la période 1990-1996), il n'en reste pas moins que la privatisation continua à se concentrer dans le secteur des petites et moyennes entreprises (Commission européenne, 1998a: 18). En effet, seulement 4,6% du portefeuille initial du FPS fut privatisée en 1997, ce qui constituait seulement une différence de 1,6 % par rapport au pourcentage de 1996 (Negrescu, 2000: 3). Finalement, les liens "lâches" entre banques et entreprises ne furent pas rompus, et la discipline financière ne réussit toujours pas à être imposée aux entreprises étatiques. Les banques continuèrent d'accorder des crédits aux entreprises, tandis que s'accroissaient les arriérés des entreprises envers leurs différents partenaires (banques, budget de l'État, salariés) (Commission européenne, 1998a: 20).

Le résultat immédiat des politiques du nouveau gouvernement fut négatif. Bien que les déficits budgétaire et commercial n'augmentassent pas, le PIB et la production industrielle connurent une baisse pour la première fois depuis 1993 (de 6,6% et respectivement 5,9, en 1997), tandis que l'inflation atteignit 150% (Commission européenne, 1998b: 7). Le service de la dette, s'élevant à 25% des exportations, commença à peser lourdement sur le budget de l'État (Roper, 2000: 102). En même temps, l'augmentation des prix et la reprise subséquente de l'inflation firent en sorte que le revenu réel de la population baissa dramatiquement³⁴.

Vers la fin de l'année, le gouvernement de Ciorbea se trouvait de plus en plus

³⁴ Le salaire mensuel moyen brut baissa de 22,4% en 1997 (Unguru, 1999).

coincé entre des pressions contradictoires de la part de plusieurs forces mécontentes de sa performance. Sur le plan interne, il subit les attaques de l'USD, qui, faisant cette fois-ci figure de force conservatrice, demanda un ralentissement de la réforme. Sur le plan externe, l'exclusion de la Roumanie des premières rondes de négociations pour l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, et le refus du FMI de débloquer des tranches du prêt consenti en avril sanctionnèrent les politiques du gouvernement comme non satisfaisantes du point de vue des critères occidentaux d'accélération de la réforme.

6.2.2. La deuxième année: le ralentissement de la réforme

Le retrait du support externe, mais surtout interne, pour les politiques du gouvernement déboucha sur une période de crise politique qui se termina par la chute de Ciorbea. En mars 1998, celui-ci fut remplacé par Radu Vasile (PNT-CD).

La nomination de Vasile n'allait résoudre que partiellement les problèmes auxquels était confronté le nouveau pouvoir. Ainsi, même si Vasile essaya d'apprivoiser l'USD en promettant le ralentissement des réformes économiques, les divergences entre la CDR et l'USD, autour de questions aussi diverses que le retour des propriétés nationalisées aux anciens propriétaires ou la privatisation des anciennes fermes d'État, continuèrent à bloquer le processus de mise en œuvre des politiques gouvernementales. Bien que la privatisation des compagnies commerciales étatiques continuât son accélération³⁵, la privatisation des grosses régies autonomes telles que RomTelecom ou Renel³⁶ fut retardée.

En conséquence du ralentissement des privatisations, qui tournaient maintenant autour des régies, le gouvernement dirigé par la CDR continua d'être la cible de la critique externe et, qui plus est, sans le support financier dont il avait besoin. Ainsi, l'accord de stand-by (fonds de garantie) avec le FMI expira en mai 1998 sans que le restant des plus de 220 millions dollars américains ait abouti dans les coffres du gouvernement. Ce même problème de la privatisation des régies, problème non résolu dans la direction désirée par les organismes internationaux, fit qu'en 1998 la Roumanie ne bénéficia d'aucun transfert de la part du FMI (FMI, 2000).

En outre, quand le 30 mars 1998 le Conseil des ministres de l'Union européenne initia le processus d'élargissement vers l'Est, la Roumanie ne se trouva même pas sur la

³⁵ En 1998, 8,8% du portfolio initial du FPS fut privatisé (Negrescu, 2000: 3).

³⁶ Les régies nationales de la téléphonie et de l'énergie électrique, respectivement.

liste des six premiers pays qui allaient commencer tout de suite les négociations. Elle apparaissait seulement sur la liste des cinq autres pays destinés au processus de pré-ascension, et qui étaient inclus dans une procédure de suivi (OCED, 1999a: 152). Vers la fin de l'année, elle fut aussi critiquée par la Commission de l'Union européenne, acteur externe majeur pour un gouvernement qui faisait de l'intégration européenne un de ses objectifs prioritaires (Roper, 2000: 104).

À la fin de 1998, des ressources internes amoindries et la nouvelle perspective de remboursement des crédits contractés pendant le règne du PDSR (qui allaient arriver terme en 1999), réduisirent encore plus la marge de manœuvre du gouvernement. C'est ainsi que la privatisation et l'austérité commencèrent à être utilisées comme moyens non seulement pour s'aligner sur les demandes du FMI (en vue d'une éventuelle obtention de nouveaux crédits), mais aussi pour se doter de plus de ressources en vue du paiement du service de la dette³⁷.

À court terme, les performances de l'économie roumaine se maintinrent sur la même pente négative. En 1998, bien que l'inflation diminuât (Commission européenne, 2000: 27), le PIB et la production industrielle continuèrent leur baisse, et les équilibres du budget et des comptes courants se détériorèrent. En dépit d'une relance, les salaires se maintinrent néanmoins à un niveau réel inférieur à celui de 1996, et le taux de chômage continua à grimper (de 8,8% en 1997 à 10,3% en 1998). En 1997, le poids du secteur privé dans le PIB s'élevait à 58% (Commission européenne, 1998b: 14), mais le secteur étatique réalisait encore 55% de la production industrielle et employait 75% de la force de travail industrielle (OMC, 1999). L'ouverture de l'économie roumaine au marché mondial continua, et le commerce extérieur arriva à atteindre en 1998 un niveau équivalent à presque 60% du PIB (OMC, 1999).

Le tableau suivant résume les principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie pendant les deux premières années de la législature de la CDR

³⁷ La dette externe à moyen et long terme de la Roumanie s'était en fait accrue de 1% du PIB, en 1990, à 15,2%, en 1994, et à 23,6%, en 1997. À cette dernière date, elle totalisait plus de 8,2 milliards de dollars américains. Presque 40% de cette dette consistait en des emprunts au FMI, à la BM, à la BERD (Banque Européenne de Reconstruction et Développement) et à la BIE (Banque d'Investissement Européen). Un autre 40% était dû aux banques privées, tandis que le reste était dû dans le cadre des accords bilatéraux. La dette à court terme s'élevait, en 1997, à 500 millions dollars (Commission européenne, 1998b: 15).

Tableau 6.6. Les principaux indicateurs macro-économiques de la Roumanie pendant les deux premières années du mandat de la CDR (1997-1998).

Indice	1997	1998
Variation annuelle du PIB (%)	-6,6	-5,5
Variation annuelle de la production industrielle brute (%)	-5,9	-17,3
Variation annuelle de la production agricole brute (%)	3,1	-7,5
Balance commerciale (milliards de dollars américains)*	-1,98	-2,69
Taux moyen annuel de l'inflation (%)**	150	40
Balance des comptes courants* (milliards de dollars américains)	-6,0	-7,2
Dette externe brute (milliards de dollars américains)**	6,3	8,1
Taux du chômage (% à la fin de l'année)	8,8	10,3
Variation annuelle (%) du salaire mensuel moyen (réel, net)	9,2	-22,4
% du portefeuille du initial du FPS privatisé durant l'année***	4,6	8,8

Sources: Base de données de WIIW. *(OCDE, 1999a: 228).
 (Commission européenne, 2000: 27). * (Negrescu, 2000: 3).

L'impact sur la population des politiques d'austérité entamées par la CDR au début de sa législation fut finalement explosif. Poussés par la fermeture des mines et la baisse des salaires, les mineurs de Valea Jiului déclenchèrent en janvier 1999 une action de protestation. Soutenus par le PDSR et le PRM, les mineurs prirent en bataillon la route vers la capitale et, durant quelques jours, le pays fut encore au bord de la déstabilisation politique. La crise fut toutefois assez rapidement résolue, grâce aux négociations entre le premier ministre et le leader charismatique des mineurs, Miron Cozma.

Les deux premières années du nouveau pouvoir se soldèrent alors par un bilan négatif autant du côté de la réforme à l'occidentale (qui se dota maintenant de critères plus exigeants) que du côté des conditions de vie de la population. Plusieurs analystes se mettent d'accord pour dire qu'il n'y a pas eu durant les deux premiers années de véritable réforme (Serbanescu, 2000: 1, Roper, 2000: 87). Ce qu'on appelle désormais le "gradualisme pathologique", un mélange malsain de demi-mesures (Serbanescu, 2000: 3) continua en même temps que le pays s'enfonça plus avant dans la récession économique.

Comme ailleurs dans les pays de l'Est, la réforme économique entraîna en Roumanie la transformation des anciennes structures économiques héritées de la période socialiste. Mais dans cette transformation la part des continuités fut tout aussi importante que celle des ruptures. Ainsi, durant les sept premières années de la "transition", bien que le contrôle

étatique basé sur le plan centralisé fût aboli, l'emprise de l'État sur l'économie ne diminua que très lentement et très partiellement. La transformation réelle des mécanismes d'intervention étatique dans l'économie, qui de directs devinrent indirects, ne signifia pas pour autant alors un changement majeur au niveau du contrôle que le pouvoir politique entendait maintenir sur la sphère économique. Le gouvernement de la CDR apporta des changements importants à cette emprise, mais ceci non pas tant à cause de l'accélération de la privatisation, qu'à cause de la plus grande ouverture de l'économie au marché mondial.

De plus, bien que l'emprise de l'État sur l'économie se maintînt, surtout pendant le gouvernement de gauche du FSN/PDSR, elle se réalisait dans un contexte général changeant. Sur le plan externe, la Roumanie réorienta les flux de son commerce extérieur des anciens marchés du CAEM et des pays du Tiers Monde vers les marchés de l'Union européenne. Sur le plan interne, l'activité économique des entreprises d'État, et en particulier celles du secteur industriel, le pilier de l'économie socialiste, connurent une forte contraction. Et, après une première courte période d'euphorie qui suivit le changement de régime (pendant laquelle la population connut une amélioration de son sort par rapport aux années noires de la décennie 80), le sort de la population empira rapidement: le chômage augmenta, tout comme la pauvreté, et le niveau de vie de la population en général connut une baisse significative. Nous nous retournerons, dans le chapitre suivant, vers la dynamique de l'agriculture pendant cette période.

Chapitre 7. La transformation de l'agriculture (1990-1998): un changement radical?

Le changement de régime de 1989 a amené des transformations importantes au niveau de la place de l'agriculture dans l'économie roumaine et de son articulation avec le marché mondial, tout comme au niveau de ses performances, structures et agents. Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur ce secteur et sur les transformations qu'il a subies après 1989.

7.1. La transformation récupératrice: l'agriculture sous le nouvel État roumain (1990-1996)

7.1.1. La terre: changement du régime de propriété, persistance des structures d'exploitation

7.1.1.1. Les premières mesures: alléger le joug

Quand le FSN (Front du Salut National) s'auto-décrista, le 28 décembre 1989, comme la "suprême instance du pouvoir étatique", il essaya en même temps d'asseoir sa légitimité en se démarquant des "abus de l'ère Ceaușescu". Les abus les plus criants étaient ceux qui concernaient le contrôle de l'État sur le monde rural, sur la production agricole privée et sur la consommation alimentaire de la population.

C'est avec ces objectifs que le nouveau gouvernement abrogea plusieurs lois qui touchaient directement le sort des habitants des campagnes et spécialement celui des membres coopérateurs. Ces lois concernaient: la "systématisation des villages"; les normes de consommation de nourriture et le rationnement des aliments; les livraisons obligatoires de quotas agricoles envers l'État par les habitants des campagnes; les prix obligatoires pour les produits agricoles vendus sur les "marchés paysans" par les petits producteurs agricoles; les restrictions concernant le droit de disposer librement des terres en propriété privée (Jackson, 1997: 301-302).

L'abrogation de ces lois ne signifia toutefois pas un revirement du nouveau gouvernement en faveur de la petite production agricole privée. En fait, elle constitua plutôt une manière de se doter d'une légitimité en essayant tant de calmer le mécontentement des campagnes et des petits producteurs que de rediriger les produits agro-alimentaires vers les marchés au profit d'une population urbaine affamée par les dix années de pénurie.

En effet, ces mesures, qui soustrayaient au contrôle direct de l'État la petite production agricole privée ainsi que la circulation et la consommation de leur produits, ne furent pas suivies de mesures visant à encourager cette petite production et ainsi déboucher sur un changement radical des structures de production. En fait, le 5 janvier 1990, par exemple, Victor Surdu, président du comité du FSN pour le ministère de l'Alimentation et l'Agriculture et chef du Parti démocratique agrarien roumain (PDAR)¹ déclarait que "l'agriculture devrait se développer à l'intérieur des structures existantes" (Jackson, 1997: 289, c'est moi qui souligne).

7.1.1.2. La transformation de 1990-1991: politiques et politique de la terre

La volonté de l'État de maintenir son emprise sur l'agriculture se buta néanmoins à un premier processus qui commença à échapper de son contrôle: le sort des CAP (Coopératives agricoles de production).

En fait, tout de suite après la fuite de Ceaușescu le 22 décembre 1989, ce qui constitua un foyer de possible déstabilisation dans les campagnes furent les CAP et le sort des lots personnels de leurs membres. Dans de nombreux villages, enragés par les politiques antérieures de contrôle et d'exactions croissantes sur la production privée de leurs lots personnels, les habitants ont dirigé leur mécontentement vers les coopératives agricoles de production. De nombreuses appropriations "spontanées" ont eu lieu, les villageois réclamant et saisissant des parcelles de terrain pour leur usage personnel.

Pour tenter de reprendre le contrôle de ce processus, le gouvernement du FSN adopta dès la fin de janvier 1990 un décret-loi (42/1990) stipulant l'augmentation de la superficie des lots personnels. Suite à ce décret, les dimensions légales maximales des lots personnels furent accrues à 0,5 hectares pour les membres coopérateurs et à 0,25 hectares pour les salariés des fermes d'État et les autres employés des zones rurales (Jackson, 1997: 302).

En dépit de l'adoption de ce décret, dans la première année qui suivit le changement de régime, l'appropriation des terres par les villageois ne fut pas, principalement, le résultat des mesures adoptées par l'État. Ainsi, si en mars 1990 le premier ministre annonçait que

¹ Le PDAR était en fait un satellite du FSN destiné aux anciens managers de l'agriculture et bureaucrates ruraux. Il gagna seulement 1,8% du vote aux élections de mai 1990 (Jackson, 1997: 289).

"3 millions d'hectares de terre arable avaient été distribués aux paysans"², seulement deux mois plus tard (en mai 1990) un rapport gouvernemental informait que les paysans membres des coopératives agricoles contrôlaient 6,9 millions d'hectares de terre agricole et 4,9 millions d'hectares de terre arable. Le total des terres contrôlées en propriété privée ou en usage à long terme³ constituait autour de 72% de la terre agricole et 80% de la terre arable (Jackson, 1997: 303). Ce que le rapport ne mentionnait toutefois pas était que cette appropriation foncière massive ne pouvait pas être le seul résultat d'une distribution de parcelles d'un demi-hectare, mais était bel et bien le fruit d'un processus d'appropriation spontanée de la part des villageois.

À la fin de 1990, une majorité des coopératives avaient subi ce processus de "privatisation spontanée" par lequel les membres coopérateurs se sont appropriés des terres, du bétail et du matériel appartenant aux coopératives (Roper, 2000:88). De sorte qu'une année après le décret-loi, soit en février 1991, le gouvernement de FSN s'est trouvé contraint d'adopter une loi foncière (18/1991) qui allait encore plus loin que le décret. La loi stipulait le démembrement des coopératives à travers la redistribution de leurs terres et la liquidation de leurs autres actifs. Les bénéficiaires de la redistribution foncière étaient: les anciens propriétaires et leurs héritiers; et les anciens membres et salariés de la coopérative locale, tant qu'ils continuaient de résider au village. Les dimensions des parcelles redistribuées devaient se situer entre 0,5 et 10 hectares. Dans le cas des anciens propriétaires et de leurs héritiers, ces dimensions devaient correspondre à la superficie de terre avec laquelle ils avaient contribué à la coopérative. Dans le cas des membres et salariés n'ayant pas apporté de la terre à la coopérative, les dimensions de la superficie reçue dépendait des terres disponibles après que la redistribution envers les anciens propriétaires et leur héritiers fût effectuée.

Pour la Roumanie du début des années 90, la privatisation des terres des coopératives agricoles de production constitua la privatisation la plus rapide et la plus radicale de l'économie roumaine dans son ensemble. Ainsi, si en 1989 seulement 14% de la terre agricole et 9% de la terre arable étaient en propriété privée, en 1992, 70% de la terre agricole et 80% de la terre arable (Guvernul României, 2000: 404) se trouvaient entre les

² Ceci constituait une augmentation considérable par rapport aux superficies allouées en usage personnel aux membres coopérateurs à la fin du régime de Ceaușescu. À la fin de 1988, les lots personnels alloués par les coopératives agricoles couvraient seulement quelques 0,8 million hectares (Jackson, 1997: 313).

³ Ces terres incluaient ainsi autant les terres appropriées par les membres des coopératives que les terres déjà détenues en propriété privée par les habitants des zones rurales non collectivisées.

mains de quelque 6,2 millions propriétaires privés (Genberg, 1993: 90). La nouvelle structure de la propriété de la terre créée par cette loi était dominée par les petites propriétés couvrant entre 1 et 3 hectares distribuées entre plusieurs parcelles (Kideckel, 1993b: 125).

Par suite de l'adoption de la loi foncière, l'État, dirigé par le FSN, reprit le contrôle du processus de privatisation des terres et avoires des CAP. En fait, les commissions de redistribution foncière établies au niveau des communes étaient constituées des membres des mairies, mairies qui étaient nombreuses à se trouver sous le contrôle du parti au pouvoir⁴.

Qui plus est, le gouvernement du FSN réussit aussi à s'approprier le capital symbolique associé à la redistribution, développant sur cette base un capital électoral important (la redistribution de la terre a touché quelque 5,3 millions de familles (Genberg, 1993: 90), dont 4,4 millions de familles rurales!). Une année après, le FSN gagnait de manière fracassante les premières élections constitutionnelles de la Roumanie post-communiste, en s'appuyant de manière importante sur le vote rural. Non seulement Iliescu réussit-il à faire de l'application de la loi foncière une redistribution populiste (nombreux furent ceux qui considérèrent que "Iliescu nous a donné la terre"), mais il prétendit aussi que les partis d'opposition (et en particulier les partis "historiques" associés au passé pré-communiste de la Roumanie) désiraient rendre la terre aux anciens grands propriétaires (boyards) ou la vendre aux "exploiteurs capitalistes", en particulier aux "étrangers" (Jackson, 1997: 316).

7.1.1.3. La reproduction du système de production: le maintien des exploitations associatives et étatiques

En dépit de l'utilisation électorale que le FSN effectua de la rétrocession des terres des coopératives, il faut remarquer que l'adoption de cette loi ne signifiait pas une volonté, de la part du FSN, de retour aux structures pré-communistes ou de transformation radicale du système de production agricole socialiste par la création d'une classe de petits fermiers capitalistes. En fait, il semble plutôt que la loi foncière a été adoptée suite aux pressions du moment, constituant un compromis que le FSN a essayé d'annuler par la suite.

⁴ En fait, le FSN réussit à s'insérer très vite, en utilisant les anciennes structures de l'organisation du PC, au niveau départemental et des communes dans les premiers temps qui ont suivi le renversement du régime communiste. Par la suite, il consolida ses bases régionale et locale à l'aide de l'administration locale et agricole (Jackson, 1997: 286, 288, 289).

Remarquons tout d'abord que, pendant les législations du parti d'Iliescu, les fermes d'État (les IAS, *Întreprinderi Agricole de Stat*, "Entreprises agricoles d'État") ont été largement maintenues hors de tout processus de privatisation, et ceci principalement en raison du puissant lobby de leurs directeurs. Ainsi, bien que la loi 15/1990 sur la restructuration des entreprises étatiques débouchât sur la transformation des IAS en sociétés commerciales à capital d'État, la loi 58/1991 sur la privatisation des sociétés commerciales d'État ne les toucha pas véritablement. En effet, bien que les IAS fussent bel et bien des entreprises étatiques, le gouvernement de FSN tenta de garder la grande majorité de leurs terres et leurs autres actifs en dehors du processus de redistribution foncière ou de privatisation.

La loi foncière 18/1991 définissait, en effet, les terres des IAS comme le domaine privé de l'État⁵, domaine auquel on réservait un traitement différent de celui appliqué aux terres des CAP. La seule redistribution à partir des terres des IAS concerna les anciennes terres communales de pâturage, redonnées aux communes, ainsi que des parcelles de 0,5 hectares redistribuées aux anciens propriétaires ou membres de coopérative des zones dans lesquelles les terres des coopératives s'avèrent insuffisantes pour satisfaire tous les bénéficiaires. Exception faite de cet éventuel demi-hectare, les anciens propriétaires des terres des IAS et leurs héritiers allaient généralement (en raison des terres qu'ils avaient détenues avant la collectivisation et qui se trouvaient à l'intérieur des IAS) non pas reprendre leurs droits de propriété, mais devenir des actionnaires des entreprises commerciales agricoles étatiques constituées à partir des anciennes IAS (Tourne, 1993: 55, 56). Ainsi, bien que la superficie agricole totale exploitée par les IAS baissa, entre 1989 et 1992, de 2.976.000 hectares à 1.919.000 hectares, les fermes d'État continuèrent à contrôler, après l'application de la loi foncière, 13% de la superficie agricole totale (Cooper, 1993: 41). Finalement, la privatisation des actifs des fermes étatiques ne s'effectua pas plus rapidement, étant en effet complètement bloquée tout au long des mandats du FSN/PDSR.

En ce qui concerne les coopératives elles-mêmes, la loi foncière favorisa la continuation des formes de production agricole qui étaient en continuité avec les structures

⁵ Ce terme apparemment contradictoire de "domaine privé de l'État" était utilisé pour distinguer les terres des anciennes IAS, terres qui étaient destinées à une redistribution future, des terres se trouvant dans le "domaine public de l'État" (qui incluait les terres des centres de recherche agricole ou forestière ou celles de diverses institutions étatiques, et qui était mis en dehors de tout éventuel processus de redistribution) (Tourne, 1993: 55). Le terme de "privé" semble ainsi correspondre ici à une gestion de la part de l'État de terres qui de droit allaient se trouver en propriété privée.

coopératives héritées du régime communiste ainsi que l'emprise de l'ancienne bureaucratie agricole sur ces dernières. Ainsi, la loi foncière encourageait déjà la continuation d'une exploitation collective de la terre, en prévoyant la possibilité de la reprise des actifs des anciennes coopératives (autres que la terre), à travers un dédommagement des membres coopérateurs, par des "associations" constituées sur les décombres des coopératives. Ce n'est que dans le cas où il n'y eut pas d'association créée à la place de la coopérative que les actifs de cette dernière devaient être vendus ou redistribués aux membres coopérateurs (Tourne, 1993: 56).

La constitution des "associations" fut, en fait, réglementée deux mois plus tard. La loi 36 d'avril 1991 permit ainsi la constitution de deux formes d'agriculture associative. Les associations familiales étaient des groupements informels de plusieurs petits propriétaires ne disposant pas de statut juridique particulier. Les associations juridiques, appelées aussi "sociétés agricoles", disposaient, par contre, d'un statut légal et étaient en droit de réclamer la reprise des actifs des anciennes CAP (Tourne, 1993: 57).

En outre, des facteurs tenant de la conjoncture particulière de l'application de la loi jouèrent à leur tour en faveur d'une continuité entre anciennes et nouvelles structures de production. Parmi ces facteurs, signalons le délais très court pour la présentation d'une demande de réappropriation, la difficulté de retrouver les documents requis, le court laps de temps entre la promulgation de la loi et le commencement de la saison agricole, le manque de capital et de dotation en machinerie et outillages agricoles des nouveaux petits propriétaires et l'autorité que détenaient les bureaucrates locaux. Ces facteurs ont fait que de nombreux propriétaires potentiels ont choisi de laisser au moins une partie de leurs terres dans les associations juridiques constituées, généralement par les anciens cadres, sur les cendres des anciennes coopératives (Jackson, 1997: 314-315). Plus important encore, en rendant la terre aux ex-propriétaires et à leurs héritiers, la loi foncière créait une structure de la propriété caractérisée par un grand nombre de propriétaires incapables ou peu désireux de s'engager dans l'exploitation personnelle de leur terre. En effet, une étude réalisée en 1992 montrait que 57% des nouveaux propriétaires avaient 65 ans ou plus (Sarris et Gavrilescu, 1997: 193), tandis que 43 % d'entre eux vivaient en ville et qu'un autre 39% étaient soit des retraités ou des salariés. Ainsi, seulement 18% de ceux qui reçurent de la terre étaient potentiellement intéressés et capables de la travailler (Kideckel, 1993b: 125- 126).

Ainsi, bien que la décollectivisation formelle débouchât sur la liquidation des quelques 4.200 anciennes CAP, elle n'entraîna pas la disparition du secteur coopératif en agriculture⁶. En fait, après une première période d'incertitude quant à l'avenir des formes d'exploitation coopérative/associative, le nombre et la superficie couverte par les associations s'accrut progressivement. En juillet 1991 il y avait seulement 267 associations juridiques et 239 associations familiales (Kideckel, 1993b: 136). À la fin de 1992 déjà, la superficie totale exploitée par les associations atteignait quelque 3,7 million hectares, répartis de manière à peu près égale entre quelque 4.050 associations familiales et quelque 11.500 associations familiales. Bien que la superficie exploitée en mode associatif représentait seulement 42% des superficies exploitées jusqu'en 1989 par les CAP, elle arrivait à occuper autour de 25% de la superficie agricole totale du pays (Cooper, 1993: 41)

Au demeurant, en dépit d'une transformation importante de la structure de la propriété de la terre, la loi foncière n'entraîna pas une transformation tout aussi globale des structures d'exploitation. En 1992, bien que les nouvelles petites exploitations formaient la catégorie la plus nombreuse (leur nombre total s'élevait à l'époque à près de 2 millions), elles couvraient ensemble 45% de la superficie agricole totale, leur superficie moyenne s'élevant à près de 3 hectares (Cooper, 1993: 41). L'agriculture roumaine se retrouvait ainsi, quant à la structure réelle des exploitations, avec un important secteur hérité du socialisme (regroupant fermes d'État et associations), secteur qui, globalement, contrôlait presque 40% de la superficie agricole du pays⁷. Le tableau suivant nous montre les changements dans la structure d'exploitation qui ont eu lieu suite à l'application de la loi foncière de 1991.

⁶ Je parlerai alors de "décollectivisation formelle" pour désigner le processus de liquidation des anciennes CAP, reconnaissant ainsi que le secteur coopératif (maintenant appelé "associatif") ne fut pas anéanti suite à cette liquidation.

⁷ Le reste de la superficie agricole (17% du total) se retrouvait désormais, en tant que terres communales, entre les mains des mairies (Cooper, 1993: 41).

Tableau 7.1. La transformation des structures d'exploitation dans l'agriculture roumaine suite à l'application de la loi foncière de 1991.

(fin de l'année)	Nombre	Superficie totale (milliers d'hectares)	Part dans la superficie agricole totale (%)	Dimensions moyennes (ha)
1989				
<i>Fermes d'Etat</i>	411	2976	20	7.241
<i>CAP</i>	4.260	8.685	58	2.039
<i>Fermes individuelles (1)</i>	n.d.	3.189	21	
Superficie agricole totale		14.850	100	
1992				
<i>Fermes d'Etat</i>	411	1.919	13	4.669
<i>Associations (total)</i>	15.549	3.707,6	25	238
Associations juridiques	4.050	1.915,9	13	473
Associations familiales	11.499	1.791,7	12	156
<i>Fermes individuelles</i>	2.000.000	6.610	45	3,3
Terre communale	-	2.561	17	
Superficie agricole totale		14.798	100	

Source: (Cooper, 1993: 41).

(1) Inclut les fermes privées des zones non collectivisées et les lots personnels des membres coopérateurs.

L'ancienne division entre d'un côté, une grande agriculture formée de fermes d'État et d'associations/coopératives et, d'un autre côté, une petite agriculture sur des lopins de terre de taille infime, semble ainsi s'être perpétuée. Nous verrons, dans ce qui suit, quels ont été les autres caractéristiques de cette division durant les sept premières années de la transition.

7.1.2. Les autres facteurs: intrants, circulation, demande

7.1.2.1. Politique des prix, circulation des produits agricoles et système des "intégrateurs" (integratori). La remise en place du contrôle étatique: 1990-1994

Les raisons du maintien des anciennes formes d'exploitation étatiques et coopératives (associatives) ont été non seulement de garder en poste la bureaucratie agricole (regroupée principalement dans le PDAR [Parti démocrate agrarien roumain]), mais aussi de contrôler la production en vue de fournir à la population des produits agro-alimentaires à bas prix. Le maintien de ce contrôle s'est réalisé à travers l'emprise de l'État sur les prix et sur la circulation de intrants et des produits agricoles.

Dans les conditions où, dans les années 1990, la nourriture a continué à constituer le plus important poste de dépense des familles roumaines⁸, le contrôle des prix de la nourriture a occupé une place centrale pour le nouveau gouvernement, autant dans sa stratégie de lutte contre l'inflation (Commission européenne, 1998b: 23), que dans sa tentative de se donner une légitimité et de maintenir la paix sociale. En fait, les groupes les plus touchés par l'augmentation des prix des produits alimentaires étaient les couches urbaines et industrielles, celles qui étaient aussi les plus agressives et revendicatives sur le plan social.

Le moyen choisi par le gouvernement du parti d'Iliescu pour assurer la livraison des produits agricoles à bas prix à la population fut de maintenir l'ancien système de circulation des produits agricoles sous le contrôle de l'État et d'obliger les producteurs agricoles à y vendre leurs produits.

Au début de 1990, le système de planification centralisé était formellement démantelé et la loi-décret 75/1990 abolissait la livraison obligatoire de la production agricole à l'État (Sarris et Gavrilesco, 1997: 211). Toutefois, le contrôle de l'État sur l'agriculture ne diminua pas, par la suite, de façon dramatique. En fait, le ministère de l'Agriculture gardait un contrôle direct tant sur les fermes d'État (Lhomel, 1995: 131), que, dans le secteur de l'élevage animal, sur les gros complexes d'élevage porcin et de volaille largement maintenus entre les mains de l'État. Qui plus est, le ministère restait aussi en charge de l'établissement des prix au long de la chaîne agro-alimentaire (Commission européenne, 1998b: 45). À la fin de 1990, le gouvernement instituait le contrôle des prix à l'intérieur du réseau de distribution étatique (pour treize produits agricoles importants⁹), tout comme au long de la chaîne de production agro-alimentaire (pour sept produits alimentaires importants¹⁰). Les prix d'achat à la ferme, de gros et de détail, étaient contrôlés par le centre (Commission européenne, 1998b: 53, 54).

L'efficacité de ces mesures pour le contrôle de la production agricole passa par le maintien de l'emprise directe de l'État sur les entreprises en amont et en aval de la

⁸ Durant les années 1990, la proportion des dépenses pour la nourriture d'un ménage roumain moyen s'élevait à plus de 50% de ses dépenses totales. Cette proportion a suivi une courbe allant de 53% en 1990, à un sommet de 64% en 1994, pour redescendre à 58% en 1996. Sur ce plan aussi, la Roumanie se rapprochait plus des pays balkaniques ou de l'ancienne URSS que des pays de l'Europe centrale, où la proportion ne dépassait pas 30% (OCDE, 1999a: 243).

⁹ Pour le blé, le maïs, l'orge, l'avoine, le riz, les pommes de terre, la betterave sucrière, les fèves de soya, le tournesol, le lait, les œufs, la viande de porc et la viande de volaille (Commission européenne, 1998b: 53).

¹⁰ Pour le pain, le lait, les œufs, l'huile de tournesol, le sucre, la viande de porc et la viande de volaille (Commission européenne, 1998b: 53, 54).

production agricole. En fait, les entreprises qui fournissaient des services aux producteurs agricoles, tout comme celles qui concernaient la distribution et la transformation des produits agricoles restèrent en bonne partie entre les mains de l'État. Il y eut transformation de ces entreprises en sociétés commerciales à capital d'État ou en régies autonomes, mais ce qui changea réellement, ce furent plutôt les noms: les anciennes stations de mécanisation de l'agriculture (SMA) furent rebaptisées "Agromec"¹¹; l'ancienne entreprise de collecte, stockage et distribution de céréales et plantes industrielles (ICPA) devint Romcereal; l'ancienne entreprise de distribution des semences certifiées prit le nom de Semrom; l'ancienne Banque pour agriculture et industrie alimentaire¹² devint la Banque agricole ...

À l'emprise sur la circulation des intrants et des produits agricoles et sur les prix au long de la chaîne agro-alimentaire, les gouvernements FSN/PDSR rajoutèrent un système de distribution des appuis et subventions étatiques qui renforça l'emprise de l'État sur la production agricole elle-même. Ce système, nommé par la suite le "système des intégrateurs" (*sistemul de integratori*), était centré, en ce qui concerne la production végétale, autour de Romcereal. Cette dernière se (re)constituait en "intégrateur" ayant non seulement la mission de conclure des contrats d'acquisition de la production agricole des différents producteurs (en ligne avec les prix et quantités dictés par le centre), mais aussi de chapeauter les contrats entre producteurs et fournisseurs de services (Agromec, Semrom, entreprises de production d'engrais), de servir d'intermédiaire entre les producteurs et la Banque agricole (pour l'octroi de crédits subventionnés), et de canaliser les différentes subventions envers les producteurs (concernant les engrais, les semences et les services mécanisées) (Kidekel, 1993: 129; Lhomel, 1995: 130, 136, 137). En raison de ce système, les producteurs agricoles n'avaient accès aux prix garantis, aux subventions et aux appuis étatiques que s'ils vendaient leurs productions aux intégrateurs contrôlés par l'État.

Ainsi, durant la période 1990-1996, la production autant que la commercialisation des produits agricoles se sont trouvées largement entre les mains de l'État. Par exemple, en 1993 les agents étatiques achetèrent de 80 à 90% de la production commercialisée de principaux biens agricoles (Tesliuc, 2000: 41), et en 1995, Romcereal et Semrom achetèrent près de 82% de tout le blé produit et commercialisé en Roumanie (Commission

¹¹ Au milieu de 1994, des 522 Agromecs existantes, seulement 10,2% étaient privatisés (Jackson, 1997: 312).

¹² Qui était d'ailleurs une des quatre plus importantes banques du régime socialiste (Commission européenne, 1998b: 51)

européenne, 1998b: 45). On voit que le rôle de l'État en agriculture a été aux antipodes de sa profession de foi déclarée à l'égard du libéralisme économique.

Destiné en principe à l'ensemble de l'agriculture, le système des intégrateurs, qui, comme nous l'avons vu, était un système de contrôle mais aussi de soutien à l'agriculture de la part de l'État, a bénéficié principalement aux agents de la grande agriculture étatique/associative et beaucoup moins aux petits producteurs qui se trouvaient exclus de cette dernière. En fait, dû aux réseaux de collaboration déjà existants pendant le socialisme et aux avantages offerts par de grosses livraisons, les intégrateurs ont privilégié les gros producteurs au détriment des petits. Les petits producteurs individuels ont été ainsi largement écartés de ce système, confinés à une petite agriculture qui continuait la tradition (très peu menaçante) des lots personnels. En outre, les avantages offerts à travers les intégrateurs contribuèrent à raffermir l'emprise des associations fondées sur les décombres des CAP et ainsi la marginalisation des formes alternatives d'exploitation.

Nous pouvons alors dire que la création du système des intégrateurs, et toute la politique agricole qui y était liée, constituèrent une tentative de la part de l'État de maintenir son emprise sur l'agriculture par la continuation d'une grande agriculture étatique et associative qui en serait dépendante¹³. La grande agriculture a ainsi été, pendant les sept premières années, en grande partie, synonyme d'agriculture associative ou étatique contrôlée par l'État. Par contre, la "petite" agriculture des nouveaux propriétaires fonciers fut non seulement largement écartée des bénéfices du système des intégrateurs, mais aussi, du coup, des circuits de commercialisation contrôlé par l'État. Dans les conditions où les autres circuits commerciaux restaient peu développés (se résumant au "marché paysan" hérité du socialisme), ceci équivalait ainsi à un maintien de la petite agriculture en dehors du marché. On comprend alors mieux la tendance des nouveaux petits propriétaires à affermer leurs terres aux associations plutôt que d'en faire l'exploitation directe.

7.1.2.2. L'essoufflement. Difficultés croissantes, mais maintien du statu quo: 1995-1996

L'emprise que l'État garda sur la production agricole, qui déboucha aussi sur le maintien du secteur étatique et associatif en agriculture, ne signifia pas pour autant un appui constant de la part de l'État envers la production agricole interne, et en particulier envers ce

¹³ La CDR (Convention Démocratique Roumaine) affirma par la suite que les politiques agricoles du PDSR étaient destinées à prouver que le secteur privé ne pouvait assurer une production agricole adéquate, et donc que les anciennes structures devaient être restaurées (Guvernul României, 2000: 30).

secteur. En fait, nous pouvons dire que vers la fin de la deuxième législation du parti d'Iliescu, la position de l'État par rapport à l'agriculture et au secteur associatif et étatique fut ambivalente, et eut des effets contradictoires. Il semble en vérité que, tout en maintenant son contrôle sur l'agriculture, l'État n'arriva à fournir aux fermes étatiques et aux associations qu'un appui partiel, qui tentait de contrecarrer, mais non de maîtriser les processus qui commençaient à toucher de manière négative à l'agriculture dans son ensemble.

Ainsi, remarquons que, tout en maintenant le secteur étatique et associatif sous sa dépendance et son contrôle, à travers le système des intégrateurs, l'État cessa après 1990 tout investissement direct dans le secteur agricole. En 1995, la liste des produits "d'importance nationale" pour lesquels le gouvernement assurait des prix minimaux garantis fut diminué à quatre produits (le blé, le lait, la viande de porc et la viande de volaille) (Commission européenne, 1998b: 54). Toutefois, cette diminution ne constitua pas un retrait complet de l'État du contrôle de l'agriculture et de son secteur associatif et étatique, car la liste des produits à prix garantis concernait toujours les principaux produits agricoles générés et commercialisés par ce dernier secteur. En outre, comme ces prix étaient toujours fournis à travers les agences étatiques de la chaîne agro-alimentaire, il en résulte que celles-ci ont toujours gardé, pendant la législation de PDSR, leur emprise sur la circulation des produits agricoles.

Toutefois, en même temps que l'État gardait son contrôle sur la circulation des produits agricoles, la production agricole ne fut pas nécessairement soutenue et encouragée par la politique de prix promue par le gouvernement. Vers la fin de la législature du PDSR l'ensemble du secteur agricole en souffrit et de nombreuses unités réussirent tout juste à se maintenir à flot.

Un examen de l'évolution des prix des produits alimentaires, des intrants et des produits agricoles confirme, en effet, cette situation.

Tableau 7.2. L'évolution des prix des produits alimentaires, des intrants et des produits agricoles entre 1991 et 1996.

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Indice des prix des intrants agricoles (année précédente =100)	1702	162	239	204	138	168
Indice des prix des produits agricoles (année précédente =100)	642	218	315	223	128	155
Indice des prix de détail des aliments (année précédente =100)	286	337	349	236	132	136

Source: (OCDE, 1999a: 247-249).

Nous pouvons ainsi remarquer que les libéralisations successives des prix entreprises par le gouvernement ont affecté distinctement les différents biens. Ainsi, la libéralisation des prix de 1991 a débouché sur une multiplication par 17 des prix des intrants agricoles par rapport à l'année précédente, mais seulement de moins de trois fois les prix de détail des produits alimentaires et de six fois les prix des produits agricoles. Après ce choc initial, les prix des produits alimentaires et des produits agricoles augmentèrent, en 1992, un peu plus vite que les prix des intrants, mais l'écart entre les deux indices se réduisit continuellement par la suite pour descendre de nouveau au désavantage des prix des produits alimentaires et agricoles, après 1995. Vers la fin de la législation de PDSR, la situation s'est détériorée encore plus: en 1995 et 1996, les prix des produits agricoles ne maintinrent plus le pas des prix des intrants, et l'écart entre les deux prix s'accrût au détriment des premiers. La production agricole se trouva ainsi prise dans une situation de ciseaux de prix: les coûts de production s'accroissaient plus vite que les prix des produits. Les bénéfices réalisées à travers cette production laissèrent la place à des pertes.

La fin du règne de PDSR fut ainsi marquée, pour l'ensemble de l'agriculture, par des difficultés croissantes. À la détérioration des prix s'ajouta, en 1994, une courte, mais douloureuse montée des intérêts des crédits bancaires consentis aux entreprises, montée réalisée par le gouvernement dans une tentative pour rompre l'emprise des compagnie étatiques sur le budget de l'État.

L'année 1995 connut aussi, suite à l'adoption de la nouvelle loi de la privatisation de masse, le début de la privatisation des intégrateurs. Cette loi prévoyait la division des grosses unités en vue d'accélérer leur privatisation. C'est ainsi que le Romcereal fut divisé en 44 entreprises commerciales et une Agence nationale des produits agricoles (ANPA) (qui conservait un tiers de la capacité de stockage de Romcereal) (Commission européenne, 1998b: 45). De la même manière, de nombreux Agromecs furent divisés (on passa de quelques 500 unités à près de 1600), et certains furent du même coup privatisés, en grande partie à travers le rachat de la part des salariés (Commission européenne, 1998b: 46).

Néanmoins, il n'y eut pas de véritable changement du système des intégrateurs, car la privatisation ne fut pas accélérée de manière significative. À la fin de 1996, même si le nombre des Agromecs en propriété privée s'élevait à 335, il restait toujours une majorité de

1158 Agromecs en propriété d'État (sur quelques 1600) (Commission européenne, 1998b: 46). En même temps, aucune des fermes d'État ou des héritiers de Romcereal ne fut privatisé.

Le maintien du système des intégrateurs fit aussi en sorte que l'augmentation de l'écart entre les prix des intrants et les prix des produits agricoles fut coussinée, du moins en partie, par les subventions et appuis étatiques qui s'écoulaient à travers ce système. Encore une fois, bien que le secteur associatif et étatique fût aussi le plus touché par les ciseaux des prix (constituant, en fait, le secteur le plus engagé dans la production pour le marché), il fut aussi celui pour lequel les avantages du système des intégrateurs contribuèrent le plus à parer les effets néfastes de ce ciseaux.

Afin de comprendre l'évolution réelle de l'agriculture roumaine pendant les sept premières années de la transition, il faut dépasser cet examen du processus institutionnel pour rendre compte de l'évolution de la demande et des marchés pour ses produits. À cette fin, il faut analyser tant l'implication du secteur agro-alimentaire dans le marché mondial et le degré d'ouverture de l'économie roumaine par rapport aux produits agro-alimentaires étrangers, que l'évolution de la demande interne.

7.1.2.3. La baisse de la demande interne

Durant la période 1990-1996, la production agricole dans son ensemble fut touchée par une baisse de la demande interne, due en particulier, je le pense, à trois phénomènes: 1) la baisse de l'élevage (qui entraîna à son tour une baisse de la demande pour la consommation animale de produits agricoles); 2) la baisse générale de la demande sur le marché des biens de consommation (qui atteignit même la consommation humaine finale des produits agricoles); et 3) le déclin des industries de transformation agro-alimentaires, et donc de la demande pour la consommation intermédiaire pour ces produits.

Suite à la décollectivisation qui suivit l'application de la loi foncière de février 1991, les sections dédiées à l'élevage à l'intérieur des anciennes CAP furent liquidées, les animaux étant soit vendus soit redistribués aux anciens membres. En même temps, les anciennes AEI (Associations économiques inter coopératives), qui se concentraient surtout sur l'élevage (bovin et porc et particulier), connurent, elles aussi, une interruption assez

brusque de leurs activités¹⁴. D'un autre côté, en dépit de l'appui continu que l'État apporta aux anciennes IAS, la réduction des investissements étatiques dans l'agriculture mais aussi le relâchement du contrôle direct sur leurs activités se solda par la baisse des effectifs dans les sections d'élevage de ces fermes. Par exemple, la production de viande de bœuf dans le secteur étatique, qui se réalisait en fait uniquement à l'intérieur des fermes d'État atteignait, en 1992, 77% de son niveau de 1989, et seulement 40%, en 1996. Finalement, bien que les complexes d'élevage industriel porcin et avicole survécurent assez bien pendant les sept premières années de la transition, certains d'entre eux connurent dès cette période une baisse de leur activité¹⁵. Ainsi, la production de viande et les effectifs d'animaux dans le secteur étatiques (dans le cadre des fermes d'État ou des complexes d'élevage) connurent une baisse assez généralisée¹⁶.

Le résultat global de tous ces processus fut que le secteur de l'élevage fut frappé de plein fouet par les transformations liées à la transition. Nous pouvons observer ainsi que (voir tableau 7.3.), dans l'ensemble, dès la première année après l'adoption de la loi

¹⁴ Le statut des AEI, en tant qu'entreprises formées à partir de la contribution matérielle de plusieurs CAP, fut après 1990 ambigu, car la loi 18/1991 ne faisait aucune référence à la manière dont la collectivisation allait les affecter. En particulier, étant donné qu'elles avaient appartenu à plusieurs CAP, la manière dont le partage de leurs actifs devait se faire resta en suspens. Cette ambiguïté se traduisit par un laisser-aller qui se solda finalement par leur extinction totale.

¹⁵ Les raisons qui ont amené la baisse dramatique des effectifs animaux dans les entreprises étatiques sont multiples. Elles incluent la baisse de la demande interne et l'augmentation de "l'anarchie" interne au secteur suite au démantèlement du système de planification centrale. La question mériterait toutefois une étude spécifique, qui, hélas, n'a pas encore été réalisée.

¹⁶ L'évolution de la production agricole animale dans le secteur étatique (incluant ainsi fermes d'État et complexes d'élevage porcin et de volaille), pendant les sept premières années de la transition, est mise en évidence par le tableau suivant. Celui-ci donne autant la production du secteur, en milliers de tonnes, que la proportion de cette production dans la production totale par économie.

Tableau 7.9. L'évolution de la production animale dans le secteur étatique durant la période 1989-1996.

	Viande (milliers de tonnes)	% total	Bœuf (milliers de tonnes)	% total	Porc (milliers de tonnes)	% total	Volaille (milliers de tonnes)	% total
1989*	n.d.	n.d.	73	21%	366	42%	152	32%
1992	559	30%	56	16%	347	38%	136	33%
1996	496	26%	29	7%	330	36%	131	35%

Sources: Données compilées à partir de *Anuarul statistic 1998*, Comisia Națională de Statistică, 1999, et *(Sarris et Gavrilăscu, 1997: 206).

Ceci est allé en parallèle avec la forte réduction des effectifs. Le tableau suivant donne les tailles des effectifs d'animaux dans le secteur étatique et leur poids dans les effectifs totaux en économie.

Tableau 7.10. L'évolution des effectifs animaux dans le secteur étatique entre 1989 et 1996.

	Bovins (milliers de têtes)	% total	Porcins (milliers de têtes)	% total	Volaille (milliers de têtes)	% total
1989	1.144	18%	6.087	51%	57.737	51%
1992	673	18%	4.470	45%	41.336	47%
1996	332	9,6%	3.469	42%	24.189	31%

Source: (Guvernul României, 2000: 415-418).

foncière 18/1991, le nombre total des têtes pour chaque catégorie d'animaux a baissé assez dramatiquement. Ainsi, entre 1989 et 1992, le nombre des bovins a baissé de 42%, celui des porcs, de 16%, celui de la volaille, de 33%, et celui des ovins et des caprins de 22%.

Tableau 7.3. L'évolution des effectifs animaux totaux de la Roumanie durant la période 1990-1996.

(Milliers de têtes)	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Bovins	6.291	5.381	4.355	3.683	3.597	3.481	3.496	3.435
Porcs	11.671	12.003	10.954	9.852	9.262	7.758	7.960	8.235
Volailles	113.968	121.379	106.032	87.725	76.532	70.157	80.524	78.478
Ovins et caprins	16.452	15.067	14.833	12.884	12.275	11.462	11.086	10.317
Chevaux*	702	663	670	749	721	751	784	806

Sources: (Guvernul României, 2000: 415-418). *(Commission européenne, 1998b: 35).

La baisse des effectifs s'est poursuivie par la suite. En 1996, les effectifs d'animaux s'élevaient à des niveaux situés à un peu plus de la moitié de leurs effectifs de 1989. Plus particulièrement, les effectifs des bovins atteignaient, en 1996, seulement 54% de leur niveau de 1989, ceux de porcs, 70%, ceux de volailles, 68%, et ceux de moutons et chèvres, 62%. Les seuls effectifs d'animaux qui connurent une croissance pendant cette période furent ceux des chevaux, qui s'accrurent, en 1996, à 114% par rapport à leur niveau en 1989. Cette croissance reflète toutefois, comme nous le verrons plus loin, non pas un processus de développement d'un secteur moderne d'élevage de chevaux, mais était une manifestation du processus de "démodernisation" que connaissait l'agriculture roumaine.

Dans ces conditions, la demande interne de produits agricoles pour consommation animale baissa considérablement. Qui plus est, le transfert, durant la période 1990-1996, d'au moins une partie des effectifs animaux des entreprises étatiques et coopératives/associatives, d'un côté, vers les nouveaux petits propriétaires ruraux, de l'autre, abaissa encore plus la demande sur le marché. En effet, un grand nombre de ces nouveaux petits propriétaires utilisaient pour nourrir ces animaux leurs propres produits agricoles.

D'un autre côté, la demande interne pour des produits agricoles destinés à la consommation humaine baissa elle aussi.

Si nous essayons d'estimer l'évolution de la consommation humaine de produits agricoles pendant la période 1990-1996, nous constatons que les chiffres globaux dont on dispose pour la consommation humaine par habitant pendant cette période brossent un tableau complexe et parfois contradictoire. Ainsi, tandis que la consommation de viande

baissa de 62 kg par habitant, en 1989, à 54,5 kg, en 1996¹⁷, et celle de céréales diminua de 196 kg, en 1989, à 166 kg, en 1993, (pour se maintenir ultérieurement à peu près au même niveau [168 en 1996]), la consommation des pommes de terre et de légumes augmenta par contre légèrement, tandis que la consommation d'huile végétale et de lait s'accrut, pendant la même période, plus considérablement (Commission européenne, 1998b). Ces chiffres nous amènent vers des pistes contradictoires. Ainsi, la baisse de la consommation de viande et l'augmentation de la consommation des pommes de terre nous rappellent des cas classiques de changement de régime alimentaire suite à la baisse du niveau de vie; tandis que la baisse dans la consommation des céréales et la montée de la consommation de lait et légumes nous amènent en sens contraire, vers des parallèles avec des cas d'augmentation du niveau de vie.

L'ambiguïté de ces chiffres vient en partie de ce que nous ne savons pas dans quelle mesure elles incluent l'autoconsommation de la part des ménages, ou si elles se limitent à la consommation à partir des produits mis sur le marché. D'un autre côté, la complexité de la situation roumaine vient elle aussi fausser la donne. Ainsi, le faible niveau de la consommation alimentaire des Roumains à la fin des années 80, leur désir, par la suite, de surmonter les privations alimentaires subies, ainsi que les résultats mitigés des réformes sur le niveau de vie de la population roumaine (qui n'ont pas été toujours négatifs) ont fait que, probablement, la consommation de certains produits s'est vraiment améliorée (en dépit des effets négatifs de la réforme sur le niveau de vie général).

Mais en dehors de toute baisse absolue de la consommation humaine, la baisse de la demande interne officielle des produits agricoles pour la consommation humaine fut due, je le pense, à ce qu'une bonne partie de la population roumaine continua à s'approvisionner en produits agro-alimentaires en dehors du marché. Ainsi, bien que le marché noir en produits agro-alimentaires de la période socialiste disparut après 1990 (à la suite des mesures que le gouvernement prit afin de juguler la pénurie alimentaire), la rétrocession des terres et le désir des familles roumaines de diriger leurs ressources monétaires vers d'autres postes que l'alimentation, firent qu'une grande partie de ces familles, rurales mais aussi urbaines, continua à s'approvisionner en produits agro-alimentaires directement à partir de leurs propres petites exploitations agricoles. On estime ainsi que la part de la production qui

¹⁷ Ceci traduit principalement une baisse de la consommation de viande de porc (de 32,5 kg, en 1989, à 27,5 kg, en 1996), et, dans une moindre mesure, la baisse de la consommation de viande de volaille (de 14,4 kg à 13,1 kg) et de mouton et chèvre (de 3,8 kg à 2,6 kg). La consommation de viande de bœuf s'est maintenue à un niveau constant de 10 kg/habitant, entre 1989 et 1996 (Commission européenne, 1998b: 38).

n'entraînait pas dans les circuits commerciaux, mais était dirigée vers l'autoconsommation a été, pour la période 1994-1998, de 42% pour le blé, 61% pour le maïs, 38% pour les porcs, 55% pour la volaille et 68% pour le lait de vache, tandis que la presque totalité des légumes produits a été utilisée pour la consommation des ménages. En 1997, on estimait qu'en moyenne 50% de ce qu'une famille roumaine consommait provenait de sa propre production¹⁸, tandis que les familles rurales produisaient quelque 80% de ce qu'elles consommaient (Tesliuc, 2000: 4, 5).

Finalement, la baisse dramatique de l'activité dans l'industrie agro-alimentaire fit que l'utilisation industrielle des produits agricoles en général baissa elle aussi. En effet, entre 1989 et 1996, la capacité productive de l'industrie alimentaire roumaine baissa, par exemple, de 27% pour la viande, 61% pour les produits de charcuterie et de 48% pour le fromage (Ministerul Agriculturii și Alimentației, 1997: 3). En 1998, la production agro-alimentaire roumaine n'atteignait que 47,4% de sa valeur de 1989 (Guvernul României, 2000: 400)

La baisse de la demande interne à la suite de ces processus, s'est combinée au maintien du système des intégrateurs pour engendrer des effets différents sur la "grande" agriculture des associations et fermes étatiques d'un côté, et sur la "petite" agriculture des nouveaux propriétaires fonciers, d'un autre côté. Ainsi, en dépit de la baisse de la demande interne, les fermes d'État et les associations furent maintenues connectées au marché grâce à leur intégration dans le système des intégrateurs (qui leur fournissait un marché pour leurs produits, en particulier le Romcereal pour les produits agricoles)¹⁹. Par contre, dans les conditions de rétrécissement de la demande interne et d'une mise à l'écart du système des intégrateurs et de son marché, les nouvelles petites exploitations furent largement forcées de se retirer du marché pour se consacrer surtout à une production de subsistance.

Durant la période 1990-1996, la baisse de la demande interne se combina à un autre phénomène important, qui contribua à contrebalancer, au moins partiellement, l'effet négatif de cette baisse pour les unités agricoles: le relatif isolement de l'agriculture roumaine par rapport au marché mondial. En particulier, comme nous le verrons dans ce

¹⁸ Ceci renvoie en effet à plus qu'une simple moyenne entre la consommation des citadins et la consommation des villageois. En fait, les citadins ont eux aussi eu recours à l'autoconsommation, ou du moins à une consommation hors marché, à travers la production de leurs propres petites propriétés (40% des nouveaux propriétaires vivaient, dans les années 90, dans les villes), tout comme à travers les liens étroits qui se maintiennent encore entre les branches urbaines et rurales d'une famille.

¹⁹ Ceci d'autant plus que le secteur associatif et étatique enregistra, après la décollectivisation formelle, une réduction des superficies qu'il exploitait, et ainsi du volume de ses activités.

qui suit, durant cette période, les exploitations agricoles roumaines n'eurent pas à trop se soucier de la concurrence des produits agricoles étrangers.

7.1.2.4. *L'agriculture roumaine et le marché mondial*

Nous avons vu que, tout de suite après la prise du pouvoir, le nouveau gouvernement du FSN essaya, afin de se donner une légitimité à travers une démarcation des "abus" du régime Ceaușescu, d'assurer plus de nourriture à la population à des prix modiques, et en particulier à la population urbaine. Or, après que la déstabilisation des structures de production et de circulation des produits agricoles eût entraîné une baisse de la production agricole interne, et pour maintenir les prix à un bas niveau, le FSN tenta de compenser en imposant des interdictions et des quotas d'exportation des produits agricoles et en favorisant l'importation (Commission européenne, 1998b: 39; Lhomel, 1995: 122).

Au début des années 90, la Roumanie se transforma ainsi de l'exportateur net de produits agricoles qu'elle était dans les années 80 en un importateur net (céréales, sucre, pommes de terre) (Lhomel, 1995: 119). Le résultat fut un passage brusque de la balance du commerce agricole d'un surplus de 146 millions d'ECU, en 1989, à un déficit de 816 millions d'ECU, en 1990. Par la suite, le déficit fut réduit, mais il ne connut une diminution substantielle qu'après que la production agricole se soit rétablie, en 1993.

Par la suite, les politiques agricoles et commerciales de FSN/PDSR continuèrent à viser d'assurer à la fois une combinaison de bas prix des produits agro-alimentaires sur le marché interne et de protection des producteurs locaux. Les exportations agro-alimentaires furent restreintes dans le but d'assurer l'autosuffisance à travers la substitution des importations (Commission européenne, 1998b: 60).

Ce n'est qu'après que la production céréalière eut repris sa croissance, en 1993 (faisant suite entre autres, je le pense, à la remise en place des structures de production étatiques et associatives après les tourments qui précédèrent et suivirent l'adoption et l'application de la loi foncière de 1991), que la Roumanie put atteindre à nouveau, en 1994, l'autosuffisance en céréales. Une année après, le pays reprit ses exportations céréalières et, dans les conditions où les importations de céréales baissèrent significativement, elle redevint en même temps un exportateur net de céréales (Commission européenne, 1998b: 29). Ainsi, grâce principalement à l'accroissement de l'exportation de céréales, la valeur des exportations agricoles doubla entre 1993 et 1996 (*ibid.* 40).

Vers la même époque (1993-1994), la Roumanie put réduire ses importations agro-alimentaires d'autres produits agricoles (pommes de terre, plantes oléagineuses, légumes) et d'élevage (lait, viande de porc) (Commission européenne, 1998b: 29-36), et ainsi, globalement, de la valeur totale des importations agricoles (*ibid.*: 40). En fait, en dépit de l'augmentation des importations de produits agricoles en 1990-1992, de manière générale, la Roumanie réussit pendant la période 1990-1996 à maintenir des niveaux d'autosuffisance assez proches de 100%, pour presque tous les produits agricoles (céréales, plantes oléagineuses, pommes de terre, légumes, fruits)²⁰ (*ibid.*).

J'ai illustré dans le tableau 7.4. le cas des céréales, une des principales productions de la Roumanie, cas qui montre bien ce phénomène de retour à une balance commerciale excédentaire après l'implosion de 1990-1994; mais aussi le maintien d'un assez haut degré d'autosuffisance tout au long de la période 1990-1996.

Tableau 7.4. La balance des céréales en Roumanie, durant la période 1989-1996.

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Importations (mille tonnes)	36	1146	1761	1653	2604	526	261	146
Exportations (mille tonnes)	296	0	123	9	7	9	850	1740
Autosuffisance * (%)	104	94	105	69	89	99	111	88

Source: (Commission européenne, 1998b: 29). * L'autosuffisance représente le rapport entre la production réalisée et la quantité totale de céréales (incluant consommation animale, humaine et semences) utilisées durant l'année.

Ainsi, l'agriculture et le secteur alimentaire réussirent finalement à garder la même place dans le commerce extérieur roumain. En effet, en raison des développements positifs qui suivent la reprise générale de la croissance après 1993, la part des importations agro-alimentaires dans les importations totales de la Roumanie baissa de 17%, en 1992, à 10%, en 1995, tandis que la part des exportations agro-alimentaires dans les exportations totales resta pendant la même période au même niveau, se situant autour de 7,4% (Commission européenne, 1998b: 22). La balance commerciale agro-alimentaire continua d'être négative, mais sa part dans le déficit commercial total baissa, entre 1993 et 1996, de 38% à 4% (Commission européenne, 1998b: 8).

En outre, une analyse plus détaillée du commerce extérieur agro-alimentaire nous montre que l'agriculture garda non seulement sa place dans le commerce extérieur de la

²⁰ La seule exception notable fut celle du sucre, où le degré d'autosuffisance passa de 88%, en 1989, à 43% en 1996 (Commission européenne, 1998b: 30).

Roumanie, mais se garda aussi à l'abri des influences externes, et de l'impact éventuel des importations. Ainsi, nous constatons que les produits agricoles fournissaient une balance commerciale qui redevint positive après le choc initial des premières années qui ont suivi le changement de régime (1995 pour les céréales). Par contre, le secteur de la transformation alimentaire (nourriture, boissons et tabac) enregistra une croissance continue de son déficit commercial. L'amélioration du déficit commercial agro-alimentaire total de la Roumanie fut ainsi largement due à la croissance des exportations de céréales après 1995, tandis que sa continuation était de plus en plus une résultante de l'accroissement du déficit de la balance des produits alimentaires, boissons et tabac (Commission européenne, 1998b: 40). L'accroissement des importations agro-alimentaires (dus en principal à l'augmentation des importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac) eut ainsi qu'un impact mineur sur l'agriculture roumaine. Celle-ci resta en effet largement tournée vers la production céréalière, secteur qui connaissait, au contraire, une augmentation des exportations.

La Roumanie maintint, entre 1991 et 1995, un niveau de protection qu'on pourrait qualifier de "moyen", avec une moyenne du tarif douanier qui ne dépassa pas les 25%. Paradoxalement, la mise en œuvre des accords avec l'OMC (Organisation mondiale du commerce), en juin 1995, fit que le régime d'importations de la Roumanie devint plus protectionniste²¹, avec un tarif moyen d'importation pour le secteur agro-alimentaire de 70—75% (Tesliuc, 2000: 44).

Tout ceci se traduisit par un relatif isolement de l'agriculture roumaine par rapport aux influences externes. Dans les conditions où les importations agro-alimentaires se concentrèrent dans les produits transformés (et en particulier des boissons, tabac et café), l'agriculture roumaine (produisant principalement des céréales) se trouva relativement à l'abri de la concurrence des produits agricoles et d'élevage étrangers. Les niveaux de l'exportation et de l'importation de produits agricoles restèrent réduits. Pour l'année 1996, les proportions des exportations et importations dans la production totale de l'année étaient celle du tableau suivant.

²¹ Ceci a été possible grâce à l'obtention par la Roumanie du statut de "pays en développement", ce qui lui a permis de bénéficier d'un traitement spécial et différentiel (Commission européenne, 1998b: 60).

Tableau 7.5. Le poids des exportations et des importations dans la production totale de l'année, pour quelques cultures et pour la viande, en 1996.

	importations	exportations
céréales	1%	12%
plantes oléagineuses	0,08%	1,8%
pommes de terre	0,8%	0,05%
légumes	0,8%	0,9%
viande	1,3%	3,2%

Source: Mes propres calculs d'après les données fournies dans (Commission européenne, 1998b: 29- 36).

En 1996, les principaux partenaires du commerce agro-alimentaire de la Roumanie étaient: l'Union européenne (22% des exportations et 40% des importations), les pays d'Europe centrale et orientale (10% des exportations et 6% des importations) et les Nouveaux pays indépendants (NPI) (18% des exportations et 5% des importations) (OCDE, 1999a: 276-279).

En 1996, à la fin du deuxième mandat du parti d'Iliescu, l'agriculture roumaine réussissait à assurer de façon générale l'auto-suffisance en produits agricoles²² (céréales, plantes oléagineuses, pommes de terre et légumes, produits animaux), tout en se tenant relativement à l'écart des flux commerciaux internationaux. La production locale était ainsi relativement protégée face à la concurrence des produits étrangers, tandis qu'elle était principalement vendue sur le marché interne, l'importance des marchés extérieurs n'étant pas trop élevée.

7.1.3. L'impact

7.1.3.1. Décapitalisation, "démodernisation" et intensification du travail dans l'agriculture roumaine

Pendant les sept premières années de la transition, l'agriculture roumaine connut, tout comme l'industrie, une baisse des investissements qui joua directement sur ses performances. En fait, durant cette période, tandis que la consommation finale totale des ménages resta à peu près au même niveau, et que la consommation finale de l'administration publique s'accrut, la formation de capitaux fixes à l'échelle de l'économie se situa à des niveaux situés entre 44% et 70% de son niveau de 1989 (Guvernul României, 2000: 399). Dans le domaine de agriculture, en particulier, l'absence de la privatisation des

²² Le sucre constitue pourtant une exception notable. La baisse considérable des superficies et productions de betterave sucrière firent que le degré d'autosuffisance en sucre de la Roumanie passa de 88% en 1989 à 43% en 1996 (Commission européenne, 1998b: 30).

grosses entreprises agricoles et d'élevage étatiques, et le maintien du contrôle étatique sur les circuits de distribution des intrants et des produits agricoles empêchèrent l'apparition des entrepreneurs capitalistes capables d'injecter des fonds nouveaux dans l'agriculture. Dans les conditions où les bénéfices des exploitations agricoles étaient en baisse ou avaient disparu (prises, comme nous l'avons vu plus haut, dans les ciseaux des prix), l'État continua d'être la principale source de leur financement. Favorisant principalement les associations et fermes étatiques, le soutien de l'État fut dirigé toutefois moins vers leur expansion à travers l'infusion de nouveaux investissements (qui furent, en effet, gelés après 1989 [Lhomel, 1995: 131]), que vers la sauvegarde des entreprises et l'éventuel maintien de leur activité. Ainsi, la capacité de modernisation de l'agriculture, déjà le mouton noir de l'économie roumaine durant le socialisme, fut encore restreinte (Guvernul României, 2000: 22).

Cette décapitalisation fut à la base de ce qu'on peut appeler le phénomène de "démodernisation" de l'agriculture roumaine. Entamé pendant les années 80, il fut poursuivi et accéléré après le changement de régime de 1989. Plus précisément, l'utilisation des engrais, des herbicides et des pesticides chimiques connut une réduction importante. Par exemple, en 1998, l'agriculture roumaine utilisait seulement un tiers de la quantité d'engrais et 20% de la quantité de pesticides utilisées en 1989. La même année, les engrais et les pesticides étaient appliqués seulement sur la moitié de la superficie sur laquelle ils avaient été appliqués en 1989 (Tesliuc, 2000: 7). De la même manière, l'utilisation des semences certifiées baissa, entre 1990 et 1996, de 43%, pour le maïs, et de 33%, pour le tournesol²³.

En même temps, du côté des services mécaniques, si le nombre total de tracteurs a augmenté entre 1989 et 1996 de quelque 26%, le nombre total des moissonneuses-batteuses a baissé de 17% (Guvernul României, 2000: 431). Finalement, la flotte de machinerie agricole présentait un vieillissement avancé. En 1997, 50% des tracteurs avaient plus de 8 ans, et 55% des moissonneuses-batteuses avaient plus de 10 ans (Guvernul României, 2000: 432). À la même date, la surface travaillée était de 60 hectares par tracteur (comparativement à 12,7 hectares en Union européenne). Finalement, il faut remarquer la diminution des superficies irriguées due à la détérioration des systèmes d'irrigation construits pendant le socialisme (Commission européenne, 1998b: 29).

²³ La baisse porte sur les quantités totales utilisées. Les chiffres proviennent de mes propres calculs à partir des données fournies dans (Guvernul României, 2000: 430). Elle est d'autant plus significative qu'elle se réalise dans les conditions d'un accroissement des superficies cultivées en maïs et tournesol.

Cette décapitalisation a été en partie contrebalancée en agriculture par un fort apport de main d'œuvre. Le nombre des personnes occupées en agriculture s'est accru de 3,116 millions, en 1991, à 3,322 millions, en 1997; et la proportion de la population occupée en agriculture, au sein de la population active totale, est passée de 27,5%, en 1989, à 36,8%, en 1997²⁴ (Guvernul României, 2000: 403). Cette augmentation s'était faite surtout sur le compte de la contraction du secteur secondaire de l'économie, dont la part dans l'emploi total est passé de 37,3% à 30%, pendant la même période. Les effets de cette augmentation ont été néanmoins plus prononcés dans les conditions d'une diminution du nombre total des personnes occupées dans l'économie roumaine (Guvernul României, 2000: 424).

Dans le même sens, la forte contraction du secteur industriel, se réalisant non seulement au niveau de l'emploi, mais aussi au niveau du volume de la production, a entraîné l'augmentation de la part de la production agricole dans le PIB: celle-ci est passée de 14,4%, en 1989 (Lhomel, 1995: 119) à des niveaux situés entre 18 et 20%, pour les années 90²⁵ (OCDE, 1999a: 239). De la même manière, la part de l'agriculture dans la valeur brute ajoutée en économie est passé de 16%, en 1989, à une moyenne de 20%, dans la période 1990-1998.

L'augmentation du poids de l'agriculture dans l'économie roumaine provient du déclin industriel et ne traduit donc pas une amélioration des performances. En fait, entre 1990-1996 la production agricole totale s'est maintenue généralement au niveau de 1989 (et n'a jamais baissé de plus de 15%). Par contre, la valeur brute ajoutée de l'agriculture a nettement dépassé le niveau de 1989, atteignant entre 1990 et 1996 une valeur moyenne de 22% plus élevée qu'en 1989 (Guvernul României, 2000: 400). Tout ceci ne traduit, au plus, qu'un maintien des performances de l'agriculture roumaine (qui se trouvaient déjà à un bas niveau à la fin du régime communiste) dans les conditions d'une réduction dramatique de l'utilisation des intrants et d'une intensification de l'utilisation de la main d'œuvre (Tesliuc, 2000: 8).

²⁴ Comparativement à la part de la force de travail occupée en agriculture dans les autres pays est européens: 26% pour la Pologne, 24% pour la Bulgarie et seulement 8% pour la Hongrie (Tesliuc, 2000: 4).

²⁵ Ceci contraste avec la situation dans d'autres pays est européens où la contribution de l'

7.1.3.2. Performances et structure des cultures de l'agriculture roumaine: le maintien de la dominante céréalière et des faibles productivités

Nous rendrons compte de ces performances et de leur évolution en regardant du côté des différentes branches de la production agricole et de leur évolution spécifique. Sur le plan général, nous pouvons constater que, à l'opposé de l'élevage, l'agriculture roumaine n'a pas connu, pendant les sept premières années de la transition, de grands bouleversements. En effet, de manière générale, l'agriculture roumaine a maintenu sa prépondérance céréalière, tant en ce qui concerne les superficies cultivées qu'en ce qui concerne les productions réalisées.

À l'intérieur de la production céréalière, quelques transformations prirent toutefois place. Ainsi, l'orge perdit entre 1989 et 1996 presque la moitié de sa superficie. D'un autre côté, bien que les deux principales céréales produites en Roumanie, le blé et le maïs, gardèrent leur place prépondérante, leur place relative connut des modifications importantes.

Ainsi, la production de blé a connu, de manière générale pour la période 1990-1996, une réduction de son importance tout comme de ses performances. La superficie cultivée en blé et seigle a atteint une moyenne de 2148 milliers d'hectares pour la période 1990-1996, ce qui représentait une baisse de 19% par rapport au niveau atteint en 1989. En même temps, la productivité moyenne par hectare de blé et seigle a été, pour la même période, de 2515 kg, soit 25% plus faible que celle de 1989. C'est ainsi que, si en 1989 la part de la production de blé dans la production totale de grains était de 43%, en 1996, elle n'était plus que de 22%.

À l'inverse, le maïs, culture préférée des nouveaux petits propriétaires, a connu une croissance de son importance, tout comme de ses performances. Ainsi, en 1996, la superficie cultivée en maïs et sorgho²⁶ a été de 20% plus grande que celle de 1989. Pour la période 1990-1999, la moyenne de la productivité du maïs et du sorgho par hectare a été de 2955,7 kg/ha, ce qui représentait une augmentation de 20% par rapport à la production obtenue en 1989. Le poids de la production de maïs et sorgho dans la production céréalière totale est passé de 37%, en 1989, à 67%, en 1996²⁷.

²⁶ Les chiffres pour le maïs et le blé dont je dispose se trouvent amalgamés avec ceux de seigle et sorgho, respectivement. Ceci tient, je pense, à une autre particularité de la production nationale roumaine de statistiques...

²⁷ Mes propres calculs à partir des données fournies dans (Guvernul României, 2000: 410).

L'application de la loi foncière de 1991 et le retour des petites exploitations se sont donc soldés, tout comme la réforme agraire de 1921 d'il y a 70 ans, par un gain de la production de maïs (culture à forte intensité d'utilisation de main d'œuvre) au détriment de celle de blé (culture de grande exploitation plus largement mécanisée) (Commission européenne, 1998b: 39). Le tableau suivant résume les processus mis en évidence plus haut.

Tableau 7.6. L'évolution des cultures de blé et seigle, et de maïs et sorgho, et de leur place relative dans la production céréalière totale, entre 1989 et 1996.

	Blé et seigle	Maïs et sorgho
Superficie (mille hectares)		
1989	2359	2744
Moyenne 1990-1996	2148	2979
Variation par rapport à 1989 (%)	-19	+8
Productivité par hectare		
1989	3364	2955
Moyenne 1990-1996	2515	2465
Variation par rapport à 1989 (%)	-25	+20
Poids dans la production totale de grains (%)		
1989	43	37
1996	22	67

Source: Mes propres calculs à partir de (Guvernul României, 2000: 410).

En ce qui concerne les autres cultures, on peut noter la diminution de l'importance de la betterave à sucre, qui a connu une baisse autant de sa superficie²⁸, de sa productivité par hectare et de sa production totale. Les oléagineuses, par contre, ont enregistré une augmentation considérable: la superficie cultivée en tournesol et colza a plus que doublé, entre 1989 et 1996²⁹. Durant la même période, les légumes de champ ont connu une légère baisse au niveau des superficies cultivées (14%) et des productions totales (24%). Une situation analogue présentaient les pommes de terres, dont les superficies cultivées ont baissé de quelque 17%, et les productions totales de 19%³⁰. En même temps, les légumes de serre ont connu une baisse dramatique de leur production, qui ne représentait plus, en 1996, que 47% de son niveau de 1989 (Guvernul României, 2000: 412). Quelques cultures mal adaptées aux conditions de la Roumanie (comme le riz et le lin pour l'huile et pour la fibre)

²⁸ La superficie cultivée en betterave à sucre a été réduite presque de moitié entre 1989 et 1998, de 256.000 hectares à 136.000 hectares environ (Guvernul României, 2000: 412).

²⁹ De 453 milliers hectares à 916 milliers hectares (Guvernul României, 2000: 411).

³⁰ Mes propres calculs à partir des données fournies dans (Guvernul României, 2000: 412).

ont vu leurs surfaces et leurs productions se réduire jusqu'à des niveaux insignifiants (Guvernul României, 2000: 411).

L'agriculture roumaine resta ainsi caractérisée par une faible diversification de ses cultures. En 1996, les céréales occupaient 65% de la superficie cultivée, les fourrages 14% et les oléagineuses 11%, ce qui signifiaient qu'à elles seules ces cultures occupaient la quasi-totalité des superficies cultivées (90%)³¹. De plus, à la domination céréalière répondait une faible productivité des cultures céréalières, la Roumanie connaissant une production de céréales par hectare de deux à trois fois plus basse que dans l'Europe de l'Ouest (Guvernul României, 2000: 28).

Vers la fin du deuxième mandat du parti d'Iliescu, le système mis en place en vue du maintien du contrôle étatique sur l'agriculture commença à craquer. L'augmentation continue, entre 1991 et 1996, des supports budgétaires et des crédits à taux d'intérêt préférentiel pour l'agriculture amenèrent autant la Banque agricole que la ANPA (Agence nationale des produits agricoles, c'est-à-dire l'héritière de Romcereal) dans une situation de crise. Subissant le poids d'une clientèle (en particulier les entreprises agricoles étatiques) qui se trouvait en défaut de paiements de ses crédits et dettes, les deux agences enregistraient elles-mêmes, en 1996, de gros déficits³² qui durent être épongés par l'État (Tesliuc, 2000: 14, 43).

Par ailleurs, et de manière plus générale, le PDSR connaissait non seulement l'épuisement du capital politique qu'il avait obtenu grâce à la redistribution des terres, mais aussi le désenchantement d'une bonne partie de la population rurale par rapport aux politiques agricoles. Ainsi, à la suite de la mauvaise gestion de Romcereal, les agriculteurs ne profitèrent pas pleinement des récoltes record de 1995, tandis qu'en 1996 l'État ne fournit pas de support adéquat aux défaillances de récolte (Commission européenne, 1998b: 13). De plus en plus de villageois commencèrent également à saisir les limites des "bienfaits" de la redistribution foncière dans les conditions d'un manque de moyens et de débouchés pour leurs productions. C'est ainsi que tout en maintenant une position importante dans les campagnes, le PDSR connut une baisse de son ancienne popularité auprès de la population rurale (Commission européenne, 1998b: 13, Roper, 2000: 81).

³¹ Mes propres calculs à partir des données fournies dans (Guvernul României, 2000: 408-410).

³² En 1996, la moitié du déficit quasi-fiscal de l'État venait des crédits subventionnés non honorés que le gouvernement avait accordé aux fermes d'État (Commission européenne, 1998b: 18).

7.2. La réorientation de l'agriculture et l'ouverture au marché mondial: 1996-1998

7.2.1. La dissolution des systèmes des intégrateurs

Dès la prise du pouvoir à la fin de 1996, le nouveau gouvernement de la CDR annonçait, en concordance avec ses objectifs politiques mais aussi avec les demandes du FMI et de la BM, un programme de réforme qui visait à réduire de manière radicale l'emprise de l'État sur l'économie roumaine tout en l'ouvrant aux marchés mondiaux. La rupture finale et décisive avec le passé communiste devait ainsi se réaliser à travers le passage de la Roumanie à l'économie de marché. Dans cette économie de marché, version fin de millénaire, l'État ne devait plus jouer qu'un rôle minimal.

L'agriculture ne faisant pas exception à ce programme, le nouveau gouvernement commença, dès les premiers mois de 1997, la mise en œuvre d'une série de réformes visant la diminution de l'intervention étatique en agriculture par l'élimination du contrôle des prix; l'ouverture des marchés internes par la baisse de la protection douanière; et le "redéploiement du support étatique à l'agriculture des gros agents étatiques et associatifs vers les nouveaux petits propriétaires". À travers cette dernière mesure, impliquant entre autres le démantèlement du système des intégrateurs, on espérait déboucher sur la transformation de ces petits propriétaires en fermiers capitalistes. L'ensemble de ces mesures devait ébranler la grande agriculture héritée du socialisme, mais devait en même temps avoir comme effet d'ouvrir l'agriculture roumaine dans son ensemble aux influences externes.

En accord avec la ligne monétariste de la réforme, les transformations les plus rapides ont été effectuées au niveau des prix. En mars 1997, le gouvernement commença à éliminer le contrôle des prix à tous les niveaux de la chaîne agro-alimentaire pour les quatre "produits d'importance nationale" (viande de porc, volaille, lait/produits laitiers, blé/farine/pain) et, à la fin d'avril 1997, il décréta la fin des prix minimaux garantis (Commission européenne, 1998b: 54). Le choc de la fin des subventions des aliments de base fut ressenti de plein fouet par la population, le prix du pain entre autres s'accroissant brusquement de presque 155%.

Mais si les mesures déjà entreprises par le gouvernement étaient en accord avec les directives de la BM, le programme d'ajustement structurel de l'agriculture proposé par la

Banque mondiale comme condition pour l'accord d'un nouveau prêt (ASAL³³) a néanmoins eu un peu plus de difficulté à être adopté par le parlement roumain, au sein duquel l'opposition manifesta son désaccord avec les termes du programme. En particulier, l'héritier du Parti communiste accusa le programme de nuire aux intérêts nationaux et à l'avenir de l'agriculture en menant à la destruction de l'économie agricole et en particulier du secteur de l'élevage (sombre prédiction qui était déjà en voie de réalisation).

Avec quelques mois de retard, le programme ASAL fut toutefois finalement adopté, (Commission européenne, 1998b: 53). En juin 1997, la BM s'engageait à verser pour l'ajustement de l'agriculture roumaine 350 millions de dollars américains, dont une première tranche de 200 millions fut déjà versée dès la signature de l'accord³⁴. Le programme prévoyait, entre autres, la réévaluation des politiques de prix, subventions et commerce; et l'accélération de la privatisation de toutes les entreprises étatiques en agriculture³⁵.

Au début de 1997 le système des intégrateurs fut dissout par le retrait de l'État du contrôle des circuits de circulation des intrants et des produits agricoles, et par une transformation des anciens acteurs et de leur rôle. Ainsi, en mai 1997, l'ANPA était divisée à son tour en 29 sociétés (appelées Comcereal) (Commission européenne, 1998b: 45) en vue de la privatisation. Qui plus est, on cessa toute intervention de l'État sur le marché des grains, en tant que principal acheteur et vendeur. Les subventions vers l'agriculture furent réduites tout en étant dirigées hors du contrôle des anciens "intégrateurs": à la place des subventions destinées aux gros producteurs agricoles (étatiques³⁶ et associatifs), le gouvernement introduisit un système de subventions des intrants, basé sur des coupons

³³ *Agricultural Sector Adjustment Loan*, ou "prêt d'ajustement pour le secteur agricole".

³⁴ La deuxième tranche de 150 millions dollars américains se fit néanmoins attendre, car la Roumanie n'était pas parvenue à remplir à temps les conditions prévues dans l'accord: le programme de privatisation des entreprises agricoles; la libéralisation du commerce agro-alimentaire; le marché foncier (Guvernul României, 2000: 38). La hausse des tarifs douaniers pour les produits agro-alimentaires envisagée et entreprise par le gouvernement roumain en 1998 (suite à l'invasion du marché interne par de produits agricoles étrangers après que le gouvernement roumain eut abaissé considérablement ces tarifs en 1997) et la "lenteur de la privatisation des entreprises étatiques" (U.S. Department of Commerce, 1998) irritèrent la Banque mondiale, qui menaçait en septembre 1998 de couper la deuxième tranche de ASAL. Après des discussions intensives, le gouvernement roumain rabaisa les tarifs, à la fin de 1998, dans une seconde vague de libéralisation des importations (OCDE, 1999a: 80, 81). En 2000, la deuxième tranche du prêt était toujours attendue par les dirigeants roumains (Guvernul României, 2000: 38).

³⁵ World Bank Press Release No. 97/1373 ECA. Disponible: <http://www.worldbank.org/html/extdr/extme/1373.htm>

³⁶ Tesliuc a calculé que les subventions qui atteignaient chaque ferme d'État, en 1997, ne représentaient plus que 16% de celles de 1996 (Tesliuc, 2000: 25).

distribuées aux propriétaires individuels³⁷. En 1997, 70% des dépenses gouvernementales pour l'agriculture étaient constituées par les coupons distribués aux petits propriétaires terriens (Tesliuc, 2000: 14).

En même temps, une nouvelle politique de crédit fut adoptée. En fait, dès janvier 1997, le gouvernement arrêta le refinancement des crédits préférentiels pour l'agriculture et l'État ne garantit plus les prêts destinés à ce secteur (Tesliuc, 2000: 14, 15). Les appuis gouvernementaux (budgétaires et quasi fiscaux) vers l'agriculture semblent ainsi être passés de 21% du PIB, en 1996, à 11,5%, en 1997, et 10,8%, en 1998 (Tesliuc, 2000: 13). "L'appui à la petite agriculture" s'avéra ainsi être le prétexte pour une simple suppression de l'aide étatique à l'agriculture accompagnée de vœux pieux et de quelques bonbons, plutôt que la mise en œuvre d'une véritable politique de soutien.

Sous la pression du PNT-CD³⁸, la loi foncière fut finalement amendée par l'adoption, en novembre 1997, de la loi 169/1997. Cette dernière étendait la limite maximale pour la réappropriation des terres par les anciens propriétaires de 10 à 50 hectares, et la limite pour l'ensemble de la terre qui pouvait être détenue en propriété privée par une famille de 100 à 200 hectares. Finalement, la loi 54 de mars 1998 permettait à la terre agricole d'être vendue (Commission européenne, 1998b: 26).

7.2.2. La privatisation des entreprises étatiques agro-alimentaires

La privatisation des unités agricoles, demandée expressément dans les programmes imposés par la Banque mondiale, a connu un rythme inégal pendant la législation de la CDR. En fait, le gouvernement s'est trouvé, d'un côté, sous la pression forte des organismes de financement internationaux, de plus en plus exigeants et impatients, et, d'un autre côté, sous celle des puissants lobby des chefs d'unités étatiques. Si d'après les analystes des organismes internationaux la privatisation est restée "lente"³⁹, il faut néanmoins reconnaître, qu'en dépit d'un démarrage plus lent durant les deux premières années, la privatisation des unités agricoles et des entreprises de l'industrie alimentaire avança de manière assez rapide pendant la législation de CDR, surtout si nous la comparons

³⁷ Les coupons avaient une valeur monétaire et pouvaient être échangés contre différents intrants (engrais) ou services agricoles (Commission européenne, 1998b).

³⁸ Le Parti national-paysan chrétien et démocrate qui, rappelons-le, est le parti le plus important de la CDR.

³⁹ Voir par exemple les rapports sur la situation de la Roumanie à la fin du millénaire préparés pour la Banque mondiale (Tesliuc, 2000: 15), ou les évaluations annuelles de la Commission européenne (Commission européenne: 1997, 1998a, 1999, 2000).

avec celle entreprise durant les mandats de FSN/PDSR. Elle a compris aussi une mesure plus radicale, et qui a d'ailleurs secoué le plus l'opinion publique roumaine, soit la liquidation de certaines entreprises (telles que la fermeture du combinat d'élevage porcin de Timișoara).

Le tableau suivant nous montre le rythme et l'ampleur de la privatisation dans le secteur agro-alimentaire durant les deux premières années du gouvernement de la CDR.

Tableau 7.7. La privatisation des entreprises agricoles et de l'industrie alimentaire d'État durant les années 1997 et 1998.

Type d'entreprise	Total	Jusqu'en décembre 97		Jusqu'en décembre 98	
	Nombre	privatisées	liquidées	privatisées	liquidées
Fermes d'État (anciennes IAS)	517	0	0	0	0
Élevage de volaille et de porcs	114	21	42	37	57
Compagnies de collecte, stockage et commercialisation des grains	71	0	0	19	0
Fournisseurs de services (Agromec)	1758	1033	nd	1430	43
Industrie alimentaire	428	nd	nd	216	nd

Source: (Tesliuc, 2000: 16).

Nous voyons dans le tableau précédent que la privatisation/liquidation a été, encore une fois, inexistante dans le cas des fermes d'État, bien que le débat autour de la privatisation fût porté, pendant cette période, surtout autour d'elle. Les compagnies de stockage furent elles aussi plus lentement privatisées. À la fin de 1998, des 71 entreprises de stockage et commercialisation des grains, seulement 14 étaient privatisées, ce qui fait que seulement 36% de la capacité totale de stockage était entre les mains privés [OCDE, 1999a: 154]). La privatisation a été la plus accélérée dans le cas des Agromec, peut-être aussi à cause de leur moindre importance dans la hiérarchie des unités agricoles (reflétant autant l'importance stratégique qui leur a été donnée pendant le socialisme, et la place qu'occupaient leurs directeurs dans la hiérarchie de pouvoir de la nomenklatura agricole; que les intérêts mêmes de ces directeurs après le changement de régime). Les mesures les plus médiatisée et "choquantes" ont néanmoins été la privatisation et surtout la liquidation des complexes d'élevage de volaille et porcs (demandées expressément par la Banque mondiale), réalisées dès les premières années de la nouvelle législation.

7.2.3. La continuation de la contraction du marché interne

Durant les deux premières années du mandat de la CDR, la demande interne de produits agricoles a encore diminué. En fait, les trois facteurs mentionnés dans le cas de la période précédente continuèrent de faire sentir leur impact. Ainsi, la baisse du niveau de vie (due à la baisse des revenus réels et à l'augmentation du chômage) entraîna encore plus profondément les ménages roumains dans une consommation en dehors du marché. En parallèle, la privatisation/liquidation des entreprises de l'industrie alimentaire diminua encore la demande pour la consommation intermédiaire de produits agricoles.

Finalement, la privatisation et surtout la liquidation des complexes d'élevage animal fit que la baisse des effectifs animaux se poursuivit, comme la demande pour la consommation animale de produits agricoles⁴⁰. Le nombre total des effectifs d'animaux baissa, entre 1996 et 1998, de 12%.

Tableau 7.8. L'évolution des effectifs animaux totaux de la Roumanie durant la période 1997-1998.

(Milliers de têtes)	1996	1997	1998
Bovins	3.435	3.235	3.143
Porcs	8.235	7.097	7.194
Volailles	78.478	66.620	69.480
Ovins et caprins	10.317	9.547	8.994
Chevaux*	806	816	835

Sources: (Guvernul României, 2000: 415-418). *(Commission européenne, 1998b: 35).

Ainsi, le tableau précédent nous indique une baisse, entre 1996 et 1998, de 9% pour les effectifs de bovins, de 13% pour les effectifs de porcins, de 12% pour les effectifs de volailles, et de 13% pour les effectifs de moutons et chèvres. Encore une fois, signe d'une agriculture en proie à une démodernisation soutenue, le nombre de chevaux était le seul qui continua à augmenter ...

7.2.4. L'ouverture au marché mondial

Mais, plus que la privatisation ou la baisse de la demande interne, une autre mesure que le gouvernement de CDR mit en œuvre dès 1997 affecta l'agriculture roumaine de

⁴⁰ Le poids, au niveau des effectifs d'animaux, du secteur étatique dans l'ensemble de l'agriculture baissa ainsi encore, pour atteindre, en 1998, seulement 6,4% pour les bovins, 32% pour les porcins et 16,6% pour la volaille (Guvernul României, 2000: 415-418).

manière encore plus radicale: l'ouverture du secteur agro-alimentaire aux influences externes.

En fait, dès la première année de sa législation, le nouveau gouvernement procéda à l'ouverture du commerce agricole extérieur de la Roumanie. Ainsi, dès mai 1997, les interdictions et tous les quotas d'exportation furent abolis, tandis que les tarifs d'importation pour les produits agro-alimentaires furent réduits à une moyenne de 28%, et des maximums de moins de 45% (Tesliuc, 2000: 44). Le choc pour les producteurs agricoles fut d'autant plus grand que dans les deux années précédentes (depuis juillet 1995) ils avaient bénéficié, comme nous l'avons vu, d'un fort protectionnisme (une moyenne de 70-75%, avec des tarifs maximaux pouvant atteindre le 300%) (Tesliuc, 2000: 44). Qui plus est, la Roumanie rejoignit, en juillet 1997, le groupe des pays signataires de CEFTA⁴¹, accord qui prévoyait la réduction rapide des tarifs douaniers pour les biens industriels, et des réductions sélectives pour les biens agricoles.

L'ouverture des marchés agro-alimentaires de la Roumanie au marché mondial arrivait malheureusement dans un moment des moins favorables. La demande mondiale de biens était en baisse, dû, entre autres, aux crises en Asie et en Russie et au ralentissement du commerce mondial suite à la plus lente croissance dans les pays de l'OCDE (et spécifiquement des pays de l'Europe Occidentale) (OCDE, 1999a: 3, 135). En outre, les prix mondiaux des principaux grains enregistraient une baisse importante depuis 1996 (de moitié en deux ans), due aux grandes récoltes en Amérique et dans l'Union européenne, aux énormes stocks jetés sur les marchés mondiaux., tout comme à la baisse de la demande (OCDE, 1999a: 141; Tesliuc, 2000: 33).

Pour l'agriculture roumaine, la conséquence immédiate de cette ouverture des marchés fut que le secteur ressentit pleinement le choc de la baisse des prix mondiaux des produits agricoles, tout comme la concurrence des produits provenant principalement des pays de la CEFTA et de l'Union européenne, qui, eux, restaient lourdement subventionnés (Tesliuc, 2000: 2, 3).

Ainsi, la signature du CEFTA déboucha dans un premier temps non pas tant sur l'augmentation des exportations agro-alimentaires roumaines vers les pays de la CEFTA, que sur l'augmentation des importations provenant de ces pays. En 1998, les importations

⁴¹ *Central European Free Trade Agreement*. "L'accord de libre échange centre-européen" a été signé en décembre 1992, remplaçant ainsi l'ancien accord de Visegrad entre Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Au moment de l'adhésion de la Roumanie, la CEFTA comptait parmi ses membres la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Slovénie (Commission européenne, 1998b: 63).

de CEFTA s'accrurent de 156% par rapport à 1997; tandis que les exportations vers CEFTA s'accrurent de seulement 40% durant la même période. L'écart entre exportations et importations augmenta le plus, en ce qui concerne les pays, avec la Hongrie, et, en ce qui concerne les produits, pour le blé et la viande (Tesliuc, 2000: 33, 34).

C'est ainsi que les principaux partenaires de commerce agro-alimentaire de la Roumanie se sont repositionnés. En 1998, devant la baisse des exportations vers les nouveaux pays indépendants (NPI) (qui ne comptaient que pour 5% des exportations de la Roumanie) et les pays d'Europe centrale et orientale (ECO) (7%), l'UE reprit son importance au niveau des exportations (61% du total des exportations). Qui plus est, l'UE et les pays de l'ECO augmentèrent fortement leurs parts dans les importations agro-alimentaires de la Roumanie (41% et 23% du total respectivement) (OCDE, 1999a: 276-279).

De manière plus globale, le résultat de la conjoncture particulière dans laquelle s'est réalisée l'ouverture des marchés agro-alimentaires de la Roumanie au marché mondial a été le renversement de la tendance à la croissance enregistrée par les exportations agro-alimentaires de la Roumanie depuis le changement de régime. En 1997, elles ont ainsi connu, pour la première fois depuis 1989, une diminution, diminution qui s'est poursuivie aussi en 1998 (en 1998, elles avaient baissé de 35% par rapport à 1996⁴²) (OCDE, 1999a: 273). Dans les conditions où les importations agro-alimentaires se sont accrues de 32%, entre 1997 et 1998 (*ibid.* 274), la balance commerciale pour plusieurs produits de base s'est détériorée dramatiquement⁴³. Le déficit commercial agro-alimentaire total s'est ainsi accru à une vitesse ahurissante, étant en 1998 six fois plus grand qu'en 1996⁴⁴ (OCDE, 1999a: 275).

Pendant que les exportations déclinaient, le marché interne était ainsi envahi par des produits étrangers qui concurrençaient les produits locaux jusque là relativement à l'abri.

⁴² La baisse des exportations en 1998 s'explique non seulement par la baisse de la production, mais aussi par les inefficacités du système de commercialisation des produits agricoles. Ainsi par exemple, en dépit de la baisse de la production de grains, en 1998, la production de blé dépassa la demande interne de 1,5 million tonnes. Les exportations furent entravées par la faible capacité du port de Constanța. En même temps, la mise en marché du blé produit localement fut entravée même sur le marché domestique par la fragmentation des exploitations, les inefficacités du système de marketing et par la qualité inégale du blé. Certaines minoteries préférèrent ainsi acheter du blé hongrois (OCDE, 1999b: 79)

⁴³ La balance commerciale des produits agricoles est restée positive, mais elle a diminué considérablement son poids dans le PIB (elle a baissé, pour le blé, de 53%, en 1996, à 2%, en 1998; pour le maïs, de 2% à 0%; pour l'orge, de 14% à 3%). La part des exportations agro-alimentaires dans le total des exportations de la Roumanie a baissé ainsi de 8,4%, en 1996, à 7,1%, en 1997, et 5,3%, en 1998 (OCDE, 1999a: 241).

⁴⁴ Le déficit commercial agro-alimentaire est passé de 81 millions dollars américains, en 1996, à 482 millions dollars américains, en 1998 (OCDE, 1999a: 275).

En particulier, ce qui marqua l'opinion publique roumaine fut la croissance impressionnante des importations de viande, en 1998, parallèlement aux restructuration et fermeture des complexes d'élevage locaux. En effet, après qu'à la fin de 1997, le gouvernement roumain eut aboli pour une période de deux mois les tarifs douaniers sur les importations de viande de porc, afin de juguler l'augmentation de son prix (Commission européenne, 1998b: 59), les importations de viande de porc augmentèrent, en 1998, de 6000% par rapport à l'année précédente (Unguru, 1999). En même temps, tandis que les producteurs locaux faisaient face à l'incertitude du prix du blé et avaient du mal à trouver un débouché pour leurs productions, la farine de Hongrie faisait son entrée massive sur les étalages des magasins alimentaires.

7.2.5. La baisse de la production agricole

Après l'abolition des prix minimaux garantis, les prix sur le marché interne furent ajustés sur les prix mondiaux. La libéralisation des prix déboucha sur une détérioration encore plus marquée de l'écart entre les prix des intrants et les prix de la production agricole. Si tous les prix connurent un accroissement, ceux des intrants continuèrent de s'accroître plus rapidement que les prix des produits agricoles⁴⁵. En plus d'affronter un marché interne et externe en baisse pour leur produits, les fermes se retrouvent prises dans les ciseaux des prix et leurs revenus diminuèrent⁴⁶.

La baisse des revenus se refléta dans la continuation du phénomène de décapitalisation entamé déjà pendant les législations passées. L'utilisation des intrants diminua encore, affectant cette fois non seulement les petits producteurs, mais aussi les grosses associations juridiques et familiales. Par exemple, en 1997, l'utilisation de pesticides baissa de 12%, tandis que l'utilisation de semences certifiées diminua de 41% pour le maïs, et de 38% pour le blé (Guvernul României, 2000: 429, 430).

⁴⁵ Le rapport entre l'indice des prix de produits agricoles et l'indice des prix des intrants agricoles est passé de 0,9 en 1996 à 0,7 en 1997 et 0,8 en 1998 (mes propres calculs à partir de [OCDE, 1999b: 247-249]).

⁴⁶ Il faudrait voir qu'en 1998 l'activité économique des pays de l'Europe de l'Est dans leur ensemble a été ralentie, les marchés et les prix de plusieurs biens d'importance pour leurs économies connaissant une baisse dramatique. En particulier, l'augmentation aux niveaux mondiaux des prix des intrants, dont le rythme n'a pas été suivi par les prix agricoles, a résulté dans une baisse brusque des prix et revenus à la porte de la ferme à travers la région (OCED, 1999a:142). Les pays en transition ont répondu à cette baisse par l'augmentation du protectionnisme, protectionnisme débouchant sur des degrés de soutien de l'agriculture qui sont restés néanmoins beaucoup plus bas que dans les économies des pays de l'OCDE (OCDE, 1999a: 3, 135).

Dû aux conditions climatiques adverses, la production agricole connut, en 1998, pour la première fois depuis 1992, une baisse dramatique, diminuant de 18,3% par rapport à 1997 (OCDE, 1999b: 245). La part de l'agriculture dans le PIB déclina de nouveau, en 1998, à 14%.

La réalisation de la réforme économique en Roumanie eut donc un impact majeur sur l'agriculture roumaine. En effet, ce fut dans ce secteur que la privatisation fut la plus rapide et la plus étendue. Elle frappa en particulier l'ancien secteur coopératif, qui, officiellement, fut dissout suite à la rétrocession des terres des coopératives agricoles de production (CAP) aux anciens propriétaires et à leurs héritiers. En même temps, ce changement radical au niveau des formes de propriété de la terre fut contrebalancé, surtout durant les sept premières années de la "transition", par le maintien des anciennes fermes agricoles et complexes d'élevage d'État, ainsi que par la création d'un système, le système des intégrateurs, visant autant à maintenir un secteur "associatif" qu'à garder ce dernier sous le contrôle de l'État.

Après l'arrivée au pouvoir de la CDR, ce système fut démantelé et le relatif isolement par rapport aux influences externes qui caractérisait l'agriculture roumaine jusqu'en 1996 fut remplacé par l'ouverture vers le marché mondial. L'impact des transformations survenues après 1990 fut assez négatif, incluant la décapitalisation, la démodernisation et la baisse des performances de l'agriculture.

Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur l'analyse plus détaillée des processus découlant de la transformation de l'ancien secteur coopératif. Nous considérerons tout d'abord les transformations touchant à la "grande" agriculture des nouvelles associations constituées après 1991, pour passer par la suite à celles qui ont affecté la "petite" agriculture des exploitations familiales. Nous verrons, dans les deux cas, d'abord les transformations dans l'ensemble du pays, pour ensuite nous concentrer sur une analyse des transformations aux niveaux régional (le sud du département de Dâmbovița pour les associations) et local (le village de Buna pour les exploitations familiales).

IV. Quatrième partie.
**La "grande agriculture": associations et
nouvelles grandes exploitations à Dâmbovița**

Chapitre 8. Le secteur associatif: trajectoires des cadres et changement "du dedans" (1990-1998)

Nous nous pencherons tout d'abord sur la manière dont les anciens cadres du secteur coopératif ont fait face aux transformations survenues dans l'agriculture roumaine depuis 1990. Nous verrons en particulier la manière dont s'est réalisé leur "recyclage" dans le nouveau secteur associatif créé après la dissolution des CAP, ainsi que la manière dont ceux qui ont réussi à se mettre à la tête des nouvelles associations ont répondu aux nouvelles conditions apparues après 1997.

Mais avant de voir le cas particulier des trajectoires suivies par les anciens cadres et par les nouvelles associations dans le département de Dâmbovița, j'esquisserai le tableau plus général des transformations qui ont atteint, pendant la transition, la "grande" agriculture roumaine dans son ensemble. Je me concentrerai sur le cas des associations et de leurs concurrents, les "nouveaux entrepreneurs" qui sont apparus dans ce secteur. Je laisserai ainsi de côté les fermes d'État, leur cas nécessitant un traitement spécial (de par le régime spécial qui leur a été réservé durant les mandats du parti d'Iliescu [1990-1996], mais aussi par la suite). Je m'y référerai toutefois à quelques reprises, leur évolution ayant eu des conséquences directes sur le milieu économique dans lequel les associations et les nouveaux entrepreneurs ont dû agir.

8.1. La "grande" agriculture en Roumanie: continuités et transformations. Les associations et... de nouveaux acteurs?

8.1.2. Les associations

Comme nous l'avons vu plus haut, le système des intégrateurs mis en place par le gouvernement du parti d'Iliescu après le changement de régime a permis la reproduction d'un secteur coopératif/ associatif en agriculture. En effet, à travers ce système, les associations ont pu profiter des prix minimaux garantis pour les produits, des subventions étatiques et d'un marché assuré pour leurs produits, ce qui leur a fourni un contexte viable et sécuritaire pour leur fonctionnement (Genberg, 1993: 93; Commission européenne, 1998b; Tesliuc, 2000: 41).

Le tableau suivant nous montre, en fait, qu'après le choc initial qui a suivi l'application de la loi foncière de 1991, le secteur associatif a continué, pendant 1992 et 1993, à détenir 25% de la superficie agricole totale du pays. Après 1993, le poids du secteur diminue légèrement, mais il se maintient par la suite à près de 20% de cette superficie, réussissant à se maintenir à ce niveau même après les changements de 1997.

Tableau 8.1. L'évolution du secteur associatif en Roumanie dans la période 1989-1998.

	1989*	1992*	1993*	1994**	1995**	1996***	1997***	1998***
Associations juridiques								
Nombre		4.050	4.265	3.970	3.973	3.759	3.912	3.578
Superficie totale (milliers d'ha)		1.915,9	1.909,5	1.770,5	1.733	1.752	1.714	2.210
% de la superficie agricole totale		13%	13%	12%	11,6%	11,8%	11,6%	15%
Superficie moyenne/ association (ha)		473	448	446	436	466	438	620
Associations familiales								
Nombre		11.499	13.772	13.741	15.915	15.107	9.489	7.175
Superficie totale (milliers d'ha)		1.791,7	1.762,9	1.536,5	1.596	1.440	1.000	950
% de la superficie agricole totale		12%	12%	10,4%	10,7%	9,7%	6,7%	6,4%
Superficie moyenne/ association (ha)		156	128	112	100	95	105	132
Total secteur associatif								
Nombre total	(1)							
Nombre total	4.260	15.549	18.037	17.711	19.888	18.866	13.401	10.753
Superficie totale (milliers d'ha)	8.685	3.707,6	3.672,5	3.307,1	3.329	3.192	2.714	3.160
% de la superficie agricole totale	58%	25%	25%	22,4%	22,4%	21,5%	18,3%	21%
Superficie moyenne/ association (ha)	2.039	238	203	186	167	169	202	293

Sources: *(Cooper, 1993: 41). **(Sarris et Gavrilescu, 1997: 201). *** (Guvernul României, 2000: 407).

(1) CAP.

Au delà de cette tendance générale, nous rencontrons toutefois des phénomènes différents dans le cas de chaque type d'association¹. Ainsi, après une baisse de leur nombre et de leur superficie totale en 1994, les associations juridiques connurent par la suite un maintien assez constant de leurs nombre, superficie totale et superficie moyenne par association. Ce n'est qu'en 1998 qu'on enregistre un autre changement important, spécifiquement une diminution plus considérable de leur nombre (de 3.759 en 1996 à 3.578 en 1998) accompagnée d'un accroissement de la superficie totale exploitée (de 12% par rapport à 1996). Ceci fera que finalement la part des associations juridiques dans la superficie agricole totale augmentera de 11,8% en 1996 à 15% en 1998, et que leur taille moyenne s'accroîtra de 466 hectares, en 1996, à 620 hectares, en 1998. Dans ce cas, nous pouvons supposer que les changements entraînés par la nouvelle politique agricole du CDR ont débouché autant sur une élimination des associations de plus petite taille, que sur

¹ Je rappelle que la "décollectivisation formelle" et la liquidation des anciennes coopératives a été suivi par la constitution de deux types d'associations: les associations familiales (des groupements informels sans statut juridique) et les associations juridiques (des groupements formels ayant un statut juridique).

l'éventuel accroissement de la taille de certaines associations suite à l'incorporation de terres d'autres associations juridiques, associations familiales ou petits propriétaires.

Les associations familiales connurent, par contre, un sort plus mouvementé. Ainsi, entre 1992 et 1996, leur nombre total s'accrût en même temps que la superficie totale couverte par ce type d'associations baissait, entraînant conjointement une réduction plus poussée de leur taille moyenne (de 156 hectares en 1992 à 95ha en 1996)². Cette période semble ainsi être marquée, pour les associations familiales, par des processus de fission ainsi que de constitution de nouvelles associations. Après 1997, les associations familiales connurent par contre une réduction plus générale de leur importance. Elles enregistrèrent ainsi non seulement une réduction de moitié de leur nombre (de 15.107, en 1996, à 7.175 en 1998), mais aussi une réduction de 35% de la surface qu'elle exploitaient (leur part dans la superficie agricole totale baissant ainsi de 9,7%, en 1996, à 6,1%, en 1998). Dans les conditions où leur taille moyenne recommença en même temps à s'accroître (de 95, en 1996, à 132, en 1998), il se peut qu'on assiste à une diminution sensible du nombre des petites associations en faveur de celles de plus grande taille, et ainsi d'un renversement de la tendance antérieure.

Le maintien plus général d'un secteur associatif assez important n'a pas débouché toutefois sur une copie de l'ancien secteur coopératif. Poussant sur les cendres des anciens CAP, les associations se sont développées en tant qu'entreprises d'exploitation agricole comprenant certaines différences par rapport aux anciennes CAP.

Ainsi, il faut remarquer d'abord que le nouveau secteur associatif comprenait des unités d'une taille moyenne significativement réduite par rapport aux anciennes coopératives. Ainsi, si la taille moyenne des CAP était, en 1989, de quelque 2.000 hectares, en 1992 celle des associations juridiques n'atteignait que 473 hectares, tandis que celle des associations familiales était seulement de 156 hectares (Cooper, 1993: 41).

La réduction de leur dimensions est allée de pair avec une modification de la structure de leur production. En fait, il semble que, généralement, les deux formes d'associations ont restreint la gamme de leurs activités, délaissant en particulier l'élevage animal et la culture des légumes pour se concentrer sur la culture de céréales et plantes

² Mes propres calculs à partir des données de (Sarris et Gavrilescu, 1997: 206) et (Guvernul României, 2000: 407).

industrielles³. En effet, si en 1989 les coopératives réalisaient 72% de la production de légumes, en 1994 les associations n'en faisaient que 2%. De la même manière, si en 1989 les coopératives réalisaient 34% de la production de viande de bœuf et 8% de la production de viande de porc, en 1994, le secteur associatif ne produisait qu'un maigre 0,13% de la production totale de viande de bœuf, et 0,06% de la production totale de viande de porc⁴.

Nous pouvons ainsi supposer que, dans les conditions de la dissolution des anciennes fermes animales des CAP, les associations juridiques ont quasiment abandonné le secteur de l'élevage animal. Ce secteur s'est mieux conservé à l'intérieur des associations familiales. En 1994, il y avait ainsi, à côté des 13.508 associations familiales dans l'exploitation agricole, 3.111 associations familiales dans l'élevage (Jackson, 1997:310). Néanmoins, leur nombre relatif modeste à l'échelle du pays, ainsi que la faible production animale de l'ensemble des associations⁵ nous laisse croire que l'importance de ces associations familiales s'occupant de l'élevage n'était que très marginale.

Hormis cet abandon de l'élevage et des cultures maraîchères, les associations ont toutefois continué à maintenir à peu près le même profil au niveau des grandes cultures. Ainsi, dans la structure d'ensemble des cultures cultivées par les associations, les proportions de leurs terres cultivées en blé et en maïs semblent avoir resté sensiblement les mêmes entre 1989 et 1994, autour de 40% et 30% respectivement (Sarris et Gavrilescu, 1997: 207). Néanmoins, le poids des associations dans la production agricole totale a diminué considérablement par rapport aux CAP. Ainsi, si, en 1989, les coopératives produisaient 78% de la production totale de blé et 57% de celle de maïs, en 1994 le secteur associatif ne réalisait plus que 26% de la production de blé et 15% de la production de maïs (*ibid.*: 206).

Au delà de ces caractéristiques générales, remarquons qu'en dépit de leur maintien, les associations connurent un sort variable pendant la transition, et qu'on pourrait généralement qualifier de "précaire". Ainsi, si le système des intégrateurs facilita leur

³ Il semble ainsi que les associations ont renoncé aux activités demandant beaucoup de force de travail (cultures maraîchères et élevage). En effet, après la dissolution des CAP, les anciens membres coopérateurs ont été très réticents à consentir d'investir leur force de travail dans les nouvelles associations, préférant à la place de se concentrer sur l'exploitation de leurs propres lopins de terre. Nous y reviendrons plus tard.

⁴ Mes propres calculs à partir des données fournies par (Sarris et Gavrilescu, 1997: 206).

⁵ En 1994, cette production a été, pour l'ensemble des associations, de 400 tonnes (poids vif) de viande de bœuf et 200 tonnes pour la viande de porc (il n'y avait pas de production associative de viande de volaille ou de mouton). Même si nous divisons la totalité de la quantité produite par le nombre total d'associations familiales dans l'élevage (ignorant ainsi les quelques associations juridiques qui s'engageaient éventuellement encore dans l'élevage), nous obtenons, par exemple, pour le bœuf, une production de 128 kg par association (soit à peu près une vache!), et, pour le porc, une production de 65 kg par association (soit un cochonnet!).

réémergence au début de la transition et favorisa leur maintien par la suite, finalement il ne réussit pas à contrecarrer les effets des autres processus qui affectèrent de manière négative l'agriculture roumaine. Ainsi, bien qu'il leur assura l'accès à des subventions et appuis étatiques, ces moyens ne furent que partiellement dirigés vers des investissements (par exemple pour l'achat d'outillages). Vers la fin de la législation du PDSR, l'ouverture des ciseaux des prix au détriment des producteurs agricoles fit que les subventions étatiques furent principalement utilisées par les associations pour la reprise du cycle de production. Par la suite, les politiques du CDR amenèrent la dissolution du système des intégrateurs et l'arrêt des appuis étatiques envers les associations. Ne disposant pas de la force de lobbying des fermes d'État, les associations furent en fait les plus vulnérables des acteurs de la "grande" agriculture⁶.

Il semble donc que les associations qui se créèrent après l'application de la loi foncière de 1991 ne formèrent que très lentement leur propre base d'actifs. Ainsi, par exemple, les associations juridiques ont continué d'être caractérisées par la même faible dotation en machinerie et outillage agricoles qui caractérisait les CAP de la période socialiste. À la fin de 1995 elles détenaient en fait neuf mille tracteurs (par rapport aux 10.3000 des CAP), ce qui constituait seulement 5,5% de la flotte totale de tracteurs du pays (Sarris et Gavrilesco, 1997: 199). Même si je ne dispose pas de chiffres pour les associations familiales⁷, nous pouvons supposer que, dans les conditions où elles furent confrontées aux mêmes contraintes au niveau du capital disponible, elles ne connurent pas, elles non plus, de plus hauts niveaux de dotation en outillages et machinerie agricole. Après 1997, les politiques agricoles du CDR et la détérioration de la situation en agriculture (ouverture du ciseaux des prix, baisse de la production agricole) enlevèrent encore plus de moyens des mains des associations, et ainsi limitèrent encore plus leur marge d'investissement.

Afin de comprendre l'évolution de la "grande" agriculture des associations, mais aussi de celle des éventuels "nouveaux entrepreneurs", il faudrait s'arrêter sur le sort de l'autre volet de l'agriculture coopérative socialiste, les stations de mécanisation.

⁶ Après l'arrivée de la CDR au pouvoir, la position des associations était assez ambiguë. En fait, elles étaient considérées comme faisant partie du secteur privé, ce qui les défavorisait par rapport aux fermes d'État qui, tenant directement de l'État, pouvaient à la rigueur être sauvées par celui-ci. En même temps, elles étaient considérées comme héritières des anciennes coopératives socialistes et donc elles n'ont pas été favorisées par les politiques du gouvernement de CDR.

⁷ Elles sont incluses (avec les individus indépendants) dans la catégorie des "autres" dans les statistiques du ministère de l'Agriculture.

8.1.2. Les stations de mécanisation

Si la décollectivisation formelle des premières années de la transition ne se solda pas par la disparition totale des associations, elle n'entraîna pas non plus la disparition des stations de mécanisation de l'agriculture, un des piliers de l'organisation de l'agriculture coopérative socialiste. En fait, non seulement elles ne furent pas été liquidées, mais elles furent incluses à part entière dans le système des "intégrateurs", étant chargées des services de travaux agricoles et du transport de la récolte, des engrais et semences. On pourrait même dire que le système des intégrateurs leur facilita la survie, à travers, en particulier, le rôle de choix qu'elles reçurent dans les contrats dirigés et imposés par Romcereal⁸. En même temps, dans les conditions où elles n'héritèrent presque pas d'outillages des anciennes CAP, les associations se trouvèrent contraintes d'accepter les conditions de Romcereal et ainsi de continuer à faire appel aux services des stations de mécanisation (maintenant rebaptisées Agromec).

Le maintien des anciennes stations de mécanisation fut accompagné lui aussi de certaines transformations. Ainsi, tout d'abord, comme elles restèrent initialement encore largement entre les mains de l'État⁹, elles connurent, tout comme les fermes d'État, une quasi interruption des investissements de la part du centre, et ainsi une décapitalisation en termes de machineries et outillages agricoles. Qui plus est, la libéralisation des prix des différents intrants (pièces de rechange et combustible) joua négativement sur la capacité des Agromecs à faire face aux coûts croissants liés à leurs activités.

En même temps, l'insertion des Agromecs dans le système des intégrateurs contribua non seulement à leur survie formelle, mais aussi, dans les conditions où, de plus, les machines et outillages des stations de mécanisation n'étaient pas adaptés à autre chose que la grande agriculture, à lier leur sort à celui des associations. En fait, les Agromecs continuèrent à travailler principalement pour les associations, et furent ainsi touchés directement par la réduction des superficies exploitées en mode coopératif/associatif. Ainsi, cette réduction se traduit, pour ces stations, par une contraction de la demande pour leurs services.

⁸ Les Agromecs furent favorisés par le système des intégrateurs non seulement à cause du fait qu'ils ont été les partenaires choisis par les Romcereals, mais aussi parce que les associations ont été encouragées à accepter les contrats dirigés par Romcereal, en raison des subventions gouvernementales des services agricoles qui y étaient rattachées.

⁹ Au milieu de 1993 les stations de mécanisation étaient encore à 100% à capital d'État, tandis qu'en 1995, seulement 86 des plus de 500 Agromecs étaient privatisés (Commission européenne, 1998b: 46)

Ces facteurs entraînent une réduction progressive de leurs principaux actifs, les machines et outillages agricoles, ainsi que de leur poids en tant que fournisseurs de services mécaniques à l'ensemble de l'agriculture. Leur équipement mal entretenu se détériora rapidement. Ainsi, si en 1989 les SMA utilisaient 116.700 tracteurs, en 1995 les Agromecs n'en utilisaient plus que 30.000 environ. L'importance décroissante des Agromecs au niveau des services agricoles se voit ainsi dans la partie décroissante des machines et outillages agricoles qu'ils contrôlaient dans l'ensemble des machines et outillages agricoles du pays. Les Agromecs sont, par exemple, passés d'un contrôle de 77% du total des tracteurs du pays, en 1989, à 18%, en 1995 (Sarris et Gavrilesco, 1997: 199).

8.1.3. Les nouveaux entrepreneurs

Parallèlement aux associations, des formes alternatives d'exploitation de la terre sont apparues. L'arrivée "imminente" de ceux qu'on pourrait appeler les "nouveaux entrepreneurs" (des agents économiques extérieurs aux structures étatiques et associatives) fut annoncée et attendue avec impatience par les analystes et conseillers des organismes internationaux. Déjà, en 1993, on remarquait que, dans les zones de plaine, "des entrepreneurs ruraux contrôlent la production de larges parcelles de terre à travers la location informelle des terres" (Kideckel, 1993b: 134).

Paradoxalement, les statistiques officielles ne tirent pas compte de cette nouvelle réalité. En fait, ces statistiques ne distinguent à l'intérieur du "secteur privé" que les petites exploitations et les associations, familiales ou juridiques. Les formes proprement capitalistes d'exploitation agricole sont restées par le fait même "invisibles" à l'œil bureaucratique, qui reconnut ainsi seulement certaines catégories comme significatives¹⁰.

Le résultat de cette invisibilité est qu'il est difficile d'estimer le caractère et l'importance des nouveaux entrepreneurs. Certaines caractéristiques se dégagent néanmoins des observations qui ont été faites sur l'agriculture roumaine. Il semble ainsi que, dans les conditions de l'interdiction de vente de terre¹¹ et de la lenteur du processus d'attribution de

¹⁰ Durant le règne du parti d'Iliescu (1990-1996), l'accent dans l'analyse du secteur privé fut ainsi mis sur les associations, tandis que durant le règne de la CDR (1997-2000), l'accent se déplaça vers les petites exploitations familiales. Dans les deux cas, les "nouveaux entrepreneurs" de la "grande" agriculture furent largement ignorés.

¹¹ La loi foncière 18/1991 interdit la vente de la terre acquise grâce à la décollectivisation pendant trois ans - pour la terre ré-appropriée, et pendant dix ans - pour la terre qui a été acquise pour la première fois. Ultérieurement, ce délai fut prolongé (Negrescu, 2000: 9).

titres de propriété aux nouveaux propriétaires fonciers, ces nouveaux entrepreneurs eurent surtout recours à la location des terres. Qui plus est, dans les conditions où la loi de la location de la terre ne fut adoptée qu'en 1994 et où elle fut considérée, même par la suite, comme trop rigide, la location se concentra surtout dans le secteur informel (Sarris et Gavrilescu, 1997: 194). Ainsi, l'informalité des activités des nouveaux entrepreneurs aide à comprendre, du moins partiellement, leur "invisibilité" face aux bureaucrates du ministère de l'agriculture. Finalement, étant donné que la dotation en machinerie agricole des agents indépendants ne s'est faite que progressivement et principalement de manière dispersée (entre une multitude d'agents possédant peu de machinerie), les nouvelles formes d'exploitation de la terre ont été essentiellement le fait d'acteurs placés dans les structures existantes et contrôlés à partir du centre. Spécifiquement, les employés des Agromecs ont utilisé de manière privée la machinerie de leurs unités pour travailler la terre des nouveaux propriétaires fonciers.

L'ampleur du nouveau phénomène resta néanmoins modeste, surtout dans les premières années de la transition. Par exemple, en 1992, la location des terres¹² affectait sensiblement moins de 10% des fermes (Genberg, 1993: 96), et concernait seulement 4,4% des terres arables. Durant la même année, on estimait aussi que les Agromecs prenait en location 900.000 hectares, surtout dans la partie sud du pays (Kideckel, 1993b: 140). Bien que je ne dispose pas de données sur la période de la deuxième législation de PDSR (1992-1996), nous pouvons supposer que le poids de ces nouveaux entrepreneurs continua de s'accroître (à la suite, par exemple, de l'achat de nouveaux outillages), tout en restant relativement plafonné (à cause du manque de sources de capital).

Un chiffre avancé par le ministère de l'agriculture peut toutefois nous fournir une piste quant aux transformations survenues dans cette période. Ainsi, à la fin de 1995, quelque 95.700 tracteurs se trouvaient entre les mains de "personnes indépendantes et d'associations familiales", ce qui constituait quelque 58% du nombre total de tracteurs. Tenant compte la baisse parallèle du nombre de tracteurs se trouvant à l'intérieur des Agromecs, signalée plus haut, il semble ainsi qu'une "privatisation à l'avance" des Agromecs s'est réalisée à travers la vente de leurs outillages. Comme nous ne connaissons

¹² Je ne sais pas quelles formes précises prenait cette "location de terres". Il semble toutefois, comme nous le verrons plus tard dans mon analyse concrète du cas de Dâmbovița, que cette "location" se rapprochait sensiblement des ententes entre associations et petits propriétaires. Ces ententes comprenaient l'échange de la terre contre un pourcentage de la récolte réalisée ou encore une quantité fixée à l'avance de produits et/ou d'argent.

pas la distribution par "personnes indépendantes" et "associations familiales", nous ne savons pas si cette "privatisation à l'avance" a généré l'augmentation des nouveaux entrepreneurs d'envergure (et que nous pourrions ainsi inclure dans la "grande" agriculture) ou plutôt la multiplication des petits entrepreneurs possédant un tracteur ou deux (et qui du coup appartiendraient plutôt à la "petite" agriculture). Nous reviendrons par la suite sur ces développements à partir des cas concrets rencontrés sur le terrain.

Après 1997, je pense qu'un nouvel élan fut donné aux nouveaux entrepreneurs, suite en particulier à la privatisation des Agromecs. Comme je l'ai mentionné dans le chapitre précédent, à la fin de 1998, des 1758 Agromec, 1430 étaient privatisés. Et ces nouvelles entreprises, libérées désormais de leur lien avec l'État et des contraintes du système d'intégrateurs, pouvaient se lancer non seulement dans la "prestation de services" mécanisés, mais aussi, dans l'exploitation agricole. L'impact de cette privatisation sur la constitution des exploitations de grande envergure alternatives aux associations fut toutefois tempéré par l'état précaire dans lequel se trouvaient les Agromecs au moment de leur privatisation. Effectivement, en 1997, les Agromecs détenaient 24% du nombre total de tracteurs, mais la totalité de leur flotte était composée de tracteurs ayant huit ans ou plus, tandis que 84% avaient plus de dix ans (Guvernul României, 2000: 432).

La "grande" agriculture roumaine non étatique se trouvait, à la fin du XXe siècle, sous le choc de l'écroulement de l'ancien système des intégrateurs. Pendant les sept premières années de la transition (1990-1997), ce système avait assuré la perpétuation d'un système dual associations/Agromecs qui s'inscrivait en continuité avec l'organisation socialiste du secteur coopératif (CAP/SMA). La désintégration de ce système, ainsi que la privatisation des Agromecs débouchèrent sur une nouvelle configuration, où les associations devaient désormais côtoyer une masse grandissante de "nouveaux entrepreneurs" qui agissaient non seulement dans le domaine des services mécanisés, mais aussi dans celui l'exploitation agricole. Les différents types d'acteurs devaient toutefois affronter les mêmes défis: manque de capital, baisse des bénéfices, dotation en machinerie de faibles envergure et qualité.

Mais penchons nous d'abord sur le sort des anciens cadres des CAP et des nouvelles associations constituées après 1991, en prenant comme cas d'étude celui du secteur associatif de Dâmbovița.

8.2. *Le secteur associatif à Dâmbovița: de la reproduction à la transformation*

8.2.1. Les associations à Dâmbovița

La vaste zone du département de Dâmbovița qui s'étend au sud de la ville de Târgoviște se situe aux marges de la Plaine roumaine et constitue une zone à caractère mixte, combinant collines de faible élévation et plaine. Comme toute zone largement collectivisée au temps du communisme, elle a connu pleinement le mouvement de décollectivisation formelle qui s'est emparé des campagnes roumaines après le renversement de régime communiste en décembre 1989. Le démembrement des anciennes coopératives agricoles n'a pas entraîné une disparition totale du secteur coopératif, mais, comme ailleurs au pays, l'apparition d'associations juridiques et familiales prévue dans la loi foncière de février 1991.

Ce qui a remplacé les anciennes CAP (Coopératives agricoles de production) a été en fait une combinaison mouvante d'associations juridiques, d'associations familiales et de petites exploitations familiales. À Dâmbovița aussi, alors que les anciennes CAP s'étendaient sur le territoire de plusieurs villages et parfois sur celui de toute une commune, les nouvelles associations se retrouvèrent généralement à l'intérieur d'un seul village, occupant, de plus, seulement une partie de son territoire. Dans le département de Dâmbovița, la variété des cas rencontrés sur le terrain va de villages ayant une ou plusieurs associations juridiques et/ou une, voire plusieurs associations familiales, à des villages sans aucune association familiale, ou sans aucune association du tout¹³.

Au niveau du département, la structure de l'exploitation de la terre a connu ainsi des changements assez importants. La division nord-sud, qui caractérisait le département pendant le socialisme, et qui le divisait entre une zone de collines à petites exploitations privées (nord) et une zone de plaine à grandes exploitations coopératives et étatiques (sud) (voir carte 8, page 98), a été atténuée. En effet, la zone de plaine a connu une multiplication ahurissante des petites exploitations et la réduction concomitante de l'importance des

¹³ Les facteurs ayant joué dans cette variabilité sont multiples. Ils tiennent par exemple, pour certains villages qui n'ont pas d'association, à la qualité de leurs sols. Dans quelques villages dont les sols fertiles sont propices aux cultures maraîchères (situés notamment sur les bords d'une rivière), les nouveaux propriétaires se sont orientés vers l'exploitation personnelle de leurs propriétés en vue de la commercialisation des légumes sur les marchés urbains. Dans les villages qui ont des associations, les facteurs ont tenu, du moins en partie, à la capacité des cadres locaux à se maintenir dans un position de pouvoir en convainquant une partie, au moins, des villageois à garder certaines de leurs terres en forme associative.

grandes exploitations. La réduction de la superficie totale travaillée en mode coopératif/associatif s'est traduite non seulement par la réduction de la superficie contrôlée par la ou les associations du village, mais aussi parfois par la disparition totale de toute forme associative d'exploitation de la terre à l'intérieur d'un village ou d'une commune.

Le nord du département n'a pas connu, quant à lui, de tels bouleversements. La zone des collines demeura caractérisée, de façon presque exclusive, par les petites exploitations. En 1998, des 38 associations juridiques qu'avait le département, seulement deux se trouvaient au nord de Târgoviște; tandis que des 44 associations familiales, seulement quatre se trouvaient dans les villages de colline ou montagne de cette dernière zone.

De façon générale, le poids du secteur coopératif/associatif dans l'agriculture de Dâmbovița a beaucoup diminué. En fait, en 1997, ce secteur n'exploitait qu'environ 13.000 hectares de terre arable, soit 8,5% de la superficie arable totale du département (7% par les associations juridiques et un maigre 1,5% par les associations familiales)¹⁴. Remarquons aussi qu'en 1998, Dâmbovița dénombrait 38 associations juridiques, ce qui représentait moins de la moitié de la moyenne par département de 85 associations juridiques; et 44 associations familiales, moins d'un tiers de la moyenne nationale de 170 associations familiales par département¹⁵.

Les associations familiales et les associations juridiques présentaient des différences au niveau de leur importance départementale, de leur taille, ainsi que de leurs activités. Comme on peut s'y attendre, les associations familiales, même si elles étaient plus nombreuses, avaient une importance et des tailles moindres que les associations juridiques. Ainsi, en 1998, les associations juridiques de Dâmbovița détenaient ensemble un total de 10.775 hectares et avaient une taille moyenne de quelque 280 hectares. Leur taille pouvait varier d'un peu plus d'une dizaine d'hectares à un peu plus de mille hectares. Seulement six d'entre eux se situaient en dessous de 100 hectares et 21 avaient même plus de 200 hectares.

¹⁴ Je ne dispose pas de chiffres sur la répartition de la superficie arable du département entre le secteur coopératif et celui des petits propriétaires privés. Mais, même si nous considérons que seulement la moitié de la superficie arable totale était collectivisée (en gros, la partie sud du département), ça nous laisse encore quelque 75.000 hectares contrôlés par les coopératives, soit plus de 5 fois la superficie contrôlée en 1998 par les deux types d'associations.

¹⁵ La faible ampleur du secteur associatif à Dâmbovița par rapport à la moyenne nationale s'explique, du moins en partie par le fait, mentionné plus haut, que Dâmbovița est un département à caractère mixte, combinant des zones de collines et de montagnes, majoritairement non collectivisées pendant le communisme, avec des zones de plaine collectivisées.

Tableau 8.2. Les associations juridiques de Dâmbovița en 1998.

	0-100 ha	100-200 ha	Plus de 200 ha	Total
Nombre d'associations	6	11	21	38
Taille moyenne	280 ha			
Superficie totale	10.775 ha			

Par contre, les associations familiales occupaient ensemble seulement 2.470 hectares et avaient une taille moyenne d'autour de 50 hectares. La grande majorité des associations familiales avaient une superficie située en deçà de 100 hectares, seulement huit d'entre elles s'élevant en effet au-delà de ce seuil, et seulement deux au-dessus de 200 hectares (avec 350 et 500 hectares respectivement). Finalement, seulement la moitié (22) avait une superficie de plus de 10 hectares (la limite fixée par la loi 18 pour les propriétés agricoles privées) et pourrait être ainsi considérée comme étant plus qu'une simple exploitation familiale agrandie.

Tableau 8.3. Les associations familiales de Dâmbovița en 1998.

	0-10	10-100 ha	100-200 ha	Plus de 200 ha	Total
Nombre d'associations	22	14	6	2	44
Taille moyenne	50 ha				
Superficie totale	2.470 ha				

Suivant la tendance observée au niveau du pays, les associations juridiques du département se concentraient exclusivement dans le secteur de la production agricole (céréales et plantes industrielles), ayant largement délaissé les productions spécialisées. Ainsi, si parfois les sections de production de semences ont été gardées, les sections maraîchères ont été converties à la production céréalière. Comme ailleurs au pays, les sections qui ont souffert le plus ont été, dans tous les cas que j'ai rencontrés, les sections d'élevage. Généralement, les animaux ont été redistribués ou vendues aux villageois, et parfois les étables mêmes ont été vendues, pour être démolies par la suite par les nouveaux propriétaires. Même dans le cas où la nouvelle association juridique qui a hérité des actifs de l'ancienne CAP avait réussi à reprendre les étables (comme dans le village de Buna ou

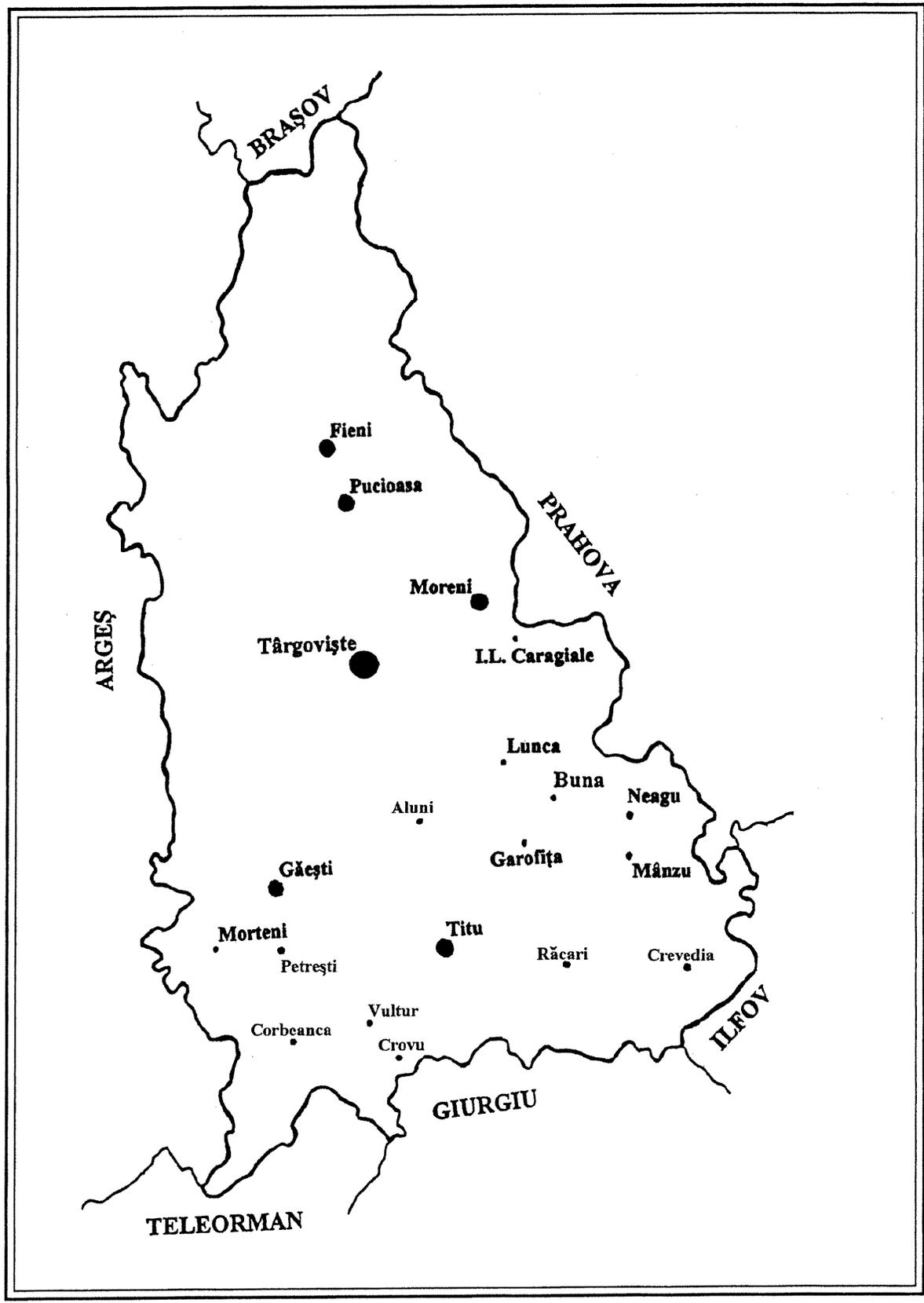
celui de Corbeanca¹⁶) l'activité zootechnique n'a continué que sporadiquement, pour être finalement abandonnée.

Par contraste, les associations familiales connaissaient une situation plus diversifiée. Les plus grandes (au-dessus de 5 hectares) se sont orientées presque exclusivement vers l'agriculture; tandis que les plus petites (moins de 5 hectares) se sont orientées vers la production animale bovine. Néanmoins, la faible étendue de leur terres et le bas niveau de leurs effectifs (en deçà de 30 têtes) ne font de ces dernières associations autre que des exploitations familiales un peu plus développées. Je considérerai, à travers ce qui suit, seulement les associations familiales à caractère agricole, et en particulier celles qui présentent une certaine envergure et peuvent ainsi être considérées comme faisant véritablement partie de la "grande agriculture". Aussi, je considérerai seulement les associations de la partie sud du département. Celles-ci étaient non seulement majoritaires au niveau du département, mais elles se concentraient aussi dans le secteur agricole, les quelques associations de la zone nord du département étant de petite envergure et orientées principalement vers l'élevage.

8.2.2. Les sept premières années de transition (1990-1996): reproduction des structures de pouvoir et des réseaux

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les sept premières années de la transition en Roumanie ont débouché, en agriculture, sur une "transformation récupératrice" de l'ancien secteur coopératif. Le département de Dâmbovița n'a pas fait exception. À travers l'analyse des cas concrets rencontrés dans la partie sud du pays, zone principalement concernée par les transformations du secteur coopératif, nous verrons en quoi exactement ont consisté ces transformations, en mettant en évidence en particulier deux phénomènes: le recyclage interne des cadres, et la continuation des réseaux informels hérités de l'économie socialiste. À travers ces phénomènes nous verrons aussi quelle était la nature des relations qui s'établissaient à l'intérieur du secteur associatif entre les différents acteurs (et spécifiquement entre présidents d'associations et chefs des Agromecs).

¹⁶ Voir, pour les localités du département de Dâmbovița mentionnées dans ce chapitre, carte 12, page 276.



Carte 12. Quelques localités du département de Dâmbovița après 1989.

8.2.2.1. Le recyclage interne des cadres: "nous restons entre nous"

Ce qui semble ressortir de l'examen des nombreux cas que j'ai rencontrés sur le terrain est que le secteur associatif a connu non pas tant une infusion de nouveaux acteurs qu'une circulation interne des anciens cadres en agriculture. Cette circulation reflète deux phénomènes différents affectant la structure d'ensemble de l'ancienne bureaucratie agricole, autant étatique que coopérative: une "sortie dirigée" au bas de la hiérarchie, et un maintien, relatif mais ayant de l'ampleur, au sommet de la hiérarchie.

Ainsi, au bas de la hiérarchie bureaucratique agricole, une partie des anciens cadres de l'agriculture ont quitté le secteur de l'exploitation agricole pour rejoindre les rangs des fonctionnaires. Comme nous l'avons vu auparavant (chapitre 5), ceux qui se trouvaient pendant la période socialiste au plus bas de l'échelle interne de la hiérarchie des cadres agricoles étaient les agronomes des CAP, et en particulier ceux qui ne combinaient pas leur emploi en tant qu'ingénieurs avec des postes politiques ou de décision. Ils ont été recyclés généralement dans les "Chambres agricoles"¹⁷ affiliées à chaque commune, qui relèvent de la direction agricole¹⁸ départementale. Ils étaient ainsi employés du ministère de l'Agriculture, ayant en charge la cueillette de données concernant les unités et les agents agricoles du département, ainsi que de disperser des conseils spécialisés à ces agents. En pratique, ils effectuaient leur activité dans les mairies et étaient parfois utilisés par le maire pour diverses tâches administratives. Plus d'une fois, dans mes pérégrinations au sud du pays, je retrouvais à la mairie un de ces ingénieurs, aussi bien informés sur la situation de la commune que désireux d'en parler. Depuis le changement de gouvernement à la fin de 1996, et face à la situation d'incertitude résultant des multiples vagues de restructuration, en particulier d'une possible coupure dans les postes relevant du ministère, ils espéraient prendre la place des agents agricoles locaux (qui étaient souvent des employés de longue date de la mairie), et s'assurer ainsi un emploi au niveau local.

À l'autre bout, les échelons supérieurs de la bureaucratie agricole du socialisme, constitués par les cadres employés dans les unités agricoles d'État (IAS, complexes d'élevage animal ou SMA), avaient généralement conservé leurs emplois tout comme leurs

¹⁷ Les "Chambres agricoles" étaient des centres communaux du ministère de l'Agriculture destinés à la dissémination de l'information spécialisée, ainsi qu'à la collecte de données statistiques concernant l'agriculture. Chacune employait, en 1998, un ou deux ingénieurs agronomes.

¹⁸ Les DGAA, ou les "Directions générales de l'agriculture et l'alimentation". Ces directions étaient les filiales départementales du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

positions privilégiées à l'intérieur de leurs unités. En fait, le maintien de ces unités pendant les sept premières années de la transition fit que, même dans les conditions d'une réduction de leurs activités (plus prononcée dans le cas des SMA, et moindre dans le cas des IAS et des complexes), les cadres qui se trouvaient à leur tête firent les derniers à subir la restructuration du personnel. Quand celle-ci est arrivée (en particulier dans le cas des SMA, comme nous le verrons par la suite), elle a pris plutôt la forme des retraites anticipées que des licenciements.

Entre ces deux niveaux de la hiérarchie agricole et les deux mouvements correspondants ("sortie dirigée" et maintien), nous constatons, au niveau intermédiaire, la plus grande volatilité. Ce niveau était formé par les anciens cadres supérieures des CAP, présidents de coopérative ou ingénieurs agronomes détenant un poste politique et/ou de décision (par exemple, secrétaire de l'organisation locale de Parti, chef du centre zonal de coordination politico-économique de l'agriculture)¹⁹. Ce sont eux qui, avec la dissolution des anciennes coopératives, ont connu les premiers la perte de leurs emplois et ainsi de leurs positions dans la hiérarchie agricole.

Le recyclage de ces cadres dans le secteur associatif qui a pris la relève des anciennes coopératives n'a pas été automatique. Tout d'abord, le bassin d'emploi dans des postes de décision offert par le nouveau secteur associatif était réduit par rapport à ce que l'ancien secteur coopératif offrait. Ainsi, même si le total des associations n'est peut-être pas si loin du nombre des anciennes coopératives (il y a un total de 60 associations, dont les 38 juridiques et les 22 familiales d'envergure), celles-ci n'offraient qu'un nombre très réduit de postes de décision correspondant à un emploi permanent. En fait, ce nombre était égal au nombre total d'associations, car, dans les conditions où les associations exploitaient une superficie réduite par rapport à celle des coopératives et n'étaient plus divisées en sections spécialisées, à chaque association ne correspondait plus qu'un seul véritable poste de décision, celui du président. Qui plus est, avec la chute du Parti communiste, toute la structure politique qui redoublait la structure économique en agriculture (les secrétaires de Parti au niveau des coopératives, zones et départements) a été dissoute et, avec elle, tous les postes qu'elle comprenait.

¹⁹ Je ne dispose pas de données précises sur les différentes catégories de cadres de la CAP pendant le socialisme, mais j'estime que cette dernière catégorie, celle des véritables cadres politisés, constituait un contingent assez nombreux, représentant autour d'un tiers du total des cadres de la CAP (qui inclut ainsi les ingénieurs agronomes "non politisés").

À l'intérieur de ce secteur en contraction, les anciens cadres du secteur coopératif ont dû résoudre le problème de la légitimité, dans les conditions où ils étaient associés de près aux méfaits du régime Ceaușescu par rapport à l'agriculture et plus particulièrement par rapport aux petites exploitations développées autour des lots personnels. Le recyclage à la tête des associations a ainsi été possible seulement grâce à une conjoncture spéciale tenant à leurs anciennes relations avec les villageois (en particulier au degré auquel ils avaient su accommoder, au temps de Ceaușescu, les demandes des villageois face aux pressions croissantes de la part de l'État pour une extraction maximale du surplus des coopératives), mais aussi à la charisme et à la détermination qu'ils ont su manifester lors du renversement de régime tout comme après l'adoption de la loi foncière. En fait, ce sont toujours ceux qui ont su prendre l'initiative pour la constitution d'une association lors de la dissolution de la coopérative qui ont réussi à se reconvertir dans le secteur associatif.

Certains d'entre eux n'ont pas réussi toutefois à y faire le saut, possiblement à cause de la contestation locale qu'ils ont connue après le renversement de régime, tout comme en raison du manque d'insertion locale dans les cas où ils n'étaient pas originaires du village où se trouvait la coopérative ou n'y habitaient pas. Ils ont ainsi pris d'autres chemins- soit pour bénéficier d'une retraite anticipée, soit pour reprendre un ancien emploi (en industrie ou à la SMA par exemple), soit finalement pour se lancer à leur propre compte dans le nouveau secteur privé.

Cette sortie multi-directionnelle des anciens cadres des coopératives s'est accompagnée d'une entrée de nouveaux acteurs. En fait, les associations ont constitué un domaine où les cadres sortants du secteur agricole étatique ont pu trouver eux aussi, parfois, un débouché. C'est ainsi qu'à la tête des associations juridiques et des grandes associations familiales j'ai trouvé, à côté des anciens présidents de CAP, des anciens agronomes des CAP, mais aussi des ingénieurs mécaniques des SMA ou des agronomes des IAS. Généralement, ce qui leur a valu d'être acceptés a semblé être non seulement une image positive de leur passé au temps du communisme, mais aussi leur insertion locale à travers les liens de parenté qui les unissaient au village. En effet, les présidents d'association de cette dernière catégorie étaient soit originaires du village ou de la commune de l'association, soit mariés avec une fille des lieux, ou encore habitaient tout simplement dans le village de l'association.

Le secteur associatif se constituait ainsi dans un espace où les positions de pouvoir ont connu une combinaison d'expulsion et de recyclage des anciens acteurs, et d'infusion de

nouveaux acteurs. Il faudrait remarquer que cette infusion fut horizontale, c'est-à-dire qu'elle provenait de manière générale dans l'autre partie de la bureaucratie agricole, celle qui activait dans le secteur étatique, et qu'elle resta ainsi interne à cette bureaucratie. En effet, j'ai rencontré sur le terrain seulement deux cas de présidents d'association provenant de l'extérieur de cette bureaucratie, ceux d'un prêtre et un d'ancien gestionnaire de "buffet"²⁰. Je considère ces cas exceptionnels, mais il est intéressant à remarquer que, même dans ces cas, les présidents faisaient partie de l'élite locale. La décollectivisation n'a pas entraîné ainsi de circulation verticale des élites économiques au niveau des associations.

Finalement, il faut noter que les mouvements que nous venons d'identifier à l'intérieur des structures de pouvoir du secteur agricole ont été, je le pense, plus accentués au début de la transition. C'est à ce moment que les anciens cadres ont dû faire face aux chambardements de leur position qui ont suivi le changement de régime de décembre 1989 et, par la suite, l'adoption de la loi foncière de 1991 débouchant sur la décollectivisation formelle. Après une période de plus intense mouvement en 1991-1993, le rythme de constitution de nouvelles associations a ralenti²¹, ainsi que, je le pense, le rythme de remplacement des acteurs déjà en place par de nouveaux. Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de la CDR et la nouvelle direction qu'il a donnée à la politique agricole en 1997, que les structures de pouvoir en agriculture ont été prises derechef dans des processus amenant un réaménagement significatif. C'est à partir de cette année que l'apparition de nouveaux acteurs (ce que j'appellerai les "nouveaux entrepreneurs") à l'intérieur de la grande agriculture, tendance relativement mineure jusqu'alors, prit une ampleur nouvelle et modifia la place que le secteur associatif et ses cadres y occupaient. Nous reviendrons à ces processus dans la partie dédiée au nouveau secteur des entrepreneurs. Entre temps, remarquons que ces processus n'allaient affecter, comme nous le verrons plus loin, les structures de pouvoir du secteur associatif lui-même que de façon quantitative et non pas de manière qualitative. En fait, ces structures allaient alors connaître une contraction par la sortie de certains acteurs, et non pas un véritable changement à travers une infusion d'acteurs venus de l'extérieur de la bureaucratie agricole (tels que les petits propriétaires eux-mêmes).

²⁰ Les tavernes socialistes villageoises.

²¹ Je rappelle que je considère ici toujours les associations comme faisant partie de la grande agriculture en excluant ainsi les petites associations familiales qui, elles, présentent d'autres rythmes de constitution ainsi que d'autres formes d'organisation

8.2.2.2. Le système des intégrateurs et la continuation des réseaux informels

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, bien que la dissolution du système de planification centralisée ait éliminé l'emprise directe de l'État sur la production et sur le surplus agricole, et que la décollectivisation formelle ait entraîné la diminution du secteur coopératif/associatif, la mise en place du système des intégrateurs par le gouvernement du PDSR a débouché sur la constitution d'une nouvelle structure englobant l'activité de ce secteur. Cette structure a servi ainsi non seulement à maintenir l'emprise de l'État sur la production agricole dans les secteurs associatif et étatique, mais aussi à constituer le cadre réglant les relations entre les associations et leurs partenaires d'affaires.

En fait, la transformation du système de planification centralisé dans le système des intégrateurs a débouché sur une structure où les flux des intrants et des produits agricoles suivaient les anciens chemins et où les anciens liens entre les acteurs du système étaient encore opérants. Les associations du département de Dâmbovița ne faisaient pas exception, et tous les présidents avec lesquels j'ai parlé témoignent de cette implication dans le système des intégrateurs. C'est à travers ce système qu'ils établissaient des rapports d'affaires avec leurs principaux partenaires, autant en amont (Agromec par exemple), qu'en aval (les Romcereal).

Ainsi par exemple, le système des intégrateurs fournissait aux associations certaines facilités quant à l'accès à des services mécanisés. En fait, héritant du manque marqué d'outillages qui caractérisait déjà les coopératives socialistes, les associations ont eu, tout comme les coopératives, besoin de services mécanisés de l'extérieur. À travers le système des intégrateurs, ces services ont été fournis par les anciennes SMA devenues ensuite Agromecs.

Pour une association participant au système des intégrateurs, le partenaire fournissant les services mécanisés, ainsi que les termes des rapports entretenus par l'association avec ce partenaire étaient déjà choisis et établis à l'avance. Les contrats standard réglant ces rapports étaient fournis par les Romcereal, les unités qui avaient, en fait, le rôle de coordination et de contrôle de ces rapports. Ainsi, à travers ces contrats à trois partenaires (Romcereal/association/Agromec), les associations bénéficiaient des services agricoles et de transport (de la récolte mais aussi des semences, engrais et herbicides) des Agromecs. Le paiement de ces services était fait à travers un schéma

complexe. Tout d'abord, en vertu d'un contrat d'engagement de livraison d'une certaine quantité de produits agricoles (contrat chapeauté par le Romcereal, qui était le bénéficiaire des produits), l'État (à travers la Banque agricole) allouait un certain crédit (subventionné) à l'association signataire du contrat. La gestion concrète du crédit était réalisée par le Romcereal, qui payait, à partir du compte de crédit de l'association, la contre-valeur des services mécanisés qu'un Agromec réalisait pour l'association respective. Au moment de la récolte, l'association rendait au Romcereal non seulement la quantité de produits qu'elle s'était engagée à lui vendre, mais aussi la valeur en nature des services exécutés par l'Agromec. Dans les conditions où les prix des services agricoles étaient établis (tout comme le prix de vente des produits agricoles) par l'État, et où le crédit dont disposait le producteur ne portait pas d'intérêt, il semble que les termes de ces contrats étaient favorables plutôt aux associations qu'aux Agromecs. En effet, étant donné que les Agromecs ne pouvaient pas augmenter les prix de leurs services, pendant que les prix de leurs intrants (pièces d'échange, diesel) augmentaient à un rythme assez soutenu (comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent), il semble que l'intégration des Agromecs dans le système des intégrateurs a constitué un autre facteur qui a probablement contribué à la baisse de leur activité²², tout en prolongeant la survie des associations.

Permettant l'accès des associations à des crédits à intérêt subventionné, le système des intégrateurs a également été vital pour les associations, car il leur a permis non seulement de faire certains investissements dans des outillages et de la machinerie agricole, mais aussi, dans le cas où les associations démarraient souvent sans aucun revenu initial, de commencer le cycle de production. C'est le cas par exemple des associations familiales qui non seulement n'héritaient rien des anciennes CAP mais aussi avaient du mal à convaincre leurs membres à participer avec autre chose que simplement de la terre (comme par exemple avec de l'argent). L'incapacité des associations à se constituer en entreprises mobilisant les ressources de leurs "associés" a été ainsi contrebalancée par les ressources fournies par l'État à travers le système des intégrateurs.

Le système des intégrateurs a contribué toutefois, tout comme le système de planification du socialisme, à forger et à maintenir non seulement des liens formels, mais aussi des liens informels entre les acteurs de la grande agriculture associative et étatique et

²²Je ne dispose pas de chiffres portant sur les niveaux des prix des services mécanisés, mais, d'après les témoignages des ingénieurs mécaniques auxquels j'ai parlé, il semble que, surtout vers la fin du deuxième mandat du PDSR (1994-1996), ces prix ont augmenté beaucoup moins que les prix des intrants des Agromecs.

les différents autres acteurs économiques. En fait, tout comme auparavant dans l'économie planifiée, la simple participation des associations au système des intégrateurs ne garantissait pas automatiquement le succès de leurs actions. Il fallait encore pouvoir utiliser les possibilités offertes par le système à son propre avantage, avoir accès aux meilleurs contrats et possibilités de subvention, et surtout, dans un environnement se trouvant en constant changement, à l'information sur les différentes politiques gouvernementales en cours ou à venir.

L'accès à cette information passait par les liens informels qui unissaient les présidents des associations aux autres acteurs de l'économie et de l'administration locale. Les endroits forts où se réaffirmaient ces liens, et où se réalisait l'échange d'information, se trouvaient être justement les sièges des agences gouvernementales impliquées dans la coordination de la chaîne agro-alimentaire, le Romcereal et la Banque agricole. C'est là, ainsi qu'à la Direction agricole (DGAA) du département, que les présidents d'associations, les directeurs des fermes d'État et des Agromecs se rencontraient et rencontraient les fonctionnaires de la structure économique et ministérielle locale dont ils essayaient obtenir les informations concernant les nouvelles possibilités d'affaires. Cette structure constituait toujours ainsi le lieu du savoir, là où il fallait se trouver si on ne voulait pas rester exclus du partage du gâteau. Conscient de l'importance de l'insertion dans cette structure, un président d'association familiale a même préféré garder, en dépit du salaire très bas, son emploi dans un centre zonal de protection des plantes appartenant au ministère de l'agriculture. Comme il me l'a dit lui-même, "Je garde cet emploi non pas pour le salaire, mais parce que, comme ça, je peux avoir accès à des informations de dernière heure".

L'accès à l'information, et ainsi aux subventions et aux contrats, n'était pas reparti de manière uniforme entre les différents acteurs du secteur associatif. En fait, cet accès et le fonctionnement des associations dépendaient de la place que leurs chefs avaient occupée durant le socialisme et ont occupé pendant la transition dans les réseaux locaux de connaissance. Ces réseaux transgressaient la frontière privé/État pour englober autant les présidents d'association que les directeurs des unités d'État. Ainsi par exemple, la présidente d'une association juridique a réussi à trouver un débouché pour sa production de semences grâce aux relations de longue date qui la liaient aux cadres de Semrom²³. Ceci lui a permis alors à continuer de produire la culture plus lucrative de blé de semence, avoir des

²³ Semrom constituait, rappelons-le, l'entreprise étatique en charge de la commercialisation de semences certifiées.

retrées plus substantielles et se maintenir ainsi en activité. Un autre président, cette fois-ci d'une association familiale, a réussi non seulement à vendre son blé à travers Romcereal, mais aussi à trouver un débouché pour son maïs à un FNC (*Fabrică de Nutrețuri Combinate*, Fabrique de Fourrages Combinés). Il faisait partie de la strate supérieure de la bureaucratie agricole pendant le socialisme, car il était employé non pas d'une coopérative, mais d'un centre régional spécialisé appartenant au ministère de l'Agriculture. Finalement, une ferme d'État a pu vendre sa viande (produite dans sa ferme porcine et à son abattoir) grâce aux relations qui unissaient son directeur aux autres bureaucrates locaux. Ainsi, après 1989, la mairie d'une commune voisine avait mis gratuitement à la disposition de la ferme un espace pour un magasin où la ferme vendrait ses produits.

Il y a eu, bien entendu, des cas où ces liens informels n'ont pas pu être entretenus après le changement du régime. C'est, je pense, le cas des cadres qui étaient marginalisés dès la période communiste. Il est intéressant de remarquer que, dans tout les cas que j'ai rencontré sur le terrain, et qui constituaient des unités qui avaient réussi à se maintenir jusqu'en 1998, leurs chefs me faisaient part de leur collaboration avec d'autres unités étatiques et ainsi de leur capacité d'assurer un débouché pour leurs associations. Il semble ainsi que ceux qui n'avaient pas réussi à se entretenir jusqu'en 1998 étaient justement ceux qui n'avaient pas su conserver leur insertion dans les réseaux de collaboration qui unissaient les unités agricoles de leurs bénéficiaires (en grande partie étatiques).

8.2.2.3. Les perdants du système: les anciennes SMA. Continuité des cadres et baisse de l'activité

Avant de voir qu'est ce qui s'est passé avec le secteur associatif de Dâmbovița après les changements entamés en 1997, nous devons nous attarder un peu sur le sort des SMA/Agromec, sort dont celui des associations continua à dépendre, comme nous le verrons plus loin, même par la suite.

Après le changement de régime de 1989, les SMA du département de Dâmbovița ont connu un déclin de leur activité. Ainsi, si certaines stations de mécanisation ont continué à travailler les terres des associations, généralement elles ont enregistré une baisse assez rapide de leur activité, suite à la diminution des superficies exploitées en régime coopératif/associatif et aux termes défavorables des contrats de Romcereal,²⁴. Comme me

²⁴ Je pense que cette baisse est intervenue dès que les CAP n'ont pu plus continuer à contrôler les superficies qu'elles détenaient pendant le socialisme, c'est-à-dire dès 1990.

le disait un directeur d'Agromec, les stations de mécanisation avaient perdu "l'objet du travail", le "front du labour" (expression socialiste qui représentait les campagnes agricoles comme des campagnes militaires). Ainsi par exemple, une station de mécanisation du sud de Dâmbovița, qui travaillait pendant le socialisme quelque 13.000 hectares répartis entre sept coopératives, ne travaillait en 1998 pas plus d'un quart de ces superficies.

Globalement, les directeurs des Agromecs ont adopté des stratégies qui visaient plutôt la survie que le développement de leurs unités. En fait, les directeurs et chefs de section des Agromecs n'ont pas fait d'efforts pour développer leurs entreprises (entretenir la machinerie, trouver des contrats intéressants et de nouveaux débouchés), ils "ont préféré vivre au jour le jour". Ils se sont souvent souciés seulement du seul maintien de leur postes et éventuellement des postes de leurs employés. Par exemple, un des plus gros Agromec du département (gros aussi parce qu'il n'a pas été divisé en sections) a continué à exister en tant qu'entreprise en dépit de la disparition quasi totale de ses activités. En 1997, à la veille de sa privatisation, il employait encore, à part une dizaine de conducteurs de tracteurs, une dizaine d'employés appartenant au personnel administratif. En même temps, il se cantonnait principalement dans la réparation et vente des outillages, et n'effectuait qu'occasionnellement des services agricoles.

De nombreuses stations de mécanisation ont survécu ainsi au bord de la faillite. Souvent, elles gardaient quelques tracteurs et moissonneuses-batteuses encore en fonction, mais leur machinerie avait vieilli et était devenue du "fer de récupération" (*fiare vechi*). Les Agromecs étaient "moribonds", vivant des liquidations et des ventes afin d'arriver à payer les salaires des quelques conducteurs qu'ils employaient encore. Ainsi, les Agromecs ont "mangé" leur capital pendant la transition.

8.2.3. Du système des intégrateurs à de nouvelles structures de circulation des produits agricoles (1997-1998)

8.2.3.1. Le blocage

Après 1997, les politiques agricoles du nouveau gouvernement de la CDR ont entraîné la transformation du secteur associatif, autant par une modification des contraintes structurelles externes pesant sur ce secteur, que par un ré-aménagement des relations et rapports à son intérieur.

Le démantèlement du système des intégrateurs a fait en sorte que les associations n'ont plus eu un accès privilégié aux subventions et crédits préférentiels pour le paiement des intrants (semences, engrais, services mécaniques, transport). Dans les conditions où les coupons distribués aux petits propriétaires n'ont représenté qu'une aide indigente, et ne se sont rendus (comme on va le voir plus loin) que partiellement aux associations, ces dernières ont subi pleinement les effets de la politique de libération des prix et des marchés du gouvernement. Elles ont été prises entre les ciseaux des prix, dans les conditions où les prix des principaux produits agricoles sont restés au même niveau que l'année précédente (ou même plus bas pour certains produits tels que soja, orge²⁵), tandis que les prix des intrants montaient en flèche. Dans les mots d'un président d'association locale, "Le prix du blé est en 1998 le même qu'en 1997, mais les coûts de production sont trois fois plus grands".

Le champ d'action des associations a été restreint non seulement par la diminution absolue et brutale des revenus résultant de l'évolution des prix, mais aussi par une diminution relative et conjoncturelle résultant du "grippage" des flux de circulation au long de la chaîne agro-alimentaire. Ce grippage, caractérisant d'ailleurs l'ensemble de l'économie roumaine, paralysait la circulation des intrants et des produits agricoles, et se traduisait, pour les associations, par le plus gros problème qu'elles ont rencontré après 1997, celui de l'écoulement de leurs produits. En fait, dans les conditions où l'État ne garantissant plus l'achat de produits agricoles à travers les Romcereal, les producteurs agricoles ont été laissés à la merci d'une demande interne qui se trouvait en forte contraction, tandis que le secteur privé s'avérait incapable de prendre la relève des réseaux étatiques pour écouler la production locale. Parallèlement, on ouvrait la frontière aux produits étrangers importés par des entreprises extérieures mieux organisées.

Le grippage n'était pas dû seulement à la diminution absolue des prix et de la demande, et au manque de liquidités qui s'en suivit, mais était entretenu par l'atmosphère de persistante incertitude caractérisant l'économie roumaine après 1997. En effet, et de manière paradoxale, en même temps que le gouvernement essayait de sortir l'économie de l'emprise de l'État, il continuait à la rendre dépendante de lui à travers le halo d'incompréhension et d'incertitude qui entourait ses propres politiques et leur mise en place

²⁵D'après les témoignages locaux, ces prix ont baissé de 2000 *lei* par kilogramme en 1997 à 1300 *lei*, en 1998, pour la soja, et de 800 *lei* par kilogramme, en 1997, à 650 *lei*, en 1998, pour l'orge. Pendant la même période, l'inflation était de 150% en 1997 et de 40% en 1998 (voir tableau 6.6., chapitre 6).

effective. Les producteurs agricoles étaient dépendants, en particulier, de l'avancée par le gouvernement de sa politique de privatisation des stations de mécanisation, fermes, complexes et silos d'État, tout comme de sa politique de prix agricoles. L'hésitation du gouvernement dans l'adoption et la mise en place des différentes mesures n'a fait que contribuer à entretenir une atmosphère d'attente et d'incertitude qui a engendré à son tour au "grippage" des flux.

Ainsi par exemple, la baisse de la demande interne de viande et la concurrence des produits étrangers se sont combinées à l'incertitude quant au rythme et à l'ampleur de la privatisation pour ralentir considérablement l'activité des complexes d'élevage porcins et de volaille, et des sections zootechniques des IAS. Dans le département de Dâmbovița, la fermeture de "Avicola Titu" (un mega complexe d'élevage de volaille) au début de la transition (en 1992) avait déjà réduit l'activité des FNC (Fabriques de fourrages combinés) et même provoqué la fermeture de l'une d'entre elles. Le ralentissement de 1997-1998 a débouché sur une réduction supplémentaire de la demande pour les céréales et fourrages produites par la grande agriculture étatique et associative. C'est ainsi qu'après 1997, quand la demande de la part de Romcereal n'a plus été assurée, la nouvelle baisse de la production animalière a entraîné un effet domino sur l'activité des FNC, et subséquemment sur celle des fermes d'État et des associations qui leur vendaient des céréales et fourrages.

L'écoulement de la production de blé n'était pas moins dépendant des politiques étatiques et de leur indétermination. Une des mesures qui ont affecté le plus les producteurs agricoles, après 1997, a été l'établissement par le gouvernement du prix du blé par l'accord d'une "prime de soutien à la production locale" (qui compensait pour la différence entre le prix national et le prix mondial). En vérité, comme le prix du blé sur le "marché libre" était toujours plus bas que celui annoncé par l'État, aucune vente de blé ne se faisait avant que la prime soit accordée.

En 1998, l'adoption finale et l'accord du montant de la prime du blé ont été retardés de plusieurs mois, bloquant ainsi toute vente de blé et donc la réalisation de revenus monétaires par les producteurs. Finalement approuvée en octobre 1998, la prime de 200 *lei* par kg a été octroyée néanmoins aux acheteurs et non pas aux producteurs de blé, contribuant ainsi à diminuer le prix d'achat des acheteurs et non pas à augmenter le prix de vente à la ferme (qui s'est finalement situé non pas à 1000 *lei/kg.* comme prévu, mais est descendu en deçà de 800 *lei/kg.*). Les producteurs ont ainsi dû faire face à des retards de

paiement de la part des acheteurs de blé et à des revenus monétaires de plus en plus maigres, ce qui a entravé sérieusement le démarrage des travaux agricole d'automne.

Le blocage a été accru parfois par la lourdeur de l'appareil bureaucratique d'État non pas à adopter de nouvelles mesures, mais même à appliquer des mesures déjà adoptées. Ainsi parfois, la diminution des rentrées des associations résultant de la baisse des productions, suite aux deux années de "calamités", n'a pas été contre-balançée par des mesures gouvernementales, même quand il y avait de telles mesures prévues par le gouvernement. Par exemple, une association qui avait été affectée par la grêle en 1996 avait réussi à obtenir une aide pour les calamités couvrant presque entièrement la dette qu'elle avait contractée et qui autrement serait restée non payée dans les conditions de la très maigre récolte. Malheureusement, l'aide promise et approuvée sur papier n'est arrivée dans ses coffres que deux années plus tard. L'augmentation de sa dette initiale, dans les conditions de forts taux d'intérêt, a fait en sorte que l'aide reçue n'a couvert, deux années plus tard, plus que moins du tiers de la dette.

8.2.3.2. Les relations en aval: de la coopération au grippage. Les nouveaux "intégrateurs": l'industrie alimentaire

Le démantèlement du système des intégrateurs et la détérioration des conditions économiques ont entraîné ainsi la transformation du secteur agricole régional, transformation dont le premier symptôme a été le grippage des flux de circulation. En même temps, à l'intérieur de ce secteur, les relations et les positions structurelles des différents acteurs ont commencé à se modifier. Dans un premier temps, sous le choc des transformations économiques intervenues après 1997, les anciens liens de coopération qui liaient les acteurs à l'intérieur du système des intégrateurs se sont ainsi "grippés". Dans les conditions du blocage général, les anciens partenaires des associations, "intégrateurs" ou autres, qui facilitaient naguère l'activité des associations, sont devenus leurs nouveaux rivaux.

C'est ainsi par exemple que les Romcereal se sont transformés, de coordonnateurs de la production et de la vente des récoltes des associations, en de simples intermédiaires entre celles-ci et les éventuels acheteurs. N'ayant plus de subventions à distribuer et ne garantissant plus l'achat de la récolte, les Romcereal sont arrivés à être perçus, par les associations, comme un autre facteur de blocage, un autre chaînon qui contribuait au retard des paiements dus en retour de leurs produits. Comme me le disait un président

d'association, en combinant la compréhension, l'appréhension et la résignation, "Ce n'est pas qu'ils ne veuillent pas prendre notre récolte, mais ils n'ont pas d'argent. Et alors tu dois attendre, la laisser en consignation et attendre".

Pour certaines associations produisant du tournesol, les fabriques d'huile se sont avérées être un remplaçant partiel de Romcereal, version libre marché néanmoins. Reproduisant la position dominante de Romcereal, les fabriques ont pris, tout comme celui-ci, le contrôle de la production (de tournesol) de l'association, fonctionnant autant en acheteurs de la récolte qu'en fournisseurs et intermédiaires pour les intrants (semences, engrais, herbicides ou même diesel pour les travaux). L'avantage pour certaines associations a été qu'elles ont pu avoir un débouché assuré pour leur production. Dans le cas où le paiement de la production se faisait à temps, les contrats avec les fabriques d'huile s'avaient être aussi une issue à la situation de blocage.

Il faudrait néanmoins remarquer que, même quand la fabrique respectait ses délais, c'était toujours elle qui avait le contrôle du contrat, tout en assumant les moindres risques. Par exemple, une association ayant signé un contrat pour sa récolte de tournesol avec une fabrique d'huile a reçu de celle-ci des engrais, herbicides et semences pour démarrer le cycle de production. Tous ces intrants étaient néanmoins fournis au compte d'un crédit calculé au taux d'intérêt du marché, crédit qui allait être remboursé au moment de la récolte en argent ou en nature, les prix des produits étant aussi ceux sur le marché au moment de leur livraison. Qui plus est, la fabrique, en envoyant les intrants, avaient aussi le contrôle de ces intrants, qu'elle imposait aux associations. C'est ainsi par exemple que ces dernières ont dû travailler avec une semence française 50% plus chère que la semence roumaine, semence qui, de plus, n'a pas résisté aux chaleurs accablantes de l'été 1998 (qui ont duré deux mois, atteignant des fois plus de 40 degrés Celsius) et a ainsi débouché sur des maigres récoltes (trois fois plus petites que celles escomptées).

Ainsi, dans ces cas et des cas similaires, les associations se sont trouvées, encore une fois, en situation de blocage: la maigre récolte de tournesol a débouché sur des dettes importantes envers les fabriques d'huile, dettes qui se sont accrues par la suite de façon vertigineuse en raison des taux d'intérêt très hauts. De plus, dans les conditions où le prix de vente n'était pas établi à l'avance, mais laissé au gré des variations du marché, et où ce marché ne faisait que diminuer ces prix, les revenus réalisés risquaient d'être finalement de beaucoup inférieurs aux coûts de production.

Après 1997, de nombreuses associations se sont retrouvées ainsi dans une situation de crise, affligées par des dettes croissantes et par des retards de paiement autant de la part des fournisseurs qu'envers leurs bénéficiaires. En automne 1998, elles arrivaient difficilement à s'en sortir pour réaliser les semailles sur leurs terres et continuer ainsi le cycle de production et donc, leurs activités.

8.2.3.3. La sortie du système des intégrateurs: les stratégies

Les associations ont dû ainsi avoir recours à plusieurs stratégies concrètes afin de faire face aux transformations survenues après 1997.

Une des stratégies les plus courantes a été la contraction de l'activité. En fait, n'ayant plus des crédits pour effectuer les dépenses liées à la production, et subissant le coup de deux années de "calamités" (de la grêle en 1997 et de la sécheresse en 1998) qui ont réduit fortement leurs revenus, les associations ont été contraintes de diminuer leurs activités, en restreignant l'utilisation des intrants et leurs dépenses en général, tout comme les superficies exploitées.

Certaines associations ont réduit ainsi, dans une première étape, la superficieensemencée à l'automne proportionnellement aux ressources dont elles disposaient déjà (semences, engrais, argent pour les travaux), espérant achever les semailles sur le reste de la superficie au printemps. La continuation du blocage a fait en sorte que cette situation a parfois débouché sur la contraction absolue des superficiesensemencées par l'association. Dans une commune du sud de Dâmbovița par exemple, de quelque 1000 hectares exploités par les deux associations juridiques de la commune, à peu près la moitié a été laissée en jachère durant l'année agricole 1997-1998.

Certains présidents d'association ont encore essayé de sortir du blocage en évitant de faire appel à des intrants de l'extérieur, soient-ils crédits ou encore semences, engrais ou herbicides. Plusieurs associations ont ainsi produit leur propre semence ou l'ont acheté directement de certains producteurs, sans passer par les firmes intermédiaires qui ont pour fonction de certifier la semence et de la traiter selon les normes. D'autres encore ont diminué considérablement l'utilisation des engrais. Une association juridique ayant reçu avant 1997 gratuitement, de la part du gouvernement, quelque 200 tonnes d'engrais chimiques par année (sur 300 qu'ils utilisaient), ne s'est permise d'en acheter, en 1998, que 50 tonnes. C'est dans cette diminution drastique de l'utilisation des intrants que son

président voyait d'ailleurs la cause de la baisse de sa production par hectare (de 3500 kg à 2500 kg et même 2000 kg pour le blé).

En même temps, la vente des produits de la part des associations a diminué. Certains présidents ont préféré ainsi, face aux prix très bas des produits agricoles (et en particulier du blé et de l'orge), de garder la récolte de l'association en stock (en attendant en particulier l'annonce et l'accord des primes par le gouvernement) ou encore d'augmenter les quantités redistribuées aux membres.

Les associations ont ainsi essayé de réagir aux conditions économiques défavorables et à la déstructuration de l'ancien système des intégrateurs en diminuant leurs interactions avec l'extérieur, tant au niveau des intrants qu'au niveau de la production. En même temps, elles ont eu recours à une contraction de leur activité tel que, comme me le disait un ingénieur agronome d'une Chambre agricole communale, elles en sont arrivées à pratiquer une agriculture "au niveau des sommes obtenues à travers les coupons". Cette contraction est allée parfois même vers la division ou la liquidation de plusieurs associations²⁶.

Néanmoins, plusieurs associations se sont maintenues et ont dû ainsi participer à la restructuration du champ économique ambiant. Si l'isolement semblait être une des stratégies poursuivies, elle n'était toutefois pas la seule. Nous considérerons, dans ce qui suit, plus particulièrement la relation entre associations et Agromecs, pour voir non seulement les possibles voies de leurs relations réciproques, mais aussi les possibles trajectoires des associations après le démantèlement du système des intégrateurs.

En dépit des transformations certaines de l'ancien secteur coopératif (secteur qui liait ensemble les CAP et les SMA au temps du socialisme), les destinées des Agromecs et associations ont continué d'être interdépendantes pendant la transition. Néanmoins, leur inclusion dans le système des intégrateurs n'a pas signifié une continuation pure et simple des anciens liens et rapports établis entre CAP et SMA, mais un accommodement réciproque mouvant qui n'a pas exclu par endroits les conflits ou les divergences de voies. Le démantèlement de ce système après 1997 n'a fait que poser de façon encore plus aiguë le problème de la nature de leurs rapports.

Nous avons vu que les rapports entre associations et Agromecs étaient, au temps où les deux étaient inclus dans le système des intégrateurs (1990-1996), favorables surtout aux associations. En fait, plusieurs directeurs d'Agromec que j'ai rencontrés ont blâmé

²⁶ Je ne dispose pas de chiffres, mais j'ai entendu parler, à maintes reprises, à travers les villages visités, d'associations qui ont restreint leurs superficies ou qui sont carrément disparues.

l'inclusion dans ce système pour la baisse de leurs performances et ainsi la baisse de leurs activités. Les changements survenus après 1997 ont modifié l'équilibre. La dissolution du système des intégrateurs a affranchi les Agromecs de la "camisole de force des prix fixés par l'État" et ceux-ci ont pu et dû, forcés en partie par l'augmentation des prix de l'énergie, augmenter le prix de leurs services et ainsi leurs revenus.

Cette augmentation et le blocage plus général de l'activité économique ont néanmoins joué de façon négative sur les rapports entre associations et Agromecs. Ainsi, face à leur propre manque de liquidité, les associations ont préféré payer d'abord les dettes à l'État et à la banque et seulement par la suite, c'est-à-dire très en retard, s'acquitter de les dettes envers les Agromecs. En effet, en se basant sur les relations informelles qu'ils ont développées avec les directeurs des SMA/Agromec au fil des années, les présidents des associations ont choisi de les laisser attendre afin d'honorer un débiteur qui devenait de moins en moins tolérant, soit l'État et son appareil de taxation.

Même avant 1997, certains Agromecs ont essayé de trouver des avenues alternatives au seul travail des terres des associations. Ainsi, certains se sont réorientés, du moins partiellement, vers les petits propriétaires, vus comme plus fiables et prompts sur le plan du paiement pour les services fournis. Néanmoins, cette réorientation n'a pas constitué une avenue viable, tant en raison de la difficulté de réaliser des bénéfices intéressants à partir du travail de petites parcelles éparpillées, qu'à cause de l'existence d'une concurrence de la part des petits propriétaires eux-mêmes, dont certains avaient acquis des tracteurs. D'autres Agromecs encore ont essayé de se lancer dans l'exploitation directe des terres, en prenant en location celles des petits propriétaires. Néanmoins, ne disposant pas de capitaux à investir pour initier le cycle de production, les Agromecs ont dû, tout comme les associations, faire appel aux crédits. Au moment où les crédits n'ont plus été subventionnés, les stations de mécanisation sont entrées en suspension de paiement et leurs dettes ont augmenté en flèche.

En même temps, les associations elles-mêmes ont essayé, et ceci déjà avant 1997, de se doter d'une certaine autonomie par rapport aux Agromecs en se procurant leurs propres machinerie et outillages agricoles. En fait, les facilités accordées par le gouvernement du PDSR (à travers le système des intégrateurs) ont permis aux associations de réaliser des bénéfices qu'elles ont pu réinvestir, du moins partiellement, dans l'achat de la machinerie, d'habitude un tracteur ou deux, et parfois même une moissonneuse-batteuse. Dans le cas des associations juridiques, de taille plus grande, cette dotation s'est

généralement avérée insuffisante pour le travail des superficies exploitées. En dépit du fait qu'elles ont parfois bénéficié de l'avantage de reprendre à bas prix les outillages des anciennes coopératives, elle ont aussi dû faire appel aux services des Agromecs ou d'autres pourvoyeurs de services. Pour les associations familiales, de tailles plus modestes, la machinerie a été généralement suffisante pour faire face à leurs besoins.

Après 1997, la dégradation des conditions économiques a posé aux associations le problème de l'autonomie par rapport à l'extérieur de façon plus urgente. Voulant se munir au moins contre l'influence néfaste des prix montants des services agricoles, certaines associations ont essayé de trouver des voies leur permettant une plus grande isolation et autosuffisance.

Une des voies suivies a été la fusion entre l'association et un Agromec. Dans le village de Crovu par exemple, la nouvelle association juridique formée, en 1992, sur quelque 200 hectares est entrée, dès sa constitution, dans une étroite collaboration avec la SMA locale. Dirigées par les mêmes chefs qu'au temps du régime communiste (l'ancien président de CAP et l'ancien directeur de section respectivement), les deux unités ont continué, à travers la collaboration personnelle de leurs président et directeur, la collaboration institutionnelle qui avait uni la CAP et la SMA.

Après 1996, le manque de liquidités a été compensé par le président de l'association par une méthode particulière de redistribution des coûts entre les membres de l'association. En fait, chaque membre avait à payer la partie des coûts des services agricoles correspondant à la superficie qu'il détenait dans l'association. C'est ainsi que le président a pu continuer à payer les services mécanisés de l'Agromec et donc assurer la collaboration de son unité avec l'Agromec.

La privatisation des Agromecs a donné l'occasion aux deux chefs d'unité de pousser encore plus loin leur collaboration. C'est ainsi qu'ils ont convaincu les membres de l'association de devenir, en même temps, les actionnaires de la section de mécanisation, et qu'ils envisageaient, à la fin du processus de privatisation, la fusion entre une section de la SMA et l'association juridique ("nous, nous allons tous unis ensemble").

Si certaines associations ont ainsi pu déboucher sur une fusion avec les Agromecs, il faudrait voir néanmoins que la majorité ont suivi une voie plutôt divergente. En fait, les cas de réussite parmi les associations comptent souvent celles qui ont su devenir le plus indépendantes au niveau des services agricoles. Par exemple l'association de Morteni, la

plus grande association du département, couvrant plus de 1000 hectares, était dotée de 15 tracteurs propres lui assurant une certaine indépendance.

Certaines associations ont essayé, en fait, de se maintenir hors de la possible relation de dépendance face à un Agromec ou tout autre fournisseur de services agricoles. Car non seulement ces services coûtaient cher, surtout pour des unités en manque de numéraire comme les associations, mais aussi, comme me le disait un chef d'association, "ils ne font pas les travaux comme je le voudrais". C'est ainsi par exemple que j'ai rencontré des chefs d'association (autant juridiques que familiales) qui, ayant sous exploitation entre 200 et 300 hectares, ont essayé de se débrouiller avec leurs deux ou trois tracteurs qu'ils possédaient, même si cela signifiait une utilisation maximale pendant les campagnes agricoles²⁷. Ils déclaraient même avoir limité les superficies exploitées, et donc avoir refusé de nouveaux membres, afin de ne pas être contraints de faire appel aux services mécaniques de l'extérieur, et ainsi tomber dans la spirale des dettes.

Ces solutions, qui semblent viables et capables de parer, du moins partiellement, le blocage, n'ont toutefois pas été adoptées par de nombreuses associations. J'en ai rencontré seulement quelques cas très épars sur le terrain (un cas de fusion et deux cas de "marche vers l'indépendance"). La majeure partie des associations se débattaient avec des moyens en diminution devant des difficultés croissantes et arrivaient à peine à assurer leur survie.

Devant les nouveaux défis posés par les changements de 1989, mais aussi de 1997, les anciens cadres de l'économie coopérative ont développé des stratégies visant à maintenir leur place dans le système de production et de pouvoir local. Ils ont fait ceci en essayant de sauver les unités qu'ils dirigeaient, mais aussi, parfois, en créant des unités en dehors du système associatif. Nous verrons, dans ce qui suit, qu'il y avait en effet une troisième voie de sortie du système des intégrateurs, voie qui allait vers la transformation des associations, et vers le départ de leurs présidents du secteur associatif pour devenir des entrepreneurs indépendants disposant de leur propres outillages. En même temps, cette même porte de sortie était partie prenante d'un mouvement plus important de transformation du secteur associatif, qui comprenait, de manière plus large, la constitution

²⁷ Dans les conditions du manque de crédits et de la baisse des revenus après 1997, l'achat de nouveaux tracteurs n'était plus vraiment envisageable pour les associations. Ainsi, après 1997, la marche vers l'indépendance se manifestait surtout à travers l'utilisation maximale des ressources déjà disponibles.

de nouvelles unités qui n'étaient ni des associations ni des Agromecs. Ces unités allaient poser, comme nous le verrons, de nouveaux défis aux associations.

Chapitre 9. Le changement "du dehors": nouveaux acteurs et nouveaux rapports (1997-1998)

9.1. La création d'un système privé capitaliste après 1997

En dépit des essais des gouvernements FSN/PDSR de maintenir le contrôle étatique sur la grande agriculture à travers l'incorporation des associations et unités d'État dans le système des intégrateurs, dès les premières années après la chute du régime communiste l'agriculture roumaine a connu l'apparition de nouveaux acteurs agissant non seulement dans la petite agriculture pratiquée par les nouveaux petits propriétaires, mais aussi dans la grande agriculture.

En fait, même si les premiers gouvernements n'ont pas encouragé beaucoup le développement du secteur privé indépendant en agriculture, des possibilités nouvelles s'offraient après 1989 à ceux qui ne désiraient plus ou ne pouvaient plus faire partie du secteur associatif ou étatique, mais ne voulaient pas non plus se limiter à pratiquer une petite agriculture comme les nouveaux propriétaires. Par exemple, dès 1990, ils pouvaient constituer des sociétés commerciales à capital privé. Plus tard, ils ont pu aussi profiter, pour se lancer dans des entreprises agricoles privées, des débuts (timides) de la privatisation des stations de mécanisation (après la première privatisation de masse débutée en 1993, et surtout après la deuxième débutée en 1995), de la mise en "location en gestion" des sections des fermes et complexes d'État, et de l'adoption de la loi du fermage.

Dans le département de Dâmbovița, certains de ces nouveaux acteurs sont apparus à l'intérieur de la grande agriculture. Nous pouvons nous faire une idée de la configuration et de l'importance du nouveau secteur en analysant les données fournies par la DGAA de Dâmbovița, données concernant autant l'activité des "sociétés commerciales à capital privé" fonctionnant en agriculture, que l'état de la privatisation des Agromecs en 1998. Je pense que ces deux types de données (qui ne se juxtaposent pas, même si de nombreux Agromecs étaient déjà privatisés, et donc "à capital privé", en 1998) regroupent la majorité des nouveaux acteurs et ainsi peuvent nous donner des indications précieuses sur le nouveau secteur.

En 1998 il y avait 25 sociétés commerciales privées agricoles enregistrées dans le département de Dâmbovița. De celles-ci, environ la moitié (13) étaient engagées dans une combinaison d'exploitation agricole et d'élevage animal (ce que j'appellerais des unités

mixtes). De celles-ci, onze unités élevaient des bovins, et seulement deux unités élevaient des porcs et de la volaille respectivement. L'élevage était de taille assez restreinte: aucune ferme de bovins ne dépassait les 300 têtes, et la moyenne se situait à 110 tête/ferme. Les unités de ce secteur étaient constituées en majeure partie de sections de IAS ou de complexes d'élevage données en location au début de la transition. Leurs chefs étaient d'anciens cadres de ces mêmes unités (des chefs de section), ou encore, parmi les unités constituées de manière indépendante, d'anciens cadres de l'industrie alimentaire (abattoir).

Les entrepreneurs de ce secteur mixte occupaient une position marginale, autant par rapport à l'économie locale, qu'en ce qui concerne leur poids et position dans le domaine de la production zootechnique. Ainsi, ils se concentraient surtout sur l'élevage bovin, et laissaient l'élevage porcin et avicole, les plus importants au niveau de la consommation de viande en Roumanie, entre les mains des complexes d'État. Leur avenir était d'ailleurs incertain, dépendant non seulement de la façon dont la privatisation des sections de IAS et des complexes allait se faire (cela entraînera un simple transfert de propriété, ou tout simplement leur liquidation et donc destruction?), mais aussi de leur capacité à se maintenir dans un environnement où la baisse de la consommation de viande, la baisse des prix des produits animaliers, tout comme la concurrence de la part des produits étrangers leur posaient de gros défis.

Nous nous concentrerons ainsi sur l'autre catégorie d'entrepreneurs, ceux qui se lançaient principalement (et pour la presque totalité exclusivement) dans des activités reliées à l'exploitation de la terre. Nous constatons ainsi que, du total des sociétés commerciales privées agricoles enregistrées dans le département de Dâmbovița, douze unités pratiquaient une combinaison d'exploitation de terres en location et de "prestation de services" pour d'autres agents économiques (ce que j'appellerais des unités d'agro-services). Toutes les unités travaillaient de la terre en location¹, la superficie totale exploitée par l'ensemble des sociétés commerciales étant de 4753 hectares, ce qui représentait seulement un maigre 3% de la superficie arable totale du département. La superficie moyenne était de 190 hectares par unité, en dessous donc de la superficie exploitée par les associations juridiques.

Néanmoins, il faudrait voir que l'ampleur des activités d'agro-services était largement sous-estimée par ces données: le nombre d'agents impliqués dans ces activités

¹ À l'époque il n'y avait pas de nouveaux entrepreneurs travaillant de grosses superficies de terres en propriété privée. Du reste, la loi permettant la circulation de la terre fut adoptée seulement en 1998.

était en effet beaucoup plus grand, surtout si nous tenons compte de la transformation des Agromecs en sociétés privées. En effet, des 37 Agromecs enregistrés en 1998 par la DGAA, douze seulement avaient la "documentation en œuvre" ou "allaient être mises en vente", le reste de 25 étant déjà acquis par des acheteurs, et donc fonctionnant en tant qu'entreprises "privées" de prestation de services et d'exploitation. Les superficies exploitées par ces nouvelles unités ne figurent pas dans les données de la DGAA. J'estime que celles-ci pouvaient s'élever à autour 200 hectares par unité, donnant une superficie totale de quelque 5.000 hectares.

Les nouveaux acteurs de la grande agriculture se trouvaient à la tête non seulement des 12 compagnies commerciales à capital privé ayant des activités d'agro-services, mais aussi des 25 nouvelles compagnies privées résultées de la privatisation des Agromecs, compagnies qui elles aussi se concentraient dans ces activités, ce qui donne quelque 37 unités nouvelles.

La constitution du nouveau secteur s'est faite à travers deux processus parallèles: la décomposition du secteur associatif (qui a inclus la privatisation des Agromecs d'un côté et la transformation des associations de l'autre côté), et la montée "externe" de nouveaux acteurs. Nous analyserons ces deux processus en esquissant les caractéristiques de chacun à travers l'analyse des cas concrets rencontrés sur le terrain. Pour chacun des processus nous décrirons aussi plus en détail des trajectoires particulières d'entrepreneurs. Nous finirons cette partie en faisant une synthèse des caractéristiques communes des différents processus mis en évidence ici.

9.1.1. La décomposition du secteur associatif

9.1.1.1. La privatisation des Agromecs

Comme nous l'avons vu plus haut, après l'initiation du programme de privatisation de masse en 1995, la privatisation des Agromecs fut entamée, entraînant ainsi la sortie d'au moins une partie d'entre eux du système des intégrateurs. La dissolution de ce système et l'accélération de la privatisation après 1997 n'ont fait que donner une nouvelle ampleur à ce phénomène de sortie.

En 1998, plusieurs grosses stations de mécanisation devant être privatisées avaient déjà commencé à réduire leurs dimensions par la "division", un processus à travers lequel les anciennes "sections" locales rattachées aux coopératives devenaient des entreprises

indépendantes (l'idée étant que, dans un pays où les détenteurs de capital privé étaient rarissimes, de plus petites unités trouveraient plus vite d'éventuels acheteurs). Certains Agromecs avaient ainsi déjà entamé, ou même déjà réalisé, le processus de privatisation. La privatisation avait débuté principalement avec la deuxième privatisation de masse, quand une partie des actions des Agromecs (partie qui se trouvait dans les FPP, ou les "fonds de la propriété privée") fut achetée avec les "coupons" par des "gens de la région". Elle s'était poursuivie, pour certains Agromec, avec la privatisation des actions qui restait entre les mains du FPS (Fonds de la propriété d'État) à travers, souvent, les schémas PAS (Programme d'actions des salariés). Les stations de mécanisation qui n'avaient pas encore été divisées en sections se trouvaient néanmoins dans une situation de blocage par rapport à la privatisation, car "le capital social est trop grand et il n'y a personne qui soit intéressé à acheter".

En plus de leurs dimensions, c'étaient parfois les performances mêmes de l'Agromec qui jouaient contre le succès de sa privatisation. En fait, si l'Agromec fonctionnait mieux, il pouvait aussi payer de meilleurs salaires à ses employés, et ainsi disposer de plus de ressources pour un éventuel achat de leur part. Un des cas réussis de privatisation était justement celui d'un Agromec où un directeur énergique (et autoritaire) avait convaincu les salariés d'accepter qu'on leur retire mensuellement une partie du salaire pour payer les actions du FPS et ainsi achever la privatisation de leur entreprise dont ils devenaient copropriétaires.

Ainsi, certains Agromecs ont été divisés entre les anciennes sections et par la suite privatisés, tandis que d'autres ont été privatisés directement, sans être passés par la division (exemple, l'Agromec de Petrești qui est acheté en bloc par une firme de Bucarest, Agroprest). Par la suite, certains Agromecs plus dynamiques et déjà privatisés ont contribué eux aussi au processus de dissolution des anciennes stations de mécanisation, en commençant à englober les Agromecs moribonds et à leur acheter les outillages.

La privatisation des Agromecs a constitué, dans la deuxième partie de la décennie 1990, la plus considérable avenue débouchant sur la constitution de nouvelles entreprises hors du secteur associatif ou étatique. Car, même s'ils ont constitué les laissés pour compte des sept premières années de la transition, les Agromecs ont continué à représenter un réservoir important d'une ressource rare, mais indispensable à la production agricole: la machinerie et les outillages agricoles.

La privatisation des Agromecs a débouché sur la constitution d'entreprises qui, tout en reprenant de nombreux éléments des entreprises-mères (souvent, à côté des outillages et bâtiments, le personnel), ne constituaient pas moins un type nouveau, différent des anciennes stations de mécanisation. En fait, même avant 1997, la production agricole dans le nouveau type d'entreprise était articulée non pas dans un système intégrateurs/associations/SMA, mais dans une nouvelle configuration mouvante combinant le travail pour les associations avec le travail pour les petits propriétaires, la location des terres et la prestation de services.

La privatisation des Agromecs a été le fait autant des anciens directeurs, chefs de section et ingénieurs mécaniques que d'acteurs extérieurs au cercle des anciens cadres des Agromecs et même de l'agriculture dans son ensemble. Ainsi, des 25 Agromecs déjà vendus en 1998, 9 appartenaient à leurs anciens directeurs, 5 à des entrepreneurs privés autres que ces directeurs, 6 à des compagnies, 2 à des associations juridiques et 3 aux salariés.

Je considère que le nouveau secteur comprenait à proprement parler seulement les trois premiers groupes d'acheteurs (directeurs, entrepreneurs, compagnies) – donc une vingtaine d'Agromecs, tandis que les deux dernières catégories (associations juridiques et salariés) n'y trouvaient pas en vérité leur place, représentant, en fait, soit un retour aux structures associatives, soit une phase transitoire menant finalement vers une des trois premières catégories. Ainsi, le cas des Agromecs achetés par des associations juridiques correspondait, comme nous l'avons vu déjà plus haut, à un essai de la part des associations et des Agromecs de faire face aux nouvelles contraintes présentes après 1997, essai qui ne constituait pas, du moins pour le moment, une véritable sortie du secteur associatif. Quant au cas des Agromecs appartenant aux salariés, il représentait plutôt une phase transitoire qu'une voie d'avenir destinée à perdurer. En fait, comme nous le démontreront les cas que nous analyserons plus bas, les nouveaux entrepreneurs ont souvent fait appel, dans un premier temps, à ce rachat par les salariés, mais ils ont toujours fini par contrôler eux-mêmes la nouvelle société (en se nommant les représentants des "actionnaires" et en achetant petit à petit les autres actions).

Si nous considérons maintenant les acteurs faisant déjà partie du nouveau secteur, nous pouvons constater que la majorité des nouvelles unités étaient dirigées par des entrepreneurs individuels (anciens directeurs ou autres) qui s'impliquaient personnellement dans la direction des nouvelles entreprises agricoles. De plus, même dans le cas des

Agromecs achetés par des compagnies, certaines d'entre elles étaient, comme j'ai pu le constater sur le terrain, des compagnies familiales locales, dirigées directement par l'entrepreneur qui se trouvait à la tête de celles-ci.

Il y a néanmoins des cas où ces compagnies ont débouché non pas sur des entreprises familiales, que j'appellerais "personnelles", mais sur ce que j'appellerais des "entreprises agro-institutionnelles". C'était le cas des Agromecs achetés par des firmes extérieures au village, généralement urbaines et à activité principale non agricole, et où il n'y avait aucune implication personnelle des propriétaires de ces firmes au plan local et dans la gestion directe de la nouvelle entreprise agricole. C'est dans ce cas que la distance entre nouveaux propriétaires d'un côté, et les propriétaires des terres ainsi que les salariés de la nouvelle entreprise était la plus grande. Cette distance se manifestait par ce que l'unité agricole était dirigée non pas par le propriétaire de l'unité, mais par un directeur qui était seulement un salarié de ses patrons (le "patron" ne se trouvait pas impliqué dans le feu de l'action).

Un exemple de ces entreprises est fourni par l'Agromec de Petrești, qui a été acheté majoritairement (le reste étant encore entre les mains des actionnaires individuels qui en ont acheté des actions en utilisant les "coupons") par une firme ayant le siège à Bucarest et dont la principale activité était le commerce d'outillages agricoles. Cette firme a repris les outillages, bâtiments et personnel de l'ancien Agromec, et a nommé en tant que gérant l'ancien directeur de SMA. En renversant la politique de survie de l'Agromec, la nouvelle entreprise s'était lancée dans la location de terres et la réparation de ses outillages, et envisageait la réduction prochaine du personnel administratif surnuméraire. En 1998 elle était arrivée à travailler quelque 400 hectares en utilisant les dix tracteurs fonctionnant encore de l'ancien Agromec.

Nous ne pouvons pas dire pour l'instant si le nouveau type de l'entreprise institutionnelle est voué à demeurer une voie valable ou même à conquérir plus de terrain. Comme nous l'avons vu, la majorité des nouvelles entreprises comprenaient, à l'époque, des entreprises appartenant au type d'entreprise personnelle, dirigées par un entrepreneur qui s'impliquait directement dans la marche de son entreprise et dans la vie locale. Nous verrons en ce qui suit deux trajectoires individuelles de tels entrepreneurs.

Le retour d'un ancien cadre: le cas de Gane

Dans le village de Buna, le seul nouvel entrepreneur qui annonçait un possible changement dans la structure locale de l'exploitation de la terre (traduite dans la dichotomie petites exploitations privées/association juridique) était le nouvel acheteur de la section locale de l'ancienne SMA, M. Gane.

Suite à la mise vente, par le FPS, des actions de la section de Buna de l'ancienne SMA Mânzu, Gane avait acquis en 1997, en tant que seul acheteur de celles-ci, 47% des actions totales de la section. Les autres 53% restaient à l'époque entre les mains de quelque 480 actionnaires, des villageois qui les avaient achetées en utilisant les "coupons" acquis lors de la privatisation de masse de 1995. Par la suite, Gane a acheté encore plus d'actions, dépassant le cap de 50% qui lui donnait la majorité à l'intérieur de la nouvelle société. Le prix des actions était assez bas, car la section a été mise en vente avec ses dettes. Au moment de l'achat, ces dettes, qui avaient comme créateur le budget de l'État (comprenant l'impôt sur les salaires, la cotisation pour la santé et les TVA que l'ancien directeur de la section n'avait pas payées à temps) représentaient plus du double de l'estimation de son capital social.

Mais à part des dettes, la nouvelle société a hérité aussi de l'ancien Agromec des outillages et des employés. Ayant réparé les outillages existants dans la section, Gane reprenait déjà au printemps 1998 l'activité de la section et réalisait, fin 1998, des profits qu'il utilisait pour payer les dettes et réduire ainsi l'augmentation des pénalisations. Gane employait de manière saisonnière six des anciens conducteurs de tracteurs de la section (du printemps à l'automne, les mettant en chômage pendant l'hiver), en tant que contractuel un comptable et temporairement un gardien. Il employait aussi pendant les campagnes agricoles son propre fils, qui poursuivait des études universitaires en sylviculture, et à qui il pensait léguer la direction, puis, après sa mort, la propriété de l'entreprise.

L'acquisition de la section était définie par Gane en termes d'ambition personnelle: "quand je me décide à faire quelque chose, je ne change pas de chemin, j'y continue". Le succès dont son entreprise faisait déjà preuve était fonction non seulement de sa détermination et de son esprit d'organisation, mais aussi de son parcours et du réseau de relations dans lequel il avait réussi à s'insérer.

Fils d'un paysan moyen du village de Buna, Gane était parti jeune pour travailler dans l'industrie naissante de Târgoviște (à l'UPET, ou l'usine d'outillages pétroliers). Là-bas il a non seulement réussi avoir une carrière réussie (il est arrivé à être même "contremaître"

et chef de section, ayant sous sa subordination des ingénieurs), mais il s'est aussi lancé dans l'activité politique. C'est ainsi qu'en 1976 il est revenu en tant qu'activiste de parti dans son village natal. Suivant en parallèle des cours de l'Académie de sciences politiques de Bucarest (école préparant les cadres de Parti), Gane a été promu la même année président du Conseil populaire (maire) du village voisin de Dudeasca. C'est là qu'il est resté jusqu'au changement de régime.

La chute du régime communiste le surprenait ainsi dans une position assez controversée. En fait, le chambardement qui a suivi la fuite de Ceaușescu n'était pas trop favorable aux maires, figures locales souvent associées à la mise en pratique des politiques les plus détestées du *conducător*. En mars 1990, Gane quittait la mairie et revenait à son ancien poste de contremaître à l'usine UPET. Mais, loin de se cantonner dans un simple retour au travail salarié (qui lui a assuré néanmoins la très prisée "ancienneté" et donc une meilleure pension de retraite), Gane s'est aussi lancé dans les activités du petit commerce transfrontalier qui prenait son essor après l'ouverture des frontières qui a suivi la chute du régime communiste. Il a ainsi "fait la Turquie", c'est-à-dire qu'il est allé en Turquie pour en rapporter des marchandises par autobus, marchandises qui, surtout dans les premières années de la transition, se vendaient à très bon profit en Roumanie. Par la suite, quand le commerce avec la Turquie a commencé être moins payant, il a acquis une machine avec laquelle il a fait le ramassage des ordures au village et dans les villages avoisinants. C'est ainsi que, quand il a pris sa retraite en 1997, le capital accumulé grâce à ses activités entrepreneuriales lui a permis de se lancer dans l'activité agricole en achetant les actions de la SMA.

En tant que président du conseil populaire (maire), Gane était profondément impliqué dans l'activité agricole locale, étant, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, responsable de la mobilisation de la force de travail nécessaire à la CAP, ainsi que, de façon générale, de la réalisation du plan de production agricole de la commune. De fait, il était aussi inséré dans les réseaux d'entraide qui unissaient présidents de CAP, maires et ingénieurs en chefs.

Le succès de la nouvelle entreprise de services mécaniques dont il a pris la tête en 1997 a aussi dépendu de sa capacité à utiliser ses anciennes relations pour s'assurer une clientèle importante pour ces services. Ainsi, il a exécuté des travaux agricoles non seulement pour les "particuliers" (c'est à dire des petits propriétaires), mais aussi pour des associations juridiques (l'association juridique de Buna, mais aussi celle du village voisin

de Podu), ou pour la grande exploitation d'un nouvel entrepreneur d'un village appartenant à une commune voisine.

L'implantation au village: Marga

Une autre privatisation d'Agromec a apporté sur la scène villageoise non pas un natif de la région, mais quelqu'un venant de l'extérieur de celle-ci.

Après la division de l'ancienne grande SMA Titu en neuf sociétés (en fait les sections composant l'ancienne station de mécanisation) en 1996, sa privatisation s'est considérablement accélérée. La même année, les époux Marga décidaient d'acquérir une des sections de la station, la section du village d'Aluni. Ayant des liens de parenté et d'amitié dans ce village, ils ont réussi dans un premier temps à se faire nommer représentants de la majorité des actionnaires qui avaient acheté avec leurs "coupons" les actions de la section détenues par le FPP (Fonds de la propriété privée). Deux ans après, les époux étaient devenus majoritaires, en achetant la partie restant des actions du FPS (Fonds de la propriété d'État). La société était reprise par les nouveaux propriétaires et managers, tout comme dans le cas de la section d'Aluni, avec ses dettes (toujours envers le budget de l'État), tout comme ses outillages et ses employés.

Les époux Marga n'étaient pas nés au village, ni même dans le département de Dâmbovița. Originaires tous les deux de la Transylvanie, ils étaient venus dans les années 70, à la fin de leurs études universitaires, travailler à Târgoviște. Ils avaient tous les deux appartenu pendant le socialisme à l'élite départementale des cadres. Mme Marga travaillait en tant qu'ingénieur dans une usine de transformation du bois, tandis que son époux travaillait en tant qu'ingénieur sylvicole au centre départemental de domaines sylvicoles (forestiers) de l'État.

Après le changement de régime, Mme Marga donnait sa démission de l'entreprise où elle travaillait (qui était, de toute façon, en processus de restructuration et donc de réduction du personnel), et les deux époux commençaient à penser à se lancer dans une entreprise agricole. Pour ce faire, ils ont choisi tout d'abord de rester dans le département. Comme elle me le racontait,

"Nous sommes ici depuis vingt ans, vingt deux même. Nous nous sommes créés [ici], pas nécessairement des amis, mais des relations, des gens avec lesquelles tu as des relations permanentes. [...] Partout il te faut des relations. Quoi! Est ce que je vais les renouer moi, maintenant, [dans mon village] après que je sois partie [de chez mes parents]? Non".

Ils ne pouvaient plus retourner dans les villages de leurs parents, qu'ils ont quittés jeunes et où ils n'ont pas développé un réseau de connaissances aussi dense que dans le département. En fait, en tant qu'inspecteur au centre sylvicole, son mari non seulement sillonnait tout le département en allant visiter les différentes forêts éparpillées à travers le département, mais il se trouvait aussi dans une position privilégiée qui lui donnait accès à une denrée précieuse (le bois), qu'il pouvait utiliser pour établir de multiples relations. Ce sont ces relations qu'il a ainsi mobilisées afin de se faire investir en qualité de représentant des actionnaires de la section. En fait, l'un et l'autre n'étaient pas seulement en bons termes avec le maire de la commune, mais ils étaient aussi très amis avec l'ingénieur agricole auquel, comme me le disait Mme Marga, "mon mari apportait du bois" en douce, pendant le socialisme.

Dans leur cas aussi le capital nécessaire à l'achat de l'ancienne section de mécanisation provenait de l'extérieur de l'agriculture. En fait, c'est en utilisant les profits de la firme privée d'exploitation forestière fondée par le mari qu'ils ont réussi à se constituer une base assez considérable pour acheter les actions et entreprendre certaines réparations d'outillages et de bâtiments dans le cadre de la section.

Le travail dans les différentes firmes de la famille était divisé entre les deux époux. Ainsi, tandis que le mari s'occupait de la firme d'exploitation forestière, Mme Marga prenait en charge la société de prestation de services agricoles. Son mari l'aidait principalement avec l'achat des intrants nécessaires (diesel, pièces d'échange pour les outillages).

Les Marga ont choisi non pas de travailler avec les associations, mais avec les petits propriétaires, et même ils se vantent de travailler les 80% des terres d'un village avoisinant. Ils espéraient acquérir dans le futur la totalité des actions de la société en rachetant les actions qui se trouvaient encore entre les mains des autres actionnaires. Et ils voulaient se lancer aussi dans d'autres activités: une petite ferme de production animale et de produits animaliers (fromages); une foire dans le village.

Une autre voie de décomposition du secteur associatif a été la transformation des associations mêmes. Voyons, dans ce qui suit, en quoi consistait cette transformation.

9.1.1.2. La transformation des associations: de la coopération au fermage

Un deuxième phénomène qui allait dans le sens d'une décomposition du secteur associatif concernait non pas les anciennes SMA, mais les associations elles-mêmes. Cette décomposition se manifestait dans leur cas par leur métamorphose: d'unités comprenant l'obligation d'une certaine redistribution des ressources de l'unité envers les propriétaires de la terre et un certain contrôle de la part de ces derniers sur les actions du président, dans des entreprises agricoles dirigées par un entrepreneur indépendant, affranchi de tout devoir de redistribution envers des propriétaires de terre et de tout contrôle direct de leur part (nous reviendrons plus tard sur la place des présidents d'association à l'intérieur de leurs unités et sur les relations entre eux et les propriétaires des terres des associations).

Même avant 1997, mais aussi après, certaines associations avaient déjà commencé à diminuer leur caractère associatif en travaillant, à côté des terres "associées", des terres prises en location. La location pouvait constituer, en fait, le moyen que le président de l'association utilisait afin de se doter, face aux associés, de plus d'autonomie dans ses actions.

Nous devons remarquer, néanmoins, que la location n'était pas automatiquement équivalente à une sortie du secteur associatif. En fait, certaines associations ont loué de la terre pour agrandir les superficies exploitées, mais elles n'ont pas cessé pour autant de fonctionner principalement en tant qu'associations et de faire ainsi partie du secteur associatif. De la même manière, les IAS louaient de la terre des anciens propriétaires, mais elles restaient des unités étatiques. Finalement, la location par les Agromecs de la terre a débouché sur les mêmes problèmes de blocage rencontrés par les associations; dans ce cas, elle peut être considérée comme une action qui restait intégrée au secteur associatif. Tant que la location était un accessoire à l'association, à la ferme d'État, ou à un Agromec qui reprenait les mêmes schémas d'action que les associations, elle était intégrée et subordonnée au mode d'exploitation étatique ou associatif. Dans le cas de l'association, c'est seulement quand l'association se transformait complètement pour laisser place à un président qui n'était plus dépendant des associés, que nous nous trouvions devant un nouveau mode d'exploitation.

Je pense, en fait, que de nombreuses associations familiales, qui étaient d'emblée dépourvues de statut légal et de charte organisationnelle, se trouvaient déjà hors des structures associatives. Six des 44 associations familiales du département de Dâmbovița faisaient d'ailleurs déjà, selon les statistiques de DGAA, de la "prestation de services".

C'était peut-être alors seulement la facilité de se nommer ainsi, afin d'avoir droit à des relations informelles avec les propriétaires de terre en l'absence de tout contrat de fermage, qui entretenait la confusion linguistique et faisait que ces unités s'appelaient encore des "associations familiales".

Considérons par exemple le cas de Ghiță, le chef d'une association familiale locale. Gérant du buffet local sous les communistes, il s'activait également dans l'économie informelle du socialisme non seulement en trafiquant les produits alimentaires et de consommation qu'il avait sous contrôle, mais aussi en s'engageant dans la production et la vente, au marché paysan de Târgoviste, de fleurs et melons, qui lui assuraient parfois des gains considérables (en un jour, les ventes s'élevant au double de son salaire à la "coopération"²).

Après 1990, Ghiță s'est lancé en agriculture en devenant président de l'association juridique formée, sur les cendres de l'ancienne coopérative du village, sur quelque trois cent hectares. Après deux ans seulement, l'association connaissait néanmoins une division. Le comptable reprenait la direction de l'association-mère, tandis que Ghiță prenait la tête de la partie qui se séparait et devenait association familiale (occupant autour de cent hectares). En parallèle Ghiță achetait un tracteur et de la machinerie qu'il utilisait à titre personnel. Dans les conditions où sa collaboration avec une grosse association juridique d'un village voisin était devenue inopérante à cause du blocage de paiement des travaux par l'association, son sort était lié, en tant qu'entrepreneur indépendant de faible envergure, à celui des petits propriétaires, qui ne disposaient pas de revenus monétaires pour payer des travaux agricoles. En somme, c'était toujours l'association qui lui fournissait un espace d'activité plus large (de plus de cent hectares).

Un autre exemple est celui d'Andrei, chef d'une association de Podu. Ingénieur agronome travaillant dans une section régionale de la "Direction pour la protection des plantes" du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Andrei fondait, dès 1992, une association familiale dans son village natal et de résidence. D'une vingtaine d'hectares à ses débuts, l'association exploitait quelque 160 hectares en 1998. Les associés étaient des voisins, des parents et des amis. Andrei ne faisait pas de contrat formel avec ses associés, justifiant cela par le fait que la loi du fermage n'était pas encore adoptée à l'époque, et que

² En fait la "coopérative de vente de biens et services".

les gens évitaient généralement les formalités, ayant confiance plutôt en lui. Il se vantait de leur avoir donné autant que l'association juridique du village voisin, soit quelque 30% de la récolte. En même temps, il avait déjà acheté trois tracteurs à son compte, utilisant les bénéfices réalisées, et avait l'intention d'acheter aussi une moissonneuse-batteuse. Andrei disait qu'il avait l'intention de passer à la location et de "clarifier" les relations entre lui et les associés et entre lui et l'État. Il utilisait d'ailleurs déjà ses tracteurs pour travailler non seulement les terres de l'association, mais aussi faire de la prestation de services envers divers "particuliers" (petits propriétaires). Il avait l'intention, au moment où la "terre allait se mettre à bouger" d'acheter de la terre, pour travailler sa propre terre et non plus celle des autres.

Remarquons finalement que ce n'étaient pas seulement les présidents d'associations familiales qui agissaient et désiraient se déclarer en tant qu'entrepreneurs indépendants, mais aussi les présidents des associations juridiques. Prenons par exemple le cas de Mitu. Ancien agronome de CAP, Mitu a continué sa carrière en agriculture en prenant en 1992 la tête de la nouvelle association juridique formée sur les décombres de la coopérative locale de son village. Après quelques années, il a fondé par scission une autre association juridique. Néanmoins, la position de président d'association ne le contentait pas. Car, comme il me le disait, "tout part de l'argent. Tu cours, tu achètes des outillages, et ensuite quand il s'agit de partager l'argent, on doit partager à plusieurs, car on est en association". Il ne voyait pas l'association comme "quelque chose de correct". Lui, en tant que président, avait garanti pour les prêts de l'association avec sa propre maison, donc il avait pris le risque qu'en cas de faillite de se voir enlevé la maison. Il voulait, par contre, que la loi donnât la possibilité de garantir un prêt avec la terre (ce qui n'était pas encore possible, car la terre n'avait pas encore de valeur marchande), ce qui aurait réparti de façon équitable les risques entre tous les associés. "Moi, je me débats, j'engage ma maison pour acheter des outillages, mais sommes-nous égaux? Conformément au statut, oui". C'est ainsi qu'il pensait abandonner son statut de président et partir en entrepreneur indépendant travaillant la terre des propriétaires en location: "Mais alors, pourquoi ne pas prendre la terre en location?! Dans ce cas, tu sais clairement ce que tu fais, ce que tu donnes, et tu sais pour quoi tu te débats, pour quoi tu cours".

Mais à côté de cette décomposition interne du secteur associatif, il y a eu aussi une création de nouvelles unités par la montée "indépendante" d'acteurs extérieurs à ce secteur.

Voyons, dans ce qui suit, en quoi cette montée a consisté dans le département de Dâmbovița.

9.1.2. La voie indépendante

En même temps que la décomposition du secteur associatif/étatique entraînait la reprise de certaines unités de ce secteur par des acteurs s'érigeant en entrepreneurs indépendants, de nouveaux acteurs apparaissaient dans la grande agriculture et jetaient les bases d'entreprises agricoles établies sur des bases nouvelles, à travers l'infusion de capital, outillages et actifs provenant de l'extérieur du secteur associatif. C'est ainsi que des unités d'agro-services se sont constituées hors de la transformation des Agromecs ou des associations existantes, à travers l'achat d'outillages nouveaux ou usagés, provenant de la production interne ou étrangère.

Dans ce secteur, nous retrouvons la même variété d'acteurs que dans le cas des nouvelles unités constituées à travers la décomposition du secteur associatif et en particulier à travers la privatisation des Agromecs. Nous trouvons ainsi ce que j'ai appelé plus haut "des entreprises institutionnelles". C'était le cas, par exemple, d'une compagnie de la ville voisine de Brașov qui s'est lancée en agriculture en mettant en marche une unité d'agro-services dans la commune de Răcari. Elle engageait en tant que manager un ancien ingénieur agronome, qui gérait les diverses activités de l'unité: le travail de la terre prise en location des villageois; la "prestation de services" pour les petits propriétaires et l'élevage animal de deux cent porcs. L'activité de l'unité a débuté en 1993 avec le travail de quelque 150 hectares éparpillés en petits lots. En 1998, elle arrivait à travailler près de 550 hectares, tout en ayant réussi à regrouper les lots dans de plus grosses parcelles. La compagnie de Brașov fournissait les outillages (parmi lesquelles sept tracteurs, des combines etc.), tout comme les autres intrants (semences, engrais, pesticides). Tout le personnel de l'unité était salarié, y compris le gérant.

En même temps, ici aussi nous retrouvons des entreprises personnelles. C'était le cas, par exemple, de celle appartenant à M. Vasile.

Le retour au village: Vasile

Vasile, le nouvel entrepreneur dont la prospérité en affaires se reflétait dans l'imposante et moderne villa qu'il s'était construite au village de Vultur, était un natif. Né

au village d'une famille de paysans, il était parti dans sa jeunesse travailler en industrie, et avait réussi à occuper un poste au service d'organisation du travail de la prestigieuse et gigantesque usine pétrochimique de Pitești, le chef-lieu du département voisin d'Argeș.

Après le changement de régime, tout en gardant son poste en tant qu'employé d'État, il a commencé à se lancer en affaires à son propre compte. Sa première firme d'envergure a été un commerce de matériaux de construction dans la commune voisine de sa commune natale. En 1993 il a commencé à acheter des outillages agricoles neufs, mais aussi usagés, provenant de la SMA locale.

Sa position à l'usine pétrochimique de Pitești, qui constituait une des plus importantes unités économiques industrielles de la zone, lui a permis de se constituer un ample réseau de connaissances. En fait, en tant qu'employé au service d'organisation du travail il détenait le contrôle d'une ressource très convoitée: l'accès à l'emploi industriel dans un secteur, la pétrochimie, qui se trouvait, pendant le communisme mais aussi au début de la transition, au sommet de la hiérarchie économique. C'est ce réseau qu'il a mobilisé plus tard pour avoir accès à l'information sur les crédits BERD pour le développement de l'agriculture privée, ce lui a permis d'obtenir des crédits d'achat d'outillages à un taux d'intérêt subventionné à 70%.

En 1998, il avait sept tracteurs, trois moissonneuses-batteuses et différents outillages agricoles. Il employait treize salariés, dont les conducteurs de tracteur de l'ancienne SMA et un ancien président de CAP qui servait de contremaître. La firme de Vasile travaillait en 1998 près de 700 hectares, dont 400 hectares aux deux associations de la commune, et le reste aux petits propriétaires. La nouvelle entreprise, qui combinait maintenant commerce et "prestation de services", avait son siège dans le village natal, dans la cour même de la maison de ses parents. Les membres de sa famille étaient d'ailleurs impliqués dans les activités de la société: sa sœur s'occupait de la gestion du dépôt de matériaux de construction, tandis que sa femme prenait en charge la comptabilité des activités agricoles. Son fils, étudiant à l'université en agronomie (biotechnologie), venait en vacances surveiller l'exécution des travaux agricoles par les tractoristes.

La trajectoire de Vasile dans le monde de l'entreprise privée se caractérisait par la diversification des activités économiques dans lesquelles il était impliqué. Ainsi, au village, l'activité de prestation de services agricoles se combinait avec l'activité d'un moulin de farine de maïs. Elle se combinait aussi avec une activité de commerce de détail à l'intérieur d'un magasin mixte d'aliments et boissons et d'un bar. Employant un vendeur, le magasin

était néanmoins géré par Vasile lui-même qui, à l'aide de son épouse, s'occupait aussi de son approvisionnement.

En même temps, Vasile a continué à s'impliquer dans des activités à l'extérieur du village, témoignant ainsi non seulement du rayonnement de ses réseaux passés, mais aussi de son effort continu de les entretenir et agrandir. Il était ainsi associé, avec quelques autres partenaires, dans une fabrique de marbre de Bucarest, tout comme dans une autre firme de récupération et vente de fer usagé à Pitești.

9.1.3. Quelques conclusions

Après avoir vu les différentes trajectoires que les entrepreneurs ont suivi avant d'aboutir à la tête d'une entreprise agricole appartenant au nouveau secteur, nous essayerons d'en dégager certaines caractéristiques.

Ainsi, nous pouvons constater que les deux voies que nous avons dégagées, la décomposition du secteur associatif/étatique et l'apparition autonome d'entreprises, ne sont pas strictement séparées, mais peuvent parfois se croiser. Ainsi par exemple, les entreprises constituées selon la deuxième voie peuvent acquérir, comme le cas de Vasile nous le prouve, des actifs provenant du secteur associatif/étatique (par exemple, des tracteurs d'une ancienne SMA), et ainsi contribuer de par ce fait même à la décomposition de ce secteur.

En même temps, la constitution du nouveau secteur semble s'être réalisée généralement, et de manière paradoxale, en conjonction avec la recomposition d'un secteur associatif sous le chapeau de l'État, avant 1997, et avec la décomposition du même secteur après 1997. Ainsi la baisse de l'activité des Agromecs, durant les sept premières années de la transition, a contribué non seulement à pousser certains des anciens cadres à se reconvertir dans le privé, mais a entraîné aussi la baisse de la valeur de leurs actifs, facilitant ainsi leur privatisation. Qui plus est, dans les conditions d'un manque de ressources alternatives, la privatisation des Agromecs a constitué une des voies de choix pour l'apparition de nouvelles unités. Finalement, le maintien d'un secteur associatif dépendant de l'État a maintenu en fonction des unités de grosse taille qui ont pu devenir les acheteurs des services des nouveaux entrepreneurs.

La voie de l'apparition autonome a été la plus ardue. Choisie par relativement moins d'entrepreneurs, elle a nécessité des capitaux dont seulement certains acteurs disposaient.

C'est pour cela je pense qu'elle a été surtout la voie d'acteurs extérieurs au cercle des cadres agricoles, soit des entrepreneurs individuels ou des institutions.

La voie découlant de la décomposition du secteur associatif a été, par contre, une avenue de choix pour les anciens cadres de la bureaucratie agricole, qui ont ainsi trouvé le moyen de maintenir leur position en se reconvertissant dans le secteur privé indépendant. Néanmoins, ici aussi nous rencontrons des acteurs venant de l'extérieur de l'agriculture. Ce que tous les acteurs du nouveau secteur avaient en commun était néanmoins le fait qu'ils ont tous appartenu à la couche intermédiaire de la bureaucratie socialiste.

En fait, les nouveaux entrepreneurs du secteur des agro-services étaient généralement d'âge mûr, entre la fin de la quarantaine et le début de la soixantaine. Ils étaient ainsi non pas des jeunes débutants, mais des personnes qui ont commencé leur carrière pendant le socialisme. Ceux que j'ai rencontrés sur le terrain au sud de Dâmbovița avaient ainsi, de par leur parcours pendant la période socialiste, tous été insérés dans les réseaux de pouvoir de l'élite régionale, tant rurale que citadine.

Si nous regardons leurs trajectoires, nous observons alors certains facteurs communs qui ont joué dans le succès de leurs activités (soient-elles celles de mettre en marche une entreprise agricole d'une certaine taille). Notons ainsi le poids du passé à travers l'importance d'une position à l'intérieur de la bureaucratie économique et politique pendant le socialisme; ainsi que d'un réseau de relations souvent développé à travers une manipulation des ressources qu'ils contrôlaient grâce à leur position sous le socialisme.

Les entreprises des nouveaux entrepreneurs étaient caractérisées aussi par la variété des activités et des associations en affaires visant la consolidation continue de leurs réseaux présents. Ainsi le cas de cet ancien ingénieur mécanicien (travaillant à la SMA locale au temps des communistes) qui s'est acheté des outillages et a commencé à prendre en fermage de la terre (180 hectares en 1998), tout en s'associant avec un ancien ingénieur d'une FNC locale (connexion très bonne pour l'écoulement de la production) qui lui-même a repris une ancienne ferme porcine (ferme qui certainement bénéficiait des produits de la FNC). Les trajectoires que j'ai décrites plus haut montrent elles aussi une combinaison d'activités dans le cas de chaque entrepreneur.

En fait, la diversité des activités des entreprises assurait aux entrepreneurs qui les dirigeaient non seulement une répartition des risques, mais aussi, dans les conditions où l'agriculture ne semblait pas dégager des surplus, les capitaux nécessaires aux activités agricoles. Ainsi cette firme "Agroconstruct" qui était détenue par plusieurs associés et

réalisait des activités dans plusieurs localités, combinant des activités de construction avec la prestation de services agricoles et la location de terres en vue de l'exploitation, et avec une boulangerie.

L'importance d'une position de pouvoir et d'un réseau de relations, passées et présentes, ainsi que de la diversité des activités est illustrée aussi par le cas d'un ancien bureaucrate, Florea. Originaire du sud de Dâmbovița, il s'est lancé après 1989 dans la politique. Dans un premier temps il a milité au sein du parti héritier du PCR, le PSM, mais, après l'avoir quitté en 1997, il en est arrivé en 2000 à postuler à la mairie de la capitale sous la bannière du parti de droite "Alliance pour la Roumanie". Parallèlement, il s'est aussi lancé dans les affaires en mettant les bases d'une firme de construction à Bucarest. En même temps, il est aussi revenu au village pour acheter le siège de l'ancienne coopérative, une ancienne SMA d'un village voisin. Sa compagnie agricole employait 25 personnes, exploitait quelque centaines d'hectares en location (200 à Aluni) et élevait 183 têtes de taureaux.

Dans le cas des entreprises dirigées par des entrepreneurs qui ne faisaient pas partie de l'ancienne bureaucratie agricole, cette diversité se traduisait aussi par une trajectoire "déviée". Celle-ci les menait de leur position d'employés d'État dans l'économie socialiste, à la tête d'entreprises agricoles indépendantes, à travers le passage par des activités indépendantes dans des secteurs non agricoles (construction, commerce). Finalement, dans le cas des entreprises "personnelles", il faudrait aussi remarquer, comme les cas présentés plus haut le prouvent, l'importance de la famille, ses membres étant utilisés dans le travail d'administration, de contrôle et de gestion des activités agricoles.

Au delà de leurs trajectoires différentes de celles des anciens cadres, les nouveaux entrepreneurs et leurs unités devaient faire face aux mêmes défis que les associations: manque de capital, baisse des bénéfices, dotation en machinerie de faible envergure et qualité, difficulté de trouver des débouchés payants pour leurs produits. Dans leur cas toutefois, le caractère "indépendant" de leurs actions les rendaient plus autonomes (même si pas complètement immunisés) par rapport aux éventuelles demandes que les petits propriétaires terriens pouvaient faire sur le produit de leurs terres. De la même manière, le caractère diversifié de leurs actions constituaient un atout, surtout dans le contexte mouvant et plein d'incertitude dans lequel évoluait l'agriculture roumaine à la fin du deuxième millénaire.

9.2. Ancien et nouveau secteurs: quelles relations entre leurs acteurs?

L'apparition de nouvelles unités et de nouveaux acteurs posèrent de nouveaux défis aux associations, et ce, tant sur le plan de la possible concurrence pour l'accaparement des terres des petits propriétaires, que sur celui des relations que les associations et leurs chefs établirent avec les nouveaux acteurs en ce qui concerne les services mécanisés.

Quels nouveaux problèmes l'apparition de ce nouveau secteur a-t-il posé au secteur associatif? Et, en particulier, quelles ont été les relations que les acteurs des deux secteurs ont entretenus? Et quelle a été la réponse donnée par les acteurs du secteur associatif face à cette situation inédite?

9.2.1. Les relations entre les acteurs du secteur associatif et les acteurs du secteur capitaliste. Formalité ou informalité?

Si les Agromecs collaboraient avec les associations, étant intégrés avec elles dans la structure associations/Agromecs/intégrateurs, les nouveaux entrepreneurs ont eu une relation plus problématique et contradictoire avec les associations. Les nouveaux entrepreneurs ont certainement bénéficié des contrats qu'ils pouvaient avoir avec les associations, et il se peut très bien que le succès de nombreux d'entre eux soit le résultat des liens qu'ils ont su nouer ou réactiver afin de s'assurer de gros contrats avec ces associations. Il se peut même que le démarrage rapide et l'expansion d'au moins certains des entrepreneurs soit lié à leur parasitage du système de production associatif. Ainsi, dans la période d'avant 96, les associations représentaient des partenaires convenables pas seulement à cause de l'étendue des superficies dont elles disposaient, mais aussi de par leur capacité à honorer, à l'aide de l'appui qu'elles recevaient de la part de l'État, les contrats qu'elles signaient. Ainsi l'exemple d'une association juridique qui faisait ses travaux agricoles avec plusieurs entrepreneurs de la commune; le plus gros d'entre eux avait réussi même s'acheter sept tracteurs et trois moissonneuses-batteuses "car il a travaillé depuis trois ans deux de nos parcelles de 100 hectares".

Néanmoins, après 1996, le retrait de l'appui étatique pour l'agriculture associative et la baisse des prix agricoles ont entraîné de nombreux blocages au long de la chaîne agro-alimentaire, ce qui a amené la presque paralysie des associations. La relation entre les nouveaux entrepreneurs et les associations a commencé dans le nouveau contexte à se

transformer d'une relation de collaboration en une relation plus antagoniste. Attendant elles-mêmes à se faire payer les récoltes qu'elles avaient livrées aux différents bénéficiaires (moulins, fabrique d'huiles), les associations retardèrent le paiement vers les entreprises de prestation de services et, misant sur la collaboration personnelle, allèrent jusqu'à s'endetter auprès de ces dernières.

Le "milieu d'affaires" commença ainsi à se transformer du milieu de collaboration informelle et à contraintes lâches chapeauté par l'État dans un milieu où certains acteurs, notamment les nouveaux entrepreneurs, poussaient vers une formalisation et mise en œuvre rigide des contrats. C'est ainsi qu'ils commencèrent à faire appel à des agents extérieurs, les tribunaux, et transformer ainsi leur relation avec leurs clients, de relations personnelles d'entraide à des relations plus formelles et impersonnelles.

Un de ces nouveaux entrepreneurs se plaignait par exemple qu'il "n'y ait plus d'unités ou de sociétés avec qui travailler dans des conditions normales, c'est-à-dire signer des contrats et les respecter". C'est ainsi qu'il se vantait être impliqué dans six procès avec les partenaires qui n'avaient pas respecté les contrats et les termes.

La voie du procès n'était pas généralement une voie dans laquelle tous les entrepreneurs s'engageaient dans le cas où ils voulaient obtenir leur dû. En fait, les procès impliquaient une dépense de temps et d'énergie (comprenant déplacement en ville, longue attente dans les couloirs des tribunaux, mais aussi manque d'information quant aux droits et réglementations changeants) que seulement certains des agents économiques étaient prêts à réaliser. Gane, par exemple, était en conflit avec l'association juridique du village, qui lui devait des millions de *lei* pour les travaux qu'il y a effectués. Il menaçait de les amener finalement au tribunal afin d'obtenir le paiement de la dette.

À l'intérieur du système des intégrateurs, les associations étaient prises dans un mode de relations lâches, où les contrats pouvaient être dépassés et renégociés. Elles ont affronté la nouvelle situation après 1997 avec incompréhension. Par exemple, un président d'association s'étonnait que le Romcereal ne voulait plus, comme auparavant, accepter de payer pour une récolte dépassant la quantité contractée par hectare. D'après le président, le Romcereal aurait dû accepter le surplus, car "c'est toujours de la récolte, il faut la payer pareil!". Il faudrait voir aussi que les associations, frappées elles aussi par le blocage financier, et donc intéressées aussi à ce que leurs partenaires remboursent à temps la contre-valeur de leurs récoltes, n'avaient pas les moyens de s'engager dans la poursuite financière, qu'elles jugeaient d'ailleurs inefficaces:

"Les décisions judiciaires restent des décisions judiciaires [jugements]. Tu y dépenses tant d'argent ! mais je sais pas [l'argent] de qui, d'où prendre des millions de *lei*? Et à la fin ils te donnent une décision qui dit que l'autre te paie tant, mais celui-là dit: oui, mais je n'ai pas l'argent!"

La transformation des relations que les associations entretenaient en amont (avec les fournisseurs de services mécanisés) faisait le pendant de la transformation des relations en aval (avec les bénéficiaires des récoltes). Dans ce dernier domaine aussi, la privatisation des entreprises étatiques avait entraîné un mouvement de relations à caractère informel et "mou" à des relations à caractère formel et rigide. Ainsi, bien que les présidents des associations pouvaient encore faire appel à des relations "molles" afin de débloquer la situation dans laquelle ils ont été pris après 1997, ces relations ne fonctionnaient que si les autres acteurs faisaient partie du système économique étatique, là où les contraintes sur le budget restaient encore faibles. Ainsi, par exemple, un président d'association juridique considérait parmi ses partenaires favorables une raffinerie d'État qui lui donnait encore de l'argent en gage au compte de sa récolte de blé, et qui pouvait aussi attendre la livraison de cette récolte. Par contre, il voyait clairement qu'il n'aurait pas bénéficié d'une même tolérance de la part d'une firme privée, beaucoup plus stricte au niveau des paiements: "Mais si tu t'endettes à une firme privée, c'est un risque, ça te lie! Car s'ils te donnent de l'argent sur la confiance et tu le rends pas... [ils t'amènent au tribunal!]"

Mais si les nouveaux entrepreneurs poussaient en partie vers la formalisation de leurs relations avec les associations (ainsi que les autres acteurs de l'ancienne économie socialiste, tels que les fermes et complexes d'élevage d'État), il faut voir que la caractéristique commune dominante de l'économie roumaine en général, et de l'agriculture en particulier, restait son caractère largement informel.

Alors que dans la période socialiste l'économie secondaire ou informelle se constituait dans un appendice de l'économie formelle, ce qui aidait à huiler son engrenage rigide et ainsi la faisait fonctionner, durant la transition, l'économie informelle prit de nouvelles connotations. Elle se manifestait par la multiplication des activités échappant au contrôle de l'État et à sa fiscalité de la part d'acteurs désormais censément indépendants (associations, sociétés à capital d'État autant que sociétés privées). Dans un contexte où ce qu'on pourrait appeler "économie formelle" restait encore assez mal définie (étant donné la jungle de mesures qui étaient censées réguler cette économie), la frontière même entre les

deux restait floue, laissant penser que désormais c'était l'économie informelle qui tenait le haut du pavé et donnait le ton à l'économie formelle.

En effet, l'informalité comprenait autant les agissements des associations familiales sans "statut" formel, une partie au moins de ceux des associations juridiques et une bonne partie de ceux des Agromecs, ainsi qu'une large partie des activités des nouvelles entreprises. Le passage même du secteur associatif (incluant ici associations et Agromecs) au nouveau secteur capitaliste représentait parfois seulement un changement de couverture pour des activités largement informelles. Ainsi par exemple, un directeur d'Agromec pouvait agir initialement sous la façade de l'Agromec, en faisant appel à la location informelle des terres ou à l'utilisation informelle des tracteurs de son unité. Cette location débouchait sur une accumulation à titre privée et sur l'enrichissement personnel de l'entrepreneur. À un certain moment, tenant au rythme de la privatisation, mais aussi au degré d'épuisement des ressources de l'Agromec à travers ses activités privées informelles, le directeur pouvait décider de "faire surface", acquérir des actifs et se déclarer ainsi entrepreneur indépendant. Généralement, il "ne faisait surface", toutefois, que de façon partielle. Notre entrepreneur pouvait, en fait, continuer de jouer sur les deux plans, une partie dans le secteur formel, visible, l'autre dans le secteur informel, invisible ("sans contrat" dans le parlé local). Comme me le disait un villageois d'un village du sud de Dâmbovița, "L'ingénieur mécanique de la section locale de la SMA s'est privatisé. Il loue de la terre des gens. Il leur donne pas grande chose, mais les coûts sont grands. Il dit qu'il ne peut pas faire de contrat, car il ne sait pas s'il va se privatiser". L'économie et l'agriculture roumaine en particulier pouvait être ainsi vue comme un océan nordique (représentant l'ensemble de leurs activités) rempli d'icebergs (représentant la partie visible de ces activités).

L'informalité allait avec l'invisibilité nouvelle du paysage. Les associations juridiques ou familiales, les Agromecs, et les nouvelles unités avaient des sièges qui souvent étaient marqués de manière inadéquate ou pas du tout. Certaines associations se trouvaient même à fonctionner "chez les gens", c'est-à-dire dans la maison même de leurs présidents, et ainsi n'avaient pas d'insigne. D'autres fois, les associations (surtout juridiques) pouvaient se trouver dans les sièges des anciennes CAP, et les unités du nouveau secteur capitaliste dans ceux des anciennes SMA/Agromecs. Même dans ces cas, l'identification des unités restait floue: parfois inexistante, parfois annoncée sur des pancartes en rouille et décolorées, cohabitant encore, des fois, avec les vestiges des anciennes annonces

socialistes. À la visibilité des anciennes unités et de l'emprise du Parti du temps du socialisme (annoncées par des bannières avec "*Cooperativa Agricolă de Producție*" complétée par un "*Trăiască Partidul Comunist Român!*" ou "*Traiască Republica Socialistă România!*"³) on est passé à la visibilité de la déstructuration (vue comme une vraie "ruine", comme nous le verrons par la suite) et à l'invisibilité de la nouvelle économie et des nouvelles structures qui ont émergé.

Les réformes économiques des nouveaux gouvernements qui ont suivi la chute du régime communiste à la fin de 1989 ont débouché sur un réaménagement des structures économiques et des positions des différents acteurs à l'intérieur de celles-ci. Dans le cas du secteur agricole, ce réaménagement a concerné surtout la place du secteur associatif à l'intérieur de la "grande" agriculture, ainsi que de leurs cadres dans la hiérarchie économique. Après 1997 en particulier, le lien qui unissait les associations à l'État (le système des intégrateurs) fut rompu, et la voie fut laissée libre à la constitution de nouveaux liens en amont et en aval (en particulier avec des entreprises agro-alimentaires, des banques et de nouveaux entrepreneurs fournissant des services mécanisés), cette fois-ci sans que l'État intervînt en médiateur et en pourvoyeur de ressources. Confrontés à cette nouvelle réalité, qui, concrètement, se traduisait par une baisse supplémentaire de leur position relative de pouvoir, les présidents des associations ont répondu avec un discours essayant de légitimer leur propre position ainsi que délégitimer celle des autres.

9.2.2. Nous, l'État et les autres: de la démocratie socialiste à la jungle capitaliste

Les cadres du secteur associatif ont essayé de contester cette baisse de pouvoir et de légitimer une éventuelle reprise de leur place dominante à travers un discours plus général sur l'État, la société et l'appropriation, en fait sur les fondements mêmes de l'ordre social et des relations se trouvant à la base de la société.

³ Dans l'ordre: "Coopérative Agricole de Production", "Vive le Parti Communiste Roumain" et "Vive la République Socialiste Roumaine".

9.2.2.1. La réforme en tant que destruction de l'ordre

Il faut remarquer tout d'abord que les cadres du secteur associatif et étatique construisaient leur discours en dehors, et décidément en opposition, des paramètres que le gouvernement, mais aussi de nombreux analystes locaux, reprenaient des schémas et du jargon du FMI et de la BM afin de légitimer les bienfaits d'une réforme radicale de l'économie étatique héritée du socialisme. Dans ce dernier schéma, l'économie socialiste était foncièrement mauvaise, car inefficace et contrainte par ses liens avec l'État, et devait être remplacée tôt ou tard, grâce aux lois inéluctables du marché, par une économie de marché libre et compétitive. La solution des problèmes de l'économie roumaine résidait ainsi dans l'élimination des vestiges du passé, et la conversion (quasi magique) des entreprises étatiques en entreprises capitalistes fonctionnant selon les lois du marché.

Les cadres du secteur associatif (et avec eux, ceux du secteur étatique) contestaient néanmoins, et de façon assez directe, le bien-fondé et la légitimité des politiques gouvernementales de déstructuration et dissolution des structures économiques étatiques entreprises après 1997. Ainsi, pour eux, les transformations que l'agriculture roumaine a subies après 1989, et particulièrement après 1997, transformations qui ont apporté des coups décisifs à la grande agriculture étatique et associative, ne représentaient pas, comme le prétendaient les gouvernants, un pas vers son amélioration, une "destruction créatrice", mais une destruction finale et régressive.

Pour les cadres du secteur associatif et étatique, les transformations d'après 1989 représentaient une destruction maligne parce qu'elle était la destruction d'une économie socialiste qui n'était pas, comme le prétendent les gouvernants, inefficace, mais, soutenaient-ils, une économie à très haut potentiel. L'industrie était compétitive et l'agriculture connaissait de très bonnes performances: la preuve en est que la Roumanie exportait ses produits partout à travers le monde. À cette modernisation de l'économie a succédé néanmoins, après la chute du régime communiste, et en particulier après l'arrivée du gouvernement de droite en 1997, la destruction de l'économie socialiste. Non seulement les coopératives ont été détruites, mais aussi l'agriculture d'État, symbole de la modernisation de l'agriculture roumaine et sommet des aspirations carriéristes de la bureaucratie agricole locale. Comme me le disait un ancien ingénieur agronome de IAS, l'agriculture d'État se trouvait (en 1998) "au bord de l'extinction", elle était arrivée à être "non pas à terre, mais au fond de la fosse et elle continue toujours de creuser sa fosse".

Le paysage commun des campagnes roumaines (du moins au sud du pays) était d'ailleurs là pour témoigner, à tous ceux qui savaient le lire, de cette destruction. Parsemant ce paysage avec les plus imposants édifices non résidentiels, les sièges, étables, ateliers ou remises des anciennes coopératives, stations de mécanisation, fermes d'État ou complexes d'élevage rappelaient incessamment, par leur ruine et par la rouille qui s'emparait de leurs clôtures et outillages, la destruction d'un monde représentant pour les anciens cadres de l'agriculture socialiste un sommet de développement et de modernité.

La destruction de la grande agriculture associative/étatique était vue par ces cadres comme représentant la destruction de l'agriculture roumaine tout court. Pour un directeur de ferme étatique, "la période actuelle est le plus sombre des rêves. Depuis sept huit ans nous descendons vers le fond. L'état de l'agriculture est proche du coma". Cette destruction représentait ainsi une régression absolue, une descente, et non pas, comme dans le discours des gouvernants, un pas douloureux mais nécessaire pour rendre l'agriculture roumaine plus compétitive. En fait, le niveau actuel de l'agriculture était souvent comparé à ses niveaux passés, souvent associés à l'arriération technologique et productive: "Le niveau de l'agriculture est plus bas qu'en 1950, qui lui-même était plus bas qu'en 1938".

La destruction de l'agriculture n'était pas un phénomène isolé, mais était insérée dans la destruction plus globale de l'économie roumaine. "Chez nous, on détruit cette économie, et c'est seulement la poussière qui en reste ". Cette destruction était la résultante d'une voie qui s'était avérée être un cul-de-sac pour la société roumaine dans son ensemble, et qui ne débouchait plus sur une amélioration, mais au mieux sur une stagnation (" quelque chose qui tourne en rond "). De cette voie, il n'y avait plus de sortie et d'espoir.

"En Roumanie, il n'y a aucune chance pour l'agriculture. Mais non seulement pour l'agriculture, pour beaucoup de choses il n'y a pas de chance en Roumanie. Les jeunes sont désorientés, les ouvriers sont à terre. L'agriculture est à terre, la santé est à terre, l'armée est à terre, quoi diable faire encore... Ça va être de pire en pire, et on n'entrevoit pas d'espoir pour un avenir meilleur".

9.2.2.2. Où est ... qui est l'État maintenant?

La cause de cette destruction générale résidait, pour les cadres du secteur associatif et étatique, dans la déstructuration et la rupture des liens entre l'État et l'économie. En fait, la baisse de la production et le blocage en agriculture étaient vus comme le résultat du retrait de l'État, du fait qu'il n'était pas intervenu pour sauver les unités. La continuation de ce manque d'implication était vouée ainsi à déboucher sur la catastrophe, et l'agriculture "irait vers le précipice".

Il s'en suit ainsi que la solution aux maux de l'agriculture roumaine ne se trouvaient pas dans moins d'État, mais dans un retour au "plus d'État". C'est seulement si l'agriculture était "aidée par quelqu'un, par l'État supérieur" que les cadres du secteur associatif et étatique pouvaient continuer à "travailler la terre du pays", et c'est seulement, avec "une implication sérieuse de l'État", que l'agriculture pourrait se faire "dans des conditions performantes".

En fait, pour les cadres du secteur associatif et étatique, la seule agriculture viable était la grande agriculture, et la seule grande agriculture possible était celle qui était dirigée, contrôlée et aidée par l'État. "L'agriculture devrait obligatoirement être dirigée par l'État", me disait un directeur de ferme d'État, car "c'est seulement l'État qui peut rassembler et disséminer l'information concernant la demande de produits agricoles, celle qui permet au producteur agricole de savoir quelle superficie il doit cultiver d'une année à l'autre". Et c'est seulement l'État qui est capable de trouver des débouchés extérieurs et s'engager dans l'exportation de produits agricoles, surtout vers des pays où le manque de devises étrangères entraîne la nécessité de recourir au troc de produits (comme les pays de Europe de l'Est ou les nouveaux pays indépendants de l'ancienne URSS).

La déstructuration des liens entre État et économie était, pour les cadres du secteur associatif et étatique, non seulement néfaste, mais aussi incompréhensible et illogique, car elle brouillait les catégories habituelles servant à diriger l'action. Comme me le disait un directeur d'entreprise avicole, "en Occident tout se fait sous contrôle en agriculture. Mais ici, nous ne savons pas ce que nous produisons et ce que nous faisons. Nous appartenons du ministère. Tu ne sais pas où aller, quoi faire".

Les cadres du secteur associatif et étatique connaissaient ainsi une perte des repères, car ils ne savaient plus dans quelle structure ils se trouvaient: à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État? Dans les conditions où l'appartenance à l'État était définie principalement par le fait de bénéficier de la redistribution des ressources de l'État, un directeur de ferme d'État pouvait exprimer sa confusion devant l'essai de sevrage de la part du centre: "Comment peut-on dire que je 'suis à l'État' quand je ne reçois plus rien de l'État?". Ou encore, se demandait un directeur de ferme d'État devant la montée de l'évaluation de la terre sur laquelle était bâti le siège de la IAS, "pourquoi eux, l'État, ne payent rien pour la terre située sous les lignes de transmission électrique? Tandis que nous les autres, l'État, nous devons la payer?" Parfois même la confusion catégorielle quant à ce qui faisait partie ou non de l'État (en tant que structure économique) était vue même comme ayant entraîné le

laisser aller et la destruction perverse des unités. Les Agromecs par exemple, se sont trouvés après le changement de régime dans la zone grise d'entre-catégories: "reliques du communisme " pour la droite, appartenant au " secteur privé " pour la gauche, "ils ont été dans un cas comme dans l'autre, à détruire!"

L'État était ainsi vu comme un mauvais gestionnaire (un mauvais *gospodar*⁴), qui ne savait pas gérer son avoir: "L'État n'a pas pris soin [des fermes d'État], il est comme un propriétaire qui ne prend pas soin de sa propriété. Toi, État, que tu prennes pas soin de ton avoir, ce n'est pas normal!" C'était un État qui voulait couper le lien personnel qui l'unissait à l'ensemble de ses sujets, le lien d'aide⁵, car, comme me le disait un chef d'association "L'État ne t'aide pas du tout!"

La cessation de l'appui étatique envers le secteur associatif et d'État, en particulier à travers la montée des taux d'intérêt pratiqués par les banques, était vu comme un déplacement des frontières du pouvoir au détriment de l'État. "Si nous continuons à ce rythme, les banques vont être propriétaires partout dans ce pays. La banque est un État dans l'État, elle est le Vatican!". La séparation des banques du corps indifférencié de l'État était vue comme brouillant les frontières de ce corps et amenant la perte de sa substance et donc de son pouvoir. Un ingénieur agronome d'une chambre agricole locale me disait:

"La banque est à l'État, mais elle vend la fortune de l'État. Exactement comme un ivrogne avec une ivrogne. Elle lui vend l'alcool, lui il lui vend ses culottes. Je parlais avec le directeur de la IAS: tu es à l'État, la banque est aussi à l'État. tu prends d'une poche et tu en mets dans l'autre. C'est toujours l'État qui perd !"

Ce brouillage rend la réalité incompréhensible, car les chemins connus du pouvoir et du contrôle ne sont plus empruntés: "Il y a certaines choses non coordonnées, non suivies, il y a une nébulosité!"

9.2.2.3. L'ordre et le chaos

La deuxième étape de déstructuration de l'ancienne économie socialiste et des liens qui la liaient à l'État (celle qui avait suivi les transformations d'après 1997) était ainsi associée au manque de structures et au brouillage des catégories. Ce brouillage n'avait pas seulement de simples implications linguistiques, mais menait au chaos paralysant le fonctionnement de la société entière. Pour un directeur de ferme d'État ainsi, "la Roumanie

⁴ Le *gospodar* indique, dans l'acception locale, celui qui sait gérer les avoirs de sa *gospodărie* afin de la faire prospérer.

⁵ Nous reviendrons plus loin sur l'importance de l'aide au niveau des relations interpersonnelles.

fonctionne seulement pour la façade, pour la réclame. Mais en réalité elle ne fonctionne pas. En réalité il y a un blocage [*blocage*] total".

Pour sortir du chaos, il fallait réaliser une "clarification" des rapports entre l'État et l'économie, car "l'État doit avoir des attributions claires". Mais ces attributions, et la clarification qu'elles impliquaient, ne pouvaient aller que dans le sens d'une reprise de l'État de son ancien rôle de redistributeur central des ressources de la société au bénéfice des cadres de la grande agriculture. C'est ainsi, dans la vision des anciens cadres de l'agriculture, seulement à travers une ré-implication de l'État dans l'économie, à travers ce que Verdery appelle la "réétatisation" (Verdery, 1996), que l'agriculture pouvait être sauvée.

Nous voyons ainsi que, pour les cadres du secteur associatif et étatique, le chaos opaque et incompréhensible de la période actuelle s'opposait à un "ordre", ordre dont la clarté et la transparence des structures aurait permis à l'action économique de donner ses meilleurs résultats. Cet "ordre" résultait néanmoins d'un arrangement spécial entre État et économie, entre État et société en général. En fait, pour eux, l'ordre social était assuré à travers non seulement le maintien du lien entre État et société, mais aussi de la position directrice et dominante de l'État sur la société.

Dans les mots d'un ancien ingénieur de IAS, et actuel président d'association, "L'État doit fonctionner comme une horloge qui n'est pas en avance ni en retard, qui marche bien. Tant que l'horloge ne marche pas, rien de marche. Si, sur un navire, le capitaine ne suit pas son trajet, le navire ne sombre-t-il pas?" L'État était ainsi comparé à un mécanisme qui devait marcher impeccablement afin que la société et l'économie fonctionnent. C'est le mécanisme de l'État qui assurait le fonctionnement du reste de la société à partir de sa position hiérarchiquement supérieure de direction et contrôle. Et c'était la déstructuration de l'État, de l'horloge, qui avait entraîné la déstructuration et la déchéance dans la société.

Face à la situation de confusion et d'incertitude qui régnait en 1998, l'État était construit, par opposition, comme omniscient, la "main invisible" qui permettait, à travers le contrôle qu'elle exerçait sur le reste de la société, le fonctionnement en douceur de l'économie. Dans l'expérience des dirigeants du secteur associatif et étatique, le système des intégrateurs se traduisait concrètement dans une continuation d'une situation où ils n'avaient pas à se soucier ni des intrants ni de l'écoulement de la récolte, qui étaient laissés entre les mains de l'État. En fait, les différents intrants continuaient de venir à la porte de l'association sans même que celle-ci ait à s'en soucier ou en faire la demande. Comme me le

disait la comptable d'une association juridique, à travers la direction (de l'agriculture du département) et le Romcereal, "ça se savait" (combien d'hectares de blé, maïs etc. l'association respective cultive-t-elle). "L'État " continuait ainsi d'être doté de pouvoirs magiques de divination.

9.2.2.4. Intérêt personnel et intérêt collectif: manger seul ou partager avec les autres

L'image de l'État qu'utilisaient les cadres du secteur associatif et étatique renvoie non seulement à l'image de l'ordre social (comme découlant d'une structure hiérarchique comprenant des rapports de domination entre l'État et la société), mais aussi à l'image normative des rapports sociaux et économiques qui devraient régner à l'intérieur de cet ordre. Cette image, qui, comme nous le verrons, oppose deux types d'actions (celle orientée vers l'intérêt personnel et celle orientée vers l'intérêt collectif) découle non seulement de l'idéologie promue par le régime socialiste, mais aussi de l'expérience même de ces cadres en tant qu'anciens cadres dans les structures économiques de ce régime.

Pour les cadres du secteur associatif/étatique, le fonctionnement de l'État, de l'économie et de la société était basé sur les "intérêts" qui mouvaient ceux qui les composent. Le mauvais fonctionnement de l'État, origine du mauvais fonctionnement de la société et de l'économie, était dû à la parcellisation et la réduction de la sphère de ses intérêts. Comme me le disait un directeur de ferme d'État, "l'État ne fonctionne pas. Il fonctionne seulement là où il a des intérêts, s'il a encore des intérêts!". Cette réduction reflétait en fait un phénomène plus profond qui se trouvait à la racine des problèmes actuels de l'économie et de la société roumaines: le fait que la poursuite générale des "intérêts collectifs" a été remplacée, après le changement de régime, par la poursuite des "intérêts personnels".

Ainsi, d'après les cadres du secteur associatif et étatique - qui sont aussi, comme nous l'avons vu, d'anciens cadres de l'économie socialiste -, le nouvel ordre instauré après la chute du régime communiste, la "démocratie", n'avait fait qu'aggraver, en laissant libre la poursuite des intérêts personnels, l'accumulation égoïste et ainsi les inégalités que le régime socialiste tenait sous contrôle. Dans les mots d'un président d'association,

"la démocratie est mal comprise; certaines personnes comprennent la démocratie [dans le sens] qu'il doit accaparer le plus pour lui-même, et que les autres se contentent seulement de le regarder [avec envie]; je ne pense pas que celui qui a inventé cette démocratie a pensé que certains doivent vivre extraordinairement bien et que les

autres très, très mal. Ceux qui avaient quelque chose au temps des communistes, ont maintenant encore plus; ceux qui n'avaient rien alors et ont été pauvres, ils sont maintenant encore plus pauvres! Celui qui a profité et a eu quelque chose pour commencer, c'est toujours lui qui est sorti devant et c'est toujours lui qui a l'argent! Les gens qui ont eu [auparavant] et qui sont persévérants ont prospéré tellement que tu t'étonnes même de la manière dont ils ont fait cela! Ils n'ont eu peur de rien pour faire des choses illégales".

Ainsi, les nouveaux acteurs de l'économie étaient vus comme incarnant toute la vénalité des "capitalistes" que l'idéologie socialiste condamnait auparavant. Leur nouvelle aisance était illégitime, puisqu'acquise par des moyens illégaux et en poursuivant des intérêts personnels qui venaient souvent en contradiction avec les intérêts plus larges de ceux qui les entouraient. Un exemple du "type d'homme capitaliste super développé" était, d'après un président d'association, J.R., le personnage principal de Dallas - serial américain qui a été diffusé à la télévision roumaine même sous Ceaușescu et plusieurs fois après la chute du régime. Celui-ci incarnait celui "qui veut, par tous les moyens, arriver en haut, même s'il doit tuer celui-là, dénoncer l'autre, ou encore envoyer un autre au Nigeria".

Mais les "intérêts personnels" mouvaient non seulement les "nouveaux capitalistes", mais aussi tout nouvel acteur, qu'il agît en politique ou en économie. Ainsi par exemple, les bureaucrates qui travaillaient au ministère de l'Agriculture, "ils se reposent, voyagent à l'étranger et dépensent l'argent des contribuables", sans toutefois prendre des mesures concrètes pour aider le secteur associatif et étatique. De la même manière, le FPS (le Fonds de la propriété d'État), me disait un directeur de ferme d'État, "n'a absolument rien fait, il a seulement détruit et consommé sans raison. Il y a eu là bas des gens qui n'ont pas été intéressés par l'économie du pays sous aucun aspect. Ils pensent seulement à leurs affaires".

En fait, les politiciens dans leur ensemble adoptaient des politiques défavorables à la Roumanie parce qu'ils sacrifiaient les intérêts collectifs à leurs propres intérêts. Comme me le disait un cadre d'une ferme d'État " ceux qui ont dirigé [le gouvernement] en ont tiré des avantages. Pour eux très forts, mais nuls pour le pays". Ces politiciens avaient adopté, par exemple, des mesures de baisse des barrières douanières sans se soucier du coup dur que cette mesure aurait porté aux producteurs agricoles nationaux, mais seulement mus par le désir de bénéficier des commissions offertes par les gros commerçants ou par les "intérêts étrangers" qui sont venus faire du profit (illégitime) en Roumanie. De la même manière, les banques avaient augmenté les taux d'intérêt parce que "les employés des banques ont voulu avoir des caractéristiques occidentales, avoir des sièges ultra modernes et s'assurer des

salaires très élevés, plusieurs fois plus importants que ceux des cadres du secteur associatif et étatique", sans se soucier, encore une fois, des coups que ces intérêts ont porté à la production agricole nationale.

Il faudrait remarquer ici que, pour les anciens cadres (tout comme pour une large partie de la population roumaine), le "trafic d'influence" n'était pas condamnable en soi. Ce trafic était vu comme un phénomène naturel qui ne pouvait pas être, à vrai dire, évité dans la "vraie vie". Comme me le disait le directeur d'un Agromec, "tant que le monde va exister, il y aura du trafic d'influence. Même Sainte Marie prie Dieu pour toi. Donc, que fait-elle? Du trafic d'influence, c'est ça ce qu'elle fait!". Ce trafic pouvait être même bénéfique quand il contribuait à satisfaire l'intérêt collectif. C'est seulement quand il représentait uniquement une poursuite égoïste de l'intérêt personnel qu'il devenait problématique et nocif pour la société.

La poursuite de l'intérêt personnel était illégitime, car elle menait à l'enrichissement et au développement d'inégalités. Cette poursuite était, en fait, souvent mise en équivalence avec le vol. Pour les anciens cadres, après le changement de régime "tout le monde s'est lancé dans le vol [*hoții și furat*]". Pour eux, seulement une action découlant de la poursuite de l'intérêt collectif était légitime. Et les seuls qui s'inquiétaient de cet intérêt collectif, et qui le prouvaient constamment à travers leurs actions, étaient, bien entendu, eux-mêmes.

9.2.2.5. *Les anciens cadres et la poursuite de l'intérêt collectif*

Le discours sur l'"intérêt collectif" des anciens cadres reprenait l'idéologie socialiste qui visait à légitimer ainsi le rôle dominant de la bureaucratie redistributrice. Cette idéologie construisait l'État (et sa bureaucratie) comme la force directrice et dominante dans la société, force qui, de par son caractère ouvrier et de par ses fonctions redistributrices, réalisait la poursuite des intérêts collectifs de la société tout entière. La place des anciens cadres était justement à l'intérieur de la structure et du mécanisme directeur de l'État (auquel ils s'identifient encore souvent en se désignant comme "nous, l'État" ou "moi, l'État"), et c'est en tant que partie intégrante de l'"État" (dans son sens de structure économique bureaucratique) qu'ils poursuivaient eux aussi les intérêts collectifs de la nation socialiste.

Mais la signification particulière de l'expression "intérêts collectifs" dans l'acception des anciens cadres découlait, je pense, non pas seulement de l'idéologie socialiste, mais aussi, et surtout, de l'expérience et du type même de relations que les anciens cadres avaient

développé à l'intérieur des structures de production socialistes. En fait, les "intérêts collectifs" du discours des anciens cadres correspondaient à ce type particulier de relations et y trouvaient leur matérialisation concrète.

Nous avons vu que l'économie socialiste fonctionnait sur la base non seulement d'une structure bureaucratique, mais aussi des liens informels qui s'établissaient autant à l'intérieur de cette structure, qu'entre les cadres appartenant à cette structure d'un côté et les producteurs directs qui se trouvaient à l'extérieur de celle-ci, d'un autre côté. Ces liens étaient de type patron-client, liant chaque cadre à un ensemble de producteurs directs (les employés de son unité, ou section d'unité, économique ou administrative), tout comme aux cadres qui se trouvaient en dessous et au-dessus de lui-même dans la structure bureaucratique. Leur caractéristique principale était d'être non formalisés et lâches, ce qui les rendaient aptes à contribuer, de par leur flexibilité, à l'amélioration du fonctionnement du système.

Basés sur l'appartenance des cadres à la structure de pouvoir bureaucratique, ces liens effectuaient un réajustement de la redistribution des ressources étatiques en accord avec le principe "laisse moi vivre et je te laisse vivre". En fait, les cadres faisaient des ressources qui leur étaient confiées par le centre, la base du patrimoine de leurs "suzerainetés", les utilisant non seulement pour faire fonctionner leurs unités, mais aussi pour maintenir leur position dans le système. Ce maintien passait par l'entretien d'une myriade de relations, relations à travers lesquelles ils "rendaient service" à de nombreux employés de leurs unités et cadres de la structure bureaucratique.

C'est ainsi que les anciens cadres avaient, à travers leur expérience dans la structure bureaucratique socialiste, le sentiment concret d'avoir servi non pas seulement leur intérêt personnel (même si celui-ci était aussi servi, tout en étant restreint), mais aussi "l'intérêt collectif", le bien-être d'une multitude de gens comprenant autant l'ensemble des autres bureaucrates avec lesquels ils entraient en contact, et avec lesquels ils "s'entraidaient", que l'ensemble des employés de leurs unités, qu'ils "aidaient".

Nous voyons ainsi que ce qui permettait aux anciens cadres de se voir comme poursuivant un "intérêt collectif" était en effet un ensemble d'éléments qui se trouvaient en conjonction pendant le socialisme: une structure bureaucratique à travers laquelle se réalisait la redistribution des ressources étatiques à l'intérieur de la société; la participation de la totalité des unités économiques et administratives à cette structure bureaucratique leur permettant la collaboration entre cadres; l'appartenance des cadres à cette structure

dominante leur fournissait autant le contrôle d'une partie des ressources étatiques, que la légitimation idéologique de leur position dominante et de leur contrôle sur la force de travail des producteurs directs.

Avec le changement de régime après 1989, cet ensemble d'éléments a connu des modifications importantes. Ainsi, la chute du Parti communiste a chambardé les bases idéologiques soutenant le contrôle exercé par la bureaucratie sur les ressources et la force de travail; tandis que de nouveaux mécanismes réglant la redistribution des ressources à l'intérieur de la société ("propriété privée", prix "libéralisés") sont venus dévier des mains de la bureaucratie au moins une partie des ressources, tout en contribuant à la "séparation" de divers corps (banques, entreprises commerciales d'État, régies) parmi des unités économiques qui, jusqu'alors, faisaient partie du grand ensemble de "l'État" (vu comme structure bureaucratique englobante).

À l'intérieur du secteur agricole, la mise en place du système des intégrateurs a néanmoins permis la perpétuation d'une structure qui, tout en étant contrôlée par le centre, englobait les unités et les cadres du secteur associatif et agricole et permettait à ces derniers de continuer à bénéficier du contrôle sur les ressources redistribuées à partir du centre, et ainsi d'une position dominante par rapport à d'autres cadres de l'agriculture. Ceci a permis aussi aux cadres du secteur associatif et étatique de continuer à fonctionner à l'aide de relations "lâches", autant par rapport à leurs partenaires d'affaires (Romcereal, banques, Agromecs), que par rapport à leurs employés et aux petits propriétaires. Et c'est justement ceci, ainsi que leur vision de la grande agriculture comme la seule agriculture viable et "nationale", qui leur a permis de se voir comme continuant à servir les "intérêts collectifs" de la nation.

Les relations "lâches" caractérisaient en fait non seulement les rapports que les présidents d'association essayaient d'établir avec les petits propriétaires (et qui constituaient leur cercle de clients actuels ou potentiels), mais aussi les rapports entre les directeurs des unités d'État (fermes, complexes d'élevage, Agromecs) et leur employés. En fait, un des éléments principaux à travers lesquels ces directeurs essayaient de légitimer leur place était, à côté des performances productives, le maintien des emplois à l'intérieur de leur unité. Tout comme les présidents d'association, les directeurs construisaient leurs rapports avec ceux qui dépendaient d'eux, les employés dans ce cas, comme des rapports patron-client d'entraide. Certains allaient jusqu'à dire qu'ils ne pouvaient prendre leur retraite, et ainsi

s'épargner les soucis de la direction, de peur que leurs employés se diraient, en les voyant "quitter le bateau", qu'ils les abandonnaient.

Cette stratégie légitimatrice était d'ailleurs validée par d'autres anciens cadres, qui, eux aussi, voyaient dans le maintien des emplois une preuve de la valeur des chefs d'unités d'État. Elle entraînait aussi la reproduction de relations lâches entre diverses unités. Ainsi par exemple, un président d'association familiale pouvait "comprendre" et tolérer le retard de paiement de la part du directeur de FNC (Fabrique de fourrages combinés) qui lui avait acheté du maïs, jusqu'à la vente de ses propres fourrages, parce que "lui aussi a des dépenses et doit payer ses salaires". Si ce retard n'a pas été favorable à sa propre unité - car il l'a privé de ressources nécessaires à la reprise du cycle de production- le président d'association comprenait néanmoins "qu'il faut laisser vivre l'autre aussi afin qu'on puisse vivre aussi".

Après le changement de gouvernement de 1996, le démantèlement du système des intégrateurs a porté, comme nous l'avons vu plus haut, un coup dur à la position relative des cadres du secteur associatif et étatique. C'est à ce moment que ces cadres ont commencé, dans leur essai de reprise de leurs anciennes positions, à multiplier leurs demandes de réétatisation, tout comme leurs attaques visant la délégitimation des nouvelles politiques et des nouveaux acteurs.

C'est ainsi que la "séparation" que les gouvernements successifs, mais particulièrement le gouvernement de droite, ont annoncée, essayée et parfois réalisée à l'intérieur de l'ancienne structure économique socialiste, tout comme entre le centre et les différentes unités économiques a été perçue comme résultant non pas de la mise en marche implacable de la logique universelle du marché, mais de l'action corrosive des intérêts personnels poursuivis par les nouveaux acteurs politiques et économiques.

9.2.2.6. De la démocratie socialiste à la jungle capitaliste

Ce sont ces intérêts qui ont brisé la "relation harmonieuse" entre les différents acteurs, relation qui était, au temps où tous les acteurs faisaient partie de la même structure étatique, et en dépit des rapports de pouvoir certains et de la hiérarchie qui s'établissaient entre eux, des rapports d'entraide. Comme me le disait un ancien cadre en essayant de définir la vraie "démocratie", "la démocratie [était] telle que c'était au début avec les communistes, [quand] tu ne pouvais pas aller voir le chef de syndicat ou le secrétaire de

Parti avec un problème sans qu'il résolve par tous les moyens ton problème!". Maintenant néanmoins, "tu ne sais plus où aller !"

En effet, la relation entre les cadres du secteur associatif et étatique et les bureaucrates de l'appareil étatique a changé, car ces bureaucrates n'ont plus tant de ressources à leur redistribuer. C'est ainsi que la position subordonnée des cadres du secteurs associatif et étatique, n'étant plus compensée par l'aide de son supérieur hiérarchique, devint visiblement inégalitaire. Un directeur d'entreprise avicole allait jusqu'à contester sa position subordonnée par rapport aux bureaucrates du centre, en faisant appel à la figure "paysan roumain" du discours nationaliste, le paysan humble et endurant ayant toujours "le bonnet à la main" (signe de respect):

" Il y a quelque chose de dérangeant. Pour un crédit, tu vas le bonnet à la main, pour le vendre, encore le bonnet à la main. Il y a là quelque chose de douloureux, le paysan est toujours resté le bonnet dans la main. Tu pries celui-là pour qu'il t'achète, tu pries l'autre pour qu'il te donne de l'argent. "

La poursuite des intérêts personnels introduisait et correspondait ainsi à un nouveau type de relations entre les différents agents économiques, relations qui ne contribuaient pas au fonctionnement harmonieux de l'ordre social et économique, mais entraînaient la décomposition du tissu social à travers la destruction de certains acteurs par d'autres. En fait, ces relations n'étaient pas, comme auparavant, des relations lâches "d'aide", de "coopération" et de "partenariat", qui "laissent vivre l'autre aussi", mais des relations concurrentielles, antagonistes et rapaces.

Un exemple de ces relations était, encore une fois, celles qui étaient mises de l'avant par les banques. Ainsi, la plupart des difficultés rencontrées par les associations et les unités d'État après 1997 étaient vues comme trouvant leur cause dans les nouveaux taux d'intérêt pratiqués par les banques. Mais ces intérêts n'avaient pas de base, de raison profonde (*temei*), car ils ne pouvaient pas assurer une "collaboration" entre les différents acteurs. Pour les cadres du secteur associatif et étatique, le "partenariat" avec les banques n'avait marché que pendant les années où les banques fournissaient des crédits à un taux d'intérêt subventionné. Après 1997 néanmoins, le partenariat s'est transformé en une relation antagoniste. Les banques "prennent des intérêts qui te tuent". Elles sont intransigeantes: "Tu as fait, tu n'as pas fait [la récolte], elles te tordent le cou!"; ou se transforment en bêtes dévorantes. "Elles nous menacent avec la faillite comme si nous étions le chevreuil et elles étaient le loup! ".

De la même manière, les cadres du secteur associatif et étatique constataient avec amertume qu'en dépit de leur désir d'établir des contacts d'affaires avec les hommes d'affaires étrangers, ceux-ci n'étaient pas prêts à s'engager dans une relation de "partenariat", d'entraide, mais venaient promouvoir leur seul intérêt personnel. Ils faisaient des choses qui "sont malpropres", ils trouvaient des "petites portes pour faire des affaires profitables, pour qu'ils profitent!". Les hommes d'affaires de l'extérieur venaient avec des intentions de gros profit, ils ne venaient pas avec des "bonnes intentions". Le fait qu'ils "veulent trop gagner de leurs affaires" était vu comme entrant en contradiction avec le registre local de l'entraide, car leurs actions étaient "d'aucune aide pour nous". À la relation d'avantage réciproque et de partage et redistribution équitable des bénéfices, s'opposaient ainsi les relations où seulement une partie gagnait.

9.2.2.7. *Marché ou agence?*

Ainsi, pour les cadres du secteur associatif/étatique la "loi du marché" n'était pas une loi qui pouvait diriger l'économie roumaine. Elle ne "fonctionnait" pas dans ce cas, car elle ne permettait pas la continuation de l'activité des producteurs locaux. Comme me l'expliquait un président d'association juridique, "la loi de l'offre et la demande fonctionne seulement là où il ne faut pas et non pas là où il le faut! Donc cette loi de l'offre et de la demande est une loi valable qui fonctionne quand tu as un excédent de produits et quand tu as aussi un pouvoir d'achat. Si tu n'as pas de pouvoir d'achat, mais tu as un excédent de produits, la loi ne fonctionne pas, elle est zéro".

Le marché n'était pas vu comme le mécanisme à travers lequel les vrais prix et valeurs étaient établis. Un président d'association s'indignait: "Laisse moi vendre mon produit à sa vraie valeur! Pourquoi me contrains-tu avec la concurrence du dehors?" La vraie valeur des produits correspondait ainsi aux coûts de production locaux, et non pas à une valeur d'échange établie par un marché abstrait. De la même manière, les produits agricoles ne pouvaient pas être vendus, car ils "n'ont pas de prix" (valeur), et donc n'acquerraient pas une valeur marchande compatible à la "vraie valeur" correspondant aux coûts de production.

La notion de "demande solvable" des économistes n'était, elle non plus, considérée et acceptée. En fait, pour de nombreux cadres la demande pour les produits agricoles existait toujours, en dépit de la baisse de la consommation, car "ce n'est pas vrai que la demande [de viande etc.] de la Roumanie a baissé". C'est seulement que, dans les

conditions où les gens n'ont plus l'argent de payer les produits, elle n'est plus manifeste. Ainsi, pour eux, la "demande" n'était pas tant la demande solvable des économistes, mais la demande correspondant aux besoins (solvable ou pas) de la population.

Mais à part leur capacité destructrice au plan micro-social, les intérêts personnels, qui se révélaient continuellement et concrètement à travers l'expérience de la corruption de l'appareil étatique, étaient d'autant plus condamnables qu'ils se conjuguèrent avec l'action d'autres "intérêts", cette fois-ci non pas individuels et internes, mais globaux et ainsi d'autant plus destructeurs. En fait, la raison ultime de la destruction de l'économie socialiste, et de par cela de la Roumanie, était vue par de nombreux cadres du secteur associatif et étatique comme résidant dans la volonté de la part des "intérêts étrangers" de détruire la Roumanie. La ruine du socialisme était ainsi conçue comme un plan, un complot de la part du "grand groupement ayant de l'argent" pour mettre en faillite les entreprises roumaines et ainsi pouvoir les acheter plus facilement. Comme me renseignait un ancien cadre de l'agriculture socialiste: "Avec Ceaușescu nous produisions plus [que maintenant]. Ils l'ont détruit, car il vendait moins cher que les autres. La Roumanie est seule [elle n'a plus d'alliés]".

Ainsi, la conception d'un marché abstrait n'arrivait pas encore à infuser la vision que les anciens cadres se faisaient des transformations que l'agriculture, l'économie et la société roumaine en général traversaient. Ces cadres (avec d'ailleurs une large partie de la population roumaine, en particulier celle qui subissait le coup des transformations) voyaient ces résultats non pas comme l'action de la main invisible du marché, mais comme celle de la main visible d'acteurs identifiables (même si les catégories qu'ils utilisaient étaient floues). Ainsi, les anciens cadres ne semblaient pas être arrivés à conceptualiser l'économie en tant qu'abstraction, mais ils la voyaient toujours en termes "d'agence". Cette continuité dans une conception "d'agence" de l'économie ne traduit pas toutefois un simple "héritage" de l'époque communiste, mais représente la réponse très actuelle des cadres face aux nouvelles conditions auxquelles ils ont été soumis après 1990⁶.

⁶Je pense ainsi que le processus "d'abstractisation" ne constitue pas, comme le croit Verdery, la seule voie pour "la réorganisation culturelle nécessaire pour une rupture avec le socialisme" (Verdery, 1996). En effet, la "rupture avec le socialisme" s'opère suite aux changements structurels auxquels sont confrontés les différents pays et peut prendre d'autres formes culturelles que la simple instauration de l'hégémonie économiste en termes de "marché abstrait".

Le discours légitimateur des anciens cadres se développait ainsi autour de la perte de l'ancien lien qui les unissait à l'État, et en particulier aux ressources et aux réseaux qui y trouvaient leur base. En construisant une certaine image de la société, de l'ordre et du chaos, et en y assignant une place de direction à l'État, les anciens cadres ne faisaient pas seulement d'avancer leurs demandes pour la réétatisation de l'économie, mais légitimaient aussi, du coup, leur position dirigeante sur le plan local, tout en délégitimant la position de nouveaux acteurs (banques, entrepreneurs).

Ayant vu les transformations générales qui ont affecté l'ancienne bureaucratie agricole, nous tournerons maintenant notre attention sur les autres acteurs du secteur coopératif, acteurs qui, bien que ne se trouvant pas à la tête des associations, pesaient, de manière plus ou moins directe, sur la direction que celles-ci allaient suivre: les petits propriétaires membres de ces associations. Nous analyserons alors les relations et rapports qui s'établissaient entre le président les petits propriétaires des terres exploitées par les associations, ainsi que leur influence sur les décisions des présidents et sur les performances des associations.

Chapitre 10. Le fonctionnement interne des associations: les cadres face aux propriétaires de terres (1997-1998)

Après avoir vu la manière dont le secteur associatif s'est transformé, les nouveaux entrepreneurs qui sont apparus après 1990 et la manière dont le secteur associatif a répondu à cette apparition, nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur le fonctionnement interne des associations pour voir en particulier la position des cadres par rapport aux propriétaires des terres. Mon hypothèse est que les associations, soient-elles juridiques ou familiales, étaient des formes d'exploitation basées sur une organisation dont la spécificité est le quasi-monopole du pouvoir de décision de la part des présidents de l'association et de leurs petites cliques d'alliés. En dépit de ce quasi-monopole toutefois, les présidents des associations se trouvaient dans une situation précaire. Dépourvus de l'appui idéologique et politique de l'État, ils restaient fortement dépendants des petits propriétaires quant à la continuation du contrôle des terres, et devaient ainsi légitimer constamment leur contrôle des terres. Nous reviendrons, dans la partie suivante, pour montrer que, malgré ce quasi-monopole et l'absence de mécanisme formel efficace d'implication d'une majorité des membres dans la prise de décisions, les membres des associations ont eu recours à des moyens indirects afin de faire valoir leur position.

Les rapports entre le président de l'association et les propriétaires des terres travaillées par l'association ont varié en fonction de plusieurs facteurs tenant au contexte plus général des politiques agricoles étatique, politiques qui ont joué sur la position relative des deux types d'acteurs (présidents et petits propriétaires) à travers la place qu'elles leurs ont donnée dans le processus de décollectivisation et par la suite à travers les ressources qu'elles ont dirigées vers chacun d'entre eux. Ces rapports ont été aussi dépendants du processus même de redistribution de la terre des coopératives, de la nouvelle structure de la propriété qui a pris naissance par la suite, ainsi que du contexte plus général de transformation de l'économie roumaine dans son ensemble, transformation qui a joué sur la marge de manœuvre dont ont disposé autant les présidents que les villageois et les nouveaux propriétaires.

10.1. Le processus de prise de décisions à l'intérieur des associations: qui décide, quoi et comment?

10.1.1. Le processus de prise de décisions à l'intérieur des associations: qui décide, quoi et comment?

Allant en parallèle avec la diminution des superficies et des activités des unités associatives après 1989 (par rapport à celles des anciennes CAP), la structure interne des associations, au niveau de la force de travail utilisée, salariée ou non salariée, et du personnel de décision et administratif, a connu elle aussi une contraction remarquable par rapport à ce qui caractérisait les anciennes coopératives. Ainsi par exemple, les associations disposaient en 1998 d'un personnel dirigeant et administratif réduit, dont elles avaient éliminé non seulement les "chefs de brigade" ou de sections, mais aussi le personnel spécialisé formé par les techniciens et les ingénieurs agronomes.

En même temps, la force de travail utilisée a été elle aussi réduite, car les membres ne contribuaient plus, comme au temps des CAP, et de par leur qualité même de membres, au travail effectué dans le cadre de l'association. En général, cette force de travail se réduisait, dans le cas des nouvelles associations constituées après 1991, aux employés pour les tracteurs et moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux journaliers employés ponctuellement pour les campagnes agricoles. En fait, étant donné que les associations ont réduit, par rapport aux CAP, les cultures à fort emploi de main d'œuvre (en particulier les légumes, mais aussi le maïs), elles ont aussi diminué leur recours à une force de travail manuelle, en essayant de se concentrer sur des cultures plus mécanisées. De toute manière, même dans les cas d'utilisation de la main d'œuvre, cette utilisation n'était plus faire en mode "coopératif" (c'est-à-dire en ayant recours au système de rétribution en "normes" et à l'octroi des lots personnels), mais comprenait l'utilisation d'une main d'œuvre salariée, payée strictement lors du travail et pour la quantité de travail déposé. La seule exception était, comme nous le verrons plus bas, la culture du maïs, qui était encore travaillée en un mode qui rappelait "l'accord global" du temps du communisme.

La structure interne des associations a maintenu ainsi un caractère dual, comprenant, d'un côté, la masse des petits propriétaires dont les terres étaient exploitées par l'association, et, d'un autre côté, le personnel dirigeant et administratif ainsi que les autres employés. En général, les associations familiales n'avaient d'autre personnel dirigeant et administratif que

le président, tandis que les associations juridiques disposaient, à part le président, d'un comptable et d'un magasinier. Le président, le comptable et le magasinier étaient des employés de l'association et recevaient des salaires de celle-ci. À côté de ces derniers, les associations employaient aussi, quand elles disposaient de leurs propres tracteurs, de conducteurs. Souvent, ceux-ci étaient employés seulement pour la période des campagnes agricoles et étaient mis en chômage pendant l'hiver. Un schéma d'emploi encore plus flexible était celui utilisé par une association familiale, et consistait à avoir recours à des retraités payés à forfait (contractuels pour la campagne), ce qui permettait de ne plus payer de contributions sociales. Finalement, à côté du personnel administratif permanent, les associations employaient aussi lors des campagnes agricoles (pour aider aux semailles ou à la récolte) de la force de travail saisonnière.

Selon les données fournies par la DGAA Dâmbovița, les associations juridiques du département regroupaient ensemble environ une dizaine de milliers de petits propriétaires, ce qui fait que la moyenne de la superficie de terre avec laquelle ceux-ci participaient à l'association était d'un peu plus d'un hectare. En fait, si on considère chaque association individuellement, la superficie moyenne par propriétaire variait entre moins d'un demi-hectare et un peu plus de deux hectare. Pour la majorité des associations elle se situe à près d'un hectare. Je ne dispose pas de données pour les associations familiales, mais il semble que les superficies de terres avec lesquelles les propriétaires contribuaient à l'association ne s'éloignaient pas trop de celles des association juridiques. Chaque association de quelque envergure (plus de 100 hectares) regroupait ainsi entre quelque dizaines et quelque centaines de petits propriétaires.

10.1.2. La constitution des associations

Les associations agricoles du sud de Dâmbovița étaient caractérisées à la fin du deuxième millénaire par la combinaison paradoxale d'un quasi-monopole du pouvoir de décision de la part des présidents d'associations, avec un haut degré de dépendance de la part de ces derniers envers leurs membres. En fait, comme nous le verrons dans ce qui suit, bien que les présidents prenaient la majeure partie des décisions à court et long terme concernant leurs associations sans avoir recours une consultation plus large de leurs membres, ces mêmes présidents étaient très dépendants de leurs membres au niveau de l'existence même des associations et ainsi de la continuation de leurs positions de direction.

De cette manière, nous pouvons dire que les membres, même si dépourvus de mécanismes formels efficaces d'intervention dans les affaires des associations, avaient au moins une sorte de pouvoir indirect qui pouvait se refléter, de manière concrète, sur le cours suivi par ces associations.

Remarquons ainsi que, d'un côté, la constitution même des associations n'avait pas été un processus d'élection démocratique de la part de l'ensemble de leurs membres, mais a résulté plutôt des décisions de certains anciens cadres de former des associations, ainsi que de leur capacité à convaincre certains petits propriétaires d'un village d'y céder leurs terres. De ce fait témoignent non seulement les nombreux récits de constitution d'associations (autant de la part de leur chefs que de la part des membres), récits qui attribuent toujours la constitution de l'association à son président (X a voulu faire une association), mais aussi les changements subséquents aux constitutions initiales de 1992-1993. Ainsi par exemple, ce sont toujours les présidents qui ont quitté l'association et qui ont décidé d'en former une autre, éventuellement en essayant de convaincre une partie des membres de les suivre. Bien que la décision de constitution était souvent légitimée en termes de "volonté du peuple" ("ce sont les gens qui me l'ont demandé, je le fais pour les gens"), dans les faits il n'y avait pas d'élection, et ainsi de choix entre différents présidents possibles (le choix était éventuellement, à l'intérieur d'un village, entre différentes associations déjà constituées).

En fait, et de manière plus générale, le processus de décollectivisation formelle, de redistribution des terres des anciennes coopératives et de constitution de nouvelles associations a impliqué une reprise de la position dominante des anciens cadres de l'agriculture socialiste et une reproduction des rapports de pouvoir inégaux entre eux et la majorité des villageois. Effectivement, de par leur participation aux commissions de liquidation des CAP, mais aussi de par leur position ultérieure à la tête des associations juridiques, les anciens cadres ont pris largement le contrôle du processus de décollectivisation formelle.

Ils se sont ainsi prononcés sur la redistribution des terres en orientant le choix de l'emplacement des parcelles redistribuées. En fait, la loi foncière de 1991 laissait place à une redistribution "sur les anciens emplacements", et ainsi risquait, à travers l'éparpillement extrême de la propriété qui suivait à la dissolution des grosses parcelles des coopératives, de mettre en péril toute constitution rapide et en douceur des associations. Afin de maintenir au moins une partie des grosses parcelles en place, les anciens cadres sont parfois intervenus rapidement et avant que l'application de la loi foncière ne s'achève,

de la même manière énergique et autoritaire qui les caractérisaient pendant le socialisme. On rapporte qu'un ancien président de coopérative avait dit aux villageois de Morteni, au sud de Dâmbovița: "Qui veut prendre un morceau de terre, qu'il en prenne autant qu'il peut travailler! Les autres, venez dans l'association!" Et il a créé une association juridique qui était d'ailleurs la plus grande du département, étendue sur quelque 1.100 hectares. Il en résultait que plus d'un quart du terrain arable de la commune était en association, ce qui constituait aussi, vraisemblablement, la plus grande proportion de terre en association par commune rencontrée dans le département de Dâmbovița. C'est ainsi que l'appropriation des terres par les nouveaux propriétaires, appropriation stipulée dans la loi foncière, n'est pas passée, dans certains villages et du moins en partie, par l'institution impersonnelle de la loi, mais par l'agent très concret et local du président qui a dirigé le processus de redistribution.

Par ailleurs, les présidents sont aussi intervenus dans le processus de redistribution des autres actifs des coopératives. Par exemple, une ancienne présidente de CAP, devenue présidente de l'association juridique héritière, s'est occupée à "reprendre" au compte de son association les anciennes étables de la CAP, et par la suite de les vendre, de son gré, à un entrepreneur privé. Les anciens membres de la CAP ne semblent ainsi avoir eu d'autre poids sur le processus que les maigres "dédommagements" qu'ils ont reçu au compte des étables.

D'un autre côté toutefois, la position des présidents d'association par rapport aux propriétaires de la terre n'était plus, même lors de la constitution des associations, équivalente à celle des présidents de coopérative du temps du communisme. En fait, n'ayant plus l'appui politique que l'État communiste avait prêté autrefois à la collectivisation et aux CAP, les présidents d'association ont dû convaincre maintenant tous seuls les nouveaux propriétaires d'y mettre leurs terres.

En effet, si dans le cas des associations juridiques les présidents ont pu bénéficier d'un appui institutionnel de la part des commissions foncières, dans le cas des associations familiales le travail de constitution a été beaucoup plus ardu, dépendant de la capacité du président à convaincre les propriétaires d'y mettre leurs terres, et même parfois à consentir de changer l'emplacement de leurs terres afin que l'association puisse exploiter des parcelles contiguës. C'est ainsi que les associations familiales ont eu plus de difficulté à se constituer, à persister et à atteindre des tailles plus considérables. Ainsi, dans les cas où elles réussissaient à décoller, leur taille a crû lentement d'année en année, par le rajout de nouveaux membres. Par contre, les associations juridiques ont souvent connu une taille

maximale dès la période initiale de leur constitution, durant les années 1991-1993. Ainsi par exemple, j'ai rencontré plusieurs associations familiales dont les présidents démontraient les bonnes performances vis-à-vis de leurs membres, en louant la croissance d'année en année des superficies exploitées (et donc l'accroissement du nombre des membres). Une association familiale semble ainsi avoir crû d'une vingtaine d'hectares, en 1993, à plus de 200 hectares, en 1998. Par contre, les associations juridiques que j'ai rencontrées semblaient avoir un sort plus stable, la majorité ayant été constituées en 1991-1993, et avoir par la suite gardé, avec des petites variations (de quelque dizaines de hectares sur plusieurs centaines de hectares), à peu près la même taille.

10.1.3. Le fonctionnement courant des associations

Mais une fois que les associations ont été constituées, le processus de décision à l'intérieur des associations a continué d'être caractérisé par le même paradoxe (pouvoir de décision de la part des présidents/dépendance de ces derniers par rapport aux petits propriétaires) et d'être soumis ainsi à des contraintes contradictoires.

Ainsi, d'un côté, le pouvoir de décision concret restait toujours entre les mains du président (partagé éventuellement avec une poignée de proches collaborateurs). En effet, dans le cas des associations familiales, le manque d'un "statut" formel débouchait concrètement sur la concentration de ce pouvoir entre les mains du président. Par ailleurs, même dans le cas des associations juridiques, l'existence d'un tel statut ne faisait pas une grosse différence, car ces dernières associations n'avaient pas plus recours aux formes statuées de consultation de l'ensemble des membres. Ainsi par exemple, dans la commune de Buna, la majorité des membres n'allaient pas aux assemblées générales, ni ne se concernaient pas d'autres aspects de la marche de l'association juridique du village que de la part qu'elle allait leur redistribuer à la fin du cycle agricole. Les décisions courantes, ainsi que de plus longue haleine de l'association étaient prises par le président, parfois aidé par un groupe sélect des membres de la commission chargée du contrôle des récoltes de l'association. C'était donc le président qui devait décider tout seul (à l'indignation de certains membres ordinaires de l'association et même des membres de la commission de contrôle) d'engager l'association dans des dettes envers un entrepreneur local, d'utiliser à son gré les outillages de l'association, de vendre les étables que l'association avait repris de l'ancienne CAP...

Ainsi, dans le langage local courant, une association appartenait toujours à son président, l'appellation "d'association de Puiu" étant tout aussi usitée que celle "d'association Mândruța". Les présidents, qui utilisaient toujours le possessif en parlant de l'association qu'ils dirigeaient ("mon association"), étaient ceux qui organisaient la production dans le cadre de l'association, décidaient de l'utilisation des outillages et des autres avoirs de l'association, engageaient des contrats pour les intrants et pour l'écoulement de la production, et décidaient de la stratégie de l'association quant aux dimensions des superficies exploitées et des diverses cultures, du partage des revenus réalisés entre les divers postes (redistribution envers les petits propriétaires, reprise du cycle de production, investissements pour de la machinerie), et du recours à des éventuels crédits.

D'un autre côté toutefois, même si c'étaient les présidents qui prenaient ces décisions, il n'en reste pas moins qu'ils n'étaient pas tout à fait autonomes pour les prendre, se trouvant sous le coup de plusieurs impératifs contradictoires. En fait, il est clair que les présidents devaient aussi répondre aux demandes des membres s'ils désiraient maintenir leur position à la tête des association, afin de continuer de bénéficier d'un salaire, mais aussi d'une position de pouvoir qui leur permettait de manipuler des ressources. Cela impliquait qu'ils devaient au moins essayer de maintenir l'activité de l'association à un niveau acceptable, et même d'accroître cette activité. Paradoxalement, cela débouchait, surtout dans les conditions de dégradation de leurs performances après 1997, sur la nécessité contraire de diminuer la part redistribuée envers les petits propriétaires. Les présidents d'associations se trouvaient ainsi tiraillés entre leurs propres intérêts d'extraction rapide du plus de ressources de l'association à leur propre bénéfice et le maintien de leur position à long terme; entre la nécessité d'assurer la continuation à long terme de l'activité de l'association (et ainsi d'augmenter la partie des bénéfices réinvestie dans les activités de l'association) et assurer la légitimité de leur position face aux membres (à travers une redistribution convenable de ressources de l'association envers ces derniers).

Cette position contradictoire trouvait sa source, du moins à l'origine, dans le changement que la chute du régime communiste a apporté au rapport entre les cadres du secteur associatif et l'État. Ainsi, d'un côté, après le changement de régime, la dissolution du système de planification centralisée a enlevé une partie des contraintes qui pesaient sur les présidents des coopératives/associations. En fait, l'extraction directe du surplus de la production agricole de la part de l'État a été interrompue brusquement quand les coopératives ont cessé leurs livraisons envers le fonds centralisé de l'État. Les présidents

d'association ont ainsi pu disposer désormais d'une plus large marge de manœuvre par rapport à l'État. Ils ont pu, en particulier, disposer de la totalité de la récolte, autant pour effectuer les ventes de produits qu'ils considéraient nécessaires, que pour en redistribuer une partie envers les petits propriétaires qui y amenaient leurs terres.

D'un autre côté, le changement de régime a entraîné non seulement un élargissement de la marge de manœuvre des présidents d'associations (en enlevant la contrainte du plan central), mais aussi le mouvement contraire de rétrécissement de cette marge. En fait, n'ayant plus l'appui de l'État pour discipliner la force de travail et pour extraire le surplus de la production agricole, et l'appui idéologique et politique pour tenir les petits propriétaires dans les formes d'exploitation collective, ces mêmes présidents se sont retrouvés seuls face aux petits propriétaires. Les décisions concernant la structure des cultures et surtout celles concernant la division des revenus de l'association entre les différents postes (et en particulier la part qui devait aller aux petits propriétaires des terres) ont été maintenant ouvertes, du moins en principe, à l'examen et au débat entre petits propriétaires et président.

Nous nous pencherons, dans ce qui suit, plus en détail sur les contraintes qui pesaient sur le processus de décision concernant le partage de la récolte, domaine qui non seulement était au cœur des préoccupations courantes des membres, mais qui était aussi le point névralgique des interactions plus ou moins directes entre présidents et membres.

10.1.4. Le partage de la récolte: le maïs

Un secteur important sur lequel a porté ce partage a été la culture du maïs, culture qui a gardé une place particulière à l'intérieur des associations. En effet, le maïs était, je le pense, la seule culture où les petits propriétaires contribuaient encore directement avec leur travail et où le partage avait des fortes chances de pencher, à travers le contrôle direct, sur le champ, de la récolte, en faveur des petits propriétaires. De plus, c'était peut-être la seule culture où les membres avaient des chances d'être impliqués directement dans la décision concernant les superficies cultivées.

La culture du maïs pratiquée par les associations est restée, tout comme au temps des coopératives socialistes, une culture non pas orientée vers le marché, mais liée à la petite production et consommation villageoises. Elle peut être vue ainsi comme une concession des présidents envers les petits propriétaires fonciers qui ont apporté leurs terres

dans les associations. En fait, cette culture était largement redistribuée aux propriétaires, étant utilisée par ceux-ci autant pour la consommation humaine que, surtout, pour nourrir les animaux de leurs petites exploitations. Ceci implique que la culture de maïs est restée centrée sur la récolte des épis mûrs, car c'est seulement ainsi qu'on peut la stocker dans les greniers des villageois. Elle est restée pour cela une récolte manuelle et se distinguait de la récolte mécanisée en grains, pratiquée surtout par les unités agricoles d'État et nécessitant des espaces de stockage plus perfectionnés (silos).

Les travaux pour cette culture étaient partagés entre, d'un côté, l'association, qui prenait en charge les travaux mécanisés (labour, semailles, traitement chimique du sol), et, d'un autre côté, les membres qui avaient décidé d'allouer une partie de leurs terres à cette culture, et qui travaillaient manuellement la parcelle qui leur revenait (faisant la herse, la récolte des épis mûrs et la coupe des tiges). La récolte était ultérieurement partagée entre l'association et les membres. Le système ressemblait à "l'accord global" qui existait sous le régime socialiste, mais semblait être plus avantageux pour les propriétaires qu'auparavant. Ainsi, si l'accord global redistribuait aux membres-travailleurs 30% de la récolte dans le meilleur des cas, dans le cas des associations la redistribution se situait autour de la moitié de la récolte.

Néanmoins, l'importance de la culture du maïs en tant que levier des petits propriétaires face à l'association était restée restreinte. En fait, seulement certaines associations s'engageaient encore dans cette culture en 1998. Dans la commune de Buna par exemple, les deux plus petites associations avaient déjà cultivé jusqu'à 30% de leurs terres avec du maïs, mais avaient cessé cette culture en 1997-1998¹. La plus grande association, qui était une association juridique, n'avait jamais cultivé du maïs.

Une première explication peut être que les présidents n'ont plus trouvé d'intérêt à cultiver ce grain. Ainsi, non seulement cet intérêt a dû être, dès le début, très faible, dans les conditions où une grande partie de la récolte échappait au contrôle de la direction de l'association, mais aussi il a dû baisser encore plus, par la suite, quand le ralentissement de l'activité des complexes d'élevage animal a diminué la demande pour le maïs. Qui plus est, il se peut que les petits propriétaires eux-mêmes n'aient plus eu tellement le désir de voir l'association s'engager dans cette culture.

¹ Il est fort probable que ceci reflète un phénomène plus général à l'échelle nationale. La part de la culture de maïs dans la superficie totale exploitée par les associations était de 33%, en 1989, mais a baissé à 29%, en 1994 (Sarris et Gavrilescu, 1994: 209). Il est fort probable que la baisse ait continué par la suite.

Pour comprendre ce paradoxe, nous devons regarder tout d'abord du côté des nouveaux petits propriétaires et de leur participation aux associations. Comme nous l'avons vu, il semble qu'environ 40% des nouveaux propriétaires vivaient en ville. Il est fort probable que les associations aient attiré d'abord et avant tout ces propriétaires absents. Dans le cas de l'association "Mândruța" par exemple, les *străinași* (littéralement les "petits étrangers", désignant les nouveaux propriétaires qui n'habitaient plus au village) donnaient 70% de leurs terres en association, presque deux fois plus que propriétaires vivant au village (qui y contribuait en donnant seulement 38% de leurs terres). Le caractère particulier de la nouvelle structure de propriété dans le village de Buna, où les propriétaires *străinași* représentaient seulement 5,8% des nouveaux propriétaires, faisait que ceux-ci représentaient néanmoins seulement 5,5% des membres de l'association. Dans d'autres communes, où le taux des propriétaires absents était beaucoup plus grand, jusqu'à 40% des membres des associations pouvaient être *străinași*. Ces propriétaires absents, surtout quand ils n'avaient plus de parents au village, ne désiraient ni y travailler ni en recevoir du maïs, préférant en fait l'argent ou les produits de consommation (farine, huile comestible, pommes de terre) à tous autres produits agricoles (tels que blé, maïs) de la récolte de l'association.

Finalement, même les propriétaires habitant au village ont eu, eux aussi, moins besoin du maïs de l'association. En fait, ceux-ci ne contribuaient presque jamais avec la totalité de leurs terres dans les associations, mais gardaient en exploitation personnelle une partie de leurs terres, terres qu'ils utilisaient, entre autres, pour réaliser leur propre culture de maïs. L'effondrement du marché du maïs pour la consommation animale après la chute des complexes d'élevage² a dû mettre en concurrence la production de l'association avec la production personnelle des petits propriétaires.

Ainsi, dans les conditions où la culture du maïs n'a jamais concerné plus d'un tiers des superficies cultivées par les associations et où elle se trouvait, à la fin des années 90, visiblement en diminution, il faudrait regarder surtout du côté des autres cultures, celles sur qui a porté le gros de la redistribution envers les petits propriétaires.

² Remarquons aussi que le maïs pour la consommation humaine circulait largement en dehors du marché. En fait, les petits propriétaires villageois produisaient leur propre maïs, tandis que de nombreux citadins se procuraient du maïs, qu'ils consommaient aussi en moindre quantité, à travers les réseaux d'échange informels ville-village.

10.1.5. Le partage de la récolte: les autres cultures

D'après les dires de plusieurs présidents, en 1998, les associations avaient redistribué entre 20 et 30% de leurs récoltes annuelles aux petits propriétaires, la redistribution se faisant en fonction de la superficie avec laquelle chaque propriétaire avait contribué à l'association. La formule semblait être simple, transparente, et traduire un partage équitable: la part qui revenait aux propriétaires était la même qu'aux temps les plus favorables de "l'accord global" socialiste, tandis que les petits propriétaires n'y mettaient plus de travail, mais recevaient en fait une sorte de rente pour leurs terres.

Cette simplicité cache néanmoins une réalité plus complexe où le calcul de la part des revenus de l'association qui revenait aux propriétaires de terre s'avère plus difficile à effectuer. La question qui se pose est en fait de savoir dans quelle mesure les présidents rendaient effectivement des comptes envers les membres quant à la manipulation des ressources de l'association. Mon hypothèse est qu'ils avaient et se donnaient une certaine marge de manœuvre dans la disposition de "ressources manipulables", ressources qu'ils employaient au compte de l'association mais aussi à leur propre compte.

Dans les conditions où les membres ne participaient plus aux travaux agricoles de l'association (les associations utilisaient, pour cela, des journaliers, parfois de l'extérieur du village), ils n'étaient plus capables de contrôler directement la récolte réalisée, et ainsi réaliser, comme autre fois dans le système de l'accord global (et comme encore après le changement du régime pour la culture du maïs), le partage de la récolte "sur le tas". Les membres de l'association n'étaient présents dans la cour du siège de l'association qu'au moment de la redistribution. Généralement absents, ils ne pouvaient pas alors contrôler effectivement la véracité des quantités avancées par le président. L'estimation de la récolte et des revenus finaux restaient ainsi un exercice éloigné qu'ils ne pouvaient pas contrôler directement.

L'estimation de la récolte se faisait différemment dans le cas des deux types d'associations. Dans le cas des associations familiales, de dimensions généralement plus réduites, l'estimation de la récolte était fondée plutôt sur la confiance réciproque entre le président et les propriétaires. Les associations juridiques par contre, les seules dotées d'une personnalité juridique et ayant une comptabilité formelle, disposaient de mécanismes plus formalisés, en particulier la commission d'estimation de la récolte chargée de superviser la cueillette et de confirmer la validité des chiffres finaux avancés.

Il semble ainsi qu'en aucun des deux cas la comptabilité des associations ne se trouvait sous la surveillance directe des membres. Trop nombreux (de quelque dizaines à plus d'un millier par association) pour s'impliquer directement au moment de la récolte, les membres comptaient soit sur la confiance, dans le cas des associations familiales, soit sur les commissions, dans le cas des associations juridiques. Qui plus est, même dans ce dernier cas, les commissions d'évaluation ne semblaient pas fonctionner en vrais représentants de la totalité des membres, mais plutôt comme un groupe ayant comme principale fonction de garantir la légitimité des actions entreprises par le président. Dans le village de Buna, la commission était formée de membres de l'élite locale (un ancien journaliste, une directrice d'école) ou de la couche insérée de "propriétaires directs" (tels que des *navetišti*), membres qui ne semblaient pas portés vers une trop grande contestation des actions du président.

Je pense d'ailleurs que le vrai endroit névralgique du processus de partage se trouvait ailleurs qu'au moment de la récolte et de son évaluation. J'ai observé que les performances des associations en ce qui concerne la redistribution envers les petits propriétaires étaient mesurées, autant de la part du président que de la part des membres, principalement dans la quantité de blé redistribuée (600 kg, 400 kg, etc.). Il n'y était pas question d'autres quantités significatives redistribuées, sauf pour quelques kilogrammes d'huile, de pommes de terre ou de soja (quantités qui étaient généralement de l'ordre de quelques dizaines de litres ou de kilogrammes). Parfois les présidents parlaient aussi de l'argent donné aux propriétaires absents au compte de leurs terres. La complexité des opérations de l'association, de ses dépenses et ses revenus, était ainsi réduite à un simple indicateur. Je pense que c'est au niveau de cette simplification même, et de sa corrélation avec la reproduction d'un rapport inégal, quant au savoir, entre les présidents et les petits propriétaires, que se jouaient les vrais enjeux du contrôle des ressources et de leur partage à l'intérieur de l'association.

10.1.6. La magie des chiffres

La marge de manœuvre des présidents, je le pense, ne dérivait pas, du moins principalement, de la manipulation directe de la récolte de blé, mais de ce que j'appellerais "la magie" ou "le fétichisme des chiffres". Cette magie masquait, à travers une formule

simple ("600 kg de blé/ ha"), la complexité des cultures et des revenus de l'association, ainsi que l'utilisation de ces revenus par le président.

La magie des chiffres utilisée par les présidents des associations venait en continuité avec celle du temps du communisme (qui manipulait les productivités et productions afin de "réaliser le plan"). À cette magie participaient non seulement les cadres du secteur associatif, mais aussi les cadres du secteur agricole étatique. À chaque entretien que j'ai eu avec eux, ces derniers cadres sortaient des chiffres, des pourcentages et des indicateurs qui servaient à réaffirmer leur légitimité basée sur le haut savoir spécialisé, et en même temps à justifier les prétentions de haute performance de leurs unités (malgré le fait que, souvent, leurs unités étaient criblées de dettes et fonctionnaient seulement à une fraction de leur capacité).

Prenons, par exemple, le cas concret de l'association juridique Mândruța du village de Buna. En 1995, celle-ci semblait avoir redistribué par hectare 600 kg de blé ainsi qu'une maigre partie de la récolte de tournesol (15 litres). En dépit des allégations du président comme quoi il avait donné pour chaque hectare un tiers de la récolte de l'association (30%), j'ai constaté, en consultant les données fournies par l'agronome de la Chambre agricole communale, que la partie gardée par l'association après la redistribution envers les membres s'élevait à plus de 70% de la récolte totale réalisée.

En effet, j'ai constaté que cette année-là l'association avait cultivé 500 hectares (55% du total) avec du blé, réalisant une production totale de 1.634 tonnes. Si nous rapportons la quantité de blé réalisée à la superficie totale exploitée par l'association (908 hectares), il résulte que l'association disposait de quelque 1800 kg par hectare. De ceci, après avoir redistribué aux membres 600 kg par hectare (soit un tiers), il restait à l'association les deux tiers de la récolte totale, ce qui respectait, apparemment, le partage 30 % / 70 % entre elle et ses membres. L'artifice était toutefois que cette "récolte totale" représentait la récolte de blé occupant seulement 55% de la superficie exploitée par l'association, et non pas la récolte réalisée sur la superficie totale exploitée par l'association. En fait, le reste de 44% a été cultivé avec de l'orge, de l'avoine, des fourrages, de la betterave à sucre et du tournesol, cultures qui ont rapporté, par hectare, un revenu plus élevé que celui résultant de la récolte de blé. Ce "reste", qui semble d'ailleurs assez important, semble ainsi avoir été presque entièrement gardée par l'association, et, de plus, sans que les membres n'en soient avisés. Pour résumer, l'association avait gardé deux tiers de la récolte de blé (en en redistribuant un tiers envers ses membres), mais aussi, de surcroît, la totalité de la récolte d'orge (200

hectares), d'avoine, de fourrages, de betterave à sucre, ainsi qu'une partie de la récolte de tournesol (50 hectares). Derrière le miroitement des quantités et pourcentages de blé, une large partie de la récolte de l'association est ainsi devenue "invisible".

Les choses se compliquent encore plus si nous considérons que, dans le cas des associations juridiques, le partage incluait aussi le "capital social" dont l'association disposait. Ce capital social a été formé d'habitude au moment de la constitution de l'association à travers la reprise de certains actifs des anciennes coopératives (bâtiments, étables, outillages), actifs pour la valeur desquels les autres membres de la coopérative avaient été dédommagés. Par la suite, les associations ont pu y rajouter, dans le cas où elles ont réalisé des investissements, d'autres actifs, en particulier de la machinerie et des outillages.

Chaque membre associé avait, conformément au statut, droit à une partie de ce capital social au cas où il allait se retirer de l'association. Mais l'évaluation de ce capital social était lui-même un processus controversé. En 1998, le capital social de l'association "Mândruța" était de 870 millions *lei* (environ 100.000 dollars américains). Il comprenait, à part des bâtiments, remises, annexes et étables, 10 tracteurs, 3 combines, 4 remorques, un camion, une voiture de terrain de production roumaine, ainsi que d'autres outillages agricoles. Même en tenant compte qu'une partie, au moins, des machines était usée, il n'empêche que l'évaluation semblait être beaucoup trop basse. Elle semblait avantager non pas tant les membres associés (qui recevraient ainsi à leur sortie un million de *lei* pour un hectare, soit l'équivalent un salaire mensuel moyen de l'époque), que l'association, qui ainsi se départirait seulement d'une maigre partie de ses ressources.

Tout comme dans le cas des cultures, la marge de manœuvre du président résultait non seulement d'une simple manipulation des chiffres évaluant le montant du capital social. En fait, certaines associations juridiques réussissaient à travailler la terre de certains petits propriétaires sans avoir à redistribuer aussi leur capital social envers ces derniers, en ayant recours au fermage de terres supplémentaires. Le fermage leur permettait non seulement d'accroître les superficies qu'elles travaillaient, mais aussi se doter d'une certaine indépendance quant au choix des cultures et d'accroître ainsi l'opacité de leurs opérations. En fait, le fermage était une entente plus lâche, qui liait le président au propriétaire de la terre seulement en ce qui concerne la redistribution d'une certaine quantité de produits, laissant ainsi en rade le problème de choix de cultures, d'évaluation des récoltes et celui du capital social. Il faut remarquer que les associations familiales suivaient déjà ce modèle,

car, dans l'absence d'un statut légal, d'une comptabilité et d'un capital social commun, le président n'avait d'autre obligation que de donner une certaine quantité de produits aux propriétaires membres, tout en gardant tout bénéfice supplémentaire pour lui-même. Les éventuels investissements qu'il faisait étaient déjà à son propre compte, les outillages, par exemple, lui appartenant souvent entièrement.

Pour en revenir néanmoins aux associations juridiques, il faut remarquer que le rajout de terres prises en fermage, et ainsi de propriétaires qui n'étaient pas associés, contribuait à maintenir, sinon à accroître, l'opacité des opérations à leur intérieur. Ainsi, par exemple, l'association Mândruța, qui, en 1993/1994, avait 850 hectares en association, cultivées à 55% avec du blé et le reste avec une combinaison d'autres cultures (orge, avoine, tournesol, betterave à sucre); avait, en 1996/1997, 800 hectares en association, cultivés à 94% avec du blé, mais 200 autres hectares, cultivés avec du tournesol, escourgeon, fourrages, betterave à sucre. En choisissant de mettre les cultures autre que le blé sur les terres en fermage, le président a soustrait l'utilisation des revenus qui en résultaient (revenus qui étaient souvent plus grands que ceux résultant de la culture de blé) aux comptes normaux de l'association, tout en utilisant les ressources "à valeur molle" de l'association (machinerie) pour produire ces revenus.

La pratique du fermage de la part des associations juridiques n'était pas admise, même si elle était connue, par les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. En fait, les données officielles recueillies au niveau de chaque département ne reflétaient pas les processus rencontrés sur le terrain. Peut être, d'ailleurs, les acteurs impliqués n'avaient ni l'intérêt ni le désir de réaliser cette réflexion. Ainsi, dans la statistique centrale pour le département de Dâmbovița concernant les associations juridiques en 1997, il y avait des colonnes pour la "superficie exploitée" et le "nombre d'associés", mais aucune indication comme quoi ces associations prenaient de la terre en fermage (le fermage apparaissait seulement dans la statistique pour les sociétés agricoles commerciales, celles qui étaient donc hors du secteur associatif). Pourtant, il semble bien qu'une partie au moins de ces "associés" étaient, en fait, de propriétaires qui donnaient leur terre en fermage. Ainsi par exemple, l'association "Mândruța" figurait dans cette statistique (et dans les statistiques de la mairie de Buna, d'où les chiffres centraux provenaient) en 1997, avec un total de 530 "associés". 20% des terres exploitées par l'association cette année-là étaient pourtant prises en fermage, et, d'après mes calculs, le nombre des "associés" proprement dits s'élevait à seulement 450, ce qui laissait quelque 80 propriétaires qui n'étaient pas de véritables

"associés". Une association d'un village voisin allait même encore plus loin, avec quelque 200 propriétaires participant avec leur terres (qui figuraient en tant qu'associés dans les statistiques officielles), mais dont, selon le témoignage de son ancien président, seulement 17 personnes étaient effectivement des "associés".

10.1.7. Le brouillage des catégories

L'opacité des opérations des présidents était en continuité avec l'opacité plus générale qui était présente dans l'économie roumaine. Celle-ci résultait d'une indétermination et d'une utilisation floue des nouvelles catégories apparues après 1989. Ainsi, le terme "d'association" (*asociație*) était souvent utilisé pour toute forme d'exploitation utilisant les terres de plusieurs petits propriétaires, même quand il n'y avait aucune trace d'une vraie forme associative, mais il s'agissait plutôt de fermage pur et simple. Le cas des associations familiales illustre d'ailleurs ce flou catégoriel. De la même manière, le terme "d'associés" (*asociați*) était souvent utilisé, comme nous l'avons vu, pour désigner des propriétaires ayant donné leur terre en fermage à une association. Finalement, le terme même de "fermage" (*arendă*) prenait lui aussi différentes connotations, étant souvent un fermage informel qui n'avait pas recours à des documents officiels tels que la loi le demandait. Et pour compliquer les choses, dans le langage courant, l'*arendă* (qui était un terme plutôt officiel et didactique) était souvent remplacé par *chirie* ("location"). La même variété de situations (au niveau des ententes entre celui qui donnait et celui qui prenait la terre) semblait toutefois correspondre à l'un comme à l'autre. Ce qui rapprochait les deux termes était toutefois leur acception commune de "location" d'envergure (entre un petit propriétaire et une grande unité d'exploitation), qui s'opposait aux petites ententes locales de faibles dimensions, auxquelles on se référait avec le terme de *în parte* ("en part" ou "métayage").

Il semblait d'ailleurs que les fonctionnaires même du ministère continuaient à tolérer et à reproduire ainsi cette indétermination catégorielle. Ainsi, par exemple, même si l'agronome affilié à la Chambre d'agricole d'une commune avait, comme j'ai pu le constater concrètement, recueilli les données concernant les superficies en fermage d'une des associations de la commune, les données au niveau départemental, du ministère de l'Agriculture, ou de la commission nationale de statistique ne les incluaient pas. La situation confuse des associations familiales, qui présentaient en effet une forme d'exploitation

informelle, montre aussi que le gouvernement tolérait ouvertement l'indétermination quant aux formes d'exploitation. Le gouvernement semblait ainsi peu se soucier de réglementer les contrats et de les "rigidifier" dans certaines formes légales. En n'admettant pas l'existence du fermage pratiqué par les associations, ou en fournissant des statistiques qui regroupaient ensemble les données des associations avec celles des petites exploitations dans la grande catégorie de l'agriculture "privée", le gouvernement semblait ainsi opter pour une stratégie de moindres difficultés. En fait, tant qu'un phénomène n'était révélé dans les statistiques, il n'existait pas, et donc le gouvernement ne devait pas travailler à proposer des solutions et à faire pousser la législation.

L'opacité des opérations des associations (par rapport à des agents externes comme l'État, mais aussi par rapport à leurs propres membres) résultait aussi d'un processus contradictoire d'attribution d'une valeur (monétaire) à des biens et services qui n'en avaient pas nécessairement une auparavant. Ainsi, l'exemple premier est la terre qui, comme me le disait un directeur de ferme d'État, (pendant le socialisme) "n'avait pas de valeur, elle apparaissait seulement dans les statistiques en tant que superficie utilisée". D'autres exemples incluent, comme nous l'avons vu, la valeur des actifs qui constituaient le capital social des associations juridiques, mais aussi la façon dont une association comptabilisait ses propres services mécanisées dans le calcul des bénéfices qu'elle retirait du travail des terrains en fermage.

Les difficultés liées à l'accès aux différentes données, celles portant sur les calculs de la partie redistribuée envers les petits propriétaires, ainsi que sur le calcul, par la suite, des profits réalisés (en particulier à cause de la difficulté du calcul des coûts, surtout dans les conditions où l'association disposait déjà d'outillages, et parfois même de semences), faisaient de l'entreprise du partage, autant au niveau des associations familiales qu'au niveau des associations juridiques, une lutte économique et politique entre direction et membres, et qui tournait autour de la quantité de blé redistribuée à chacun par hectare de terre appropriée. C'était en fait sur celui-ci que portaient les demandes et les contestations des propriétaires.

L'art des présidents d'association a justement été de maintenir les petits propriétaires dans l'illusion d'une simplicité du calcul, tout en embrouillant l'image du vrai fonctionnement de l'association. Cela n'a été possible que par la construction continue, et ayant ses racines dans la période du socialisme, d'une division et d'une hiérarchie entre eux-mêmes et les petits propriétaires.

10.1.8. Les nouvelles conditions d'après 1997: l'accroissement de la dépendance des présidents d'association par rapport à leurs membres

Mais avant de décrire l'entreprise de construction de cette distance hiérarchique servant à consolider la position supérieure des présidents par rapport aux membres, nous devons voir qu'elle devenait d'autant plus nécessaire vers la fin des années 1990, qu'après 1997 la position des présidents d'associations s'affaiblissait sous le coup des nouvelles politiques de la CDR. En effet, la liquidation du système des intégrateurs et la distribution des "coupons" (principale forme qu'allaient prendre désormais les subventions étatiques en agriculture) aux propriétaires de terre, redéploierent au moins une partie des ressources des associations, des mains des présidents d'association vers celles de leurs membres

C'est ainsi que les présidents des associations vinrent leur contrôle sur les ressources diminuer de façon importante, et furent désormais mis dans la situation de devoir négocier le contrôle des coupons avec les propriétaires de terre. Certains eurent recours à des méthodes plus autoritaires afin de s'assurer ce contrôle, comme par exemple ce président d'association juridique qui se posta à la sortie de la mairie locale et demanda que les membres de l'association lui rendent les coupons correspondant aux superficies qu'ils avaient en association tout de suite après qu'ils les aient obtenus. D'autres encore essayèrent de jouer la carte de leur position de "patrons", menaçant les propriétaires de leur éventuel départ et de la dissolution de l'association au cas où ils ne céderaient pas leurs coupons à l'association. Ce départ allait entraîner, d'après eux, la catastrophe de la mise en jachère des terres: "Qu'ils prennent leurs terres, qu'ils les laissent en jachère, qu'ils les vendent..."

Ce changement de direction des ressources s'accompagna de plus d'une baisse plus globale de la marge de manœuvre des présidents, dans les conditions où la baisse des prix agricoles diminua les rentrées des associations, augmenta les coûts, et où les deux années de calamités contribuèrent à la baisse des productions.

C'est ainsi que plusieurs présidents ont diminué les quantités redistribuées envers les

membres³. Mais, comme le cas de plusieurs associations le prouve, la baisse trop marquée de la part redistribuée envers les petits propriétaires a pu entraîner le retrait de leurs terres et finalement la dissolution même de l'association. De nombreux témoignages sur le terrain ont indiqué en fait la dissolution tant de certaines associations familiales, que de certaines associations juridiques. Dans une commune, j'ai entendu parler de trois associations juridiques sur un total de quatre, et de plusieurs associations familiales qui se sont dissoutes après 1996. D'autres associations encore ont perdu de leurs terres, soit par le retrait de certains membres associés, soit suite à la division de l'association en associations plus petites.

10.2. Les présidents face aux membres de leurs associations: la distance bien tempérée

La pression accrue que le milieu environnant exerçait sur les associations augmenta ainsi la pression à l'intérieur de celles-ci. L'incertitude et l'indétermination qui caractérisaient cette période de changement rapide donnèrent ainsi naissance à plusieurs stratégies de légitimation de la part des présidents d'associations, qui dorénavant devaient légitimer non seulement leurs prétentions au contrôle de la terre, mais aussi leurs prétentions au contrôle des coupons. Cette entreprise de légitimation construisait en même temps la distance hiérarchique qui leur permettait de se doter d'une marge de manœuvre dans la direction des associations, et combinait, comme nous le verrons dans ce qui suit, la délégitimation de toute forme d'exploitation autre que l'exploitation associative à la manipulation de l'idiome de l'aide (*ajutor*) auquel adhéraient autant les présidents que les villageois.

10.2.1. "Ils ne connaissent rien . . ."

Les présidents des associations construisaient constamment, à travers leurs discours et pratiques, une division et une hiérarchie symboliques entre les petits propriétaires et eux-mêmes. Ils se posaient ainsi comme "nous, l'association" (et non pas "nous l'administration" ou "nous la direction") s'opposant à "eux, les associés", qui semblaient ainsi, d'après eux, ne

³ En 1998, l'équivalent en argent, pour les cultures autres que le maïs, s'élevait, dans le cas d'une association juridique du sud du pays par exemple, à moins de 80 dollars américains par hectare (600-700.000 lei/ha).

pas en faire partie véritablement. C'est ce "nous" qui prenait les décisions et luttait pour la continuation des activités de l'association, tandis que "eux" ne faisaient que subir passivement les décisions prises par les présidents ou, au plus, créer des problèmes (en s'opposant au regroupement des terres ou en demandant une trop grande redistribution de la récolte, par exemple). Les présidents construisaient ainsi une séparation et une hiérarchie qui les séparaient des membres de leur association, ainsi que des petits propriétaires en général. Leur propre position dominante était réaffirmée à travers un double mouvement de délégitimation des petits propriétaires et de légitimation d'eux-mêmes.

Les présidents d'association avaient recours à plusieurs stratégies de légitimation/délégitimation. Ces stratégies s'inscrivaient dans un certain discours sur l'agriculture, le travail et le droit d'appropriation, vision qui ne leur était d'ailleurs pas spécifique, mais était partagée par l'ensemble des acteurs du secteur associatif et étatique, et en général par les anciens cadres de la bureaucratie agricole (cadres des fermes d'État et des Agromecs, agronomes des Chambres agricoles).

Comme nous l'avons vu plus haut, la vision des anciens cadres construisait la période socialiste comme un âge d'or de la société et de l'économie roumaines, période où celles-ci avaient été modernisées et sorties de leur arriération. En dépit de certaines défaillances, qui étaient vues comme conjoncturelles et contrebalancées par des réalisations certaines, le socialisme représentaient pour eux une période de progrès où l'industrie et l'agriculture roumaine se sont développées à des niveaux comparables aux standards de modernité fournis par les pays occidentaux. Pour l'agriculture, les principaux piliers de cette modernisation avaient été la mécanisation et l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques, en parallèle avec le regroupement des anciennes petites exploitations dans de grandes superficies à l'intérieur de fermes d'État et de coopératives. Adhérent à une image de la modernité allant en continuité avec la logique productiviste et extensive du socialisme, les anciens cadres considéraient que l'agriculture n'était possible que sur des grandes surfaces, le mérite du socialisme résidant justement dans la création des vastes parcelles en vue du travail mécanisé.

Le petite agriculture n'était ainsi pas possible, car elle ne permettait pas une agriculture moderne basée sur la mécanisation des travaux et l'utilisation des substances chimiques. Non seulement les outillages roumains n'étaient pas adaptés à des petites parcelles (car leurs capacités d'opération dépassaient celles des petites parcelles qui

composaient les nouvelles propriétés), mais les nouveaux propriétaires ne disposaient pas des moyens et du savoir nécessaire à l'applications des techniques agricoles modernes.

Pour les anciens cadres, les nouveaux petits propriétaires qui habitaient au village étaient vieux. De par leur âge, ils appartenaient à un monde révolu, celui des "paysans" d'avant la collectivisation. Ceux-ci ne disposaient pas des connaissances spécialisées dont disposaient les spécialistes de la bureaucratie agricole socialiste, et ainsi "ils ne savent pas cultiver la terre" de manière adéquate. Ces petits propriétaires ne disposaient pas non plus, de par leur maigres revenus de retraite, du capital nécessaire aux investissements requis par une agriculture moderne. C'est ainsi qu'ils avaient recours au travail manuel de la terre à l'aide de technologies périmées et antiquées (même les charrues à bœufs). Il s'était donc produits dans les campagnes une détechnologisation qui les maintenait en "circuit fermé". Comme, dans ces conditions, l'accroissement des superficies travaillées n'aurait pas réussi à déboucher sur une diminution des coûts de production, l'expansion de leurs activités était bloquée dans un circuit sans surplus. À l'appui de ces énoncés, les anciens cadres avaient recours à la même magie des chiffres, cette fois-ci dans le calcul des coûts et revenus des petites exploitations. Finalement, pour eux, la force de travail des petits propriétaires était vieillie et donc sans "force" et sans potentiel.

La petite agriculture des nouveaux petits propriétaires représentait ainsi une démodernisation de l'agriculture roumaine, une régression dans la progression vers des formes de plus en plus viables. "La petite agriculture est une agriculture de subsistance au niveau des années 50-55 avec une technologie qu'on note à 5 ou 6 [sur dix]", me disait un agronome travaillant à la mairie d'une des communes du sud du département.

Cette régression était vécue comme un retour dans le temps. C'est ainsi qu'à travers la rétrocession des terres et la multiplication ahurissante des petites exploitations, l'agriculture "a fait des pas en arrière depuis 1989". Pour certains, c'était le retour "au temps de Moromete", le personnage principal d'un roman célèbre en Roumanie qui décrit les difficultés de la vie d'une famille de paysans du sud de la Roumanie dans la période d'entre les deux guerres mondiales. Pour d'autres encore, le retour était encore plus brutal, allant "au temps des Romains et au travail à l'araire".

Cependant, il y avait une autre catégorie de nouveaux propriétaires vers laquelle se dirigeaient les attaques des anciens cadres dans leur entreprise de délégitimation des nouveaux propriétaires dans leur ensemble. C'étaient ceux qui étaient appelés dans les registres agricoles les *străinași* ("petits étrangers"), dans certains villages "citadins"

(*orășeni*) ou, dans d'autres encore, les "bucarestois" (*bucureșteni*), c'est-à-dire les petits propriétaires qui ne résidaient pas au village.

Les principales accusations portées à ces petits propriétaires absentéistes tournaient autour d'un élément idéologique important en Roumanie en général, et dans les campagnes plus particulièrement: le rapport à la terre. Un des éléments symboliques avancés par les élites politiques et intellectuelles roumaines dans leur lutte, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, pour la constitution de l'État roumain, a été le rapport à la terre du paysan roumain (Masson, 1995). Ce rapport était vu sous le mode essentialiste: le paysan roumain était lié de manière intrinsèque et viscérale à la terre qu'il travaillait, et, après l'affranchissement, à la terre qu'il possédait. Cette vision a été reprise par la suite dans le discours nationaliste de Ceaușescu, mais a été combinée à une vision qui mettait accent non pas sur le lien de propriété en tant que tel, mais sur le lien découlant du travail qui était investi dans la terre. La terre appartenait, durant le socialisme, non pas à des individus, mais au "peuple", à l'ensemble de la nation socialiste travailleuse.

Ces éléments ont été repris après 1989 par les anciens cadres de l'agriculture socialiste, et utilisés de manière particulière et originale dans la légitimation de leur propre emprise sur la terre. La terre inspirait, pour eux comme pour les nationalistes qui créèrent l'État-nation roumain, un amour irrationnel, "incontrôlable": "La terre est maudite, elle s'infiltré dans l'âme des hommes". Cet amour découlait néanmoins non pas de liens patrimoniaux, mais d'une expérience concrète qui devait être "vécue" pour être comprise. Pour les anciens cadres, c'était l'expérience du travail même qui forgeait le lien entre l'homme et la terre.

Ainsi, les anciens cadres réitéraient une vision où les droits sur la terre ne pouvaient pas découler d'une appropriation à travers des actes de propriété privée, mais d'une appropriation à travers le travail même. "Personne n'a jamais donné la terre pour que tu la maîtrises, mais pour que tu la travailles. Personne ne possède la terre, la terre n'est à personne". Ainsi, pour plusieurs d'entre eux, la terre "n'appartient à personne, elle n'est à personne", mais était "à ceux qui la travaillent". Cette fois-ci néanmoins le "travail" ne désignait plus le travail abstrait et collectif de la nation entière (comme dans le discours communiste officiel), mais le travail concret de ceux qui étaient ou avaient été engagés effectivement dans l'agriculture.

Comme nous l'avons vu plus haut, dans la conception des anciens cadres, la seule agriculture qui avait été prouvée viable était la grande agriculture socialiste des

coopératives et fermes d'État. C'était alors la participation passée à cette agriculture, et le travail qui y avait été déposé qui étaient les éléments légitimant à leurs yeux l'appropriation et le contrôle de la terre. Le travail des membres coopératifs sur leurs lots personnels, travail qui était considéré par ces derniers comme le véritable travail, n'était ainsi pas pris en cause.

L'expérience même du travail dans la coopérative avait débouché sur la création des liens particuliers entre les cadres et la terre des coopératives. Cette expérience était une expérience particulière, qui découlait de la position hiérarchiquement supérieure des cadres à l'intérieur de leurs unités. Leur travail de direction et supervision de la production plaçait les cadres dans une position élevée d'où ils pouvaient forger et s'adonner à une "esthétique des grandes superficies". De sa charrette à cheval, conduite par un "paysan" ignorant mais obéissant, l'agronome contemplait chaque jour la beauté des "immenses champs de blé ondoyant dans le vent", pouvant mesurer ainsi à la portée de son regard la mesure de sa maîtrise des terres et des hommes.

C'est pourquoi les "petits étrangers" des villes n'avaient pas vraiment, d'après les anciens/nouveaux cadres, le droit de détenir des terres, même si celles-ci avaient appartenu à leurs parents avant la collectivisation. Les citadins, qui avaient majoritairement travaillé en industrie, "n'ont pas biné la terre ici!". C'était, d'après certains cadres, ces "déracinés" qui avaient quitté le village pour les chantiers, qui étaient revenus au village mettre le ferment de la décollectivisation et ainsi de la destruction. Eux aussi mordus par la terre, mais séparés en même temps de celle-ci, s'étaient mis à réclamer la terre "qu'ils ont connu quand ils étaient petits". Comme me le disait la présidente d'une association juridique, "Ils avaient demandé la terre car ils en avaient la nostalgie, oubliant comment ils ont souffert pour elle avant la collectivisation!".

La légitimation de l'appropriation et du contrôle de la terre ne résidait pas, d'après les anciens cadres, seulement dans le travail passé, mais aussi dans le travail actuel et dans la potentialité d'un travail futur de la terre. Parmi "ceux qui travaillent la terre", les seuls qui la travaillaient de manière appropriée et qui présentaient aussi une véritable potentialité de continuer à le faire dans le futur étaient non pas les nouveaux petits propriétaires, mais eux-mêmes, chefs d'associations ou fermes d'État.

Pour les anciens cadres, les petits propriétaires étaient incapables de continuer à travailler la terre dans le futur, car ils étaient soit vieux - et donc sans réelles possibilités

pour se maintenir à la longue dans l'exploitation de la terre, soit citadins - n'ayant qu'un lien éloigné à la terre et sans désir de la travailler personnellement.

Les preuves de ce manque de potentialité de la part des nouveaux propriétaires découlaient de ce que, déjà, une partie des nouveaux petits propriétaires se désintéressait de ce que la terre soit travaillée. Une des accusations les plus graves que les différents acteurs de l'agriculture roumaine pouvaient se jeter l'un à l'autre était de ne pas avoir travaillé la terre qu'ils avaient en main, d'avoir laissé des hectares entiers "en jachère". La loi foncière de 1991 stipulait, en fait, que les nouveaux propriétaires avaient l'obligation de travailler la terre qu'ils avaient reçue, le manque à cette obligation entraînant, à la fin de trois années consécutives où ils ne la travaillaient pas, la perte du droit de propriété sur cette terre. L'impératif moral de travailler la terre ne venait pas toutefois seulement de la loi, mais était aussi lié aux conceptions locales qui liaient la valeur sociale à l'intensité du travail de la terre, et la honte et la déchéance sociale au manque au "devoir envers la terre", de travail de celle-ci.

Tout en reconnaissant parfois que, face à la détérioration des conditions économiques, eux-mêmes ont dû laisser en jachère une partie des terrains, les anciens cadres ne cessaient de pointer du doigt les petits propriétaires comme étant principalement et intrinsèquement ceux qui négligeaient leur terres. D'après eux, "il y a beaucoup de citoyens qui ont reçu leur terres et ils ne les travaillent pas, depuis plusieurs années".

Selon les anciens cadres, les pires étaient encore une fois ceux qui habitaient en ville. Ils ne s'intéressaient pas à la terre et à l'agriculture, mais "savent seulement venir et amener ce qu'on leur donne au compte de leurs terres". Leur manque d'intérêt pour la terre et leur "cassure" du travail direct de la terre était encore plus intrigant quand ils s'associaient parfois à la possession des terres les plus étendues, reçues en héritage de parents "ayant plus de possibilités" (phénomène lié probablement au fait que de nombreux paysans riches ou leurs enfants avaient quitté les villages après la collectivisation). Car, en dépit du fait qu'ils possédaient une partie considérable des terres aux villages, les citadins n'étaient pas capables de travailler la terre: "ils n'en veulent pas et ne savent pas comment [l'entretenir]".

C'est ainsi que la redistribution des terres à travers la loi foncière de 1991 était contestée par les présidents d'associations et les anciens cadres en général par le recours à un autre ordre de légitimation des droits sur la terre. Pour eux, le fait que "la terre est

devenue un fardeau", pouvait s'appliquer aux petits propriétaires, qui en effet "n'en voulaient plus et étaient prêts à en céder le contrôle à 'd'autres' qui en étaient plus capables".

Parmi ces "autres", les anciens cadres excluait tout autre agent possible hormis eux-mêmes, et toute autre forme d'exploitation en dehors du système associatif ou étatique. Quand ils n'ignoraient pas tout simplement les possibles alternatives, les anciens cadres voyaient la rétrocession des terres en l'absence des associations et fermes d'État comme menant directement à la réapparition des différences et inégalités dans les campagnes roumaines. C'était, toujours dans l'idiome du retour dans le temps, un retour au temps des *arendasi* ("affermeurs"), figures véreuses de l'exploitation et de l'aliénation, entrepreneurs (souvent étrangers) qui travaillant la terre en location avant l'arrivée des communistes.

Comme d'autres formes de grande agriculture, alternatives au système étatique/associatif, étaient occultées, la seule forme d'agriculture viable et ainsi réellement possible était la grande agriculture du secteur associatif ou étatique. La petite agriculture des nouveaux propriétaires était quant à elle impossible, car elle manquait les ressources et le savoir nécessaire à une production moderne. Comme me le résumait un président d'association, "Les associations se sont créées et vont se créer encore à cause qu'en Roumanie les villages sont très vieillissés. C'est leur seule forme d'existence, car quelqu'un d'autre... il n'y pas quelqu'un d'autre pour travailler la terre, la terre resterait non travaillée. Et alors [les associations] se sont créées sur des superficies détenues par des vieillards qui n'ont pas la possibilité matérielle de les travailler".

10.2.2. . . . mais nous les aidons"

C'est ainsi qu'en créant une image des petits propriétaires comme étant impuissants, sans ressources, désintéressés et ignorants dans les affaires de la vraie agriculture, les anciens cadres créaient en même temps, et en contrepoids, une image d'eux-mêmes comme détenant le vrai savoir et désir de travailler la terre, ainsi que la vraie légitimité découlant du travail passé et potentiel dans la grande agriculture, justifiant ainsi leur position dominante quant au contrôle de la terre.

Qui plus est, le contrôle dont les présidents s'assuraient, à travers l'association, sur les terres des petits propriétaires, était vu comme une véritable faveur que les présidents faisaient aux villageois. Tous les présidents avec lesquels j'ai parlé présentaient leur travail

à la tête de l'association comme une entreprise de bienfaisance de leur part envers l'ensemble des villageois, qui autrement seraient perdus. La constitution même de l'association avait été faite suite aux demandes, "à la sollicitation des gens", qui ont eux-mêmes et librement ont exprimé leur désir de céder leurs terres à l'association. Par la suite, si au début de la transition certains propriétaires étaient réticents à mettre leurs terres dans une association et à consentir à échanger l'emplacement de leurs terres (pour que l'association puisse travailler des parcelles contiguës), le succès de l'association et les difficultés croissantes liées à la petite exploitation les ont poussés à être plus flexibles et plus désireux de donner leurs terres en association. Ceux qui faisaient déjà partie d'une association "sont désespérés et s'accrochent à nous [l'association]. Ils ne veulent pas la quitter, ils ne veulent pas que l'association soit liquidée!".

Les associations elles-mêmes étaient présentées comme des formes démocratiques de coopération (par contraste, comme nous l'avons vu plus haut, avec la réalité de leur fonctionnement). Le point de référence était encore une fois la période socialiste, utilisée cette fois-ci pour mettre en évidence les vertus des associations. Ces dernières étaient des "CAP démocratiques". À la différence des anciennes coopératives socialistes, les associations non seulement s'étaient constituées "par la libre volonté" des membres et non pas par la coercition, mais connaissaient aussi une redistribution plus équitable des revenus réalisés. Comme l'État ne s'appropriait plus le surplus des associations, celui-ci était approprié par les associés. "Au temps des communistes, ils avaient pris ta terre, mais ils te donnaient rien. Tu travaillais, ils te donnaient rien non plus. Mais maintenant tu as la terre dans l'association, tu ne travailles pas, mais tu en reçois ! Soyons donc sérieux !" Chaque président d'association vantait ainsi la magnanimité des quantités redistribuées envers les petits propriétaires, prétendant souvent donner plus les autres associations de leur village ou commune.

Les rapports entre présidents et membres étaient présentés ainsi comme des rapports harmonieux. "Les gens sont contents de mon association. Nous sommes proches des gens et nous faisons comme ils disent, nous respectons leurs demandes", me disait un président d'association. (Une présidente d'association reconnaissait toutefois que les membres de son association "n'ont pas d'opinion", et que la peur fonctionnait encore, tout comme au temps du communisme, pour réduire au silence des membres - "ils ont peur de se voir expulser de l'association"). Cette vision harmonieuse cachait les conflits existants entre présidents et membres quant au partage des surplus, mais révélait en même temps la distance

hiérarchique que le président créait entre lui-même et les petits propriétaires qui participaient à l'association.

La division entre "nous" et "eux" prolongeait ainsi l'attitude paternaliste, du temps du communisme, des cadres par rapport aux "producteurs directs", mais, tout comme alors, était atténuée et utilisée des deux côtés à l'intérieur d'une relation spécifique. La bienfaisance dont se vantaient les présidents s'inscrivait en fait dans l'idiome des relations patron-client, relations inégalitaires mais qui étaient vécues comme des relations personnelles. Les patrons étaient les présidents, véritables maîtres des associations, tandis que les clients étaient les petits propriétaires des terres exploitées par l'association. La relation qui unissait les deux était mise par les présidents dans les termes non pas d'une relation contractuelle, mais dans les termes d'une relation personnelle prenant la forme d'une relation d'aide (*ajutor*).

En fait, je considère qu'en se présentant comme les bienfaiteurs des propriétaires et des village en général, les présidents d'association essayaient en effet de manipuler à leur propre bénéfice l'idiome local d'*ajutor* (aide). *Ajutor* était un terme utilisé à tous les niveaux de la société locale (ainsi que de la société roumaine en général), autant par les petits propriétaires que par les différents agents et cadres qui dirigeaient les différentes unités de la grande agriculture. Il désignait une relation inégalitaire entre un pourvoyeur de biens et services (le patron) et le bénéficiaire de ceux-ci (le client). C'était toujours celui qui se trouvait en position supérieure qui dispensait l'*ajutor*, tandis que l'autre le recevait. La relation d'*ajutor* pouvait lier un bureaucrate de l'administration avec le citoyen qui demandait un service public, la directrice d'une école qui donnait des leçons privées à l'enfant d'un villageois, l'État à une unité économique qui en recevait les subventions. Ceux qui se trouvaient dans une position supérieure avaient souvent recours à cet idiome afin de légitimer leur position, tandis que ceux qui se trouvaient dans une position inférieure l'utilisaient pour mousser leurs demandes ("aidez moi") ou, au contraire, pour contester la position de celui dont ils demandaient les services (il ne m'a pas aidé, donc il est bon à rien).

Les associations se constituaient ainsi non pas comme des entreprises capitalistes, mais, comme auparavant les coopératives, comme des "suzerainetés" (Humphrey, 1991), pourvoyant biens et services à leurs sujets. Elles ne payaient pas aux propriétaires une rente abstraite, un montant abstrait mesurable en argent, ou en kilogrammes, mais leur redistribuaient "ce dont ils ont besoin". Ainsi, une bonne association, autant pour les

présidents que pour les propriétaires, était celle qui redistribuait non pas une simple somme d'argent ou quantité de blé, mais celle qui mettait à la disposition des propriétaires une variété de produits nécessaires à la survie de leurs familles. Parfois l'association" (en fait son président) pouvait prendre en charge aussi la distribution de certains services. Ainsi par exemple, la présidente d'une association s'était lancée dans la vente des intrants agricoles (engrais, semences) au village. Elle présentait cette distribution non pas comme une simple vente de biens (les associations n'avaient d'ailleurs pas le droit de s'engager dans des activités commerciales), mais comme la fourniture de "services" envers les villageois. L'association, étant présentée comme la seule source possible de ces services, devenait ainsi une suzeraineté englobant potentiellement plus que ses membres.

À travers le discours légitimateur qu'ils construisaient à l'égard des membres des associations, les anciens cadres qui se trouvaient à la tête de ces dernières essayaient de se construire comme les seuls en droit, de par leur savoir et de par leur qualité de pourvoyeurs paternels des besoins des villageois, d'occuper la position de direction des associations et ainsi de contrôler la terre des nouveaux propriétaires. Paradoxalement, même si le revirement enregistré après 1997 a été réalisé au profit des entreprises de transformation alimentaire (qui remplacèrent les intégrateurs dans leur position de contrôle de la production agricole), les cadres du secteur associatif semblaient, dans leur condamnation des petits propriétaires, souscrire au discours officiel voulant que les vrais bénéficiaires des réformes du gouvernement de la CDR soient les petits propriétaires. Le paradoxe est néanmoins apparent. Ce que les anciens cadres essayaient de transmettre par leur discours était en fait la condamnation de la perte relative de leur pouvoir par rapport aux petits propriétaires (les coupons, bien que de valeur modeste, constituaient la seule grande source financière extérieure des associations et étaient, *volens nolens*, entre les mains des petits propriétaires), mais aussi leur plus grande insécurité par rapport à ceux-ci. En effet, l'avivement de la concurrence suite à la baisse des performances des associations et à l'apparition de nouveaux potentiels rivaux dans la personne des nouveaux entrepreneurs ne fit qu'augmenter cette insécurité.

Nous venons ainsi de voir qu'à travers l'entreprise de légitimation qu'ils mettaient en place, les présidents d'association contribuaient à créer une distance hiérarchique entre eux-mêmes et les petits propriétaires, distance qu'ils utilisaient pour reproduire leur propre position de pouvoir. Nous verrons, dans ce qui suit que les petits propriétaires eux-mêmes

ne subissaient pas passivement cette imposition idéologique. En fait, ils répondaient à travers leur propre vision du travail, des droits, de la valeur et du partage juste, en créant leurs propres dichotomies, oppositions et hiérarchies.

Nous focaliserons notre attention en ce qui suit sur la "petite" agriculture des exploitations familiales. En partant du cas concret du village de Buna, au sud de Dâmbovița, nous verrons quels étaient la structure et le fonctionnement de cette agriculture, tout comme les contraintes qui pesaient sur ses agents et les stratégies que ces derniers développèrent à la fin des années 90.

V. Cinquième partie.
La transformation de la "petite" agriculture après 1989, à Buna

Chapitre 11. La "petite" agriculture: propriétés, exploitations et activités agricoles (1990-1998)

11.1. La "petite" agriculture en Roumanie et le cas de Buna

11.1.1. La "petite" agriculture: quelques caractéristiques générales

Pendant la transition, la "petite" agriculture des exploitations familiales¹ a connu, à la différence du sort plus mouvementé du secteur associatif, une augmentation constante de son importance. En effet, même si cette croissance a ralenti après le bond de 1992 (dû à l'application de la loi foncière), elle s'est poursuivie tout au long du deuxième mandat du parti d'Iliescu (1992-1996), pour se prolonger après 1997. En 1998, cette petite agriculture dénombrait ainsi quelque 3,9 millions d'exploitations familiales, couvrant quelque 9 millions d'hectares, soit 62% de la superficie agricole totale.

Tableau 11.1. L'évolution des exploitations familiales en Roumanie, dans la période 1989-1998.

	1989*	1992*	1993*	1994**	1995**	1996***	1997***	1998***
Nombre	n.d.	n.d.	3.419.736	3.578.234	3.597.383	3.625.758	3.715.396	3,9 millions
Superficie totale (milliers de ha)	(1) 3.189	6.610	7.333,2	7.905,3	8.052	8.343	8.674	9.182
% de la superficie agricole totale	21%	45%	49,5%	54,4%	54,4%	56%	58,6%	62%
Superficie moyenne/ exploitation (ha)	-	-	2,14	2,21	2,24	2,24	2,33	2,3

Sources: *(Cooper, 1993: 41). ** (Sarris et Gavrilesco), 1997: 201. *** (Guvernul României, 2000: 407). (1) Inclut les petites propriétés privées des zones non collectivisées ainsi que les lots personnels des membres coopérateurs.

En dépit de l'augmentation de son importance, cette petite agriculture resta toutefois, durant la période 1990-1998, caractérisée par les dimensions modestes des exploitations et de leurs activités. En 1998, la dimension moyenne des exploitations familiales se situait au

¹ J'utiliserai ici le qualificatif "familial" et non pas "individuel" pour qualifier les petites exploitations résultant de la redistribution des terres après 1991, car, comme nous le verrons plus tard, le travail et les droits à l'intérieur de ces exploitations n'étaient pas individuels, mais étaient partagés entre les membres de la famille. Il ne faudrait donc pas confondre "association familiale" et "exploitation familiale". Comme nous l'avons vu au chapitre 8, je considère les "associations familiales" de plus grande envergure comme faisant partie du secteur associatif, tandis que celles qui avaient des tailles réduites (quelques hectares de terre et une dizaine d'animaux) comme faisant partie de la "petite" agriculture. Ces dernières étaient ainsi, elles aussi, des "exploitations familiales".

dessous de 2,5 hectares de terre agricole² et à un peu moins de 2 hectares de terre arable, divisés en 4 ou 5 parcelles. Les parcelles étaient cultivées principalement en céréales (blé et maïs), les autres cultures occupant qu'une petite partie de la superficie totale³. Ainsi par exemple, en 1994, plus de 80% la superficie totale exploitée en mode familial fut cultivée en céréales, en particulier blé et maïs (28% et 51% du total) (Sarris et Gavrilescu, 1997: 209).

De la même manière, si le poids des activités d'élevage développées à l'intérieur de cette "petite" agriculture avait augmenté pendant la transition, il n'en reste pas moins que l'envergure de ces activités au niveau de chaque exploitation restait restreinte. Ainsi, à la fin de 1997, quelque millions de petits producteurs privés détenaient 92% des bovins, 59% des porcs et 95% des moutons et chèvres⁴ du pays (Commission européenne, 1998b: 36). En même temps toutefois, il y avait en moyenne un peu plus de deux vaches par exploitation (*ibid.*: 26).

11.1.2. Le monde rural roumain

Mais pour comprendre la dynamique des exploitations agricoles familiales, il faut regarder aussi de manière plus globale du côté du monde rural dans son ensemble, et considérer la place qu'y occupe l'agriculture.

Durant les deux dernières décennies du socialisme (qui ont suivi la collectivisation et l'industrialisation socialistes), le monde rural roumain fut caractérisé par la migration des habitants des campagnes vers les villes. Le changement de régime de décembre 1989 entraîna un changement du mouvement de population entre ville et campagnes en faveur de ces dernières. En 1996 la balance des migrations urbain - rural se renversa même en faveur des campagnes (Guvernul României, 2000: 34). En fait, face aux difficultés croissantes de la vie urbaine (chômage, montée du coût de la vie), les campagnes devinrent des plus en plus attrayantes. Ceci en raison non pas de l'augmentation de leur qualité de vie, mais

² Ce qui représente sept fois moins que la moyenne de la Union européenne des 15, qui est de 16,4 hectares (Commission européenne, 1998b: 26).

³ Les pommes de terre et les légumes étaient le fait des exploitations spécialisées situées dans des zones caractérisées par une bonne qualité de la terre et par la proximité des villes.

⁴ Ce qui constituait une augmentation considérable par rapport poids des effectifs que les petites exploitations détenaient en 1989: 34% des effectifs totaux de bovins, 28% des porcs, 38% des volailles et 48% des moutons (Commission européenne, 1998b: 25).

surtout en raison du refuge que les exploitations familiales constituèrent pour de nombreuses familles roumaines.

En dépit de ce nouvel apport en population, les campagnes roumaines continuèrent d'être caractérisées par le phénomène de vieillissement observé déjà durant le socialisme⁵. En 1998, l'âge moyen dans les campagnes était de 38 ans, tandis qu'un tiers de la population rurale avait plus de 50 ans (Guvernul României, 2000: 35).

L'activité principale dans les campagnes roumaines continua d'être l'agriculture. Ainsi, en 1997, tandis que dans l'ensemble du pays l'agriculture occupait 37% de la population active, en milieu rural elle occupait presque 70% de la population active (*ibid.*: 26).

Cette prépondérance de l'agriculture explique aussi les hauts taux de participation à l'activité économique enregistrés dans les zones rurales. En 1997 par exemple, le taux de participation à une activité économique était en milieu rural de 57%, tandis qu'en milieu urbain il s'élevait à 47%. En fait, la vie active commençait dans les campagnes très tôt pour y finir à un âge assez avancé. Ainsi, dans le milieu rural, les deux tiers de la population de moins de 25 ans était déjà active, et la moitié de ceux qui avaient 65 ans étaient encore actifs (Guvernul României, 2000: 25).

La presque totalité de la population rurale occupée en agriculture était constituée de personnes travaillant sur la petite exploitation de leur propre famille (90%). Ces dernières étaient divisées de manière à peu près égale entre des "chefs de famille" (qui avaient aussi la caractéristique d'être généralement âgés - 65% d'entre eux avaient plus de 50 ans), et d'autres membres de la famille travaillant dans l'exploitation familiale (qui avaient aussi tendance à être plutôt jeunes, presque 60% d'entre eux ayant moins de 50 ans) (*ibid.*: 36, 426)

La population rurale occupée en agriculture connaissait un phénomène encore plus poussé de vieillissement que la population rurale dans son ensemble. Ainsi, plus de la moitié des habitants des campagnes travaillant en agriculture avait plus de 50 ans.

Tableau 11.2. La structure d'âge de la population roumaine rurale occupée en agriculture, en 1997.

	15-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	Plus de 65 ans
% du total	14,0	13,0	19,8	31,3	21,9

Source: (Guvernul României, 2000: 425).

⁵ Dû, entre autres, à la baisse du taux de natalité après 1990, taux qui a suivi la tendance plus générale observée au niveau du pays (Commission européenne, 1998b: 41).

En 1998, le taux du chômage en milieu rural était de 5%, et donc plus bas que celui de l'ensemble du pays (qui était de 7,4%) ou que celui des villes (qui était de 9,6%) (Guvernul României, 2000: 37).

Les revenus en argent des familles rurales provenaient à 40% des ventes des produits agricoles de leurs exploitations familiales (Commission européenne, 1998b: 41).

Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur le cas particulier des petites exploitations familiales de Buna, afin de voir quelle a été leur dynamique, quels ont été les voies qui ont été ouvertes à elles, mais aussi quelles contraintes ont pesé sur elles.

11.1.3. Les petites exploitations à Buna: quelques hypothèses de départ

Nous avons vu que Buna était devenu, durant les deux dernières décennies du socialisme, un village de *navetiști*, c'est-à-dire un village dont un pourcentage important de la population adulte active travaillait dans les industries des villes environnantes. Comme les transformations que l'économie roumaine avait subi durant les sept premières années de la transition n'affectèrent pas beaucoup les industries de Dâmbovița, le caractère *navestist* de Buna allait se maintenir jusque vers la fin des années 90. Ce caractère eut des conséquences concrètes pour la structure de la propriété et de l'exploitation au village, ainsi que sur la part que l'agriculture continua, du moins jusque vers la fin des années 90, d'occuper dans la vie des familles locales.

En effet, le fait qu'une partie importante des jeunes générations fut stabilisée sur place grâce à la navette durant les années 60 à 80 eut plusieurs conséquences directes. Ainsi, l'âge moyen au village resta, durant les années 90, plus élevé que dans les villages isolés que les jeunes générations avaient quittés massivement durant les années 60-80 pour aller s'établir en ville. Le village de Buna maintint ainsi un profil démographique assez équilibré. De la même manière, à la différence de la moyenne observée au pays, où quelque 40% des nouveaux propriétaires étaient des citadins, à Buna le nombre de propriétaires *străinași* (des gens qui n'habitaient pas au village) était restreint, la presque totalité des terres se trouvant entre les mains d'anciens propriétaires ou de leurs héritiers qui ont continué de vivre au village. Finalement, et le plus important, bien que l'agriculture occupait dans les préoccupations de la majorité des villageois une place importante, cette

place resta secondaire et complémentaires par rapport aux activités industrielles. Ces dernières se situaient toujours au premier rang sur le plan des revenus réalisés, des idéaux d'avancement social et de critères de valorisation sociale.

Ainsi, en dépit de la rétrocession des terres après 1991, les exploitations familiales de Buna maintinrent généralement le caractère de petites exploitations d'autoconsommation que la majeure partie des lots personnels avaient eu pendant les trois dernières décennies du socialisme. De plus, le caractère secondaire des activités agricoles dans le village fit que, du moins jusqu'au changement de régime de la fin de 1996, les inégalités générées par la nouvelle structure de la propriété foncière apparue après 1991 ne furent pas, je le pense, trop grandes.

Après 1997, la réforme initiée par le gouvernement de la CDR déboucha sur un changement de la place de l'industrie dans les activités des villageois de Buna. Ainsi, plusieurs industries de Tâgovište et des villes environnantes commencèrent à jeter de plus en plus de gens à la rue. Comme en 1998 ces licenciement massifs en étaient à leurs débuts, et adoucis, de plus, par les indemnités offertes en contrepartie par le gouvernement, ils ne débouchèrent pas, à court terme, sur un changement dans les orientations des villageois. En même temps, dans les conditions d'une détérioration en ciseaux des prix agricoles par rapport aux prix des intrants et de la baisse de la demande interne pour les produits agricoles après la restructuration ou la fermeture des complexes d'élevage, les petites exploitations se trouvèrent d'autant plus forcées à se retirer du marché. Ainsi, tout en étant susceptibles de prendre plus de place parmi les activités des villageois, les petites exploitations semblaient réaliser de moins en moins de revenus, et se cantonner ainsi dans la même orientation d'autoconsommation qui les caractérisait auparavant.

Nous verrons, à travers ce qui suit, quelle a été la place changeante des exploitations familiales dans la vie des habitants de Buna, et comment ils ont essayé de concilier les anciennes orientations résultant de plus de deux décennies de "navette" avec le nouveau contexte qui les incitait à effectuer un retour vers l'agriculture.

Nous commencerons, pour cela, par voir quelles étaient les unités de parenté, de résidence, de possession et de travail de la terre, pour essayer ensuite de déterminer quelle était la distribution de la terre entre elles (*Parenté, résidence et possession de la terre à Buna*). Nous verrons ultérieurement de quelle manière se réalisait l'exploitation familiale de la terre, en regardant d'abord quel a été le rapport entre la participation à l'association juridique du village et les exploitations familiales. Puis, nous évaluerons le partage des

tâches à l'intérieur des unités de travail, la structure des cultures aux champs. Enfin, nous concluons en nous penchant sur la place relative qu'occupaient les cultures et l'élevage à l'intérieur des exploitations (*Les exploitations agricoles: partage des tâches et activités*).

11.2. Parenté, résidence, possession de la terre et emploi industriel à Buna

Afin de comprendre la distribution réelle de la terre à Buna, nous devons tout d'abord comprendre la composition concrète des unités de parenté et de résidence réellement existantes, les *gospodării*, celles qui constituaient aussi les unités réelles de travail de la terre des exploitations familiales.

11.2.1. Des *gospodării* de Buna: quels types?

11.2.1.1. La *gospodărie* et cycle de développement

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, l'unité locale de parenté et de résidence au village était la *gospodărie*. Idéalement, celle-ci était non pas par la famille nucléaire, mais la famille élargie patrilinéaire et virilocale, famille composée de trois ou quatre générations regroupant les vieux parents, la famille du plus jeune fils (le jeune couple et leurs enfants), et parfois le couple des grands-parents. Mais si la *gospodărie* idéale (dans son sens d'unité de parenté et de résidence) était la famille élargie multi-générationnelle, dans la pratique, les différentes unités de résidence présentaient une diversité certaine, diversité engendrée, comme ailleurs au monde, par le cycle de développement de la famille (Fortes, 1963).

Essayons alors de reconstruire le cycle de développement "classique" de la famille élargie roumaine, celui qui a prévalu jusqu'à la collectivisation des terres. Ainsi, si nous partons d'un jeune couple dans la trentaine établi indépendamment dans sa propre cour et sur ses propres terres, l'unité de résidence et ainsi la *gospodărie* correspondait à la famille nucléaire qu'ils formaient ensemble avec leurs propres jeunes enfants. Quelque vingt ans plus tard néanmoins, une fois les enfants arrivés à la maturité, la famille commençait à fissionner, et les enfants quittaient un à un la *gospodărie* parentale pour s'établir ailleurs dans leurs propres *gospodării*. Un seul des enfants, d'habitude le plus jeune garçon (ou, en l'absence des garçons, la plus jeune fille) restait néanmoins dans la *gospodărie* des parents, et s'y établissait avec sa famille. C'est ainsi que le nombre des générations de la *gospodărie* s'accroissait avec le passage des années. D'abord, les parents, leur fils avec sa conjointe et

leurs propres enfants; par la suite possiblement, la nouvelle famille d'un des petits enfants qui y restait vivre avec sa conjointe et enfants. La mort des générations les plus âgées maintenait par la suite toujours le nombre de générations à un nombre total inférieur à quatre.

Dans ce cycle "classique" de la famille élargie roumaine, la fission des *gospodării* débouchait sur la constitution de nouvelles *gospodării* dans des nouvelles cours et sur de nouvelles terres, mais aussi sur la sortie en dehors du village d'une partie des enfants. Ceux-ci allaient soit dans d'autres villages (surtout, mais pas uniquement, les filles), soit, plus rarement, dans des villes (où ils grossissaient les rangs des ouvriers et des fonctionnaires).

11.2.1.2. La sortie des villages et les *gospodării* mixtes-diffuses

Comme nous l'avons vu au chapitre 4, après la collectivisation, la perte des terres et l'industrialisation du pays ont entraîné un exode des jeunes encore plus prononcé qu'auparavant. En effet, de nombreux descendants des villageois sont partis travailler et vivre dans les centres industriels du pays.

C'est ainsi que, dans le cas des familles fortement affectées par cette migration (et en particulier celles où tous les descendants décidaient de quitter de façon permanente le village), le cycle "classique" de développement des familles a été perturbé. La fission des familles élargies a été ainsi poussée un cran plus loin. Les villages ont connu alors autant, à leur intérieur, le phénomène de multiplication des branches villageoises constituées de parents âgés restés seuls dans leurs cours, que le phénomène connexe de multiplication de branches urbaines connectées, car issus de familles villageoises, au village et à ses résidents.

Mais en dépit du caractère plus poussé de cette fission, il faudrait remarquer toutefois qu'elle était aussi contrecarrée par certains facteurs. Ainsi, dans le cas des branches villageoises constituées de parents âgés (qui constituaient en fait le résultat le plus radical de cette fission), il faudrait voir que ces derniers ne constituaient généralement pas les seules composantes des *gospodării* du village, même si elles en formaient certainement les noyaux, en tant que seuls résidents permanents.

En fait, peu de ces couples de parents âgés ont été complètement abandonnés dans leurs villages. Comme la majorité des rejetons partis en ville vivaient en fait dans les villes avoisinantes, la famille élargie était recomposée périodiquement lors de leurs visites au village. À la différence de la famille élargie classique toutefois, la famille "périodique"

présentait une composition plus variable. En fait, elle comprenait non seulement la famille du dernier garçon ou de la dernière fille, mais aussi les familles des tous les autres enfants. Elle pouvait se gonfler (lors des occasions spéciales comme Pâques ou Noël) jusqu'à ses dimensions limites (devenant ainsi, par la présence de toutes les familles des enfants une famille élargie [multi]latérale), mais se constituait le plus souvent (lors des visites en fin de semaine ou lors des congés des enfants) en une famille élargie unilinéaire, les familles des enfants prenant d'habitude leur tour pour visiter les parents.

Qui plus est, à la réunion physique périodique de ses membres, se rajoutait un flux ininterrompu d'échanges de biens et services entre la branche villageoise et les branches urbaines. En effet, celles-ci échangeaient (comme nous l'avons vu au chapitre 5) des produits agro-alimentaires, des biens manufacturés et du travail, contribuant ensemble à l'entretien et au partage des produits d'une mini exploitation agricole centrée autour du lot personnel des parents. Ainsi, la délocalisation de la résidence d'une partie de la famille élargie était contrecarrée, en pratique, autant par la réunion périodique des membres de la famille, que par la continuation des échanges qui restaient à la base des relations constituant sa substance.

Tout ceci a donné naissance à un type particulier de *gospodărie*, ce que des anthropologues roumains ont appelé des *gospodării* "mixtes diffuses" (Mihailescu et Nicolau, 1996). En pratique scindées entre, d'un côté, les parents au village et, d'un autre côté, les enfants et leurs familles en ville(s), ces *gospodării* à branches multiples se recréaient, en dépit de la disjonction résidentielle, en tant que *gospodării* à travers la réunion périodique, autant physique que relationnelle, des branches dans une famille élargie.

La multiplication des *gospodării* formées de couples de vieillards (et ainsi des *gospodării* mixtes diffuses) a été un phénomène qui, même présent dans presque tous les villages roumains, les a affectés de manière différente. Je pense, en effet, que les villages les plus touchés par ce phénomène ont été les villages plus isolés par rapport aux centres industriels, car c'est là que la sortie des descendants vers les villes a été la plus massive. Un exemple concret de ces villages demeure le cas des villages de la commune voisine de Buna, Garofița, villages qui, étant situés sur une route périphérique et en dehors des connexions de train, se sont retrouvés désertés par la majorité de leurs descendants. Ainsi, dans ces villages les *gospodării* mixtes diffuses se sont multipliées au détriment des *gospodării* de familles nucléaires "jeunes" ou des *gospodării* à multiples générations.

11.2.1.3. *Naveti.ti et gospod.rii multi-générationnelles à Buna*

Dans le cas de Buna toutefois nous ne sommes pas en présence d'un village isolé, mais d'un village situé sur une route asphaltée le connectant, à l'aide aussi du transport public, aux industries et chantiers environnants. Ainsi, la collectivisation et l'industrialisation ont eu pour Buna des conséquences différentes. En fait, comme nous l'avons vu au chapitre 4, Buna a été pendant les deux dernières décennies du socialisme un village de *navetiști*, phénomène qui a stabilisé sur place une partie importante des descendants des familles locales. C'est ce phénomène qui a diminué considérablement la formation des *gospodării* de couples âgés du type décrit plus haut, et a encouragé en même temps autant la constitution de nouvelles *gospodării* de jeunes couples que, et surtout, la multiplication des *gospodării* multi-générationnelles.

Ce processus est d'ailleurs perceptible pour le voyageur attentif qui passe à travers le village de Buna. En effet, les clôtures basses, en fer ou en bois, laissent souvent voir à l'intérieur de chaque cour non pas une seule unité d'habitation, mais plusieurs. Un paysage assez répandu est en fait la juxtaposition d'une grande, belle et nouvelle maison, destinée au plus jeune couple, à la petite vieille maison où habitent les vieux parents (du mari ou parfois de l'épouse).

Dans certains cas, cette multiplicité des espaces d'habitation ne correspondait pas au stade que la famille élargie a atteint dans son "cycle de développement" ou à la réalité des pratiques d'habitation. En fait, de nombreux parents ont bâti des maisons "en anticipation": dès qu'ils ont eu des enfants, ils ont commencé à ramasser des matériaux pour la construction de maisons pour ceux-ci. Ils espéraient qu'ainsi ils réussiraient à les convaincre de vivre avec eux, une fois adultes.

La construction de nouvelles maisons "d'anticipation" pouvait se poursuivre même plus tard, quand les enfants avaient grandi et fondé leurs propres familles nucléaires. Ainsi, certains parents pouvaient se retrouver avec de nouvelles maisons inhabitées même dans les cas où les enfants étaient adultes, si ces enfants n'habitaient pas au village mais vivaient de façon permanente en ville. Les vieux parents espéraient, dans ce cas, voir leurs enfants prendre leur retraite (éventuellement anticipée), et revenir à leurs côtés pour les aider pendant les tristes journées de la vieillesse.

Un exemple extrême de cette construction anticipative est celui d'un couple assez riche de Buna, qui, tout en étant à la fin de la soixantaine, avait construit dans les dix

dernières années trois nouvelles maisons à étage dans leur cour. L'une d'entre elles était destinée à eux-mêmes (même si, en pratique, ils y habitaient seulement une chambre, la cuisine étant, comme chez d'autres villageois, à l'extérieur de la nouvelle maison). Les deux autres étaient destinées aux familles des deux enfants vivant en ville. Les maisons nouvelles étaient habitées (toujours partiellement) seulement pendant les visites de fin de semaine, les congés des enfants ou les vacances des petits-enfants.

En dépit de ces cas d'habitations "d'anticipation" toutefois, la multiplicité d'habitations des cours reflétait généralement la présence et les pratiques des *gospodării* à plusieurs générations, *gospodării* dont les branches vivaient effectivement dans des habitations séparées mais toujours dans la même cour. Ces *gospodării* étaient donc celles dont le cycle de développement était arrivé au point où la majorité des enfants étaient partis vivre ailleurs, et où les parents étaient restés vivre avec la famille de l'enfant qui avait décidé de rester au village. À la différence des cas "classiques" d'avant la collectivisation néanmoins, cas où les différentes branches de la famille étendues partageaient la même habitation, dans les cas contemporains ces branches avaient généralement des habitations séparées.

La séparation des habitations à l'intérieur d'une même cour semble en fait être, du moins dans sa manifestation "de masse", un phénomène assez récent. Avant la collectivisation, une cour ne comprenait pas plus d'une maison, souvent assez petite (à deux ou trois *odăi*, c'est à dire des pièces multi-fonctionnelles), maison où habitaient tous les membres de la *gospodărie*. Après la collectivisation, la prospérité monétaire engendrée par les salaires gagnés en industrie et en agriculture, ainsi que par le manque de débouchés pour absorber ces salaires (car plus d'investissement possible dans les terres et leur exploitation), a entraîné la multiplication, surtout à partir des années 70, des résidences séparées mais situées dans une même cour. Le changement de régime après 1989 n'a fait que continuer, et parfois accélérer ce processus, dans les conditions où l'abrogation de la "loi des illicites" a enlevé, pour la première fois en quelque 45 ans, les contraintes que le régime socialiste avait imposées à la consommation personnelle⁶. Ainsi, durant la transition, dans les conditions d'une détérioration de la situation économique générale, la

⁶ Pendant le socialisme, la "loi des illicites" essayait de mettre une limite à la consommation personnelle des ménages en poursuivant toute personne dont la valeur totale des avoirs dépassait la valeur de ses revenus légaux (salaire). Ainsi, une maison trop grande (surtout à étage) était susceptible d'attirer une poursuite selon cette loi. En cas de condamnation, le coupable se voyait confisqué par l'État tout bien qui dépassait la valeur totale de ses revenus cumulés.

construction des maisons fut utilisée comme "assurance contre les mauvais jours".

Pour en revenir néanmoins à la période socialiste, il faut remarquer que le processus de multiplication des maisons à l'intérieur d'une même cour et la possibilité d'une source indépendante de revenu (à travers l'emploi industriel) ont entraîné aussi, avec eux, une certaine autonomisation du jeune couple à l'intérieur de la *gospodărie*. Ce dernier a en fait pu bénéficier non seulement d'une séparation des espaces d'habitation, mais aussi, parfois, de la séparation partielle des repas et des budgets.

Cette séparation n'est toutefois jamais allée trop loin, car le bien être et la prospérité des différentes branches d'une famille étendue sont restées étroitement liées. En fait, tout comme dans le cas des *gospodării* "mixtes diffuses" vues plus haut, les *gospodării* multi-générationnelles ont maintenu une forte cohésion interne. Cette cohésion était nécessaire pour atteindre les nouveaux objectifs consuméristes poursuivis après la collectivisation, dans les conditions de pénurie croissante de biens de consommation après 1980. Ces *gospodării* multi-générationnelles ont d'ailleurs elles aussi connu le phénomène de dilatation périodique de leur configuration, les branches urbaines de la famille étendue étant elles aussi souvent parties prenantes dans ces *gospodării*, à travers les visites et les échanges périodiques.

Après le changement de régime et l'application de la loi foncière, l'interdépendance mutuelle à l'intérieur de la *gospodărie* multi-générationnelle a continué. Dans les conditions où, généralement, la terre reçue lors de la redistribution n'a pas été divisée entre les différentes branches de la *gospodărie*, mais appartenait souvent à une seule de ses branches, la collaboration et l'entraide à l'intérieur de l'unité de résidence de la cour ont persisté, tournant principalement autour de l'exploitation de cette terre et de la ferme d'élevage de la cour. Ainsi, en dépit d'une éventuelle séparation des habitations à l'intérieur des cours, l'unité des différents branches qui habitaient dans une même cour était maintenue, et ainsi leur caractère de *gospodărie*.

11.2.1.4. La variété des *gospodării* à Buna

Tenant compte que, selon une carte détaillée du village de Buna, il y avait en 1998 quelque 520 cours dans le village, j'estime le nombre total de *gospodării* de Buna à autour de 500 (car il y avait aussi plusieurs cours "vides", sans maison. Celles-ci étaient utilisées par différentes *gospodării* qui les possédaient, et en attendant d'y établir leurs descendants,

en tant que jardins potagers). Je pense, comme je l'ai affirmé plus haut, qu'une majorité de ces *gospodării* étaient multi-générationnelles.

Afin d'estimer la proportion des *gospodării* multi-générationnelles dans le total des *gospodării* du village, je m'appuierai sur les données fournies par le "Registre agricole de la commune Buna". Destiné à tenir l'évidence de la propriété et de l'exploitation de la terre dans la commune, le registre réalisait cette évidence à partir d'unités particulières. Ces unités ne correspondaient pas en fait aux unités réellement existantes sur le terrain, que nous venons de voir, mais plutôt à des branches (nucléaires ou multi-générationnelles) qui habitaient une maison ou une cour séparée⁷. Je les désignerai, afin de les distinguer des unités réellement existantes, par le terme de "ménages".

Pour l'année 1996, j'ai constaté ainsi que, sur un total de 805 ménages au village de Buna, le registre agricole dénombrait 358 ménages composés uniquement de retraités, donc de couples ou personnes âgées seules ayant généralement plus de 60 ou 65 ans. Cette large présence de ce type de ménages à l'intérieur d'un village de *navetiști* me laisse croire qu'une majorité écrasante de ces ménages (en fait des branches constituées de parents âgés) faisait partie non pas tant de *gospodării* "mixtes diffuses", mais entrait, avec d'autres ménages "jeunes", dans la composition de *gospodării* multi-générationnelles.

Ainsi j'estime que l'ensemble des *gospodării* du village se partageait entre une majorité de *gospodării* multi-générationnelles (autour de 350⁸), ainsi qu'une minorité comprenant: 1) des *gospodării* composées de familles nucléaires "jeunes" établies indépendamment dans leurs propres cours (autour de 50), et 2) des *gospodării* "âgées", composées uniquement d'un couple âgé de retraités, *gospodării* qui, en général, faisaient partie de *gospodării* mixtes diffuses plus larges (autour de 100).

11.2.2. Les *gospodării* et la terre

11.2.2.1. Les *gospodării* et la transmission de la terre

Il est temps maintenant d'examiner la répartition de la terre parmi les *gospodării* du

⁷ Le registre employait le même terme de "*gospodării*" pour désigner en fait des branches de *gospodării*. Le critère qu'il a utilisé a été, je le pense, la séparation des habitations, soit à l'intérieur d'une même cour (au cas où le cour comprenait plusieurs habitations), soit entre des cours (au cas où la cour comprenait une seule habitation). Dans le premier cas nous nous retrouvons devant des branches de *gospodării* multi-générationnelles, tandis que dans le deuxième la branche forme elle-même une *gospodărie* indépendante (mais qui peut être parfois incluse dans une *gospodărie* mixte-diffuse plus large).

⁸ Ces 350 *gospodării* incluent en partie des *gospodării* que nous pouvons recomposer mentalement en additionnant des ménages de retraités et des ménages "jeunes", et en partie des *gospodării* qui correspondent aux ménages multi-générationnelles déjà pris en compte par le registre.

village. Pour saisir cette répartition, il faudrait toutefois commencer par donner quelques jalons de la transmission de la terre à Buna et qui opéraient au village pendant la transition. Ainsi, dans ce village, tout comme ailleurs en Roumanie, la terre appartenant aux parents était en principe divisée de façon égale entre tous les descendants. Elle était distribuée aux enfants qui quittaient la cour de parents lors de leur établissement indépendant au village (lors du mariage ou peu de temps après). Au cas où les enfants vivaient déjà⁹ ou voulaient s'établir en ville, la terre était gardée par les parents, qui la travaillaient ainsi à leur compte. Néanmoins, ce que les parents gardaient toujours le plus longtemps était la partie de la terre qui revenait à l'enfant qui habitait dans la même *gospodărie* qu'eux. Ainsi, bien que cet enfant pouvait parfois recevoir le *cămin* (c'est-à-dire la terre de la cour) de la *gospodărie* au moment de son mariage, il ne recevait la terre "aux champs" qui lui revenait de droit que très tard. Ceci pouvait signifier soit au moment où son père n'était plus capable de la travailler ou de diriger les travaux, soit à la mort même de ce dernier. J'ai même rencontré un cas où le fils âgé de 60 ans n'avait pas encore la propriété de sa partie de terre, car celle-ci restait toujours entre les mains de son père, âgé de 85 ans.

Les cas où les parents n'avaient plus de terre, ayant cédé la dernière partie qui leur restait à l'enfant vivant avec eux, comprenaient soit des cas où les parents étaient extrêmement vieux (plus de 80 ans), soit, encore plus souvent, des cas de mères âgées restées seules après le décès du père. La présence de l'homme dans le couple des parents était ainsi susceptible de retarder la cession de la terre, l'homme continuant le travail et la direction du travail de la terre jusqu'à un âge très avancé, parfois même jusqu'à 90 ans. Parfois encore, même après avoir cédé la terre "aux champs" à tous leurs enfants, les parents gardaient encore le terrain de la cour (le *cămin*), terrain qu'ils allaient céder après

⁹ Rappelons qu'à Buna il n'y a pas eu de transmission de la terre (sauf pour la terre de la cour de la *gospodărie*) entre la fin de la collectivisation (1962) et l'application de la loi foncière (1991). Ainsi, quand les anciens propriétaires ou leurs héritiers avaient repris la terre en 1991, ils étaient, pour la plupart, déjà parents ayant des enfants établis indépendamment en ville ou à la campagne.

leur mort à l'enfant qui vivait avec eux¹⁰.

Pour résumer, nous pouvons dire que, dans le cas des enfants qui restaient habiter avec leur parents, nous pouvons rencontrer, à un moment donné, une variété de situations par rapport à la transmission de la terre. Des enfants qui avaient reçu seulement la terre du *cămin* (en tant qu'acompte de la terre aux champs qui leur était due); des enfants qui avaient reçu seulement la terre aux champs, mais dont la terre à *cămin* était encore gardée par les parents (en tant que moyen de contrôle que se réservaient les parents); des enfants qui avaient reçu et la terre aux champs et la terre du *cămin* (dans les cas où les parents étaient très vieux); ou encore des enfants qui n'ont reçu aucune terre (dans les cas où les parents étaient plus "jeunes").

11.2.2.2. Des *gospodării* sans terre?

En tenant compte de ces faits, nous pouvons estimer la proportion des *gospodării* qui ne possédaient pas de terre aux champs. Si nous partons des ménages sans terres officiellement répertoriés par le registre agricole (au nombre de 161), nous voyons que ces derniers connaissaient sur le terrain une certaine variation. Ils comprenaient des ménages de parents âgés qui ne possédaient plus la terre, ou des plus ou moins "jeunes" ménages qui n'en avaient pas encore héritée. Ce qui était commun à une majorité de ces ménages était qu'ils habitaient généralement dans la même cour qu'un autre ménage possédant de la terre (bien que, souvent, dans des maisons séparées), et ainsi que, même s'ils étaient considérés dans le registre et par la mairie comme formant deux unités familiales indépendantes, ils formaient ensemble une même unité, une même *gospodărie* au sens local du terme. En fait, les deux ménages, séparés quant à l'habitation, gardaient encore au moins une partie de leurs comptes en commun, en particulier la partie correspondant à l'exploitation de la terre et à l'élevage des animaux.

Ainsi, je pense que la majeure partie des ménages qui figuraient dans le registre agricole comme ne possédant pas de terre étaient en fait des morceaux de familles élargies, morceaux qui tout en ne possédant pas légalement la terre, participaient de façon effective et de plein droit à son exploitation. Si nous considérons les unités réellement existantes sur le terrain, les *gospodării*, nous pouvons alors dire que la majorité écrasante des *gospodării*

¹⁰ Remarquons ainsi que les stratégies par rapport à la terre du *cămin* variaient. Elle pouvait être cédée à l'enfant vivant avec les parents en tant qu'acompte de la terre aux champs qui lui était due et qui ne lui serait cédée que très tard. Ou encore, dans le cas où les parents avaient cédé d'abord la terre aux champs à l'enfant vivant avec eux, elle pouvait être gardée en tant que moyen de contrôle que se donnaient les parents.

de Buna n'étaient pas dépourvues de terres.

En fait, même s'il est difficile d'établir le nombre exact des ménages sans terres formant des *gospodării* autonomes (à la différence de ménages sans terres intégrées dans des *gospodării* où un autre ménage composant possédait de la terre), je pense que leur nombre était encore très réduit à Buna.

Ainsi, sur un total recensé de 161 ménages sans terres, il y avait tout d'abord 40 ménages composés uniquement de retraités. Ces ménages étaient, je pense, susceptible de vivre dans leur grande majorité avec les ménages d'un de leurs enfants ayant repris la possession légale de la terre, et ainsi jouir d'une propriété "de fait" de la terre, dans le cadre d'une *gospodărie* multi-générationnelle. Pour le reste de quelque 120 ménages "jeunes", j'ai pu établir, en me basant sur les indications présentes dans le registre ou, dans leur absence, sur le nom des "chefs de famille", la corésidence dans une même cour avec le ménage des parents détenant des terres, pour un total de 76 ménages (correspondant ainsi à 76 *gospodării* multi-générationnelles propriétaires). Il restait ainsi 45 cas de jeunes ménages dont je n'ai pas pu établir avec certitude la corésidence. De ceux-ci toutefois, il semble assez probable que les 17 ménages "jeunes" qui ne possédaient, à leur nom, pas même un terrain pour la cour trouvaient leur résidence dans la cour de leurs parents, probablement, dans ce cas-ci, chez les parents de l'épouse¹¹.

Il restait néanmoins 28 cas de ménages possédant la terre de leur cour et pour lesquels je n'ai pas pu établir la corésidence. Il se peut toutefois qu'au moins une partie d'entre eux vivait en corésidence avec les parents de l'épouse (cas beaucoup plus répandu que ne le voudrait le modèle idéal de mariage), la terre de la cour constituant un acompte pour la récompense finale représentée par la partie de la terre aux champs qui allait leur revenir après la mort des parents (les parents donnant dans ce cas la terre de maison, le *cămin*, par souci d'équité par rapport aux autres enfants qui, eux, avaient reçu leurs parts de terre). Une autre partie de ces ménages semble par contre représenter des branches de familles étendues établies indépendamment dans des cours séparées, celles qui allaient se développer à leur tour par la suite dans des familles élargies. Même dans ce cas toutefois l'absence de la terre pouvait être plutôt temporaire. En effet, ces ménages pouvaient être, eux aussi, et tout comme les ménages résidant avec les parents, dans l'attente du partage des terres parentales. Dans ce cas, elles pouvaient même user effectivement des parties qui

¹¹ Comme à Buna il n'y a pas de blocs d'appartements, toute résidence se trouve à l'intérieur d'une cour.

allaient leur revenir (du côté de l'époux comme du côté de l'épouse), seulement la propriété légale restant encore entre les mains de leurs parents.

Nous voyons ainsi que l'analyse des ménages pris en compte par le registre agricole conjuguée à celle de la composition des unités locales de résidence, nous montre qu'à Buna une majorité écrasante des ménages soit possédait sa propre terre, soit faisait partie d'une *gospodărie* plus large dont l'autre branche possédait de la terre. Ou, autrement dit, la presque totalité des *gospodării* de Buna, les unités de parenté et de résidence effectivement existantes au village, possédaient de la terre.

11.2.2.3. La structure de la propriété foncière au village

Comme nous l'avons vu au chapitre 5, depuis la collectivisation et jusqu'en 1989, la totalité des terres agricoles de Buna a abouti dans la propriété collective de la CAP locale. La majorité de ces terres était exploitée directement par la coopérative, tandis que seulement 10% des terres arables étaient données en usage en tant que lots personnels aux membres coopérateurs.

L'application de la loi foncière de 1991 a amené à Buna aussi le bouleversement des structures de propriété et d'exploitation de la terre. Ainsi, la redistribution des terres a débouché sur la dissolution de la CAP et la constitution de quelque 694 propriétés¹² occupant les quelque 1.700 hectares de terre agricole en propriété privée¹³. C'est ainsi que la structure de la propriété privée qui en a résulté était caractérisée à Buna par les mêmes propriétés de petite taille qui caractérisaient l'ensemble du pays. En effet, la superficie

¹² Les données statistiques que j'utilise dans ce chapitre ont été calculées par moi-même à partir des données du Registre agricole de la commune de Buna, 1992-1996. Elles étaient généralement valables pour 1998, la structure de la propriété et celle de l'exploitation au village ayant très peu changé entre temps.

¹³ Le reste de quelque 300 hectares de terre agricole était, en tant que pâturage collectif, dans la propriété communale. C'est sur le territoire de cette propriété communale que se trouvait, d'ailleurs, la seule forêt du village, forêt toutefois détruite au début de la transition et transformée en pâturage. À Buna, la terre agricole en propriété privée était ainsi équivalente à la terre arable en propriété privée, le village n'ayant pas de forêt en propriété privée.

moyenne des propriétés étant de 2,4 hectares, tandis que 70% des nouvelles propriétés avaient moins de 3 hectares.

Par ailleurs, la nouvelle structure de la propriété foncière de Buna était caractérisée aussi, tout comme dans le cas d'autres villages de la région, par la dichotomie villageois/*străinași* (nouveaux propriétaires qui n'habitaient pas au village). Le phénomène des *străinași* n'était pas toutefois aussi important à Buna qu'ailleurs. En fait, comme Buna était devenu pendant les deux dernières décennies du socialisme un village de *navetiști* - c'est-à-dire des gens qui avaient continué d'habiter au village tout travaillant ailleurs -, une partie considérable des potentiels nouveaux propriétaires habitait toujours au village même.

En effet, il y avait, parmi les nouveaux propriétaires enregistrés¹⁴, seulement 50 *străinași*, et qui possédaient ensemble un total de seulement 76 hectares. Ceci représentait ainsi un maigre 5,8% du nombre total des nouveaux propriétaires et 4,5% du total de terre arable en propriété privée. De plus, les propriétés des *străinași* étaient de petite taille: leur taille moyenne se situait à 1,53 hectares, les presque trois quarts d'entre elles ayant moins de 3 hectares. En effet, comme à Buna il n'y a pas eu des *boyards*, les *străinași* étaient des descendants de paysans locaux, paysans qui n'avaient pas eu de très grosses propriétés¹⁵.

Tableau 11.3. Les nouveaux propriétaires à Buna: *străinași* et villageois, en 1996.

	<i>Străinași</i>	Villageois	Total
Nombre de nouveaux propriétaires	50	644	694
% du nombre total	5,8 %	94,2 %	100 %
Superficie totale possédée (ha)	76	1620	1696
% de la superficie arable totale en propriété privée du village	4,5 %	95,5 %	100 %

Après la rétrocession des terres en 1991, la structure de la propriété à Buna était ainsi caractérisée par l'importance écrasante des propriétés appartenant aux villageois (94 % du total). Nous nous concentrerons, dans ce qui suit, sur ces propriétés.

¹⁴ Ces "nouveaux propriétaires" correspondent aux ménages pris en compte par le registre et non pas aux *gospodării*.

¹⁵ Il se peut même que ces *străinași* soient des descendants des paysans les plus pauvres, descendants qui ont quitté le village pendant le socialisme en quête d'un avenir meilleur. Ceci pourrait expliquer en partie les dimensions plus réduites de leurs propriétés. L'explication reste néanmoins partielle, un autre facteur qui pourrait entrer en compte étant le jeu des divisions des propriétés entre les divers descendants d'un ancien propriétaire. En effet, les *străinași* étaient généralement des descendants vivant en ville et dont les parents villageois étaient déjà morts (car si les parents étaient toujours vivants, c'étaient généralement eux qui gardaient la propriété de la terre, l'exploitant au compte des enfants jusqu'à leur mort). C'est ainsi que les *străinași* ont eu à diviser la terre de leurs parents avec leurs autres sœurs ou frères, vivant ou non au village.

Étant donné que le registre agricole avait tenu compte des ménages habitant séparément et non pas des *gospodării* réellement existantes, le nombre de nouveaux propriétaires villageois (644) était plus grand que celui des *gospodării* (que j'ai estimé à 500). En fait, les nouveaux propriétaires recensés comprenaient toutes les branches (constituant ou non tous seuls des *gospodării* indépendantes) qui possédaient légalement la terre, branches qui étaient plus nombreuses que le nombre total des *gospodării*. En effet, ceux-là pouvaient inclure des branches qui habitaient dans la même cour, et faisaient donc partie de la même *gospodărie*, mais qui possédaient chacune de la terre (par exemple la branche des enfants habitant avec leurs parents, qui avaient reçu, de leur part, la terre aux champs qui leur revenait, et des parents âgés qui avaient gardé la terre due aux enfants habitant en ville). Bien qu'il est impossible de corroborer les chiffres correspondant aux nouveaux propriétaires du registre en des chiffres correspondant aux *gospodării*, les premiers peuvent nous donner des indications précieuses sur la distribution de la terre entre les *gospodării*.

Les propriétés villageoises prises en compte par le registre avaient ainsi une taille moyenne légèrement plus grande que la moyenne par pays (2,5 hectares par rapport à 2,3 hectares), mais se trouvaient, tout comme ailleurs, dispersées entre plusieurs parcelles: il y avait en moyenne 3,7 parcelles par propriété villageoise.

Tableau 11.4. La structure de la propriété foncière à Buna, en 1996.

Taille des propriétés (ha)	0-1	1-2	2-3	3-4	4-5	5-10	Total
Nombre de ménages par taille des propriétés	96	194	161	94	42	57	644
% du total des propriétés (644)	14,4 %	30,1 %	25,0 %	14,6 %	6,5 %	8,8 %	100 %

Comme nous le montre le tableau précédent, la structure des propriétés villageoises comprenait une majorité de propriétés se situant au milieu de l'échelle (55% des propriétés avaient entre 1 et 3 hectares), une assez large partie de taille plus grande (30% d'entre elles avaient plus de 3 hectares), tandis qu'une petite partie avait des propriétés infimes d'en dessous d'un hectare (14%).

11.2.3. Qui sont les "nouveaux propriétaires" des terres? *Gospodărie*, emploi industriel et revenus extérieurs à l'exploitation familiale

Mais avant nous pencher sur la manière dont les nouveaux propriétaires exploitaient

leurs terres, nous devons voir qui étaient ces nouveaux propriétaires, et en particulier, quelle était la place de l'agriculture pratiquée dans les exploitations familiales au sein des activités des *gospodării*.

11.2.3.1. *Emploi industriel et "saliariés" à Buna*

Comme nous l'avons vu au chapitre 4, la collectivisation des terres et l'industrialisation avaient débouché sur la transformation de Buna, d'un village de paysans en un village de *navetiști*, c'est-à-dire de gens qui travaillaient dans les industries environnantes tout en continuant d'habiter au village. De manière plus large encore, cette transformation avait débouché sur l'accroissement au village du nombre total de "saliariés" (*saliariați*), c'est-à-dire des personnes employées dans les divers secteurs de l'économie socialiste et qui recevaient un salaire (ce qui équivalait majoritairement aux employés du secteur étatique), se distinguant ainsi des membres coopérateurs dont le payement n'était pas de type salarial.

Ce caractère de village de *navetiști* et de *saliariați*, que Buna acquit à partir des années 70, se maintiendrait durant les sept premières années de la transition. En effet, la lenteur des réformes économiques des gouvernements successifs du parti d'Iliescu débouchèrent sur le maintien en activité des industries de Dâmbovița, et ainsi sur la maintien de l'emploi industriel d'une partie importante de la population active du village.

Ainsi, selon le registre agricole de la commune de Buna, en 1996, il y avait dans le village de Buna (voir tableau 11.5., page 382) quelque 343 ouvriers (dans l'industrie, la construction et le transport), ce qui représentait un peu plus d'un tiers de la force active totale¹⁶ (952 personnes). À côté des ouvriers du secteur secondaire, il y avait aussi d'autres "saliariés": des ingénieurs et cadres des secteurs agricole et industriel (10), des fonctionnaires de l'administration d'État, du système d'éducation et de santé (65), des ouvriers travaillant dans le secteur agricole (68 personnes travaillant dans les Agromecs et les associations du village ou des villages environnants, au complexe d'élevage porcin du village voisin de Mânzu, et à l'IAS de la commune voisine de Garofița). Les "saliariés" du secteur étatique ou associatif constituaient ainsi ensemble près de la moitié de la force active du village.

¹⁶ J'ai calculé la force active du village en enlevant du total de la population du village (2008) le nombre des écoliers, étudiants et militaires en fonction (338), ainsi que le nombre des retraités (718). Il faut préciser toutefois que ceci représente une définition étroite et formelle de la force active. Dans le cas des campagnes roumaines, comme nous l'avons vu plus haut, l'âge actif se prolonge souvent au delà de la retraite.

En dépit de ce poids important des "salariés" dans la force active totale, il faut voir que le reste de cette force était divisé entre un maigre groupe d'employés du secteur privé (42, en commerce et en artisanat surtout), et une majorité (424) de ce que le registre appelait alternativement des "sans emploi" ou des "agriculteurs". Cette catégorie renvoyait à un ensemble résiduel de personnes qui, étant dépourvues d'emploi dans le secteur formel (étatique ou privé), étaient définies par leur seule implication dans le travail agricole sur les exploitations familiales (travail qui, à la différence de celui effectué dans les unités agricoles du secteur associatif et étatique n'était pas "salarié"). Ceci pose ainsi le problème du poids que les activités dans le cadre des exploitations familiales prenaient par rapport aux activités salariées en dehors de ces exploitations.

Tableau 11.5. La structure de la force active à Buna, en 1996.

	Ouvriers du secteur secondaire	Cadres	Fonctionnaires	Ouvriers du secteur primaire	Employés du secteur privé	Sans emploi/ agriculteurs	Total
Nombre	343	10	65	68	42	424	952
% de la force active totale de Buna	36 %	1 %	7 %	7 %	4 %	45 %	100 %

Bien que le poids numérique de la catégorie des "agriculteurs" (45%) était plus fort que le poids des "ouvriers industriels" (36%) ou se rapprochait de celui des "salariés" dans leur ensemble (51%), je pense que la première catégorie avait, à l'époque, une importance encore secondaire à l'intérieur des *gospodării* villageoises. En effet, elle était constituée non seulement de véritables "chômeurs", en particulier des jeunes qui venaient de finir leurs études secondaires (et dont le seul revenu officiel était celui dérivé de l'agriculture dans les exploitations de leurs familles) mais aussi d'hommes et femmes assez âgés (dans la cinquantaine) qui, ayant travaillé auparavant dans les industries environnantes ou à la coopérative, attendaient d'atteindre "l'âge de la retraite" afin de pouvoir toucher les pensions de retraite qui leur étaient dues. Cette dernière sous-catégorie représentait en fait une catégorie de transition vers la plus large catégorie des "retraités" de la population adulte (718 personnes sur un total de 1670), catégorie dont les membres disposaient des revenus indépendants de l'agriculture. Finalement, et plus important encore, remarquons que la plupart des "agriculteurs" comprenait en vérité des femmes d'âge moyen qui avaient travaillé auparavant dans la coopératives locale et qui, après la liquidation de la coopérative se sont réorientées vers le travail agricole dans leur propres exploitations familiales. Ainsi, la majeure partie de cette catégorie était composée de personnes qui, de toute manière, se

seraient orientées vers l'agriculture (auparavant, une agriculture qui combinait travail à la coopérative avec travail sur le lot personnel de la famille).

11.2.3.2. *Gospodării, salaires, pensions de retraite*

Mais pour comprendre l'importance relative des activités agricoles dans le cadre des exploitations familiales et des activités salariées à l'extérieur de ces exploitations pour les *gospodării*, il faudrait regarder au delà des individus, afin de déceler la répartition des emplois industriels entre les différentes *gospodării*, et ainsi la composition de celles-ci en termes d'activités développées par leurs différents membres.

Pour cela, j'ai tout d'abord regardé du côté des ménages recensés par le registre agricole, en essayant de les regrouper selon les activités économiques de leurs membres adultes. J'ai ainsi constaté que 42 % des ménages avaient au moins un "salarié" parmi leurs membres, tandis que 51 % d'entre eux, tout en n'ayant pas de salarié, avaient au moins un retraité parmi leurs membres. Ainsi, la quasi-majorité de ces ménages (93%) étaient des ménages qui présentaient de par leurs membres adultes soit une insertion passée, soit une insertion présente dans le système économique socialiste ou son héritier. C'est ainsi que ces ménages avaient accès à au moins un revenu régulier, soit-il un salaire ou une pension de retraite. De par ceci, ils adhéraient non seulement à une vision de la primauté de l'emploi salarié au niveau du statut et des objectifs poursuivis, mais disposaient aussi des moyens leur permettant de disposer (tout comme pendant le socialisme) d'au moins une relative autonomie par rapport aux activités agricoles.

Qui plus est, si nous passons maintenant du niveau des ménages à celui des *gospodării*, nous pouvons dire qu'une majorité d'entre elles comprenaient autant des salariés que des retraités. En fait, en tenant compte qu'une grande partie des ménages ayant au moins un salarié (ils étaient au nombre de 336) étaient en fait des branches plus "jeunes" qui faisaient partie de *gospodării* multi-générationnelles, et que, de manière symétrique, une large partie des ménages composés uniquement de retraités (qui étaient au nombre de 358) étaient des branches "vieilles" de *gospodării* multi-générationnelles, nous pouvons estimer qu'autour de 250 *gospodării* multi-générationnelles étaient composées de la combinaisons de ces branches et comprenaient ainsi autant de salariés que de retraités parmi leurs membres. Ainsi, tandis que la presque totalité des *gospodării* disposaient d'au moins un revenu extérieur aux exploitations agricoles, autour de la moitié des *gospodării* de Buna disposait d'une combinaison de salaires et pensions de retraite obtenues à partir du

système économique hérité du socialisme.

Remarquons aussi que la présence de l'emploi salarié (ou, le cas échéant, d'un emploi passé, donc de pensions de retraite) et la possession de la terre n'étaient pas corrélées, le premier étant réparti d'une façon assez uniforme au village et réussissant à couvrir aussi la presque totalité des ménages sans terres. En fait, si nous regardons du côté des ménages sans terre en propriété, nous constatons que, d'un total de 161, 105 comprenaient au moins un salarié en leur sein (65%), 34 étaient composés uniquement de retraités (21%), tandis que le reste (22 ménages) était réparti entre des ménages "d'agriculteurs" (17), ou encore d'artisans ou d'employés du secteur privé (dans le commerce en particulier) (5). La proportion des ménages ayant accès à au moins un revenu régulier était ainsi, même dans le cas des ménages sans terre, très grande (plus de 86%). C'est ainsi que, de par la répartition uniforme de l'emploi présent ou passé parmi les ménages du village, la terre continuait à rester au deuxième plan des préoccupations des villageois. Comme nous le verrons plus loin, le fait qu'une large partie des *gospodării* du village cédaient de leurs terres à l'association nous confirme encore une fois ce caractère secondaire des activités agricoles déroulées à l'intérieur des exploitations familiales.

Précisons aussi que, même si ces données concernaient l'année 1996, elles continuaient même en 1998 de refléter l'orientation concrète des villageois par rapport aux activités agricoles. Ainsi, non seulement leur participation à l'association n'avaient pas encore baissé, mais les licenciements massifs qui avaient commencé après 1997 dans les usines de Tâgoviște et des autres centres industriels avaient encore du chemin à parcourir avant que l'on ressente leur véritable impact. Ainsi, tout comme dans le cas des licenciements antérieurs plus restreints, certains *navetiști* plus âgés avaient troqué leur mise à pied pure et simple pour une retraite anticipée, se transformant ainsi non pas en "chômeurs" mais en de plus enviables "retraités d'État". D'autre part, la majorité des licenciés encore trop jeunes pour devenir des retraités ont par contre bénéficié d'indemnités de compensation considérables¹⁷, indemnités qui, en 1998, fonctionnaient encore comme

¹⁷ Les licenciements massifs qui ont suivi les réformes entreprises par la CDR après 1997 ont été accompagnés aussi de mesures visant à amortir le choc initial en découlant. Le gouvernement a ainsi adopté après 1997 une série d'ordonnances stipulant l'octroi aux employés licenciés de sommes considérables en tant que compensation (allant de 9 à 20 salaires mensuels, dépendant du secteur). Vers la fin de 1999, l'État roumain avait dépensé quelque 6.550 milliards *lei* pour les paiements compensatoires de quelque 554.000 personnes licenciées suite aux restructuration, privatisation et liquidation de quelque 2.356 unités, sociétés commerciales ou régies autonomes (voir *Monitorul de Braşov*, lundi, 18 octobre, 1999, disponible à : http://brasov.monitorul.ro/arhiva/18_October_99/index.php3).

une sorte de salaire sans travail et emploi. C'est ainsi qu'en 1998, la majorité des villageois disposaient encore de pensions de retraite ou de revenus équivalents aux salaires, donc des moyens matériels (même si limités et souvent à court terme) d'une relative autonomie par rapport aux activités agricoles.

Qui plus est, le changement plus lent au niveau des priorités et des objectifs poursuivis faisait que les activités agricoles, et, en l'occurrence dans ce cas, les activités agricoles dans les exploitations familiales, continuaient à occuper une place secondaire.

Ayant ainsi identifié la composition des unités de résidence du village et leur relation avec la possession de la terre et les activités agricoles, nous pouvons alors nous pencher maintenant plus attentivement sur les exploitations agricoles familiales développées par ces unités. Ceci nous aidera à comprendre plus en profondeur les éventuelles inégalités économiques à Buna, les stratégies que les villageois développèrent afin de contourner ces inégalités, ainsi que les différents facteurs qui ont joué sur les performances des exploitation agricoles.

11.3. Les exploitations agricoles: partage des tâches et activités

Avant de nous attaquer à la manière dont les villageois travaillaient leur exploitations familiales, nous verrons tout d'abord quelle était la structure de l'exploitation de la terre à Buna. En fait, en regardant du côté de la relation entre les exploitations familiales, la participation à l'association et la structure de la propriété, nous verrons que les villageois étaient orientés majoritairement vers la limitation des parts de leurs propriétés en faire valoir direct à des dimensions correspondant à de petites exploitations axées plutôt sur l'autoconsommation que sur la production pour le marché.

11.3.1. La structure de l'exploitation agricole à Buna: association et exploitations familiales

Remarquons ainsi qu'à Buna, les nouvelles petites propriétés n'étaient pas exploitées entièrement en mode familial. Une partie assez importante de leurs terres était exploitée en mode associatif (40% du total) à l'intérieur de la seule association du village (l'association juridique "Mândruța"). De ce point de vue, le village de Buna constituait un cas particulier. Il se situait à mi-chemin entre celui du village voisin de Lunca, où il n'y avait aucune

association¹⁸, et celui du village voisin de Podu, où il y avait deux associations juridiques et une association familiale. La structure d'exploitation de la terre était ainsi caractérisée, à Buna, par une division entre, d'un côté, la grande exploitation à l'intérieur de l'association juridique du village et, d'un autre côté, la petite exploitation dans le cadre des petites fermes exploitées en mode familial¹⁹.

11.3.1.1. La participation à l'association

En 1998, l'association juridique "Mândruța" rassemblait autour de 680 hectares appartenant à quelque 430 "associés"²⁰. Elle exploitait toutefois effectivement presque 1000 hectares, puisque, aux terres associées, se rajoutaient quelque 200 hectares de terres prises en location. Comme le registre agricole de la commune de Buna ne tenait pas compte des terres données en location, je restreindrai toutefois mon analyse sur la terre exploitée en mode associatif seulement au cas de la terre appartenant aux "associés" proprement-dits²¹.

Si nous regardons la terre "associée" nous constatons ainsi que, en continuité avec leur importance au niveau de la propriété, les nouveaux propriétaires villageois étaient aussi, par rapport aux *străinași*, ceux qui fournissaient non seulement la presque totalité des "associés" (94 % du total), mais aussi la presque totalité des terres en association (92 %).

¹⁸ Cette absence d'associations à Lunca était due en grande partie à l'orientation des villageois vers l'exploitation maraîchère commerciale de leurs terres. Cette orientation était due à la qualité exceptionnelle des terres de Lunca (des terres alluviales très fertiles) et au savoir faire des villageois (qui étaient à l'origine des bulgares qui avaient amené avec eux, lors de leurs arrivée à Lunca à la fin du XIXe siècle, une longue et riche tradition maraîchère).

¹⁹ La différence entre le village de Buna et le village de Podu est moins facile à expliquer, mais elle tient, en gros, à l'histoire de la constitution et de l'évolution des associations juridiques, ainsi que de la capacité des anciens cadres de l'agriculture résidant dans ces villages à se frayer ou se maintenir à la tête d'associations. Ainsi, à Buna, l'association juridique, ou plus exactement son président, a réussi dès le début à accaparer une portion importante des terres des associés, ainsi qu'à maintenir son contrôle sur celles-ci par la suite. Buna n'enregistrait pas, à ma connaissance, d'essai réussi de constitution d'association hors de Mândruța. Par contre, à Podu, il y a eu deux associations juridiques qui se sont partagées le terrain dès le début. En parallèle, dès 1993 il y a eu des associations familiales qui se sont constituées.

²⁰ Dans cette partie dédiée aux structures locales d'exploitation nous retournons aux données fournies par le registre agricole, et ainsi aux unités prises en compte par celui-ci, soit des ménages.

²¹ La terre donnée en location a sensiblement varié au long des années (entre 0 et 200 hectares entre 1994 et 1998), tandis que la terre en association a eu tendance à se maintenir au même niveau. Il se peut toutefois que, de toute façon, nous retrouvions pour la terre donnée en location les mêmes patterns que pour la terre effectivement inscrite en association, la seule différence, du point de vue de ses propriétaires, étant que la terre mise en association rapporte une participation au capital social (qui est néanmoins très petite, comme nous l'avons vu).

Le poids de la participation des *străinași*²² à l'association étant relativement infime, je restreindrai mon analyse encore une fois aux propriétaires et associés villageois.

Si nous nous penchons ainsi sur les propriétaires villageois, nous constatons que leur participation à l'association était seulement partielle. En effet, seulement la moitié d'entre eux (407 sur un total de 805) faisait effectivement partie de l'association²³. Qui plus est, les terres avec lesquelles les propriétaires "associés" contribuaient à l'association étaient de petites dimensions, constituant seulement une partie de leurs propriétés. La taille moyenne des terres "associées" des petits propriétaires était de 1,54 hectares, autour de 90% des villageois "associés" contribuant avec des parcelles de moins de 3 hectares. Finalement, seulement dix petits propriétaires villageois avaient rendu la totalité de leurs terres à l'association.

Tableau 11.6. La structure de la participation à l'association, à Buna, en 1996.

Taille de la terre cédée à l'association (ha)	0-1	1-2	2-3	3-4	4-5	5-10	Total
Nombre de ménages membres de l'association, par taille de la terre cédée à l'association	156	149	56	29	11	6	407
% total (407)	38,2 %	36,6 %	13,7 %	7,1 %	2,7 %	1,5 %	100 %

11.3.1.2. Les exploitations familiales

Les propriétaires villageois ont ainsi choisi dans leur grande majorité de garder une partie ou la totalité de leurs terres en exploitation personnelle, la partie cédée à l'association contribuant seulement à diminuer la part qu'ils cultivaient en faire-valoir direct, mais non pas à dissoudre cette part. En effet, il y avait 684 exploitations familiales à Buna, ce qui représentait 98,9 % du nombre total des nouvelles propriétés. Qui plus est, cette diminution affectait principalement ceux qui possédaient le plus de terres. Ainsi, la majorité écrasante des familles qui ne donnaient pas de terre en association était formée par des familles qui

²²Notons toutefois que les *străinași* étaient les nouveaux propriétaires les plus portés à contribuer avec leurs terres à l'association. En effet, non seulement la proportion des *străinași* contribuant avec de la terre à l'association était plus grande que la proportion des villageois qui le faisaient (48% par rapport à 40%), mais, surtout, la partie de la terre exploitée en association par rapport au total de la terre en propriété était plus grande dans le cas des *străinași* que dans le cas des villageois (70% par rapport à 38%). Les *străinași* ont ainsi donné proportionnellement plus de leurs terres en association, gardant en exploitation personnelle seulement de très petites parcelles. Remarquons toutefois que, si cette participation plus importante à l'association est compréhensible étant donné l'éloignement physique des *străinași* par rapport à leurs terres, il n'en reste pas moins que tous les *străinași* de Buna ont gardé une partie de leurs terres en exploitation personnelle. Ces terres étaient généralement données en exploitation à un parent resté au village (frère ou sœur, cousin, oncle etc.).

²³Cette proportion pourrait néanmoins s'accroître si nous tenons compte de la location par l'association de terres du village. Même dans ce cas toutefois il y aurait un nombre considérable de villageois qui resterait complètement en dehors des structures associatives.

avaient des propriétés modestes de moins de 3 hectares (88,6 %), tandis que quelque 40% des familles "associées" avaient des propriétés de plus de 3 hectares.

Nous avons constaté en fait que plus l'étendue de la terre en propriété était grande, plus il y avait des chances qu'une partie de la terre soit donnée en association. Ainsi, les propriétaires ayant des propriétés de subsistance d'en dessous d'un hectare ont préféré en majorité écrasante garder la totalité de leurs terres en exploitation familiale (73%). Ceux qui avaient entre 1 et 2 hectares adoptaient une position plus mitigée, étant divisés moitié-moitié entre les deux options (participation à l'association ou exploitation complètement autonome). Au-delà de deux hectares néanmoins, l'option majoritaire semblait être la participation à l'association: plus de 70% des familles, dans chaque type de propriété dépassant les 2 hectares, donnaient des terres en association. Le tableau suivant illustre bien cette corrélation entre structure de la propriété et participation à l'association.

Tableau 11.7. La structure de la propriété et la participation à l'association au village de Buna, en 1996.

Taille des propriétés (ha)	0-1	1-2	2-3	3-4	4-5	5-10	Total
Nombre de ménages par taille des propriétés	96	194	161	94	42	57	644
% total (644)	14,4 %	30,1 %	25,0 %	14,6 %	6,5 %	8,8 %	100 %
Nombre de ménages membres de l'association, par taille des propriétés	26	98	117	82	34	50	407
% total (407)	6,3 %	24,0 %	28,7 %	20,1 %	8,3 %	12,3 %	100 %
% total par taille des propriétés (colonne)	27 %	50,5 %	73 %	87 %	81 %	88 %	
Nombre de ménages sans terre en association, par taille des propriétés	70	96	44	12	8	7	237
% total (237)	29,5 %	40,5 %	18,6 %	5,0 %	3,4 %	2,9 %	100 %
% total par taille des propriétés (colonne)	73 %	49,5 %	27 %	13 %	19 %	12 %	

La diminution des dimensions des terres exploitées en faire valoir direct par les villageois semblait ainsi aller non pas tant vers la réduction des parts en faire valoir direct sur les très petites propriétés qui constituaient la majorité des nouvelles propriétés villageoises, mais vers l'adoucissement des inégalités introduites par la rétrocession des terres (du moins en ce qui concerne les superficies disponibles pour le faire valoir direct des villageois), à travers la diminution des parts en faire valoir direct sur les propriétés de plus grosse taille. En effet, la proportion des fermes de plus de 5 hectares dans le total était passée de 8,8 % (dans la structure de propriété) à quelque 2,1 % (dans la structure des exploitations en faire valoir direct), tandis que celle des fermes ayant entre 3 et 5 hectares était passée de 21,1 % à 9,5 %.

La caractéristique dominante des exploitations familiales du village était ainsi leurs très petites tailles. En effet, la taille moyenne de 634 exploitations familiales était de 1,56 hectares, tandis que, comme nous le montre le tableau suivant, presque 90% d'entre elles avaient moins de 3 hectares et un peu plus de 10 % avaient plus de 3 hectares.

Tableau 11.8. La structure des exploitations familiales à Buna, en 1996.

Type d'exploitation (ha)	0-1	1-3	3-5	5-10	Total
Exploitations familiales	223	338	60	13	634
% total (634)	35,2%	53,2%	9,5%	2,1 %	100%

Remarquons toutefois que, même si les propriétaires ayant de plus grosses propriétés avaient réduit la part des superficies en faire valoir direct, il n'en reste pas moins que, par rapport à ceux qui détenaient des superficies plus réduites, ils étaient toujours les plus avantagés. En effet, en plus de la petite exploitation familiale (dont les dimensions avaient tendance à se rapprocher des dimensions des exploitations des propriétaires moins nantis en terre), ces plus gros propriétaires pouvaient aussi bénéficier des produits et de l'argent qu'ils recevaient en retour des terres cédées de la part de l'association.

Finalement, rappelons que les unités prises en compte ici (les nouvelles propriétés et exploitations familiales) correspondent à la structure de la propriété légale des terres, donc à des unités (les ménages) qui ne correspondent pas toujours aux unités de parenté, de résidence, de possession et de travail effectif de la terre (les *gospodării*). Toutefois, bien que nous ne puissions pas estimer avec exactitude la direction dans laquelle la structure de l'exploitation familiale irait en passant des ménages aux *gospodării*, nous pouvons supposer qu'elle n'en serait pas grandement affectée. En effet, il me semble que, en suivant la tendance observée au niveau des ménages, les *gospodării* aussi auraient tendance à limiter la part totale qu'elles garderaient en faire valoir direct à un niveau qui dépasserait rarement les 3 hectares (et ceci même si elles avaient deux propriété distinctes au lieu d'une).

Nous reviendrons un peu plus loin sur les facteurs débouchant sur des inégalités au village (et, entre autres, sur l'importance de la participation de l'association dans ces inégalités), ainsi que sur les éléments susceptibles d'inhiber le rôle de la propriété et de l'exploitation de la terre dans le développement de ces inégalités.

Pour l'instant nous nous concentrerons sur l'organisation et le fonctionnement des exploitations familiales. Pour cela, nous reviendrons aux unités de parenté, de résidence et de travail réellement existantes, les *gospodării*.

11.3.2 Activités agricoles dans les exploitations familiales I: le partage des tâches

11.3.2.1. La *gospodărie* en tant que mini exploitation agricole

Comme nous l'avons vu plus haut, à Buna, les *gospodării* possédaient généralement deux "domaines" distincts qui composaient ensemble leurs exploitations agricoles familiales: la terre "aux champs" et les cours. Commençons par la cour, centre et siège de l'ensemble des activités d'une *gospodărie*.

Habituellement en forme de long rectangle dont le côté le plus petit longeait la rue, le *cămin* (la terre de la cour) s'étendait sur près de 0,10 hectares, et incluait non seulement l'espace d'habitation, la maison et ses annexes, mais aussi les abris des animaux et le jardin.

Le *cămin* était habituellement divisé en trois espaces clôturés se succédant le long du rectangle. Un premier espace, situé à l'entrée du *cămin*, contenait la ou les maisons et leurs annexes (telles que la remise à outils ou, plus rarement, le garage à voiture ou la remise à charrette), mais aussi, souvent, des petits jardins à légumes ou à fleurs, des arbres fruitiers (mirabelles et parfois cerisiers, pommiers et pruniers²⁴), et quelques vignes. Elle pouvait aussi comprendre, au-dessus des remises ou des anciennes maisons à *odăi* (les pièces multi-fonctionnelles de l'habitation traditionnelle roumaine) des espaces de stockage pour les céréales (*pătul*).

Immédiatement après cet espace d'entrée suivait, séparée par une clôture, la "cour à animaux" (*curtea de animale*). Celle-ci comprenait les abris pour les porcs et les volailles, l'étable pour les bovins, moutons ou chevaux, ainsi que des greniers pour les céréales et les fourrages (souvent au-dessus des étables). L'espace en terre battue qui restait au milieu de cette cour était le plus souvent destiné aux volailles, les autres animaux (porcs, bovins etc.) étant confinés dans leurs abris.

Au fond du *cămin* il y avait, séparé par une autre clôture de la cour à animaux, ce que les villageois appelaient le "jardin" (*grădină*). Le jardin couvrait la majeure partie d'un *cămin*, et était cultivé avec des légumes (poivrons, tomates, concombres, choux, salade verte, oignons, ail, pommes de terre, carottes) et parfois aussi avec des céréales (le plus

²⁴ Remarquons l'importance des arbres fruitiers et des vignes pour les *gospodării*. Dans la vision des villageois, une belle *gospodărie* est celle qui a une cour pleine d'arbres fruitiers et de vigne. Leur esthétique est ainsi non pas celle des vastes champs de céréales des anciens cadres de l'agriculture, mais l'esthétique d'un espace parsemé d'arbres. C'est une esthétique édénique: de nombreuses fois les villageois comparaient les cours pleines d'arbres au paradis. Celui-ci est un espace "rempli" dans les trois dimensions et non pas l'espace horizontal des champs à perte de vue.

souvent du maïs).

Finalement, rajoutons que le *cămin* se prolongeait souvent hors de la clôture extérieure de la cour (et donc dans l'espace publique) pour inclure la portion située entre la clôture et la rue. Cet espace était approprié dans la pratique par la famille qui vivait dans la cour, et comprenait d'habitude des espaces verts (dont l'herbe était utilisée pour les volailles), parfois des fleurs, mais souvent des arbres fruitiers (mirabelles) considérés comme la propriété de la famille. Il comprenait aussi un ravin pour l'écoulement de l'eau de la rue et de la cour, un passage piétonnier longeant la rue, mais aussi un banc privé appartenant à la famille (endroit très important, utilisé pour la socialisation quotidienne) (voir figure 1, page 392).

Tout cet ensemble, regroupant autant la terre du *cămin* que ce qui se trouvait sur cette terre (habitations, remises, abris, animaux, cultures, arbres et vignes), constituait ainsi la *gospodărie* matérielle de la famille qui y habitait. Ainsi, dans ce sens d'ensemble d'avoirs matériels, la *gospodărie* représentait une mini exploitation agricole.

La *gospodărie* constituait une entreprise visant principalement à assurer l'autonomie au niveau de la consommation alimentaire de la famille qui y habitait. On y produisait pendant le printemps, l'été et l'automne des légumes destinées principalement à la consommation familiale courante et à la fabrication de conserves pour les mois d'hiver. On y produisait aussi le gros des boissons alcooliques consommées dans la famille, le vin de raisins et la *țuică* de mirabelles. Finalement, la *gospodărie* assurait aussi généralement la majeure partie de la consommation de viande et de produits animaliers de la famille (œufs, lait, fromage, produits de charcuterie).

La cour habitée par la *gospodărie* constituait donc, à côté de la terre aux champs, une partie importante de l'exploitation agricole familiale plus large. En fait, en comprenant en son sein l'activité qui constituait, comme nous le verrons plus loin, le point tournant de ces exploitations (l'élevage animal), la *gospodărie* en représentait aussi la partie la plus importante.

Si nous regardons alors l'ensemble des activités agricoles qu'une *gospodărie* effectuait dans le cadre de son exploitation agricole, nous pouvons distinguer alors plusieurs lignes de différenciation au niveau du partage des tâches et des décisions entre les différents membres de la *gospodărie*.

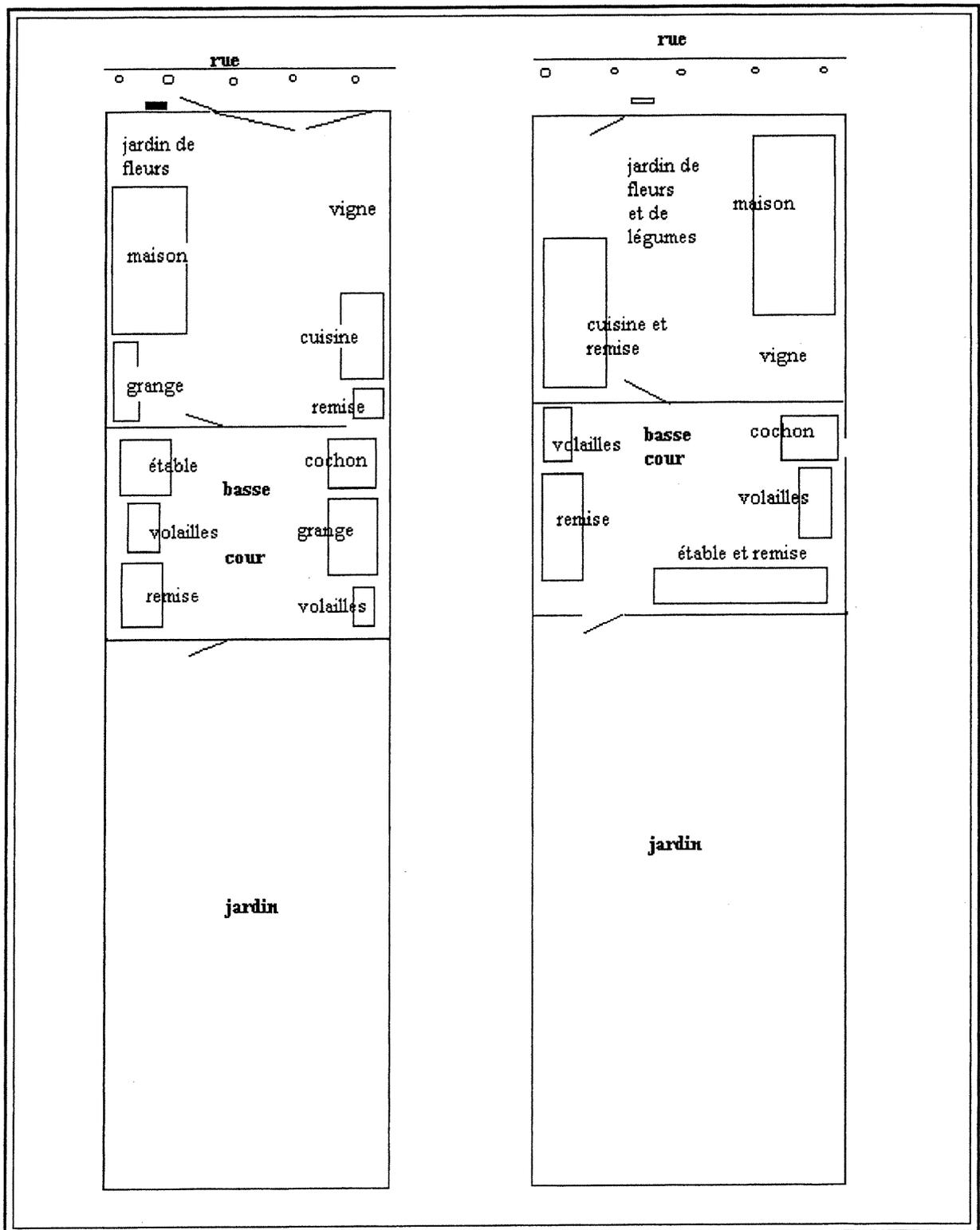


Figure 1. Deux exemples de "cours" (*curți*) au village de Buna.

11.3.2.2. *Genre et partage des tâches et activités à l'intérieur de l'exploitation agricole familiale: dans la cour et au dehors*

Une première différenciation concernait la distinction entre le dedans et le dehors de la cour, distinction correspondant aussi à celle entre espace domestique/privé et espace publique.

Ainsi, nous pourrions dire que la cour de la *gospodărie* constituait principalement un domaine d'activité féminine. En effet, les activités de la *gospodărie* (vue comme mini exploitation agricole à l'intérieur de la cour) étaient largement le fait de ses femmes. C'étaient elles qui prodiguaient les soins courants aux légumes et vignes (arrosage, cueillette des mauvaises plantes, taille et attache des plantes), ainsi que les soins quotidiens aux animaux de la cour (nourriture). Les femmes avaient aussi en charge la récolte des légumes, la traite des vaches (et éventuellement chèvres), la cueillette des œufs et l'abattage des volailles. Elles y étaient souvent aidées par les enfants (autant garçons que filles) et les adolescentes de la *gospodărie*.

Dans le cas des *gospodării* multi-générationnelles, les différentes femmes de la *gospodărie* se partageaient l'exécution de ces travaux sous la direction de la femme du chef de famille. Habituellement la plus vieille femme encore en état "actif" (ce qui pouvait signifier, tout comme dans le cas des hommes, même jusqu'à 80 ans), cette dernière s'efforçait non seulement à faire respecter une certaine division des tâches entre les femmes de la *gospodărie* (habituellement elle-même et sa bru), mais prenait la responsabilité des décisions concernant la consommation des produits courants et leur partage entre les membres de la *gospodărie*. Responsable de la composition des repas et du contenu des assiettes de chaque membre, elle gérait aussi les activités et les comptes courants de la *gospodărie* en tant qu'exploitation agricole: les légumes à cueillir, la volaille à égorger, le lait et les œufs à consommer, le lait à garder pour faire du fromage; mais aussi les œufs, les volailles, et le fromage à vendre et l'utilisation des revenus réalisés.

Les femmes étaient toutefois présentes non seulement à l'intérieur de la cour mais aussi à l'extérieur, et ceci tant en ce qui touche les travaux des champs, qu'au niveau des activités et des décisions concernant la vente des produits agricoles de l'exploitation familiale. À l'inverse, les hommes, bien que principaux responsables des activités "aux champs" et de la vente de produits, n'avaient pas le monopole de ces activités, ni des décisions qui y étaient liées. En outre, ils étaient aussi présents dans certaines activités "dans la cour".

11.3.2.3. *Travail, partage et genre dans et au-delà de la cour: "petits" et "gros" bétail et cultures*

Pour comprendre cela il faudrait alors regarder au-delà de la division dans la cour/au dehors la cour, et envisager de façon plus large la division des tâches entre les différents membres adultes de la *gospodărie*. D'autres divisions qui étaient, je pense, effectives à l'intérieur d'une exploitation familiale étaient celles entre le "petit" et le "gros" bétail, entre la "petite" et la "grande" culture²⁵.

Ainsi, les "petits" bétail et culture de la basse-cour et du jardin étaient largement à la charge des femmes, qui étaient impliquées dans la majorité des tâches qui les concernaient (nourrir et nettoyer; semer, entretenir et récolter). Pouvaient faire exception certaines tâches considérées parfois, mais pas toujours, comme plus "lourdes", telles que l'abattage des volailles ou le bêchage. Même dans ce cas, néanmoins, les femmes continuaient généralement à les exécuter à côté des hommes. C'est ainsi que, entrant largement dans le domaine des activités féminines, et concernant des produits finaux destinés à une consommation quotidienne (donc implicitement de plus petite envergure), les petits bétail et culture se retrouvaient, sur le plan des décisions d'achat, de consommation, de vente et d'allocation des revenus, largement sous le contrôle des femmes.

Si nous nous penchons maintenant sur l'élevage du gros bétail et sur la culture des céréales et fourrages, nous constatons que, dans les deux cas, les travaux plus "légers" mais quotidiens étaient partagés par les femmes, tandis que les travaux les plus "lourds", qui étaient aussi occasionnels, étaient le domaine (souvent non exclusif) des hommes.

Ainsi, en ce qui concerne les cultures de plein champ (situées pour leur plus part en dehors du *cămin*, aux champs), les hommes s'occupaient des travaux principaux et plus occasionnels (tels que labours avec le tracteur ou le cheval), tandis que les femmes participaient de manière préférentielle à l'exécution des tâches moins "lourdes", mais plus longues et laborieuses. C'étaient elles qui s'occupaient davantage, même si pas exclusivement, des opérations manuelles de semis, de binage et de récolte du maïs, de l'épandage des engrais, et du chargement des récoltes dans les charrettes et les remorques et

²⁵Cette distinction est une distinction analytique qui n'avait pas d'équivalent exact dans le langage local. Je pense toutefois qu'elle reflétait une distinction qui, tout en étant implicite et au niveau inconscient, n'était pas moins opérante au niveau des activités qui s'y rattachaient. C'est ainsi que les qualificatifs "petit" et "gros/grand" correspondaient à des différents niveaux d'implication dans l'élevage des différents animaux ou dans les différentes cultures, implication correspondant à des niveaux différents d'importance accordée à ces activités (autant en termes de superficie au niveau des cultures ou de moyens impliqués dans l'élevage des animaux, qu'au niveau de la valeur symbolique que les villageois rattachaient aux différents animaux et cultures ainsi qu'aux activités reliées à ceux-ci).

par la suite dans les *pătule* (greniers). De la même manière, en ce qui concerne l'élevage des gros animaux, les femmes avaient la presque exclusivité des tâches quotidiennes considérées comme plus "légères" (nourriture, traite), tandis que les hommes prenaient en charge des tâches plus "lourdes" (nettoyage des abris et des étables) souvent occasionnelles (boucherie), et qu'ils partageaient parfois avec les femmes (aide à la mise à bas des animaux).

De façon cohérente avec ce partage de travail, les décisions concernant le gros bétail et la grande culture étaient prises conjointement par les hommes et les femmes de la *gospodărie*: le choix et l'étendue de différentes cultures, la vente de produits (céréales ou fourrages, gorettes ou veaux), mais aussi la destination des revenus réalisés à travers les éventuelles ventes. En fait, comme ces revenus étaient beaucoup plus considérables que ceux qui résultaient de la vente des petits produits, ils n'entraient pas dans les comptes de la consommation courante gérés généralement par les femmes, mais dans les comptes à visée temporelle et à importance plus grande gérés conjointement par hommes et femmes.

Nous voyons ainsi que le travail autant dans la *gospodărie* que dans l'exploitation agricole plus large était féminisé. Au fil des ans, ce travail était aussi souvent le fait des plus vieux: les hommes, mais aussi les femmes qui participaient plus volontiers à plus de travaux agricoles étaient souvent les membres les plus vieux de la *gospodărie*. Ceci reproduisait la féminisation et le vieillissement de la force de travail agricole pendant les trois décennies du communisme, et tendait à refléter la plus grande implication des hommes et des jeunes dans le travail salarié. Vers la fin du millénaire, et malgré la fermeture croissante des possibilités d'emploi salarié, ces féminisation et vieillissement du travail agricole s'étaient poursuivies. Elles reflétaient désormais des valeurs et aspirations différentes entre générations, ainsi que des rôles différents attribués aux hommes et aux femmes, plutôt que la structure réelle de l'emploi au village. Nous nous pencherons sur cette contradiction plus loin au cours de mon exposé.

Remarquons pour l'instant que, recoupant la distinction de genre qui informait les divisions petit/gros, léger/lourd, une autre distinction à l'intérieur de la *gospodărie* venait néanmoins jouer son rôle au niveau du partage de l'élevage du gros bétail et des produits qui en résultaient. Dans le cas des *gospodării* multi-générationnelles, il s'agit de la distinction générationnelle entre différentes "branches", soit généralement entre le couple des parents et celui formé par l'enfant vivant avec eux, avec sa propre épouse.

11.3.2.4. Partage, générations et animaux

Les animaux les plus couramment rencontrés dans les cours des villageois de Buna étaient les volailles, les porcs et les bovins. Selon le registre de la commune de Buna, en 1998, il y avait au village de Buna 373 bovins, 490 ovins, 250 chevaux, 1206 porcins et 8767 volailles, ce qui faisait une moyenne par ménage de 1,5 porcs, 10,9 volailles, 0,5 bovins, 0,6 ovins et 0,3 chevaux. Dans les conditions où le nombre des *gospodării* se situait à autour de 500, il résulte toutefois une moyenne par *gospodărie* plus élevée que celle correspondant aux ménages considérés par le registre agricole. Il me semble en fait que le plus courant pour une *gospodărie* étaient d'avoir au moins deux porcs, une douzaine de volailles et éventuellement un ou deux bovins. Certaines *gospodării* pouvaient avoir aussi un ou deux chevaux, et/ou trois ou quatre moutons. Regardons de plus près les différentes activités reliées à l'élevage des animaux à l'intérieur de la *gospodărie*.

Si nous regardons ainsi du côté des bovins élevés dans les *gospodării*, nous constatons que ceux-ci étaient considérés, tout comme les volailles, comme des biens communs à tous les branches qui composaient éventuellement une *gospodărie*. En fait, les bovins n'étaient pas élevés à Buna principalement pour la production de viande: les villageois n'effectuaient des ventes de bovins ou de viande qu'occasionnellement (lors de la naissance d'un veau, ou en cas de maladie ou de vieillesse de la vache) et ils ne valorisaient ni consommaient régulièrement leur viande.

En fait, la grande majorité des bovins à Buna était constituée par des vaches à lait, vaches qui étaient gardées dans une *gospodărie* pour de longues années surtout en vue des produits tels que le lait et le fromage. Ces produits étaient, tout comme les produits de volailles, des produits destinés à la consommation courante, qui se trouvaient sous le contrôle des femmes, et qui étaient, du moins idéalement, partagés entre tous les membres de la *gospodărie*. La même situation était rencontrée dans le cas des brebis (moins nombreux à Buna, elles étaient traites pour fabriquer du fromage) et des chevaux (destinés aux travaux agricoles et au transport, services partagés à l'intérieur de l'ensemble de la *gospodărie*)²⁶.

La situation était néanmoins différente dans le cas des porcs. Ainsi, en dépit du fait que les porcins d'une *gospodărie* étaient tous élevés, tout comme les bovins, dans un abri

²⁶C'est ainsi que, dans le cas des bovins, cette non-division à l'intérieur des *gospodării* me laisse croire que, même si seulement quelque 300 familles de Buna possédaient des bovins en 1998 (238 une vache et 56 deux ou plusieurs; ce qui représentait 35% du total des familles de Buna), en fait une majorité de *gospodării* de Buna disposait d'une ou plusieurs vaches.

commun, les différents porcs pouvaient avoir, à la différence de ces derniers, des “propriétaires” différents. Ainsi par exemple, dans une *gospodărie* comprenant deux branches, chacun d’entre elles pouvait avoir son propre porc. En outre, le couple des parents pouvait également élever un ou plusieurs porcs au profit des enfants partis vivre en ville (situation rencontrée souvent, d’ailleurs, dans le cas des *gospodării* “mixtes diffuses”).

L’élevage des porcs se faisait néanmoins, dans le cas des *gospodării* multi-générationnelles, en commun, les soins étant partagés entre les femmes des deux branches vivant en *gospodărie*. Par contre, chaque branche propriétaire de porc contribuait individuellement à la nourriture nécessaire à son élevage (inclusivement les branches urbaines). La viande de porc revenait à son propriétaire après l’égorgement de la bête et la préparation des saucisses et de la viande de conservation.

Il faudrait remarquer toutefois que le ou les porcs élevés dans une *gospodărie* multi-générationnelle pouvaient aussi se trouver dans la propriété commune de toutes les branches. Ainsi, à côté de la séparation des habitations, repas et budgets, la séparation dans l’appropriation du porc pouvait aussi être un indicateur du degré d’autonomisation des différentes branches d’une *gospodărie* (et ainsi des conflits à son intérieur).

L’éventuelle séparation dans l’appropriation des porcs trouvait néanmoins sa racine non pas tant dans l’autonomisation des branches (qui était contrecarrée de toute façon par d’autres facteurs, en particulier par l’exploitation conjointe de la terre) que dans le caractère spécial autant des produits obtenus de l’élevage que des modes spécifiques de leur consommation. Ainsi, nous pouvons remarquer que l’élevage des porcs ne débouchait pas sur des petits produits fournis régulièrement (tels que lait ou œufs) mais sur un stock important de viande et autres sous-produits (graisse, os, peau) obtenus annuellement après l’abattage des animaux (d’habitude avant Noël). Les porcs pouvaient aussi plus régulièrement faire l’objet d’une vente, car une *gospodărie* qui s’arrangeait pour élever chaque année une truie pouvait aussi vendre annuellement un ou plusieurs goretts.

Avoir un porc représentait ainsi une décision concernant une source de revenus plus importante que celle résultant de la vente des “petits” produits, ainsi que le poste le plus important et le plus valorisé de la consommation annuelle de viande. La séparation dans l’appropriation des porcs relevait ainsi de la séparation dans la gestion de la consommation

annuelle de viande de porc²⁷. Mais pour comprendre la gestion de la consommation de porc, nous analyserons plus tard l'importance du porc dans la vie sociale de Buna et les différences qui pouvaient exister entre les diverses générations au niveau de sa consommation.

Remarquons, pour terminer cette partie dédiée à l'élevage des *gospodării*, que la diversité des rythmes de consommation et de vente des différentes catégories d'animaux élevés dans les *gospodării* du village se reflétaient non seulement dans les décisions concernant la destination finale des divers produits animaliers locaux, mais aussi dans le rythme de procuration d'animaux nouveaux. Ainsi, les volailles et les porcs étaient sacrifiés annuellement et ainsi devaient être remplacés au même rythme (et parfois encore plus souvent), tandis que les bovins, ovins et chevaux, dotés d'une plus longue longévité, connaissaient un renouvellement beaucoup plus espacé dans le temps (chaque quelque années ou parfois à tous les dix ans).

Les volailles étaient obtenues par les femmes soit à partir de la production interne des œufs, soit en se procurant de l'extérieur des œufs ou des poussins. Les sources externes étaient soit les amies ou voisines (cas où on procédait à un échange réciproque de biens et services), soit le marché officiel (une entreprise avicole) ou souterrain (des commerçants ou commerçantes improvisés sur le tas, employés des entreprises avicoles d'habitude). Les œufs étaient transformés en poussins soit à travers l'incubation naturelle des poules pondeuses, soit à travers l'incubation artificielle à l'aide d'un incubateur électrique (lui aussi soit en propriété personnelle ou, moins souvent, emprunté).

Les gros animaux pouvaient eux aussi être obtenus de plusieurs manières. L'une d'entre elles était le marché, habituellement dans une des foires villageoises avoisinantes (le plus souvent Lunca). Les foires étaient les plus utilisées pour les chevaux, mais aussi souvent pour les gorettes, veaux ou moutons. Une large quantité de jeunes animaux provenait néanmoins de la propre production de la ferme. Finalement, une autre manière d'obtenir de

²⁷Remarquons ici qu'en dépit de cette possible séparation dans l'appropriation des porcs à l'intérieur de la *gospodărie* et du fait qu'en 1998 seulement 586 ménages figurant dans le registre agricole de Buna avaient des porcs, il est fort probable que, dans les faits, la quasi majorité des *gospodării* en possédait au moins un (mais plus généralement deux). En effet, des 219 ménages sans porcs, 164 étaient des ménages composés uniquement de retraités, susceptibles donc de vivre dans leur grande majorité avec une branche plus jeune de leur famille élargie unilinéaire, branche possédant des porcs. De plus, au moins 28 des ménages "jeunes" restants vivaient avec leurs parents, qui, eux, étaient inscrits comme possédant des porcs (en fait les porcs communs de la *gospodărie*).

nouveaux animaux (surtout des gorettes et des veaux) était à travers les échanges informels, contre de l'argent ou de services, entre parents, amis ou voisins.

Remarquons finalement que l'élevage des animaux impliquait non seulement la force de travail de la *gospodărie*, mais parfois aussi des sources externes. Ainsi, si les volailles et les porcs restaient toujours à l'intérieur de la cour, aux soins des femmes de la *gospodărie*, les bovins en sortaient chaque jour durant la période estivale (mai-octobre) pour être confiés au berger communal. Les ovins étaient confiés pour toute la période à divers bergers, qui les ramenaient seulement en automne à leurs possesseurs. Les bergers étaient payés en forfait pour toute la saison, le niveau de ce forfait étant établi par la mairie communale, car ceux-ci utilisaient les pâturages communaux. Les berges à ovins essayaient aussi de trouver, à part les pâturages communaux, des pâturages alpins, se livrant ainsi à la transhumance. Ils étaient payés en un certain pourcentage du fromage et de la laine récoltée des moutons qui leur étaient confiés. En dehors de la saison estivale, les bovins et les moutons étaient néanmoins entièrement aux soins des femmes de la *gospodărie*.

Après avoir vu plus en détail la manière dont se réalisait l'élevage animal, le temps est venu de se pencher plus en profondeur sur la façon dont l'exploitation agricole plus large, celle qui concerne les terres "aux champs" que les villageois se sont réappropriées après 1991, fonctionnait, ainsi que sur la relation entre les "grandes" cultures et l'élevage animal.

11.3.2.5. Exploitations familiales et structure des cultures de plein champ

Regardons pour commencer la structure des cultures de plein champ présente à l'intérieur des exploitations familiales de Buna. Les villageois cultivaient sur leurs terres "aux champs" une combinaison de cultures, incluant autant des céréales que des plantes fourragères et des légumes. Afin de rendre compte de l'importance des différentes cultures pour le développement des exploitations familiales, j'ai divisé ces cultures, tout comme plus haut, en deux grandes catégories: les "petites" cultures (cultures maraîchères), et les "grandes" cultures (cultures céréalières et fourrages).

Les "petites" cultures n'occupaient à Buna qu'une superficie très réduite, leur part dans le total des terres aux champs exploitées en mode familial étant située, avec des petites

variations d'année en année, entre 8 et 13 %²⁸. La plus importante culture maraîchère était celle des pommes de terre (qui arrivait à occuper parfois jusqu'à la moitié des superficies cultivées avec des légumes), mais elle restait, tout comme les autres, de petite envergure.

En effet, les légumes étaient cultivés aux champs seulement par une poignée de familles villageoises. Ces dernières utilisaient, dans ce but, surtout les parcelles à proximité de la rive de Ialomița: situées sur l'emplacement de l'ancien jardin de la CAP, ces parcelles avaient une terre sablonneuse considérée comme ayant la meilleure qualité parmi les terres du village (l'endroit s'appelait d'ailleurs "au sable", *la nisip*). Souvent, ceux qui cultivaient des légumes avaient des liaisons de parenté avec les villageois de Lunca, villageois orientés vers la culture marchande de légumes (ces derniers avaient d'ailleurs déjà commencé à faire leur entrée sur les terres "au sable" de Buna en les prenant en location. Le phénomène n'était cependant qu'à ces débuts, et ne concernait pas plus d'une vingtaine d'hectares). La majorité des familles ne cultivait néanmoins pas de légumes aux champs, et cela même si elles avaient en propriété des parcelles "au sable". En effet, bien que les villageois tendaient à garder les terres "au sable" en exploitation familiale, ils n'y continuaient généralement pas la culture des légumes. Dès les premières années suivant la rétrocession des terres, la majeure partie des terres de l'ancien jardin de la coopérative a été ainsi convertie à la culture céréalière.

Les "grandes" cultures occupaient ainsi la majeure partie des terres "aux champs" exploitées en mode familial (90 %). À l'intérieur de ces cultures, j'ai distingué trois groupes principaux, chacun possédant ses propres caractéristiques.

Un premier groupe était constitué par le blé. Utilisé principalement pour la consommation humaine, mais pouvant aussi entrer dans la nourriture animale (en particulier dans la composition de la moulée) le blé était cultivé dans une majorité d'exploitations familiales. La superficie totale qui lui était alloué était néanmoins assez restreinte, sa proportion dans le total des terres exploitées en mode familial se situant, selon les années, entre 6 % et 15 %. Les parcelles cultivées avec du blé étaient assez réduites (généralement à moins d'un quart d'hectare), certaines familles ne cultivant le blé qu'occasionnellement. La majorité de la récolte de blé était utilisée pour la consommation familiale ou encore animale de la *gospodărie*, et seulement une petite quantité du blé cultivée par les villageois atteignait le marché.

²⁸ Les données concernant les cultures sur les terres en exploitation familiale ont été fournies par l'ingénieur agronome de la chambre agricole communale. Elles concernent les années 1994 à 1998.

Un deuxième groupe appartenant aux "grandes" cultures était formé par les cultures de l'orge, de l'avoine, des trèfles et des plantes fourragères. Destinées uniquement à la nourriture des animaux, ces cultures couvraient ensemble des superficies représentant, selon les années, entre 11% et 19 % du total des terres exploitées en mode familial. Elles étaient, elles aussi, cultivées par une majorité de villageois, sur de petites parcelles, et étaient destinées principalement à la consommation interne des *gospodării*, seulement une petite partie de leurs récoltes atteignant le marché.

Le troisième groupe était constitué par le maïs. Celui-ci constituait la culture la plus importante au niveau des exploitations familiales, ayant couvert, selon des années, entre 57 % et 74% du total de leurs terres. Toutes les exploitations familiales cultivaient du maïs, l'utilisant autant à la consommation humaine qu'à celle des animaux, ainsi qu'à en échanger une petite partie sur le marché. La culture du maïs était ainsi la plus importante à l'intérieur des exploitations, couvrant souvent plus que la moitié de leurs superficies.

Tableau 11.9. La structure des cultures en exploitation familiale, au village de Buna, entre 1994 et 1998.

	"Petites" cultures	"Grandes" cultures			Total
	Cultures maraîchère	Blé	Orge, avoine, trèfles et plantes fourragères	Maïs	
% de la superficie totale cultivée en mode d'exploitation familiale (autour de 1000 hectares)	8 - 10 %	6 - 15 %	11 - 19 %	57 - 74 %	100 %
		90 - 92 %			

Ainsi, si nous voulons dresser un portrait robot d'une exploitation familiale moyenne du village de Buna, nous pourrions constater qu'elle cultivait sur ses quelque 1,5 hectares entre un 0,75 hectare et un hectare en maïs, et entre 10 ares et un quart d'hectare en blé, le reste étant cultivé en cultures faisant partie du deuxième groupe (généralement une ou deux cultures). Concrètement toutefois, les exploitations familiales connaissaient des variations assez importantes autant entre elles que, pour une même exploitation, d'année en année.

En effet, le choix des superficies allouées à chaque culture était fait en fonction aussi des différentes parcelles individuelles composant l'exploitation, une seule culture étant cultivée sur des parcelles plus petites. Ce choix était aussi fait en fonction de l'alternance des cultures, les villageois inter-changeant à chaque quelque années le maïs d'un côté, avec le blé et les plantes fourragères, d'un autre côté.

Par ailleurs, la variété des cultures semblait s'accroître, d'exploitation à exploitation, avec les dimensions des exploitations. Plus l'exploitation était grande, plus elle était susceptible de cultiver une gamme plus large des grandes cultures, incluant non seulement l'invariable maïs et des plantes de deuxième catégorie, que le plus respectable blé. En effet, à l'autre extrême, les exploitations les plus petites semblaient sacrifier en premier lieu la culture du blé et ainsi connaître une baisse marquante de la diversité des cultures utilisées.

11.3.3. Activités agricoles dans les exploitations familiales II: la terre ou le bétail?

11.3.3.1. Les exploitations familiales: expansion ou reproduction?

Ainsi, en conjonction avec la réduction des superficies en faire valoir direct que nous avons documentée plus haut, la structure des cultures semblait indiquer le choix, de la part des *gospodării* de Buna, d'une stratégie axée sur l'auto-reproduction et l'autoconsommation plutôt que d'une stratégie visant l'expansion de leurs exploitations. Cette reproduction impliquait en fait non seulement la réduction des superficies en faire valoir direct, mais aussi le choix d'une gamme restreinte de cultures, cultures destinées principalement à la consommation interne de la *gospodărie* et non pas tant à la vente sur le marché²⁹.

Mais pour comprendre véritablement les choix des *gospodării* en termes de cultures nous devons regarder de nouveau l'ensemble des activités agricoles dans lesquelles ces *gospodării* s'engageaient, ainsi que les buts poursuivis par les *gospodării* à travers ces activités. Ainsi, nous devons remarquer tout d'abord que les exploitations familiales visaient principalement non seulement leur auto-reproduction, mais aussi à assurer l'autonomie des *gospodării* par rapport au milieu environnant, et donc la protection, autant que possible, par rapport aux variations du marché. C'est ainsi la poursuite de cette autonomie des *gospodării* et de l'isolement par rapport au marché qui avait débouché sur une diversification des activités de l'exploitation, ces dernières étant ainsi arrivées à inclure

²⁹ Je ne dispose pas de données précises concernant la part de production agricole que les villageois de Buna vendaient sur le marché. Une étude de 1997 indique pourtant que plus de la moitié des maisonnées rurales interrogées ne réalisaient aucune vente sur le marché, tandis que seulement 15% des maisonnées vendaient du maïs et 8% d'entre elles vendaient du blé (Anon., 1997: 40). Étant donnée que les villageois de Buna restaient encore en 1998 relativement moins dépendants des activités agricoles familiales, il se peut que dans ce village la proportion soit encore plus grande.

autant l'élevage que la culture, et, à l'intérieur de la dernière, autant des cultures destinées à la consommation humaine que des cultures destinées à la consommation animale.

Cette diversité n'était pas néanmoins indéfinie, mais s'organisait plutôt autour d'un axe principal. Je considère en fait que le centre moteur des exploitations agricoles des *gospodării* de Buna était constitué non pas par les cultures "aux champs", mais par l'élevage animal. En effet, c'était les animaux de la cour qui pouvaient être utilisés autant pour la consommation interne de la *gospodărie* que pour la vente sur le marché, et c'était eux aussi qui réussissaient à absorber une large quantité des surplus végétaux, contribuant ainsi à rendre la *gospodărie* moins perméable aux variations du marché agricole.

11.3.3.2. La terre ou le bétail: la dé-paysanisation des villageois

Hormis ces raisons, il faudrait voir que la primauté de l'élevage d'animaux pour les *gospodării* de Buna venait autant d'une valorisation de longue date de celui-ci, que des circonstances qui, depuis la période socialiste déjà, avaient contribué à restreindre l'expansion et l'importance accordée aux cultures aux champs.

En effet, nous avons vu qu'après la collectivisation, les exploitations agricoles des villageois ont été réduites aux dimensions du lot personnel (soit le jardin derrière la maison). Avec la réduction des superficies, l'élevage des animaux de la cour a remplacé la production de céréales de plein champ en tant qu'activité principale de la *gospodărie*, car c'était dans le but de cet élevage que la *gospodărie* mobilisait ses activités et forces. Ainsi, afin de se procurer la nourriture nécessaire à l'élevage, la *gospodărie* gardait un de ses membres dans la coopérative - afin de bénéficier de produits agricoles redistribués par la CAP, du lot personnel ou des superficies en "accord global" (qui les aidaient à produire encore d'autres produits agricoles) -, et utilisait une partie de l'argent gagné par les membres salariés pour l'achat de nourriture des animaux (moulée, pain) sur le marché. L'élevage des animaux de la cour fournissait en retour à la *gospodărie* une partie importante des moyens nécessaires à son autonomie alimentaire face au "marché socialiste" (viande et produits animaliers). Finalement, l'élevage était aussi encouragé par le régime, qui cherchait à pousser les villageois à livrer des animaux pour le "marché socialiste", ainsi que, pendant les années 80, par la pénurie rampante. En effet, le développement des échanges hors du "marché socialiste" avait entraîné aussi l'augmentation des prix des produits animaliers sur le marché noir. C'est ainsi, je pense, que l'élevage des animaux était arrivé à remplacer les cultures de plein champ non seulement au niveau de l'importance des

activités qui tournaient autour, mais aussi au niveau de la valorisation locale.

Ainsi, la viande et les produits carnés sont devenus des aliments de plus en plus valorisés et consommés par les villageois. En fait, l'accroissement de la consommation de viande a été amené par les mouvements d'urbanisation et d'industrialisation du pays, mouvements qui ont généré de nouvelles infrastructures dans l'environnement des villageois et de leurs descendants, de nouveaux revenus dans leurs poches, et de nouvelles valeurs dans leurs têtes.

Réservées jusqu'à la collectivisation aux classes aisées et aux journées de fête, la viande et les produits carnés sont apparus graduellement sur les tables de villageois. Pendant que la viande et les produits carnés devenaient plus accessibles pour le commun des mortels, qui en consommait ainsi plus fréquemment et en de plus grosses quantités, ils devenaient aussi des étalons de la valeur sociale, des marques d'un nouveau statut de bien-être que les villageois atteignaient à travers leur consommation. En même temps, le phénomène de généralisation de la consommation de viande aux classes populaires n'est pas arrivé en Roumanie jusqu'au point où la viande se serait transformée d'un aliment valorisé en un aliment "normal" ou "banal". En fait, dans les conditions de développement du marché noir et des échanges informels durant les années 80, la viande a toujours maintenu sa rareté et sa valeur: tant une haute valeur marchande sur le marché noir, qu'une haute valeur sociale, "de connexion", dans les échanges informels. Désirée en tant que marque d'un statut maintenant atteignable et donc poursuivi, la viande n'en restait pas moins relativement rare et très appréciée.

C'est ainsi que les villageois ont été amenés, autant par les contraintes économiques et politiques que par les nouvelles échelles de valeur, à poursuivre comme activité centrale de leurs exploitations agricoles l'élevage des animaux de la cour. Reflétant la valorisation de la viande dans la consommation, l'élevage est devenu l'activité dont l'assiduité et le succès indiquaient, à la place de l'activité aux champs (maintenant synonyme de "travail pour l'autre", pour la CAP ou l'IAS), et avec les nouvelles positions que les villageois occupaient dans le système socialiste d'emploi, la valeur sociale des villageois.

Remarquons finalement un autre fait primordial: tout comme la consommation de la viande, l'élevage animal prenait son importance non pas de manière singulière et absolue, mais en conjonction avec les nouvelles forces de l'industrialisation et l'urbanisation. En fait, à Buna, comme dans d'autres villages de *navetiști*, l'élevage animal était la plus

importante et valorisée activité agricole de la *gospodãrie* (dans son sens de mini exploitation agricole), mais il était toujours, en tant qu'activité agricole, considéré comme devant être complétée par l'activité industrielle d'au moins un membre de la *gospodãrie*. Une *gospodãrie* réussie était celle qui combinait autant l'élevage animal dans la cour que l'emploi industriel hors du village. Comme nous l'avons vu au chapitre 5, un *servici* et un porc constituaient le cœur de la valeur sociale locale pendant les deux dernières décennies du socialisme.

11.3.3.3. Continuité et transformation: la re-paysanisation?

Après 1991, les restrictions que le régime communiste posait sur l'exploitation agricole familiale ont été enlevées. Ainsi, la fin des politiques de contrôle étatique sur la production des lots personnels, sur la consommation des ménages et sur les prix pratiqués sur les marchés paysans; ainsi que la redistribution des terres et la baisse des superficies exploitées en mode coopératif/associatif ont débouché sur l'augmentation des terres exploitées en mode familial ainsi que sur une relative augmentation des débouchés possibles. En fait, non seulement les villageois pouvaient cultiver plus de terres et élever plus d'animaux, mais ils pouvaient aussi vendre plus de leurs produits dans les "marchés paysans". Qui plus est, ils pouvaient maintenant aussi vendre leurs produits directement aux diverses entreprises d'État intéressées à en acquérir (abattoirs, intégrateurs). En effet, non seulement ces ventes étaient-elles maintenant autorisées, mais la réduction des terres et productions réalisées en mode associatif, ainsi que la réduction graduelle de la production animale dans le secteur associatif/étatique, poussaient ces entreprises à acheter au moins une partie de leurs produits agricoles des petits producteurs villageois.

Les nouvelles opportunités ouvertes aux exploitations agricoles villageoises après 1990 ont été toutefois relatives et temporaires. En fait, tous les processus mentionnés plus haut ont contribué finalement, au mieux, à améliorer à court terme les performances des exploitations, mais non à changer véritablement leur caractère. En particulier à Buna, même au début de la transition, époque, je pense, offrant les meilleures conditions d'épanouissement aux exploitations villageoises, ces exploitations agricoles sont restées toujours conjuguées avec les emplois et les revenus salariés.

En continuant leur stratégie élaborée sous le socialisme, à savoir la combinaison de salaires industriels et de revenus agricoles, d'activités "pour l'État", hors du village, et d'activités "pour soi", dans leurs propres cours, les villageois ont préféré limiter

l'expansion de leurs exploitations agricoles en cédant une partie de leurs terres en association. En fait, cette stratégie allait de pair avec la continuation de l'emploi industriel pendant les six premières années de la transition, ainsi qu'avec la configuration de la force de travail agricole locale. Dans les conditions où les jeunes et adultes mâles continuaient d'être occupés en dehors du village et de l'agriculture, la force de travail agricole continuait, elle aussi, d'être, tout comme au temps de la CAP, féminisée et vieillie.

En fait, comme le confirme la réduction des terres exploitées à travers la cessions d'une partie des terres en propriété à l'association, la terre et son exploitation ne constituaient plus un facteur de différenciation, les villageois ne désirant plus garder, comme avant la collectivisation, leur terres en exploitation personnelle. La réduction du nombre de fermes de plus grosse taille nous laisse ainsi penser que, peut être, ni le prestige social, ni le bien être familial, ni le succès même d'une entreprise agricole familiale ne passaient plus nécessairement par l'accroissement de la taille des terres exploitées, et ainsi par une valorisation de l'exploitations des terres "aux champs".

Ainsi, si, loin de déboucher sur un renversement de l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture pour les *gospodării* villageoises, les changements survenus après 1990 ont conservé une place centrale, mais secondaire, aux activités agricoles, ces changements ont aussi conservé la configuration interne des exploitations agricoles. Cette dernière était, en particulier, une configuration mettant l'accent sur l'élevage animal, élevage vu comme moyen d'atteindre la respectabilité sociale, l'autonomie alimentaire, mais aussi une certaine imperméabilité par rapport à l'environnement extérieur. C'est ainsi que les terres aux champs gardées en exploitation personnelle présentaient non seulement des dimensions très réduites, mais aussi une structure de cultures mettant l'accent sur le maïs, une culture facilement utilisable pour une consommation alternative humaine/animale, ainsi que sur des cultures à destination animale. La seule culture qui était destinée de manière prépondérante à la consommation humaine (et qui était aussi plus susceptible de sortir de la cour de la *gospodărie* sur le marché), la culture du blé, n'occupait qu'une partie assez réduite de leurs terres.

C'est ainsi que, si nous tenons compte des priorités au niveau de la consommation locale - valorisant la viande au détriment des légumes et des céréales -, et au niveau de la production - valorisant l'élevage au détriment des cultures maraîchères et céréalières - mais aussi les pratiques concrètes des villageois, nous constatons que les *gospodării* continuaient pendant la transition à être centrées principalement non pas tellement autour de la culture

des légumes, fruits ou vignes (qui restaient secondaires à Buna), ou encore autour de la culture des “grandes” cultures, qu’ autour de son autre activité, l’élevage des animaux de la cour. Cette activité constituait, en fait, le point tournant de l’exploitation agricole familiale, car c’était vers cette activité que les villageois orientaient leurs efforts, et c’était elle aussi qui constituait un des étalons de la hiérarchie locale de la valeur sociale.

Passons maintenant de ce tableau général des exploitations agricoles familiales, tableau dont les éléments avaient pris contour après la rétrocession des terres mais qui étaient encore généralement valables vers la fin des années 90, pour considérer de nouveaux facteurs, et en particulier ceux qui commençaient à faire sentir leur impact après le changement de gouvernement de la fin de 1996.

Chapitre 12. La dynamique interne de la petite agriculture à la fin de millénaire (1997-1998)

12.1. Après 1997 : nouveaux facteurs, nouvelles tendances. La dynamique des coûts de production et des revenus agricoles

Après 1997, le changement de gouvernement et les nouvelles politiques agricoles ont entraîné de nouvelles transformations et ont posé de nouvelles contraintes aux exploitations agricoles villageoises.

C'est en effet après 1997 que la balance entre industrie et agriculture commença à changer à l'intérieur de nombreuses *gospodării* villageoises. Ainsi, le début des licenciements dans les diverses industries de Dâmbovița amena avec lui le spectre d'un futur incertain où le travail salarié régulier n'irait plus nécessairement de soi. En 1998, les licenciements s'amorçaient à peine, et étaient aussi amortis par les considérables allocations de licenciement que de nombreux employés avaient reçues. Il restait alors encore à voir quelle serait la future configuration de l'emploi à l'intérieur des *gospodării* dans les conditions de la fin des allocations et de la poursuite des licenciements. La montée future de l'importance des activités agricoles, et particulièrement des celles prenant place à l'intérieur des exploitations familiales, semblait être un des développements possibles dans l'avenir du village, ainsi que, plus généralement, dans celui de l'ensemble des campagnes roumaines.

À côté de ce phénomène encore naissant, il y avait néanmoins d'autres processus voués à avoir un impact beaucoup plus rapide et brutal. Ainsi, tandis que, dans les conditions où les salaires cessaient d'entrer ou entraient partiellement ou en retard¹, l'argent devenait plus rare, les activités agricoles des *gospodării* en rapportaient elles aussi de moins en moins et en demandaient de plus en plus.

Après 1997, le démantèlement des intégrateurs et la chute des complexes d'élevage, la libéralisation des prix et des marchés des produits agricoles et la compétition de la part des produits agro-alimentaires étrangers concourraient pour diminuer de manière drastique les éventuels revenus que les *gospodării* pouvaient retirer de leurs exploitations agricoles. Les villageois se retrouvaient, tout comme les entreprises agricoles de la "grande"

¹ Face aux nombreux blocages auxquels elles ont dû faire face, plusieurs entreprises d'État ont eu, en effet, recours à ces pratiques de retard dans le paiement des salaires de leurs employés.

agriculture, en blocage: les grains commençaient à s'accumuler dans leurs greniers, tandis que l'argent commençait à diminuer de plus en plus dans leurs poches.

D'un autre côté, comme nous l'avons déjà vu, les prix des intrants augmentaient eux aussi de façon faramineuse. Pour les ménages ruraux, qui disposaient de revenus plus bas que ceux des villes, les semences, engrais, herbicides, pesticides, outillages, l'essence ou les travaux mécanisés coûtaient toujours plus par rapport aux revenus monétaires dont ils disposaient concrètement. Comme les coupons qui leur étaient distribués par l'État ne réussissaient à éponger qu'une faible partie des coûts de production, le gros des dépenses encourues par les exploitations familiales était toujours à la charge des *gospodării* mêmes.

C'est ainsi dans ces conditions que les *gopodării* de Buna ont choisi de continuer à restreindre la taille de leurs exploitations familiales, pour garder toujours une partie de leurs terres dans l'association juridique locale, et ceci en dépit des difficultés que cette dernière éprouvait et des rentrées toujours plus maigres qu'elle leur dispensait en échange des terres.

De la même manière, les *gospodării* semblaient maintenir aussi leur stratégie de concentration sur l'activité d'élevage, et même pousser leur repli par rapport au marché encore plus loin. En fait, ce marché était redevenu, après la trêve des premières années de transition, un marché aussi hostile, même si plus subtil et impersonnel, que le "marché socialiste". Ce qui rendait pourtant la situation de fin de millénaire plus dramatique était que désormais les villageois ne trouvaient plus, comme au temps du socialisme, d'issue alternative pour leurs produits sur un quelconque "marché noir". Seuls avec leur blé, maïs et animaux face à un marché qui n'en voulait pas et à un État qui ne voulait plus se charger de l'achat de la production agricole interne, les villageois ont dû se débrouiller avec leurs propres moyens. Et ceci impliquait justement le repli sur une stratégie de subsistance visant l'autoconsommation et l'autosuffisance à l'intérieur de la *gospodărie* et de l'exploitation familiale.

Mais dans quelle mesure cette isolation progressive par rapport aux facteurs externes réussissait à être réalisée à l'intérieur des exploitations familiales? Quelles étaient les activités qui impliquaient le recours à des éléments extérieurs et quelles contraintes impliquaient ce recours?

12.1.1. Les exploitations familiales: isolement...

Remarquons tout d'abord que la petite culture maraîchère effectuée dans les jardins

et l'élevage d'animaux dans la cour avaient pour les villageois de Buna un statut similaire, celui d'une relative imperméabilité face aux fluctuations du marché et généralement face aux facteurs externes à la *gospodărie* et à l'exploitation familiale. Ces deux activités constituaient des affaires internes à la cour de la *gospodărie*, et qui, à quelques exceptions près, ne connaissaient presque pas d'interférence externe au niveau du travail, et, autant que possible, des intrants matériels. Toutes les activités qui y étaient rattachées pouvaient être, en effet, réalisées avec les ressources de la *gospodărie* ou grâce aux échanges informels avec le réseau de parents, amis et voisins. D'un autre côté, autant les légumes que les animaux pouvaient être consommés entièrement à l'intérieur de la *gospodărie* ou utilisés dans les échanges informels, et être ainsi retirés aux influences du marché.

Au niveau des "grandes" cultures toutefois, leur intégration dans un cycle auto reproducteur assurant l'autonomie des *gospodării* en ce qui les concernait n'était plus assurée d'emblée. Les "grandes" cultures nécessitaient des intrants qui étaient, dans leur grande majorité, disponibles non pas à travers les échanges informels ou en faisant appel aux ressources internes des *gospodării*, mais contre cette même marchandise dont les villageois manquaient, l'argent. Si les coupons étaient principalement destinés à pallier à ce manque d'intrants pour les grandes cultures, il n'en demeure pas moins qu'ils ne couvraient qu'en partie le nécessaire de semences, engrais et coûts des travaux mécanisés. Qui plus est, face au rétrécissement du marché des produits agricoles après 1997, les villageois se retrouvaient souvent avec un excédent de céréales².

C'est ainsi que, tout comme les associations, de nombreux villageois ont choisi de se restreindre à faire une agriculture "au niveau des coupons" et de leurs propres moyens. Ainsi, hors des éventuels herbicides distribués par le ministère de l'Agriculture, ils utilisaient non pas la semence certifiée et des engrais achetés sur le marché, mais la semence produite sur leurs propres parcelles et des engrais naturels provenant de leurs propres animaux.

De plus, ils réalisaient de nombreux travaux en ayant recours à la force de travail humaine et animale. Le choix du maïs (culture nécessitant de larges investissements de

²Qui plus est, les villageois ne pouvaient pas non plus canaliser cet excédent envers l'élevage animalier, car l'élevage ne rapportait pas non plus de revenus jugés suffisants sur le marché. En effet, suite à l'arrivée sur le marché de produits animaliers étrangers, les prix que les abattoirs payaient aux producteurs avaient beaucoup baissé. Les villageois maintenaient ainsi généralement le nombre d'animaux dans la cour à un niveau à peu près constant, et qui était considéré par eux comme assurant la quantité de viande et de produits animaliers nécessaire et suffisante pour la consommation interne de viande des *gospodării* et pour les échanges informels dans lesquels ils s'engageaient.

force de travail manuel) pour la culture de la plus grande partie de leurs terres permettait ainsi d'utiliser la force de travail humaine et animale dont disposaient les *gospodării*. En fait, les travaux de binage et de cueillette du maïs étaient souvent exécutés manuellement. Qui plus est, en 1998, il y avait à Buna plus de 250 chevaux et 175 "moyens de transport à traction animale" (charrettes), ce qui laisse à croire qu'autour un tiers des *gospodării* disposaient de leur propre attelage, ce qui leur permettait parfois de réaliser eux-mêmes certains travaux (binage du maïs ou semis, ainsi que, à l'aide de la charrette, transport de la récolte).

Mais en dépit du large recours à la culture du maïs, il n'en restait pas moins qu'une série de travaux pour cette culture (labour, herse, semis), ainsi qu'une majorité des travaux pour les autres cultures (labour, herse, semis, et moissonnage) étaient essentiellement exécutés de façon mécanisée. Ces travaux étaient fournis par les différents agents locaux disposant d'outillages agricoles (association juridique, Agromec, ainsi qu'une dizaine de villageois possesseurs de tracteurs), les villageois ne les remplaçant par du travail manuel qu'avec réticence.

12.1.2. ... ou perméabilité face aux facteurs externes? Les travaux agricoles mécanisés

En fait, même si la redistribution des terres a été réalisée dans un esprit de rétrocession, de retour à une situation foncière d'avant la collectivisation, elle n'a pas impliqué pour autant un retour aux techniques qui prévalaient à cette époque. Ayant trouvé une aisance économique sans précédent dans les nouveaux statuts d'ouvrier et de salarié acquis pendant le communisme (et ainsi leur fierté, leur références et leur modèle), les villageois de Buna adhéraient aussi à la logique modernisatrice promue par le régime socialiste. Tout comme les anciens cadres, les villageois ne voyaient pas non plus comme possible et désirable une agriculture sans mécanisation. Pour eux aussi l'agriculture "de l'araire, des charrettes et des bœufs" représentait une agriculture "arriérée" qu'ils essayaient autant que possible d'éviter.

Le refus de retourner à une agriculture "manuelle" s'inscrivait d'ailleurs, du moins jusqu'au début des licenciements, en continuité avec les ressources en force de travail dont disposaient les *gospodării*. Ainsi, dans les conditions où les jeunes et les adultes mâles étaient encore occupés en dehors de l'agriculture et du village, la force de travail disponible

pour l'exploitation familiale était toujours plutôt féminisée et vieillie. Qui plus est, les nouvelles générations de jeunes, surtout mâles, en chômage, ne considéraient pas eux non plus, comme nous le verrons par la suite, le travail agricole manuel comme une source de valeur sociale et personnelle. Les *gospodării* essayaient ainsi, autant que possible, d'avoir recours au travail mécanisé dans leurs exploitations agricoles aux champs.

Le paiement des travaux posait néanmoins problème. Ainsi, même si les coupons étaient utilisés en pratique pour payer surtout les coûts des travaux mécanisés, ils ne réussissaient à couvrir qu'une partie de ces coûts.

À Buna, les coûts des travaux mécanisés demandés par exemple pour la culture du blé, culture qui constituait le plus souvent la base des calculs que les villageois mettaient de l'avant afin de juger de la rentabilité de leurs exploitations agricoles, s'élevaient à plus de 650.000 *lei* pour un demi-hectare et à autour d'un million *lei* pour un hectare. Le tableau suivant donne les différents prix des travaux mécanisés pour la culture du blé, enregistrés au niveau local, et la somme d'argent totale que leur réalisation nécessitait, en 1998.

Tableau 12.1. Les coûts des principaux travaux mécanisés pour la culture d'un hectare et respectivement d'un demi-hectare de blé, en 1998, à Buna.

(<i>lei</i>)	1 demi-hectare	1 hectare
Labour	150.000	300.000
Herse	100.000	150.000
Moissonnage	400.000	700.000 - 800.000
Total	650.000	1.050.000 - 1.250.000

Ainsi, un hectare de blé demandait à l'époque plus d'un million de *lei* en paiement des travaux mécanisés, ce qui fait que les coûts totaux (incluant paiement des éventuels engrais, semences et force de travail utilisés) pouvaient être encore plus élevés. Par contre, un coupon était estimé sur place à une valeur de 120.000 *lei*, ce qui faisait qu'un coupon n'arrivait à couvrir qu'une partie assez maigre des coûts totaux des travaux mécanisés (autour de 10-12%)³. Le reste devait ainsi être trouvé dans les poches des membres de la *gospodărie*.

Ces poches étaient remplies de trois manières distinctes: les revenus des éventuelles terres cédées en association; les revenus résultant de la vente des produits agricoles réalisés

³Les villageois recevaient pour un coupon, en 1997, 65 litres de diesel dans les stations d'essence privées, mais seulement 45 litres, en 1998. Les coupons pouvaient parfois être échangés contre de l'azote, distribué principalement par la direction agricole départementale et ses succursales, mais aussi à travers des agents privés. Les problèmes dans l'utilisation des coupons étaient surtout liés aux délais rencontrés dans l'obtention des produits.

sur les terres cultivés en mode familial; et les revenus extérieurs aux terres en propriété ou en exploitation (les salaires et les pensions de retraite). Nous nous pencherons tout d'abord sur les deux premières manières, que nous considérons, avec les coupons, comme faisant partie d'un même ensemble de revenus (et que j'ai rassemblés sous le terme de "revenus agricoles"), ceux qui trouvaient leur source dans la qualité de propriétaires et de fermiers des villageois.

12.1.3. Les "revenus agricoles" et les coûts de production

Ainsi, à part des coupons, une première source pouvant servir à couvrir les coûts de production était constituée par le revenu dérivé de l'éventuelle participation à l'association. Cette participation n'était pas uniforme, ni ne concernait tous les nouveaux propriétaires. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, des quelque 800 ménages du village, seulement la moitié participait à l'association. Qui plus est, les ménages participant à l'association se distinguaient selon les superficies de terre avec lesquelles ils avaient contribué, et ainsi selon les quantités de produits qu'ils recevaient à la fin des récoltes. Ainsi, 38 % participaient avec des parcelles de 0 à 1 hectares, 37 % avec des parcelles de 1 à 2 hectares, 14 % avec des parcelles de 2 à 3 hectares et seulement 11 % avec des parcelles de plus de 3 hectares (voir tableau 11.6., page 387).

Pendant les sept premières années de la transition, les quantités redistribuées ont été assez substantielles (allant de 600 kg à 800 kg d'après les témoignages locaux des membres). Elles ont constitué ainsi un ajout important de ressources et de revenus pour les membres, et surtout pour ceux qui participaient avec des superficies plus importantes de terre. Après 1997, toutefois, les quantités redistribuées avaient été réduites considérablement. Ainsi, en 1998, les membres de l'association avaient reçu 300 kg de blé pour chaque hectare cédé à l'association, ce qui fait que, concrètement, une grande majorité des membres a reçu moins de 600 kg (75 % d'entre eux participaient, en fait, à l'association avec moins de deux hectares).

Dans les conditions où la valeur marchande du blé a été très basse en 1998 (800 *lei* par kilogramme), les revenus monétaire que la plupart des membres de l'association étaient susceptibles de réaliser grâce à leur participation étaient très maigres. En effet, ces revenus se situaient pour la plupart d'entre eux en dessous de 480.000 *lei*, et même, pour plus d'un tiers d'entre eux, en dessous de 240.000 *lei*. Ainsi, je pense que, pour une large partie des

membres de l'association, la participation ne constituait plus un atout les répartissant au niveau des revenus "agricoles" du reste des nouveaux propriétaires. Qui plus est, il se peut même que, dans les conditions de la baisse des quantités redistribuées et de leur valeur marchande, la majorité des membres de l'association ait gardé les produits reçus de l'association pour la consommation interne, animale et humaine, de leurs propres *gospodării*. Ainsi, le poids de ces "revenus d'association" dans les revenus "agricoles" des villageois semble avoir été, après 1997, de plus en plus bas.

La deuxième source de revenus "agricoles" consistait en des revenus obtenus par la vente même des produits de ferme. Seulement une partie des villageois allait avec ses produits sur le marché (en particulier ceux qui disposaient au moins d'un moyen de transport), et seulement une partie de la récolte y était effectivement vendue. En fait, non seulement le maïs, le blé et les fourrages étaient surtout gardés pour les besoins de consommation humaine et animale des *gospodării*, mais même en cas de surplus, les villageois choisissaient de plus en plus d'avoir recours au stockage, dans les conditions où les prix de vente étaient très bas. En effet, les revenus obtenus par la vente sur le marché, surtout dans les conditions des faibles rendements par hectares des terres villageoises, étaient très bas. Ainsi, pour 1 hectare de terre cultivée en blé, les revenus obtenus pour le prix de vente de 800 *lei* - courant pendant l'été et l'automne 1998 - étaient de 1.600.000 *lei* dans les conditions d'une production de 2000 kg/ha, et de 2.400.000 *lei* pour une production de 3000 kg/ha⁴.

Dans les conditions où les productions moyennes des villageois avoisinaient plutôt les 2000 kg/ha que les 3000 kg/ha⁵, les revenus marchands de la culture de blé réussissaient à peine à couvrir les coûts des travaux mécanisés, laissant peu de marge de manœuvre pour payer les autres éventuels coûts de production (semences certifiées, engrais, herbicides et pesticides chimiques) ou, tout aussi important, ceux impliqués par la reprise de la culture l'année suivante.

⁴ Notons que, comme nous l'avons vu au chapitre 9, le prix du blé ne dépassa pas, en 1998, le niveau de 800 *lei*, et ceci même après l'octroi en automne de la "prime du blé" par le gouvernement.

⁵ La production moyenne maximale entre 1993 et 1997 a été de 2750 kg/ha.

Tableau 12.2. La balance des coûts de production (travaux mécanisés), et des revenus agricoles (coupons et vente des produits réalisés) pour un hectare de blé en 1998, à Buna.

	Coûts de production (travaux mécanisés)	Revenus agricoles		Balance
		Coupons	Vente des produits réalisés	
Total (lei)	1.000.000	120.000	1.600.000	720.000
% des coûts couvert par les revenus	100 %	12 %	160 %	72 %

Qui plus est, dans la pratique, les productions moyennes de blé des villageois oscillaient de manière assez considérable d'une année à l'autre, rendant encore plus aléatoires les revenus obtenus et atteignant parfois des niveaux assez dramatiquement bas (800 kg/ha). Finalement, les revenus résultant de la vente de la récolte n'étaient empochés qu'après la reprise du cycle de production en automne, de nombreux villageois attendant pour vendre le blé la période d'hiver et de printemps, période où les prix du blé sur le marché paysan de produits agricoles avaient tendance à s'accroître.

Ces divers calculs semblent ainsi nous indiquer que, pour de nombreux villageois, ce qui était primordial dans le financement des travaux mécanisés était non pas les ventes de produits agricoles réalisés, mais plutôt des sources de revenus externes aux activités agricoles de l'exploitation familiale, en particulier les salaires dans les entreprises étatiques (et dans une moindre mesure dans les entreprises privées) ainsi que les pensions de retraite de la CAP ou du système étatique. Je considère d'ailleurs que l'élément le plus important qui jouait, à la fin du XXe siècle, non seulement sur la hiérarchie économique locale, mais aussi sur le succès des exploitations agricoles personnelles, n'était pas tellement et simplement la terre en propriété (même si elle jouait un rôle indéniable), que l'occupation d'un poste dans la structure économique héritée du socialisme, en particulier dans l'industrie et la bureaucratie étatique.

12.1.4. Occupation, revenus et exploitation agricole: les inégalités

Comme nous l'avons vu plus haut, en 1998, les familles villageoises, et donc d'autant plus les *gospodării*, comprenaient généralement dans leur sein au moins un membre disposant d'un revenu extérieur aux exploitations agricoles, soit un salaire dans le secteur étatique ou privé (ou encore une prime de licenciement équivalente au salaire), soit encore une pension de retraite de l'État ou de la CAP.

L'écart de ces revenus étaient toutefois assez considérable. Les salaires mensuels dans les secteurs économique et administratif étatiques et dans les associations et coopératives pouvaient ainsi varier, à l'époque, entre 500.000 *lei* et 1.500.000 *lei* (soit 50 dollars américains et 150 dollars américains respectivement)⁶. Les pensions de retraite étaient plus basses, pouvant varier entre 300.000 et 500.000 *lei* pour un retraité de l'État, et entre 60.000 et 150.000 *lei* pour un retraité de la coopérative (l'équivalent, en ordre, de 30, 50, 6 et 15 dollars américains)⁷. Ainsi, si nous tenons compte du niveau ces revenus à l'époque, nous constatons que, pour payer les coûts des travaux mécanisés pour un hectare de terre cultivée en blé, il fallait y investir entre un ou deux salaires d'État, deux et trois pensions d'État, dix et douze pensions de CAP.

⁶ Je ne dispose pas de données officielles pour les salaires mensuels moyens par secteurs de l'économie en 1998, mais les données pour l'année 1997 nous permettent de nous faire une idée des écarts existants. Je constate ainsi que les salaires les plus bas étaient en agriculture, tandis que les salaires plus hauts étaient en industrie. Les écarts entre les salaires des ouvriers et les salaires des cadres n'étaient pas encore très prononcés.

Tableau 12.7. Les salaires mensuels moyens dans les principaux secteurs de l'économie roumaine, en 1997.

	Total salariés	Ouvriers
Total	632086	592530
Agriculture	469680	427499
Industrie	693437	654612
Construction	617101	565992
Administration publique	608716	386940
Enseignement	539919	343844
Santé	463440	329439

Source: *Anuarul Statistic 1998*, Comisia Națională de Statistică, 1999.

⁷ Je précise ici que, en dehors des pensions d'État et des pensions de coopérative, les villageois pouvaient aussi bénéficier de pensions d'héritier (*pensie de urmaș*) -surtout les femmes, car leurs maris mouraient à un âge plus jeune tout en étant généralement plus vieux qu'elles -, ainsi que de pensions de handicapés. Si ces dernières étaient assez rares au villages, les premières, assez répandues, surtout parmi les femmes les plus âgées. Elles étaient toutefois très faibles, s'élevant à seulement quelques dizaines de milliers de *lei*, en 1998.

Tableau 12.3. Les revenus extérieurs aux exploitations agricoles (salaires et pensions) et leur rapport aux coûts de production (travaux mécanisés) pour un hectare de blé, en 1998, à Buna.

	Salaires mensuels (dans les secteurs associatif, étatique et administratif)	Pensions de retraite	
		"retraité de l'État"	"retraite de la CAP"
Montant (lei)	500.000 à 1.500.000 lei	3 à 500.000 lei	60 à 150.000 lei
Rapport entre coûts de production et revenus	1 à 2	2 à 3	10 à 12

L'écart entre les revenus des *gospodării* qui provenaient de l'extérieur des activités des exploitations familiales laissent ainsi place à des inégalités quant à la capacité des *gospodării* à payer les coûts des travaux agricoles mécanisés, et donc, à mettre en valeur leurs terres.

Nous pouvons ainsi constater que les plus avantagées, de ce point de vue, étaient les *gospodării* multi-générationnelles. Elles disposaient non seulement de la terre (les quelques *gospodării* sans terre se trouvaient plutôt parmi celles composées de familles nucléaires), mais aussi d'autres ressources et revenus qu'elles pouvaient mobiliser pour la consommation personnelle et pour l'exploitation agricole familiale. En fait, elles rajoutaient à la terre non seulement une force de travail importante, mais aussi de revenus monétaires combinant souvent (une ou plusieurs) pensions de retraite avec (un ou plusieurs) salaires.

À l'opposé, les *gospodării* les plus désavantagées se retrouvaient parmi celles qui ne disposaient que de peu ou même pas de ressources monétaires: 1) soit des *gospodării* de retraités (que j'ai évaluées plus haut à autour de 150), et surtout les retraités de la coopérative, qui disposaient des revenus très maigres; 2) soit des *gospodării* "jeunes" (que j'ai évaluées à autour de 50), et surtout les *gospodării* "d'agriculteurs", qui commençaient les premières à subir le coup des licenciements et fermetures dans l'industrie en perdant leur emploi industriel ou en ne réussissant pas à en trouver un autre.

Remarquons tout d'abord qu'une grande partie des *gospodării* de la première catégorie (les *gospodării* de retraités) était susceptible d'être des branches villageoises de *gospodării* mixtes diffuses. Dans ce cas, elles pouvaient, en fait, se tirer assez bien d'affaire à travers la contribution en travail et en ressources, monétaires ou autres, de leurs branches urbaines. Par contre, les *gospodării* de retraités sans attaches urbaines, et encore plus celles qui avaient à leur charge des descendants sans emploi, se trouvaient, tout comme celles de la deuxième catégorie (des *gospodării* "jeunes" mais sans salaires) dans une situation assez délicate, car disposant de peu ou pas de revenus monétaires.

Dans les cas où ces liens avec une ou des branches urbaines étaient faibles et où ces branches n'étaient pas intéressées par l'exploitation agricole de leurs parents, les *gospodării* de retraités pouvaient toutefois avoir recours à un deuxième élément leur permettant de contourner leurs besoins de travail ou d'argent: le métayage. En fait, à part de donner une partie de leurs terres en association, de nombreuses *gospodării* de retraités avaient recours à des ententes de métayage (appelées localement *a da pământul în parte*, "donner la terre en part"), ententes qui supposaient un partage des coûts et de l'effort de production. Ces ententes concernaient souvent des parents, des amis ou des voisins, le plus souvent une *gospodărie* plus "jeune" prenant en métayage des terres appartenant à une *gospodărie* de retraités très âgés. Elles supposaient que la *gospodărie* donneuse mettait la terre et la semence, tandis que la *gospodărie* preneuse avait la charge du travail effectif de la terre. La contribution de cette dernière *gospodărie* comprenait ainsi tous les travaux, autant manuels, animaux que mécanisés, ainsi que le transport de la récolte à la maison du donneur. La mise en remise de la récolte était à la charge du donneur. À la fin, la récolte était partagée moitié-moitié.

Notons aussi que si pour les *gospodării* donneuses le métayage constituait une manière de pallier aux manques de ressources, pour les *gospodării* preneuses il constituait une manière d'agrandir leurs petites exploitations. En fait, le métayage ne concernait que de très petites superficies de terre (en dessous de deux hectares et plus souvent en dessous d'un hectare). On peut ainsi dire que le métayage se constituait dans un mécanisme de mise en concordance entre la surface de terres possédées par les aînés et les ressources en force de travail et en argent (que les *gospodării* plus jeunes étaient plus susceptibles de posséder, étant donné leur âge, ainsi que leur accès au travail salarié, plus payant que les pensions de retraite).

Par ailleurs, remarquons toutefois que si les *gospodării* qui ne disposaient pas de revenus monétaires n'étaient pas beaucoup plus susceptibles que d'autres, comme nous l'avons vu plus haut, d'être dépourvues de la terre, il n'en reste pas moins que l'absence de ces revenus ne pouvait être compensé que très partiellement à travers les pratiques de partage et d'échange réciproque à l'intérieur des familles élargies dont elles faisaient partie. En fait, si le partage et l'échange réciproque entre les différentes branches d'une famille élargie (même séparées en *gospodării* distinctes) pouvaient opérer dans le cas de l'exploitation de la terre, tout comme de la circulation du travail et des produits, ces pratiques étaient beaucoup moins répandues dans le cas de la circulation des revenus

monétaires. Une dette en argent devait souvent, et de préférence, être rendue aussi en argent. Ce n'est que partiellement que l'argent pouvait être échangé à l'intérieur de la famille contre des services (du travail spécialement) ou des produits.

Remarquons toutefois ici que les *gospodării* de retraités (d'ailleurs les plus nombreuses), même sans attaches rurales ou urbaines, étaient encore les plus avantagées. En fait, elles disposaient non seulement d'une ou plusieurs pensions de retraite leur fournissant des revenus constants (bien que, dans le cas des pensions de CAP, assez maigres), mais aussi de la terre à leur propre nom (les premiers à bénéficier de la loi foncière ont été les anciens propriétaires). Ceci rendait souvent leurs héritiers éventuels plus éloignés (frères ou sœurs, nièces et neveux) très intéressés à venir les aider à exploiter la terre et à les soutenir, reproduisant ainsi le fonctionnement d'une famille mixte diffuse.

Pour leur part, les *gospodării* "jeunes" qui ne disposaient pas de terre pouvaient exploiter, à titre intérimaire, la partie qui leur reviendrait de droit après la mort des parents. Mais, dans ce cas, tout comme dans le cas plus courant de *gospodării* "jeunes" possédant de la terre, l'âge relativement bas du chef de famille et de son épouse incitait moins d'autres *gospodării* apparentées à échanger avec elles. En fait ces *gospodării* jeunes ne disposaient d'aucun parent proche ou éloigné attiré par la terre (car, de toute façon, les descendants directs auraient la priorité future), et de peu ou pas de ressources monétaires à mobiliser, tant pour le développement de l'exploitation agricole, que pour l'achat de biens entraînés dans les échanges réciproques avec parents, amis ou voisins.

Ces *gospodării* "jeunes" sans salaires représentaient ainsi, avec les *gospodării* de retraités sans attaches urbaines et disposant de maigres revenus de pension (souvent à cause du fait qu'un des adultes était encore trop jeune pour recevoir sa pension), de peu de terre, et éventuellement de membres additionnels à leur charge, les *gospodării* plus défavorisées de Buna. Elles étaient aussi les plus sujettes à entrer dans des relations de dépendance par rapport à d'autres *gospodării*, et échanger non pas des biens et des services de manière réciproque, mais du travail contre de l'argent ou des produits. Nous verrons plus loin quelles étaient les stratégies développées par ces *gospodării*. Pour l'instant, remarquons seulement qu'en 1996 ces *gospodării* ne représentaient qu'une fraction très réduite de l'ensemble des *gospodării* de Buna, s'élevant à peine à quelque dizaines (une vingtaine peut être). Bien que, comme nous l'avons vu auparavant, les licenciements se soient poursuivis par la suite, en 1998 une majorité encore des *gospodării* comptant parmi leurs membres des employés licenciés disposaient de revenus similaires aux salaires (et qui

originaient dans les compensations reçues du gouvernement).

Remarquons finalement que, pour une grande partie des *gospodării*, la participation à l'association constituait un moyen d'éviter les dépenses en argent et travail demandées par l'exploitation agricole directe. Même si les quantités reçues ne représentaient qu'une partie des récoltes qu'ils auraient obtenues eux-mêmes sur ces terres, elles représentaient, surtout dans les premières années de l'association, un revenu en nature qui entrait dans le circuit de consommation interne de la *gospodărie* tout en ne nécessitant pas d'investissement de la part de la *gospodărie*. Vers 1998 néanmoins, comme nous l'avons déjà vu, les quantités rendues aux membres avaient baissé de manière importante, et seulement ceux qui avaient participé avec des plus grosses superficies de terres y trouvaient encore leur compte. La majorité des associés remettaient de plus en plus en question leur participation à l'association ainsi que les bénéfices que cette participation pouvait leur rapporter.

Pour résumer, je pense qu'à travers les mécanismes que nous avons décrits plus haut, la grande majorité des *gospodării* de Buna réussissait toutefois à pallier à leurs besoins en travail et en argent en ayant recours à leurs propres ressources ou à celles de leurs proches (enfants partis en ville, ou encore parents, amis ou voisins). Ces exploitations étaient toutefois orientées vers l'autoconsommation et le maintien d'une certaine autonomie alimentaire de la *gospodărie*. Les *gospodării* avaient en fait peu d'implication avec le marché au niveau des exploitations agricoles et essayaient s'en prémunir contre une éventuelle vulnérabilité par le recours à diverses stratégies visant à maintenir le circuit auto-reproducteur de la *gospodărie* (céréales – animaux – humains).

Il est toutefois intéressant de remarquer qu'en dépit de cette orientation vers l'autoconsommation et l'autonomie, toute la mathématique mise chaque fois de l'avant par les villageois pour prouver les difficultés qu'ils rencontraient dans l'exploitation de leurs petites propriétés (et que j'ai repris d'ailleurs plus haut) tournait autour du calcul des coûts et bénéfices réalisés sur un demi-hectare ou un hectare de blé. Mais si le blé était la culture

la plus monétarisée⁸, les villageois ne cultivaient ce grain, comme nous l'avons vu plus haut, que sur une partie assez réduite de leurs terres (et ceci depuis le début de la transition et non seulement après l'arrivée du gouvernement de la CDR). La majeure partie de leurs terres étant cultivées avec du maïs, une culture destinée principalement à la consommation interne de la *gospodărie* (humaine et animale) et qui se prêtait mal en fait à un calcul comptable. La mathématique du blé devenait ainsi une métaphore mettant en scène une hypothétique implication des villageois sur un marché, car celle-ci leur était, en pratique, refusée⁹.

En dépit de ce tableau général pointant de manière générale vers une égalisation et un repli des exploitations familiales du village, certains des petits producteurs du village avaient réussi à sortir au moins du cycle de dépendance par rapport au paiement des travaux mécanisés, en se dotant du coup de moyens nécessaires à une agriculture un peu plus performante: un tracteur, ainsi que des outils agricoles afférents.

Penchons-nous, à travers ce qui suit, sur le cas de ces villageois, et essayons ainsi d'analyser, à travers leurs cas, les contraintes et les possibilités qui s'offraient à la fin des années 90 à la petite agriculture villageoise. Par la suite, c'est à partir de ce même cas que nous essayerons de comprendre les possibles chemins de la dépendance, et en particulier ceux qui étaient susceptibles de se développer entre les gagnants et les perdants de la transition, autour des exploitations familiales.

⁸En effet, à la différence du maïs, culture plus autarcique par rapport à l'argent, la culture de blé était plus monétarisée, car elle nécessitait non seulement un plus grand investissement en argent (pour payer le coût additionnel du moissonnage) mais avait aussi plus de chances d'être échangeable sur le marché contre de l'argent.

⁹Qui plus est, on pourrait remarquer que l'implication de nombreuses *gospodării* dans le marché était, au niveau de la vente des productions de leurs exploitations familiales, au plus hypothétique. En fait, tenant compte que les besoins d'une *gospodărie* moyenne pour la consommation annuelle étaient de 3000 kg de maïs (représentant la production d'autour 1 hectare) et 1000 kg blé (représentant la production d'autour un demi hectare), la taille moyenne des terres nécessaires à la consommation interne de la *gospodărie* (1,5 hectare) correspondait à peu près à la taille moyenne des exploitations agricoles. Ainsi, comme la majorité des exploitations agricoles se situaient, en fait, en dessous ou à peine au dessus de cette taille (les exploitations ayant moins de 2 hectare représentant 65 % du total des exploitations), il en résulte qu'une majorité aussi des exploitations disposait, de par ses exploitations familiales, de très peu de produits au dessus des besoins internes de leurs *gospodării*. Les produits obtenus de par la participation à l'association ne réussaient à augmenter de manière sensible les quantités disponibles que pour une partie des *gospodării* (les *gospodării* membres) et ce, de façon limitée.

12.2. La transformation d'en bas: les "tractoristes" au village

12.2.1. Le profil

En 1998, il y avait dans le village de Buna 21 possesseurs individuels de tracteurs (c'est-à-dire des possesseurs de tracteurs de petite envergure, appartenant à la "petite" agriculture). Les possesseurs de tracteurs (que j'appellerai pour simplifier des "tractoristes") du village de Buna détenaient seulement un seul tracteur chacun, ainsi que quelques autres outillages (généralement un charrue et une herse, mais aussi parfois une remorque). Aucun tractoriste de Buna ne possédait de moissonneuse-batteuse. Dans le cas de presque tous les "tractoristes" (il y avait une seule exception mais, comme nous le verrons plus tard, elle était relative), le travail sur le tracteur était réalisé par eux-mêmes ou par un autre membre de leur *gospodărie* (d'habitude un fils); les "tractoristes" n'employaient pas, pour leur tracteur, de main d'œuvre extérieure. Tout ceci fait en sorte que nous pouvons les considérer comme étant tous des acteurs de la petite agriculture, car la machinerie agricole dont ils disposaient ne leur permettait pas l'exploitation de très grandes superficies de terre.

Les nouveaux possesseurs de tracteurs avaient un profil diversifié. Certains étaient assez jeunes (quatre étaient dans la trentaine), d'autres étaient beaucoup plus âgés (trois avaient plus de soixante-dix ans). La majorité (14) avait toutefois l'âge mature "d'hommes possédant la pleine capacité de leurs forces" (entre 40 et 70). Bien qu'ils étaient tous des hommes, les "tractoristes" se départageaient alors du profil plus homogène des nouveaux entrepreneurs de la "grande" agriculture.

Tableau 12.4. La répartition par groupes d'âge des "tractoristes" de Buna, en 1998.

	30-40	40-70	Plus de 70	Total
Nombre	4	14	3	21
Proportion	1/5	2/3	1/7	1

Tous les "tractoristes" de Buna faisaient partie de *gospodării* très bien dotées en force de travail et en argent: soit des *gospodării* multi-générationnelles (plus des deux tiers), soit des *gospodării* de retraités mais qui effectivement étaient des parties de plus larges *gospodării* mixtes-diffuses. Qui plus est, la majorité des membres adultes (et en particulier les membres mâles) des *gospodării* des "tractoristes" travaillaient ou avaient travaillé dans l'économie étatique, disposant ainsi de revenus (salaires et de pensions

d'État) parmi les plus élevés au village.

Les "tractoristes" possédaient aussi généralement plus de terre que la majorité des villageois. La quasi-majorité d'entre eux avait des superficies de plus de 3 hectares (17), un tiers ayant même des propriétés de plus de 5 hectares (7). Un tracteuriste avait toutefois une propriété d'un peu plus de 2 hectares, et trois autres n'avaient pas encore reçu leur héritage de leurs parents, possédant légalement seulement le *cămin* de leur cour.

Tableau 12.5. Les "tractoristes" et la possession de la terre, à Buna, en 1998.

Taille des propriétés	Pas de terre (terre du <i>cămin</i> seulement)	2 ha – 3 ha	3 ha – 5 ha	Plus de 5 ha	Total
Nombre	3	1	10	7	21
Proportion dans le total	1/7	1/21	1/2	1/3	1

Dans la pratique néanmoins, même ces "tractoristes" moins nantis exploitaient effectivement plus de terre que ce qui leur appartenait de droit. En vérité, ceux qui n'avaient pas du tout de terre aux champs faisait partie de *gospodării* multi-générationnelles dont les terres appartenaient encore de droit aux parents, mais qui étaient exploitées de fait en commun. Finalement, les "tractoristes" dont la *gospodărie* disposait de peu de terre agrandissaient souvent les superficies exploitées en ayant recours au métayage des terres de leurs proches. Ainsi, par exemple, un "tracteuriste" qui avait seulement 3 hectares prenait en métayage un autre hectare d'une tante restée seule dans sa *gospodărie* à elle.

Il semble ainsi que la majorité des "tractoristes" non seulement possédaient plus de terre que la majorité des villageois, mais aussi exploitaient des superficies plus étendues. En fait, même si eux aussi suivaient la tendance de participation à l'association observée au niveau du village (plus de la moitié des "tracteuristes" y cédait des terres), ils prenaient soin de garder en exploitation personnelle des étendues plus grandes que d'autres villageois.

Leurs exploitations familiales occupaient ainsi une moyenne d'autour de 4 hectares¹⁰, presque trois fois plus grande que la moyenne par village.

Les écarts assez considérables que nous avons constatés entre les étendues moyennes des propriétés et exploitations familiales des "tractoristes", d'un côté, et les moyennes au niveau de l'ensemble du village, d'un autre côté, nous amènent à nous interroger sur les facteurs qui ont contribué au succès relatif des "tractoristes" par rapport au reste du village, ainsi que sur les éléments qui leur permettaient de développer des exploitations et activités agricoles viables.

12.2.2. Continuité, retour, mais avec et vers quoi?

12.2.2.1. Un retour au statut d'avant la collectivisation?

Les superficies généralement plus étendues des propriétés des "tractoristes" semblent confirmer à prime abord la théorie de Szelényi sur "l'embourgeoisement des campagnes" (Szelényi, 1988). En suivant son hypothèse, on pourrait alors dire que la chute du régime communiste aurait amené les anciens paysans riches à sortir de leur "retraite" (la "stratégie de parking") et, à l'aide des terres récupérées et de leur capital culturel, faire un "retour" en force à la tête d'exploitations agricoles ayant un caractère plus dynamique que le reste des villageois (car dotées de machinerie agricole).

En regardant les "tractoristes" de Buna, cette hypothèse semble en fait confirmer au moins certaines des données. Ainsi, non seulement plusieurs "tractoristes" possédaient des superficies assez considérables, dépassant parfois les 5 hectares, mais il y en avait aussi plusieurs (7) que j'ai identifiés comme ayant été effectivement considérés au temps de la collectivisation comme faisant partie de la catégorie des *chiaburi*. Deux "tractoristes" descendaient même d'une *gospodărie* de *chiaburi* qui avait déjà possédé un tracteur avant la collectivisation.

Leurs anciens titres de propriété avait ainsi permis à plusieurs "tractoristes" de récupérer, lors de la rétrocession des terres, des superficies importantes. De plus, leur prospérité passée constituait aussi, en particulier pour les "tractoristes" les plus âgés, une référence et un modèle pour leurs nouvelles activités agricoles. Pour ceux-ci, l'acquisition du tracteur était intégrée dans une conception particulière du développement et de la valeur

¹⁰ J'ai divisé la somme de la terre en exploitation familiale (76 hectares) par le nombre de "tractoristes" qui possédaient de la terre aux champs (18). J'ai ainsi exclu les "tractoristes" qui ne possédaient pas encore légalement la terre qu'ils travaillaient.

de la *gospodărie*, conception correspondait aux valeurs locales dominantes ayant prévalu avant la collectivisation. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, selon ce modèle, une *gospodărie* réalisait sa continuation, autonomie et statut à travers la possession des terres, la concentration sur les activités agricoles et le travail agricole incessant. Nous pouvons dire alors que, dans ce sens et pour ces "tractoristes", l'acquisition et l'utilisation du tracteur étaient dynamisées par la référence continue à un modèle d'action qui mettait l'accent sur leurs trajectoires d'avant la collectivisation.

Cette référence à un "modèle du travail agricole incessant" ne se mettait pas toutefois en opposition avec la référence à un "modèle du travail industriel". En effet, non seulement certaines des *gospodării* des "tractoristes" qui prônaient le premier modèle comprenaient à leur intérieur des membres plus jeunes très bien insérés dans le travail industriel, mais le discours même de ces "tractoristes" passait sans difficultés de l'importance du travail agricole incessant à l'importance de leur intégration ultérieure dans le système socialiste d'emploi. En fait, comme nous le verrons plus tard, ces "tractoristes" jouaient sur deux acceptions différentes du "travail pour soi". La contradiction apparente entre les deux acceptions (travail industriel et travail agricole incessant) se résolvait par la référence à un même travail contribuant à la prospérité et l'agrandissement de sa propre *gospodărie* (le "travail pour soi").

Ainsi, en dépit de l'importance certaine du statut que les *gospodării* des "tractoristes" ont détenu avant la collectivisation, celui-ci ne nous éclaire que sur une partie de la question de leur succès et de la place actuelle de leur activité dans l'économie et la société villageoises. En fait, afin de rendre compte de ces questions, il faudrait regarder du côté des facteurs concrets qui ont permis aux "tractoristes" de s'acheter un tracteur et de continuer par la suite leurs activités agricoles, facteurs qui incluent non seulement leur position d'avant la collectivisation, mais aussi la trajectoire qu'ils ont suivi par après.

12.2.2.2. L'acquisition du tracteur: conjoncture macro-économique . . .

L'acquisition des tracteurs par les "tractoristes" a dépendu de plusieurs facteurs, facteurs tenant autant à la conjoncture macro-économique générale, qu'aux trajectoires plus particulières suivies par les "tractoristes". Notons ainsi tout d'abord que la majorité des acquisitions ont été faites avant 1996, et surtout dans les trois ou quatre premières années qui ont suivi le changement de régime (quand plus de la moitié d'entre eux ont acquis leurs tracteurs). C'est à cette époque que les crédits à taux d'intérêt subventionné étaient plus

facilement accessibles, et que le plus faible écart entre les prix des intrants et les prix des produits agricoles a débouché sur des revenus agricoles plus importants, et ainsi sur la perspective, pour au moins une partie des *gospodării* villageoises, d'être en mesure de réaliser les paiements futurs.

Par la suite, la détérioration de la situation économique du pays, et en particulier l'augmentation de l'écart entre les prix industriels et les prix agricoles ont fait que seulement très peu de villageois ont réussi à s'acheter des tracteurs. En 1998, le prix d'un tracteur représentait une multiplication par 88 d'un salaire mensuel net moyen (un petit tracteur coûtait à cette époque autour de 88 millions *lei*, l'équivalent de presque 10.000 dollars américains), tandis qu'en 1993 il en représentait une multiplication par seulement 14 du salaire moyen (à cette époque, un tracteur coûtait 800.000 *lei*; tandis que le salaire moyen par économie était de 60.000 *lei*). En même temps, l'accès aux crédits à des taux subventionnés était devenu de plus en plus difficile.

Afin de payer leur tracteur, certains "tractoristes" ont préféré s'acquitter de la somme intégrale de son prix, en ayant recours en particulier à une mobilisation des ressources accumulées pendant le socialisme, ainsi qu'à la vente de plusieurs avoirs (voiture, mais aussi animaux - chevaux, bovins, porcs). D'autres ont choisi, par contre, d'avoir recours à des crédits à la Banque agricole. Ceux-ci étaient offerts à des taux d'intérêt subventionnés (15%), et demandaient la mise en gage d'un bien de valeur (la maison d'habitude). La majorité de ceux qui ont choisi cette option avaient fini de payer leur tracteur après quelque cinq années, soit entre 1993 et 1998.

Une partie des "tractoristes" a eu la possibilité et a opté pour l'acquisition de tracteurs et d'outillages usagés. En particulier, des employés des Agromecs ont profité des mises en vente d'outillages de leurs entreprises (à des prix souvent très avantageux) pour s'acheter un tracteur et quelques outillages annexes. Le reste des "tractoristes" ont toutefois acheté des tracteurs neufs. Tous les tracteurs provenaient de la production locale, les tracteurs faits en Roumanie étant à l'époque moins chers et plus disponibles sur le marché que les tracteurs d'importation.

Nous voyons ainsi que l'acquisition des tracteurs par de petits propriétaires fonciers a été inscrite dans une conjoncture macro-économique particulière. Celle-ci était caractérisée par la conjugaison des timides politiques agricoles d'encouragement de la "petite" agriculture, avec la désintégration du secteur agricole étatique (Agromecs en particulier).

À cette conjoncture macro-économique, nous devons toutefois rajouter une autre conjoncture, que nous pourrions appeler micro-sociale. En effet, même dans les conditions plus favorables du début des années 90, seulement une très petite partie des *gospodării* villageoises s'était lancée dans l'entreprise d'achat de tracteur. Ceci me laisse croire qu'afin de comprendre le succès relatif des "tractoristes", il faudrait regarder aussi du côté de leur place dans la structure des hiérarchies et réseaux socio-économiques résultant après la chute du régime socialiste, et ainsi du côté de leurs trajectoires durant le socialisme.

12.2.2.3. . . . et trajectoires socialistes

Remarquons pour commencer que la totalité des "tractoristes" était ou avait été employée dans le secteur économique hérité du socialisme. La moitié des emplois actuels ou passés des "tractoristes" se situaient à l'intérieur du secteur agricole, autant étatique (l'IAS Garofița, le complexe d'élevage de cochons et la SMA de Mânzu) que coopératif (deux anciens présidents de la CAP locale). Le reste des emplois se situait dans l'industrie avoisinante, les chantiers de construction de la zone ou les transports; ou encore dans l'artisanat (un fabricant de touloupes ayant travaillé auparavant à la coopération de production et vente de marchandises, mais devenu indépendant par la suite); et finalement dans l'appareil et les services étatiques (un policier et un professeur, respectivement).

Ce qui fait la particularité des emplois détenus par les "tractoristes" est que la presque totalité de ces emplois a été acquise pendant le socialisme même. En fait, les "tractoristes" étaient en quasi- totalité assez âgés pour avoir commencé leur vie active avant la chute du régime (la seule exception étant le policier, qui était aussi le plus jeune) et avoir occupé une place dans le système d'emploi socialiste¹¹. Je pense que cette place est un élément important de leur trajectoire et ainsi de leur succès.

Cette place n'était pas, en fait, des plus défavorisées. Ainsi, suite à un examen plus attentif nous pouvons constater que les "tractoristes" occupaient, à l'intérieur de l'économie socialiste, des positions intermédiaires qui, sans être nécessairement très élevées, leur assuraient une aisance certainement convoitée au niveau local. Ainsi, quand ils n'appartenaient pas au petit cercle des cadres locaux (présidents de coopérative, professeur de l'école primaire du village), les "tractoristes" étaient placés juste en dessous de ceux-ci, faisant partie de la catégorie des "producteurs directs" les plus insérés dans le système

¹¹ La seule exception était celle du policier, qui, ayant 31 ans à l'époque, n'avait pas eu de temps à s'insérer dans le système d'emploi socialiste.

socialiste et ayant tiré la meilleure partie de celui-ci. Occupant des postes-clés qui leur donnaient accès à des ressources éventuellement utilisables pour la consommation personnelle, ces "producteurs directs" ont pu, surtout durant la crise économique des années 80, exploiter les possibilités offertes par leurs postes à leur propre avantage. C'est ainsi que des produits agricoles, des matériaux industriels et des matériaux de construction ont été soustraits aux circuits contrôlés par l'État pour entrer dans les échanges informels et le marché noir au bénéfice de ces "producteurs directs".

La presque totalité des "tractoristes" de Buna ont fait partie de cette couche intermédiaire, couche formée de cadres locaux et de "producteurs directs" les mieux insérés dans le système socialiste. Tous pouvaient s'approprier, relations de bonne entente avec leurs chefs supérieurs aidant, divers produits qu'ils pouvaient par la suite utiliser pour leur propre bénéfice. En outre, ces mêmes produits leur servaient pour entretenir un large réseau, surtout local, mais souvent ayant des tentacules vers la haute bureaucratie départementale, de relations sociales les unissant tant aux "grands" (cadres "dans la production" et bureaucrates de l'administration dont ils convoitaient surtout les services et faveurs) qu'aux "petits" du jour (d'autres "producteurs directs" leur fournissant en échange d'autres produits, mais aussi des services).

Par exemple, le président de la CAP pouvait disposer d'une partie des produits agricoles de la CAP pour améliorer l'approvisionnement de sa propre *gospodărie*, pour "donner" des produits aux villageois contre certains services (travailler dans sa cour, garder les enfants, aider sa femme aux tâches ménagères par exemple), ou les offrir aux bureaucrates de l'appareil étatique contre des faveurs (un meilleur poste ou un appartement pour son fils par exemple). De la même manière, le professeur d'école primaire pouvait utiliser les "ressources" liées à sa position (des leçons privées, mais aussi accorder des meilleures notes, parler avec un directeur de lycée ami afin de faire passer le fils d'un villageois à l'examen d'entrée) pour obtenir les mêmes services de la part de villageois moins fortunés ou des bureaucrates plus haut placés.

De l'autre côté, les "producteurs directs" les mieux insérés dans le système pouvaient eux aussi jouer des possibilités offertes par leurs positions pour se créer une clientèle et pour attirer la bienveillance des grands. Ainsi le conducteur de l'IAS ou le conducteur de la SMA pouvaient utiliser les tracteurs qu'ils avaient en change pour travailler les lots personnels de certains villageois, ou tout simplement utiliser le diesel de leurs tracteurs en tant que monnaie d'échange. Le contremaître à un complexe d'élevage

porcins pouvait en utiliser des goretts, porcs ou produits animaliers; le menuisier sur un chantier voisin, les matériaux de construction; l'employé au moulin de la CAP, les grains ou la moulée qu'il contrôlait. En fait, bien qu'ils ne faisaient pas effectivement partie de l'élite locale, ces "producteurs directs" y étaient très bien connectés, étant "amis" avec les chefs de leurs unités ainsi qu'avec les notables locaux (président du conseil populaire local, président de la CAP, enseignants).

C'est cette position favorable dans le système socialiste qui, je crois, a permis aux "tractoristes" d'accumuler vers la fin des années 80 des ressources diverses (de l'argent mais aussi des "relations") plus importantes que celles des autres villageois. Et ce sont ces ressources qui leur ont permis, après la chute du régime, de se lancer dans l'achat de tracteurs.

En fait, les "relations" accumulées à l'intérieur de la bureaucratie agricole et administrative ont pu être utilisées pour avoir accès à l'information nécessaire à l'achat du tracteur, soit-elle celle qui concernait les ventes de la part des unités étatiques de tracteurs bon marché, ou celle qui concernait l'octroi et les modalités d'obtention des crédits à taux d'intérêt préférentiel. Les économies en argent qu'ils avaient réalisées ont pu être utilisées pour payer les paiements de dépôt, ou encore pour continuer et développer des activités lucratives entamées pendant le socialisme (commerce de produits agricoles ou de marchandises industrielles, élevage d'animaux).

En outre, il faudrait remarquer ici que la position dans le système socialiste a continué par la suite à jouer dans l'activité des "tractoristes". Ainsi, ayant fait partie de la catégorie des cadres ou encore des "producteurs directs" les mieux insérés dans le système socialiste, les "tractoristes" ont fait partie, je pense, de ceux qui ont maintenu le plus longtemps leurs postes à l'intérieur des unités étatiques. En fait, il me semble que les restructurations successives des unités étatiques ont le moins touché ceux qui étaient les mieux placés pendant le socialisme: les cadres (en particulier ceux qui n'étaient pas, bien entendu, trop tachés politiquement¹²), mais aussi leurs alliés parmi les "producteurs directs".

Ainsi, presque la moitié des "tractoristes" étaient en 1998 engagés en tant

¹² Certains cadres qui étaient trop associés aux politiques du régime de Ceaușescu (les secrétaires de Parti des unités économiques et administratifs, mais aussi certains directeurs qui suivaient de manière trop stricte la ligne dure du Parti – par exemple en ce qui concerne la mobilisation des employés pour les travaux "volontaires" et "patriotiques" en agriculture) ont perdu leurs positions dans le tourment qui a suivi le changement de régime.

qu'employés dans des unités d'État. Le reste étant majoritairement formé de retraités de l'ancien secteur étatique et coopératif. Il est significatif aussi que seulement trois "tractoristes" agissaient en tant qu'agents du secteur privé (un fabricant de touloupes et deux "privatisés", ou commerçants). Le système étatique et coopératif hérité du socialisme semble ainsi avoir constitué un pilier important et durable du succès des "tractoristes", les voies menant vers le nouveau "secteur privé" ne constituant pas encore des alternatives suivies par la majorité des "tractoristes".

On peut supposer que les revenus tirés de ces postes (salaire ou pension de retraite d'État) permettaient aux "tractoristes" de compenser les aléas des activités agricoles. Qui plus est, la continuelle implication dans le système économique héritier du système socialiste donnait aussi un accès privilégié à des ressources qui continuaient, tout comme au temps du socialisme, mais possiblement à une échelle encore plus étendue, d'être siphonnées de manière personnelle vers les *gospodării* de ceux qui y travaillaient (par exemple du diesel, des matériaux de construction, mais aussi des leçons privées et des services mécanisés). Finalement, cette implication permettait aux "tractoristes" de se maintenir dans un réseau de relations informelles plus large, relations pouvant être utilisées pour l'accès à des ressources ou des opportunités nécessaires dans l'exploitation agricole (semences, engrais, services mécanisés tels que le moissonnage, ou tout simplement de l'information sur des nouvelles opportunités).

12.2.3. Les voies des "tractoristes": l'implication dans l'activité agricole et le rapport à la ville

Au-delà de ces caractéristiques générales des "tractoristes", nous pouvons déceler aussi à l'intérieur de leur groupe plusieurs trajectoires suivies, ainsi que certaines possibles tendances concernant le développement de leurs activités agricoles.

Si nous regardons l'ensemble des "tractoristes" du point de vue de leur degré d'implication dans les activités agricoles, nous en distinguons deux grands groupes. Un premier groupe était constitué de ceux qui étaient encore engagés dans un emploi formel au sein du secteur étatique, ou encore qui s'auto-employaient eux-mêmes à travers des activités économiques indépendantes (commerce et artisanat dans ce cas). Constituant la majorité des "tractoristes" (presque deux tiers), ces "tractoristes" étaient les moins impliqués dans l'activité agricole, les activités autour de leur exploitation agricole

familiales et de leur tracteur étant toujours secondaires par rapport à leurs autres activités auxquelles ils dédiaient encore une grande partie de leur temps. Un deuxième groupe comprenait les "tractoristes" qui n'étaient engagés dans aucune autre activité en dehors de leurs activités agricoles. Le moins nombreux (un peu plus du tiers des "tractoristes"), ce groupe comprenait exclusivement des retraités et était également supposé avoir une plus grande implication dans les activités agricoles.

Tableau 12.6. Les "tractoristes" et leur occupations extra agricoles: emploi et retraite.

	Employés		Retraités	Total
	Secteur étatique et associatif	Secteur privé (artisanat et commerce)		
Nombre	11	2	8	21
Proportion dans le total	1/2	1/10	1/3	1

Regardons de plus près les deux groupe de "tractoristes".

12.2.3.1. Les "tractoristes" employés en dehors de leur exploitation agricole

Le premier groupe de "tractoristes", ceux qui étaient engagés encore dans un emploi hors de leurs exploitation agricole, avaient, en dépit de la possession du tracteur, seulement une implication secondaire dans les activités agricoles, suivant ainsi la tendance générale observée au niveau du village, tendance elle-même en continuité avec le caractère complémentaire de l'agriculture pendant le socialisme. La majorité des "tractoristes" combinaient ainsi les activité agricoles autour de leur exploitation familiale et de leur tracteur avec un emploi salarié dans une entreprise étatique.

Ainsi par exemple le cas d'Ion qui, ayant hérité presque 8 hectares de terre, continuait toujours à travailler dans l'Agromec d'un village voisin. Au début de la cinquantaine, Ion travaillait déjà depuis 35 ans dans cet Agromec. C'est cet emploi qui lui a permis d'ailleurs d'avoir accès, tout de suite après le changement de régime, à un tracteur et à des outillages mis en vente par son unité, et qui, étant considérés comme "de la ferraille", lui ont été vendus à des prix très abordables. De plus, étant de son métier mécanicien, Ion a utilisé son savoir-faire pour les mettre par la suite en bon état. Il gardait son emploi autant pour accumuler des années "d'ancienneté" en vue de sa la retraite et pour toucher son salaire, que pour les facilités que cet emploi lui assurait en ce qui concerne ses propres activités agricoles (accès à des outillages agricoles qu'il pouvait acheter ou "emprunter", mais aussi accès à l'information quant aux éventuelles nouvelles opportunités).

La *gospodărie* d'Ion comprenait les parents de sa femme, retraités de la CAP et pratiquement inactifs à cause de leur âge assez avancé (les deux étaient octogénaires); sa femme, retraitée elle aussi; une de ses filles, célibataire encore travaillant en tant que fonctionnaire à la mairie de la commune; son garçon, travaillant comme policier au poste de police communal, ainsi que la famille de ce dernier (comprenant la femme de celui-ci et son enfant). Une autre fille était mariée et installée à Târgoviște. Les travaux agricoles mécanisés étaient exécutés principalement par Ion, ainsi qu'occasionnellement par son fils. Tous les membres adultes de la famille contribuaient néanmoins aux travaux manuels nécessités par l'exploitation agricole. Ion avait ainsi gardé en exploitation personnelle la moitié de ses terres, autour de 4 hectares. Il avait cédé l'autre moitié à l'association, considérant que les ressources en temps et main d'œuvre dont il disposait ne lui permettaient pas de "s'étendre" plus. En outre, il considérait aussi nécessaire de limiter la quantité de produits agricoles réalisés à partir de ses terres à ce que sa *gospodărie* pouvait absorber, dans les conditions où les prix des céréales sur le marché étaient très bas.

Un autre exemple de tractoriste employé dans le secteur hérité du socialisme était celui de Gabriel, un des quelques très jeunes "tractoristes" du village (il avait 36 ans en 1998). Gabriel venait aussi d'une *gospodărie* de paysans moyens, ses parents ayant eu avant la collectivisation plus de 5 hectares de terre, ainsi qu'une charrette et des chevaux. Lors de la collectivisation, ces derniers ont été forcés de renoncer à leurs terres, charrette et chevaux, et d'entrer travailler à la CAP. Leurs deux enfants - un fils, Gabriel, et une fille-, ont toutefois bénéficié d'une éducation plus avancée, et ont fini tous les deux le lycée. C'est ainsi que Gabriel, qui était aussi celui désigné par la coutume pour rester vivre avec ses parents, s'engageait au milieu des années 80 en tant que contremaître au complexe d'élevage porcin du village voisin. Sa *gospodărie* (qui à l'époque se composait des parents de son père, de ses parents et de sa propre famille) réussissait à s'en tirer néanmoins assez bien, car ils élevaient beaucoup d'animaux (des porcs, mais aussi plusieurs vaches) qu'ils contractaient avec l'État.

Après le changement de régime, son père récupérait cinq chevaux de l'ancienne coopérative en tant que "reprise de possession" symbolique des animaux avec lesquels il était entré dans la CAP (il était d'ailleurs un des seuls à avoir reçu de l'ancienne CAP des animaux en tant que compensation). En même temps, Gabriel gardait son emploi mais décidait de s'acheter un tracteur. En 1993 il vendait ainsi les chevaux, quelques vaches, du maïs et du blé, et achetait un tracteur neuf avec "l'argent sur la table". Il travaillait la

majorité de ses terres à l'aide de sa femme et de sa mère restée entre temps veuve, et avait seulement 1 hectare en association. Il utilisait les céréales et fourrages produits pour élever les animaux de la cour (deux taureaux et deux vaches, quatre porcs), qui étaient en partie utilisés pour la propre consommation de la *gospodărie*, mais aussi en partie pour la vente sur le marché (la viande à des abattoirs, les fromages dans les foires rurales).

Si Ion et Gabriel étaient employés dans le secteur agricole étatique, d'autres cas concernaient des employés se trouvant en dehors du secteur agricole. Ainsi par exemple, le cas de Mardale. Mardale provenait d'une *gospodărie* de paysans moyens de Buna (qui avait eu avant la collectivisation quelques hectares de terre ainsi qu'une charrette et des bœufs), et il était marié avec la descendante d'une assez riche *gospodărie* du village voisin de Lunca. Sa *gospodărie* avait ainsi hérité après l'application de la loi foncière de 1991 d'un total de quelque 7,5 hectares, 2 à Buna et 5,5 à Lunca. Approchant la soixantaine en 1998, Mardale était un ancien *navetist* du village, ayant travaillé pour plus de trente ans sur les chantiers de construction. Après le changement de régime, Mardale gardait son emploi, mais profitait en même temps des premiers crédits pour l'achat d'outillages pour acquérir en 1993 son tracteur. En 1998 il attendait encore une année pour se rendre à 55 ans et prendre sa retraite anticipée, espérant se dédier entièrement à ses activités agricoles.

Mardale travaillait toutes les terres de sa *gospodărie* personnellement, à l'aide de sa femme et de ses deux enfants restés à la maison (une fille et un garçon approchant la vingtaine), ainsi que, plus occasionnellement, du fils le plus âgé vivant en ville. Les terres de Buna étaient cultivées en céréales, tandis que les 5,5 hectares de Lunca étaient cultivés, en suivant l'exemple des autres villageois de Lunca, avec des légumes, dans son cas des carottes. La fille était en train de quitter la *gospodărie* pour partir étudier à l'université dans une ville du centre de la Roumanie. Dans les conditions où le fils le plus âgé vivait déjà avec sa propre famille à Târgoviște et n'envisageait pas encore un retour au village, le dernier fils devait rester avec ses parents, avec, en perspective, l'héritage du tracteur et la reprise la direction de l'exploitation familiale.

La majorité des "tractoristes" employés dans le secteur étatique et associatif l'étaient dans le secteur agricole, tirant ainsi bénéfices directs au niveau de leurs activités agricoles. Remarquons toutefois que même les quelques employés dans l'industrie et la construction ou dans l'appareil et les services étatiques pouvaient tirer profit de leur position pour se créer des relations, et avoir accès à certains biens et services, à travers l'échange des biens et services qu'ils pouvaient dispenser grâce à leur emploi. Dans ces cas-ci, l'emploi était

connecté de manière indirecte, mais très efficace, à leurs activités agricoles.

Des cas beaucoup plus rares, mais peut-être indicateurs de certaines voies d'avenir, concernaient la combinaison de l'activité agricole non pas à un emploi dans le secteur étatique ou associatif, mais avec des activités dans le secteur privé, et en particulier avec une *privatizare* ("privatisation", ou plus exactement un commerce).

Ainsi par exemple le cas de Gelu, un villageois assez prospère et qui réussissait à combiner les activités agricoles avec les activités commerciales de manière assez réussie. Venant d'une famille de paysans moyens, Gelu avait débuté sa vie active à la fin des années 60 en tant que gestionnaire au magasin coopératif du village. Par la suite, il avait grimpé dans la hiérarchie économique en devenant chef d'un dépôt étatique de marchandises à Târgoviște, position qui lui assurait un accès privilégié à un large éventail de biens de consommation, ressources vitales dans les années 80. S'étant acheté un appartement à Târgoviște, il y déménageait avec sa femme.

Resté en poste après le changement de régime, Gelu prenait, vers le milieu des années 90, sa retraite et revenait s'installer de nouveau dans la *gospodărie* villageoise de ses parents, laissant sa femme s'occuper principalement de leur appartement de Târgoviște et de leurs deux enfants encore aux études. Il achetait aussi un tracteur pour travailler les terres héritées de ses parents, qu'il travaillait en grande partie personnellement (une autre partie était donnée en association). Il fondait en même temps une *privatizare* à Buna dans la maison de son neveu, *privatizare* dont la gestion était partagée: Gelu s'occupait de l'approvisionnement à l'aide de sa voiture personnelle, tandis que son neveu prenait en charge personnellement les ventes. La *privatizare* n'était pas intégrée directement à l'exploitation agricole (sauf peut-être pour d'éventuels transferts de capitaux) mais venait diversifier les activités économiques de Gelu.

Dans un seul cas néanmoins j'ai rencontré une tentative d'intégration plus directe et serrée des activités agricoles et commerciales dans une même *gospodărie*, celle de Radu et Dragostina. Comme de nombreux descendants de Buna de son âge (il avait autour de 45 ans en 1998) Radu était allé travailler dans sa jeunesse dans les industries environnantes (il était employé dans l'administration d'un chantier avoisinant), tout en partant habiter avec sa femme, professeur à une école primaire, dans un appartement à Târgoviște. Restée veuve et avec l'autre garçon parti vivre et travailler à Bucarest (ultérieurement émigré aux États-Unis) sa mère Dragostina vivait pendant ce temps-là seule dans sa *gospodărie* de Buna. Elle y gagnait néanmoins honorablement sa vie, car non seulement elle travaillait à la

coopérative locale, mais, en vraie descendante d'une famille de commerçants, elle s'occupait aussi de la culture et de la vente, très payantes à ce temps là, de fleurs.

Après le changement de régime, Dragostina acquérait, en tant qu'unique héritière de sa famille et de son mari, quelque 8 hectares de terre. Le retour de la terre ainsi que les difficultés croissantes dans l'emploi industriel ont déterminé Radu à se replier de plus en plus sur la *gospodarie* villageoise. Dès le début des années 90 il a ainsi acquis un petit tracteur et employait un homme "pour le tracteur" pour travailler la terre de sa mère (que cette dernière lui a donné finalement) ainsi que la terre héritée par sa femme (1,5 hectares). En 1994 Radu quittait son travail et revenait vivre dans la *gospodărie* de sa mère de façon plus permanente, tandis que sa femme, toujours professeur à Târgoviște, restait vivre en ville avec les deux enfants qu'ils avaient adoptés.

De retour au village, Radu commença à envisager de se lancer dans une activité qui serait plus intégrée avec la production agricole. Ainsi, tout en construisant une nouvelle maison dans la cour de sa mère, il aménageait dans la partie donnant sur la rue une boulangerie, équipée avec des machines pour faire le pain. Le blé pour la farine utilisée pour le pain était produit en totalité sur les terres de la *gospodărie*. Ainsi, Radu gardait la totalité de ses 9,5 hectares de terre en exploitation familiale, et en cultivait la majeure partie (7 hectares) avec du blé. L'affaire semble avoir bien marché au début, période où Dragostina se rappelle avoir fait du pain même en "trois quarts de travail", et avoir employé quelque six femmes pour la boulangerie. Une année après l'ouverture de la boulangerie, Radu vendait son petit tracteur pour s'acheter un plus grand, et semblait ainsi être parti sur la voie de l'expansion.

Depuis une 1996 néanmoins, les ventes de pain commençaient à baisser de façon assez dramatique¹³, et la fabrication du pain était en conséquence réduite progressivement, pour n'atteindre en 1998 qu'une fournée chaque deux jours. En 1998, Radu employait seulement deux employés permanents, une femme pour les ventes dans le magasin et un homme pour le tracteur et les courses en voiture. Il commençait aussi à s'orienter vers la vente d'autres marchandises (des légumes tels que tomates et pommes de terre; du sel; et quelques "aliments de base" tels que l'huile, le riz, le sucre). Ayant continué toutefois l'exploitation intégrale de ses terres et la culture extensive du blé, il était forcé à vendre le blé accumulé pour loger dans ses remises la nouvelle récolte. À la fin de l'année, et en dépit

¹³ Probablement non pas à cause d'une baisse dans la consommation du pain, mais à cause de la montée de la concurrence après que d'autres *privatizări* se sont également mises à vendre du pain.

des espoirs de reprise, Radu fermait sa boulangerie et son magasin. L'avenir de son exploitation agricole restait encore une fois incertain, dépendant de la manière dont il arrivait à trouver un débouché pour ses produits.

12.2.3.2. Les "tractoristes" retraités

Une autre voie, minoritaire encore en 1998, consistait dans une implication beaucoup plus profonde des tractoristes dans l'activité agricole développée autour de leurs exploitations agricoles et de leurs tracteurs. Cette voie était celle prise par la majorité des "tractoristes" retraités, retraités qui consacraient la majorité de leurs temps au travail de leur terres et aux travaux effectués avec leur tracteur, les activités agricoles constituant ainsi non seulement la principale mais aussi leur unique occupation.

Ainsi par exemple Bucluc, qui vivait seul avec sa femme dans leur *gospodărie*. Descendants tous les deux de familles de *chiaburi*, ils avaient hérité d'un total de quelque 10 hectares, qu'ils travaillaient la moitié personnellement, et l'autre moitié en association. Après la collectivisation (1962), sa femme était allée travailler à la CAP du village. Bucluc était allé travailler dans l'IAS du village voisin, et y avait vite développé un ample réseaux de connaissances, autant avec d'autres "producteurs directs" situés dans des postes-clés (magasiniers, conducteurs de tracteurs), qu'avec les cadres qui étaient ses supérieurs hiérarchiques. Après le changement de régime, Bucluc se trouvait être parmi les premiers qui s'inscrivaient pour acheter un tracteur neuf. En 1991, il avait ainsi recours à un crédit et achetait son tracteur, mais, après avoir vu que l'intérêt avait grimpé de 4 à 30%, il payait la totalité du montant en vendant des animaux (quatre vaches).

Leurs deux enfants, un garçon et une fille, étaient allés travailler et vivre à Târgoviște, et en 1998 ils y étaient déjà établis avec leurs familles dans leurs propres appartements. À la même époque, le garçon travaillait encore dans l'industrie de la ville, tandis que la fille (tout en gardant son poste de fonctionnaire à la mairie de Târgoviște) s'était lancée avec succès dans le commerce privé, ayant une *privatizare* "ambulante" avec laquelle elle parcourait les foires de la région. Si la fille était trop occupée et avait assez des ressources pour ne pas avoir le besoin et le temps de s'impliquer plus dans l'exploitation agricole de ses parents, le fils en était aussi empêché à cause des conflits qui opposaient sa femme et ses parents. Le couple des Bucluc était ainsi rendu à se débrouiller tout seul, ainsi qu'à envisager, dans les conditions du manque d'une relève après leur mort, un avenir plutôt incertain pour leur exploitation. Ils continuaient toutefois toujours à fournir leurs

enfants et leurs familles en produits agricoles (légumes et viande).

Un cas similaire était celui d'Alexandru, qui lui aussi était resté tout seul avec sa femme dans leur *gospodărie* villageoise. Alexandru descendait d'une famille de *chiaburi* qui avait eu avant la collectivisation non seulement de la terre, mais aussi un tracteur, un bistro villageois et un moulin. Comme il avait dû partager la terre de ses parents avec ses autres quatre frères et sœurs, Alexandru avait hérité de relativement peu de terre (3 hectares), mais en exploitait plus en prenant en métayage environ un hectare d'une tante de sa femme. Tout comme dans le cas des Bucluc, après la collectivisation, la femme d'Alexandru était allée travailler à la CAP, tandis qu'Alexandru était allé travailler en tant que tractoriste à l'IAS du village voisin. Vers la début des années 80 il quittait néanmoins son emploi et achetait une machine pour nettoyer la laine et plus tard un moulin de maïs qu'il exploitait à titre privé. Pendant le socialisme il avait développé, tout comme Bucluc, un ample réseau de relations à l'intérieur de l'IAS, mais aussi au niveau de la bureaucratie régionale.

Après le changement de régime, Alexandru a essayé de reconstituer un peu de la gloire passée de sa famille. En 1993, il achetait ainsi un tracteur, qu'il utilisait pour travailler la totalité de ses terres en mode familial. Ses deux garçons vivaient et travaillaient toutefois dans les villes environnantes et leur implication au niveau de l'exploitation et des activités agricoles de leurs parents était quasi inexistante. Ils bénéficiaient néanmoins des produits agricoles de cette exploitation, et aidaient parfois leur père au transport et à la vente de certains produits sur les marchés paysans urbains. Le fils le plus âgé avait aussi hérité d'un frère de son père un moulin que celui-ci avait racheté de l'ancienne coopérative et qui auparavant avait appartenu à leur famille. Après une courte activité au début de la transition, il fermait toutefois le moulin pour se consacrer entièrement à sa firme privée en ville, soit un commerce de produits pétroliers (il avait été employé, pendant le socialisme, de l'entreprise étatique qui gérait les stations d'essence à travers le pays).

Un autre cas similaire était celui de Lazăr. Lazăr descendait lui aussi d'une *gospodărie* d'anciens *chiaburi*, *gospodărie* ayant eu non seulement des terres, mais aussi un petit commerce de céréales. Après la collectivisation, sa femme restait travailler à la CAP locale pour avoir accès à un lot personnel, tandis que Lazăr allait travailler dans la construction. Durant les années 80 il était aussi parti pour quelque six années, avec un groupe plus large de collègues de son entreprise, pour travailler à l'étranger (tout comme deux autres "tractoristes" du village). Les salaires assez considérables qu'il a réalisés lors de

son séjour à l'étranger se sont conjugués à l'exploitation par lui et sa femme du jardin personnel (où ils cultivaient des légumes pour la vente sur le marché) pour leur assurer vers la fin des années 80 des économies assez importantes.

Après le changement de régime, envisageant une éventuelle mise en retraite anticipée, Lazăr achetait un tracteur en puisant dans les économies accumulées pendant le socialisme. L'exploitation agricole de la *gospodărie* de Lazăr comprenait quelque 8 hectares de terre. Il en travaillait la majorité à l'aide de sa femme, le reste étant donnée en association. Leurs deux filles étaient parties travailler et vivre dans des régions éloignées du pays, et elles et leurs familles visitaient Lazăr et sa femme seulement lors de leurs vacances, ne s'impliquant d'aucune manière dans l'exploitation agricole de leurs parents. Elles promettaient néanmoins de revenir après leur retraite à la maison parentale, et laisser ainsi leurs appartements en ville à leurs enfants.

Ces derniers exemples se rapportent à une catégorie assez particulière de "tractoristes": celle des descendants d'anciennes familles de *chiaburi* d'avant la collectivisation. Mais si ceux-ci étaient, grâce à leur âge mais aussi à leurs intérêts, plus impliqués dans les activités agricoles, ils étaient aussi ceux qui se caractérisaient par une plus grande incertitude quant à l'avenir de leurs exploitations. En effet, les persécutions liées à la collectivisation ainsi que leurs propres aspirations avaient déterminé leurs enfants à acquérir un plus haut niveau d'éducation (lycée, mais aussi parfois des études universitaires), et ainsi partir par la suite travailler et habiter en ville. Leurs descendants avaient atteint ainsi une certaine aisance et un certain statut centré autour du travail industriel et de la vie urbaine, et étaient ainsi les moins désireux à retourner au village et à s'impliquer plus profondément dans l'exploitation et les activités agricoles de leurs parents. Les liens assez importants qui se maintenaient en dépit de la distance géographique et sociale entre eux et leurs parents n'en rendaient pas moins incertains l'avenir des exploitations de leurs parents.

Un autre exemple de concentration exclusive sur l'activité agricole, mais différent néanmoins de ceux que nous venons voir plus haut, était celui de tractoristes retraités qui faisaient partie non pas de *gospodării* mixtes diffuses, mais de *gospodării* multi-générationnelles dont les membres plus jeunes vivaient ainsi avec eux.

Ainsi par exemple le cas de Nelu. Nelu était un ancien paysan moyen qui avait récupéré presque 6,5 hectares après la rétrocession des terres de 1991. Ayant plus de 70 ans en 1998, Nelu était allé après la collectivisation travailler en tant que tractoriste à l'IAS du

village voisin, tandis que sa femme était restée travailler à la CAP locale. Après le changement de régime, étant déjà à la retraite, Nelu avait acheté un tracteur avec lequel il travaillait la grande partie de ses terres (presque 5 hectares). Il avait toutefois quelque 1,5 hectares dans l'association locale.

Mais si Nelu et sa femme formaient un couple assez centré sur l'activité agricole, il n'en reste pas moins que la *gospodărie* dont ils faisaient partie présentait un tableau plus diversifié. Ainsi, Nelu et sa femme vivaient dans la même cour que le plus jeune de leurs deux fils, son épouse et leurs deux petites filles (l'autre fils s'était établi indépendamment ailleurs au village et possédait lui aussi un tracteur; tandis qu'une autre fille vivait et travaillait à Târgoviște). La *gospodărie* était centrée sur l'élevage d'animaux, ayant en 1998 quelque cinq bovins et sept porcs. Les travaux agricoles étaient exécutés par Nelu et son fils, aidés par sa femme et sa bru. Son fils était engagé aussi à l'extérieur du village, et travaillait en tant que chauffeur sur un camion de transport de marchandises transfrontalier. Le cas de Nelu présentait ainsi le même phénomène de diversification des activités que les "tractoristes" employés, sauf que dans ce cas la division des activités se réalisait entre les différents membres de la *gospodărie* et non pas à l'intérieur des activités du tractoriste. Une partie des produits (viande, légumes) allait à la fille qui vivait en ville, car "elle aussi a des droits sur cette terre"; elle fournissait en échange des soins médicaux aux membres de la *gospodărie* villageoise.

12.2.3.3. Les activités agricoles des "tractoristes": l'importance des liens urbains

Si nous regardons de nouveau les différentes trajectoires que nous venons de passer en revue, nous décelons, à côté du degré d'implication dans les activités agricoles, un deuxième facteur jouant sur la viabilité et la continuité des activités économiques des "tractoristes": l'importance de la ville et des éventuelles attaches de la *gospodărie* des "tractoristes" avec elle. Les deux facteurs s'entrecroisent, leur entrecroisement correspondant à la trajectoire passée des *gospodării* des "tractoristes", et particulièrement aux diverses manières dont ils ont essayé de tirer profit du système socialiste et de sa propension à désenclaver les campagnes: aller travailler en ville et devenir un *navetist*, acheter des appartements pour ses enfants, ou encore envoyer ceux-ci travailler et vivre dans la ville.

Ainsi, les "tractoristes" employés, qui étaient aussi ceux qui n'étaient impliqués que de manière secondaire dans les activités agricoles, étaient aussi ceux qui avaient tendance à être les plus insérés au niveau local sur le plan des avoirs et de la parenté. Ils faisaient ainsi généralement partie de *gospodării* multi-générationnelles de *navetiști* et avaient de nombreuses autres attaches de parenté au village. Leurs liens avec la ville se résumaient surtout au domaine de l'emploi et de la consommation, et à l'éventuelle propension à envoyer leurs enfants étudier et vivre en ville. L'exception marquante, constituant possiblement une nouvelle voie, était celle des "tractoristes" auto employés dans le secteur privé, "tractoristes" qui empruntaient, comme Radu et Gelu, des "voies de retour" de la ville vers la campagne. Les attaches à la ville de ces derniers étaient fortes, se situant non seulement sur le plan de l'emploi, mais aussi sur celui de leur résidence passé, ainsi que de l'avenir de leurs enfants.

D'un autre côté, les "tractoristes" retraités, qui étaient aussi les plus impliqués dans les activités agricoles, avaient tendance à faire partie de *gospodării* ayant des attaches assez fortes avec la ville. La majorité de ces *gospodării* étaient en fait des branches de *gospodării* mixtes diffuses, branches pour lesquelles la coopération et les échanges avec la branche urbaine étaient aussi importants que leur insertion au village à travers la concentration sur les activités agricoles. L'exception dans ce cas le constituaient les *gospodării* multi-générationnelles, *gospodării* qui comprenaient des *navetiști* à moitié rattachés aux villes mais qui faisaient preuve d'une plus forte implication locale sur le plan de la parenté.

La viabilité des activités agricoles de la majorité des "tractoristes" dépendait alors de la manière dont ils savaient concilier les engagements et les liens urbains et ruraux. La combinaison d'activités et liens continuait certainement, tout comme au temps du socialisme, à leur fournir certains avantages (diversification des ressources et des opportunités), tout comme à les poser certaines contraintes (en termes du temps et de l'effort nécessités par ces activités et liens). Par ailleurs, de nombreux descendants urbains continuaient à bénéficier des biens produits par les *gospodării* villageoises des "tractoristes", sans pour autant trouver l'intérêt et le temps de mettre de l'effort pour la continuation et le développement de cette exploitation. Le retour en travail était au plus occasionnel, les descendants urbains continuant à fournir en échange des produits alimentaires qu'ils recevaient de leurs parents d'autres produits manufacturés plus facilement disponibles en ville, ou encore parfois de l'argent ou d'autres services.

Dans l'immédiat, tous les "tractoristes" réussissaient tant bien que mal à réaliser l'équilibre entre activités et liens urbains et ruraux, leurs exploitations agricoles étant en fait parmi les plus réussies au village. Elles avaient, comme nous l'avons vu, des étendues plus grandes que la moyenne, bénéficiaient de travaux mécanisés réalisés à temps, et, souvent, avaient des effectifs d'animaux plus grands que ceux de la majorité des villageois (la moyenne par tractoriste était de 3 porcs et 20 volailles, tandis que deux tiers d'entre eux avaient un ou plusieurs bovins). Dans la perspective toutefois, la viabilité et la continuité de leurs exploitations dépendaient de la manière dont ils arrivaient à "stabiliser" sur place au moins un de leurs enfants, réussissant ainsi à s'assurer une aide constante au niveau du travail, ainsi que la perspective de la continuation des activités agricoles après leur propre sortie de la vie active.

12.2.4 Les "tractoristes": la percée?

12.2.4.1. *Les exploitations familiales des "tractoristes": l'expansion limitée*

Si nous revenons au fonctionnement à plus court terme des activités agricoles des "tractoristes", nous constatons néanmoins que celles-ci ne s'éloignaient pas tellement des coordonnées générales de la petite agriculture que nous avons esquissées un peu plus haut. En fait, en dépit du fait que les "tractoristes" constituaient la couche la mieux nantie en moyens de production du village, ils n'arrivaient pas à s'en sortir considérablement mieux.

Esquissons pour illustrer les coordonnées générales des activités agricoles des "tractoristes". Comme nous l'avons vu, leurs exploitations agricoles étaient généralement de plus grande envergure que celle de la majorité des villageois. Les cultures qu'ils y mettaient étaient toutefois les mêmes que celles des autres villageois (à une exception près, celle de Mardale, il y mettaient les mêmes céréales et fourrages) et étaient destinées en large partie à la consommation interne de la *gospodărie*. La seule différence était que, disposant de superficies plus étendues et de plus d'animaux, les "tractoristes" connaissaient aussi une certaine intensification de la vente sur le marché de leurs produits agricoles et d'élevage.

En fait, il me semble même qu'ils se départageaient par rapport à ces activités en deux groupes. Un premier groupe (option agricole) s'engageait dans un élevage modéré d'animaux, mais gardait des quantités assez importantes de céréales pour la vente sur le

marché. Ces ventes s'effectuaient dans les foires (surtout les plus éloignés, où l'écoulement se faisait plus vite qu'au foire du village avoisinant), mais aussi, relations aidant, vers des acheteurs institutionnels tels que les FNC (Fabriques de rourrages combinés) du sud du département. Un deuxième groupe (option élevage) s'orientait, par contre, presque entièrement vers l'élevage d'animaux (j'ai rencontré ainsi une *gospodărie* qui avait une centaine de volailles, une autre ayant trente cochons, et une autre encore ayant cinq bovins), préférant ainsi y investir la presque totalité de leurs céréales et fourrages. Dans leur cas, c'était la viande, le fromage et les œufs qui constituaient les produits destinés à la vente sur le marché, leurs clients étant dans ce cas, à part les foires pour les "petits produits" (fromage, œufs), les abattoirs étatiques d'animaux pour la viande.

En dépit d'une plus grande production, l'implication des *gospodării* des "tractoristes" sur le marché restait toutefois assez réduite et ne débouchait pas sur une expansion de leurs activités agricoles. En effet, cette implication n'a été jamais trop étendue, et elle a même baissé, comme pour les autres villageois, après le choc des changements survenus après 1997. Plutôt que diriger leur production vers le marché, les "tractoristes", tout comme d'autres villageois, ont utilisé cette production vers l'accroissement du bien être matériel, et surtout alimentaire, de leur famille. Ils ont ainsi augmenté la quantité de produits végétaux et animaliers consommés par eux et leur *gospodărie* (se trouvant autant au village qu'en ville), ainsi que celle des produits utilisés dans les échanges informels, sociaux et rituels.

La restriction de leur implication sur le marché allait de pair avec la limitation plus générale de leur implication dans les activités agricoles. Comme nous l'avons vu plus haut, une majorité de "tractoristes" était encore engagée dans un emploi en dehors de leurs activités agricoles. D'un autre côté, pour l'autre partie des "tractoristes" (les "tractoristes" retraités faisant partie de *gospodării* mixtes-diffuses) ces activités étaient restreintes à cause du manque de force de travail en âge actif. Si nous regardons l'ensemble des *gospodării* des "tractoristes", une majorité d'entre elles présentait une diversification poussée des activités, diversification qui contribuait à maintenir, tout comme pour d'autres villageois et tout comme au temps du communisme, les activités agricoles au second plan.

Ainsi, même si les "tractoristes" avaient généralement des exploitations agricoles plus étendues et s'engageaient dans un élevage animal à plus grosse échelle que la majorité des villageois, ils n'arrivaient pas à décoller des patterns généraux qui caractérisaient les petites exploitations du village. Leurs exploitations présentaient la même tendance d'auto-

restriction vers un circuit plus ou moins ouvert visant l'accroissement de la consommation de la *gospodărie* et non l'accumulation du capital. En fait, tout comme pour d'autres villageois, la consommation de la *gospodărie* (et en particulier celle des générations plus jeunes) épongeait les éventuels gains monétaires qui résultaient des activités agricoles des "tractoristes".

Le manque de volonté d'investissement dans l'expansion de leurs exploitations agricoles se voyait d'ailleurs dans la propension qui poussait de nombreux "tractoristes" à réduire la taille de leurs exploitations en donnant une partie de leurs terres en association (comme nous l'avons vu en haut, la moitié d'entre eux). En fait, la majorité des "tractoristes" n'envisageait ses exploitations agricoles de manière extensive, mais visait plutôt le maintien d'une ligne de flottement. Les "tractoristes" qui manifestaient une volonté d'extension (certaines conditions remplies, bien entendu) étaient ainsi très peu nombreux. Parmi ceux-ci on comptait un tractoriste retraité en quête de développement intensif de son exploitation et qui désirait une collaboration avec un investisseur étranger. L'autre cas concernait un ancien cadre du secteur agricole socialiste (il avait été pour quelques années président de la coopérative de Buna), qui aspirait, même si, en 1998, il n'avait qu'un tracteur, à devenir un acteur de la grande agriculture à travers la constitution d'une association ou la prise en fermage de la terre. À part ces rares exceptions, qui de plus restaient encore au niveau de projets, la majorité des "tractoristes" n'envisageaient pas d'expansion de leurs exploitations agricoles.

12.2.4.2. Les activités de services mécanisés de "tractoristes": le cercle vicieux

D'un autre côté, dans le même esprit de restriction des activités agricoles à un niveau de flottement, l'utilisation plus générale du tracteur était elle aussi réduite. Ainsi, la majorité des "tractoristes" utilisaient leur tracteur principalement pour travailler les terres de leurs propres *gospodării*. Seulement deux d'entre eux possédaient des "autorisations" leur permettant de réaliser de manière légale des activités de "prestations de services" pour d'autres villageois ou agents économiques. En pratique, tous les "tractoristes" travaillaient toutefois aussi les terres de leurs parents, amis ou voisins qui les sollicitaient à cet effet, tandis que, en plus de travailler la terre, ceux qui avaient une remorque effectuaient aussi des services de transport (de la récolte, des animaux, du bois de chauffage). Les clients presque exclusifs des "tractoristes" étaient les petits propriétaires locaux, les associations de

la zone n'étaient plus, en 1998, considérées comme fiables en ce qui concerne le paiement des travaux exécutés.

L'ampleur des activités agricoles effectuées par les "tractoristes" du village à l'aide de leurs tracteurs semblait être toutefois assez réduite. Ainsi, comme aucun des "tractoristes" de Buna ne possédait de moissonneuse-batteuse, et comme seulement deux d'entre eux possédaient des semoirs, les travaux qu'ils pouvaient réaliser se réduisaient principalement au labour, au hersage, et au transport de la récolte. En outre, les "tractoristes" du village avaient à subir la concurrence des autres agents du village qui fournissaient les mêmes services, en particulier l'association (qui disposait de 10 tracteurs et de 3 moissonneuses-batteuses, et qui, en dépit des larges étendues de terre dont elle disposait réalisait aussi des travaux pour des "particuliers") et l'Agromec (qui disposait de cinq tracteurs en fonction, en 1998). Finalement, le fait de ne travailler que les terres privées des villageois posait aux "tractoristes" le problème de l'éparpillement de ces terres, éparpillement qui élevait les coûts des travaux (par le transport entre des parcelles disparates) et faisait ainsi baisser le rendement de l'utilisation du tracteur.

Les "tractoristes" se voyaient ainsi contraints de développer des réseaux de clients ayant de parcelles contiguës, ce qui leur permettait de limiter les pertes en temps et en diesel occasionnées par le transport. Les superficies qu'ils travaillaient effectivement se réduisaient ainsi à celles d'un cercle assez restreint de clients. Elles pouvaient s'élever au plus à quelque dizaines de hectares, mais pouvaient parfois se réduire à seulement quelques hectares (un tractoriste affirmait ne travailler que des "jardins", donc des superficies de moins d'un demi-hectare). Les périodes d'utilisation du tracteur étaient ainsi, en dehors de son utilisation pour remorquer différents matériaux, assez circonscrites et limitées. La campagne de printemps (incluant des travaux de labour, semis et herse), durait autour de deux semaines, et celle d'automne (incluant récolte, labour, herse, semis) pouvait s'éteindre jusqu'à un mois.

Les "tractoristes" n'avaient pas une comptabilité des dépenses et revenus réalisées suite à leurs activités utilisant le tracteur. Comme nous l'avons vu, la presque totalité des "tractoristes" ne déclarait pas ses activités rémunérées, mais essayait à la place de les déguiser sous des pratiques d'*ajutor* réciproque entre parents ou amis. Ils essayaient de par cela d'éviter les impositions de la part de l'État, ainsi que les nouvelles taxes envers la mairie locale pour l'utilisation des chemins communaux. En fait, celles-ci étaient assez élevées: la "taxe des chemins" s'élevait en 1998 à la moitié d'un salaire mensuel moyen

(500.000 *lei*), tandis que les impôts envers l'État en cas de déclaration des activités pouvaient s'élever à plusieurs salaires mensuels (ces impôts s'élevaient à 1.100.000 *lei* en 1996, l'équivalent de quatre salaires mensuels moyens de l'époque).

Le travail mécanisé pouvait être payé en argent, "coupons" ou encore en des services, d'habitude du travail manuel ou des biens (fromage, sacs d'engrais chimiques etc.). De tout ceci les "tractoristes" préféraient l'argent, car c'était celui-ci qui leur permettait de s'acheter des pièces de rechange ainsi que de disposer des revenus nécessaires à l'achat des différents intrants nécessaires dans leurs propres exploitations agricoles.

Les possibilités pour les "tractoristes" d'étendre leurs activités de prestation de services vers d'autres villageois, et ainsi en réaliser des profits étaient néanmoins limités. En fait, les "tractoristes" se trouvaient pris avec leurs activités de prestation dans un cercle vicieux. Ainsi, à part les limitations que nous venons d'évoquer plus haut, l'extension de ces activités était limitée par les prix mêmes des travaux agricoles (voir tableaux 12.1., page 412, et 12.2., page 415).

Comme nous l'avons vu plus haut, ces prix avaient monté eux-mêmes à des niveaux qui étaient souvent prohibitifs pour les villageois. Qui plus est, comme le prix par hectare s'accroissait d'autant plus que la superficie travaillée était réduite (le prix pour les travaux mécanisés d'un demi-hectare étaient plus que la moitié des prix pour un hectare) les plus hauts prix touchaient presque tous des villageois. En effet, ils touchaient non seulement les villageois ayant des petites propriétés ou ayant gardé en exploitation personnelle que de très petites parcelles de terre, mais aussi l'ensemble des villageois, car leurs propriétés étaient divisées pour la plupart des cas dans des parcelles minuscules.

Étant donnée cet éparpillement et ce morcellement des propriétés, le regroupement de villageois ayant des parcelles contiguës ne réussissait à pallier qu'en partie le problème de la montée des prix. Car, en fait, même pour de plus grosses superficies, les travaux agricoles étaient encore prohibitifs pour une large partie des *gospodării*, en particulier les *gospodării* qui ne disposaient que de peu de revenus monétaires (les *gospodării* dont les membres adultes étaient tous des retraités ou "d'agriculteurs" sans emploi formel). Dans les conditions où ce niveau prohibitif amenait certains villageois à renoncer à au moins certains travaux agricoles (en ayant recours par exemple à l'utilisation des animaux pour le binage

du maïs par exemple)¹⁴ et ainsi à priver les "tractoristes" de revenus importants, il serait alors important de se pencher sur les causes de son maintien.

Les raisons du maintien des prix élevés pour les travaux mécanisés étaient diverses. Il se peut ainsi qu'au début de la transition, la pénurie d'outillages se trouvant à l'extérieur du système associatif et la réticence des Agromecs à travailler les terres éparpillées des "particuliers" aient contribué à cette augmentation. Par la suite, je pense qu'un facteur important a été la montée considérable, et souvent imprévisible, des prix des intrants utilisés dans les travaux agricoles (pièces d'échange, diesel). Ainsi, les prix des travaux agricoles ont été maintenus à des niveaux élevés, étant utilisés en tant que police d'assurance pour le paiement d'éventuels coûts montants des intrants. Qui plus est, à ces facteurs s'ajoutaient les effets des liens d'interdépendance développés entre les "tractoristes" eux-mêmes. Il semblait ainsi qu'une sorte de pression "horizontale" poussait les "tractoristes" à ne pas antagoniser les autres "tractoristes" en pratiquant des prix plus bas. Nous reviendrons à cela un peu plus loin pour y rajouter encore un autre facteur, celui de la pression "verticale" de la part des acteurs plus puissants (en particulier l'association et l'Agromec).

Le maintien de hauts niveaux pour les prix des travaux agricole a débouché pour les "tractoristes" sur un cercle vicieux. En même temps que le tracteur personnel permettait au "tractoriste" de sortir d'une situation de petit propriétaire, ayant à payer des travaux mais aussi ayant à attendre pour leur exécution, ces prix le maintenait dans sa cour. En effet, face aux prix exorbitants, les villageois essayaient de réduire leur dépendance face à ceux qui détenaient les "moyens de production" en réduisant leur recours à des travaux mécanisés.

Le plafonnement des activités d'exploitation personnelle et de services mécanisés des "tractoristes" ne signifiait pas toutefois que les inégalités reliées aux exploitations familiales ne continuaient pas à se développer à l'intérieur du village. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, et comme nous le démontre encore une fois le cas des "tractoristes", des inégalités dans les positions occupées à l'intérieur du système socialiste et de son héritier jouaient bel et bien non seulement à mettre les *gospodării* villageoises dans une

¹⁴ Je ne dispose pas de données exactes sur le recours à des travaux mécanisés au village. Il semble toutefois que Buna ne connaissait pas d'abandon total de la machinerie dans le travail des terres en exploitation familiale. En même temps, les animaux ne remplaçaient que pour certaines opérations précises (le binage du maïs, le transport de la récolte) l'utilisation des tracteurs.

hiérarchie économique, mais aussi à les départager quant à leur capacité différentielle à faire face aux besoins en argent de leurs exploitations familiales.

Mais afin de comprendre les nouvelles voies de l'autonomie et de la dépendance au village, il faudrait nous retourner maintenant de l'analyse des activités agricoles des "tractoristes" vers celle, plus générale, des relations concrètes que les villageois développaient autour de leurs activités et exploitations agricoles.

Chapitre 13. Le travail de la terre: coopération, antagonisme et nouvelles dépendances (1997-1998)

13.1. Le travail dans l'exploitation agricole: entre la coopération et l'antagonisme

La décollectivisation et la rétrocession des terres ont débouché sur la mise en place d'une configuration particulière des relations tournant autour du travail dans les exploitations familiales villageoises¹. En fait, l'accroissement des superficies cultivées, ainsi que la disparition du contrôle qu'exerçait, pendant le socialisme, la coopérative sur la distribution et le travail des exploitations familiales (les lots personnels) ont donné libre cours au développement, autour du travail de la terre, tant de relations d'entraide que de relations de pouvoir.

13.1.1. La coopération

Avec la rétrocession de la terre, mais aussi avec la détérioration de la situation économique des ménages autant en ville que dans les campagnes, les anciens liens de coopération à l'intérieur de la famille élargie et des groupes de voisins et amis ont commencé à tourner de plus en plus autour du travail de la terre des exploitations familiales². Ces relations concernaient l'échange de biens, de services et de travail nécessaires au bon fonctionnement des exploitations familiales. Semences de céréales, transport de la récolte, aide au travail aux champs ou pour ensiler la récolte circulaient ainsi constamment à l'intérieur de réseaux de coopération à configuration mouvante.

Les partenaires de ces échanges étaient tout d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, les membres (adultes) d'une *gospodărie*. C'étaient eux qui partageaient l'ensemble de

¹ Je m'attaquerai ici seulement au travail dans les exploitations familiales, et exclurai ainsi le travail à l'intérieur de l'association. Dans le village de Buna, "travail de la terre" et "travail agricole" étaient largement devenus synonymes, après la décollectivisation, de travail dans les exploitations agricoles. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la large force de travail des coopératives (salariés et membres) avait été remplacée à l'intérieur de l'association juridique de Buna par un petit contingent d'employés administratifs (un président, deux comptables et un magasinier), de mécaniciens (un) et de conducteurs de tracteurs (huit). Tout ce personnel avait un statut d'employé salarié. L'association ne mettait sur ces terres que des cultures "mécanisées" et employait lors des campagnes quelques journaliers pour aider aux travaux. Comme l'association de Buna ne cultivait pas de maïs, toute trace de l'ancien système coopératif d'emploi (travail des membres selon le système des journées-travail ou celui de "l'accord global") a été éliminé. À Buna, l'association ne fonctionnait ainsi plus comme gros employeur de force de travail.

² Le travail de la terre prit ainsi une plus grande importance par rapport à l'autre objectif de ces liens, qui était l'accès à certains biens de consommation.

leurs ressources dans le cadre de l'exploitation familiale commune, et ce, même si les éventuelles branches composantes avaient des droits différents sur la terre exploitée. Le cercle de la coopération était néanmoins plus large que celui de la *gospodărie* villageoise, s'étendant plus loin au village et dans la campagne ainsi que, souvent, dans les villes.

Ainsi, au village, les relations de coopération incluait souvent des membres de la famille élargie qui ne faisaient pas partie de la *gospodărie*. Les liens les plus importants étaient ceux entre parents et enfants ou encore entre frères et sœurs formant des *gospodării* distinctes, mais pouvaient s'étendre à des liens de parenté plus éloignés encore (cousins, oncles, neveux, parents du conjoint d'un enfant). Qui plus est, ils pouvaient concerner aussi les relations de parenté fictive (parrain-filleul), ainsi que les relations d'amitié, basées la plupart du temps sur le voisinage ou sur une expérience d'emploi commune (souvent en usine pour les hommes et à la CAP pour les femmes). Ainsi, par exemple, dans une *gospodărie* d'un couple de retraités, le peu d'implication des enfants établis en ville dans le travail de la terre était compensé par des échanges soutenus avec les parents de leur bru. Ces relations entraînaient l'échange de biens et services équivalents (produits agricoles et travail).

Une grande partie des *gospodării* du village était aussi inscrite dans des liens qui dépassaient les limites du village, de la commune et de la campagne en général, et qui atteignaient ainsi les villes industrielles du pays. La plupart de ces liens concernaient les villes environnantes (Târgoviște, Moreni, Titu, Bucarest), mais plusieurs pouvaient concerner des villes encore plus éloignées de la Roumanie.

La grande majorité de ces liens concernait les relations établies entre des *gospodării* villageoises et les branches urbaines des familles étendues dont elles faisaient partie. La coopération avec ces branches passait le plus souvent par l'intermédiaire des relations parent-enfant, les parents étant souvent ceux qui, en gardant le contrôle de la terre, dirigeaient aussi les échanges de la *gospodărie* avec la branche urbaine. Ainsi, même dans les cas où la *gospodărie* était une *gospodărie* multi-générationnelle (et donc une *gospodărie* plus détachée de la branche urbaine qu'une *gospodărie* de retraités faisant partie d'une plus large *gospodărie* mixte-diffuse), les parents pouvaient décider d'élever un porc pour la ou les familles des enfants vivant en ville, ainsi que de leur redistribuer une partie des produits agro-alimentaires réalisées dans l'exploitation familiale. En retour, ces dernières pouvaient fournir la *gospodărie* villageoise en certains biens manufacturés achetés en ville (articles de nettoyage, vêtements, produits alimentaires tels que sucre ou riz), ainsi qu'avec, à

l'occasion, leur propre travail (pendant les fin de semaine ou encore pendant les congés pris durant les campagnes agricoles).

Finalement, remarquons que certaines *gospodării* villageoises pouvaient aussi s'engager dans des échanges avec des personnes et familles vivant en ville mais avec qui elles n'étaient pas apparentées. Souvent ces échanges venaient pallier au manque d'échanges entre la *gospodărie* et ces parents en ville. Ainsi par exemple, une *gospodărie* d'un "tracteuriste" retraité dont les enfants vivaient en ville et ne s'impliquaient qu'occasionnellement dans l'exploitation agricole, entretenait des liens assez étroits avec un chauffeur d'autobus vivant dans la ville de Moreni, et qui faisait la course entre sa ville et Buna. Celui-ci visitait souvent le "tracteuriste" et sa femme avant de recommencer sa course. Il recevait non seulement l'hospitalité de ceux-ci, des boissons ou parfois un repas, mais aussi des provisions pour sa famille (farine, choux, œufs, persil, pommes de terre). En retour, il leur donnait du diesel pour le tracteur (qu'il obtenait grâce à sa position de chauffeur, ayant accès soit directement, soit à travers ses amis, à cette ressource³).

13.1.2. ... et des conflits

La rétrocession des terres a amené toutefois non seulement de la coopération, mais aussi des conflits. Ainsi, le processus même de rétrocession a débouché sur d'innombrables conflits autour de l'appropriation de la terre entre les différents héritiers. En mettant les membres d'une famille élargie (le plus souvent des frères et sœurs mais parfois aussi des membres unis par d'autres liens de parenté), vivant autant au village qu'en ville, en opposition par rapport aux droits sur les terres héritées, la rétrocession n'a fait qu'envenimer les relations à l'intérieur de la famille élargie et ainsi faire baisser parfois considérablement le niveau de coopération en son sein. Les conflits mettaient souvent en opposition l'ensemble des membres d'une famille élargie, incluant ainsi ceux qui vivaient dans un même village ou dans des villages différents, que les membres qui vivaient en ville. Comme nous disait un villageois de Buna, "avec le retour de la terre, les frères se disputent entre eux", indiquant de par cela le drame des nouvelles fissions à l'intérieur des familles élargies. Les coûts des procès (comprenant le paiement d'un avocat, mais aussi des

³ Dans les conditions où le prix du diesel restait très élevé pour même pour les revenus villageois plus élevés, il était encore très apprécié en tant que "cadeau". D'ailleurs, de manière plus générale, le département de Dâmbovița (et probablement la Roumanie) connaissait en 1998 un intense marché noir en diesel (qui provenait des entreprises étatiques).

nombreux voyages en ville) jouaient néanmoins comme facteurs dissuasifs pour la poursuite et l'éventuel règlement de ces conflits à travers la loi.

Même dans le cas de règlement de l'héritage et ainsi des droits respectifs sur les terres, les conflits pouvaient se poursuivre dans le processus même de travail dans les exploitations familiales. Le plus souvent ces conflits concernaient les frontières entre des parcelles contiguës. En fait, lors des campagnes agricoles on pouvait enregistrer au village de nombreux cas où le travail mécanisé d'une parcelle avait débordé les limites étroites de la parcelle dans une parcelle voisine, ce qui amenait des récriminations réciproques et parfois des bagarres. Durant mon séjour à Buna, l'agronome de la Chambre agricole et l'agent agricole de la mairie furent appelées à plusieurs reprises à régler des conflits de ce genre en attestant les frontières de l'une ou l'autre parcelle de terre.

Finalement, les nouveaux conflits pouvaient concerner encore des vols directs dans le champ, surtout quand il y avait des cultures ayant une valeur marchande plus grande. Ainsi par exemple, le cas de la culture des légumes à Buna, culture qui n'avaient pas réussi à s'y imposer comme dans le village voisin de Lunca. En fait, même sur les terres les plus fertiles "au sable", la culture des légumes a été rendue inopérante à cause des nombreux vols de légumes. N'arrivant pas à se doter d'un système de gardiennage des champs comme à Lunca, la majorité des villageois de Buna avait finalement remplacé les légumes par les céréales. En effet, en 1998, il y avait seulement deux ou trois villageois qui cultivaient des légumes aux champs.

13.2. Les ambiguïtés des nouveaux chemins de la dépendance: possession de la machinerie et "possession des possibilités"

Mais au delà des réseaux de collaboration et des conflits que nous venons d'évoquer plus haut, et qui pointent surtout vers des relations horizontales à l'intérieur des groupes et réseaux de parenté, amitié et voisinage, la rétrocession des terres a aussi donné naissance à des rapports inégalitaires de dépendance qui structuraient de manière plus large l'ensemble du village.

13.2.1. La possession de machinerie agricole

Un premier critère jouant sur la configuration de nouveaux rapports de pouvoir était ainsi la possession différenciée de moyens de production, et en particulier de moyens mécanisés. Nous pouvons en fait distinguer toute une hiérarchie par rapport à la possession de machines et outillages agricoles, hiérarchie autour de laquelle se structuraient les relations de dépendance qui se créaient autour des exploitations familiales.

13.2.1.1. *Quels acteurs?*

En partant du bas vers le haut, nous pourrions ainsi distinguer: ceux qui ne disposaient d'aucun outillage (à part, bien entendu, des quelques outils manuels utilisés par toutes les *gospodării* pour le travail au jardin et pour certain travaux au champ); ceux qui disposaient d'un ou plusieurs chevaux, d'une charrette et éventuellement d'une bineuse; et finalement ceux qui disposaient de la machinerie agricole.

Remarquons tout d'abord que ceux qui disposaient seulement des moyens à traction animale n'étaient que de manière partielle mieux placés que ceux qui ne disposait d'aucun outillage. En fait, l'utilisation que les premiers pouvaient faire de leurs moyens de production, même si bénéfique pour leur exploitation ainsi que pour les échanges dans lesquels ils pouvaient s'engager, était relativement restreinte: un éventuel binage au champ pour la culture du maïs, le transport de la récolte à la maison, ou encore transport de produits agricoles pour vente sur le marché (lui aussi réduit aux foires avoisinantes).

Les plus avantageés étaient ainsi, et de loin, ceux qui disposaient de moyens mécanisés. Ce groupe était formé dans sa grande majorité des "tractoristes". En fait, à travers leur tracteur, ceux-ci se dotaient d'une certaine indépendance par rapport aux autres agents économiques fournissant des services mécanisés, tout comme d'une prééminence au sein de leur propre cercle de villageois dépendants de leurs services mécanisés.

La position des tractoristes restait toutefois mitigée. En fait, tout comme le reste des villageois, ils étaient eux-mêmes, du moins partiellement, dépendants d'autres agents économiques se trouvant encore plus haut qu'eux dans la hiérarchie locale. Ceux-ci étaient les chefs de l'association et de l'Agromec local, deux unités qui détenaient des machines ou des outillages dont les "tractoristes" soit ne disposaient pas du tout (les moissonneuses-batteuses), soit disposaient qu'en très petit nombre (les semoirs). En fait, l'association

disposait de 10 tracteurs et 3 moissonneuses-batteuses, tandis que l'Agromec disposait de 5 tracteurs et une moissonneuse-batteuse en fonction⁴.

Je pense ainsi que la dépendance la plus généralisée et la plus forte se manifestait en fait par rapport à ces deux agents. Héritiers de l'ancien secteur agricole socialiste, autant de par les unités qu'ils dirigeaient que de par leur passé d'anciens cadres locaux, les chefs de l'association et de l'Agromec possédaient les très rares semoirs (il y avait seulement deux "tractoristes" au village qui possédaient leur propre semoir), outillages encore assez indispensables pour l'ensemble des villageois. Qui plus est, ces deux unités avaient toujours le monopole sur des machines, les moissonneuses-batteuses, qui étaient, pour un grand nombre de villageois, indispensables pour la récolte de leurs cultures de blé ou de fourrages. Et c'est dans le cas des moissons et des semailles que nous nous retrouvons non seulement devant le nombre le plus petit d'outillages, mais aussi devant la plus grande réticence, de la part des villageois, à renoncer à des travaux mécanisés pour s'engager dans des travaux manuels.

En effet, si de nombreux villageois essayaient de réduire leur dépendance par rapport à l'association ou l'Agromec en cultivant plus de maïs, dont la récolte et éventuellement le semis se faisait manuellement, il n'en reste pas moins qu'une majorité d'entre eux cultivaient toujours une partie de leurs terres avec du blé et des plantes fourragères. Et pour la récolte de ces cultures (qui, depuis la collectivisation, se faisaient à l'aide des machines), les villageois n'étaient pas disposés à retourner au travail "à la scie". Ce travail était, avec le travail avec "la charrue à bœufs", un des symboles d'une "arriération" qu'ils considéraient comme faisant partie du passé.

C'est ainsi qu'à travers le monopole ou quasi-monopole sur les machines et outillages vitaux pour les exploitations familiales des villageois, les chefs de l'association et de l'Agromec réussissaient à entraîner la presque totalité des villageois dans un grand cercle de dépendance.

En 1998, bien que son pouvoir déclinait, l'agent premier restait toujours le chef de l'association. En fait, la position de pouvoir de l'association et de son chef rajoutait au quasi-monopole sur de la machinerie et des outillages vitaux pour les travaux agricoles des exploitations villageoises, des facteurs supplémentaires tenant au caractère particulier de l'association.

⁴ Rappelons-nous qu'en 1998 son nouvel acquéreur, Gane, avait repris seulement depuis une année l'activité de l'Agromec, et ainsi n'avait pas eu le temps de réparer tous les outillages de l'Agromec.

Ainsi, en tant qu'héritière de l'ancienne coopérative, l'association représentait pour les villageois l'incarnation d'un passé auquel une majorité d'entre eux avait choisi non pas de s'opposer (en gardant la totalité de leurs terres en exploitation familiale), mais plutôt de s'accommoder, en en y cédant une partie. La participation à l'association pourrait ainsi être vue non seulement comme une manière de réduire les superficies travaillées personnellement dans les conditions d'un manque de moyens, mais, du moins au débuts de l'association, comme une manière de "se prémunir contre le pire". En effet, surtout au début de la transition, de nombreux villageois étaient incertains quant à la solidité (et l'irréversibilité) des transformations politiques et économiques apportées après 1989. Mieux valait se prémunir contre un éventuel retour des communistes et de la coopérative en inscrivant une partie de sa terre dans l'association et se doter à l'avance de bons éléments pour son "dossier" politique.

Par ailleurs, l'existence de l'association au sein du village laissait active, même si à un niveau latent, une compétition autour des terres et de leur emplacement. En fait, la constitution de l'association s'était faite en préservant de larges parcelles de terre ayant appartenu à l'ancienne coopérative, et les villageois qui possédaient originellement des terres situées à l'intérieur des parcelles de l'association avaient ainsi reçu, à la place, des parcelles situées ailleurs. Comme ces villageois considéraient souvent ces parcelles de substitut comme étant de moindre qualité (désirant toujours récupérer les terres sur leurs emplacements originels), la participation à l'association pouvait aussi se constituer dans une manière de se donner un droit sur certaines terres de meilleure qualité, terres qu'ils pourraient acquérir éventuellement si l'association se dissolvait.

Finalement, la participation assez importante des tractoristes à l'association laisse penser que la participation à l'association n'était pas strictement une pratique liée au manque de moyens de production des villageois. Dans le cas des tractoristes au moins, il était assez évident que cette participation constituait un moyen non pas tant pour réduire les superficies exploitées à une taille optimale correspondant aux moyens de production dont disposait la *gospodărie*, qu'une manière de s'assurer un lien avec la plus importante entreprise agricole du village, l'association, ainsi qu'avec un des plus importants acteurs économiques au village, le président de l'association. Cette participation pouvait ainsi être une manière de s'assurer la bienveillance de la direction de l'association dans la perspective de l'accès à certains services offerts par l'association, entre autres la moisson du blé, mais aussi éventuellement les semis et le transport de la récolte.

Je pense ainsi que le chef de l'association, à sa tête depuis la constitution de l'association en 1991, avait développé un large cercle de dépendance, incluant autant les moins nantis que les mieux nantis du village, c'est-à-dire, du moins du point de vue de l'exploitation agricole, les tractoristes. La continuelle appartenance à l'association de ses membres en dépit des mauvaises performances, des retours de plus en plus petits envers les membres, et du mécontentement grandissant des villageois, était là d'ailleurs pour le prouver.

Si en 1998 l'association était encore la seule entreprise agricole au village travaillant des superficies de terre de plus grande envergure, la reprise de l'Agromec par le nouveau chef (Gane) semblait aller vers la constitution d'un éventuel pôle alternatif de pouvoir. Ayant pris les rênes de son unité depuis seulement une année, ce dernier n'avait pas encore eu le temps, comme le chef de l'association, de consolider sa position. Il affirmait toutefois son désir de constituer une deuxième association au village et d'étendre l'ampleur des travaux agricoles qu'il réalisait au compte des petits propriétaires du village.

13.2.1.2. Quelle hiérarchie?

Les relations entre les deux chefs étaient toutefois en 1998 plutôt de collaboration que de compétition. Le chef de l'Agromec semblait avoir adopté une stratégie de "mise en dépendance" de l'association et de son chef. Il avait ainsi donné à ce dernier une voiture qu'il avait rapportée de l'étranger, sans lui demander d'argent en retour (du moins pour le moment). Il était aussi celui qui prêtait de l'argent pour les besoins de l'association, en dépit du désir de nombreux membres de voir l'association emprunter d'eux-mêmes et ainsi se maintenir plus autonome par rapport aux agents extérieurs. En retour, il avait obtenu des contrats de la part de l'association pour travailler de larges parcelles de terre de cette dernière (rappelons-nous que l'association Mândruța exploitait en 1998 quelque 1000 hectares), s'assurant ainsi un débouché de plus grosse envergure que le travail sur les petites parcelles des exploitations familiales. En 1998, les relations entre le chef de l'association et le chef de l'Agromec commençaient toutefois à se détériorer, car l'association, prise dans le blocage général qui affligeait l'agriculture roumaine, était en retard de paiements envers l'Agromec.

Je pense toutefois que, même dans ces conditions, les conflits entre les deux chefs n'atteignaient pas encore l'utilisation des outillages et machineries (moissonneuse-batteuse et semoirs) dont ils détenaient ensemble le monopole, et qui constituait une des bases de

leur position de pouvoir au village. Dans ce domaine du moins, je pense que leurs relations débouchaient non pas sur une compétition, dont auraient bénéficié en dernier lieu les villageois, mais plutôt sur une collaboration menant à un partage de la clientèle, qui en restait ainsi captive.

Qui plus est, la création de ces clientèles "captives" rentabilisaient non seulement leurs outillages plus rares, mais l'ensemble des outillages dont ils disposaient dans leurs unités. Comme me le racontait un villageois, les outillages les plus rares (moissonneuse et semoir) pouvaient être utilisés pour s'assurer de force un débouché pour les autres outillages: "Tu ne peux pas ne pas ne pas continuer à faire les travaux avec eux, car ils te disent: si tu ne veux pas que je te travaille au printemps (c'est-à-dire avec le tracteur, pour le labour, la herse et le semis), ne t'attends pas que je vienne travailler pour toi en automne (donc lors des moissons)".

L'utilisation plus large que les chefs de l'association et de l'Agromec faisaient des outillages de leurs unités (en particulier, l'utilisation des tracteurs pour travailler les terres des petits propriétaires) faisaient aussi que le nombre de villageois faisant appel aux services mécanisés des "tractoristes" était réduit en conséquence. Les "tractoristes" avaient ainsi eux aussi à subir l'imposition du pouvoir des deux chefs, voyant leurs clientèles respectives limitées souvent à un cercle restreint de client fidèles recrutés parmi leurs parents, voisins et amis.

Mais les deux chefs contribuaient aussi d'une autre manière à réduire l'ampleur des clientèles des "tractoristes". En fait, je pense qu'ils avaient un rôle assez important dans la montée et le maintien au village de prix assez élevés pour les travaux agricoles, prix qui amenaient de nombreux villageois à réduire leur recours à ces travaux. Ainsi, en dehors de la montée des prix des intrants (qui était invoquée d'ailleurs par tous les "tractoristes"), je pense que la cause plus immédiate de la montée des prix des travaux agricoles se trouvait aussi dans certaines pressions exercées à travers les rapports de pouvoir au niveau du village. Ainsi, plus important encore qu'une éventuelle pression horizontale, et peut-être aussi premier au moment des changements successifs de prix, il y avait une pression "verticale" transmise à travers les rapports de pouvoir à l'intérieur du village. Celle-ci était exercée par les agents économiques les plus forts au village (en particulier les chefs de l'Agromec et de l'association), et c'est elle qui poussaient en premier les autres agents (les "tractoristes") à augmenter et par la suite maintenir des prix élevés.

Pour les premiers, en fait, le maintien des hauts prix n'était pas aussi nocif que pour les "tractoristes". Grâce à leurs clientèles captives, l'Agromec et l'association s'assuraient effectivement, en maintenant de hauts prix, des rentrées plus hautes. Ainsi, en dépit de la multiplication des agents indépendants disposant et désireux d'exécuter des travaux agricoles, les agents les plus forts réussissaient à maintenir les prix élevés, à conserver leurs clientèles et ainsi à restreindre les "tractoristes" à des cercles restreints d'influence.

Le résultat, pour le reste des villageois, du partage et de la hiérarchisation des sphères d'influence au niveau des travaux agricoles mécanisés était que, en dépit de la réduction du recours aux travaux agricoles mécanisés dans leurs exploitations, les villageois se trouvaient pris, du moins en partie, dans des cercles de dépendance qui leur laissaient peu de marge de manœuvre. En fait, non seulement l'association et l'Agromec essayaient de tenir captifs leurs clientèles, mais aussi les "tractoristes. Ainsi, les "tractoristes" pouvaient utiliser pour cela, en dehors des liens de parenté ou d'amitié, un autre moyen. En effet, les clients qui essayaient de "voir ailleurs" et ne faisaient pas preuve de fidélité pouvaient être sanctionnées par le retard dans l'exécution des travaux ou par la mauvaise qualité de ces travaux.

13.2.2. Avoir ou ne pas "avoir la possibilité"

C'est ainsi que nous pourrions introduire ici un second facteur de différenciation au village, facteur qui joue autant au niveau de l'ensemble du village, qu'au niveau des *gospodării* dépourvues de moyens mécanisés: la position que les membres adultes de la *gospodărie* occupaient dans la hiérarchie économique et sociale locale, et en particulier dans le secteur économique hérité du socialisme. En fait, non seulement pour les "tractoristes", mais aussi pour l'ensemble des villageois, les positions passée et présente dans l'ancien secteur économique socialiste jouaient sur la capacité de la *gospodărie* à s'engager dans des échanges avec les autres *gospodării*, et ainsi sur sa place dans les rapports de pouvoir locaux.

Ainsi, les anciens occupants des postes de cadres, ainsi que des postes de "producteurs directs" donnant un contrôle direct sur des ressources du système, avaient dans leur grande partie pu utiliser leurs positions, autant pendant le socialisme qu'après, pour se doter de ressources ou de services utilisables comme pièces d'échange au compte de leurs propres *gospodării*. Ces *gospodării* se sont trouvées ainsi disposer d'une meilleure

position pour négocier une place de choix parmi la clientèle des fournisseurs de services agricoles mécanisés. En fait, ils disposaient non seulement de plus de ressources monétaires leur permettant de payer à temps les travaux agricoles pour leurs exploitations, mais ils pouvaient offrir aussi des services et des biens en échange d'un service mécanisé rapide et de qualité (des leçons privées ou faciliter l'entrée au lycée, si on était professeur d'école; trouver un emploi pour un fils ou une fille, si on était cadre à une entreprise; donner de la viande et d'autres produits si on était employé au complexe d'élevage porcin du village avoisinant; donner de l'essence si on était chauffeur sur un autobus etc.).

Mais, bien qu'à Buna de nombreuses *gospodării* comprenaient des membres ayant appartenu à l'ancienne couche moyenne de "producteurs directs" les mieux insérés dans le système (les *navetiști* en faisaient dans leur majorité partie, surtout ceux qui, comme à Buna, ont travaillé dans la construction), ou encore à l'ancienne couche supérieure des cadres, il n'en reste pas moins qu'une partie des *gospodării* du village ne connaissaient pas le même sort, étant, autant pendant le socialisme qu'après, des "producteurs directs" qui se trouvaient, au plus, en marge du système.

En 1998 cette couche était je pense assez réduite. Elle comprenait surtout des *gospodării* de retraités, et en particulier des retraités de la coopérative, qui étaient dépourvus de forts liens avec leurs descendants vivant en ville. Leur manque de ressources constituait en soi un handicap, car non seulement ils devaient réduire le recours à des travaux mécanisés, mais même quand ils le faisaient ils devaient avoir recours au crédit et ainsi demander pour une faveur supplémentaire de la part de leur fournisseur de services mécanisés. N'ayant presque aucun service ou bien à offrir en retour, ils se trouvaient bien entendu à la marge des cercles de clients des agents économique. La même sort était celui des *gospodării*, très peu nombreuses encore en 1998, comme nous l'avons vu plus haut, multi-générationnelles mais sans membres engagés dans une emploi formel. Disposant au plus de une ou deux pensions de retraite, mais ayant à leur charge plusieurs bouches à nourrir, ces *gospodării* ne disposaient elles non plus de ressources monétaires ou de services et biens à offrir contre des services mécanisés. La proportion de toutes ces *gospodării* défavorisées au village était en 1998 encore très faible, mais, avec la poursuite des licenciements et la fin des allocations de licenciement compensatoires, était vouée à s'accroître dramatiquement.

Localement, les deux catégories de *gospodărie* que nous venons d'évoquer - celles qui se trouvaient en haut, et qui disposaient d'une diversité de ressources "échangeables",

et celles qui se trouvaient en bas et qui étaient dépourvues de ces ressources - étaient désignés respectivement comme des *gospodării* qui "ont des possibilités" (*au posibilități*), et des *gospodării* qui "n'ont pas de possibilités" (*n-au posibilități*). "Avoir des possibilités" désignait ainsi avoir accès à un ensemble de ressources qui ouvraient des possibilités autant d'accumulation matérielle que de développement de relations sociales.

13.3. L'utilisation de la main d'œuvre non familiale dans les exploitations agricoles

Ce deuxième critère de hiérarchisation locale nous entraîne à reconsidérer la configuration des rapports de dépendance. En fait, en dépit de décalages certains par rapport aux détenteurs d'outillages mécanisés, les *gospodării* de la large couche de ceux qui "avaient des possibilités" n'en étaient pas pour autant trop dépendants. En fait, non seulement elles pouvaient se payer des services mécanisés, mais elles étaient aussi les *gospodării* connaissant la plus grande diversité d'activités et donc pour lesquelles l'exploitation familiale occupait encore une place secondaire.

C'est ainsi que, je pense, les rapports de dépendance se jouaient non pas seulement entre possesseurs/non possesseurs d'outils mécanisés, mais aussi entre ceux qui "avaient des possibilités" et ceux qui n'en avaient pas. Désignant un clivage qui était appelé à s'agrandir dans le futur, cette distinction faisait jouer des rapports de pouvoir non pas autour de l'utilisation de la machinerie, mais autour d'un autre élément: l'utilisation de la main d'œuvre dans les exploitations agricoles⁵.

En fait, de nombreuses *gospodării* qui "avaient des possibilités" pouvaient se trouver dans un manque relatif de main d'œuvre pour les travaux manuels de leurs exploitations. En effet, la main d'œuvre dont elles disposaient se trouvaient souvent diminuée à cause du vieillissement des parents, de la résidence urbaine des enfants, des frères ou des sœurs (dans le cas des *gospodării* de retraités faisant partie des *gospodării* mixtes-diffuses), ou encore de l'emploi dans le secteur étatique de ses membres adultes (dans le cas des *gospodării* multi-générationnelles). Ne pouvant compenser pour ce manque de force de travail que partiellement par le recours à des échanges de services et biens avec

⁵ Je considère que l'utilisation de la force de travail "salarisée" concernait le plus les exploitations familiales, et que c'était ainsi dans ce secteur qu'elle devenait problématique. Comme nous l'avons vu, l'association ne constituait pas, à la différence de l'ancienne coopérative, qu'un employeur très marginal de force de travail. Ainsi, nous pouvons dire que le problème du travail a été transféré après la rétrocession de la terre de l'ancienne coopérative à la multitude des nouveaux petits propriétaires.

leur cercle de parents et amis, ces *gospodării* se voyaient contraintes souvent à faire recours à une force de travail extérieure à ce cercle, c'est-à-dire à des salariés.

D'un autre côté, les membres des *gospodării* "jeunes" qui disposaient de peu ou pas de revenus, mais aussi ceux, plus âgés, des *gospodării* de retraités de la CAP qui ne disposaient pas de forts liens avec une branche urbaine, pouvaient se trouver contraints de devoir réaliser des revenus supplémentaires en allant travailler en tant que bras de travail sur les exploitations familiales d'autres *gospodării* mieux nanties (réalisant ainsi la *muncă cu ziua*, ou le "travail à la journée").

Dans sa plus grande partie, le travail à la journée⁶ était payé en argent. Il coûtait en 1998 30.000 *lei* (ou l'équivalent à l'époque de 4 dollars américains) pour une journée de huit à dix heures de travail manuel aux champs ou dans le jardin. Le travail pouvait comprendre le labour à la bêche ou à la binette, la cueillette du maïs, ainsi que la mise en remorque et par la suite l'engrangement de la récolte. La journée de travail s'étalait généralement entre sept heures du matin et la fin de l'après-midi (entre quatre et six heures de l'après-midi). Elle comprenait aussi, en tant que pauses et paiement supplémentaire, deux repas dans les champs (vers dix et deux heures), ainsi qu'un repas à la fin de la journée à la maison de l'employeur.

Le paiement de la journée de travail pouvait se faire aussi autrement que seulement en argent. Ainsi, les "tractoristes" pouvaient réaliser des travaux mécanisés et demander en retour le nombre équivalent de journées de travail de la part des membres de la *gospodărie* pour laquelle ils avaient réalisé les travaux (par exemple, pour le labour d'un demi-hectare, qui coûtait 150.000 *lei*, l'équivalent était de cinq journées de travail). D'autres villageois qui "avaient des possibilités" pouvaient utiliser d'autres biens et services pour les offrir en échange de journées de travail. Ainsi par exemple, la gestionnaire du magasin coopératif du village offrait des marchandises à crédit, et demandait en retour non pas la valeur en argent des marchandises, mais l'équivalent en journées de travail. Un professeur d'école pouvait, de la même manière, demander en échange des leçons privées données aux enfants d'autres villageois non pas de l'argent, mais du travail manuel.

⁶ J'utiliserai l'expression "travail à la journée" pour définir ce type de travail, et non pas celle de "travail salarié". En faisant cela, j'utilise les catégories employées localement, ce qui m'aide à distinguer le "travail à la journée" en tant que travail occasionnel. Le travail "salarié" pointe localement vers la catégorie de *salariați* ("salariés"), qui désigne au village (et généralement en Roumanie) les employés permanents des entreprises étatiques.

L'utilisation de la force de travail engagée prenait au village principalement la forme du travail à la journée, et l'expression "avoir des gens au travail" (*a avea oameni la muncă*, avec ses deux variantes, *la sapă* ["à la bêche"] et *la cules* ["à la cueillette"]) équivalait en fait à un emploi ponctuel et occasionnel de villageois pour le travail dans l'exploitation familiale. Les *gospodării* "ayant des possibilités" tendaient néanmoins à essayer de "fidéliser" la force de travail qu'elles employaient, voulant s'assurer ainsi une offre constante de main d'œuvre. Certaines familles avaient ainsi leurs hommes ou femmes attirés qui travaillaient pour eux depuis des années.

L'entreprise de "fidélisation" supposait souvent une sorte de prise en charge de la part de la *gospodărie* employeuse de la *gospodărie* dont les membres étaient ses employés. Ainsi, elle supposait non seulement le paiement en argent, en nature et en repas des journées de travail, mais aussi des dons en nourriture et vêtements. Une professeur voulant "fidéliser" la *gospodărie* voisine, afin de s'assurer le travail de ses membres (la mère, la fille et le fils), était même allée jusqu'à leur acheter un porc, la *gospodărie* voisine s'étant trouvée à l'approche de Noël sans porc ni argent pour s'en acheter un. De cette manière, la professeur, qui avait toujours besoin de main d'œuvre pour le travail de ses terres (son mari était mort et sa *gospodărie* se composait seulement de sa belle-mère, trop vieille pour travailler, et de son fils cadet, encore occupé avec ses études), espérait s'ouvrir une sorte de ligne de crédit payable en journées de travail par les membres de la *gospodărie* voisine.

Même dans ces cas toutefois, la fidélité des gens au travail était difficile à acquérir et à garder, et ceci malgré le sous-emploi local. Réussir à avoir quelqu'un au travail était ainsi une entreprise de continuelle renégociation, entreprise dans laquelle les deux parties (employeurs et employés) essayaient d'avoir le dessus.

En fait, en dépit des inégalités certaines dans les rapports de pouvoir entre les deux parties, les *gospodării* "sans possibilités" disposaient elles aussi de certains atouts qu'elles savaient souvent manipuler à leur avantage à travers une série de stratégies.

Si nous regardons de plus près le développement des relations de dépendance entre les mieux et les moins nanties *gospodării*, nous constatons que l'avantage principal des *gospodării* qui "avaient des possibilités" était le fait que les *gospodării* "sans possibilités" manquaient de ressources, car c'est cette absence qui poussait les membres des *gospodării* les plus démunies à vendre à d'autres villageois leur force de travail. Plus particulièrement, le manque le plus "coûteux" pour les *gospodării* démunies était le manque d'argent. C'est en fait à cause de ce manque qu'elles se voyaient forcées d'accepter en tant que paiement de

leur force de travail des biens et services, même si elles préféraient toujours se faire payer en argent. Ainsi, les *gospodării* les moins nanties se trouvaient prises dans un cercle vicieux de dépendance par rapport aux *gospodării* les mieux nanties. La dépendance s'agrandissait d'autant plus que, en donnant des biens et services contre du travail manuel, les *gospodării* "ayant des possibilités" économisaient leurs propres ressources monétaires.

Le cercle vicieux de cette dépendance était toutefois limité. Tout d'abord, il était limité par les besoins mêmes en force de travail des *gospodării* nanties. Ces besoins étaient circonscrits par l'étendue de leurs exploitations personnelles, et par la structure des cultures et ainsi du partage entre travaux mécanisés et travaux manuels, à l'intérieur de l'exploitation. Si toutes les exploitations avaient une part importante cultivée en maïs (et donc nécessitant des gros investissements en force de travail), il n'en reste pas moins que, comme nous l'avons vu, la taille globale des exploitations familiales était assez réduite, seulement un très petit pourcentage d'entre elles ayant plus de 3 hectares.

Plus important que ceci toutefois, le cercle de la dépendance était limité aussi à travers une rareté relative de la main d'œuvre au village, rareté qui donnait une certaine marge de manœuvre à ceux qui visaient s'engager en tant que journaliers agricoles.

En fait, Buna, de même que d'autres villages de la région, connaissait un manque global de force de travail désirant s'engager pour travailler dans les exploitations familiales. Ainsi, par exemple, un "tracteuriste" qui avait essayé de "fidéliser" un groupe de journaliers en travaillant leurs terres avec le tracteur sans leur demander d'être payé sur le coup, et en leur donnant à plusieurs reprises des "cadeaux" (en produits agricoles tels que grains ou moulée; ou en biens de consommation tels que vêtements), n'y était pas arrivé complètement. Chaque fois que sa femme faisait appel à ce groupe de journaliers, le jour du travail aux champs il y en avait au moins un qui annonçait qu'il était malade ou qu'il avait un problème en famille qui l'empêchait de venir au travail. De la même manière, notre institutrice qui a fait un porc en cadeau à ses voisins s'était vue "évitée" par ces derniers quand la période des travaux aux champs approchait. Ainsi, en dépit des efforts des *gospodării* qui "avaient des possibilités" pour fidéliser des villageois moins nantis, les "gens au travail" (*oameni la muncă*) étaient difficiles à trouver.

Afin de comprendre ce manque de main d'œuvre pour le travail journalier, regardons la structure de l'emploi au niveau du village et des *gospodării*. Comme nous l'avons vu plus haut, un grand nombre parmi les anciens *navetiști* (des hommes, mais aussi des femmes, ayant plus de 30 ans) étaient encore employés dans leurs unités, tandis que

ceux qui étaient déjà licenciés pouvaient encore compter sur les montants reçus lors de leur licenciement en tant que paiements compensatoires. Toutefois, une large partie des jeunes ayant atteint l'âge du travail (16 ans) après 1990, étaient souvent sans emploi, une minorité d'entre eux seulement ayant continué les études, ou ayant trouvé des emplois déclarés.

Paradoxalement, le manque d'emploi formel et de revenus à l'intérieur du groupe des jeunes ne constituait pas pour autant un facteur qui inciterait ceux-ci à s'engager plus massivement dans le travail à la journée. En vérité, le travail à la journée était principalement le fait des membres adultes (ayant parfois un âge assez avancé, se situant même dans la soixantaine). Qui plus est, parmi ceux-ci, la place de choix était régulièrement occupée par les femmes (qui se trouvaient dans tous les groupes d'âge, de la vingtaine jusqu'à la soixantaine, mais qui, elles aussi, se concentraient plutôt vers le pôle des 40-60 ans). Les hommes étaient ainsi minoritaires, et se concentraient vers la frange la plus âgée, celles des plus de 50 ans.

Le manque de disponibilité des villageois les moins nantis pour le travail à la journée pointe ainsi non pas tant vers un manque d'emploi ou de revenus, que vers une certaine conception du travail et de sa distribution à l'intérieur de la *gospodărie*.

13.4. Le retour difficile au travail agricole, ou comment faire du travail agricole un "travail pour soi"

La prépondérance des femmes et des hommes plus âgés parmi les villageois engagés dans le travail à la journée pointe vers une continuité entre ce travail et le travail à la coopérative pendant le socialisme. En fait, comme nous l'avons vu au chapitre 5, le développement de l'emploi industriel a débouché sur une féminisation et un vieillissement de la force de travail des coopératives agricoles de production.

La continuation de ce phénomène après le changement de régime trouve en partie son explication dans la continuation de l'emploi industriel par une large partie des *navetiști* de Buna. Ainsi, comme nous l'avons vu, en dépit de la rétrocession des terres, l'exploitation et le travail agricoles étaient restés secondaires sur le plan des activités de la *gospodărie*.

Le changement de la situation après 1997 pointe néanmoins vers un renversement de cette situation. Avec la perte de l'emploi industriel, les *gospodării* villageoises allaient se retrouver de plus en plus contraintes à donner de la priorité à leurs activités agricoles. Le fait que ceci n'était pas encore le cas en 1998, et surtout pour les jeunes, les plus frappés

par le chômage, nous indique alors un ré- aménagement difficile des conceptions relatives au travail.

Je pense en fait que la difficulté de s'engager dans le travail "à la journée" trouvait aussi sa racine, entre autres, dans le fait que ce type de travail entraînait en contradiction avec les conceptions du travail dominantes au village. Je distingue ainsi deux conceptions principales, durant les 50 années précédentes.

13.4.1. Les deux conceptions du travail: le travail industriel salarié et le travail agricole incessant

Ainsi, une première conception était celle qui valorisait le travail industriel au détriment du travail agricole. Résultant de trente années de *navetă* ("navette") et de travail industriel, et allant en ligne avec l'idéologie promue par le régime socialiste, elle était à la fin des années 90 surtout le fait des *navetiști* du village. Pour ceux-ci, le travail industriel avait représenté la voie à travers laquelle ils ont accédé au statut supérieur "d'ouvrier", de "salarié" avec *servici* (emploi dans le secteur étatique), ainsi qu'à un mode de consommation urbain et "moderne". De plus, le travail industriel était aussi devenu, au moins pour les *navetiști*, le modèle du travail incessant et dur donnant la valeur sociale d'une *gospodărie*. Un villageois ayant travaillé pour plus de 40 ans dans l'industrie et la construction, à la retraite en 1998, considérait ainsi que le "vrai" travail était le travail au *servici*, ceux qui étaient restés travailler à la coopérative ayant eu une "vie de paresse". En fait, pour lui, ces derniers se réveillaient quand ils voulaient, sans souci d'un programme et de l'effort demandé par la *navetă* quotidienne et par la discipline du travail industriel.

Finalement, et peut être le plus important, le travail industriel, et généralement le travail salarié dans un *servici*, donc dans le système d'emploi socialiste, et particulièrement dans le secteur étatique, était venu remplacer pour de nombreux villageois le travail agricole sur son lopin de terre en tant que travail "pour soi". Il était ainsi devenu le travail à travers lequel celui qui l'exécutait ne perdait pas le contrôle sur soi-même, mais contribuait plutôt à accroître l'autonomie de sa propre *gospodărie*. En fait, l'aliénation impliquée par un travail en dehors de sa cour était contrebalancée, pendant le socialisme, et pour une majorité de villageois, par l'accès à une consommation urbaine auquel l'argent ainsi gagné donnait la possibilité, ainsi que par l'appropriation privée d'une partie des ressources du système à travers le vol.

Une deuxième conception du travail était celle, plus ancienne, valorisant le travail agricole au détriment du travail industriel, et en particulier le travail dans le cadre de sa propre exploitation agricole. Avant la collectivisation, le travail incessant sur la terre constituait la valeur dominante au village, étant un des principaux critères qui structuraient la hiérarchisation des *gospodării* villageoises selon leur valeur sociale. Après la collectivisation, l'industrialisation avait amené le travail salarié à prendre le dessus et à s'imposer à la place comme valeur dominante, reléguant le travail sur sa propre terre comme valeur secondaire. En fait, bien que le travail sur sa propre terre continuait d'être valorisé en tant que travail sur le lot personnel, il était alors vu seulement en conjonction avec le travail salarié, et, tout comme ce dernier travail, subordonné à la quête d'un niveau de consommation toujours plus grand.

Après le renversement du régime communiste, la rétrocession des terres a amené certains des anciens paysans riches et moyens, maintenant à la retraite et ayant dépassé l'âge adulte, à trouver une nouvelle fierté dans la possession et dans le travail de leur propre terres, et ainsi à réaffirmer la primauté d'une hiérarchie locale basée sur la possession de la terre ainsi que sur le travail incessant sur ces propres terres. Ces tentatives de valorisation du travail agricole dans sa propre cour passaient aussi à travers une comparaison avec le travail industriel. Comme me le disaient de nombreux villageois, "le plus difficile travail est le travail en agriculture, car c'est seulement la moitié que nous faisons avec notre propre main, l'autre moitié c'est Dieu". Ce travail était ainsi apprécié pour son niveau de difficulté, car il était vu comme un travail risqué, qui n'était pas sûr de son résultat, comme en industrie.

La reprise de cette conception posait toutefois un problème important. En fait, la mise en équation du travail dans son exploitation agricole et du travail "pour soi" entraînait en contradiction avec l'incapacité de ces exploitations à assurer par elles-mêmes une autonomie aux *gospodării*, dans les conditions où les performances de ces exploitations étaient dépendantes non seulement de la superficie travaillée et de l'effort déposé, mais aussi des sources de revenus externes à elles. C'est ainsi que de nombreux villageois de Buna se percevaient eux-mêmes comme moins impliqués et motivés par le travail agricole, et donc comme moins travailleurs que leurs voisins de Lunca, qui, s'étant dédié à la culture commerciale des légumes, se livraient à un travail acharné et ininterrompu lequel ne cessait pas d'étonner et de complexer les villageois de Buna.

Qui plus est, le "travail agricole incessant" dans sa propre cour ne se posait pas,

pour ceux qui le prônaient, en opposition avec le travail industriel. En effet, les mêmes gens qui vantaient leur travail incessant sur leur propres terres avant la collectivisation, n'oubliaient pas, en parlant de leur propre trajectoire après la constitution de la CAP, de s'enorgueillir de leur insertion dans le système socialiste de travail. De la même manière, une autre source de fierté constituait leur succès dans l'effort d'assurer pour leurs enfants des emplois industriels et des appartements en ville. Je pense que ceux qui défendaient le modèle du travail agricole incessant jouaient sur deux acceptions différentes du "travail pour soi". La contradiction apparente entre les deux acceptions (travail industriel et travail agricole incessant) se résolvait par la référence à un même travail contribuant à la prospérité et l'agrandissement de sa propre *gospodărie* (le travail pour soi).

La conception du travail incessant dans sa propre cour restait ainsi secondaire, ne réussissant pas à reprendre son ancienne position dominante, le travail salarié restant encore un modèle (hélas, d'un monde révolu) que les nouvelles jeunes générations voyaient miroiter à travers la trajectoire de vie de leurs parents. Il restait toutefois une valeur locale assez répandue au village, bien que, pour de nombreux villageois, secondaire au travail salarié et industriel.

13.4.2. Le travail "à la journée": un "travail pour soi"?

Pour en revenir toutefois au travail à la journée, nous pouvons ainsi voir que, pour sa part, il entraînait en contradiction avec les deux principales conceptions du travail au village. En fait, le travail à la journée n'était ni un travail industriel ni, plus largement, "salarié" (dans le sens qu'il prenait localement, d'emploi permanent dans les structures formelles de l'ancien secteur socialiste), ni un travail agricole dans sa propre cour. En tant que travail agricole pour un autre villageois, il était l'incarnation même du travail "pour l'autre", du travail aliéné impliquant la perte de contrôle de soi-même.

En fait, le travail agricole pour un autre, pour un "particulier", résonnait encore pour certains villageois avec l'image de féroce exploitation que le régime socialiste (mais aussi, par la suite, les gouvernements du FSN/PDSR) avait promue à l'égard de l'agriculture roumaine d'avant la seconde guerre mondiale. Ainsi, pour ces villageois, le travail à la journée représentait un nouvel asservissement, comparable à celui du temps des gros propriétaires terriens, les boyards. La nouvelle modification de la loi foncière proposée par le gouvernement de la CDR (et qui stipulait l'accroissement de la limite des terres

rétrocédées de 10 hectares à 50 hectares) était perçue comme un retour en arrière, apportant avec elle la menace d'une généralisation du travail pour l'autre. Comme me le disait une villageoise, "les *țărăniști* (membres du PNȚCD, le "Parti national paysan chrétien et démocrate") veulent retourner les temps, aller vers les boyards! Avec la modification de la loi foncière, ils veulent m'obliger moi, qui n'ai pas de terre⁷, d'aller serf chez lui, chez les anciens boyards ou leurs enfants. Comme je n'ai pas de *servici* pour aller en industrie, je devais aller travailler chez lui!"

L'association entre le travail à la journée dans la Roumanie de fin de millénaire et le travail asservi sur les grands domaines d'avant la guerre⁸, même si elle n'était pas nécessairement directe, était non seulement assez répandue mais aussi assez efficace de par les images fortes qu'elle évoquait. Elle n'allait toutefois pas sans ses paradoxes. Ainsi tout d'abord, les éléments de ce discours étaient parfois repris directement dans les manuels de littérature d'école primaire. Par exemple, un des éléments les plus utilisés et les plus forts était la fameuse image du paysan auquel son maître met une muselière afin de l'empêcher de manger les raisins qu'il allait cueillir pour lui. Cette image avait été forgée par l'écrivain socialiste Zarahia Stancu dans son roman "Nu-pieds", et se trouvait incluse dans le fragment sélectionné pour figurer dans le manuel de littérature. Elle était reprise comme un fait connu à travers la transmission interpersonnelle orale, insérée donc dans l'expérience concrète et vécue des campagnes et ainsi d'autant plus crédible et véridique.

L'association entre le travail à la journée et le travail servile d'avant la guerre présentait encore un autre paradoxe. Ainsi, non seulement passait-elle par des images littéraires promues par le régime socialiste, mais aussi était-elle surtout le fait des couches villageoises les plus aisées ("tractoristes", anciens cadres, producteurs directs bien insérés dans le système socialiste et encore assez prospères durant la transition). Celles-ci étaient aussi les couches les moins menacées par une baisse de revenus et de ressources, et ainsi les moins susceptibles à s'engager dans le travail à la journée. Elles étaient en fait, au contraire, les plus susceptibles de s'ériger elles-mêmes en employeurs de main d'œuvre villageoise. Agitant le spectre de l'exploitation de la part d'une couche de boyards qui avait, dans les

⁷ Elle faisait partie d'une *gospodărie* de tractoristes qui possédait un peu plus de 5 hectares. Comme nous le verrons plus bas, ce n'était nécessairement pas les plus démunis qui tenaient ce discours sur le retour au temps des boyards.

⁸ Travail qui, comme nous l'avons vu au chapitre 3, était très réduit, étant donné que la loi agraire de 1921 avait pratiquement détruit la grande propriété foncière. Il est intéressant d'observer ainsi la force de la propagande communiste à l'égard des boyards "exploiteurs"!

faits, un très faible potentiel pour perturber les structures locales de production⁹, les membres des couches les plus aisées du village essayaient ainsi du même mouvement d'obscurcir leur propre position dominante.

En dépit de ces paradoxes, il n'en reste pas moins que le travail à la journée avait fortes connotations négatives au village. C'est ainsi, je pense, qu'une grande partie de villageois essayaient autant que possible d'éviter ce type de travail.

13.4.3. Le travail "pour soi" et le travail "pour l'autre": statut et différenciations internes à la *gospodărie*

Ceux qui s'engageaient dans ce travail étaient, en effet, majoritairement ceux qui avaient été déjà les plus défavorisés au temps du communisme, en particulier les anciens membres de la coopérative agricole, des femmes, mais aussi parfois des hommes, plus âgés, souvent à la limite de leur âge actif. Leur prépondérance parmi les *oameni la muncă*, ainsi que parmi les membres de la CAP, était le résultat des processus de division du travail et des rôles à l'intérieur de la *gospodărie* entraînés par la collectivisation et l'industrialisation socialistes, et reproduites par la suite après le changement de régime.

Cette division impliquait tout d'abord une orientation vers le bien-être des jeunes générations. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, après la collectivisation et l'industrialisation, le bien-être des enfants était devenu, à la place du développement du patrimoine de la *gospodărie*, la nouvelle cible des efforts de la *gospodărie*. Ce bien-être s'exprimait non pas en termes d'héritage en terres, mais en termes d'assurance d'un emploi dans le secteur étatique ainsi que d'un niveau et d'un mode de consommation calqué sur le modèle urbain. Ceci fait que la valeur sociale d'une *gospodărie* était arrivée à s'exprimer, au village, à travers sa performance par rapport au bien-être des enfants (et donc à leur emploi), et non pas tellement à travers l'emploi des parents âgés. En d'autres termes, la continuation par les parents âgés du travail à la coopérative (la plus basse position dans la hiérarchie des emplois et des types de travail), bien qu'évitée si possible, pouvait toutefois être "compensée", sur le plan du prestige et de la valeur sociale de la *gospodărie*, par

⁹ La superficie maximale qui devait être redistribuée selon la nouvelle loi foncière (169) était de 50 hectares, rendant ainsi ridicule la prétention d'une reconstitution des anciennes grandes propriétés. De plus, l'application de cette nouvelle loi s'est heurtée à de nombreuses difficultés, principalement liées à la dissolution des anciennes IAS, et semblait en fait retardée considérablement à la fin du mandat du gouvernement CDR. Par ailleurs, une majorité des anciens boyards ou de leurs descendants semblait être très peu désireuse de s'impliquer de nouveau dans l'exploitation de ses propriétés

l'assurance pour les enfants d'emplois industriels et, éventuellement, d'appartements en ville.

Cette valorisation du bien-être des enfants s'était conjuguée avec une valorisation de l'emploi des hommes par rapport à celui des femmes, surtout à l'intérieur du couple des parents âgés. Autrement dit, le statut d'une *gospodărie* se définissait moins à travers l'occupation des femmes qu'à travers celle des hommes, car le statut d'une femme était moins défini par le prestige de son emploi que l'était celui d'un homme. C'est ainsi que sous le socialisme les femmes ont été celles qui sont restées, de façon prépondérante, travailler au village, en particulier à la coopérative, tandis que les hommes ont été ceux qui sont sortis de manière plus massive du village pour aller travailler dans les industries environnantes. Par la suite, le démembrement de la coopérative a débouché sur un retour massif des femmes "dans la cour", ainsi que sur une continuelle implication de celles-ci dans le travail agricole, autant "pour soi" que "pour l'autre".

Pour résumer, nous pouvons dire que, avec l'avènement de l'emploi salarié en tant que facteur de valorisation au village, de nouvelles différenciations d'âge et de genre sont apparues par rapport à la capacité des différents membres à porter et à exprimer le statut de leur *gospodărie*. Ainsi, les parents âgés pâlissaient devant les enfants, tout comme les femmes devant les hommes. Ces différenciations ont persisté après le changement de régime et ont débouché sur la reproduction des différenciations au niveau de l'emploi introduites par le socialisme, reléguant la partie la moins favorisée pendant la période socialiste, les membres de la CAP, dans la catégorie des nouveaux démunis du village.

Cette situation était toutefois appelée à changer après 1997. En effet, avec la détérioration des performances en agriculture et avec la vague de licenciements en industrie, les deux conceptions du travail que j'ai mises en évidence plus loin concordaient de moins en moins aux pratiques et aux réalités locales. Ainsi, non seulement le travail dans son exploitation familiale n'arrivait pas à assurer l'autonomie vantée par les tenants du travail agricole incessant, mais la perte massive des emplois industriels par les *navetiști* rendait la valorisation du travail industriel et du *servici* anachronique.

13.4.4. Une troisième conception du travail? Jeunes et "débrouillardise"

De fait, les deux conceptions commençaient à se faire concurrencer par des conceptions nouvelles du travail, notamment parmi les jeunes générations. Une des

conceptions les plus fortes auxquelles adhéraient au moins certains jeunes (à Buna, mais ailleurs au pays aussi) était celle valorisant la "débrouillardise" et les combines (semi) informelles des nouveaux patrons, une conception qui n'accordait de place ni au travail agricole ni au travail industriel, les deux étant, en fait, méprisés en tant que travail manuel, tout comme l'était le "travail" tout court.

Cette conception, qui venait en continuité avec la valorisation de la "débrouillardise" et des combines pendant le socialisme, était toutefois encore secondaire dans le village. En fait, comme relativement peu de jeunes avaient eu effectivement l'occasion d'entrer dans le monde enchanté de l'économie informelle (et encore, plutôt en tant que "bras" qu'en tant que véritables patrons), la valorisation de la débrouillardise informelle restait pour beaucoup d'entre eux sur le plan du fantasme et de la rhétorique, se traduisant, comme nous le verrons plus loin, surtout dans des nouvelles pratiques de consommation. En ce qui a trait aux stratégies concrètes et aux projets de vie, une majorité d'entre eux adhérait toutefois à des conceptions combinant la valorisation du *servici* et la valorisation du travail agricole incessant.

Les nouvelles pratiques et discours de la part des jeunes incitaient toutefois de nombreux villageois plus âgés à développer un discours qui s'y opposait. Ainsi, les nouvelles valeurs, et en particulier la "débrouillardise", étaient incriminées par les plus âgés comme étant du vol et de la corruption, et comme menant à l'avènement d'une nouvelle morale qui valorisait seulement l'accumulation de l'argent. Comme me le disait un villageois, "maintenant, tout ce qui compte c'est l'argent".

Cette quête de l'argent était vue comme illégitime, car, en opposition avec la conception que la majorité des villageois avait de l'ancienne structuration des relations sociales (et qui était basée sur l'entraide). Elle entraînait la "lutte pour l'existence", où "chacun est pour soi, et personne ne t'aide", où "personne ne pense à moi, et je ne pense à personne". De plus, elle se faisait en dehors des structures de travail dont les villageois plus âgés tiraient leur propre valeur sociale (le travail agricole dans son exploitation, et l'emploi dans le secteur étatique), et débouchait sur une remise en question de l'efficacité des anciens critères de distinction sociale. En fait, cette quête s'exprimait à travers de nouveaux modes de consommation (les voitures étrangères, le cellulaire), modes qui étaient hors d'atteinte pour la majorité des villageois matures. Dans la mesure où l'atteinte des niveaux de plus en plus élevés de consommation constituait, depuis la collectivisation au moins, un idéal emportant l'adhésion de l'ensemble des villageois, les atouts que les villageois les

plus âgés invoquaient pour prouver leur valeur sociale (le travail agricole pour soi et le *servici*) se trouvaient invalidés, par comparaison, en raison de leur inefficacité dans l'atteinte du même niveau de consommation que ceux qui "couraient après l'argent".

Le refus des nouvelles conceptions de la valeur sociale poussait les villageois les plus âgés à concevoir la nouvelle situation au village comme une situation d'anomie sociale qui se manifestait et qui avait sa principale origine dans le refus des jeunes de travailler. Comme me l'ont dit de nombreux villageois plus âgés, "maintenant on ne travaille plus", car les jeunes ne voulaient plus travailler, comme eux autrefois, à la coopérative ou dans l'industrie. En vérité, et en contradiction avec le nouveau contexte de réorientation vers le travail agricole, les jeunes "ont honte de la bêche". Qui plus est, leur refus du travail les pousse vers des actes anoniques, des vols et des crimes à l'intérieur de la communauté, menaçant ainsi le tissu social du village.

Les villageois plus âgés reconnaissent toutefois se trouver devant une impasse, impasse qui découlait autant de la rapidité et du caractère radical des changements (la perte massive des emplois dans le secteur étatique) que de leurs propres méthodes éducatives. Ainsi, ayant inculqué à leur enfants la valorisation du travail industriel et du *servici* en général, les ayant poussé vers une éducation plus prolongée et ayant voulu leur épargner des peines de leurs propres jeunesse (liées à la dureté du travail agricole), les villageois les plus âgés se retrouvaient avec des adultes qui avaient du mal à aller travailler pour un patron ou encore aller travailler "à la bêche", dans la cour de leurs parents ou pour d'autres villageois. Ainsi, "maintenant les jeunes ne savent plus et ne veulent plus travailler", car, à la différence des générations plus âgées, ils ne l'ont pas appris.

Les réticences des jeunes générations devant le travail agricole, autant dans leurs propres exploitations que pour d'autres villageois, exprimaient donc la difficile tâche de réorientation des valeurs et des désirs des nouvelles générations à laquelle devait procéder une génération plus âgée qui, en son temps, a valorisé et désiré des choses qui n'étaient plus disponibles désormais pour leurs descendants. Plus profondément encore, cette réticence traduisait aussi une certaine perte de contrôle de la part des villageois plus âgés sur leurs descendants, tout comme, encore plus important, sur la destinée de leur *gospodărie*: car, si les enfants ne se "réalisent" pas (c'est-à-dire s'ils ne trouvent pas d'occupation stable), comment la *gospodărie* se réaliserait-elle?

Mais si certains villageois se livraient bruyamment à cette bataille symbolique autour des conceptions de valeur sociale et du travail, il faut voir que ceux qui constituaient

le gros des nouveaux démunis qui vendaient leur force de travail à d'autres villageois (comme nous l'avons vu plus haut, les villageois les plus défavorisés du socialisme) étaient aussi les plus silencieux. En fait, leur continuelle marginalisation les rendaient beaucoup moins perméables aux valeurs dominantes. Pour eux, réclamer ces valeurs équivalait à suivre des modèles qui ne s'avéraient pas fonctionnels pour eux. Pour nombreux d'entre eux, le travail, autant industriel qu'agricole, constituait ainsi plutôt un outil de survie que la base de leur fierté.

Il n'en demeure pas moins que, en dépit de leur relatif silence, les villageois qui s'engageaient "à la journée" disposaient eux aussi d'une certaine marge de manœuvre face aux villageois les mieux nantis, la négociation de leurs relations étant ainsi ouverte à des contestations et à des stratégies des deux côtés. Nous illustrerons certaines de ces stratégies et contradictions en nous penchant sur le principal idiome utilisé par les deux parties pour exprimer la relation qui s'établissait entre eux: *l'ajutor*.

13.5. L'ajutor: de la rhétorique à l'action, ou une rhéto-pratique pour mordre sa propre queue

13.5.1. Travail "à la journée", informalité et *ajutor*

L'histoire de l'emploi privé de la force de travail par les villageois remonte, comme nous l'avons vu au chapitre 3, à la période d'avant la deuxième guerre mondiale, période au cours de laquelle certains paysans riches utilisaient la main d'œuvre des villageois moins nantis pour travailler leurs terres. Après la fin de la guerre, le régime communiste adopta des mesures dissuasives et finalement interdit l'utilisation privée de la main d'œuvre, cette utilisation étant conçue comme une "exploitation de l'homme par l'homme", et donc comme une relique bourgeoise et une manifestation d'inégalités incompatibles avec la société socialiste

En dépit de cette interdiction, l'utilisation privée de la main d'œuvre a continué d'être pratiquée, même si à des degrés beaucoup plus réduits et à l'état informel, pendant toute la période socialiste. En effet, aux membres de l'ancienne bourgeoisie et de l'ancienne paysannerie riche s'étaient substitués, en tant qu'employeurs privés, les membres de la nouvelle élite nationale, régionale et locale. Ainsi, au niveau du village, les cadres et les fonctionnaires moyens de la bureaucratie utilisaient les ressources qu'ils

contrôlaient de par leur position (qu'il s'agissait de ressources matérielles ou des services) pour obtenir des services, et en particulier du travail de la part de "producteurs directs" qui se trouvaient sous leur direction. Par exemple, un directeur de chantier pouvait utiliser les ouvriers (et les matériels) de son entreprise pour faire construire sa maison; des cadres locaux (président de la CAP, président du conseil populaire local, directeur de l'école) pouvaient utiliser les membres des *gospodării* moins nanties pour le travail de leur lot personnel ou pour l'aide au travail dans la cour.

Nous retrouvons ainsi dès le socialisme un développement (qui était parfois une reproduction, dans la mesure où une partie de la main d'œuvre utilisée provenait des *gospodării* de paysans pauvres) des relations de dépendance s'exprimant, entre autres, à travers l'emploi privé du travail. Le phénomène restait toutefois circonscrit à certains cadres et "producteurs directs", et tenait non seulement au décalage de pouvoir entre eux mais aussi, souvent, à leur désir d'entreprise. Puni par la loi, l'emploi privé du travail restait une entreprise risquée dans laquelle seulement certains cadres s'engageaient. Qui plus est, l'autonomie dont la plupart des "producteurs directs" disposaient (à travers un emploi et des revenus garantis), les rendaient plus imperméables aux éventuelles demandes de la part des cadres. En fait, de nombreux "producteurs directs" qui s'engageaient dans des échanges impliquant leur travail y trouvaient eux aussi leur compte, sachant négocier non seulement des biens mais aussi des services en retour de leur travail.

Après le changement de régime, les interdits idéologique et légal sur l'emploi privé du travail ont été levés. Sa reconnaissance officielle a toutefois entraîné l'essai de réglementation de la part de l'État, à travers des contrats formels et, surtout, une taxation. S'engager illégalement dans l'emploi privé de main d'œuvre s'est transformé "d'exploitation" et de "manifestation bourgeoise" en "travail au noir" et en "évasion fiscale". Du coup, l'emploi privé illégal de main d'œuvre est devenu moins dangereux politiquement pour l'avenir général de celui qui s'y prêtait, mais beaucoup plus payant dans l'immédiat.

La mise à nu des fonctions de prélèvement de l'État (pendant le socialisme, peu de gens avaient connaissance des impôts et taxes prélevés par l'État à leurs dépens), ainsi que l'orientation de ce prélèvement vers des domaines nouveaux, se sont combinées à la baisse des revenus réels de la population pour rendre l'entreprise de taxation et d'imposition de l'État excessive et même illégitime aux yeux d'une grande partie de la population. Si en ville cette vision négative des nouvelles fonctions de l'État a débouché sur le

développement d'une nouvelle économie privée axée sur un commerce largement informel, dans les campagnes elle a contribué au maintien dans l'informalité d'une grande partie des activités agricoles privées (plus précisément, celles des "particuliers", "tractoristes" ou petits propriétaires, mais aussi, du moins en partie, celle des grosses unités, l'association et l'Agromec). C'est ainsi qu'au village, de nombreuses activités agricoles étaient présentées, dans une tentative de les soustraire à la catégorisation et donc au contrôle étatiques, non pas comme des activités contractuelles susceptibles d'un prélèvement étatique, mais comme des échanges réciproques et égalitaires d'*ajutor* ("aide") relevant de la coutume et de la sphère privée des villageois.

Pour les villageois engageant des *oameni la muncă* ("gens au travail"), le recours à l'idiome de l'*ajutor* débouchait non seulement sur une catégorisation alternative à la catégorisation étatique (en tant que "travail au noir"), mais aussi sur une manière de s'assurer la coopération des villageois employés.

En fait, si nous regardons de plus près la notion locale d'*ajutor* ("aide"), nous constatons que celle-ci renvoyait, comme nous l'avons vu au chapitre 10, à une manière de concevoir les relations sociales sous le registre des relations d'interdépendance inégalitaires patron-client. Ainsi, c'est toujours celui qui se trouve dans une position inférieure qui reçoit l'*ajutor*, et, à l'inverse, c'est toujours celui qui se trouve en position supérieure qui le fournit. Alors, même si tout service et toute faveur implique, en retour, d'autres biens et services de la part de celui qui les reçoit, c'est le directeur qui "aide" son employé, le fonctionnaire qui "aide" un client et un villageois plus riche qui "aide" un villageois plus pauvre (et c'est l'État qui devrait "aider" les citoyens).

Ce renvoi à une inégalité de statut se traduisait par une utilisation différente de l'*ajutor* par les différents locuteurs locaux: l'utilisation active de l'*ajutor* (j'ai aidé x) était largement le fait des villageois mieux nantis (qui se trouvaient plus souvent en situation de dispenser des services, surtout sur le plan local), tandis que l'utilisation passive de l'*ajutor* (y m'a aidé) était surtout le fait des villageois moins nantis (qui disposaient, en fait, d'une clientèle plus réduite).

13.5.2. Le travail "à la journée" et l'utilisation paradoxale de l'*ajutor*

La réticence des villageois moins nantis à s'engager dans le travail à la journée a toutefois débouché sur une utilisation nouvelle de l'*ajutor*, utilisation entraînant un

renversement symbolique des rapports hiérarchiques entre les partenaires. En fait, dans leur désir de s'assurer la bienveillance de la main d'œuvre, les villageois qui "avaient des possibilités" ont commencé à utiliser le terme d'*ajutor* non seulement au mode actif, mais aussi au mode passif. Ainsi par exemple, si pour une villageoise qui échangeait le travail de ses bras contre les services mécanisés de son voisin, cet échange restait toujours un simple "échange de travail" impliquant au plus l'*ajutor* du voisin "tracteuriste" envers elle, pour ce dernier, cet échange était une entraide, un échange où ce n'était pas seulement lui qui "aidait" sa voisine, mais aussi elle qui "l'aidait" à son tour. Dans la même veine, un autre "tracteuriste" m'expliquait que "J'ai dit à qui vient l'automne me demander de lui labourer le jardin: ne me donne pas d'argent, viens m'aider moi aussi".

L'utilisation nouvelle du terme *ajutor* par les villageois qui "avaient des possibilités" impliquait une hausse symbolique du statut des villageois employés à une position supérieure de dispensateurs d'*ajutor*. Cette hausse n'était pas un simple artifice linguistique, mais reflétait aussi leur dépendance par rapport à une main d'œuvre difficile à discipliner et à fidéliser. Elle tendait, de plus, à transformer la relation employeur/main d'œuvre d'une relation d'échange inégale (entre partenaires de statuts différents) en une relation d'échange réciproque (entre partenaires de statuts similaires). En outre, cette transformation ne se réalisait pas seulement au niveau du langage, car elle se traduisait aussi par certaines pratiques qui tendaient à donner plus de chair au caractère de réciprocité des échanges et ainsi à l'équivalence des statuts des villageois employeurs et des villageois employés.

Une des pratiques les plus marquées dans ce sens était par exemple le rajout, invariable, de plusieurs repas au paiement principal des journées de travail (composé d'une certaine somme d'argent ou d'autres biens et services). En fait, loin de constituer un simple paiement additionnel, ces repas étaient arrivés à inclure de plus en plus de nourritures et de boissons à haute valeur autant monétaire que, surtout, sociale. Ainsi, ils pouvaient comprendre non seulement une nourriture riche valorisée localement (viande, salades, fromages, œufs), mais aussi des boissons (en particulier jus, bière, *țuică* et surtout café) dont la consommation tenait plus des rituels d'hospitalité que d'un simple repas de travail.

En effet, ces nourritures et boissons étaient utilisées pour marquer le statut, étant réservés généralement aux parents, amis et invités de marque de la *gospodărie*. Le renversement de statut que leur offre impliquait n'allait pas sans contestation de la part de ceux qui les prodiguaient, et qui se voyaient ainsi comme les perdants de l'affaire. En fait,

la composition de ces repas faisait l'indignation des villageois employeurs: "non seulement 30.000 *lei*, mais aussi des repas, et encore quels repas!" Le paradoxe de cette situation était que, au delà des demandes faites par les villageois employés et du désir des villageois employeurs de s'assurer de la fidélité de leur main d'œuvre, la spirale de l'accroissement de la valeur monétaire et sociale de ces repas était aussi alimentée par le désir de ces derniers de rendre visible leur nouveau bien-être, c'est-à-dire toutes ces marchandises "qu'ils peuvent se permettre" (de dispenser).

La dépendance relative des villageois employeurs de leur main d'œuvre se traduisait aussi par d'autres pratiques qui rendaient le recours à l'*ajutor* différent d'une simple rhétorique de la part des villageois employeurs. Ainsi par exemple, les villageois employés "à la journée" jouaient sur cette dépendance pour s'adonner à des stratégies visant la baisse de la durée et de l'intensité du travail. Ils essayaient, par exemple, de retarder le début de la journée de travail, de ralentir le rythme de travail une fois dans le champ, de devancer la fin de la journée de travail, tout comme de se soustraire tout simplement d'une journée de travail. Ainsi par exemple, les six femmes qui travaillaient un jour pour la *gospodărie* de "tracteuriste" où j'habitais ont même réussi, en fournissant la mauvaise heure à leur patronne, la femme du "tracteuriste", à écourter leur journée de travail de quelque deux heures. De nombreuses fois l'une d'entre elles s'est esquivée de la journée de travail en invoquant la maladie ou des problèmes familiaux, en dépit de la grosse dette qu'elle devait au "tracteuriste" en retour des services mécanisés qu'il lui avait fournis. Ces pratiques résonnaient avec les pratiques de travail peu intensif des paysans pauvres d'avant la collectivisation tout comme avec celles des employés des entreprises socialistes. Elles étaient largement tolérées par les villageois employeurs (par peur de perdre leur main d'œuvre) et contribuaient à rendre la relation qui unissait ces derniers aux *oameni la muncă* plus libre et donc plus égalitaire (et donc en accord avec le caractère apparemment non obligatoire de l'*ajutor*).

Les termes des relations entre les deux parties pouvaient s'inverser, du moins partiellement, en faveur des moins nantis en ce qui concerne le paiement des journées de travail. Ainsi, ce paiement s'agrémentait souvent de "cadeaux" en nourriture ou en vêtements, et parfois aussi en biens dont l'employé avait besoin. Qui plus est, et malgré leur position dominante, les villageois qui "avaient des possibilités" se voyaient souvent contraints de faire le paiement en argent, en dépit du fait qu'un paiement en produits agricoles ou en services les auraient certainement avantagés plus. Un "tracteuriste" ayant

travaillé avec son tracteur les terres d'une voisine moins nantie était même arrivé, afin de persuader celle-ci à continuer de lui fournir du travail "à la journée", à lui offrir de l'argent pour certaines journées travaillées, préférant repousser la dette résultant des travaux mécanisées pour une date indéterminée.

C'est ainsi que la relation entre villageois employeurs et villageois employés impliquait également, à côté des décalages certains de statut et de pouvoir existant entre eux, des pratiques débouchant, du moins partiellement, sur la renversement de ces décalages. Le résultat de ces pratiques n'était toutefois pas vécu par les villageois qui "avaient des possibilités" comme une égalisation bienvenue des statuts (d'ailleurs nécessaire à l'entraide réciproque qu'ils réclamaient), mais plutôt comme un reversement illégitime de l'ordre et de ses hiérarchies. Comme me le disaient d'anciens *chiaburi* devenus "tractoristes", "Auparavant, les pauvres travaillaient pour les riches, maintenant c'est nous qui travaillons pour les pauvres"; ou encore "Avant 1945, les pauvres travaillaient pour une *dublă* (10 kg) de maïs pour les riches. Et maintenant, les riches travaillent pour les pauvres [...] car si je ne vais pas travailler pour un pauvre, il ne va pas venir travailler pour moi!". Ce renversement débouchait en fait sur une affirmation de leur propre aliénation dans le travail: "Tu dois courir pour eux au lieu qu'ils courent eux pour toi".

Cette aliénation dans le travail s'accompagnait pour les villageois aisés d'une perte de contrôle sur l'environnement matériel qui les entourait, et en particulier sur les activités et les produits de leur exploitation agricole. Pour eux, les villageois engagés *cu ziua* "ne font pas le boulot comme tu le ferais toi personnellement. Ils donnent des coups de binette, mais ils évitent les mauvaises herbes, ils ne les coupent pas. Et quand tu vas à la cueillette, tu peux pas passer à travers le maïs à cause des mauvaises herbes!". Le travail à la journée n'était pas un travail "bien fait", c'est-à-dire "fait de la manière dont je sais que je dois le travailler". Les *oameni la muncă* "se moquent, déconsidèrent ma terre. Et ils veulent aussi qu'on leur donne à manger !" Devant cette perte de contrôle sur le travail dans leur exploitation, de nombreux villageois aisés affirmaient avoir réduit l'étendue de leurs exploitations afin de limiter aussi le recours à la main d'œuvre extérieure à la famille.

Somme toute, si nous regardons les stratégies et pratiques développées autant par les villageois employants que par les villageois employés en tant que main d'œuvre, nous constatons que ce que le travail à la journée entraînait était plutôt une méfiance réciproque qu'un *ajutor* réciproque. En fait, et malgré la rhétorique de l'*ajutor*, les deux parties se

trouvaient dans une entreprise continuelle d'assertion de leur propre valeur et de leur propre légitimité à avoir le dessus sur l'autre.

Ainsi, bien que la rétrocession de la terre débouchât sur des nouvelles inégalités touchant à l'utilisation de la force de travail non familiale à l'intérieur des exploitations agricoles des villageois, ces inégalités étaient encore "contenues" et contournées en faisant appel autant à certaines conceptions du travail qu'à la manipulation de l'idiome de l'*ajutor*. Ainsi, pour de nombreux villageois le travail "à la journée" (qui représentait l'expression de ces inégalités) ne pouvait pas être devenir "travail pour soi" et était donc à éviter. De cette manière, à l'intérieur des *gospodării* c'était toujours ceux qui avaient déjà travaillé "pour d'autres" (dans la coopérative) qui continuaient à constituer les effectifs de choix du travail "à la journée" (c'est-à-dire les personnes âgées et les femmes). Par ailleurs, dans le processus même du travail "à la journée", l'idiome de l'*ajutor* pouvait être manipulé par ceux qui y étaient impliqués (les *oameni la muncă*) à leur propre avantage, en particulier en vue d'en arriver à un meilleur équilibre entre leurs efforts et le paiement offert en retour.

Ce recours aux différentes stratégies de "contournement" concernait toutefois seulement le travail "à la journée" à l'intérieur des exploitations familiales, et ne touchaient pas aux inégalités qui se manifestaient par rapport à l'accès aux services mécanisés et que j'ai mises en évidence plus haut. Nous nous pencherons alors, dans ce qui suit, sur la manière dont les hiérarchies sociales locales étaient créées, afin de voir la légitimité que les conceptions de la valeur sociale dominantes au village accordaient à ceux qui se trouvaient en haut des hiérarchies économiques. De cette manière, je essayerai de déceler si la position de pouvoir d'anciens et nouveaux "riches" du village était doublée ou non d'une position de prestige et de statut social, ou, autrement dit, si le pouvoir que donnait le contrôle de certaines ressources (telles que l'argent, les machines agricoles, les biens de consommation) était confirmé ou, au contraire, contesté par les valeurs promues localement.

Dans un deuxième temps, je me pencherai vers un espace particulier où se jouait au village le jeu de "confirmations et contestations" entre pratiques et représentations: celui de la consommation. Je verrai ainsi d'abord la place que les villageois, dans leur ensemble, sont arrivés à occuper, après le changement de régime, dans le marché des biens de consommation. Je essayerai par la suite de discerner les nouvelles distinctions que les nouveaux biens de consommation apparus dans le "monde des marchandises" local ont amené sur le plan des modes de consommation. Finalement, je tenterai de voir comment les contradictions apportées par ces nouvelles distinctions ont été résolues dans le village.

Chapitre 14. Confirmations et contestations au village (1997-1998)

14.1. Les hiérarchies locales, ou comment la valeur sociale se laisse voir

Les relations que les villageois entretenaient entre eux passaient non seulement par les décalages et les rapports de pouvoir qui s'établissaient entre eux, mais aussi par des essais de légitimation de soi et de délégitimation de l'autre.

Ainsi, à la vision des anciens cadres dirigeant les unités agricoles héritées du socialisme (et que nous avons passée en revue dans le chapitre 10) qui construisait les nouveaux petits propriétaires comme incapables et impuissants devant l'exploitation de leurs terres, les villageois opposaient une vision particulière de la valeur sociale, vision dans laquelle les anciens cadres occupaient non pas la place de choix, mais plutôt le bas de l'échelle.

En fait, remarquons que les distinctions locales dominantes étaient toujours celles que les anciens paysans moyens et riches valorisaient avant la collectivisation. En fait, ces distinctions ont continué de constituer une sorte de grille tacite à travers laquelle une grande partie des villageois concevaient la hiérarchie et la mobilité sociale, et ce, en dépit de l'introduction par le régime communiste de nouveaux critères de la valeur sociale.

14.1.1. Être ou ne pas être "de bon lignage": terre, travail incessant, réseaux et *ajutor*

Cette vision construisait l'univers social selon plusieurs distinctions. Ainsi, on opposait *om cu rost* et *om de nimic*, *om procopsit* (une personne qui est arrivée à une certaine position) et *om amărit* (une personne "amère" à cause des échecs). La valeur d'une personne allait de pair avec la valeur de la *gospodărie* dont il faisait partie. En fait, chaque villageois était encadré dans une hiérarchie plus englobante, qui comprenait non pas des "oameni" (gens, personnes), mais des "neamuri" (lignages patri-linéaires). Les villageois se hiérarchisaient entre deux pôles: le pôle des *neam bun* ("bon lignage") et le pôle de *neam prost* ("mauvais lignage").

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, avant la collectivisation la valeur d'une *gospodărie* était mesurée et entretenue non seulement par la superficie de terre possédée, mais aussi par l'assiduité du travail dans lequel ses membres adultes s'engageaient dans

leur propre cour (surtout les femmes) et exploitation (tant les femmes que, surtout, les hommes). Après la collectivisation, et le changement du contenu concret du "travail pour soi" (*a se gospodări*), la valeur de la *gospodărie* a été mesurée à son succès dans la combinaison, d'un côté, de l'assiduité du travail de ses membres dans leur cour et sur leur lot personnel, et, de l'autre, de la réussite dans le nouveau système d'emploi (en termes de position occupée, de réussite dans l'appropriation privée des ressources disponibles à travers cette position, et de niveau de consommation atteint). Les éventuelles inégalités perpétuées ou développées pendant le socialisme, ainsi que la résurgence des inégalités après le changement de régime étaient justifiées ainsi, par la large couche de paysans moyens et riches devenus pendant le socialisme des *navetiști* bien insérés dans le système, par les différences au niveau du travail entre riches et pauvres: "Les pauvres sont paresseux!" ; "Ceux qui sont pauvres sont pauvres parce qu'ils sont cons (*proști*) ou paresseux (*leneși*). Ils sont pas assez intelligents ou ils veulent pas!"

Ainsi, les *neam bun* étaient ceux qui avaient détenu de la terre avant la collectivisation tout en ayant su la travailler "à la sueur de leur front", et qui, ultérieurement, ont continué à faire prospérer leur *gospodărie* à travers leur travail au *servici* et dans la cour; tandis que les *neam prost* étaient les anciens paysans pauvres paresseux et qui ont continué par la suite de faire preuve de leur manque d'enthousiasme par rapport au travail. Entre les deux, il y avait les *oameni muncitori* ("gens travailleurs"), des *gospodării* relativement pauvres, mais qui, de par leur assiduité au travail, ont démontré leur désir de tenir le rang de leur *gospodărie*.

N'empêche que, afin qu'il assure le bien-être de la *gospodărie*, le travail incessant devait être accompagné aussi du développement d'un réseau de clients dépendants de la *gospodărie*, clients envers lesquels cette dernière manifestait sa munificence en lui redistribuant une partie des biens et services accumulés à travers ce travail. Ainsi, autant avant la collectivisation, pendant le communisme qu'après sa chute, les villageois les plus considérés au village étaient aussi ceux qui avaient réussi à développer le réseau le plus étendu au village, et particulièrement parmi les anciens paysans riches et moyens, ceux qui détenaient encore la voix dominante en ce qui concerne la hiérarchisation locale.

En fait, ceux qui n'arrivaient pas à être véritablement respectés au village étaient ceux qui se trouvaient en dehors des circuits d'échange (et donc des relations développées à travers ces échanges): soit des villageois qui avaient très peu à échanger (et qui, ainsi, se trouvaient exclus d'emblée des échanges réciproques et d'autant plus des prestations

d'*ajutor*, cimentant respectivement des relations sociales égalitaires et hiérarchiques); soit encore des villageois qui, en dépit de leur éventuelle position supérieure dans le système formel, manquaient au devoir des échanges sociaux (de l'*ajutor* des plus démunis) et rituels. Ainsi par exemple, une "intellectuelle" du village, ancienne institutrice mariée avec un professeur originaire du village, n'était ni respectée, ni bien vue au village, car elle "ne donnait pas", et en particulier elle n'arrivait pas à élever les redistributions rituelles de biens et de nourriture suivant la mort des membres de sa *gospodărie* à la hauteur du statut de sa *gospodărie* et de sa position. Ainsi, comme me le disait une de ses voisines: "Maintenant (que son mari et son unique fils sont morts et qu'elle était donc seule) elle n'a pas qui l'aide au village car elle n'a aidé (personne) auparavant".

14.1.2. La montée est beaucoup plus ardue que la descente: *ridicat* et *înjosit*

Ceci nous ramène aussi au rôle différencié des hommes et des femmes au niveau de la valeur sociale de la *gospodărie*. De fait, si la transmission d'une génération à l'autre de cette valeur se faisait à travers le sang ("si les parents sont *gospodari* [c'est-à-dire s'ils réussissent à maintenir le rang de leur *gospodărie*], les enfants le sont aussi"), il semble que l'action du sang pouvait aussi être corrompue par le comportement des membres adultes de la famille. Ainsi, une *gospodărie* pouvait voir baisser sa valeur sociale si les hommes étaient des "*oameni de nimic*" ("gens bons à rien"), s'ils ne travaillaient pas ou s'ils n'investissaient pas le fruit de leur travail dans l'accroissement du bien-être de leurs *gospodării*, mais le gaspillaient plutôt dans la boisson. Encore plus important que les actions de l'homme étaient toutefois les actions de l'épouse. Car c'était elle celle qui organisait la marche interne de la *gospodărie*, c'était elle "la clé de la maison". Les hommes pouvaient, à la rigueur, être mauvais, mais si la femme était elle aussi mauvaise, alors la *gospodărie* courait assurément à sa perte.

La déchéance d'une *gospodărie* trouvait donc son origine, en grande partie, dans les carences comportementales de ses femmes, carences qui s'exprimaient principalement par un penchant excessif envers l'alcool et le sexe. Comme par exemple dans cette *gospodărie* dont la mère buvait beaucoup et dont la fille avait laissé son mari (très bien "situé" d'ailleurs en tant que chef d'une entreprise forestière étatique) pour une vie de débauche (elle "sort avec tous les tziganes, tous les serbes [les villageois de Lunca]"). À cause de

cela, on croyait que rien ne pouvait s'accumuler dans cette *gospodărie* et, ainsi, que ses membres étaient forcés d'aller travailler pour d'autres villageois. Ou encore, comme un des policiers du village au temps du communisme, qui, en dépit de sa position de pouvoir presque absolu par rapport aux villageois, était méprisé pour avoir une épouse considérée comme "pute". Pour les villageois, la déchéance de sa *gospodărie* avait été confirmée par la chute ultérieure du couple sur la pente de l'alcoolisme.

L'importance du réseau de relations et du travail pour la valeur sociale d'une *gospodărie* nous renvoie aussi à une autre notion locale, la visibilité. En effet, une personne considérée par les autres au niveau local était un *om văzut* (personne bien vue). L'*om văzut* était autant quelqu'un qui avait un bon comportement (en ayant de la modération dans sa vie, et en amenant aussi son conjoint ou sa conjointe à la modération), quelqu'un qui travaillait fort afin que "quelque chose se voit après moi", que quelqu'un qui rendait les fruits de ses efforts visibles aux autres villageois en s'engageant dans des échanges et donc des relations sociales avec les autres.

Les *neam bun* étaient des gens qui se distinguaient des autres, ils étaient des *oameni aleși* (des personnes choisies, différentes des autres). C'étaient eux qui, en travaillant incessamment et intensément et en développant des réseaux de relations arrivaient à "se faire voir", et donc à se distinguer. Les autres villageois étaient "des gens au kilo", la masse à l'intérieur de laquelle on ne distinguait pas de grandes différences. Ces derniers "ne travaillaient pas" et "ne réalisaient rien", ou autrement dit ils ne réalisaient rien de visible aux yeux des villageois de *neam bun*.

Le traitement que recevaient les changements profonds dans le sort d'une *gospodărie* différait selon qu'il s'agissait d'une *gospodărie* de *neam bun*, d'une *gospodărie* de *oameni muncitori* ou d'une *gospodărie* de *neam prost*. Pour les deux premières catégories, mais surtout pour la première, les éventuels égarements de la bonne voie d'un de leurs membres pouvaient être interprétés comme de simple accidents passagers. Par contre, pour les *neam prost*, ces égarements ne pouvaient constituer qu'une confirmation de leur basse valeur sociale.

Par ailleurs, le mouvement inverse, la montée dans l'échelle d'une *gospodărie* de *neam prost* était beaucoup plus improbable, les strates supérieures tendant à maintenir leur monopole en dépit des éventuels essais de la part des couches inférieures à se hisser à leur hauteur. La montée d'une *gospodărie* de point de vue matériel (cas où la *gospodărie* devenait *ridicată* "montée dans l'échelle", c'est-à-dire ayant trouvée une prospérité

matérielle) pouvait déboucher sur un véritable changement de statut seulement après que plusieurs générations aient prouvé, à travers leur continuelle prospérité et comportement, leur valeur. Ainsi par exemple, la *gospodărie* d'un fabricant de touloupes, *ridicată* après la première guerre mondiale, était arrivée, après son succès prolongé pendant le socialisme, à être considérée par de nombreux villageois comme étant une *gospodărie* de *neam bun*. Il y avait toutefois des villageois plus âgés qui n'oubliaient toujours pas les origines humbles de la famille du fabricant de touloupes. En fait, de manière générale, les anciens *chiaburi* considéraient que "Qui a été de *neam prost*, est toujours *neam prost*, qui a été de *neam bun*, est *neam bun*!" Toutefois, les nouveaux *gospodării ridicat* n'essayaient pas de se doter d'une échelle de valorisation alternative, mais se laissaient elles-mêmes entraînés dans cette course à la distinction: le chef de l'association se voyait comme mieux placé que le chef de l'Agromec à cause de la montée (*ridicat*) plus ancienne de sa *gospodărie*.

Pour les anciens paysans riches et moyens de Buna, la circulation des élites amenée par l'instauration du régime communiste n'avait réalisé ainsi qu'un brassage superficiel, qui n'a pas réussi à renverser les hiérarchies locales. Ainsi, en dépit du fait que d'anciens *neami prost* étaient devenus, avec les communistes, tout d'un coup des "messieurs" (*domni*), occupant de postes de direction n'impliquant pas de travail manuel (des cadres), ils restaient toujours des *neam prost*.

La mobilité sociale était exprimée à travers un idiome du mouvement vertical. Ainsi, quelqu'un qui était arrivé à une position supérieure à celle de sa *gospodărie* était quelqu'un qui s'était élevé (*ridicat*), tandis que la subordination d'anciens paysans riches aux nouveaux cadres du régime socialiste était vue comme une action d'abaissement (*înjosit*). Autant le *ridicat* que le *înjosit* étaient considérés comme se réalisant surtout sur le plan matériel et non pas sur le plan profond de la valeur sociale. Elles étaient ainsi illégitimes, et ne réussissaient pas à changer la hiérarchie plus profonde qui existait entre les *neam bun* et les *neam prost*.

En fait, la place parmi les *neam prost* d'un lignage, et d'autant plus quand elle se faisait plus visible à travers l'élévation (*ridicare*), était reconfirmée aux villageois par le comportement inadéquat des femmes et des hommes. Ainsi, par exemple, le caractère de *neam prost* d'un des villageois les plus prospères durant et après le communisme (il avait détenu un haut poste dans la Union de la jeunesse socialiste départementale durant le socialisme, et s'était converti en entrepreneur privé dans la construction après le renversement du régime) était confirmé par le fait que la *gospodărie* de son frère, qui vivait

toujours au village, était en pleine déchéance, avec hommes et femmes enlisés dans la boisson. De la même manière, le chef de l'Agromec continuait à rester un *neam prost* en dépit de son élévation (*ridicare*) pendant le socialisme et après, car il s'engageait dans des pratiques condamnées au village: il avait une maîtresse et fréquentait les prostituées du village. Par ailleurs, son activité en tant qu'activiste de Parti durant le socialisme, et surtout, durant les années 80, en tant que maire d'une commune voisine, l'avait directement associé aux politiques détestées, et vues comme illégitimes, des dix dernières années du régime de Ceaușescu (imposition des quotas de livraison d'animaux et de produits agricoles, diminution des paiements de la CAP au compte des terres travaillées en "accord global").

14.1.3. Garder son rang: ce qu'il faut laisser voir quand on veut s'améliorer

Remarquons finalement qu'un autre aspect du comportement des membres d'une *gospodărie* pouvaient jouer sur le maintien ou le changement de son statut: le niveau et le mode de consommation. En fait, la consommation était une composante importante de la visibilité d'une *gospodărie*. C'est à travers la (ou les) maison(s) dans la cour, l'appartement en ville pour les enfants, ainsi que d'autres biens de consommation durables (voiture personnelle, meubles, tapis) que la prospérité d'une *gospodărie* était rendue manifeste au reste du village. L'accumulation pure et simple de ces biens ne constituait pas pour autant un gage d'élévation dans la hiérarchie sociale locale. En fait, pour que cela en constitue un, il aurait fallu qu'ils soient accumulés à travers l'utilisation de ses propres bras, ressources et efforts. C'est ainsi seulement en tant que manifestations visibles (objectivations) du travail incessant de la *gospodărie* que les biens matériels pouvaient constituer un signe de statut.

En outre, une distinction supplémentaire venait mettre le sceau de l'authenticité à la valeur d'une *gospodărie*: non seulement les biens et les quantités de biens consommés, mais aussi le mode de leur consommation. Ainsi, les villageois se considérant de *neam bun* s'arrogeaient aussi un savoir-faire dans la consommation. Celui-ci combinait la sophistication et l'abondance au niveau des repas avec la modération et la retenue quant à la mise en évidence des vêtements et des biens de consommation durables.

Ainsi, les villageois se considérant de *neam bun* suivaient plus que d'autres un mode de consommation citadin (ils avaient aussi de nombreux liens urbains à travers les liens de parenté et d'amitié). En ce qui concerne la nourriture, le mode de consommation

valorisé par les *neam bun* impliquait la consommation plus fréquente de marchandises à haute valeur sociale (café), une complexification des repas à travers l'inclusion de certains plats (salade de bœuf, œufs farcis et mayonnaise, grillades), ainsi qu'une plus grande abondance au niveau des quantités incluses et ingérées lors des repas. Les familles de *neam prost* étaient ainsi des familles "plus simples", qui ne savaient manger que "des œufs brouillés et de la *mămăligă*", et qui de plus en consommaient de très petites quantités.

Le savoir vivre des *neam bun* comprenait aussi une certaine modération à l'égard des autres biens possédés. Certains villageois *ridicați* étaient justement méprisés pour leur vantardise à l'égard des biens qu'ils avaient accumulés. La femme du chef de l'Agromec était justement vue comme une vantarde qui ne cessait de mettre de l'avant l'ampleur de leur richesse. Ainsi par exemple, le fait qu'elle se soit vantée d'avoir de l'argent pour construire trois autres maisons (à part la toute nouvelle qu'ils venaient d'achever) était vu, par une villageoise appartenant à une *gospodărie* de *neam bun*, comme une simple vantardise creuse de la part d'une *neam prost*.

De la même manière, l'habillement des femmes devait faire preuve de la même retenue, ainsi que d'un emploi avisé variant avec les occasions et le statut de la femme. Ainsi, les femmes des *neam bun* respectaient toujours le code d'habillement local qui imposait aux femmes mariées une tenue vestimentaire plus sobre (celle-ci comprenait des couleurs plus ternes, ainsi que le port d'une écharpe pour couvrir la tête), autant dans la cour que lors des occasions sociales. Un espace particulier où se jouaient les différenciations au niveau du habillement féminin était l'église. La femme d'une *gospodărie* assez aisée, elle aussi *ridicată* avec le socialisme, était discutée par les autres femmes du village pour sa transgression des codes de sobriété: elle s'était habillée pour la messe en couleurs vives, "comme si elle allait aux noces, et non pas à l'église!" (où la tenue des femmes était supposée être des plus sobres et sombres).

C'est ainsi que l'accumulation des biens, pendant et après le socialisme, de la part de certaines *gospodării ridicate* ne réussissait pas à s'imposer à elle seule comme facteur de renversement des hiérarchies locales. En fait, de nombreux anciens cadres locaux, qui étaient *ridicați* pendant le socialisme mais avaient continué leur ascension après la chute du communisme, étaient vus comme accumulant de manière illégitime leurs avoirs, en "mangeant de l'État". Leur nouvelle prospérité n'avait pas résulté de leur propre sueur, mais du vol, et n'était pas reconnue par la majorité des villageois comme un moyen et une preuve d'une valeur sociale croissante.

La contestation des *gospodării ridicate* pendant le socialisme et après se réalisait non pas seulement à travers leur inclusion dans la catégorie des *neam prost* mais aussi à travers la croyance, répandue largement au village, qu'une sorte de justice divine frappait l'accumulation excessive de pouvoir et de richesses.

Ainsi, pour de nombreux villageois, ceux qui avaient renversé les hiérarchies locales pendant le communisme en prenant une part active à la lutte de classes et à la collectivisation ont été punis pour les injustices qu'ils ont perpétrées au village en mourant de façon "non naturelle". Comme me le disait le fils d'un paysan qui avait été arrêté pour avoir été membre du Parti national paysan (*tărănist*) et pour avoir incité d'autres paysans à ne pas s'inscrire dans la CAP, tous ceux qui avaient collaboré à l'arrestation de son père (le maire, le président de la CAP, les villageois ayant donné des faux témoignages au procès intenté à son père, les activistes de Parti), étaient morts, mais non pas d'une "bonne mort dans leur propre lit", mais de mort prématurée, suite à des accidents de voiture et des incendies. Ainsi, comme il me racontait lui-même, son père, le descendant d'une *gospodărie* de *neam bun*,

“a 82 ans et il est comme la porte de grand; il est puissant, il est âgé, mais je vois qu'il a encore de la vitalité en lui (*vlagă*), oui, il est sain. Lui, il a survécu, mais tous ceux qui ont été des témoins (à son procès) sont partis (morts) dans des circonstances particulières, non pas de bonne mort, mais suite à des accidents. Des plus de vingt personnes qui étaient impliquées dans la condamnation de son père il y a seulement deux qui vivent encore ”.

La malédiction entraînée par ces actes de renversement violent de la hiérarchie locale pouvait parfois même atteindre les descendants de ceux qui les avaient perpétrés. Ainsi, l'enfant d'un des tortionnaires du père de notre villageois “vit toujours, mais il a eu sa jambe coupée au genou”. Ou encore, la malédiction peut tomber même après la mort. Ainsi par exemple, l'ancienne mairesse du village voisin de Podu, qui avait été à la tête de la répression de la révolte locale contre la collectivisation, a eu sa tombe profanée après sa mort. Pour des villageois qui attachaient, comme nous le verrons, beaucoup d'importance à l'au-delà, cette profanation représentait non seulement la vengeance personnelle du profanateur (resté anonyme), mais aussi la perturbation à jamais de la paix de son âme, et ainsi de celle de ses descendants dans et au-delà de ce monde.

De la même manière, non seulement les essais violents, mais aussi les essais plus paisibles visant le renversement de la hiérarchie locale pouvaient se solder par une punition dans la mort. Ainsi, l'enrichissement excessif (envié et vu jusqu'à un point comme

légitime) pouvait lui aussi entraîner la mort prématurée. Comme cet ancien président de la CAP, très prospère grâce à l'occupation de cette position pendant plus d'une dizaine d'années. D'après un villageois de *neam bun*,

“ Lui, il a prospéré là bas! Il était un garçon mince comme ça, mais pendant qu'il était à la coopérative il avait le dos large comme ça. Il est mort en 1991, de gros qu'il était, il a fait un infarctus une nuit et c'était fini!”

La légitimité des nouveaux puissants du village était ainsi contestée de par le recours à une hiérarchie sociale dont les assises (la distinction entre *neam bun* et *neam prost*) assuraient aux occupants des places supérieures (les *neam bun* et les *oameni muncitori*) une sorte d'isolement face aux variations plus rapides qui pouvaient s'opérer dans les hiérarchies politique et économique. De par cela, les nouveaux puissants du jour - les notables locaux tels que le président de l'association, le chef de l'Agromec, les commerçants des *privatizări* ou les autres nouveaux riches qui activaient dans d'autres secteurs (comme la construction) - étaient regardés au village, tout comme les cadres du temps du communisme, et aussi de par leur qualité d'anciens cadres, comme possédant les richesses et le pouvoir, mais non la valeur sociale. Nous nous pencherons, dans ce qui suit, sur le cas de l'association (qui restait toujours l'unité économique la plus importante du village) afin de voir la manière dont l'association et son président étaient perçus par les autres villageois et les éléments que ces derniers utilisaient afin de contester la position de pouvoir du président.

14.2. L'association et le partage inéquitable: qui en mange plus?

En 1998, l'association juridique Mândruța semblait aller de mal en pis. Un contrôle financier avait révélé des trous dans ses comptes. Elle avait une dette de 40 millions de *lei* envers la banque (agricole), et elle avait elle-même des paiements non acquittés de la part de ses débiteurs, soit les entreprises ayant acheté ses produits agricoles. Ses dirigeants craignaient donc que la banque ne vienne pour mettre sous séquestre les avoirs de l'association.

Le blocage dans lequel était prise l'association s'était accompagné de la baisse dramatique des parts redistribuées envers ses membres. Ainsi, ces parts avaient diminué autant en quantité qu'en variété: des quelque 800 kg en divers produits (blé, huile de tournesol, sucre) redistribués pour un hectare à ses débuts, l'association était descendu, en

1997, à 300 kg/ha, cette fois-ci seulement de blé. Voilà pourquoi plusieurs associés avaient déjà demandé de retirer leurs terres, tandis que beaucoup de ceux qui y demeuraient encore affirmaient désirer donner leurs terres ailleurs, si seulement ils trouvaient quelqu'un qui voudrait prendre les terres en location.

La diminution des parties redistribuées envers les associés avait donné naissance à des contestations de plus en plus acerbes de la direction de l'association. Ces contestations mettaient en doute la légitimité de la position dominante et des actions de la direction, et s'attaquaient autant aux origines de l'association, qu'à son fonctionnement ultérieur.

Tout d'abord, la légitimité de l'association était mise en cause de par le lien entre sa constitution et le processus de décollectivisation et de redistribution. Ainsi, pour de nombreux villageois, ceux qui ont bénéficié le plus, mais aussi de manière injuste, de la redistribution des terres ont été les membres de la commission foncière, qui se sont appropriés les "meilleures terres". Ceci a été rendu possible en raison de leur alliance avec les dirigeants de la nouvelle association juridique constituée après la dissolution de la CAP locale. En fait, la constitution de l'association a été un coup de force à travers lequel l'association a gardé des parcelles de terre compacte, donnant ainsi l'occasion aux membres de la commission foncière de s'approprier des parcelles de bonne qualité situées sur l'emplacement original des terres de ceux qui participaient à l'association.

La constitution de l'association après la dissolution de la CAP semble d'ailleurs avoir été un processus controversé impliquant la lutte entre les "spécialistes" (techniciens, agronomes) et les anciens cadres politiques de l'agriculture collective socialiste (activistes de Parti) pour s'assurer le monopole sur la direction de l'association nouvellement constituée. La victoire des derniers (l'actuel président était ainsi un ancien secrétaire de Parti de l'organisation communiste locale) a amené l'élimination graduelle des "spécialistes" (l'association n'avait plus d'agronome en 1998). L'élimination des agronomes a été semblablement un coup dicté non pas tant par les besoins et les ressources de l'association (en fait, celle-ci était une des plus grosses associations du département, exploitant plus de 800 hectares), mais par le désir de la nouvelle direction de s'assurer une plus grande liberté d'action de par l'absence d'éventuelles contestations (les contestations de la part d'un ingénieur ayant le gage de la légitimité donnée par son savoir spécialisé).

En effet, la direction de l'association était vue au village comme ayant disposé d'une liberté d'action qui avait permis à ceux qui la composaient (président, comptables, magasinier) de s'enrichir aux frais de l'association et ainsi, du coup, aux dépens des

associés.

Ainsi tout d'abord, les parties redistribuées envers les membres associés étaient considérées par de nombreux villageois comme étant beaucoup trop modestes. Comme me le disait un villageois dont l'oncle avait un tracteur, et donc la possibilité de travailler sa terre:

“Je ne donne pas ma terre à l'association, quoi, donner 5 hectares et en prendre 3 sacs de blé?! Si j'ai deux demi-hectares de maïs, j'en fais [en les travaillant moi même] 5 charrues de maïs, c'est-à-dire autour de 200 *duble* [ou 2.000 kg], mais de chez lui [c'est-à-dire le président de l'association] j'en prenais 10 [100 kg]. De 10 à 200, il y en a! Quand j'ai donnée la terre en part, si tu fais les travaux et je viens avec tout, nous partageons moitié-moitié, car c'est ma terre, n'est-ce pas? On donne la moitié! Et il n'a même pas donné 5%”.

Les actions redistributrices des dirigeants de l'association étaient ainsi contestées à l'aide de toute une mathématique du partage. Celle-ci se réduisait parfois à des équations très simples. Comme de nombreux membres associés me le disaient, “l'association ne nous donne plus rien!”

D'un autre côté, la nouvelle prospérité du président de l'association était assez visible de par la nouvelle maison et la voiture qu'il avait acquises. Mais, comme me le disait une villageoise, cette prospérité ne pouvait pas s'expliquer par son seul salaire à l'ancienne coopérative, car “personne n'a eu de gros salaires à la CAP, le monde a été pauvre tant qu'ils y ont travaillé. Avec les salaires qu'ils en ont eu, ils ne pouvaient pas se permettre et la maison, et la voiture, et une vie si bonne que ça, du jour au lendemain, tu ne peux pas! ”

Selon les villageois, cet enrichissement s'est fait alors aux dépens des membres coopérateurs et par la suite des membres associés. Ainsi, ceux qui se sont trouvés à la tête de l'association ont profité tout d'abord des avoirs communs de l'ancienne coopérative, avoirs qui n'ont pas été redistribués aux anciens membres coopérateurs:

“Ils sont devenus voleurs [*hoți*] maintenant, ceux-ci mangent notre terre pour rien, [ceux de] l'association prétendent qu'ils ont des dettes! Mais nous n'avons rien pris, on t'a rien donné [de la coopérative], aucune vache. Et quelle fortune nous y avons eu! Il a tout pris lui [le président], [il a dit] qu'il fait ceci qu'il fait ça. Il a pris tout les biens de la coopérative, [disant] qu'il fait l'association Mândruța”.

Ou encore:

“L'association a déjà eu un avoir hérité de la CAP, et ils ont vendu tant de choses, et ils [ceux dans la direction de l'association] disent toujours qu'ils n'ont pas d'argent. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait avec notre argent, s'ils ont perdu [de l'argent] ou s'ils

en ont fait plus”.

D’après de nombreux villageois et associés, l’appropriation privée de la part de la direction de l’association des avoirs communs a continué, par la suite, au sein même de l’association. C’est ainsi qu’aux tentatives du président de justifier les maigres retours par les mauvaises récoltes et les dettes à payer, de nombreux associés opposaient (tacitement) une vision alternative. La thèse des maigres récoltes était rejetée:

“Le blé, chez nous, a été chaque année très beau, mais à l’association la production était petite! Ça se peut pas! Et le paysan, moi, qui a mis un demi-hectare de terre séparément, je n’y ai pas mis d’herbicide, mais j’y ai mis de l’engrais deux ou trois fois, pourquoi chez moi ça s’était fait[une bonne récolte]? Parce qu’une chose c’est de travailler de grosses parcelles et une autre chose est de travailler ma petite parcelle”.

À la place, la baisse des récoltes était mise au compte d’une mauvaise gestion, en particulier l’utilisation des outillages de l’association à l’extérieur de celle-ci et le retard dans la réalisation des travaux agricoles pour l’association elle-même.

“Et il a fait l’association Mândruța et la première année il nous a donné 800 kg, tout ce qu’ils nous ont donné... Un peu de blé, un peu de maïs, du sucre, de l’huile. Il nous a donné bien. La deuxième année il nous a donné 600 [kg]. L’année dernière il ne nous a pas donné grande chose, il s’est moqué de nous. Il a dit que la récolte s’est détériorée à cause des pluies, mais il a donné les combines pour travailler à d’autre monde. Il les a louées à l’autre association pour de l’argent, pour faire de l’argent. Il a récolté notre blé en septembre”.

De plus, cette mauvaise gestion était combinée à une appropriation personnelle des avoirs collectifs de l’association de la part des dirigeants: “Tu apportes trois remorques à la base [les silos] au compte de l’association, et tu y amènes aussi une ou deux à ton compte”. C’est ainsi que ces dirigeants “en tirent pour eux-mêmes”, et “qu’en agriculture certains se sont faits hommes, mais sur le dos des autres !”

Mais l’appropriation personnelle des avoirs collectifs de l’association ne se limitait pas à ses dirigeants, car elle était perpétrée aussi par tous ceux qui appartenaient à leur cercle de clients. Ainsi, l’association était vue comme un lieu qui perpétuait et amplifiait les inégalités et les pratiques les plus contestées au temps du communisme, en particulier la corruption et les différences au niveau matériel qu’elle entraînait. Comme “tout se fait à travers les relations”, et comme “les relations s’entretiennent comme ça”, à travers les dons des clients envers leurs patrons, les dirigeants de l’association se trouvaient eux aussi, de par leur contrôle du patrimoine de l’association, dans une position de “patrons” potentiels.

La différence notable avec le socialisme était que pendant la transition les inégalités et la "fabrication des relations" étaient devenues plus visibles. Si "au temps du communisme il fallait se cacher, aller le soir pour ne pas être vu en train de donner un sac de maïs à un cadre, maintenant tu y vas sans problèmes".

La corruption des dirigeants de l'association se traduisait non seulement par ces "sacs de maïs" qu'ils recevaient en cadeau de leur clients, mais aussi, et encore plus important pour la marche de l'association, par la contrepartie de ces cadeaux, l'octroi de la "possibilité de voler" les avoirs de l'association. Ainsi par exemple, on disait que certains membres de l'association qui étaient plus proches de la direction avaient aussi un régime privilégié: même si leurs terres étaient enregistrées comme étant associées, ils travaillent aussi les mêmes terres à leur propre compte. Ils bénéficiaient ainsi autant des rentrées de l'association que de la totalité de la récolte qu'ils y réalisaient. C'est ainsi que la direction de l'association était vue non seulement comme volant elle-même des avoirs de l'association, mais aussi comme donnant la possibilité à d'autres gens d'en voler. À côté des dirigeants de l'association, d'autres gens "volent le double". Ou, comme le disait de manière plus imagée un villageois, "pour une cigarette qu'ils reçoivent en cadeau de leur clients", les dirigeants donnent à ceux-ci la possibilité de s'approprier "un Kent en entier"(c'est-à-dire toute une cartouche de cigarettes).

Le fléau affligeant l'association était ainsi vu comme résidant dans l'escalade du vol des avoirs de l'association de la part des dirigeants et de leurs clients. C'était donc dans cette escalade que résidait, pour de nombreux associés, la cause fondamentale de la baisse de la production totale de l'association, et donc des parts que la masse des associés arrivaient à recevoir. En outre, c'était aussi à travers la corruption et le vol que le contrôle des activités des dirigeants et l'éventuelle contestation de ces activités étaient rendues inefficaces. Ainsi, d'après les associés, les "réviseurs" (ceux qui étaient chargés de contrôler la récolte réalisée par l'association) ou les éventuels contestataires étaient rendus silencieux quant à la vraie marche de l'association en étant cooptés, en recevant "une remorque de plus de blé" que ce qui leur était dû en tant que membres.

En somme, je pense que la légitimité locale de la direction de l'association passait par une certaine conception du partage équitable entre elle et la masse des associés. Cette conception n'allait pas vers une conception "contractualiste" du partage, qui dans ce cas se serait appuyée sur des contrats et sur une comptabilité formelle, mais vers une conception plus "fluide" du partage. Cette conception laissait une certaine marge de manœuvre à une

appropriation personnelle extra contractuelle (par exemple, on comprenait si le président s'appropriait plus que son seul salaire ou s'il acceptait ou avait recours à des cadeaux ayant une portée sur les avoirs de l'association), mais y posait toutefois des limites.

Afin de comprendre cette conception du partage, regardons de plus près une des principales métaphores utilisées pour visualiser la structuration des rapports à l'intérieur de l'association: celle de la manducation. En fait, tout comme pendant le socialisme, le rapport idéal entre les villageois et l'unité économique à laquelle ils étaient rattachés (CAP ou association) était vu comme celui où les villageois "mangent d'où ils sont", c'est-à-dire où ils s'appropriaient de manière personnelle une partie des avoirs appartenant en fait à leurs unités. Cette métaphore de la manducation pointe vers certaines caractéristiques de ce rapport. Ainsi, tout comme le rapport à la nourriture qui se mange, le rapport à l'unité économique était vu comme vital et puissant. Il passait en vérité, et de manière plus concrète, par les tripes. Ainsi, dans la vision des villageois, une bonne coopérative ou association était celle qui leur assurait au moins la base de leur bien-être alimentaire. C'est ainsi que, si dans le cas de la coopérative cela était réalisé à travers le paiement en nature, l'accord du lot personnel et le petit vol de produits agricoles, dans le cas de l'association, l'assurance du bien-être alimentaire devait être réalisé à travers une redistribution généreuse d'une variété de produits agricoles. En fait, certains villageois du village voisin de Podu s'étaient même retirés de leur association après que celle-ci eût cessé de leur fournir des produits agricoles en quantités et variétés considérées, par eux, comme suffisantes. Ainsi, un bon président d'association était un bon patron qui savait nourrir généreusement ses clients.

Ceci nous amène de nouveau aux bases de la contestation locale des dirigeants des associations (mais aussi, de façon plus générale, des acteurs de l'agriculture associative/étatique). En fait, pour de nombreux villageois, ces dirigeants agissaient dans le sens contraire d'un partage équitable. Car non seulement ne laissaient-ils pas les associés manger leur part, mais ils s'arrangeaient pour manger (eux-mêmes ainsi que leurs clients) plus que les autres.

Ainsi, la contestation du président et de son cercle d'amis passait non pas seulement par la référence à une échelle locale de la valeur sociale, mais aussi par la référence à une conception du partage équitable. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, cette conception avait déjà informé, durant la période socialiste, le rapport que les villageois entendaient entretenir avec les unités dont ils étaient devenus les employés ou les membres. En effet,

durant le socialisme, l'intégration des villageois dans le système socialiste ne s'est réalisée concrètement que dans le cas où ils étaient arrivés à réaliser un "partage juste" des produits de leur travail. Après la décollectivisation, bien que l'association ne mobilisait plus leur travail en tant que membres, les villageois voyaient encore leur relation avec l'association comme une relation qui devait répondre au même impératif de "partage juste", cette fois-ci portant sur le fruit de leurs terres. Le fait que, désormais, le vol était restreint au président et à ses amis mettait en lumière, pour eux, le caractère injuste du nouvel arrangement entre eux et l'association. Et ceci d'autant plus que ce vol réservé à la direction entraînait en contraste frappant avec la période socialiste, où le vol de la coopérative (et l'appropriation privée qui s'en suivait) était plus équitablement réparti.

Nous nous tournerons, dans ce qui suit, sur un autre espace de "confirmations et contestations", sur le plan social, des changements survenus dans les hiérarchies économiques, celui de la consommation.

14.3. Consommation, contestations, différenciations. De la mécanique des personnes et des biens, et du jeu subtil de l'apparence et de la substance

14.3.1. Anciens et nouveaux temps: le travail et la consommation

Au-delà de la contestation des nouvelles inégalités au niveau local, les villageois s'engageaient aussi dans une contestation plus large, celle du nouvel ordre instauré après le renversement du régime socialiste.

Tout comme dans le cas des anciens cadres, les villageois basaient leur contestation de l'actuel régime sur la construction d'une image positive du socialisme, image à la mesure de laquelle les performances du nouveau régime étaient mesurées (et cotées ainsi somme toute comme négatives). Mais ces performances n'étaient pas mesurées, à la différence des anciens cadres, principalement du point de vue élevé qui visait "l'économie nationale" ou "l'agriculture roumaine". En fait, le principal point autour duquel se construisaient les images contrastées de l'ancien et du nouveau régime était l'accès à un certain niveau de consommation, et ce, à travers le travail salarié.

Ainsi, en dépit du fait que de nombreux villageois, et surtout ceux appartenant à des familles d'anciens paysans riches ou moyens, reconnaissaient une certaine "lourdeur" du régime communiste (qui avait pesé "lourdement" en raison des excès de la collectivisation,

et du dogmatisme idéologique au cours de sa dernière décennie), il n'en reste pas moins qu'ils reconnaissaient tous certains mérites à ce régime. Comme ils le disaient, même "si le monde vivait mal avec lui [Ceașescu], il a aussi fait du bien".

Ainsi, tout d'abord, dans ce temps là, le travail salarié était assuré: "tout le monde était au *servici*, on te prenait même dans la rue, on te mettait au *servici*, soit à l'usine, soit à la coopérative, pour que tu travailles", ainsi que "personne n'était dans la rue". Par contraste, le régime actuel mettait les gens dehors et "c'est le désastre !" La preuve de ce désastre était fournie par la dégradation et la disparition des éléments matériels qui se rattachaient au travail industriel. Ainsi par exemple, comme me le racontait un villageois ancien *navetist*, "chez moi, à l'usine, ils ont mis les ouvriers dehors, et presque toutes les tours mécaniques sur lesquels on travaillait ont disparu, elles ont rouillé".

Mais l'image la plus forte de ce basculement radical dans la vie des villageois restait celle des changements au niveau de l'emblème par excellence de leur ancien statut (et prospérité) en tant que *navetiști*: les bus (*rate*) qui les ramenaient auparavant dans les centres industriels avoisinants. Ce qui attristait le plus les villageois, et qui constituait pour eux le signe marquant de la détérioration de leur situation, était la disparition progressive de ces bus, ainsi que le fait que ceux qui restaient encore en circuit allaient et retournaient "presque vides". L'ancienne agitation matinale au centre du village, lieu d'embarquement pour la majorité des villageois, avait laissé la place au silence. Et ce silence ne signifiait pas, pour les villageois, un retour agréable et joyeux dans leurs cours, mais plutôt le signe de la disparition des anciennes voie d'ascension sociale.

À la disparition du travail salarié, et aussi en conjonction avec celle-ci, s'ajoutait l'obstruction de l'accès aux modes de consommation que les *navetiști* et leurs familles ont commencé à valoriser après la collectivisation et l'industrialisation socialistes. Ainsi, la nouvelle époque était vue comme une époque de dégradation continue des infrastructures restant à la base de ce mode de consommation (le métro bucarestois, les routes, le système d'électrification), ainsi que de l'accès des villageois, en raison de la baisse de leurs revenus réels, à des loisirs modernes et urbains: la grillade en fin de semaine à la montagne et au bord d'un lac, ou encore, et plus important, les vacances au bord de la Mer Noire.

Finalement, les transformations qui avaient eu lieu après le changement de régime étaient vues comme ayant des conséquences négatives non seulement au niveau de l'emploi et de la consommation, mais, plus profondément, au niveau de l'autonomie et du contrôle mêmes que les villageois entendaient exercer sur leur propre vie. Ainsi, elles débouchaient

tout d'abord sur des inégalités et sur une nouvelle exploitation des plus démunis par les plus puissants, puissants qui incluaient à côté de l'État aussi d'autres acteurs. Comme me le mentionnait un villageois, "maintenant il y a le patron un tel, le boyard un tel, le grand propriétaire (*moșier*) un tel, et la plèbe reste, la malheureuse, abandonnée à elle-même (*de izbeliște*)". Finalement, les transformations d'après 1990 débouchaient aussi, dans les conditions de l'appauvrissement de la population, sur l'anomie générale de la société, la lutte de tous contre tous. En fait, la nouvelle peur qui hantait de nombreux villageois était celle que ceux qui avaient perdu leurs emplois allaient aussi s'attaquer, à travers des vols et des crimes, à leurs propres voisins.

Cette contestation du nouveau régime par le biais de la consommation trouve sa racine dans la place que les villageois en vinrent à occuper dans le marché des biens de consommation. Nous nous attarderons, à travers ce qui suit, plus en détail sur cette place, afin de voir quels ont été les changements qui y sont intervenus, ainsi que la manière dont les villageois y ont réagi non seulement dans leur discours général, mais aussi dans leurs pratiques.

14.3.2. La transformation des structures de circulation des biens de consommation et l'éviction des villageois

Les transformations survenues après la chute du régime communiste ont entraîné le changement de la position des villageois non seulement à l'intérieur de la structure de l'emploi (changement qui s'est traduit par leur éviction massive de l'emploi industriel et par le retour au travail de la terre suite à la redistribution foncière), mais aussi à l'intérieur de la structure de circulation des biens de consommation.

Ainsi, comme nous l'avons vu au chapitre 5, pendant la dernière décennie du régime socialiste les villageois en étaient arrivés à occuper une place particulière, et pas nécessairement désavantageuse, à l'intérieur de cette structure. En vérité, malgré la pénurie générale de biens de consommation manufacturés industriellement et le fait que les *gospodării* villageoises possédaient, généralement, des revenus monétaires plus maigres que ceux des *gospodării* urbaines, les *gospodării* villageoises arrivaient à avoir un assez bon accès aux biens de consommation disponibles localement. En effet, grâce aux réseaux d'échanges informels et au marché noir, mais aussi grâce aux prix des biens de

consommation relativement bas par rapport aux revenus, les villageois réussissaient généralement à se procurer ces biens à des niveaux assez satisfaisants.

Qui plus est, grâce aux lots personnels, ils contrôlaient une importante source de biens très valorisés à l'époque, car étant ceux dont la pénurie affectait le plus constamment et le plus douloureusement l'ensemble de la population: les produits alimentaires. Ainsi, grâce aux produits agro-alimentaires de leurs lots personnels, ils pouvaient tout d'abord s'auto-provisionner, et ainsi échapper aux contraintes de la pénurie qui frappait le marché socialiste, ou encore économiser de l'argent qu'ils pouvaient investir dans d'autres biens de consommation. Mais ils pouvaient aussi utiliser ces produits sur le marché coopératif socialiste pour obtenir en contrepartie des biens manufacturés; ou encore, de façon plus importante, ils pouvaient les utiliser dans les échanges informels pour obtenir d'autres biens et services; ou enfin les utiliser sur les "marchés paysans" mais surtout sur le marché noir pour obtenir des revenus monétaires parfois considérables (les prix des biens alimentaires sur ce dernier marché étant, à l'époque, assez élevés). Ainsi, pendant cette période, les villageois se trouvaient dans une position plutôt avantageuse par rapport au marché des biens de consommation, et ceci non pas seulement en tant que consommateurs externes, mais aussi en tant qu'acteurs situés à l'intérieur même de ce marché. Le rapport entre villageois et marché était un rapport dans lequel les villageois disposaient d'un degré assez élevé de contrôle.

Après le changement de régime, les politiques populistes du nouveau gouvernement, politiques axées entre autres sur une lutte contre la pénurie alimentaire, ont débouché sur une transformation profonde de la place et de la valeur des biens alimentaires. Ainsi, en même temps que les épiceries d'État remplissaient de nouveau leurs étalages, ces biens sortaient de manière assez soudaine du marché noir et des échanges informels (surtout entre la population et la bureaucratie), tandis que leur valeur marchande et leur "valeur de réseau" chutaient elles aussi brusquement. En fait, l'accès à des services fournis par les grosses organisations bureaucratiques de l'État (administrative, médicale, éducationnelle) passa, durant la transition, de plus en plus par l'argent et non pas par des biens que les villageois pouvaient produire eux-mêmes. Des possesseurs de biens convoités par toute la société, les villageois se sont retrouvés être seulement les possesseurs de biens de base, certes nécessaires à leur survie, mais sans grande utilité pour les aider à se procurer de l'argent, d'autres biens ou encore des services et faveurs.

Par la suite, la baisse de leurs revenus a fait que les villageois ont été marginalisés aussi par rapport au marché des biens de consommation non alimentaires. En fait, étant pris de plus en plus avec une production agricole demandant de plus en plus d'argent mais en rendant de moins en moins, les villageois se sont retrouvés devant une relative obstruction de leur accès aux autres biens de consommation. Comme me le disait un villageois,

"je ne peux rien acheter contre ce que je vends. Vendre une *dublă* de blé (14 kg) pour huit, dix mille *lei*, et acheter une paire de pantalons à cent mille *lei*: combien de *duble* dois-je vendre pour acheter un pantalon? Pourquoi toutes vos choses sont chères et toutes mes choses ne le sont-elles pas?"

Finalement, la privatisation graduelle du commerce de biens de consommation contribua à transformer profondément les structures mêmes de circulation des produits agro-alimentaires, ainsi que, plus largement, celles des biens de consommation dans leur ensemble. En fait, la structure triptyque du socialisme (marché étatique/ marché coopératif/ marché paysan) a graduellement donné place à une autre structure, où des acteurs, des réseaux et des rapports nouveaux sont apparus. Et dans cette structure, les villageois perdaient le contrôle qu'ils avaient déjà eu.

Ainsi, au village, les magasins de la coopérative de vente au détail, qui avaient détenu le monopole du commerce villageois pendant le socialisme, ont été outrepassés et finalement pratiquement marginalisés (à l'exception peut-être de l'ancien "buffet" communal) par les nouveaux commerçants ayant ouvert boutique au village, les *privatizați*.

Les *privatizați* ont fait leur apparition tout de suite après le changement de régime, en profitant des nouvelles lois permettant la constitution d'unités de commerce en dehors du secteur étatique et coopératif. La constitution de leurs petits commerces (*privatizări*) semble avoir été continue depuis 1990, et avoir ralenti après 1997. En même temps, certaines *privatizări* avaient fermé leurs portes au fil du temps, le rythme des fermetures ayant probablement été accéléré après le changement de gouvernement de 1996 (à la fin de 1998, deux autres *privatizări* fermaient).

Au milieu de 1998, il y avait une vingtaine de *privatizări* à Buna. Elles étaient assez largement réparties sur la superficie du village, mais connaissaient toutefois une plus grande concentration autour du centre du village. Parmi ces *privatizări*, quelques unes étaient principalement des "bars", tandis que la majorité était constituée par des magasins vendant des aliments, boissons (avec ou sans consommation sur place) et cigarettes. Les plus réussies combinaient la vente de produits alimentaires (autant de consommation

courante que de consommation sociale et rituelle) et de première nécessité (produits de nettoyage) avec la vente en détail de boissons sur place, autant alcooliques ("au verre", *la pahar*) que non- alcooliques ("au TEC", c'est-à-dire provenant d'un distributeur de boissons gazeuses à base de concentrés).

Si pour ces dernières *privatizări* les boissons et le tabac (surtout envers les hommes) constituaient le gros de leurs ventes, et ainsi la base de leur succès, pour le reste, qui constituaient aussi la majorité, les ventes étaient surtout dépendantes de la consommation de biens alimentaires ou ménagers "de nécessité" de la part des *gospodării* (riz, sucre, huile, pâtes, pâte de tomate; détergents, savon); ou encore de la consommation de sucreries de la part des enfants. Les autres créneaux, débouchant sur une consommation plus discontinue, incluaient la consommation sociale (des biens offerts lors des visites, ou comme cadeaux à différentes occasions: boissons de meilleure qualité mais aussi plus chères, chocolats, produits cosmétiques tels que déodorants ou savons) et la consommation rituelle (*colaci*).

Les transformations des structures de circulation de biens de consommation (autant alimentaires que non alimentaires) et, surtout, de l'emprise des villageois sur ces structures se manifestaient également hors du village, et particulièrement dans les foires rurales et les anciens "marchés paysans" des villes. C'est à l'intérieur de ces endroits, autrefois le domaine presque exclusif des villageois "producteurs", que se dévoilaient non seulement de nouveaux rapports, mais aussi une nouvelle configuration du monde des biens de consommation eux-mêmes.

14.3.3. La transformation des marchés des petits producteurs: des produits agricoles de chez nous aux produits manufacturés d'ailleurs

Pendant le socialisme, les plus entreprenants habitants des campagnes vendaient leurs produits agro-alimentaires dans les foires rurales (surtout des ventes d'animaux et de grains, mais aussi de produits alimentaires), et, surtout, dans les "marchés paysans" des villes (des produits alimentaires, en particulier légumes et produits animaliers). Destinés aux producteurs indépendants des campagnes, ces marchés constituaient un essai de la part de l'État de canaliser la production agro-alimentaire de ces producteurs au profit du reste de la population (et surtout la population urbaine), dans les conditions où les marchés étatique et coopératif (qui formaient le "commerce socialiste" entièrement contrôlé par l'État) n'arrivaient pas à combler leurs besoins de consommation alimentaire. Cette tentative

combinait une politique permissive aux formes de commerce alternatives au commerce socialiste (et donc partiellement hors de l'emprise complète de l'État) avec une réglementation à travers les prix (l'État fixait en effet, à travers une nomenclature officielle, la limite maximale des prix pratiqués).

La marge de manœuvre des producteurs indépendants à l'intérieur de ces marchés était toutefois assez grande. Ainsi, en dépit de la réglementation des prix, les producteurs arrivaient souvent à vendre au moins une partie de leurs produits à des prix de marché noir, réussissant ainsi à transformer les marchés officielles en des canaux vers des transactions souterraines qui leur rapportaient des bénéfices certains.

Qui plus est, bien que, évidemment, certains "producteurs agricoles" arrivaient à vendre leur marchandise de manière assez constante dans un marché, et que de nombreux autres "producteurs agricoles" ne s'y rendaient pas, l'accès à ces marchés connaissait un degré assez bas de monopolisation, ce qui permettait une certaine rotation des différents producteurs à l'intérieur de ceux-ci. En fait, les *tarabe*¹ ("étalages") qui constituaient les unités de vente d'un marché n'étaient pas assignées de façon nominale à un certain producteur, mais étaient appropriées "sur le coup" (selon la règle du premier arrivé...), la seule condition d'admissibilité au marché étant de détenir le permis certifiant la qualité de producteur agricole. Ainsi, dans le secteur des produits alimentaires, dans les conditions où peu de producteurs disposaient de grosses quantités de produits ainsi que du temps et des moyens nécessaires pour se rendre souvent au marché, les marchés des producteurs n'atteignaient presque jamais la limite d'occupation de leurs *tarabe*. Quant à la section des produits agricoles des foires, son mode de vente particulier (qui se faisait dans des "endroits") facilitait davantage l'accès aux lieux de la part des producteurs intéressés.

Après 1989, une conjonction particulière d'un ensemble de facteurs - la rétrocession des terres (qui a entraîné une augmentation de la production agro-alimentaire des petits producteurs indépendants), la déréglementation des prix sur les marchés des petits producteurs, les nouvelles possibilités de transport ouvertes avec la déréglementation parallèle de l'achat de voitures, mais aussi l'obstruction des voies alternatives d'écoulement des produits agricoles en raison de la disparition du marché noir - a rendu la vente sur les marchés de producteurs beaucoup plus attirante et convoitée par les habitants des campagnes.

¹ Pluriel de *tarabă*.

Mais en même temps que les villageois se sont rués en plus grand nombre sur les marchés de producteurs, ils ont aussi dû faire face à une présence croissante dans ces marchés de nouveaux vendeurs. En fait, les marchés de producteurs de la Roumanie ont connu une transformation importante du "paysage marchand" qu'ils offraient aux yeux du passant.

Ainsi, pendant le socialisme, les *tarabe* pour les produits alimentaires étaient remplies soit de produits animaliers (fromage, crème, lait), soit encore de légumes (au printemps, des "verdures"- oignon et ail verts, salade verte, radis; en automne - poivrons, tomates et aubergines; et en tout temps, même en hiver, des "racines" (persil, céleri), pommes de terre, choux et pommes). Derrière les *tarabe*, des hommes et des femmes à aspect "paysan" attendaient leurs clients.

Après 1990, la déréglementation des marchés des petits producteurs indépendants à débouché sur l'apparition, à l'intérieur de ceux-ci, d'un nouveau type de vendeur: le *privatizat*. Indiquant par leur nom une qualité de commerçants et non pas de producteurs, les *privatizați* ont amené avec eux de nouvelles marchandises. Alimentaires ou autres (souvent des produits hygiénique ou de nettoyage, accessoires, parfois quelques articles d'habillement ou chaussures) ces marchandises avaient comme caractéristique commune d'être toutes manufacturées industriellement, souvent dans des contrées éloignées (Turquie, Chine, Hongrie).

14.3.3.1. Les marchés paysans

Dans les marchés de producteurs se trouvant en ville, la conquête graduelle de l'espace du marché par les *privatizați* s'est traduite non seulement par une extension de cet espace (au delà des limites initiales), mais aussi par son partage au détriment des petits producteurs agricoles. Les *tarabe* ont ainsi commencé à devenir plus difficilement accessibles. Les *privatizați* se sont multipliés, et ont aussi eu tendance, à la différence des producteurs agricoles qui fréquentaient le marché de manière ponctuelle et saisonnière, à s'y "permanentiser" (disposant aussi de l'avantage des marchandises non périssables). Comme me le disait un villageois, dans les marchés paysans "tu ne peux plus vendre en tant que producteur, [car] il n'y a qu'eux, les commerçants. Au marché, tout l'espace est occupé par eux, avec toutes leurs marchandises".

Certaines *tarabe* ont ainsi commencé à être fermées à clé, et à être appropriées de façon quasi permanente. Dans ces conditions, les petits producteurs agricoles ont eu recours

à des tactiques de queue (tactiques qu'ils avaient d'ailleurs très bien apprises pendant le socialisme). Un producteur de carottes de Buna, par exemple, partait le soir pour le marché des producteurs Domenii de Bucarest. Il n'était pas le seul, car il faisait partie des nombreux producteurs qui quittaient Lunca pour aboutir sur les marchés de Bucarest. La majorité de ces producteurs possédaient leurs propres moyens de transport, mais quelques uns, comme mon interlocuteur, qui n'avaient pas de voiture personnelle, s'arrangeaient pour se trouver une place dans les quelques vans privés qui ont remplacé le bus publique de nuit. Une fois arrivés au marché, les villageois pouvaient dénicher une *tarabă* qui n'était pas fermée à clé, mais qui avait été libérée à la fin de la journée. Ils occupaient leur *tarabă* et ils attendaient le matin, en parlant ou en dormant sur les *tarabe*. Ils conservaient la *tarabă* jusqu'à la fin du stock, une journée, ou parfois deux ou trois.

Mais en même temps que la concurrence pour les *tarabe* s'était aiguïlée, la vente des produits agricoles mêmes commençait à échapper au contrôle des producteurs. En fait, face au manque de *tarabe* et aux difficultés liées au séjour en ville (coût du transport en particulier), certains producteurs renonçaient à vendre eux-mêmes leurs produits sur le marché et acceptaient de vendre leurs produits aux nouveaux commerçants de produits alimentaires qui se spécialisaient dans la vente. C'est ce que les villageois appelaient la mafia du marché, mafia qui était vue comme étant largement entre les mains des membres de la minorité tzigane du pays.

Un cas parallèle qui illustre certains des développements mentionnés plus haut est le cas des développements marchands à Lunca, le village voisin de Buna.

14.3.3.2. Les foires villageoises

À Lunca, la décollectivisation entamée après 1991 avait amené les villageois (à la différence de leurs voisins de Buna, cantonnés principalement dans une production céréalière de subsistance) à se tourner vers l'exploitation intensive et commerciale de leurs terres. En fait, bénéficiant de terres fertiles "au sable", ils ont choisi de les travailler personnellement (il n'y a pas d'association à Lunca) et d'y cultiver des légumes, une récolte encore très payante sur le marché. Ce faisant, les villageois de Lunca continuaient une tradition héritée des "Serbes" (en fait Bulgares) installés au village au début du siècle passé et dont beaucoup d'entre eux étaient des descendants (les "Serbes" avaient en fait partout au pays une réputation d'excellents jardiniers). Qui plus est, ils ne faisaient que continuer, à une échelle plus importante, la culture commerciale des légumes poursuivie pendant le

communisme sur les lots personnels. C'est ainsi qu'ils ont continué aussi de vendre leur production sur les marchés paysans des villes environnantes (Bucarest, mais aussi Târgoviște), marchés où ils étaient déjà insérés depuis au moins quelques décennies.

L'extension des cultures de légumes sur des parcelles plus grandes a toutefois entraîné des processus spécifiques au nouveau contexte apparu après le changement de régime. Ainsi, elle a tout d'abord débouché sur une implication plus grande des villageois de Lunca dans le marché. Cette implication s'est avérée assez réussie, la culture des légumes étant plus payante et à débouché plus sûr que les cultures céréalières des villageois de Buna. Mais l'implication accrue sur le marché a elle-même entraîné une relative prospérité des villageois de Lunca. Cette prospérité s'est manifestée non seulement par l'accroissement du bien-être des *gospodării* (Lunca a plus de maisons à deux étages que Buna), mais aussi par le développement des infrastructures de leur village. Lunca, avec son centre disposant de restaurant, de pâtisserie (*cofetărie*), de magasins et même d'une chaîne de télévision à circuit local, s'était transformé, comme me le disait une villageoise de Buna, en un "pied de ville". Mais ce pour quoi Lunca était devenu un centre d'admiration et d'attrait continuuel était un autre développement notable: celui de sa foire hebdomadaire.

Bien que la foire de Lunca existait depuis au moins un siècle, son développement fulgurant eut lieu à partir du début des années 90. C'est, en fait, après cette date qu'elle changea d'emplacement pour se situer sur la route unissant Bucarest et Târgoviște, et qu'elle commença à augmenter ses dimensions.

À la fin des années 90, cette foire servait non pas tellement pour la vente des produits des villageois de Lunca (on n'y trouvait pas des légumes, mais seulement des plants), que pour la vente de produits peu, ou pas du tout, produits par les villageois eux-mêmes. L'envol de la foire de Lunca se réalisa ainsi non pas suite à l'accroissement de la vente de produits des villageois de Lunca (qui sont toujours vendus ailleurs), mais suite à l'augmentation de la demande de ces villageois pour des produits autres, grâce à leur nouvelle prospérité et à leur désir d'investir cette prospérité dans des biens de consommation.

La foire comportait ainsi tout d'abord des sections plus "traditionnelles" destinées à la vente des produits agro-alimentaires locaux. Ainsi, à l'entrée de la foire on pouvait trouver une partie "volailles/œufs/fromage", partie correspondant ainsi aux "petits" produits de la *gospodărie*, et réservée principalement aux femmes. Au fond on retrouvait une partie "céréales/cochons/bovins/chevaux", réservée aux "gros" produits des *gospodării* de villages

tels que Buna et constituant, principalement, le domaine des hommes (cette partie portait d'ailleurs le nom de "foire à animaux").

Mais, à part ces sections, la foire comprenait aussi une partie très large (couvrant en fait plus de la moitié de sa superficie) occupée par de nombreuses *tarabe* de *privatizați* et destinée aux marchandises fabriquées industriellement. Les privatisés présentaient un profil varié. Ils étaient ainsi autant hommes que femmes, autant locaux que venant d'ailleurs (et même de l'extérieur du pays, comme c'était le cas des commerçants de la République de Moldavie, qui avaient leur propre coin de marchandises d'occasion). Les marchandises qu'ils vendaient présentaient, elles aussi, une vaste diversité: nourriture (généralement des produits secs ou plus résistants: épices, sucre, sel, riz, farine, oranges et citrons, sucreries); vêtements et chaussures; produits pour la construction; tissu, meubles et tapis, articles ménagers et articles de cuisine, ainsi que des jouets et des bicyclettes. Une caractéristique de ces marchandises était d'être des marchandises généralement de très basse gamme venant autant de la production nationale que de celle des pays étrangers (en particulier la Hongrie, mais surtout, en ce qui concerne les marchandises non alimentaires, de la Turquie et la Chine).

La foire de Lunca représentait donc non seulement un marché de petits producteurs, mais aussi, et en égale mesure, un marché de produits manufacturés. Ces produits, moins disponibles au village même (où, comme nous l'avons vu, prédominaient les aliments et boissons), répondaient au désir des habitants des villages environnants tant d'émuler les nouveaux modes de consommation introduits à partir des villes, que de bricoler leurs propres identités à partir des biens de consommation. Ainsi par exemple, si de nombreux biens non alimentaires répondaient au désir de renouvellement vestimentaire "à la mode" des plus jeunes, une autre partie répondait au désir des plus âgés (surtout des femmes, mais aussi des hommes) de se doter des moyens matériels leur permettant de participer aux échanges sociaux (cadeaux) et rituels (les contenants en plastique qui avaient remplacé les anciennes assiettes en terre cuite dans le cadre des *împărțeli*) qui constituaient la base de leur insertion locale. Nous y reviendrons à travers ce qui suit.

Remarquons, pour conclure cette partie, que la foire de Lunca témoignait ainsi de la même emprise des *privatizați* et des nouvelles marchandises manufacturées (parfois d'importation, de surcroît) sur des marchés traditionnellement destinés aux petits producteurs, que sur les "marchés paysans". Le paysage offert par la foire rendait visible la perte de contrôle du "marché", au profit des commerçants, de la part des petits producteurs

villageois. Mais les fondements de cette perte étaient plus profonds que la simple perte territoriale au niveau de l'espace marchand, ou que la montée des mafias des produits agro-alimentaires à tendance monopolistique. En fait, elle trouvait son réel moteur dans la baisse continue du rapport entre les prix des produits agro-alimentaires des petits producteurs et les prix des biens manufacturés industriellement. C'est ainsi que, dans leur désir de voir débloqué leur accès au marché, les villageois demandaient souvent la ré-étatisation des circuits de circulation, et arrivaient même à concevoir leur accès au marché en termes de "droit" constitutionnel. Comme me le confiait un villageois, "La constitution est bonne, mais il nous faut des droits. Tu n'as pas où vendre du lait, tu n'as pas où vendre un fromage. Qu'ils [l'État] fassent des fabriques de lait, qu'ils fassent des choses!"

Remarquons finalement que la perte de contrôle des villageois sur la circulation des biens de consommation, sinon sur le marché tel quel, avait toutefois certaines limites. En fait, dans les conditions de la baisse générale des revenus, de nombreux villageois, tout comme leurs parents et amis vivant en ville, avaient toujours recours aux échanges informels à l'intérieur des réseaux de parents, amis, voisins ou encore patrons-clients, échanges où les produits agro-alimentaires des villageois avaient encore une valeur sociale certaine. Ainsi, le marché était maintenu en dehors des sphères de la parenté, de l'amitié et (plus partiellement) du clientélisme, celles-ci restant encore sous l'emprise des villageois.

Il reste toutefois que, hors de ces sphères, les villageois avaient de moins en moins de contrôle sur le marché des biens de consommation. Mais les transformations dans la structure de circulation des biens de consommation ayant entraîné la marginalisation des villageois par rapport au marché se sont aussi accompagnées de transformations locales au niveau de la consommation. Nous les considérerons à travers ce qui suit.

14.3.4. Le nouveau monde des biens de consommation

Comme nous l'avons vu plus haut, avec les *privatizați*, de nouvelles marchandises ont pénétré les marchés des producteurs, ainsi que, plus généralement, le marché roumain dans son ensemble. Si toutes ces marchandises étaient, comme les marchandises du commerce socialiste, des marchandises manufacturées industriellement, donc produites par d'autres personnes que leurs consommateurs, il n'en demeure pas moins qu'à l'intérieur du nouveau "monde des objets" de nouvelles distinctions sont apparues. Portant sur le degré d'éloignement entre consommateur et producteur, ces distinctions se constituaient aussi,

comme nous le verrons, dans une nouvelle quête de distinction et de définition sociale de la part des différents groupes.

Ainsi, nous pouvons remarquer tout d'abord que la majorité des nouvelles marchandises apparues étaient des marchandises de marque et/ou de production étrangère. Ceci faisait d'ailleurs leur spécificité distinctive par rapport aux marchandises du commerce socialiste. En effet, ces dernières étaient majoritairement des marchandises de marque et de production interne, les marchandises de production étrangère (il y en avait très peu de marchandises de marque étrangère et de production locale) circulant surtout dans des marchés périphériques au commerce socialiste (tels que le marché noir, ou encore le marché "formel", mais peu mis en avant par le régime, car restrictif, des "*shop*" destinés aux membres du haut appareil de Parti et d'État et aux étrangers).

Ce changement de poids des marchandises étrangères a été accompagné par une transformation de la hiérarchie opérée localement à l'intérieur du monde des marchandises sur la base du critère de l'éloignement. Ainsi, pendant le socialisme, cette hiérarchie partait, à la base, des marchandises locales destinées au "marché socialiste" (considérées comme étant de la pire qualité), vers les marchandises "refusées à l'exportation" (des biens destinés à l'exportation, toujours de production nationale, mais détournés, suite au constat de défauts de fabrication, vers le commerce socialiste interne), les marchandises "pour l'exportation" (qui n'étaient pas refusées mais qui pouvaient être détournées, à travers les échanges informels et le marché noir, de leur destination finale), les marchandises étrangères des pays voisins ou du Tiers Monde (arrivées surtout par l'entremise des petits commerçants informels frontaliers ou les marins des bateaux roumains sillonnant le monde), et, finalement, au sommet de la hiérarchie, les marchandises de production occidentale (allemandes, françaises, américaines, italiennes).

Après le changement de régime, cette hiérarchisation a fait place graduellement à une autre forme de hiérarchisation. Cette dernière distinguait les marchandises de marque et de production nationales (considérées toujours comme ayant une qualité moindre); les marchandises de marque étrangère (en particulier les marques des multinationales occidentales) mais de production nationale; les marchandises de marque étrangère mais de production délocalisée (par exemple les jeans Levis faits en Turquie); les marchandises de marque et de production étrangères des pays voisins et du Tiers Monde (Hongrie, Turquie, Chine), et finalement les marchandises de marque et de production occidentales.

Contrairement à la période socialiste toutefois, la hiérarchisation des marchandises était beaucoup plus labile. En effet, à part le maintien indubitable de la position suprême des marchandises de marque et de production occidentales (toujours considérées comme les meilleures), et le maintien beaucoup moins sûr des marchandises de marque et de production roumaines en bas de l'échelle, la classification des marchandises subissait des réaménagements constants, différant non seulement de groupe à groupe, mais aussi, pour une même personne, de moment à moment et de situation à situation.

Cette malléabilité était entretenue par le fait que les nouvelles conditions de production et circulation des biens de consommation apportées par la "transition" ont débouché sur une situation générant constamment la confusion catégorielle. Au temps du communisme, le monde des marchandises était caractérisé par une relative simplicité et transparence. En effet, la prédominance des marchandises de marque et de production roumaines simplifiait la catégorisation. De plus, chaque type de biens (par exemple, les boissons alcooliques) n'incluait que quelques sous-types (par exemple: *țuică*, vin, bière) et seulement quelques marques par sous-type (par exemple, pour la bière, Azuga, Ciucaș).

Cette situation a été suivie durant la transition par la prolifération ahurissante des types, sous-types, marques et emballages des marchandises. L'univers des marchandises est ainsi devenu un univers complexe, où le manque de standardisation des modes d'identification des marchandises s'ajoutait à leur manque de transparence, ce qui diminuait la lisibilité de cet univers par les consommateurs. Ceux-ci étaient ainsi confrontés non seulement à une forêt de nouveaux types et sous-types de produits, mais aussi à des indices qui ne leur permettaient que difficilement à identifier l'origine des marchandises respectives. Les myriades de nouvelles firmes productrices (les SRL) ou d'importation (les IMPEX), chacune avec son nom tarabiscoté, ne facilitaient en rien la tâche du consommateur. Finalement, les scandales récurrents médiatisés par la presse nationale et impliquant des tentatives de falsification de produits (surtout d'aliments et de boissons), mettaient en garde les consommateurs quant à l'adéquation entre l'emballage des marchandises achetées et leur contenu, surtout en ce qui concerne les marchandises de prétendues marque et production occidentales.

C'est ainsi que cette confusion catégorielle a débouché, en Roumanie, sur le phénomène particulier de la quête de l'origine de la marchandise, quête qui s'est constituée en un véhicule de la définition de soi et de la distinction entre groupes et personnes. Cette

quête reflétait aussi deux modes de consommation différentes, modes dont la distinction suivait, au village, un clivage intergénérationnel entre "jeunes" et "adultes".

14.3.5. Marchandise originale, marchandise occidentale, jeunes et adultes

L'origine des marchandises et des biens consommés constituait une préoccupation constante autant pour des villageois que pour l'ensemble des Roumains. En effet, dans un monde en confusion et en perte de repères, vouloir contrôler l'origine d'une marchandise, vouloir savoir qui l'a fait et comment, s'inscrivait dans une volonté plus large d'assurer la maîtrise de soi et de son environnement à travers la maîtrise de la consommation.

À l'intérieur de cette recherche de l'origine des marchandises, ce que j'ai appelé "la quête de la marchandise originale" (*marfă originală*) représentait un cas particulier, celui qui recherchait des marchandises de marque occidentale et produites réellement dans leur "endroit d'origine", c'est-à-dire en Occident, et non pas à d'autres endroits (cas où les marchandises résultantes étaient vues comme débouchant sur des pastiches). Ainsi, la quête de la marchandise originale représentait un essai particulier de réappropriation du monde des biens à travers une reprise du contrôle du processus de classification (en particulier celle qui concernait les catégories du haut de la hiérarchie). Cet essai portait, paradoxalement, sur un des types de marchandises les plus éloignés (en raison de leur lieu de production et de leur coût), les marchandises occidentales, celles qui, à travers cette même quête, étaient désignées comme le spécimen le plus pur et le plus valorisé de la marchandise.

La recherche de l'origine des marchandises touchait l'ensemble de la population, mais elle était menée et résolue de façon différente par les générations des jeunes et celles des "adultes" (catégorie où j'inclurais tous ce qui ont déjà fondé leur propres ménages). À Buna par exemple, les villageois plus âgés résolvaient le plus souvent le problème de l'origine incertaine des marchandises d'une manière qui leur était spécifique. Ainsi, ils produisaient eux-mêmes ce dont ils avaient besoin (surtout de la nourriture), et essayaient autant que possible de réduire leur recours à des marchandises achetées sur le marché. En fait, à travers le recours à leur propre travail ils s'assuraient que ce qui aboutissait dans leur bouche était authentique et de la qualité désirée. Par ailleurs, leur consommation de marchandises se réduisait le plus souvent au strict nécessaire: peu de vêtements et de chaussures (ils continuaient à porter les mêmes affaires dans la cour et de garder les

vêtements et souliers "bons" pour les occasions sociales), et aussi peu de produits alimentaires (leur consommation se réduisait aux aliments manufacturés de base, riz, sucre, huile, ainsi qu'aux marchandises roumaines, moins chères). Restreints à une consommation ascétique, ces générations plus âgées, ayant aussi traversé auparavant la pénurie socialiste, considéraient les nouvelles *privatizări* du village comme porteuses d'une profusion de marchandises couvrant "tout ce qu'il est possible d'avoir et de désirer". Ou, comme me le disait une villageoise, "nous avons tout, il y a de tout".

Pour les plus jeunes, par contre, la situation était différente. En effet, pour eux, la recherche de l'origine des marchandises se transformait dans la quête obsessionnelle d'une "image" de soi vue comme se reflétant dans l'appropriation des marchandises occidentales, et donc ainsi dans une "quête de la marchandise originale". En fait, les jeunes étaient orientés vers l'émulation des modes de consommation véhiculés par les villes et à travers les médias, et donc vers la consommation de marchandises importées ou de marque étrangère. Pour eux, le problème de l'originalité n'était pas résoluble à travers le recours au propre travail, car ceci aurait impliqué en fait une renonciation à la consommation de marchandises étrangères. À la place, plusieurs stratégies d'identification de l'originalité étaient mises en place. Plusieurs indices (variant d'un moment et d'un coin à l'autre du pays) servaient à identifier, par exemple, si un paquet de Camel était fait en Turquie ou aux États-Unis, ou si la bouteille de cognac Napoleon était vraiment "originale" (c'est à dire produite en Occident). En dépit de ces stratégies, il reste que les revenus dont les jeunes du village disposaient ne leur permettaient que très rarement d'acheter dans les endroits vus comme garantissant (de par les prix qu'ils pratiquaient aussi) l'origine occidentale des marchandises de marque occidentale (qui étaient, en particulier, certains magasins de Bucarest). Ainsi, confinés à certains lieux de magasinage et à une certaine gamme de produits (ceux qui essayaient d'imiter les marchandises occidentales), les jeunes restaient alors dans une continue quête de la marchandise originale.

14.3.6. Consommation mondaine, pratiques rituelles, substance et apparence

14.3.6.1. Jeunes, adultes, *gospodărie* et mort

Cette distinction entre le repli des "adultes" et l'exubérance des jeunes, entre des degrés différents d'ouverture par rapport aux nouvelles marchandises ne se traduisait toutefois pas, je crois, dans une opposition entre un "ancien" mode de consommation

encore promu par les "adultes" et un "nouveau" mode de consommation promu par les "jeunes". En fait, je crois que cette opposition traduisait plutôt une opposition générationnelle inscrite dans une vision commune de la division des rôles selon l'âge mais aussi le sexe, et qui était reconnue autant par les jeunes que par les adultes.

Cette vision trouvait sa racine dans la valorisation de la poursuite du bien-être des enfants, bien-être vu, depuis la collectivisation et l'industrialisation socialistes, comme primordiale pour la valeur d'une *gospodãrie*. Nous avons vu que cette conception impliquait une réduction de la consommation des parents en vue de l'achat de biens de consommation (appartement, voiture, meubles, tapis) pour les jeunes. Par contre, dans la même vision, les enfants étaient généralement épargnés des corvées quotidiennes de la cour, afin "qu'ils en profitent tant qu'ils sont jeunes". Ainsi, déjà depuis les années 60, les "jeunes" et les "adultes" se distinguent de par leur implication plus ou moins développée avec les biens de consommation.

Cette distinction était générationnelle et ne concernait pas des groupes séparés qui perpétueraient à travers le temps les rapports différenciés qu'ils entretiennent avec le monde des marchandises. En effet, les "vieux" de la fin du deuxième millénaire, ceux qui avaient plus de 60 ans à ce moment-là, avaient connu dans leur jeunesse aussi une époque de consumérisme plus déchaîné, époque où les marchandises manufacturées industriellement avaient occupé une plus large place dans leur vie par rapport aux marchandises artisanales ou aux biens qu'ils produisaient eux-mêmes. Mais, eux aussi, comme leurs parents, avaient par la suite adopté un mode de consommation plus "ascétique". Celui-ci est caractérisé ainsi non pas tellement par la consommation de certains biens en particulier (car ceux-ci ont forcément changé avec les époques), mais par l'opposition à d'autres modes de consommation à l'intérieur d'une structure catégorielle de la consommation informée par des divisions de genre et d'âge. La validité des différents modes de consommation (controversée et conflictuelle, mais néanmoins agissant en tant que normes) venait du fait que la structure catégorielle qui les englobait était reconnue autant par les vieux que par les jeunes, et autant par les femmes que par les hommes.

Mais la vision locale de la division générationnelle et sexuelle des rôles trouvait aussi sa racine dans une certaine conception du lien entre consommation mondaine et consommation rituelle (entre consommation pour ce monde-ci et consommation pour l'au-delà) et dans manière dont ce lien se traduisait pour les différents groupes d'âge et les deux sexes.

Tableau 14.1. Les divisions de genre et d'âge, et la consommation mondaine et rituelle, à Buna.

Valeurs	Hommes / jeunes	Femmes/ vieux
Viande / alcool / sexe/ Travail / puissance / vitalité / apparence	+	-
Jeûne / abstinence Esprit / faiblesse / mort / substance	-	+

Selon cette conception, une vie spirituelle et rituelle, celle qui se reflète dans la pratique du jeûne, la réduction de la consommation d'alcool, l'abstinence sexuelle et la fréquentation assidue de l'église, était le domaine des "vieux", tout comme celui des femmes en général. En effet, les personnes âgées étaient vues, de par leur retrait de la vie active et du travail incessant, plus enclines à mener une vie plus "légère" au niveau des plaisirs de la vie (nourriture entre autres), mais plus intense au niveau spirituel. Ainsi, si nous nous demandons pourquoi les familles de pensionnaires élevaient moins de cochons, il faut voir que c'est par ce qu'ils en mangeaient moins. En fait, les personnes âgées (en particulier, celles de plus de 70 ans) étaient susceptibles de consommer relativement moins de viande, et spécifiquement moins de viande de porc, que les plus jeunes. De la même manière, les femmes étaient celles qui étaient censées avoir une vie spirituelle plus intense, car c'est elles qui étaient chargées de la réalisation des rituels, et notamment des rituels de la mort, qui assuraient la paix présente et future de leurs *gospodării*. De par cela, leur consommation était réduite en conséquence.

Par contraste, la vie adulte active, vie de travail, soucis et lutte pour la survie et la prospérité de la famille (et en particulier des enfants) était vue comme demandant une consommation plus riche, en particulier au niveau de la viande et de la boisson. Le travail incessant exigé par cette vie adulte constitue ainsi une contrainte au niveau de la nourriture: il demande des exemptions à la règle du jeûne, car ceux qui travaillent doivent bien manger, en particulier de la viande (les hommes). La consommation de viande (au sommet de laquelle se trouvait le porc, suivi de l'agneau, des volailles et du bœuf) ainsi que d'alcool était vue comme nécessaire pour le maintien de la vitalité requise par la vie adulte, et en particulier pour le maintien du pouvoir de travail des hommes. Comme les hommes étaient vus comme ceux qui dispensaient le plus grand effort physique dans leur travail, la viande et l'alcool étaient censées lui donner du pouvoir de travail. "Un homme qui va au travail doit boire quelque chose! Boire un petit verre de *țuică*, ça donne du pouvoir !" Bien que les

femmes consommaient aussi de la viande et de l'alcool, les villageois considéraient que c'étaient les hommes qui en consommaient et devaient en consommer le plus.

En plus de demander une consommation accrue de boissons et de viande, la vie adulte implique aussi des situations et réactions qui ne sont pas tout à fait compatibles avec les pratiques rituelles, spécifiquement avec celles liées à la croyance orthodoxe. En effet, la vie active de l'adulte entraîne avec elle plusieurs contraintes qui sont à l'opposé de cette ritualisation. Ainsi, elle découle sur la nécessité d'un travail incessant, et donc ne laisse que peu de temps pour les pratiques reliées à la croyance. Dans cette perspective, un villageois quinquagénaire m'avouait qu'il n'allait pas à l'église, et que, même les dimanches, sa femme et lui se levaient tôt pour s'occuper des animaux, voir même pour aller au champ. Qui plus est, la vie active débouche souvent sur des situations tendues ou conflictuelles, situations où la personne peut être entraînée à se "délirer la langue" et utiliser des mots que le bon dieu n'aime certainement pas².

Ce manque de ritualisation de la vie adulte n'est pas toutefois incompatible avec la croyance, car la croyance (qui était vue comme une manifestation intérieure) n'implique pas nécessairement des pratiques rituelles définies (qui étaient vues comme des manifestations extérieures). De nombreux villageois orthodoxes s'insurgeaient en fait contre les prétentions d'abstinence des quelques adventistes (*pocăiți*) du village. Pour les villageois orthodoxes, ne rien boire, ne pas manger de viande de porc, ce sont non pas des moyens pour prouver sa croyance, mais des pratiques malveillantes, fausses, des masques qui cachent, en effet, une vie passée ou présente pleine d'excès. "Si tu as la croyance, tu l'as, tu crois tout simplement en Dieux et c'est tout! "

C'est ainsi cette dichotomie entre croyance intérieure et croyance extérieure³ fournissait la justification permettant aux jeunes de mener une vie de plus grands excès et d'exubérance. Les jeunes ne tenaient qu'à de rares occasions le jeûne, car ils "grandissaient"

² En Roumanie certaines injures ou même les mots d'allégresse incluent le mot "diable". D'autres injures incluent des mots reliés à la croyance chrétienne, tels que "les Jésus de ta mère !" ou encore "l'église de ta mère !"

³ Je ne sais pas si cette vision dichotomique existait déjà auparavant, mais il est sûr que pendant la période socialiste elle a pris un envol considérable. Comme me le disait un villageois, pendant le socialisme, "tu pouvais avoir la croyance dans l'âme, mais pas le montrer sur ton visage (*s-o dai pe față*)". En effet, la duplicité entre la pensée et l'action, entre ce que tu pensais et affirmais dans le cercle restreint de la famille et des amis proches, d'un côté, et ce que tu montrais et affirmais dans les espaces publics, face aux autorités et aux chefs du lieu de travail, d'un autre côté, était une des caractéristiques marquantes durant le socialisme. Selon cette vision, la vérité réside dans la pensée, l'action peut être un masque qui est utilisé seulement pour se doter d'une armure face aux circonstances externes défavorables (voir aussi [Verdery, 1994: 193] et [Jowitt, 1992: 287]).

et devaient prendre des forces à travers la viande. Ils n'allaient pas non plus trop souvent à l'église. Comme à leur âge il était normal de "profiter de la vie", ils allaient à la discothèque le samedi soir, et ainsi ils n'étaient pas prêts pour aller à l'église le dimanche.

La croyance ne dépend pas du suivi strict de certaines pratiques. Dans cette optique, si, d'un côté, les pratiques rituelles ne sont pas compatibles avec les excès de la vie jeune et adulte (boire beaucoup le samedi soir, émettre des injures), la croyance, elle, n'est pas incompatible avec une vie "normale" (vie où les plaisirs de la vie, la boisson, regarder les filles, ainsi que les inconvenances, se décharger en injuriant, se manifestent). Il y a une croyance de fond qui se maintient durant toute la vie, et une implication plus profonde qui croît avec l'âge et le retrait de la vie active. Cette implication suppose le jeûne et la fréquentation de l'église, activités qui impliquent une certaine préparation et une certaine conduite générale, et ainsi "d'avoir l'âme propre". Ce n'est qu'après que les enfants aient grandi et que les parents se retirent graduellement de la vie tumultueuse, que ces derniers peuvent consacrer plus de leur énergie et de leur temps (les hommes et, surtout, les femmes) à suivre les préceptes d'une vie croyante, et se dédier davantage à certaines pratiques rituelles (aller à l'église, suivre les jours de jeûne, s'engager dans la préparation des cérémonies pour ses funérailles).

L'adhésion à cette vision commune était reflétée non seulement par le fait que les jeunes se disaient tous "croyants", mais aussi dans le phénomène paradoxal qui faisait qu'au village, ce n'était pas, souvent, les plus vieux qui prêchaient pour un suivi rigoureux des pratiques rituelles, mais certains adultes et jeunes vivant en ville et qui retournaient voir les parents au village. En fait, certains villageois plus âgés pouvaient aller jusqu'à contester l'efficacité du jeûne, en disant que les pêchés ne trouvent pas leur origine dans la nourriture:

"Non pas de ce que tu manges, mais de ce qui sort de ta bouche, de ce que tu dis [et qui a des conséquences néfastes]. Si tu dis que tu a suivi le jeûne, mais tu fais d'autres choses, c'est pour rien. Le vrai jeûne est le jeûne noir, boire de l'eau trois fois par journée et prier. Le jeûne est une perversion des prêtres, pour qu'ils mangent eux, pour que tu leur donnes la langue et le jambon du porc, tandis que tu manges de l'oignon et des fèves".

Par ailleurs, remarquons que, probablement, les "rituels de la mort" n'ont cessé d'accroître leur importance après 1990. Ainsi, il se peut que les *gospodãrii* villageoises aient multiplié les "rituels de la mort" suivant le décès d'un de leurs membres ainsi que les actes et objets rituels qui y sont impliqués. Nous assistons ainsi à une augmentation du nombre de *pomeniri* qu'ils faisaient lire à l'église par le prêtre, du nombre des *pomeni* qu'ils

faisaient à la maison après les funérailles, des objets distribués lors des *împărțeli* et généralement des ressources mobilisées lors de ces rituels. Certains villageois avaient même commencé à faire des "rituels d'anticipation" en vue de leur propre mort, les *pomeni de viu* ("repas rituels du temps où on est encore vivant"). Un des prêtres du village, cherchant, je pense, à récupérer ce phénomène sous son contrôle, avait même introduit une "coutume" (*obicei*) destinée à la commémoration, pour les femmes, de leur âme du temps de leur vivant (les *mironosite*)⁴.

Toutefois, tout en se multipliant et en intensifiant leur importance, et tout comme au temps du communisme, ces rituels de la mort ne sont pas entrés en opposition avec le nouveau monde des marchandises. En effet, ils ont plutôt repris les nouvelles marchandises, qui ainsi ont été utilisées dans la compétition rituelle. Par exemple, les *împărțeli* ont continué à multiplier la distribution de contenants. Vers la fin du deuxième millénaire, ces contenants étaient de moins en moins les traditionnelles assiettes en terre cuite (*străchini*), ou même les assiettes en porcelaine produites en Roumanie qui les avaient remplacées durant le socialisme, mais de plus en plus les assiettes en plastique produites en Turquie (souvent de couleur assez vives - rose, pourpre- et en dégradé). Ainsi, loin de constituer un monde à part, le nouveau monde des marchandises fut intégré dans une vision particulière des relations entre pratiques rituelles et âge, ainsi que dans les manifestations concrètes de ces pratiques.

14.3.6.2. Hiérarchies économiques, hiérarchies sociales, visibilité et apparences

Le rapport du nouveau monde des marchandises avec la consommation rituelle au village nous amène aussi à considérer, dans une nouvelle perspective, la place que les "nouveaux riches" du village pouvaient occuper dans les hiérarchies sociales locales. Ainsi, remarquons que la valorisation de la part des jeunes de la "marchandise originale" se faisait en conjonction avec la valorisation, sur le plan du travail, de la "débrouillardise". Ces deux éléments faisaient partie d'un même mode de définition de soi, mode qui était promu dans le monde virtuel des médias et était porté dans le monde réel par les "nouveaux riches" des villes, les patrons "débrouillards" à cellulaire et mercedes. Au village, cette reprise par les

⁴ Il va sans dire que, comme tous ces rituels impliquaient aussi, à part la redistribution à l'intérieur du village, des "paiements" des services rituels opérés par les prêtres, ils contribuaient, en se multipliant, à augmenter les ressources amassées par le prêtre. Ceci n'allait pas toutefois sans contestation locale des "paiements" faits aux prêtres. Je ne m'attarderai toutefois pas ici sur ces contestations.

nouveaux puissants du jour d'une consommation axée sur des produits étrangers était toutefois tempérée et contournée par le filtrage de cette consommation à travers les conceptions locales de la valeur sociale et de la personne.

Ainsi, même si la consommation de biens achetés sur le marché était arrivée, avec le communisme, à constituer un critère de différenciation sociale, nous voyons que cette consommation restait souvent, par rapport aux niveaux plus profonds concernant la constitution de la personne et son rapport à la croyance, à un niveau superficiel, celui des "apparences". Ainsi, bien que les villageois aspiraient toujours à assurer à leur *gospodării*, et en particulier aux enfants, un bien être matériel, celui-ci ne pouvait pas conduire vers un bon destin pour les *gospodării* sans la réalisation de la paix de l'âme. Et cette paix était assurée seulement à travers le suivi des rituels de la mort et l'engagement de la *gospodărie* dans une consommation rituelle et dans la compétition sociale qui tournait autour de cette consommation. La hiérarchie très visible donnée par l'accès aux biens de consommation n'était valable que si elle correspondait à la hiérarchie moins visible donnée par le suivi des rituels de la mort.

Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, la valeur sociale de toute *gospodărie* était donnée par le degré d'implication de ses membres (et en particulier de ses femmes) dans les rituels visant à commémorer la mort de leurs membres défunts. De plus, les échelles mesurant cette implication étaient d'autant plus élevées que la richesse matérielle de la *gospodărie* était plus grande. Ainsi, les riches du village étaient scrutés avec plus de minutie et soumis à une plus grande pression pour l'accomplissement de ces tâches. Et parfois, même leur plus grande générosité ne réussissait pas à faire oublier la place passée de leur *gospodărie* dans la hiérarchie locale. Ainsi par exemple, la *gospodărie* d'un nouveau riche local, dont un des rejetons avait fait fortune en ville avec son entreprise de construction, ne réussit pas à s'élever de beaucoup dans l'estime locale, en dépit du don pécuniaire que ce dernier avait fait à l'église du village, et qui avait servi à la construction d'un puits communal.

Finalement, comme nous l'avons vu plus haut, c'était toujours en se référant à la primauté de l'âme et du destin de la *gospodărie* que les villageois pouvaient concevoir le renversement symbolique de la hiérarchie politique et économique qui prenait place au village. Ainsi, les puissants du temps du communisme tout comme les puissants de la "transition" pouvaient être vus comme potentiellement punis par la justice divine par une

mort prématurée ou "non naturelle", et ainsi par un contrôle fragile du destin de la part de leur *gospodărie*.

14.4. Contestations et inégalités: quel rapport et quelles perspectives?

Nous avons ainsi vu que, en faisant appel à des conceptions locales de la valeur sociale qui mettaient l'accent sur la résilience des *neamuri* et sur l'encrage de la personne dans le rapport à la mort, les villageois refusaient de reconnaître et de confirmer, sur le plan social et symbolique, l'importance nouvelle que prenaient les nouveaux puissants du jour. Tout comme au temps du communisme, la montée de nouveaux acteurs dans l'échelle économique ou politique, montée qui était due en grande partie aux forces plus globales qui agissaient dans la société roumaine, n'était pas accompagnée, le plus souvent, d'une montée correspondante dans les échelles sociales locales.

Cette inadéquation entre la mobilité économique et la reconnaissance locale posait toutefois problème à ceux qui désiraient contrôler les terres des villageois (tels que les cadres du secteur associatif ou les nouveaux entrepreneurs). En effet, après la décollectivisation formelle, les nouvelles élites économiques qui activaient en agriculture étaient devenues, du moins relativement, plus dépendantes des villageois, en particulier sur le plan du contrôle de la terre. Leur activité économique dépendait donc aussi de la manière dont ils savaient répondre aux critères locaux de valorisation sociale, et de la manière dont ils savaient légitimer aux yeux des villageois leur position et leurs actions.

Nous avons vu au chapitre 10 que les anciens cadres de l'agriculture socialiste qui avaient pris les reins des nouvelles associations constituées après 1991 faisaient appel, dans leur tentative de légitimation, à la création d'une distance hiérarchique entre eux et le reste des villageois, hiérarchie basée sur le savoir spécialisé et sur la manipulation de l'idiome de l'*ajutor*. Bien que les villageois tenaient en haute estime la possession d'un savoir découlant d'une éducation formelle spécialisée, à leurs yeux ce n'était jamais ce savoir qui restait à la base de leurs hiérarchies sociales profondes. De plus, la manipulation de l'*ajutor* s'avérait, dans le cas des cadres tout comme dans celui, plus général, des villageois les mieux nantis, un terrain miné. En fait, en contestant la position et les actions du président de l'association par la référence à un partage injuste, les villageois contestaient, par le fait même, la position de dispensateur d'*ajutor* à laquelle il prétendait. La constitution des rapports de dépendance et de domination autour de l'exploitation de la terre restait ainsi une entreprise continuelle de

lutte pour l'appropriation des ressources ainsi que pour la manipulation habile des idiomes locaux.

D'un autre côté, dans les conditions où de plus en plus de villageois étaient voués à perdre leur marge de manœuvre et leurs "possibilités" (emploi industriel, compensations), il se peut qu'en perspective nous assisterons à une aggravation des inégalités autour de la possession et de l'exploitation de la terre. L'issue quant à l'identité de ceux qui allaient se trouver en haut de la hiérarchie de pouvoir locale reste toutefois incertaine: seraient-ils des anciens cadres ayant activé ou activant à la tête des associations; de nouveaux entrepreneurs ayant fait leur entrée directement dans la grande agriculture capitaliste; ou des "tractoristes" réussissant réaliser une expansion de leurs activités? De la même manière, l'issue quant au rapport entre petite et grande agriculture reste elle aussi incertaine: est-ce que les nouveaux propriétaires réussiront à maintenir leur indépendance par rapport à l'extérieur et travailler leur terres en refusant de recourir autant à des associations qu'à de nouveaux entrepreneurs voulant prendre en fermage des terres? Et sinon (ce qui semblerait plus probable) quels seraient leurs rapports avec les nouveaux puissants du jour?

La place que les nouveaux entrepreneurs de la "grande" agriculture pourraient prendre dans l'agriculture roumaine reste encore à déterminer. Pouvant remplir en principe les mêmes fonctions que les associations, les nouveaux entrepreneurs doivent toutefois consolider leur position à l'intérieur de l'agriculture au gré des jeux de pouvoir avec les chefs des associations ainsi qu'avec les petits propriétaires. La possible bataille impliquera, je le pense, la catégorie qui est autant la plus vulnérable que la moins désireuse de se réengager pleinement dans l'agriculture (à cause de l'accès à un revenu garanti), celle des retraités, et en particulier des "retraités d'État", soit les anciens *navești* de la période socialiste.

En même temps, l'augmentation du chômage et la fin des paiements compensatoires, ainsi le manque de débouchés alternatifs pourraient faire en sorte que la terre et l'agriculture deviennent plus importantes pour une large partie des *gospodării* villageoises. La transformation de l'agriculture d'une activité secondaire en une activité principale pourrait avoir des conséquences importantes pour les rapports entre "petite" et "grande" agriculture ainsi que pour les inégalités économiques au village. Les villageois pourraient peut-être essayer de garder la totalité leurs terres afin de les travailler directement, ce qui déboucherait alors sur la dissolution des associations ainsi que sur la réduction des activités d'exploitation de la terre de la part des nouveaux entrepreneurs. L'agriculture roumaine du

nouveau millénaire pourrait alors avoir beaucoup de ressemblance avec celle d'avant 1945. Elle serait une agriculture de petites exploitations familiales relativement peu insérées dans le marché, mais vouée à des difficultés grandissantes sur le plan du financement de ses opérations et menacée par le possible développement des inégalités sur la base d'un accès différencié au capital.

Les derniers développements politiques et certaines tendances sur le plan social laissent toutefois encore ouverte la question de la nature et de l'ampleur des inégalités développées autour de l'exploitation de la terre. Ainsi, tout d'abord, à la fin de 2000, les élections présidentielles et législatives portèrent de nouveau Iliescu et son parti au pouvoir. Le nouveau gouvernement est de par sa plate-forme politique plus favorable à l'agriculture coopérative des anciens cadres qu'à une agriculture mettant l'accent sur de nouveaux entrepreneurs capitalistes. De par cela, bien qu'un nouveau secteur agricole capitaliste se fût déjà formé à cette date (surtout à travers la privatisation des Agromecs), nous pouvons nous attendre à ce que les secteurs associatif et étatique soient de nouveaux avantages. La reproduction de ces secteurs sous la protection de l'État est toutefois plus problématique que pendant les sept premières années de la transition. En effet, le processus d'ascension de la Roumanie à l'Union européenne, beaucoup plus avancée au début du troisième millénaire, pourrait de par sa réalisation mettre l'avenir de l'agriculture roumaine entre d'autres mains et sur des coordonnées nouvelles.

D'un autre côté, et sur le plan social cette fois-ci, nous remarquons que, dès les années 1990, un processus "d'en bas" commençait à faire sentir son poids: le travail à l'étranger. Celui-ci était présent, bien qu'à des proportions plus réduites, dès la période socialiste. En effet, durant les deux dernières décennies du socialisme, plusieurs villageois étaient allés travailler à l'étranger de manière "officielle", faisant partie d'équipes de travail envoyées par le gouvernement de Ceaușescu pour ramener des devises fortes au pays (en Allemagne, en Libie). Après le changement de régime, le mouvement migratoire connut une ampleur de plus en plus grande. En 1998 ainsi, plusieurs villageois (généralement des hommes dans l'âge adulte) partaient travailler temporairement à l'étranger. Bien qu'en continuité avec des pratiques "socialistes", durant la "transition", la nature du travail migratoire avait pourtant changé par rapport à la période d'avant 1989. Ceux qui partaient maintenant n'étaient plus de "producteurs directs" les mieux insérés dans le système d'emploi national (comme au temps du communisme), mais étaient plutôt de jeunes appartenant à des familles relativement plus pauvres et plutôt marginales par rapport aux

réseaux locaux de connaissances. Ils faisant appel à des entreprises d'emploi situées dans la capitale, et non plus à des "connexions" dans la bureaucratie comme leurs prédécesseurs.

Les lieux de travail étaient dans la construction, en Israël ou en Libye. Ils y passaient de quelques mois à une ou deux années. Durant cette période, ils envoyaient régulièrement à leurs *gospodării* au village de l'argent que celles-ci utilisaient pour la consommation courante, mais aussi pour le développement de l'exploitation agricole. À la fin du séjour, ils pouvaient aussi retourner chez eux avec quelques milliers de dollars américains ou marcs allemands qu'ils avaient économisés pendant leur séjour. L'argent était utilisé pour la construction d'une maison, l'achat de mobilier ou encore d'une voiture. Certains de ces travailleurs avaient déjà réalisé plusieurs séjours à l'étranger, mais comptaient s'arrêter à un certain moment pour revenir pour de bon au pays.

Ainsi, à côté de la persistance des associations et l'apparition de nouvelles unités capitalistes, ainsi que du maintien des positions de pouvoir de leurs chefs, dans les campagnes, une avenue possible était la transformation d'au moins une partie des *gospodării* locales en des maisonnées décentrées, à caractère encore plus "diffus" que celui engendré par l'urbanisation socialiste. Au lieu des paysans "traditionnels" de l'avant-guerre, ou de paysans-ouvriers du socialisme, les transformations entamées après 1990 pouvaient bel et bien reproduire le phénomène observé à l'autre bout du monde, au Mexique, par Michael Kearney, celui combinant les travailleurs migrants transfrontaliers (engagés en tant que main d'œuvre dans le secteur informel d'un pays développé) et leurs familles s'adonnant à la culture de petits lopins de terre dans le pays d'origine (Kearney, 1996).

Dans les conditions où l'économie roumaine continuerait son retour à une économie orientée vers l'agriculture en ne réussissant pas à développer un "secteur privé" viable sur les cendres de l'ancienne industrie étatique, autant les zones urbaines que les zones rurales pourraient se constituer dans des bassins de main d'œuvre bon marché que la Roumanie exporterait à l'extérieur. Ainsi, dans une perspective plus large, la Roumanie arriverait finalement à participer, après la trêve des premiers années de la "transition", au mouvement parallèle de création de main d'œuvre bon marché et de destruction des capacités productives nationales que Michel Chossudovsky voit comme restant au cœur du système économique global contemporain et de sa "globalisation de la pauvreté" (Chossudovsky, 1997 : 16-17).

Conclusions

Nous avons vu, lors de mon investigation théorique, que le rapport entre action économique et changement n'est pas à voir du point de vue fixe et donné à l'avance d'une quelconque "culture entrepreneuriale" vue comme somme de traits, mais dans une perspective qui met en relation l'action économique avec les relations de pouvoir, la structuration des groupes et des réseaux, et le changement culturel. Ainsi, afin de comprendre les transformations de l'agriculture coopérative roumaine autre que dans une perspective uniquement macro-sociale, il m'a fallu regarder du côté de la constitution réciproque de la structure, des significations et de l'action. Ceci m'a permis de voir les transformations des campagnes et de l'agriculture coopérative roumaine non pas du point de vue de la présence ou de l'absence d'une "culture entrepreneuriale" à l'occidentale, mais du point de vue des stratégies locales et de leur inscription dynamique dans le cadre plus général de l'économie et de la société roumaines.

J'ai ainsi, tout d'abord, passé du niveau de "l'action entrepreneuriale" à celui de l'action économique, et du niveau des entrepreneurs à celui des acteurs. J'ai donc pris en compte non seulement les acteurs économiques "locaux" directement concernés par la transformation de l'agriculture coopérative roumaine, mais aussi les acteurs agissant à un niveau plus général, mais dont les actions ont eu une portée décisive sur ces transformations. Au chapitre des ces derniers, notons les différents partis qui se sont succédé à la tête de l'État roumain entre 1989 et 1998 (le parti d'Iliescu, la CDR), mais aussi les acteurs externes qui ont joué sur le cours pris par la politique roumaine post-communiste (les organismes financiers internationaux tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international; la Commission européenne). D'un autre côté, au chapitre des acteurs "locaux", j'ai pris en considération autant les acteurs faisant strictement partie du secteur associatif (tels les cadres des associations juridiques et familiales), que ceux qui s'y sont rattachés de manière plus ou moins directe: soit parce qu'ils ont été inclus avec les premiers dans un même système de production (tels les chefs des Agromecs); soit parce qu'ils ont constitué les acteurs contribuant à une transformation de ce secteur (tels les nouveaux entrepreneurs); soit encore parce qu'ils ont été unis aux premiers de manière complémentaire (tels les membres des associations et les petits propriétaires plus généralement).

En prenant en compte cette multitude d'acteurs, j'ai regardé la manière dont ils ont participé aux structures plus larges de rapports de pouvoir et de relations sociales, mais aussi la manière dont ils ont détourné et modifié, à travers leurs actions, ces structures. Ceci a supposé qu'il a fallu prendre en compte l'inscription des actions dans le temps, car les changements dans l'action économique des différents acteurs ont été portés par la configuration changeante de significations, de rapports de pouvoir, et de relations sociales. En particulier, la compréhension des chemins divers qu'ont pris les actions économiques de la grande et de la petite agriculture, après 1990, n'aurait pas été possible sans la compréhension du parcours historique des rapports de pouvoir et des inégalités autour du travail de la terre, ainsi que des pratiques et des valeurs plus générales. En fait, il a fallu regarder non seulement du côté du changement des structures de la demande – afin de comprendre les nouvelles "opportunités" qui se sont ouvertes (ou fermées) après 1990; mais aussi du côté du "vécu" et des expériences passées – afin de comprendre les significations accordées au travail et à la consommation qu'elles ont informées; et du côté des structures de pouvoir et les réseaux de relations antérieurs – afin de comprendre la part de transformation et de reproduction de ces structures, et ainsi l'ampleur même du changement.

Dans mon analyse des chemins pris par l'action économique dans l'agriculture roumaine, cette perspective historique s'est conjuguée à l'articulation de l'étude autour de trois éléments principaux: la place des différents acteurs dans le marché; l'importance de la structuration des réseaux et des groupes; le changement culturel. Repassons en revue les processus que cette articulation multiple m'a permis de mettre en évidence.

Nous avons ainsi vu comment les positions respectives, dans le marché, des anciens acteurs de la grande agriculture socialiste et des villageois ont été transformées avec le passage du régime communiste à la mise en place des réformes économiques après 1990, et comment ce changement a joué sur leurs actions économiques. En effet, durant le socialisme, les marges de manœuvre étroites des coopératives (découlant de leur position politiquement inférieure) avaient débouché, en dépit des effets modernisateurs de la part de l'État, sur de faibles performances. Par contraste, les lots personnels des membres coopérateurs s'avèrent être des exploitations agricoles assez dynamiques, jouant d'une intégration particulière avec l'économie socialiste et, surtout dans les années 80, avec le marché noir et les échanges informels.

Après 1990, les positions relatives à l'intérieur du marché des associations (qui avaient suivi aux coopératives socialistes) et, respectivement, des petites propriétés (qui avaient suivi aux lots personnels) ont changé. Ainsi, durant la période 1990-1996, en même temps que les associations réduisaient leur poids total par rapport aux coopératives socialistes (en termes de superficie et production totales), elles trouvaient une niche garantie dans le marché, assurée par l'État à travers le système des intégrateurs. Bien que ceci n'entraînât que partiellement et qu'occasionnellement leur expansion, ceci leur permit au moins de perpétuer leurs activités. Après 1997, la dissolution du système des intégrateurs et l'ouverture de l'économie roumaine au marché mondial réduisirent de beaucoup leur niche. De nombreuses associations subirent le coup du blocage économique général, tout en réalisant une réorientation difficile quant à l'écoulement de leurs produits. La petite agriculture connut, par contre, dès 1990 le rétrécissement de sa niche, en raison de la quasi disparition du marché noir en produits agro-alimentaires et de la baisse de l'importance de ces produits dans les échanges informels. De plus, les développements survenus après 1997 eurent des conséquences importantes, et plutôt négatives, pour elle aussi. Ainsi, la perte de l'ancienne position que les villageois occupaient dans les structures d'emploi et de circulation de biens de consommation ont convergé vers un rétrécissement de leur marge de manœuvre dans l'exploitation de leurs lopins, et vers la continuation et même l'accentuation du caractère d'autoconsommation de ces derniers. Ceci a contribué aussi sur la continuation de l'importance de l'association en tant que moyen de réduire les dimensions des lopins exploités et ainsi de leur implication plus large dans le marché. À la fin du deuxième millénaire, dans les conditions d'une baisse de la demande interne (autant animale, humaine qu'intermédiaire) et externe, et d'une concurrence accrue (due autant à la baisse de la demande qu'à l'entrée de produits étrangers sur le marché interne) autant la petite que la grande agriculture essayaient de faire face au contexte général défavorable en réduisant leur implication avec l'extérieur (autant en amont qu'en aval).

Par ailleurs, nous avons aussi vu l'importance des réseaux pour l'action économique. Plus particulièrement, nous avons remarqué la continuation, après 1989, de l'importance des réseaux informels constitués autour des organisations économiques et politiques de la société socialiste, pour l'action économique des cadres de la "grande" agriculture, autant associative que capitaliste. En effet, les "marchés" de leurs unités se construisaient eux-mêmes sur la base de ces réseaux. Par ailleurs, la participation à ces réseaux, ainsi qu'à ceux développés autour de la parenté (en particulier les réseaux unissant les branches rurales et

urbaines d'une famille élargie) ont constitué des éléments importants pour l'action économique des acteurs de la petite agriculture (tels les "tractoristes").

En même temps, nous avons aussi vu l'importance de la structuration des groupes et des classes. Celle-ci s'est traduite plus particulièrement par l'importance de la séparation cadres/producteurs directs mise en place durant le socialisme, pour l'action économique après 1990. En effet, nous avons que l'accès passé aux différentes positions du système socialiste, et en particulier à une position de cadre ou de "producteur direct" inséré dans le système, a joué, après 1990, de manière significative sur les chances de succès d'une entreprise agricole (autant de la "grande" que de la "petite" agriculture).

L'analyse que j'ai développée à travers mon étude a permis non seulement de voir quelles catégories ont pu être susceptibles de se structurer en groupes et en classes, mais aussi de confirmer la vision d'un processus en cours, d'une structuration (plutôt que d'une structure figée). En effet, ce caractère dynamique est confirmé aussi par le fait que les groupes que j'ai distingués ont connu des rythmes différents de structuration.

Dans cette perspective, les acteurs du secteur associatif sont parmi les premiers et les plus sûrs candidats de ce processus de structuration en groupe. De fait, durant la période 1990-1996 ils ont partagé une insertion commune dans les structures de circulation des intrants et des produits plus larges. De plus, ils ont manifesté également une opposition commune par rapport aux petits agriculteurs, et, surtout après 1997, par rapport aux nouveaux entrepreneurs. Finalement, et le plus important, ils ont partagé aussi une trajectoire commune, étant généralement d'anciens cadres du secteur agricole socialiste. Dans leur cas donc le processus de structuration était assez avancé, car il se combinait avec la reproduction d'anciens rapports de pouvoir.

Les nouveaux entrepreneurs en sont les deuxièmes candidats. Eux aussi ont partagé des trajectoires communes (en tant qu'anciens cadres de l'économie socialiste), mais celles-ci présentent une plus grande diversité (de par la plus grande variété de leurs points de départ: l'industrie, l'agriculture). Leur structuration en groupe était encore inachevée et dépendait toujours de leur capacité à développer une opposition commune face aux cadres du secteur associatif et aux petits propriétaires terriens (de par les positions communes qu'ils occupaient dans les structures de production et d'appropriation des diverses ressources).

Les nouveaux petits propriétaires de terre constituent la catégorie la plus éclectique de toutes. Ils ont été les moins enclins à se structurer en un groupe. En effet, ils ont été eux-

mêmes divisés, comme nous l'avons vu au chapitre 13, entre la catégorie de ceux qui "ont des possibilités" (tels les "tractoristes") et la catégorie de ceux qui n'en possèdent pas. Reproduisant des inégalités mises en place durant le socialisme (et données par le degré d'insertion dans son système), cette division était potentiellement porteuse d'une structuration en groupes dont le point chaud le constituait le processus de travail dans les exploitations familiales.

Même dans ce cas, toutefois, la structuration restait un processus en cours. La transformation de ces catégories en des classes (c'est-à-dire la mise en place de rapports de pouvoir plus permanents, qui auraient la tendance à "figer" à travers le temps) restait ouverte. En effet, plusieurs processus pourraient changer la direction de cette structuration. Par exemple, le fait que même ceux qui avaient "des possibilités" perdissent leurs atouts en perdant à leur tour leurs emplois; ou le fait que de nouvelles divisions apparussent par rapport à la participation à la nouvelle économie nationale, largement informelle (en particulier dans les activités du nouveau "secteur privé" développé dans le commerce ou la construction), ou encore par rapport à la participation au travail migratoire. De plus, comme nous l'avons vu dans le chapitre 13, dans le processus même de travail, les rapports de pouvoir ont été retournés, contestés, renversés par ceux qui les subissaient. Il est toutefois possible que l'augmentation des disparités matérielles entre les deux catégories, ou l'apparition ou l'influx d'une main d'œuvre contrainte et désireuse de travailler "pour l'autre" rétrécissent la marge de manœuvre nécessaire pour la réalisation d'un renversement des hiérarchies.

Finalement, en conjonction avec le changement de la position des acteurs dans le marché et les processus de structuration de groupes et réseaux, je me suis aussi attaquée aux processus de changement culturel. Nous avons vu, tout d'abord, le changement de la place du travail et de la consommation dans les critères locaux de la valeur sociale. Ce changement a joué sur la facilité avec laquelle le travail a été cédé à l'extérieur des exploitations familiales. Par exemple, l'entrée, après la collectivisation, de la consommation de biens acquis sur le marché comme critère de la valeur sociale a facilité l'intégration des villageois dans le système d'emploi socialiste et ainsi leur propension à travailler à l'extérieur de leurs propres cours. Ceci a été accompagné de la transformation de l'acceptation du "travail pour soi": celle-ci est arrivée à inclure, à côté du travail dans sa propre cour (devenu le travail sur le lot personnel), le travail dans une entreprise socialiste, bien que seulement tant et dans la mesure où ce dernier réalisât un partage équitable entre celui qui

l'effectuait et l'État. Les chemins de l'action économique dans le cadre des coopératives et sur les lots personnels ont été, comme nous l'avons vu aux chapitres 6 et 7, intimement imbriqués avec ces développements sur le plan des représentations et des valeurs. En fait, dans le dynamisme des lots personnels un rôle important avait joué aussi la manière dont les lots personnels sont arrivés à représenter, aux yeux des villageois, la source de l'autonomie de leurs *gospodării* et ainsi le lieu de leurs investissements en temps et ressources.

Par la suite, comme nous l'avons vu dans les parties IV et V, les nouveaux développements affectant la consommation et le travail, autant sur le plan des pratiques que sur celui des représentations et des valeurs, ont joué de manière importante sur les chemins pris par l'action économique dans le cadre de la petite agriculture des exploitations familiales, et, de manière plus détournée mais tout aussi importante, dans le cadre de la "grande" agriculture. Ainsi, la modification de la place des acteurs dans le marché, que nous avons vue plus haut, s'est accompagnée de l'apparition de nouveaux modes de consommation (en particulier la quête de la "marchandise originale" et la valorisation de la construction de "l'image" de soi à travers de nouvelles marchandises, de la part des jeunes), ainsi que de nouvelles conceptions du travail (le refus du travail industriel et agricole de la part des jeunes et la valorisation de la débrouillardise). Les contradictions engendrées par ces développements se résolvaient toutefois à travers la participation de tous les villageois, autant jeunes que vieux, à un même univers symbolique hiérarchisant l'apparence matérielle derrière la substance spirituelle. Cette résolution pourrait toutefois devenir de plus en plus difficile avec le temps, car la mise en place et la "permanentsation" de nouveaux modes d'ascension sociale extérieurs aux conceptions locales de mobilité (tels que, par exemple, ceux basés sur la participation à l'économie informelle des nouveaux "patrons") pourrait miner de plus en plus les assises des conceptions partagées localement.

Par ailleurs, ce changement des conceptions relatives au travail et à la consommation pourrait être vu également, de manière plus compréhensive, comme un changement sur le plan des "projets de valeur" adoptés successivement sur le plan local. Ainsi, avant l'instauration du socialisme, le projet de valeur d'une majorité de villageois était de réaliser l'autonomie de leurs *gospodării* et de préserver leur place dans la communauté en accumulant de la terre et en s'adonnant au travail "incessant" dans leurs cours et sur leurs propres terres. Après la collectivisation, ce projet était devenu de prendre part à la modernité du pays en participant à une consommation de type urbain, surtout à

travers les enfants, mais aussi en s'adonnant à la compétition rituelle locale et à ses modes de consommation spécifiques. Après la chute du communisme, le projet de valeur local est devenu tout simplement de maintenir sa place dans le système. De plus en plus toutefois, les conditions dont a dépendu ce maintien ont été mises hors du contrôle local. La fin du contrat entre l'État et la population quant à l'emploi garanti, et la perte de l'ancienne position des villageois dans le marché des produits agricoles, ainsi que de leur contrôle sur les moyens nécessaires pour s'adonner à l'agriculture dans leurs exploitations familiales, ont débouché sur une contradiction croissante entre les projets de valeur et l'expérience concrète.

À côté de ces transformations sur le plan des valeurs, nous avons vu également les stratégies et les jeux de manipulation symbolique auxquels se prêtaient les acteurs afin d'affirmer leur propre position et de contester celle d'autres acteurs. Nous avons vu que les anciens cadres de l'agriculture socialiste reconvertis dans le secteur coopératif et étatique après 1990 ont eu recours à un discours élaboré visant à délégitimer l'appropriation de la terre de la part des nouveaux petits propriétaires et à se poser eux mêmes en position dominante de dispensateurs de savoir et d'*ajutor*. Ces derniers ont utilisé un discours différent, centré autour des notions de partage équitable et d'une valeur sociale trouvant sa racine dans le travail incessant et dans l'appartenance à des *neamuri bune*. Les batailles symboliques entre cadres et petits propriétaires portaient sur les principes qui restent à la base des hiérarchies sociales: la position dans le système socialiste et le savoir spécialisé – pour les cadres de la "grande" agriculture associative; le travail et l'appartenance à certains lignages – pour les petits propriétaires.

Les deux types de processus touchant au changement culturel que nous avons mis en lumière ici se situent à des niveaux différents: le changement de la place de la consommation et du travail dans les conceptions locales de la valeur sociale a été un processus à long terme qui s'est déroulé largement au niveau inconscient; tandis que la lutte symbolique entre les cadres du secteur associatif et les petits propriétaires s'est déroulée largement au niveau conscient. Toutefois, même ce dernier constituait lui aussi un processus à plus long terme, car il ne semble pas que ces disputes symboliques éclatassent seulement lors d'événements précis. En effet, elles se rattachaient au changement de plus longue haleine de la conjoncture plus large, reflétant ainsi le repositionnement des acteurs dans les rapports de pouvoir résultant de ce changement.

Quelles conclusions peut-on tirer, à la lumière de l'analyse précédente, quant à l'applicabilité des théories de transformations de l'économie socialiste que nous avons considérées dans le deuxième chapitre? Quelle place occupent donc le "capitalisme politique", les "coalitions insoumises" et la transformations de la "seconde économie" dans une économie informelle, dans les transformations qu'a subies l'agriculture coopérative après 1990?

Nous avons vu que l'agriculture coopérative a eu une position ultime à l'intérieur de l'économie et de l'agriculture socialiste, position qui s'est maintenue après 1990. De par cette position secondaire, le pouvoir relatif des cadres qui se sont trouvés à la tête des unités coopératives/associatives fut diminué en conséquence. C'est ainsi que, dans ce secteur de l'économie et de l'agriculture, le "capitalisme politique" n'a fonctionné que partiellement. En effet, de nombreux anciens cadres se sont maintenus à la tête des associations, mais quantité d'autres ont dû quitter la scène, tout comme ils ont dû faire face à l'influx de nouveaux cadres venant du secteur agricole d'État. Je pense, en vérité, que la décollectivisation prouve par elle-même que les cadres du secteur coopératif n'ont pas su constituer, à la différence de leurs collègues des fermes d'État, un puissant lobby capable de forcer le gouvernement à préserver leurs positions en maintenant intactes les structures de production. Toutefois, ces cadres ont été assez puissants pour faire en sorte que le gouvernement de l'époque encourageât la continuité des formes associatives/coopératives d'exploitations, à travers en particulier le système des intégrateurs. Le pouvoir "moyen" des cadres du secteur coopératif se traduit ainsi, durant les sept premières années de la transition, par une continuité doté d'un certain degré d'incertitude. La perte de pouvoir des cadres du secteur associatif continua toutefois et se solda, après 1997, par la dissolution du système des intégrateurs et l'accélération de la privatisation des stations de mécanisation. Cette perte fut d'autant plus visible que, par contraste, le secteur des fermes d'État réussit à se maintenir en place, et ceci en dépit des essais répétés envers sa privatisation de la part du gouvernement de la CDR.

La position secondaire des coopératives à l'intérieur de l'agriculture socialiste déboucha également sur l'inclusion de ses cadres dans des réseaux de moins longue haleine que celui des directeurs de fermes d'État ou des entreprises industrielles. Les "coalitions" dont les cadres des coopératives faisaient partie étaient surtout zonales, et concernaient principalement les autres acteurs de l'agriculture coopérative (les chefs des stations de mécanisation). En particulier, elles étaient restreintes par les rapports que l'agriculture

coopérative entretenait avec la hiérarchie de Parti. Ces rapports étaient surtout des rapports de domination de la deuxième sur la première, et non pas tant, comme dans d'autres secteurs, de coopération. Après la chute du régime, les réseaux dont faisaient partie les cadres de l'agriculture socialiste ont continué à être fonctionnels et utiles, en particulier les liens informels qui les unissaient aux chefs des entreprises étatiques. Mais ces liens sont restés flous, "mous", ils ne se sont pas durcis en des "coalitions insoumises" capables de grands coups en ce qui concerne la diversion, vers leurs membres, des ressources existantes dans la société. La configuration résultant de la transformation du secteur coopératif fut ainsi plus mouvante. Je pense donc qu'en agriculture, le "capitalisme politique" et les "coalitions insoumises" se sont manifestées plutôt dans le secteur étatique que dans le secteur coopératif/associatif, ce dernier ayant été seulement très partiellement affecté par ces processus.

Passons maintenant de la vision "d'en haut" qu'apportent les théories du "capitalisme politique" et des "coalitions insoumises" à celle "d'en bas", celle qui concerne la "petite" agriculture résultant de la décollectivisation. Considérons d'abord la thèse de Szelenyi. Comme nous l'avons vu au chapitre 12, la proportion importante de "tractoristes" qui faisaient partie des familles d'anciens paysans riches, nous a laissé croire que la trajectoire pré communiste de ces acteurs économiques était potentiellement importante pour leur cheminement d'après 1990. J'ai toutefois montré que la reproduction des élites locales pré communistes, après 1990, ne peut pas passer outre une reproduction au temps du socialisme lui-même. En fait, je pense que, plus important qu'une aisance matérielle et une certaine vision du monde antérieure au communisme, ont été les acquis en termes des ressources et relations accumulées durant le socialisme, et en particulier pendant les dix dernières années du régime.

Les thèses de Gabor et Sik sur la baisse des liens de coopération qui unissaient la "seconde" économie du socialisme aux autres secteurs économiques (et spécifiquement à l'économie socialiste "formelle") sont, en effet, confirmées par la baisse de l'importance des espaces où se réalisaient ces liens, soit le marché noir et les échanges informels en produits agro-alimentaires. La diminution de la diversité des activités et le développement des inégalités restent des processus encore en cours à Buna, dont le cours et l'ampleur sont encore à voir.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'"informalisation" de l'agriculture a concerné non pas tant les exploitations familiales, dont les activités restaient restreintes et

prises dans un cycle d'auto-consommation, que les activités des unités de la "grande" agriculture, et en particulier celles des nouveaux entrepreneurs. Mais pour ceux-ci, contrairement à ce que Sik notait, l'informalisation n'amena pas la réduction de la diversité des activités, mais, au contraire, allait de pair avec cette diversité.

Notons finalement que la diminution des réseaux de coopération, tout comme l'augmentation des inégalités sont médiées par des systèmes superposés de représentations et de valeurs sociales, et par des stratégies d'évitement et de contournement qui manipulent ces représentations et valeurs. Ce dont toutes ces théories des transformations à l'Est tiennent compte c'est le rôle très important que les rapports de pouvoir et les réseaux y jouent. Toutefois, bien que, dans les premiers moments d'une transformation radicale ce rôle soit primordial et facilement identifiable, à plus long terme, ce qui comptera seront les processus de plus longue haleine de transformation conjointe des structures de pouvoir et de coopération, d'un part, et des représentations et des projets de valeur, d'autre part.

La transformation de l'économie socialiste de redistribution n'a pas débouché sur une "économie de marché". Le poids des cadres structurels et des valeurs locales, mais aussi les chemins spécifiques pris par la "réforme" roumaine ont amené de nouvelles structures et des actions qui ne peuvent pas être étiquetés facilement comme appartenant à ce modèle économique idéal. En fait, non seulement le processus de mise en œuvre de la "réforme" succomba de plus en plus à l'interventionnisme agressif des organismes financiers internationaux (Chossudovsky, 1998: 15), mais le résultat même de la réforme fut le développement, sur les bases anciennes, de réseaux économiques souterrains ressemblant peu à la "libre concurrence".

La richesse des processus que nous avons vus au long de ce parcours, la multiplicités des niveaux où ils se sont produits, leurs interpénétrations, mais aussi les contradictions auxquelles ils ont données naissance n'auraient pas pu être saisies à partir d'une recherche en termes seulement macro sociaux ou encore en termes de "traits culturels" de "l'action entrepreneuriale".

Dans le nouveau contexte de "globalisation", qui est non pas seulement une globalisation des échanges mais aussi celle d'un certain discours dominant sur la réalité sociale, il importe donc que l'analyse des processus économiques (et avec elle, l'anthropologie économique) combine autant l'étude des transformations institutionnelles que la prise en compte d'une perspective de l'acteur. Ce n'est qu'à travers la dernière qu'on

puisse avoir accès, au delà des discours officiels, aux processus réels et à leur inscription locale.

Bibliographie

- Acheson, J.A.
1986 "Constraints on Entrepreneurship: Transaction Costs and Market Efficiency": 45-53, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology 2. Lenham, MD: University Press of America/ Society for Economic Anthropology.
- Ajani, Gianmaria,
Bruno Dallango et
Bruno Grancelli
1992 "Introduction": 1-27, *id.* (dir.) *Privatization and Entrepreneurship in Post-Socialist Countries. Economy, Law and Society*, New York: St. Martin's Press.
- Anon.
n.d. *Monografie*. ms.
- Anon.
1971 *Bilanț rodnic și perspective însuflețitoare. Cifre și fapte*. Tîrgoviște: Comitetul de cultură și artă al județului Dîmbovița.
- Anon.
1997 *Private Agriculture in Romania. Farm Survey*. Bucarest: Ministry of Agriculture and Food, European Commission and World Bank.
- Appadurai, Arjun
1986 "Introduction: Commodities and the Politics of Value": 3-63, in Arjun Appadurai (dir.), *The Social Life of Things*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Banque mondiale
1991 *Reforming Central and Eastern European Economies*. Symposion de la Banque mondiale. Washington: Banque mondiale.
- Barth, Fredrik
1981 *Process and Form in Social Life. Selected Essays of Fredrik Barth: Volume I*. (Adam Kuper [dir.]). London: Routledge and Kegan Paul.
- Basok, Tanya
1989 "How Useful is the 'Petty Commodity Production' Approach? Explaining the Survival and Success of Small Salvadorean Urban Enterprises in Costa Rica", *Travail, capital et société*, 22, 1, avril: 41-64.
- Bayart, J.F. (dir.)
1994a *La réinvention du capitalisme*. Karthala: Paris.

- Bayart, J.F.
1994b "L'invention paradoxale de la modernité économique": 9-46, in J.F. Bayart (dir.) *La réinvention du capitalisme*. Paris: Karthala.
- Beaucage, Pierre
1995 "Présentation. Échange et société: avant et après Mauss", *Anthropologie et sociétés*, numéro spécial *Retour sur le don*, 19, 1-2: 5-16.
- Beck, Sam
1976 "The Emergence of the Peasant-Worker in a Transylvanian Mountain Community", *Dialectical Anthropology*, 1: 349-364.
- Beck, Sam
1979 *Transylvania: The Political Economy of a Frontier*. Thèse de doctorat. Department of Anthropology, University of Massachusetts, Amherst, Massachusetts.
- Bell, Peter
1984 *Peasants in Socialist Transition*. Berkeley: University of California Press.
- Berger, Brigitte
1991 "The Culture of Modern Entrepreneurship": 13-32, in Brigitte Berger (dir.), *The Culture of Entrepreneurship*. San Francisco: ICS Press.
- Billing, Michael S.
1994 "The Death and Rebirth of Entrepreneurism on Negro Island, Philippines: A Critique of Cultural Theories of Enterprise", *Journal of Economic Issues*, XXVIII, 3, septembre: 659-678.
- Bivens, Matt
1997 "Aboard the Gravy Train, in Kazakhstan, the Farce that is U.S. Foreign Aid", *Harper's Magazine*, août: 69-78.
- Bloch, Andrzej
1989 "Entrepreneurialism in Poland and Hungary", *Telos*, 79, printemps: 95-107.
- Böröcz, József
1989 "Mapping the Class Structures of State Socialism in East-Central Europe", *Research in Social Stratification and Mobility*, 8: 279-309.
- Bourdieu, Pierre
1989 "Question de classes": 131-145, in Alain Accardo et Philippe Cornucuff (dir.), *La sociologie de Bourdieu. Textes choisis et commentés*. Bordeaux: Le Mascadet.
- Bugă, Dragoș et
Ion Zăvoianu
1974 *Județul Dîmbovița*. Bucarest: Editura Academiei R.S.R.

- Burawoy, Michael
1992 "The End of Sovietology and the Renaissance of Modernization Theory",
Contemporary Sociology, 21, 6, novembre: 774-785.
- Burawoy, Michael et
Katherine Verdery
1999 "Introduction": 1-17, in Michael Burawoy et Katherine Verdery (dir.),
Uncertain Transition. Ethnographies of Change in the Postsocialist World.
Lanham: Rowman and Littlefield Pub, inc.
- Burling, Robbins
1968 "Maximization Theories and the Study of Economic Anthropology": 168-
187, in Edward E. LeClair et H. Schneider (dir.), *Economic Anthropology*.
New York: Holt, Rinehart et Winston Inc.
- Câmpeanu, Pavel
1988 *The Genesis of the Stalinist Social Order*. London: M.E. Sharpe, Inc.
- Câmpeanu, Pavel
1993 "Roumanie: les méandres de la privatisation", *Cahiers internationaux de
sociologie*, VI, XCV, juillet-décembre: 355-368.
- Cernea, Mihai,
Gh. Chepes,
E. Gheorghe,
H. Ene et
M. Larionescu
1971 "Socio-économique Structures and Diffusion of Information in the Romanian
Co-operative Village", *Sociologia Ruralis*, XI, 2: 140-158.
- Cernea, Michael
1978 "Macrosocial Change, Feminization of Agriculture and Peasant Women's
Threefold Economic Role", *Sociologia Ruralis*, XVIII, 2/3: 107-124.
- Chirot, Daniel
1976 *Social Change in a Peripheral Society. The Creation of a Balkan Colony*.
New York: Academic Press.
- Chirot, Daniel
1978 "Social Change in Communist Romania", *Social Forces*, 57, 2, décembre:
457-499.
- Chossudovsky, Michel
1998 *The Globalisation of Poverty*. Penang: Third World Network.
- Cole, John
1981 "Family, Farm and Factory: Rural Workers in Contemporary Romania": 71-
116, in D. Nelson (dir.), *Romania in the 80's*. Boulder, Co.: Westview Press.

- Cole, John
1984 "In a Pig's Eye: Daily Life and Political Economy in Southeastern Europe": 159-174, in John Cole (dir.), *Economy, Society and Culture in Contemporary Romania*. Research Report No. 24. Department of Anthropology, University of Massachusetts, Amherst, Massachusetts.
- Comisia Națională de Statistică
1998 *Anuarul Statistic 1997*. Bucarest: Comisia Națională de Statistică.
- Comisia Națională de Statistică
1999 *Anuarul Statistic 1998*. Bucarest: Comisia Națională de Statistică.
- Commission européenne
1997 *Agenda 2000- Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Bruxelles, 15 juillet 1997*. Disponible: <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/romania>.
- Commission européenne
1998a *Rapport régulier de la Commission sur le progrès accompli par la Roumanie sur la voie de l'adhésion. 1998*. Disponible: <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/romania>.
- Commission européenne
1998b *Agriculture Situation and Prospects in the Central and Eastern European Countries. Romania*. European Commission Directorate General for Agriculture (DG VI) working document. Disponible: http://europa.eu.int/comm/agriculture/publi/peco/romania/summary/rom_en.pdf.
- Commission européenne
1999 *Rapport régulier de la Commission sur les progrès réalisés par la Roumanie sur la voie de l'adhésion. 13/10/1999*. Disponible: <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/romania>.
- Commission européenne
2000 *Progress Report. November 8, 2000*. Disponible: <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/romania>.
- Cooper, James E.
1993 "Private Sector Agricultural Marketing": 5-42, in *Romania. A Strategy for Transition in Agriculture. Vol 4 of 5: Marketing and input distribution*. World Bank working papers. Washington: Banque mondiale.
- Creed, Gerald
1995 "Agriculture and the Domestication of Industry in Rural Bulgaria", *American Ethnologist*, 22, 3: 528-548.

- Creed, Gerald
1999 "Deconstructing Socialism in Bulgaria": 223- 243, in Michael Burawoy et Katherine Verdey (dir.) *Uncertain Transition. Ethnographies of Change in the Postsocialist World*. Lanham: Rowman and Littlefield Pub, inc.
- Czako, Agnes et
Endre Sik
1995 "The Role of the Network as a Resource in Economic Transactions in Post-Communism": 224-247, in Marguerite Mendell et Klaus Nielsen (dir.), *Europe: Central and East*. Montréal: Black Rose Books.
- Dahms, Harry F.
1995 "From Creative Action to the Social Rationalization of the Economy: Joseph A. Schumpeter's Social Theory", *Sociological Theory*, 13, 1, March: 1-13.
- Daianu, Daniel
1997 "Macro-Economic Stabilization in Post-Communist Romania": 93-125, in Lavinia Stan (dir.), *Romania in Transition*. Aldershot: Dartmouth.
- Damian, Natalia et
Liviú Damian
1984 "Disparités entre fonction économique et statut social dans le cas des paysannes roumaines". *Revue internationale de sociologie*, XX, 1-2-3: 181-198.
- Davis, William G.
1986 "Class, Political Constraints, and Entrepreneurial Strategies: Elites and Petty Market Traders in Northern Luzon": 166-194, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology No. 2. Lenham, MD: University Press of America/Society for Economic Anthropology.
- Deltenre-De Bruycker, Chantal
1992 "Snagov, commune roumaine", *Études rurales*, 125-126, janvier- juin: 117-129.
- Demekas, Dimitri G. et
Mohsin S. Khan
1991 *The Romanian Economic Reform Program*, International Monetary Fund Occasional Paper No. 89, novembre. Washington: Fonds monétaire international.
- Dewey, Alice
1964 "Capital Credit and Saving in Javanese Marketing": 230-255, in Raymond Firth et B. S. Yamey (dir.), *Capital Saving and Credit in Peasant Societies. Studies from Asia, Oceania, the Carribean and Middle America*. London: George Allen et Unwin Ltd.

- Dilley, Roy
1992 "Contesting Markets. A General Introduction to Market Ideology, Imagery and Discourse": 1-34, in Roy Dilley (dir.) *Contesting Markets: Analyses of Ideology, Discourse, and Practice*. Edinburgh: University Press.
- DiMaggio, Paul
1990 "Cultural Aspects of Economic Action and Organization": 113- 136, in Roger Friedland et A. F. Robertson (dir.), *Beyond the Marketplace. Rethinking Economy and Society*. New York: Aldine de Gruyter.
- Djilas, Milovan
1957 *The New Class. An Analysis of the Communist System*. New York: Praeger.
- Dobrescu, Emilian et
Ion Blaga
1973 *Structures de l'économie roumaine*. Bucarest: Éditions Meridiene.
- Drăgușin, Alexandru
1968 "La CAP Dobra s-a organizat o îngrășătorie specializată de taurine. Alături de această dezvoltare, însă și creșterea oilor": 1-4, in *Munca politică în sprijinul dezvoltării sectorului zootehnic*. Tîrgoviște: PCR, Comitetul Județului Dîmbovița.
- Elias, Norbert
1975 *La dynamique de l'Occident*. Paris: Calman Levy.
- Enciclopedia României
1938 "Județul Dâmbovița": 164-171, in *Enciclopedia României. Volumul II, Țara Românească*. Bucarest: Imprimeria Națională.
- Epstein, Scarlett
1964 "Personal Capital Formation among the Tolai of New Britain": 53-68, in Raymond Firth et B. S. Yamey (dir.), *Capital Saving and Credit in Peasant Societies. Studies from Asia, Oceania, the Carribean and Middle America*. London: George Allen et Unwin Ltd.
- Fehér, Ferenc,
Agner Heller et
György Markus
1983 *Dictatorship Over Needs..* Oxford: Basil Blackwell.
- Firth, Raymond et
B. S. Yamey (dir.)
1964 *Capital Saving and Credit in Peasant Societies. Studies from Asia, Oceania, the Carribean and Middle America*. London: George Allen et Unwin Ltd.

- FMI (Fonds monétaire international)
2000 *Summary of Disbursement and Repayments. Romania.* Washington: Fonds monétaire international. Disponible:
<http://www.imf.org/external/np/tre/tad/ex>.
- Fortes, M.,
1963 [1949] "Time and Social Structure: An Ashanti Case Study": 54-84, in M. Fortes (dir.), *Social Structure. Studies Presented to A.R. Radcliffe-Brown.* New York: Russel et Russel Inc.
- Frățila, Ion,
Ion Borcea,
Georgeta Iliescu
Teodor Dumitriu et
Gheorghe Păunescu (coord.)
1977 *Tîrgoviște. File de monografie.* Tîrgoviște: Consiliul de Educație Politică și Cultură Socialistă al Municipiului Tîrgoviște.
- Frybes, Marcin
1992 "Les entrepreneurs privés d'Europe de l'Est: habiles combinards ou futurs capitalistes?": 243-256, in Georges Mink et Jean-Charles Szurek (dir.): *Cet étrange post-communisme.* Paris: Presses du CNRS/La Découverte.
- Gabor, Istvan R.
1994 "Modernity or a New Kind of Duality? Second Thoughts about the 'Second Economy'": 3-19, in Janos Matyas Kovacs (dir.), *Transition to Capitalism? The Communist Legacy in Eastern Europe.* New Brunswick: Transaction Publishers.
- Garoflid, C.
1938 "Regimul agrar în România": 557-585, in *Enciclopedia României. Volumul I: Statul.* Bucarest: Imprimeria Națională.
- Gellner, Ernst
1993 "Foreword": x- ivx, in C. M. Hann (dir.), *Socialism. Ideals, Ideologies and Local Practice.* London: Routledge.
- Genberg, Bjorn
1993 "Agricultural Cooperatives in Transition": 73-103, in *Romania. A Strategy for Transition in Agriculture, vol 2 of 5: Government, Land and Social Issues.* World Bank working papers. Washington: Banque mondiale.
- Georgescu, Vlad
1991 *The Romanians. A History.* Columbus: Ohio State University Press.
- Gerschenkron, Alexander
1953 "Social Attitudes, Entrepreneurship, and Economic Development", *Explorations in Entrepreneurial History*, V, 1: 1-19.

- Geschiere, Peter
 1992 "Kinship, Witchcraft and 'the Market'. Hybrid Patterns in Cameroonian Societies": 159-179, in Roy Dilley (dir.), *Contesting Markets: Analyses of Ideology, Discourse, and Practice*. Edinburgh: University Press.
- Giddens, Anthony
 1975 *The Class Structure of the Advanced Societies*. New York: Harper and Row, Publishers.
- Giddens, Anthony
 1979 *Central Problems in Social Theory. Action, Structure and Contradiction in Social Analysis*. Berkeley: University of California Press.
- Giddens, Anthony
 1984 *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*. Berkeley: University of California Press.
- Grabher, Gernot et
 David Stark
 1998 "Organizing Diversity. Evolutionary Theory, Network Analysis and Post-Socialism": 54-75, in John Pickles et Adrian Smith (dir.), *Theorizing Transition. The Political Economy of Post-Communist Transformations*. London: Routledge.
- Glade, William P.
 1967 "Approaches to a Theory of Entrepreneurial Formation", *Explorations in Entrepreneurial History*, Second series, 4: 245-59.
- Grancelli, Bruno
 1992 "Organizational Innovation and Entrepreneurial Formation. Some Comparative Remarks": 89-109, in Gianmaria Ajani, B. Dallango et B. Grancelli (dir.), *Privatization and Entrepreneurship in Post-Socialist Countries. Economy, Law and Society*. New York: St. Martin's Press.
- Granovetter, Marc
 1992a "The Nature of Economic Relations": 21-37, in Sutti Ortiz et S. Leeds (dir.), *Understanding Economic Process*. Monographs in Economic Anthropology No. 10. New York: University Press of America.
- Granovetter, Mark
 1992b "Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness": 53-84, in M. Granovetter et R. Swedberg (dir.), *The Sociology of Economic Life*. San Francisco: Boulder.

Greenfield, Sidney. M.
Arnold Strickon,
Robert T. Aubey et
Morton Rothstein

1979 "Studies in Entrepreneurial Behavior: A Review and Introduction": 3-20, in Sidney. M. Greenfield, Arnold Strickon et Robert T. Aubey (dir.), *Entrepreneurs in Cultural Context*. Albuquerque: University of New Mexico Press.

Greenfield, Sidney M. et
Arnold Strickon

1979 "Entrepreneurship and Social Change: Toward a Populational, Decision-Making Approach": 329-350, in Sidney. M. Greenfield, A. Strickon et R. T. Aubey (dir.), *Entrepreneurs in Cultural Context*. Albuquerque: University of New Mexico Press.

Greenfield, Sidney M. et
Arnold Strickon

1986 "Introduction": 4-18, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology No. 2. Lenham, MD: University Press of America/ Society for Economic Anthropology.

Gunder-Frank, André

1996 "The Thirdworldization of Russia and Eastern Europe": 39-61, in Jacques Hersh et Johannes Dragsback Schmidt (dir.), *The Aftermath of 'Real Existing Socialism' in Eastern Europe. 1: Between Western Europe and East Asia*. New York: St. Martin's Press Inc.

Guntelman, Michel

1974 *Structures et réformes agraires, instruments pour l'analyse*. Paris: Maspero.

Guvernul României

2000 *National Plan for Agriculture and Rural Development Over the 2000-20006 period. Under the Special Ascension Program for the Agriculture and Rural Development (SAPARD)*. Disponible:
http://europa.eu.int/comm/agriculture/external/enlarge/countries/romania/plan/plan1_en.pdf

Hanley, Eric,
Natasha Yershova, et
Richard Anderson

1995 "Russia - Old wine in New Bottle? The Circulation and Reproduction of Russian Elites, 1983-1993", *Theory and Society*, 24, 4, octobre: 639-668.

Hann, Christopher

1980 *Tazlar: A Village in Hungary*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Holland, Stuart
1995 "Vers un nouveau Bretton Woods: alternatives à l'ajustement structurel", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1, mars: 5-33.
- Humphrey, Caroline
1983 *Karl Marx Collective. Economy, Society and Religion in a Siberian Collective Farm*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Humphrey, Caroline
1991 "Icebergs', Barter, and the Mafia in Provincial Russia", *Anthropology Today*, 7, 2, avril: 8-14.
- Ionescu, Ghita
1964 *Communism in Rumania. 1944-1962*. London: Oxford University Press.
- Jackson, Marvin
1997 "Political economy of agricultural reform in Romania": 283-320, in John M. Swinnen (dir.) *Political Economy of Agrarian Reform in Central and Eastern Europe*. Aldershot: Ashgate.
- Johnson, Erwin H.
1986 "The Impresario as Entrepreneur": 138-157, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology No. 2. Lenham, MD: University Press of America/Society for Economic Anthropology.
- Jowitt, Ken
1992 *New World Disorder. The Leninist Extinction*. Berkeley: University of California Press.
- Kearney, Michael
1996 *Reconceptualizing the Peasantry. Anthropology in Global Perspective*. Boulder, Co.: Westview Press.
- Keenan, Jeremy H.
1987 "Free Markets, Ideology and Control: The South African Case": 142-187, in J. Clammer (dir.), *Beyond the New Economic Anthropology*. London: MacMillan Press.
- Kharkhordine, Oleg
1994 "L'éthique corporatiste, l'éthique de samostojatel'nost' et l'esprit du capitalisme: réflexions sur la création du marché en Russie post-soviétique", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, juin: 27-56.
- Kiedeckel, David A.
1983 "Introduction: Political Rituals and Symbolism in Socialist Eastern Europe", *Anthropological Quarterly*, 56, 2: 52-54.

- Kideckel, David A.
1993a *The Solitude of Collectivism. Romanian Villagers to the Revolution and Beyond*. Ithaca: Cornell University Press.
- Kideckel, David A.
1993b "Romania. Social Impact of Agrarian Reform": 123-195, in *Romania. A Strategy for Transition in Agriculture. Vol 2 of 5: Government, Land, and Social Issues*. World Bank working papers. Washington: Banque mondiale.
- Kideckel, David A.
1995 "Communities in East European Transition": 1-6, in David A. Kideckel (dir.), *East European Communities. The Struggle for Balance in Turbulent Times*. Boulder, Co.: Westview Press.
- Kolodko, Grzegorz W.
2000 "Transition to a Market and Entrepreneurship: The Systemic Factors and Policy Options", *Communist and Post-Communist Studies*, 33, 2: 271-293.
Disponible:
<http://www.elsevier.com/locate/postcomstud>.
- Konrád, György et
Iván Szelényi
1979 *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*. Paris: Seuil.
- Kornai, Janos
1984 *Socialisme et économie de la pénurie*. Paris: Economica.
- Kozminski, Andrzej
1994 *Catching up? Organizational and Management Change in the Ex-Socialist Block*. New York: State University of New York Press.
- Lampe, John R. et
Marvin R. Jackson
1982 *Balkan Economic History, 1550-1950. From Imperial Borderlands to Developing Nations*. Bloomington: Indiana University Press.
- Lampland, Martha
1991 "Pigs, Party Secretaries, and Private Lives in Hungary", *American Ethnologist*, 18, 3, août: 459-479.
- Lavoie, Don
1991 "The Discovery and Interpretation of Opportunities: Culture and the Kirznerian Entrepreneur": 33-51, in Brigitte Berger (dir.), *The Culture of Entrepreneurship*, San Francisco: ICS Press.
- LeClair, Edward E.
1968 "Economic Theory and Economic Anthropology": 187-207, in Edward E. LeClair et H. Schneider (dir.), *Economic Anthropology*. New York: Holt, Rinehart et Winston Inc.

- Lhomel, Edith
1995 "La décollectivisation des campagnes roumaines: incertitudes et enjeux", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 26, 3: 119-142.
- Lhomel, Edith
1997 "La Roumanie en 1996. Le renouveau politique": 113-126, in Edith Lhomel et Thomas Schrieber (coord.), *L'Europe Centrale et Orientale. Édition 1997*. Paris: Les études de la Documentation Française.
- Logio, George Clenton
1932 *Rumania. Its History, Politics and Economics*. Manchester: Sherratt and Hughes.
- Lomnitz, Larissa et
Marisol Perez-Lizaur
1986 "Family Enterprises in Mexico": 124-137, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.) *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology No. 2. Lenham, MD: University Press of America/ Society for Economic Anthropology.
- Los, Maria
1992 "From Underground to Legitimacy: the Normative Dilemmas of Post-Communist Marketization": 11-142, in Gianmaria Ajani, B. Dallago et B. Grancelli (dir.), *Privatization and Entrepreneurship in Post-Socialist Countries. Economy, Law and Society*. New York: St. Martin's press.
- Madgearu, Virgil
1995 [1940] *Evoluția economiei românești după războiul mondial*. Bucarest: Editura Științifică.
- Magocsi, Paul Robert
1993 *Historical Atlas of East Central Europe*. Toronto: University of Toronto Press.
- Mars, Gerald et
Altman Yochanan
1983 "The Cultural Basis of Georgia's Second Economy", *Soviet Studies*, XXXV, 4, octobre: 546-560.
- Marsh, Robert et
Hiroshi Manari
1986 "Constraints on Entrepreneurship: Transaction Costs and Market Efficiency": 45-53, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology No. 2. Lenham, MD: University Press of America/ Society for Economic Anthropology.

- Masson, Danièle
1985 "Roumanie: la "société socialiste multilatéralement développée" et sa paysannerie": 257- 268, in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique. La réinvention du paysan par l'État en Europe centrale et balkanique aux XIXe et XXe siècles*. Paris: Maisonneuve et Larose.
- Mauss, Marcel
1960 *Sociologie et anthropologie*. Paris: PUF.
- Mihailescu, Vintila et
Viorica Nicolau
1996 "La transition entre holisme et individualisme": 105-124, in F. Tsibiridou (textes réunis par), *Actes de deux journées de travail sur la transition. Les mécanismes de la transition dans l'Europe des transformations*. Athènes: Éditions Ant. N Sakkoulas.
- Miller, Daniel
1995 "Consumption and Commodities", *Annual Review of Anthropology*, 24:141-161.
- Miller, Daniel
1997 *Capitalism. An Ethnographic Approach*. Oxford: Berg.
- Ministerul Agriculturii și Alimentației
1997 *Programul de reformă al sectorului agroalimentar al României pentru perioada 1998-2000*, rapport interne du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Bucarest.
- Mink, Georges et
Jean-Charles Szurek
1993 "La reconversion des cadres communistes": 5-17, in *Problèmes politiques et sociaux – dossiers d'actualité mondiale*. 703 (30 avril), *Anciennes et nouvelles élites en Europe centrale et orientale*. Paris: La Documentation Française.
- Mintz, Sidney
1985 *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*. New York: Viking.
- Mitrany, David
1930 *The Land and the Peasant in Rumania. The War and Agrarian Reform (1917-1921)*. London: Oxford University Press.
- Mokrzycki, Edmund
1996 "A New Middle Class?": 184-200, in Zygmunt Bauman, Richard Kilminster et Ian Varcoe (dir.), *Culture, Modernity and Revolution. Essais in Honour of Zygmunt Bauman*. New York: Routledge.

- Morawska, Ewa
1999 "The Malleable *Homo Sovieticus*: Transnational Entrepreneurs in Post-Communist East Central Europe", *Communist and Post-Communist Studies*, 32: 359-378. Disponible: <http://www.elsevier.com/locate/postcomstud>.
- Mouffe, Chantal
1979 "Hegemony and Ideology in Gramsci": 168-204, in Chantal Mouffe (dir.), *Gramsci and Marxist Theory*. London: Routledge and Kegan Paul.
- Nagengast, Carole
1991 *Reluctant Socialists, Rural Entrepreneurs. Class, Culture and the Polish State*. Boulder, Co.: Westview Press.
- Negrescu, Dragos
2000 "A Decade of Privatization in Romania". Communication présentée à la conférence *Romania 2000 - 10 years of transition. Past, present and Future*. Bucarest: Banque mondiale. Disponible: <http://www.worldbank.org.ro/eng/news/conf/papers.html>.
- Nove, Alec
1983 "The Class nature of the Soviet Union Revisited", *Soviet Studies*, XXXV, 3, juillet: 298-312.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)
1999a *Agricultural Policies in Emerging and Transition Economies. Vol 1*. OCDE: Centre for Co-operation with Non-members.
- OCDE
1999b *Agricultural Policies in Emerging and Transition Economies. Vol 2*. OCDE: Centre for Co-operation with Non-members.
- OMC (Organisation mondiale du commerce)
1999 *Trade Policy Reviews. First Press Release, Secretariat and Government Summaries. Romania, September*. Press release PRESS/TPRB/115, 28 septembre 1999. Disponible: http://www.wto.org/english/tratop_e/tp115_e.htm.
- Oprescu, Gheorghe
2000 "The Labor Market in Romania". Communication présentée à la conférence *Romania 2000 - 10 years of transition. Past, Present and Future*. Bucarest: Banque mondiale. Disponible: <http://www.worldbank.org.ro/eng/news/conf/papers.shtml>.
- Ortner, Sherry. B.
1984 "Theories in Anthropology Since the Sixties", *Comparative Studies in Society and History*, 26: 126-166.
- Parker, Richard
1994 "Clintonomics for the East", *Foreign Policy*, 94, printemps: 53-68.

- Polanyi, Karl
1968 "The Economy as Instituted Process": 122-143, in E. LeClair et H. Schneider (dir.), *Economic Anthropology*. New York: Holt, Rinehart et Winston Inc.
- Potel, Jean-Yves
1994 "Le "retour" des communistes en Europe de l'Est", *Le monde diplomatique*, janvier: 12.
- Ratner, Mitchell S.
1984 "Choose and be Chosen: The Transition from Primary to Secondary Education in Contemporary Romania": 139-155, in J. Cole (dir.), *Economy, Society and Culture in Contemporary Romania*. Research Report No. 24, Department. of Anthropology, University of Massachusetts, Amherst, Massachusetts.
- Rey, Violette
1975 *La Roumanie. Essai d'analyse régionale*. Paris: Société d'édition d'enseignement supérieur.
- Rey, Violette,
Octavian Groza,
Ioan Ianoş et
Maria Pătroescu
2000 *Atlas de la Roumanie*. Paris: La Documentation Française.
- Ristache, Florea et
Gica Chiru (coord.)
1980 *Dîmbovița: monografie*. Bucarest: Editura Sort-Turism.
- Roberts, Henry L.
1969 *Rumania. Political Problems of an Agrarian State*. Hamden: Archon Books.
- Roberts, Joseph,
David Pistrui et
Harold P. Welsch
1996 "Utilization of the Family Business Network: Behavioral and Structural Predictors in Transforming Economies". Communication présentée à la 10th Annual National Conference of the U.S. Association for Small Business and Entrepreneurship. Atlanta, Georgia, 12-14 janvier.
- Rona-Tas, Akos
1994 "The First Shall be the Last? Entrepreneurship and Communist Cadres in the Transition from Socialism", *American Journal of Sociology*, 100, 1: 40-69.
- Rona-Tas, Akos
1998 "Path Dependence and Capital Theory: Sociology of the Post-Communist Economic Transformation", *East European Politics and Societies*, 12, 1, hiver: 107- 131.

- Ronnas, Per
1989 "Turning the Romanian Peasant into a New Socialist Man: An Assesment of Rural Development Policy in Romania", *Soviet Studies*, XLI, 4, octobre: 543-559.
- Ronnas, Per
1996 "Romania: Transition to Underdevelopment? ": 13-33, in Ian Jeffries (dir.), *Problems of Economic and Political Transformation in the Balkans*. London: Pintes.
- Roper, Steven D.
2000 *Romania. The Unfinished Revolution*. Harwood Academic Publishers.
- Roseberry, William
1989 *Anthropology and Histories. Essais in Culture, History, and Political Economy*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- Rotariu, Traian et
Livia Popescu
1999 "Poverty in Romania": 102- 129, in Yogesh Atal (dir.), *Poverty in Transition and Transition in Poverty. Recent Developments in Hungary, Bulgaria, Romania, Georgia, Russia, Mongolia*. New York: Berghahn Books.
- Salzman, Zdenek et
Vladimir Scheufler
1986 *Komarov. A Czech Farming Village*. Illinois: Waveland Press.
- Sampson, Steven
1983 "Rich Families and Poor Collectives: An Anthropological Approach to Romania's 'Second Economy'", *Bildrag till öststatsforskningen. Contributions To Soviet and East European Research*, 11, 1: 44-77.
- Sampson, Steven
1984 *National Integration Through Socialist Planning. An Anthropological Study of a Romanian New Town*. Boulder, Co.: East European Monographs/ New York: Columbia University Press.
- Sampson, Steven
1986 "The Informal Sector in Eastern Europe", *Telos*. 66, hiver: 44-66.
- Sampson, Steven
1987 "The Second Economy of the Soviet Union and Eastern Europe", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 493, septembre: 120-136.
- Sampson, Steven
1988 "'May You Live Only by Your Salary': The Unplanned Economy in Eastern Europe", *Social Justice*, 15, 3-4: 135-159.

- Sampson, Steven
1993 "Global Village or Global Talk: Exporting and Importing Democracy in Eastern Europe". Communication présentée à la *Conference on Internationalization and Democratization: Central Europe in Comparative Perspective*, Bucarest, décembre.
- Sarris, Alexander H. et
Dinu Gavrilesco
1997 "Restructuring of Farms and Agricultural Systems in Romania": 189-228, in Johan F.M. Swinnen, Allan Buckwell et Erik Mathjis (dir.), *Agricultural Privatization, Land Reform and Farm Restructuring in Central and Eastern Europe*. Aldershot: Ashgate.
- Schildkrout, Enid
1986 "Entrepreneurial Activities of Women and Children Among the Islamic Hausa of Northern Nigeria": 195-223, in Sidney M. Greenfield et Arnold Strickon (dir.), *Entrepreneurship and Social Change*. Monographs in Economic Anthropology 2. Lenham, MD: University Press of America/Society for Economic Anthropology.
- Schneider, Jane et
Peter Schneider
1976 *Culture and Political Economy in Western Sicily*. New York: Academic Press.
- Schumpeter, J.A.
1951 "Economic Theory and Entrepreneurial History": 248-266, in Richard V. Clemence (dir.), *Essays on Economic Topics of J. A. Schumpeter*. Port Washington, NY: Kennikat Press.
- Serbanescu, Iliia
2000 "Can the Vicious Circle Be Broken?". Communication présentée à la conférence *Romania 2000 - 10 years of transition. Past, present and Future*. Bucarest: Banque mondiale. Disponible: <http://www.worldbank.org.ro/eng/news/conf/papers.shtml>.
- Sik, Endre
1992 "From the Second to the Informal Economy", *Journal of Public Policy*, 12, 2: 153-175.
- Slomczynski, Kazimierz M. et
Goldie Shabad
1997 "Systemic Transformations and the Saliency of Class Structure in East Central Europe", *East European Politics and Societies*, 11, 1: 155-189.

- Smith, Adrian et
Adam Swain
1998 "Regulating and Institutionalising Capitalism. The Micro-foundations of Transformation in Eastern and Central Europe": 25-53, in John Pickles et Adrian Smith (dir.), *Theorizing Transition. The Political Economy of Post-Communist Transformations*. London: Routledge.
- Stahl, Henri H.
1969 *Les anciennes communautés villageoises roumaines. Asservissement et pénétration capitaliste*. Bucarest: Éditions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie/ Paris: Éditions du CNRS.
- Stan, Lavinia
1997 "Romanian Privatization Program: Catching up with the East": 127-161, in Lavinia Stan (dir.), *Romania in Transition*. Aldershot: Dartmouth.
- Staniszki, Jadwiga
1991 "'Political Capitalism' in Poland", *East European Politics and Societies*, 5, 1, hiver: 127-141.
- Stark, David
1989 "Bending the Bars of the Iron Cage: Bureaucratization and Informalization in Capitalism and Socialism", *Sociological Forum*, 4, 4: 637-664.
- Stark, David
1990 "Privatization in Hungary: From Plan to Market or From Plan to Clan?", *East European Politics and Societies*, 4, 3, automne: 351-392.
- Stoicescu, Nicolae et
Mihai Oproiu (coord.)
1983 *Dictionar istoric al județului Dâmbovița*. Târgoviște: Academia de Științe Sociale și Politice.
- Sverinsson, Arni
1994 "Making Sense of Chaos: Socio-technical Networks, Careers and Entrepreneurs", *Acta Sociologica*, 37: 401-407.
- Swedberg, Richard et
Mark Granovetter.
1992 "Introduction": 1-26, in M. Granovetter et R. Swedberg (dir.), *The Sociology of Economic Life*. San Francisco: Boulder.
- Szelényi, Ivan
1988 *Socialist Entrepreneurs. Embourgeoisement in Rural Hungary*. Wisconsin: The University of Wisconsin Press.
- Sztompka, Piotr
1996 "Trust and Emerging Democracy", *International Sociology*. 11, 1, mars: 37-62.

- Tesliuc, Emil
2000 "Agriculture Policy: Achievements and Challenges". Communication présentée à la conférence *Romania 2000 - 10 years of transition. Past, present and Future*, Bucarest: Banque mondiale. Disponible: <http://www.worldbank.org.ro/eng/news/conf/papers.shtml>.
- Tismăneanu, V.
1993 "The Quasi-Revolution and Its Discontents: Emerging Political Pluralism in Post-Ceausescu Romania", *East European Politics and Societies*, 7, 2, printemps: 309-348.
- Tomass, Mark
1998 "Mafianomics: How Did Mob Entrepreneurs Infiltrate and Dominate the Russian Economy?", *Journal of Economic Issues*, XXXII, 2, juin: 565-574.
- Tourne, Christian
1993 "The Legal Framework for Agricultural Land Reform": 49-72, in *Romania. A strategy for transition in agriculture. Vol. 2 of 5: Government, Land and Social Issues*. World Bank working papers. Washington: Banque mondiale.
- Tsantis, Andreas C. et
Roy Pepper (coord.)
1979 *Romania. The Industrialization of and Agrarian Economy under Socialist Planning. Report of a Mission Sent to Romania by the World Bank*. Washington: Banque mondiale.
- Turnock, David
1974 *An Economic Geography of Romania*. London: G. Bell and Sons, Ltd.
- Turnock, David
1986 *The Romanian Economy in the Twentieth Century*. New York: St. Martin's Press.
- Unguru, Manuela
1999 *Romania's Economic Competitiveness and EU Trade Integration*. Research Report No. 260, August 1999. Vienne, Autriche: Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche.
- U.S. Department of Commerce
1998 *Romania. Economic Trends and Outlook*. Disponible: <http://www.tradeport.org/ts/countries/romania/trends.html>.
- Verdery, Katherine
1983 *Transylvanian Villagers. Three Centuries of Political, Economic, and Ethnic Change*. Berkeley: University of California Press.

- Verdery, Katherine
1991a "Theorizing Socialism: A Prologue to the 'Transition'", *American Ethnologist*, 18, 3, août: 419-438.
- Verdery, Katherine
1991b *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*. Berkeley: University of California Press.
- Verdery, Katherine
1993 "Ethnic Relations, Economies of Shortage, and the Transition in Eastern Europe": 172-186, in C. M. Hann (dir.), *Socialism. Ideals, Ideologies and Local Practice*. London: Routledge.
- Verdery, Katherine
1996 *What Was Socialism and What Comes Next?*. Princeton: Princeton University Press.
- Warnier, J.P.
1993 *L'esprit d'entreprise au Cameroun*. Paris: Karthala.
- Weber, Max
1964 [1946] *The Theory of Social and Economic Organization*. New York: The Free Press.
- Wolf, Eric
1971 "Aspects of Group Relationships in a Complex Society: Mexico": 50-68, in T. Shanin (ed.) *Peasants and Peasant Societies*, Harmondsworth: Penguin Books.
- Worsley, Peter
1984 *The Three Worlds. Culture and World Development*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Young, Mayfair
1996 "Tradition, Travelling Anthropology and the Discourse of Modernity in China": 93-114, in Henrietta Moore (dir.), *The Future of Anthropological Knowledge*. London: Routledge.

Annexes

Glossaire des termes roumains utilisés

<i>acord</i>	(n.) accord; " <i>acord global</i> " = "accord global"; durant la période socialiste, système de travail de la terre de coopératives agricoles de production.
<i>ajutor</i>	(n.) entraide; " <i>a ajuta</i> " = (v.) aider.
<i>ales</i> (pl. <i>aleși</i>)	participe passé du verbe " <i>a alege</i> " = choisir; " <i>oameni aleși</i> " = "des gens 'choisis', différents des autres".
<i>amărît</i>	(adj.) " <i>om amărît</i> " = "une personne 'amère' à cause des échecs".
(a) <i>arenda</i>	(v.) prendre en location de la terre; " <i>arendaș</i> " = (n.) avant la deuxième guerre mondiale, gérant des terres d'un grand domaine; affermateur.
(a) <i>avea</i>	(v.) avoir.
<i>blocaj</i> (pl. <i>blocaje</i>)	(n.) blocage.
<i>boier</i> (pl. <i>boieri</i>)	(n.) boyard.
<i>bucureștean</i> (pl. <i>bucureșteni</i>)	(n.) habitant de Bucarest.
<i>bufet</i> (pl. <i>bufete</i>)	(n.) taverne villageoise.
<i>cămin</i> (pl. <i>cămine</i>)	(n.) terre de la cour d'une résidence villageoise.
<i>chiabur</i> (pl. <i>chiaburi</i>)	(n.) paysan riche; " <i>chiaburie</i> " = (n.) "état d'être <i>chiabur</i> ".
<i>chirie</i> (pl. <i>chirii</i>)	(n.) location.
<i>ciorbă</i> (pl. <i>ciorbe</i>)	(n.) soupe paysanne.
<i>clăcaș</i> (pl. <i>clăcași</i>)	(n.) serf; " <i>clacă</i> " = (n.) corvée.
<i>codaș</i> (pl. <i>codași</i>)	(n.) au début du XXe siècle, paysan pauvre, sans bœufs.
<i>cofetărie</i> (pl. <i>cofetării</i>)	(n.) pâtisserie, salon de thé.
<i>cojocar</i> (pl. <i>cojocari</i>)	(n.) fabricant de touloupes.
<i>colac</i> (pl. <i>colaci</i>)	(n.) bagel distribué lors des rituels de la mort.

<i>colivă</i> (pl. <i>colive</i>)	(n.) gâteau rituel fait de grains de blé décortiqués bouillis dans de l'eau et mélangés avec du sucre et des noix de Grenoble
<i>conducător</i>	(n.) dirigeant, leader; une des désignations de Ceaușescu durant son règne.
<i>coș</i> (pl. <i>coșuri</i>)	(n.) panier.
<i>cules</i>	(n.) cueillette; " <i>la cules</i> " = "travailler à la cueillette".
<i>curte</i> (pl. <i>curți</i>)	(n.) cour d'une résidence villageoise.
<i>deochi</i>	(n.) mauvais œil.
<i>dijmă</i>	(n.) rente.
<i>domn</i> (pl. <i>domni</i>)	(n.) monsieur.
<i>dublă</i> (pl. <i>duble</i>)	(n.) mesure de volume locale, équivalant à près de 14 kg pour le blé, et à près de 10 kg pour le maïs.
<i>fier</i>	(n.) fer; " <i>fiare vechi</i> " = fer de récupération.
<i>fruntaș</i> (pl. <i>fruntași</i>)	(n.) au début du XXe siècle, paysan riche, possédant quatre bœufs.
<i>funcție</i> (pl. <i>funcții</i>)	(n.) position dans la hiérarchie socialiste; " <i>funcție de răspundere</i> " = "position de responsabilité"; position de cadre.
<i>a fura</i>	(v.) voler.
<i>gospodărie</i> (pl. <i>gospodării</i>)	(n.) unité de parenté et de résidence; ensemble des avoirs matériels de celle-ci; " <i>om gospodar</i> " = "personne qui arrive à réaliser l'autonomie de sa <i>gospodărie</i> "; " <i>a se gospodări</i> " = (v.) "travailler pour réaliser l'autonomie de soi-même et de sa <i>gospodărie</i> ".
<i>grădină</i> (pl. <i>grădini</i>)	(n.) jardin.
<i>horă</i> (pl. <i>hore</i>)	(n.) danse traditionnelle roumaine en cercle.
<i>hoț</i> (pl. <i>hoți</i>)	(n.) voleur; " <i>hoție</i> " = (n.) vol.
<i>indivie</i> (pl. <i>invidii</i>)	(n.) envie, jalousie.
<i>integrator</i> (pl. <i>integratori</i>)	(n.) "intégrateur"; entre 1990 et 1996 entreprise étatique de collecte et stockage des produits agricoles.

<i>împărțeală</i> (pl. <i>împărțeli</i>)	(n.) distribution rituelle de nourriture et d'objets faite à la mémoire d'un mort.
<i>încărcat</i>	participe passé du verbe " <i>a încărca</i> " = charger.
<i>înjosit</i> (pl. <i>înjosiți</i>)	participe passé du verbe " <i>a înjosi</i> " = abaisser.
<i>înstărit</i> (pl. <i>înstăriți</i>)	(adj.) "de bon état"; " <i>oameni înstăriți</i> " = "gens de bon état, qui sont arrivés à atteindre une certaine aisance".
<i>judet</i> (pl. <i>judete</i>)	(n.) département.
<i>legionar</i>	(n.) membre de la Légion de l'Archange Michael, le principal groupe d'extrême-droite roumain d'entre-deux-guerres.
<i>leneș</i> (pl. <i>leneși</i>)	(n.) adj. paresseux.
<i>leu</i> (pl. <i>lei</i>)	(n.) la devise nationale roumaine; littéralement, "lion".
<i>lucru</i> (pl. <i>lucruri</i>)	(n.) chose; travail; " <i>a avea de lucru</i> " = (v.) avoir du travail à faire.
<i>magazin universal</i>	durant le socialisme, "magasin général".
<i>mahmudele</i>	(n.) monnaies en or du début du XXe siècle.
<i>marfă</i> (pl. <i>mărfuri</i>)	(n.) marchandise; " <i>marfă originală</i> " = "marchandise originale"; après 1990, marchandise de marque occidentale et produite en occident.
<i>mămăligă</i>	(n.) bouillie de semoule de maïs considéré comme un des mets "nationaux" de la Roumanie.
<i>mijlocăș</i> (pl. <i>mijlocași</i>)	(n.) au début du XXe siècle, paysan "moyen", possédant deux bœufs.
<i>mironosite</i>	(n. pl.) rituel de l'église orthodoxe roumaine destiné aux femmes et servant à commémorer leur mort dès leur vivant.
<i>moșier</i> (pl. <i>moșieri</i>)	(n.) grand propriétaire; " <i>moșie</i> " = (n.) grand domaine.
<i>moșnean</i> (pl. <i>moșneni</i>)	(n.) paysan libre.

<i>muncă</i> (pl. <i>munci</i>)	(n.) travail; " <i>muncă neîncetată</i> " = travail incessant, sans arrêt; " <i>muncă cu ziua</i> " = "travail à la journée"; " <i>oameni la muncă</i> " = "journaliers employés pour le travail des exploitations familiales"; " <i>oameni muncitori</i> " = "gens travailleurs".
<i>navetă</i>	(n.) navette; déplacement journalier du village où l'on habite au centre industriel où l'on travaille.
<i>navetist</i> (pl. <i>navetiști</i>)	(n.) habitant des campagnes qui fait chaque jour le voyage au centre industriel où il travaille.
<i>neam</i> (pl. <i>neamuri</i>)	(n.) lignage patrilinéaire; " <i>neam bun</i> " = "bon lignage"; " <i>neam prost</i> " = "mauvais lignage".
<i>nimic</i>	rien; " <i>oameni de nimic</i> " = "gens de rien", "gens bons à rien et qui valent rien sur le plan social".
<i>obicei</i> (pl. <i>obiceiuri</i>)	(n.) coutume.
<i>odaie</i> (pl. <i>odăi</i>)	(n.) pièce dans une maison roumaine traditionnelle.
<i>om</i> (pl. <i>oameni</i>)	(n.) humain; homme.
<i>pachet</i> (pl. <i>pachete</i>)	(n.) colis; " <i>lucruri din pachet</i> " = "biens du colis"; durant la période socialiste, biens étrangers (en particulier occidentaux).
<i>parte</i> (pl. <i>părți</i>)	part; " <i>a da pământul în parte</i> " = "donner la terre en part", en métayage.
<i>pământ</i>	(n.) terre.
<i>pâsat</i>	(n.) mets concocté à partir de semoule de maïs et de saindoux.
<i>pățul</i> (pl. <i>pătule</i>)	espace de stockage pour les céréales, dans les exploitations familiales.
<i>pilă</i> (pl. <i>pile</i>)	(n.) contact, connexion.
<i>pocăit</i> (pl. <i>pocăiți</i>)	(n.) adventiste; " <i>a se pocăi</i> " = (v.) se repentir.
<i>pomană</i> (pl. <i>pomeni</i>)	(n.) repas rituel fait après le décès d'une personne; " <i>pomană de viu</i> " = repas rituel fait du vivant de la personne en vue de sa mort.
<i>pomenire</i> (pl. <i>pomeniri</i>)	(n.) mention rituelle d'un mort dans l'église.

<i>posibilitate</i> (pl. <i>posibilități</i>)	(n.) possibilité; " <i>a avea posibilități</i> " = "avoir les possibilités"; avoir les moyens pour se maintenir en haut de la hiérarchie économique.
<i>privatizat</i> (pl. <i>privatizați</i>)	(n.) commerçant apparu après 1990.
<i>privatizare</i> (pl. <i>privatizări</i>)	(n.) boutique apparue après 1990.
<i>procopsit</i>	participe passée du verbe " <i>a se procopsi</i> " = acquérir quelque chose; " <i>om procopsit</i> " = "une personne qui est arrivée à une certaine position par l'acquisition de biens ou d'une position".
<i>prost</i> (pl. <i>proști</i>)	(n.) stupide, con.
<i>rată</i> (pl. <i>rate</i>)	(n.) autobus destiné, pendant la période socialiste, à faire la navette entre les villages et les centres industriels.
(<i>a</i>) <i>răsturna</i>	(v.) renverser; " <i>a răsturna masa</i> " = (v.) mettre à l'horizontale la table à manger; dans une maison roumaine traditionnelle, "mettre la table".
<i>ridicat</i>	participe passé du verbe " <i>a se ridica</i> " = "s'élever dans l'échelle économique".
<i>rică</i>	(n.) envie, haine.
<i>rost</i>	(n.) cadre d'un métier à tissage; sens; dessein; " <i>oameni cu rost</i> " = "gens qui arrivent à maîtriser leur destinée et qui ainsi trouvent leur place dans la société".
<i>salată de bœuf</i>	(n.) salade combinant des pommes de terre, des carottes et du bœuf bouillis; ainsi que des cornichons et des poivrons marinés. Tous les ingrédients sont coupés en petits cubes et par la suite mélangés avec de la mayonnaise.
<i>salariat</i> (pl. <i>salariați</i>)	(n.) salarié; durant le socialisme, généralement employé d'une entreprise d'État; " <i>salariu</i> " = salaire.
<i>sapă</i>	bêche; " <i>la sapă</i> " = "travailler à la bêche".
<i>sarmale</i> (sg. <i>sarma</i>)	(n.) mets roumain traditionnel composé de feuilles choux farcies de viande de porc, ou encore de feuilles de vignes farcies de viande de porc ou de bœuf.
<i>Securitate</i>	(n.) durant la période socialiste, les services secrets roumains.

<i>servici</i>	(n.) emploi; durant le socialisme, généralement emploi permanent dans une entreprise étatique.
<i>shop</i>	(n.) magasin réservé à la nomenklatura communiste et où la vente se faisait en dollars américains.
<i>strachină</i> (pl. <i>străchini</i>)	(n.) bol traditionnel roumain fait en terre cuite.
<i>străinaş</i> (pl. <i>străinaşi</i>)	(n.) petit propriétaire terrien qui n'habite pas dans le village où sa terre se trouve.
<i>supus</i> (pl. <i>supuşi</i>)	(adj.) obéissant.
<i>tarabă</i> (pl. <i>tarabe</i>)	(n.) étalage.
<i>temei</i>	(n.) fondation; raison profonde.
<i>tovarăş</i> (pl. <i>tovarăşi</i>)	(n.) camarade; formule d'adresse qui avait remplacé "monsieur" ou "madame" durant la période socialiste.
<i>ţărănist</i>	(n.) membre du Parti national paysan, durant la période d'entre-deux-guerres, ou du Parti national-paysan chrétien et démocrate, après 1990.
(a) trăi	(v.) vivre; " <i>Trăiască tovarăşul Nicolae Ceauşescu</i> " = "Vive le camarade Nicolae Ceauşescu".
<i>ţuică</i>	(n.) eau-de-vie traditionnelle faite à partir de prunes, de mirabelles ou d'abricots.
<i>untură</i>	(n.) saindoux.
<i>vărnicer</i> (pl. <i>vărniceri</i>)	(n.) fabricant de chaux; " <i>var</i> " = (n.) chaux.
<i>văzut</i>	participe passé du verbe " <i>a vedea</i> " = voir; " <i>om văzut</i> " = "personne bien vue".
<i>vlagă</i>	(n.) vitalité.